

RAPPORT ANNUEL

2022

SOMMAIRE

1. Rapport sur le gouvernement d'entreprise	6
1.1. Présentation de l'établissement	6
11.1. Dénomination, siège social et administratif	6
11.2. Forme juridique	6
11.3. Objet social	6
11.4. Date de constitution, durée de vie	6
11.5. Exercice social	7
11.6. Description du Groupe BPCE et de la place de l'établissement au sein du Groupe	7
1.2. Capital social de l'établissement	9
12.1. Parts sociales	9
12.2. Politique d'émission et de rémunération des parts sociales	9
12.3. Sociétés locales d'épargne	11
1.3. Organes d'administration, de direction et de surveillance	12
13.1. Directoire	12
131.1. Pouvoirs	12
131.2. Composition	12
131.3. Fonctionnement	13
131.4. Gestion des conflits d'intérêts	14
13.2. Conseil d'orientation et de surveillance	14
132.1. Pouvoirs	14
132.2. Composition	14
132.3. Fonctionnement	18
132.4. Comités	18
132.5. Gestion des conflits d'intérêts	22
13.3. Commissaires aux comptes	23
1.4. Eléments complémentaires	24
14.1. Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et leur utilisation	24
14.2. Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux	24
142.1. Directoire	24
142.2. Conseil d'Orientation et de Surveillance	27
14.3. Conventions significatives (article L.225-37-4 du code de commerce)	32
14.4. Observations du Conseil d'orientation et de surveillance	33
2. Rapport de gestion	35
2.1. Contexte de l'activité	35
21.1. Environnement économique et financier	35
21.2. Faits majeurs de l'exercice	36
212.1. Faits majeurs du Groupe BPCE	36
212.2. Faits majeurs de l'entité (et de ses filiales)	42
212.3. Modifications de présentation et de méthodes d'évaluation	43
2.2. Informations sociales, environnementales et sociétales	44
22.1. La différence coopérative des Caisses d'Epargne	44
221.1. Le modèle coopératif, garant de stabilité et de résilience	44
221.2. Un modèle d'affaires centré sur le développement de l'économie des territoires	50
221.3. Une proximité constante avec les parties prenantes	54
22.2. Les Orientations RSE & Coopératives 2022-2024	54
22.3. La déclaration de Performance Extra-Financière	58

223.1.	L'analyse des risques extra-financiers de la Caisse d'Epargne	58
223.2.	Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Produits et services	61
223.3.	Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Fonctionnement interne	78
223.4.	Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Gouvernance	100
22.4.	Note méthodologique	108
2.3.	Activités et résultats consolidés de l'entité	113
23.1.	Résultats financiers consolidés	113
23.2.	Présentation des secteurs opérationnels	114
23.3.	Activités et résultats par secteur opérationnel	114
23.4.	Bilan consolidé et variation des capitaux propres	114
2.4.	Activités et résultats de l'entité sur base individuelle	115
24.1.	Résultats financiers de l'entité sur base individuelle	115
24.2.	Analyse du bilan de l'entité	116
2.5.	Fonds propres et solvabilité	118
25.1.	Gestion des fonds propres	118
251.1.	Définition du ratio de solvabilité	118
251.2.	Responsabilité en matière de solvabilité	119
25.2.	Composition des fonds propres	119
252.1.	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	119
252.2.	Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	119
252.3.	Fonds propres de catégorie 2 (T2)	119
252.4.	Circulation des fonds propres	120
252.5.	Gestion du ratio de l'établissement	120
252.6.	Tableau de composition des fonds propres	120
25.3.	Exigences de fonds propres	120
253.1.	Définition des différents types de risques	120
253.2.	Tableau des exigences en fonds propres et risques pondérés	121
25.4.	Ratio de Levier	121
254.1.	Définition du ratio de levier	121
254.2.	Tableau de composition du ratio de levier	122
2.6.	Organisation et activité du Contrôle interne	123
26.1.	Présentation du dispositif de contrôle permanent	123
26.2.	Présentation du dispositif de contrôle périodique	125
26.3.	Gouvernance	126
2.7.	Gestion des risques	128
27.1.	Dispositif de gestion des risques et de la conformité	128
271.1.	Dispositif Groupe BPCE	128
271.2.	Direction des Risques et Direction de la Conformité	128
271.3.	Principaux risques de l'année 2022	131
271.4.	Culture Risques et conformité	132
271.5.	Appétit au risque	134
27.2.	Facteurs de risques	138
272.1.	Risques stratégiques, d'activité et d'écosystème	138
272.2.	Risque financiers	142
272.3.	Risques de crédit et de contrepartie	144
272.4.	Risques non financiers	145
272.5.	Risques liés à la réglementation	148
27.3.	Risques de crédit et de contrepartie	151
273.1.	Définition	151
273.2.	Organisation de la gestion des risques de crédit	151
273.3.	Suivi et surveillance des risques de crédit et de contrepartie	152
273.4.	Travaux réalisés en 2022	166
27.4.	Risques de marché	167
274.1.	Définition	167

274.2.	Organisation du suivi des risques de marché	167
274.3.	Loi de séparation et de régulation des activités bancaires	168
274.4.	Mesure et surveillance des risques de marché	168
274.5.	Simulation de crise relative aux risques de marché	169
274.6.	Travaux réalisés en 2022	169
27.5.	Risques structurels de bilan	170
275.1.	Définition	170
275.2.	Organisation du suivi des risques de gestion de bilan	170
275.3.	Suivi et mesure des risques de liquidité et de taux	171
275.4.	Travaux réalisés en 2022	173
27.6.	Risques opérationnels	174
276.1.	Définition	174
276.2.	Organisation du suivi des risques opérationnels	174
276.3.	Système de mesure des risques opérationnels	176
276.4.	Coût du risque de l'établissement sur les risques opérationnels	176
276.5.	Travaux réalisés en 2022	177
27.7.	Risques juridiques / Faits exceptionnels et litiges	179
27.8.	Risques de non-conformité	179
278.1.	Définition	179
278.2.	Organisation de la fonction conformité au sein du Groupe BPCE	179
278.3.	Suivi des risques de non-conformité	180
278.4.	Travaux réalisés en 2022	183
27.9.	Continuité d'activité	184
279.1.	Organisation et pilotage de la continuité d'activité	184
279.2.	Travaux réalisés en 2022	185
27.10.	Sécurité des systèmes d'information	186
2710.1.	Organisation et pilotage de la filière SSI	186
2710.2.	Suivi des risques liés à la sécurité des systèmes d'information	187
2710.3.	Travaux réalisés en 2022	189
27.11.	Risques climatiques	189
2711.1.	Organisation et gouvernance	189
2711.2.	Accélération de l'intégration d'un volet dédié aux risques climatiques et environnementaux	190
27.12.	Risques émergents	195
2.8.	Evénements postérieurs à la clôture et perspectives	197
28.1.	Les événements postérieurs à la clôture	197
28.2.	Les perspectives et évolutions prévisibles	197
2.9.	Eléments complémentaires	200
29.1.	Information sur les participations, liste des filiales importantes, liste des succursales	200
29.2.	Activités et résultats des principales filiales	200
29.3.	Tableau des cinq derniers exercices	201
29.4.	Délais de règlement des clients et des fournisseurs	202
29.5.	Informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération (article L.511-102 du code monétaire et financier)	202
29.6.	Informations relatives aux comptes inactifs (articles L312-19, L312-20 et R312-21 du code monétaire et financier)	204
3.	Etats financiers	205
3.1.	Comptes consolidés	205
31.1.	Comptes consolidés au 31 décembre 2022 (avec comparatif au 31 décembre 2021)	205
311.1.	Compte de résultat consolidé	205
311.2.	Résultat global	206
311.3.	Bilan consolidé	206
311.4.	Tableau de variation des capitaux propres	208
311.5.	Tableau des flux de trésorerie	209
31.2.	Annexe aux comptes consolidés	209
312.1.	Note 1. Cadre général	209
312.2.	Note 2. Normes comptables applicables et comparabilité	212
312.3.	Note 3. Consolidation	220

312.4.	Note 4. Notes relatives au compte de résultat _____	226
312.5.	Note 5. Notes relatives au bilan _____	232
312.6.	Note 6. Engagements _____	265
312.7.	Note 7. Exposition aux risques _____	266
312.8.	Note 8. Avantages du personnel _____	285
312.9.	Note 9. Juste valeur des actifs et passifs financiers _____	289
312.10.	Note 10. Impôts _____	302
312.11.	Note 11. Autres informations _____	304
312.12.	Note 12. Détail du périmètre de consolidation _____	315
3.2.	Comptes individuels _____	319
32.1.	Comptes individuels au 31 décembre 2022 (avec comparatif au 31 décembre 2021) _____	319
321.1.	Compte de résultat _____	319
321.2.	Bilan et hors-bilan _____	319
32.2.	Notes annexes aux comptes individuels _____	321
322.1.	Note 1. Cadre général _____	321
322.2.	Note 2. Principes et méthodes comptables généraux _____	323
322.3.	Note 3. Informations sur le compte de résultat _____	325
322.4.	Note 4. Informations sur le bilan _____	331
322.5.	Note 5. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées _____	356
322.6.	Note 6. Autres informations _____	360
4.	Annexes _____	362
4.1.	Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la DPEF consolidée figurant dans le rapport de gestion _____	362
4.2.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés _____	369
4.3.	Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes individuels _____	377
4.4.	Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées _____	386
5.	Déclaration des personnes responsables _____	391
5.1.	Personne responsable des informations contenues dans le rapport _____	391
5.2.	Attestation du responsable _____	391

1. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

1.1. Présentation de l'établissement

11.1. Dénomination, siège social et administratif

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre

Nom commercial : Caisse d'Epargne Loire-Centre

Sigle : CELC

Siège social : 7, rue d'Escures - 45000 ORLÉANS

Sites administratifs :

Les 2 Lions – 36 allée Ferdinand de Lesseps – CS 90657 – 37026 TOURS CEDEX

La Montespan – 12 rue de Maison Rouge – CS 10620 – 45146 SAINT JEAN DE LA RUEILLE CEDEX

11.2. Forme juridique

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre, au capital de 474 039 440 euros, enregistrée au registre du commerce et des sociétés d'Orléans sous le numéro 383 952 470 et dont le siège social est situé 7 rue d'Escures à ORLÉANS (45000), est une banque coopérative, société anonyme à directoire et conseil de surveillance dénommé conseil d'orientation et de surveillance (COS) régie par le code monétaire et financier, et en particulier par les articles L.512-85 et suivants, la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, les dispositions du code de commerce relatives aux sociétés commerciales et par ses statuts.

11.3. Objet social

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre a pour objet toutes opérations de banque, de services d'investissement et d'intermédiation d'assurance effectuées avec ses sociétaires, les sociétaires des sociétés locales d'épargne qui lui sont affiliées et avec les tiers. Elle peut également effectuer toutes opérations connexes aux opérations de banque et de services d'investissement, exercer l'activité d'intermédiaire ou d'entremise dans le domaine immobilier, prendre toutes participations et, généralement, effectuer toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus de nature à favoriser son développement.

Dans le cadre de l'article L. 512-85 du code monétaire et financier, la Caisse d'Epargne Loire-Centre participe à la mise en œuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions. Elle a en particulier pour objet la promotion et la collecte de l'épargne ainsi que le développement de la prévoyance, pour satisfaire notamment les besoins collectifs et familiaux. Elle contribue à la protection de l'épargne populaire, au financement du logement social, à l'amélioration du développement économique local et régional et à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale.

11.4. Date de constitution, durée de vie

Immatriculée en date du 8 juin 2000, la durée de la société est fixée à 99 ans, à compter de sa transformation en banque coopérative, société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance le 10 janvier 1992, sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Orléans sous le numéro 383 952 470.

11.5. Exercice social

L'exercice social a une durée de 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre. Les documents juridiques relatifs à la Caisse d'Epargne Loire-Centre (statuts, procès-verbaux d'assemblées générales, rapports des contrôleurs légaux) peuvent être consultés au greffe du tribunal de commerce d'Orléans.

11.6. Description du Groupe BPCE et de la place de l'établissement au sein du Groupe

Le Groupe BPCE, deuxième groupe bancaire en France, exerce tous les métiers de la banque et de l'assurance, au plus près des besoins des personnes et des territoires. Il s'appuie sur deux réseaux de banques commerciales coopératives et autonomes, celui des 14 Banques Populaires et celui des 15 Caisses d'Epargne, détenus par plus de 9 millions de sociétaires.

Acteur majeur en France dans la banque de proximité et l'assurance avec ses deux grands réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne ainsi qu'avec la Banque Palatine et Oney, le Groupe déploie également au niveau mondial, les métiers de gestion d'actifs, avec Natixis Investment Managers, et de banque de financement et d'investissement, avec Natixis Corporate and Investment Banking.

Le Groupe BPCE compte 35 millions de clients et 100 000 collaborateurs.

La Caisse d'Epargne Loire-centre est affiliée à BPCE. Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE est constitué sous forme de SA à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à hauteur de 50 % par les Caisses d'Epargne. La Caisse d'Epargne Loire-centre en détient 2,32 %.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du Groupe. Il détermine aussi les orientations stratégiques et coordonne la politique commerciale du Groupe dont il garantit la liquidité et la solvabilité. En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe. Il détient et gère les participations dans les filiales.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources des Caisses d'Epargne et de réaliser toutes opérations financières utiles au développement et au refinancement du Groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du Groupe.

Chiffres clés au 31 décembre 2022 du Groupe BPCE

35 millions de clients
9 millions de sociétaires
100 000 collaborateurs

2^{ème} groupe bancaire en France ¹ ; 2^{ème} banque de particuliers ² ; 1^{ère} banque des PME ³

2^{ème} banque des professionnels et des entrepreneurs individuels ⁴

Le Groupe BPCE finance plus de 20 % de l'économie française ⁵

Parmi les plus importants gestionnaires d'actifs à l'échelle mondiale ⁶

¹ Parts de marché : 22% en épargne clientèle et 22,1% en crédit clientèle (Banque de France T3-2022 : toutes clientèles non financières).

² Parts de marché : 21,9% en épargne des ménages et 26,2% en crédit immobilier aux ménages (Banque de France T3-2022. Taux de pénétration global de 29,7% (rang 2) auprès des particuliers (étude SOFIA Kantar, mars 2021).

³ 53% (rang 1) de taux de pénétration total (enquête PME PMI Kantar 2021).

⁴ 38,4% (rang 2) de taux de pénétration auprès des professionnels et des entrepreneurs individuels (enquête Pépites 2020-2021, CSA).

⁵ 22,1% de parts de marché sur encours en crédits toutes clientèles non financières (Banque de France T3-2022).

⁶ Cerulli Quantitative Update : Global Markets 2022 a classé Natixis Investment Managers 18^e plus grande société de gestion au monde, sur la base des actifs sous gestion au 31 décembre 2021.



⁽¹⁾ Fédération nationale des Banques Populaires.
⁽²⁾ Via les sociétés locales d'épargne (SLE).

⁽³⁾ Fédération nationale des Caisses d'Épargne.
⁽⁴⁾ Détenue à 50,1 %.

⁽⁵⁾ Via Natixis SA.

1.2. Capital social de l'établissement

12.1. Parts sociales

Le capital social est composé exclusivement de parts sociales d'une valeur nominale de 20 euros, entièrement libérées et toutes de même catégorie, entièrement souscrites par les sociétés locales d'épargne.

Au 31 décembre 2022, le capital social de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'élève à 474 039 440 €, soit 23 701 972 parts sociales de 20 euros de valeur nominale.

Evolution et détail du capital social de la Caisse d'Epargne Loire-Centre :

	Montant en K€	% en capital	% en droit de vote
Au 31 décembre 2022			
Parts sociales détenues par les SLE	474 039	100%	100%
Au 31 décembre 2021			
Parts sociales détenues par les SLE	474 039	100%	100%
Au 31 décembre 2020			
Parts sociales détenues par les SLE	474 039	100%	100%
Au 31 décembre 2019			
Parts sociales détenues par les SLE	474 039	100%	100%

12.2. Politique d'émission et de rémunération des parts sociales

S'agissant des parts sociales de la Caisse d'Epargne Loire-Centre

Les parts sociales de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont obligatoirement nominatives. Elles ne peuvent être détenues et cédées qu'à des Sociétés Locales d'Epargne affiliées à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance. Leur cession s'effectue au moyen d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire.

Les parts sociales donnent droit à un intérêt annuel dont le taux est fixé par l'assemblée générale annuelle de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sans qu'il puisse dépasser la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Elles donnent également droit à l'attribution de parts gratuites en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves. Elle donne le droit de participer dans les conditions fixées par la loi et les statuts aux assemblées générales et au vote des résolutions.

Intérêt des parts sociales de la Caisse d'Epargne Loire-Centre (parts sociales détenues par les SLE dans la Caisse d'Epargne Loire-Centre), versé au titre des trois exercices antérieurs :

Exercice SLE	Taux versé aux SLE	Montant versé
2021/2022	1,75%	8 295 689€
2020/2021	1,86%	8 817 135 €
2019/2020	1,73%	8 200 883 €

S'agissant des parts sociales de SLE

Les parts sociales émises par les SLE affiliées à la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont des parts de sociétaires au sens de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération. Elles sont représentatives d'une quote-part du capital de la SLE.

Les parts sociales sont émises dans le cadre de la législation française, en euros et sous forme nominative.

La propriété de ces parts est établie par inscription en compte ou sur un registre spécial tenu par la Caisse d'Epargne Loire-Centre pour le compte des SLE. Les parts sociales des SLE affiliées à la Caisse d'Epargne Loire-Centre ne peuvent être détenues que sur des comptes ouverts à la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

L'offre au public de parts sociales émises par les SLE affiliées à la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrit dans une volonté d'élargir le sociétariat à un plus grand nombre de clients, de rajeunir le sociétariat et de le diversifier. Cette démarche contribue, par ailleurs, à assurer la pérennité du capital social des SLE et, a fortiori, de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Il peut être servi un intérêt aux parts dont le niveau est fixé annuellement par l'assemblée générale de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance à laquelle la société locale d'épargne est affiliée. Le taux ne peut être supérieur à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen des émissions obligataires du secteur privé (TMO), majorée de deux points, tel que défini à l'article 14 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

L'intérêt est calculé, *pro rata temporis*, par mois civil entier de détention à compter du premier jour du mois suivant l'agrément du sociétaire, ou de la date de réception de la souscription et la libération des parts pour les sociétaires déjà agréés.

Seules les parts détenues au moment de la clôture de l'exercice (31 mai de l'année civile) donnent lieu au paiement effectif de l'intérêt, selon la règle prévue ci-dessus.

Intérêt des parts sociales des sociétés locales d'épargne (parts sociales détenues par les sociétaires dans les SLE), versé au titre des trois exercices antérieurs :

Exercice SLE	Taux versés aux sociétaires par les S.L.E.	Montant versé
2021/2022	1,35%	8 125 875 €
2020/2021	1,30%	7 717 271 €
2019/2020	1,30%	7 632 029 €

L'intérêt à verser aux parts sociales de la Caisse d'Epargne détenues par les sociétés locales d'épargne, au titre de l'exercice 2022-2023, proposé à l'approbation de l'assemblée générale, est estimé à 13 M€, ce qui permet une rémunération des parts sociales détenues par les sociétaires des sociétés locales d'épargne à un taux de 2,50 %.

12.3. Sociétés locales d'épargne

Objet

Les sociétés locales d'épargne sont des sociétés coopératives locales sans activité bancaire.
Au 31 décembre 2022, le nombre de SLE sociétaires était de quinze.

Dénomination, sièges et capital social

Les quinze SLE ont leur siège social au 7, rue d'Escures à Orléans (45000). La répartition du capital social détenu par chacune des SLE est fixée comme suit au 31 décembre 2022 :

Répartition du capital au 31.12.2022	Nombre de parts sociales détenues par la S.L.E dans la CELC	Pourcentage de détention	Capital social détenu par la S.L.E dans la CELC (en euros)	Nombre de sociétaires	Pourcentage droit de vote aux AG
SLE 1 BOURGES BOISCHAUT	1 371 194	5,79%	27 423 880	14 083	5,35%
SLE 2 SANCERROIS VAL D'YEVRE	1 272 744	5,37%	25 454 880	14 355	5,45%
SLE 3 SUD EURE & LOIR	1 311 294	5,53%	26 225 880	15 240	5,79%
SLE 4 CHARTRAIN & DROUAIS	1 851 535	7,81%	37 030 700	25 346	9,63%
SLE 5 ORLEANS NORD OUEST	1 809 996	7,64%	36 199 920	21 547	8,19%
SLE 6 GATINAIS GIENNOIS	1 832 238	7,73%	36 644 760	22 071	8,38%
SLE 7 ORLEANS SUD	1 549 484	6,54%	30 989 680	14 708	5,59%
SLE 8 VAL DE LOIRE PITHIVERAIS	1 644 610	6,94%	32 892 200	20 510	7,79%
SLE 9 LOIR & CHER SUD	1 076 927	4,54%	21 538 540	12 633	4,80%
SLE 10 BLAISOIS VENDOMOIS	2 309 999	9,75%	46 199 980	21 695	8,24%
SLE 11 INDRE NORD	761 268	3,21%	15 225 360	8 427	3,20%
SLE 12 SUD BERRY	1 379 043	5,82%	27 580 860	15 770	5,99%
SLE 13 TOURS OUEST & GATINE LOCHOISE	2 072 409	8,74%	41 448 180	20 895	7,94%
SLE 14 TOURAINE SUD OUEST	1 194 844	5,04%	23 896 880	13 225	5,02%
SLE 15 VAL DE LOIRE TOURAINE NORD	2 264 387	9,55%	45 287 740	22 732	8,64%
TOTAL	23 701 972	100%	474 039 440	263 237	100%

1.3. Organes d'administration, de direction et de surveillance

13.1. Directoire

131.1. Pouvoirs

Le Directoire dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par la loi au COS et aux assemblées de sociétaires. Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directoire qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Directoire gère la Caisse d'Epargne Loire-Centre dans son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité.

Les membres du Directoire peuvent, sur proposition du Président du Directoire, répartir entre eux les tâches de direction après avoir obtenu l'autorisation de principe du COS. Le Directoire informe le COS de la répartition retenue. En aucun cas cependant, cette répartition ne peut avoir pour effet de retirer au Directoire son caractère d'organe assurant collégialement la direction de la société.

131.2. Composition

Le directoire de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est composé de 5 membres, nommés par le COS pour une durée de 5 ans.

En application de l'article L.512-90 du code monétaire et financier, le directoire de BPCE s'assure qu'ils disposent de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires à l'exercice de cette fonction et propose leur agrément au conseil de surveillance de BPCE.

Pôle présidence

Fouad CHEHADY, né en 1962, président du directoire, nommé par le COS du 24 juin 2021, assure la responsabilité du pôle présidence composé des directions :

- Audit ;
- Conformité ;
- Risques ;
- Transformation, expérience client, innovation, qualité ;
- Secrétariat général incluant la direction juridique, la direction de la communication et la direction de la RSE et du développement coopératif.

Pôle banque des décideurs en région (BDR)

Pierre ARNOULD (jusqu'au 15/06/2022 inclus), né en 1959, membre du directoire, nommé par le COS du 12 avril 2018, assure la responsabilité du pôle banque des décideurs en région (BDR) composé des directions :

- Marchés de la BDR ;
- Opérations structurées et de l'immobilier ;
- Pilotage, études.

Valérie COMBES-SANTONJA, née en 1977, membre du directoire, nommée par le COS du 21 juin 2022, avec prise d'effet au 1^{er} septembre 2022, assure la responsabilité du pôle banque des décideurs en région (BDR) composé des directions :

- Marchés de la BDR ;
- Opérations structurées et de l'immobilier ;
- Pilotage, études.

Pôle banque de détail (BDD)

Julien NEGRE né en 1977, membre du directoire, nommé par le COS du 20 décembre 2021, avec prise d'effet au 1^{er} janvier 2022, assure la responsabilité du pôle banque de détail composé des directions :

- Animation et pilotage commercial ;
- Développement ;
- Marché des professionnels ;
- Groupes commerciaux (12 directions de groupe).

Pôle finances

Marie-Laure DEWULF-BASDEVANT (jusqu'au 12/10/2022 inclus), née en 1964, membre du directoire, nommée par le COS du 12 avril 2018, avec prise d'effet au 1^{er} mai 2018, assure la responsabilité du pôle finances composé des directions :

- Activités financières ;
- Comptabilité ;
- Contrôle de gestion ;
- Contrôle financier.

Pôle ressources

Elise PAQUET, née en 1972, membre du directoire, nommée par le COS du 12 avril 2018, assure la responsabilité du pôle ressources composé des directions :

- Ressources humaines ;
- Achats et moyens généraux ;
- Support et prestations clients.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS) de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, statuant dans sa séance du **12 décembre 2022** :

- **A renouvelé pour une durée de 5 ans**, sous condition suspensive de l'agrément de BPCE (obtenu le 15 décembre 2022), **soit jusqu'au 31 décembre 2027, avec effet au 1er janvier 2023** :
 - > **Fouad CHEHADY**, en qualité de président du directoire de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
 - > **Valérie COMBES-SANTONJA**, membre du directoire en charge du pôle banque des décideurs en région ;
 - > **Julien NEGRE**, membre du directoire en charge du pôle banque de détail ;
 - > **Elise PAQUET**, membre du directoire en charge du pôle ressources.
- **A nommé Vincent MANSUY**, en qualité de membre du directoire en charge du pôle finances de la Caisse d'Epargne Loire-Centre **à compter du 1er mars 2023**, sous condition suspensive de l'agrément de BPCE (obtenu le 15 décembre 2022), **pour un mandat de 5 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2027**.

Le directoire dont le mandat est échu reste en fonctions jusqu'à la nomination du nouveau directoire.

Le tableau donnant la liste des mandats des membres du Directoire figure au paragraphe 14.2.

131.3. Fonctionnement

Le Directoire se réunit toutes les semaines et aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Au cours de l'exercice 2022, les thèmes suivants ont été abordés :

- orientations générales et stratégiques de la société,
- plan de développement pluriannuel,
- suivi des résultats commerciaux et financiers,
- budget annuel de fonctionnement et budget d'investissements,
- arrêté des documents comptables accompagnés du rapport annuel de gestion,
- rapport d'activité trimestriel présenté au conseil d'orientation et de surveillance (COS),
- informations diverses à destination du COS.

131.4. Gestion des conflits d'intérêts

Conformément aux statuts types de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du Directoire ou du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du Directoire ou du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du Directoire ou du conseil de surveillance de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de la plus prochaine assemblée générale ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Aucune convention de la Caisse d'Epargne Loire-Centre n'a été soumise à ces obligations pendant l'exercice de l'année 2022.

Par ailleurs, en application des orientations European Banking Authority (EBA) sur la gouvernance interne et des orientations European Securities and Market Authority (EBA/ESMA) sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le COS a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des membres du Directoire à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

13.2. Conseil d'orientation et de surveillance

132.1. Pouvoirs

Le COS exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par les statuts de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et par les dispositions légales et réglementaires. Il exerce notamment le contrôle permanent de la gestion de la société assurée par le Directoire.

132.2. Composition

La composition du COS de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est encadrée par la loi : ainsi, et conformément aux principes posés par l'article L.512-90 du code monétaire et financier, celui-ci doit être composé de membres élus directement par les salariés sociétaires de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, de membres élus directement par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, sociétaires des SLE affiliées à la Caisse d'Epargne Loire-Centre et de membres élus par l'assemblée générale des sociétaires de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Le mode de désignation des membres de COS décrit ci-dessus est à lui seul un critère de leur indépendance. De même, sauf disposition légale particulière, il faut avoir un crédit incontesté et posséder au moins vingt parts sociales d'une SLE affiliée à la Caisse d'Epargne Loire-Centre pour être ou rester membre de COS.

Par ailleurs, le rapport "Coopératives et mutuelles : un gouvernement d'entreprise original", rédigé dans le cadre de l'Institut français des administrateurs en janvier 2006, développe les raisons pour lesquelles les administrateurs élus des entreprises coopératives, et donc des Caisses d'Epargne, correspondent pleinement à la notion "d'administrateurs indépendants" :

- *"La légitimité et le contrôle d'un dirigeant mutualiste, donc son indépendance, tiennent bien au mandat qu'il exerce par le biais de son élection. Soustraire un administrateur au processus électoral le désolidariserait des intérêts de l'organisation et des sociétaires ;*
- *les administrateurs de coopératives et de mutuelles s'engagent par conviction et non pas par intérêt financier. Ils mobilisent une part importante de leur temps et de leur énergie dans leur responsabilité d'administrateur. Ils sont largement ouverts sur le monde local, associatif et/ou politique. Ces caractéristiques font d'eux des administrateurs véritablement indépendants, une indépendance qui n'a pas à être remise en cause, mais continuellement confortée par un processus démocratique authentique".*

De plus, il n'y a aucun lien capitalistique direct entre les membres du COS et la Caisse d'Epargne, les membres étant des représentants désignés par leurs pairs de la catégorie de membre qu'ils représentent.

Par ailleurs, chaque membre du COS a adhéré, lors de sa nomination, à une charte de déontologie dont l'article 3 lui impose d'informer le Président du COS de tout conflit d'intérêts dans lequel il peut être impliqué mais également de tout souhait d'exercer de nouvelles responsabilités au sein d'entités extérieures au réseau des Caisses d'Epargne. Cette procédure garantit la préservation de l'intérêt social qu'il a pour mission de défendre et par là même, son indépendance de jugement, de décision et d'action.

Enfin, l'application des critères suivants garantit l'indépendance des membres de COS :

- Application de la notion de crédit incontesté : pour demeurer membre de COS, il ne faut pas avoir une note dégradée selon la notation interne baloise en vigueur au sein du Groupe BPCE. Cette exigence est contrôlée au moins une fois par an pour l'ensemble des personnes assujetties, son non-respect pouvant amener le membre concerné à présenter sa démission au COS ;
- Les membres de COS n'ont aucun lien familial proche (ascendant-descendant-conjoint) avec les membres du Directoire de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
- Les fonctions de membres de COS sont gratuites (non rémunérées) et n'ouvrent droit qu'au paiement d'indemnités compensatrices du temps consacré à l'administration de la Caisse d'Epargne Loire-Centre (et non à l'activité professionnelle principale) dont le montant global est déterminé annuellement en assemblée générale ;
- Le contrôle annuel par les commissaires aux comptes, en lien avec la direction de la conformité, de l'ensemble des relations financières entre les membres de COS et la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
- L'incompatibilité du mandat de membre de COS avec une fonction d'administration, de membre du Directoire ou de membre du conseil au sein d'un autre établissement de crédit et d'une autre entreprise prestataire de services d'investissement ne faisant pas partie du réseau des CEP ou de ses filiales ;
- La sanction en cas de non-respect des engagements souscrits peut amener le membre de COS à présenter sa démission.

Au 31 décembre 2022, avec sept femmes, la composition du COS respecte la proportion de 40 % de représentants de chaque sexe, conformément aux dispositions de l'article L.225-69-1 du Code de commerce. Les membres désignés par chacune des 2 organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrage au 1^{er} tour des dernières élections professionnelles dans la Caisse d'Epargne Loire-Centre, ne sont pas, conformément à l'article L.225-79-2 du Code de commerce, pris en compte dans ce calcul.

Le tableau donnant la liste des mandats des membres du COS figure au paragraphe 14.2.

Membres élus au titre des S.L.E.

Valérie SAVANI

(Vice-présidente du conseil d'administration de la S.L.E. Bourges et Boischaut)

Née le 06/05/1969

Professeure de sciences économiques et sociales

Présidente du COS

Présidente du comité des nominations

Geneviève GUILLOU-HERPIN

(Présidente du conseil d'administration de la S.L.E. Blaisois et Vendômois)

Née le 08/04/1953

Attachée d'administration de l'éducation nationale - retraitée

Vice-présidente du COS

Anne HEMON-MAGNIEZ

(Présidente du conseil d'administration de la S.L.E. Loir et Cher Sud)

Née le 09/03/1967

Juriste

Secrétaire du COS

Jean-Christophe DENIS

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Val de Loire et Pithiverais)

Né le 08/10/1956

Agent général d'assurances - Gérant de société - retraité

2^{ème} Vice-président du COS

Jacques BISSON

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Gâtinais et Giennois)

Président du comité des rémunérations

Né le 07/07/1955

Exploitant agricole - retraité

Brigitte CLAUDE

(Présidente du conseil d'administration de la S.L.E. Sancerrois Val d'Yèvre)

Née le 06/06/1959

Opticien audioprothésiste - Dirigeant de société

Dominique DUCOS-FONFREDE

(Présidente du conseil d'administration de la S.L.E. Val de Loire et Touraine Nord)

Présidente du comité des risques

Née le 04/06/1952

Chargée d'audit et d'inspection au Ministère du Développement Durable - retraitée

Christophe DUPAS

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Sud Berry)

Président du comité d'audit

Né le 26/08/1974

Président de la SAS AD2C

Laurence GOBERT-PANCONI

(Présidente du conseil d'administration de la S.L.E. Indre Nord)

Née le 02/02/1953

Responsable des ressources humaines - retraitée

Olivier HEMOND

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Orléans Nord et Ouest)

Né le 31/01/1973

Président du conseil d'administration et directeur général du Groupe HEMOND SA

Jean-Marie LARDEYRET (Décédé le 10/12/2022)

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Pays Chartrain et Drouais)

Né le 28/04/1958

Président de sociétés

Annick LEFEBVRE

(Membre du conseil d'administration de la S.L.E. Touraine Sud Ouest)

Née le 31/10/1955

Gérante de société de recrutement - retraitée

Philippe LELOUP

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Orléans Sud)

Né le 17/05/1952

Auto-entrepreneur - retraité.

François MIRAULT

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Tours Ouest et Gâtine Lochoise)

Né le 20/12/1959

Directeur du développement - Action Logement - retraité

Dominique ROCHETTE (Membre du COS à partir du 31/03/2022)

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Sud Eure-et-Loir)

Né le 11/04/1969

Directeur de centre commercial

Membre élu par les collectivités territoriales et E.P.C.I.

Franck MASSELUS

Né le 25/09/1969

Adjoint au Maire de Chartres chargé des finances et de la prospective
Vice-président de la communauté d'agglomérations Chartres métropole
Conseiller Départemental du canton Chartres 2
Conseil d'entreprises
Administrateur de sociétés publiques locales
Administrateur de sociétés anonymes d'économie mixte

Membre élu par les salariés sociétaires

Graziella BEAUVALLET (Jusqu'au 30/09/2022)

Née le 02/07/1962

Assistante Institutionnels Locaux rattachée à la direction institutionnels locaux

Julien-Christian BAR (A partir du 01/10/2022)

Né le 02/06/1979

Chargé d'affaires référent, secteur public, logement social et EPL

Membres représentant les salariés

Guillaume GERMOND

Né le 24/03/1975

Chargé de clientèle Particuliers

Angélique GUICHARD

Née le 19/11/1975

Responsable Monitorat des Managers

Les censeurs statutaires (Début du mandat à compter du 04/06/2021)

Didier GARCIA

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Bourges et Boischaut)

Né le 20/12/1958

Directeur général adjoint en charge des services techniques – Ville de Bourges et agglomération de Bourges

Laurence LEGER (A compter du 10/11/2022)

(Vice-présidente du conseil d'administration de la S.L.E. Pays Chartrain et Drouais)

Née le 06/03/1965

Responsable qualité

Jean-Marc JAMET

(Président du conseil d'administration de la S.L.E. Indre Nord)

Né le 30/05/1953

Responsable commercial France - retraité

Pascale SEGUIN

(Administratrice du conseil d'administration de la S.L.E. Orléans Sud)

Née le 22/12/1969

Enseignante en droit – Référente mission handicap

Les censeurs statutaires sont membres du COS avec voix consultative.

En conformité avec le code monétaire et financier et les orientations EBA/ESMA sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, une évaluation formalisée du fonctionnement et de l'organisation du COS a été réalisée en 2022 par le comité des nominations.

L'évaluation réalisée a permis de relever les éléments suivants :

Le comité a considéré que les membres de COS satisfont à l'ensemble des critères Fit&Proper d'aptitude individuelle (temps suffisant consacré au mandat de membre de COS ; connaissances, compétences et expériences adéquates, réputation, honnêteté et intégrité requises pour l'exercice des fonctions de membre du COS ; indépendance d'esprit et conflits d'intérêts) et d'aptitude collective des membres de COS (composition et structure du COS ; compétences, expériences et connaissances des membres de COS ; fonctionnement et efficacité du COS).

132.3. Fonctionnement

Le COS se réunit sur convocation du Président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Au cours de l'exercice de l'exercice 2022, le COS s'est réuni 9 fois.

Les principaux sujets traités sont :

- Examen du bilan social de la société ;
- Examen du dispositif d'encadrement des risques lié à l'arrêté du 3 novembre 2014 ;
- Autorisation au directoire de céder des immeubles par nature, des participations, en totalité ou en partie, et à constituer des sûretés en vue de garantir les engagements de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
- Cooptation d'un membre de COS ;
- Renouvellement du directoire ;
- Décisions, sur proposition du directoire, sur le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements.

132.4. Comités

Pour l'exercice de leurs fonctions par les membres de COS, des comités spécialisés composés de quatre membres au moins et de six au plus ayant voix délibérative sont constitués au sein du COS. Les membres émettent des avis destinés au COS et sont choisis par celui-ci au regard de leurs compétences et de leurs expériences professionnelles et sur proposition du Président du COS pour la durée fixée lors de leur nomination. Les membres sont indépendants au sens des critères définis au sein de la politique en matière d'évaluation de l'aptitude des membres du Directoire et du conseil d'orientation et de surveillance.

Le comité d'audit

Le comité d'audit est notamment chargé du suivi du processus d'élaboration de l'information financière et du contrôle légal des comptes annuels et consolidés par les commissaires aux comptes. A ce titre, il est chargé d'émettre des avis à l'attention du conseil d'orientation et de surveillance :

- sur la clarté des informations fournies et sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
- sur l'indépendance des commissaires aux comptes.

Le comité d'audit prend également connaissance, pour la partie ayant des conséquences directes sur les comptes de la Caisse d'Epargne, des rapports d'inspection de BPCE ainsi que ceux de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACPR) et de la Banque Centrale Européenne (BCE).

Le comité d'audit est composé de six membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'orientation et de surveillance, au regard de leurs compétences et de leurs expériences professionnelles. Un membre au moins du comité d'audit présente des compétences particulières en matière financière ou comptable. Le Président du conseil d'orientation et de surveillance est, en outre, membre de droit du comité d'audit.

La composition du comité d'audit au 31 décembre 2022 :

- Philippe LELOUP, président (Jusqu'au 10/11/2022)
- Christophe DUPAS, président (A compter du 11/11/2022)
- Valérie SAVANI, présidente du COS - membre de droit
- Dominique DUCOS-FONFREDE
- Geneviève GUILLOU-HERPIN
- Anne HEMON-MAGNIEZ
- Franck MASSELUS (Jusqu'au 10/11/2022)
- Dominique ROCHETTE (A compter du 11/11/2022)

Le comité d'audit s'est réuni à cinq reprises au cours de l'exercice 2022.

Il a examiné les sujets relevant notamment des domaines suivants :

- Contrôle périodique
 - > Arrêté des comptes trimestriels, semestriels 2022 ;
 - > Présentation des conclusions des missions intérimaires 2021 des Commissaires aux comptes ;
 - > Avis des commissaires aux comptes au titre de leur revue limitée sur les comptes au 31/03/2022 ;
 - > Examen du projet d'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire du 26/04/2022.
- Contrôle permanent
 - > Reporting des travaux du contrôle financier.
- Gestion Financière
 - > Analyse de la rentabilité des crédits ;
 - > Gestion du portefeuille financier.
- Processus budgétaire
 - > Hausse de la rémunération du Livret A : impact budget 2022 ;
 - > Actualisation du budget 2022.
 - > Atterrissage prévisionnel 2022 et examen du projet du budget 2023.
- Arrêtés comptables
 - > Examen du rapport annuel du directoire et des comptes de l'exercice 2021 ;
 - > Observations des commissaires aux comptes sur l'arrêté des comptes de l'exercice 2021.

Le comité des risques

Le comité des risques est chargé d'évaluer et d'émettre des avis à l'attention du conseil d'orientation et de surveillance :

- sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et proposer, en tant que de besoin des actions complémentaires à ce titre ;
- sur les conclusions des missions d'audit d'interne.

A ce titre, le comité des risques a notamment pour mission :

- de procéder à un examen régulier des stratégies, politiques, procédures, systèmes, outils et limites mentionnés à l'Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque ;
- de conseiller le conseil d'orientation et de surveillance sur la stratégie globale de la Caisse d'Epargne et l'appétence en matière de risques, tant actuels que futurs ;
- d'assister le conseil d'orientation et de surveillance lorsque celui-ci contrôle la mise en œuvre de cette stratégie par les membres du Directoire et par le responsable de la fonction de gestion des risques ;
- d'assister le conseil d'orientation et de surveillance dans l'examen régulier des politiques mises en place pour se conformer aux dispositions de l'Arrêté, d'en évaluer l'efficacité ainsi que celle des dispositifs et procédures mis en œuvre aux mêmes fins ainsi que des mesures correctrices apportées en cas de défaillances.

Le comité des risques est composé de six membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'orientation et de surveillance, au regard de leurs compétences et de leurs expériences professionnelles. Plus généralement, les membres du comité des risques disposent de connaissances, de compétences et d'une expertise qui leur permettent de comprendre et de suivre la stratégie et l'appétence en matière de risques de la Caisse d'Epargne. Le président du conseil d'orientation et de surveillance est, en outre, membre de droit du comité des risques.

La composition du comité des risques au 31 décembre 2022 :

- Dominique DUCOS-FONFREDE, présidente
- Valérie SAVANI, présidente du COS - membre de droit
- Jean-Christophe DENIS
- Christophe DUPAS
- Laurence GOBERT-PANCONI
- Philippe LELOUP (Jusqu'au 10/11/2022)
- François MIRAULT (A compter du 11/11/2022)

Le comité des risques s'est réuni à quatre reprises au cours de l'exercice 2022.

Il a examiné les sujets relevant notamment des domaines suivants :

- Contrôle périodique
 - > Suivi des recommandations semestrielles de la direction de l'audit ;
 - > Suivi des missions de la direction de l'audit ;
 - > Rapport annuel sur le contrôle interne au titre de l'année 2021 ;
 - > Rapport sur l'organisation des dispositifs de contrôle interne 2021 de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme ainsi que le gel des avoirs ;
 - > Plan pluriannuel d'audit 2023-2027, plan annuel 2023 de la direction de l'audit.
- Contrôle permanent
 - > Bilan des contrôles permanents trimestriels (directions de la conformité et des risques) ;
 - > Présentation des résultats du programme de contrôle des chèques.
- Conformité
 - > Information sur les Prestations Externalisées Critiques ou Importantes (PECI) ;
 - > Synthèse des réponses apportées au contrôle de l'ACPR 2020.
- Surveillance des risques
 - > Commentaires du tableau de bord risques ;
 - > Cadre de l'appétit au risque [Risk appetite framework (RAF)] ;
 - > Projets liés aux évolutions réglementaires ;
 - > Cartographie des risques opérationnels 2022 ;
 - > Suivi du dispositif de limites 2023 ;
 - > Evolutions réglementaires, dont prix des produits et des services.
- Processus budgétaire
 - > Examen du projet du budget 2023 de la direction de l'audit.

Le comité des rémunérations

Le comité des rémunérations est chargé de formuler des propositions au conseil d'orientation et de surveillance concernant notamment :

- le niveau et les modalités de rémunération des membres du Directoire,
- les modalités de répartition des indemnités compensatrices à allouer aux membres du conseil et, le cas échéant, aux membres des comités du conseil, ainsi que le montant total soumis à la décision de l'assemblée générale de la Caisse d'Epargne.

Le comité des rémunérations se compose de six membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du conseil d'orientation et de surveillance, au regard de leur compétence et de leurs expériences professionnelles.

La composition du comité des rémunérations au 31 décembre 2022 :

- Jacques BISSON, président
- Valérie SAVANI, présidente du COS - membre de droit
- Brigitte CLAUDE (A compter du 11/11/2022)
- Jean-Christophe DENIS
- Angélique GUICHARD, représentant des salariés.
- Olivier HEMOND
- Philippe LELOUP (Jusqu'au 10/11/2022)

Le comité des rémunérations s'est réuni trois fois au cours de l'année 2022.

Les principaux sujets présentés ont été les suivants :

- Rémunération du directoire ;
- Détermination de la part variable du directoire pour l'année 2021 ;
- Modalités de versement en 2022 des fractions de part variable différées au titre des exercices 2018, 2019 et 2020 ;
- Examen des critères de part variable du directoire pour l'année 2022 ;

- Présentation du rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des personnes définies à l'article L.511-71 du code monétaire et financier (article 266 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la banque) ;
- Information sur les conclusions de la mission d'audit relative à l'application de la réglementation des preneurs de risques au titre de 2020 ;
- Indemnités compensatrices : enveloppe globale et modalités de répartition.

Le comité des nominations

Le comité des nominations formule des propositions et des recommandations au COS aux fins de l'élaboration d'une politique en matière d'évaluation de l'aptitude des membres du Directoire et du conseil d'orientation et de surveillance ainsi qu'une politique de nomination et de succession qu'il examine périodiquement.

Par ailleurs, le comité des nominations vérifie l'aptitude des candidats au mandat de membre du Directoire et celle des membres du COS élus par les différents collèges électeurs en conformité avec la politique de nomination et la politique d'aptitude élaborées par le COS.

A cette fin, le comité des nominations précise notamment :

- les missions et les qualifications nécessaires aux fonctions exercées au sein du Directoire et au sein du COS ;
- l'évaluation du temps à consacrer à ces fonctions ;
- l'objectif à atteindre en ce qui concerne la représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du COS.

Enfin, en conformité avec la politique de nomination et de succession des dirigeants effectifs et des membres de COS et la politique d'évaluation de l'aptitude élaborées par le COS, le comité des nominations évalue l'équilibre et la diversité des connaissances, des compétences et des expériences dont disposent individuellement et collectivement les candidats au mandat de membre du Directoire et au mandat de membres du COS.

À cette fin, et s'agissant du COS en particulier, le comité des nominations vérifie l'aptitude des candidats au COS au regard de leur honorabilité, de leurs compétences et de leur indépendance tout en poursuivant un objectif de diversité au sein du conseil, c'est-à-dire une situation où les caractéristiques des membres du COS diffèrent à un degré assurant une variété de points de vue, étant rappelé que le caractère coopératif de la Caisse d'Epargne contribue largement à favoriser la diversité.

Ainsi, le comité des nominations s'assure notamment que les aspects suivants de diversité sont bien observés : formation, parcours professionnel, âge, représentation géographique équilibrée, représentation des différents types de marché, représentation des catégories socioprofessionnelles du sociétariat, objectif quantitatif minimum de 40 % relatif à la représentation du sexe sous-représenté. Au regard de ces critères, le comité des nominations veille, lors de tout examen de candidature au mandat de membre de COS, à maintenir ou atteindre un équilibre et à disposer d'un ensemble de compétences en adéquation avec les activités et le plan stratégique du groupe mais également avec les missions techniques dévolues aux différents comités du COS.

Aucun de ces critères ne suffit toutefois, seul, à constater la présence ou l'absence de diversité qui est appréciée collectivement au sein du COS. En effet, le comité des nominations privilégie la complémentarité des compétences techniques et la diversité des cultures et des expériences dans le but de disposer de profils de nature à enrichir les angles d'analyse et d'opinions sur lesquels le COS peut s'appuyer pour mener ses discussions et prendre ses décisions, favorisant ainsi une bonne gouvernance.

Enfin, le comité des nominations rend compte au COS des changements éventuels qu'il recommande d'apporter à la composition du COS en vue d'atteindre les objectifs susmentionnés :

- évalue périodiquement et au moins une fois par an :
 - > la structure, la taille, la composition et l'efficacité du COS au regard des missions qui lui sont assignées et soumet au COS toutes recommandations utiles ;
 - > les connaissances, les compétences et l'expérience des membres du Directoire et des membres du COS, tant individuellement que collectivement, et en rend compte ;
- recommande, lorsque cela est nécessaire, des formations visant à garantir l'aptitude individuelle et collective des membres du COS et des membres du Directoire.

Le comité des nominations se compose de cinq membres, ayant voix délibérative, choisis parmi les membres du COS, au regard de leurs compétences et de leurs expériences professionnelles.

La composition du comité des nominations au 31 décembre 2022 :

- Valérie SAVANI, présidente du COS, présidente du comité
- Christophe DUPAS
- Laurence GOBERT-PANCONI
- Jean-Marie LARDEYRET (Jusqu'au 10/12/2022)
- Annick LEFEBVRE

Le comité des nominations s'est réuni quatre fois au cours de l'année 2022.

Les principaux sujets présentés ont été les suivants :

- Nomination de membres de directoire et renouvellement du directoire ;
- Evaluation de l'aptitude des membres du COS, des dirigeants effectifs et des titulaires de fonctions clé ;
- Examen de la structure et de la composition du COS ;
- Evaluation du fonctionnement du COS.

132.5. Gestion des conflits d'intérêts

Le membre du COS fait part au conseil de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel et s'abstient de participer au vote de la délibération correspondante.

Ainsi, les statuts des CEP prévoient que toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du Directoire ou du COS, directement, indirectement ou par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du COS.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des membres du Directoire ou du COS est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général ou membre du Directoire ou du conseil de surveillance ou du conseil d'administration de ladite entreprise.

Ces conventions sont soumises à l'approbation de la plus prochaine assemblée générale ordinaire des sociétaires.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Aucune convention de la Caisse d'Epargne Loire-Centre n'a été soumise à ces obligations pendant l'exercice de l'année 2022.

Par ailleurs, en application des orientations European Banking Authority (EBA) sur la gouvernance interne et des orientations European Securities and Market Authority (EBA/ESMA) sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes clés, le COS a adopté une politique de prévention et de gestion des conflits d'intérêts visant à identifier et encadrer les situations pouvant potentiellement entraver la capacité des membres du COS à adopter des décisions objectives et impartiales visant à répondre au mieux aux intérêts de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et à exercer leurs fonctions de manière indépendante et objective.

13.3. Commissaires aux comptes

Le contrôle des comptes de la société est exercé dans les conditions fixées par la loi, par deux commissaires aux comptes titulaires remplissant les conditions légales d'éligibilité.

Les commissaires aux comptes ont été nommés ou renouvelés pour six exercices par l'assemblée générale ordinaire du 21 avril 2021. Ils peuvent être reconduits dans leurs fonctions.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les dispositions légales et réglementaires.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute assemblée de sociétaires au plus tard lors de la convocation des sociétaires.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à la réunion du Directoire au cours de laquelle sont arrêtés les comptes de l'exercice. Ils peuvent être convoqués à toute autre réunion du Directoire. Le délai de convocation est de trois jours au moins avant la réunion.

Les commissaires aux comptes peuvent être également convoqués à toute réunion du COS où leur présence paraît opportune en même temps que les membres du COS.

CABINET MAZARS
Laurence KARAGULIAN

Commissaires aux comptes titulaires - A.G.O. du 21/04/2021

KPMG S.A.
Xavier de CONINCK

Commissaire aux comptes titulaire - A.G.O. du 21/04/2021

61, rue Henri Régnauld
Tour Exaltis

92400 COURBEVOIE

Tour Eqho – 2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

1.4. Eléments complémentaires

14.1. Tableau des délégations accordées pour les augmentations de capital et leur utilisation

Délégant	Délégataire	Montant	Durée	Utilisations	Date de décision
Assemblée Générale Extraordinaire du 21 avril 2021	Directoire	250 000 000 €	26 mois	0 €	
Assemblée Générale Extraordinaire du 25 avril 2019	Directoire	250 000 000 €	26 mois	100 000 000 €	03/06/2019

14.2. Tableau des mandats exercés par les mandataires sociaux

142.1. Directoire

Liste des mandats et fonctions exercés par les membres du 31 décembre 2022

Fouad CHEHADY – Président du directoire

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent d'une personne morale ou A titre personnel
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-CENTRE	Président du directoire	A titre personnel
BPCE LEASE	Administrateur (Depuis le 07/12/2022)	A titre personnel
BPCE ACHATS	Administrateur (Depuis le 26/10/2022)	A titre personnel
COMITE REGIONAL DES BANQUES DE LA F.B.F. CENTRE -VAL DE LOIRE	Membre (Depuis le 12/09/2022)	Représentant permanent
CCI CENTRE-VAL DE LOIRE	Membre associés (Depuis le 11/04/2022)	A titre personnel
IT-CE	Membre du conseil de surveillance (Depuis le 01/01/2022)	Représentant Permanent
BPCE SOLUTIONS INFORMATIQUES	Administrateur (Depuis le 01/01/2022)	Représentant permanent
FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-CENTRE	Administrateur	Représentant permanent
BPCE IT	Administrateur	Représentant permanent
ALBIANT-IT	Administrateur	Représentant permanent
FEDERATION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE	Administrateur	Représentant permanent
PARCOURS CONFIANCE LOIRE-CENTRE	Administrateur	A titre personnel
SCI FMI	Gérant	A titre personnel
SCI CFC	Gérant	A titre personnel

Pierre ARNOULD – Membre du directoire (Fin de mandat le 15/06/2022)

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent d'une personne morale ou A titre personnel
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du directoire	A titre personnel
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA TOURAINE S.A.	Administrateur (Jusqu'au 15/06/2022)	Représentant permanent
TOURAINE LOGEMENT E.S.H.	Administrateur (Jusqu'au 15/06/2022) - Président du conseil d'administration	A titre personnel
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE COORDINATION L4H	Membre du conseil de surveillance (Jusqu'au 15/06/2022)	Représentant permanent
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE POUR LE DÉVELOPPEMENT ORLÉANAIS S.E.M.D.O.	Administrateur (Jusqu'au 15/06/2022)	Représentant permanent
CE DÉVELOPPEMENT	Membre du conseil de surveillance	A titre personnel
CE DÉVELOPPEMENT II	Membre du conseil de surveillance	A titre personnel
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE PRODUCTION D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ D'INDRE ET LOIRE	Administrateur (Jusqu'au 15/06/2022) - Président du conseil d'administration	A titre personnel
TOURS HABITAT	Administrateur	Représentant permanent
SAS LOIRE CENTRE IMMO	Président (Jusqu'au 15/06/2022)	Président du comité de sélection des investissements
FÉDÉRATION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE	Représentant de la CELC à l'assemblée générale (Jusqu'au 15/06/2022)	Représentant permanent
COMITÉ RÉGIONAL DES BANQUES DE LA F.B.F. CENTRE-VAL-DE-LOIRE.	Président (Jusqu'au 15/06/2022)	Représentant permanent
SCI PPF	Co-gérant	A titre personnel

Valérie COMBES-SANTONJA - Membre du directoire (Début de mandat le 01/09/2022)

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent d'une personne morale ou A titre personnel
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du directoire	A titre personnel
OPH DE CHARTRES MÉTROPOLE / CHARTRES MÉTROPOLE HABITAT	Administrateur (Depuis le 17/10/2022)	Représentant permanent
SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE POUR LE DÉVELOPPEMENT ORLÉANAIS S.E.M.D.O.	Administrateur (Depuis le 12/10/2022)	Représentant permanent
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE COORDINATION L4H	Membre du conseil d'orientation stratégique (Depuis le 06/10/2022)	Représentant permanent
SAS LOIRE CENTRE CAPITAL	Membre du comité d'investissement consultatif (Depuis le 30/09/2022)	Représentant permanent
SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA TOURAINE	Administrateur (Depuis le 12/09/2022) - Membre du comité technique	Représentant permanent
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE PRODUCTION D'HABITATIONS À LOYER MODÉRÉ D'INDRE ET LOIRE	Administrateur (Depuis le 12/09/2022) - Président du conseil d'administration (Depuis le 13/12/2022)	A titre personnel
TOURAINE LOGEMENT E.S.H.	Administrateur (Depuis le 01/09/2022) - Président du conseil d'administration (Depuis le 06/10/2022)	A titre personnel
S.A.S LOIRE CENTRE IMMO	Président du comité de sélection des investissements (Depuis le 01/09/2022)	Représentant permanent

Marie-Laure DEWULF-BASDEVANT - Membre du directoire (fin de mandat le 12/10/2022)

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent d'une personne morale ou A titre personnel
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du directoire	A titre personnel
S.P.P.I.C.A.V. A.E.W. FONCIERE ECUREUIL	Administrateur	Représentant permanent
SYNELVA COLLECTIVITES	Administrateur	Représentant permanent
VALLOIRE HABITAT	Administrateur	Représentant permanent
OPH DE CHARTRES MÉTROPOLE / CHARTRES MÉTROPOLE HABITAT	Administrateur	Représentant permanent
SCI CLEM ROYAL	Gérante	A titre personnel

Julien NEGRE - Membre du directoire (Début de mandat le 01/01/2022)

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent d'une personne morale ou A titre personnel
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du directoire	A titre personnel
S.P.P.I.C.A.V. A.E.W. FONCIERE ECUREUIL	Administrateur (Depuis le 17/10/2022)	Représentant permanent
BPCE FINANCEMENT	Administrateur (Depuis le 20/04/2022)	Représentant permanent
BPCE SOLUTIONS IMMOBILIERES	Administrateur (Depuis le 03/01/2022)	Représentant permanent
SAS LOIRE CENTRE IMMO	Président (Depuis le 01/01/2022)	A titre personnel
IMMOBILIERE FERNAND LEGER	Gérant (Depuis le 01/01/2022)	A titre personnel
G.C.E. MOBILIZ	Administrateur (Du 03/01/2022 au 07/06/2022)	Représentant permanent

Elise PAQUET - Membre du directoire

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent d'une personne morale ou A titre personnel
CAISSE D'ÉPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du directoire	A titre personnel
FEDERATION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE	Représentant de la CELC à l'assemblée générale (Depuis le 12/09/2022)	Représentant permanent
TOURAINÉ LOGEMENT E.S.H.	Administrateur (Depuis le 03/01/2022)	Représentant permanent
CAISSE GENERALE DE PREVOYANCE DES CAISSES D'ÉPARGNE	Administrateur	A titre personnel
CANCER@WORK	Administrateur	Représentant permanent
LE CAMPUS BPCE	Administrateur (Jusqu'au 30/06/2022)	A titre personnel
BPCE SOLUTIONS CLIENTS	Administrateur	Représentant permanent
FONDATION RABELAIS	Membre du conseil de gestion	Représentant permanent

142.2. Conseil d'Orientation et de Surveillance

Liste des mandats et fonctions exercés par les membres du 31 décembre 2022

Graziella BEAUVALLET

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS <i>(Fin de mandat le 30/09/2022)</i> - Membre élu par les salariés sociétaires	Représentant permanent

Julien-Christian BAR

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS <i>(A partir du 01/10/2022)</i> - Membre élu par les salariés sociétaires	Représentant permanent
SEM POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DES LOGEMENTS	Administrateur	Représentant permanent
LIGERIS	Censeur	Représentant permanent
OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION DE L'INDRE	Administrateur	Représentant permanent
SEM POMPES FUNEBRES INTERCOMMUNALES DE L'AGGLOMERATION TOURANGELLE	Administrateur	Représentant permanent
TERRITORIA	Administrateur	Représentant permanent
SOLIDARITE EMPLOI ET BIO – SOLEMBI	Administrateur - Vice-président	A titre personnel

Jacques BISSON

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. GATINAIS ET GIENNOIS	Administrateur - Président du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Président du comité des rémunérations	Représentant permanent
FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Administrateur	A titre personnel
S.C.I. PONT SAINT GILLES	Gérant	A titre personnel

Brigitte CLAUDE

Entité (Dénomination, Forme juridique)	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. SANCERROIS VAL D'YEVRE	Administrateur - Présidente du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Membre du comité des rémunérations <i>(A compter du 11/11/2022)</i>	Représentant permanent

Jean-Christophe DENIS

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. VAL DE LOIRE ET PITHIVERAIS	Administrateur - <i>Président du conseil d'administration</i>	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - <i>2^{ème} vice-président du COS</i> - <i>Membre du comité des risques</i> - <i>Membre du comité des rémunérations</i>	Représentant permanent
FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE <i>(Jusqu'au 25/06/2021)</i>	Membre du conseil d'administration	A titre personnel
FEDERATION NATIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE	Représentant aux assemblées générales	Représentant permanent
LE CONSERVATEUR FINANCES	Agent général d'assurances	A titre personnel

Dominique DUCOS-FONFREDE

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. VAL DE LOIRE ET TOURAIN NORD	Administrateur - <i>Présidente du conseil d'administration</i>	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - <i>Présidente du comité des risques</i> - <i>Membre du comité d'audit</i>	Représentant permanent
A.D.S.E. 37 ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANCE D'INDRE ET LOIRE	Administrateur	A titre personnel

Christophe DUPAS

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. SUD BERRY	Administrateur - <i>Président du conseil d'administration</i>	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - <i>Membre du comité des risques</i> - <i>Membre du comité des nominations</i> - <i>Président du comité d'audit (A partir du 11/11/2022)</i>	Représentant permanent
AD2C	Président	A titre personnel
SOCOCHARE	Président	A titre personnel
S.C.I. LG2C	Co-gérant	A titre personnel

Guillaume GERMOND

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - <i>Membre représentant les salariés</i>	Représentant permanent

Laurence GOBERT-PANCONI

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. INDRE NORD	Administrateur - Vice-présidente du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Membre du comité des risques - Membre du comité des nominations	Représentant permanent
S.C.I. LA CHAUME	Co-gérant	A titre personnel

Angélique GUICHARD

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Membre représentant les salariés - Membre du comité des rémunérations	Représentant permanent

Geneviève GUILLOU – HERPIN

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. BLAISOIS ET VENDEMOIS	Administrateur - Présidente du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Vice-présidente du COS - Membre du comité d'audit	Représentant permanent
FEDERATION NATIONALE DES CAISSES D'EPARGNE	Représentante aux assemblées générales	Représentant permanent
FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Administrateur - Présidente	A titre personnel

Anne HEMON-MAGNIEZ

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. LOIR ET CHER SUD	Administrateur - Présidente du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Secrétaire du COS - Membre du comité d'audit	Représentant permanent
SCI G.M.V	Associée	A titre personnel
ASSOCIATION GYMA'JIN	Secrétaire	A titre personnel

Olivier HEMOND

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. ORLEANS NORD ET OUEST	Membre du conseil d'administration - Président du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Membre du comité des rémunérations	Représentant permanent
GROUPE HEMOND	Président du conseil d'administration et directeur général	A titre personnel
TRIBUNAL DE COMMERCE D'ORLEANS	Juge	
SARL AFL ISOLATION	Gérant	
SARL HEMOND FERMETURES	Gérant	
SARL PITOIS	Gérant	
SARL BONHEUR ET VERANDAS	Gérant	
SARL AFP 45	Gérant	
SCI HEMOND IMMOBILIER	Gérant	
SCI MONTEREGIS	Gérant	
SCI D'ILLIERS	Gérant	
SCI FIRMATUS	Gérant	
SCI SERANNUS	Gérant	
SCI MAXIMILIANUS	Gérant	
SCI BALGENTIACUS	Gérant	
SCI PETUARIOS	Gérant	
SCI GIANUM	Gérant	

Annick LEFEBVRE

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. TOURAINE SUD OUEST	Membre du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Membre du comité des nominations	Représentant permanent
FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Administrateur	A titre personnel

Philippe LELOUP

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. ORLEANS SUD	Membre du conseil d'administration - Président du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Membre du comité des rémunérations (Jusqu'au 10/11/2022) - Membre du comité d'audit (Jusqu'au 10/11/2022) - Président du comité d'audit (Jusqu'au 10/11/2022) - Membre du comité des risques (Jusqu'au 10/11/2022)	Représentant permanent

Franck MASSELUS

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Membre élu par les collectivités territoriales et E.P.C.I. - Membre du comité d'audit (Jusqu'au 10/11/2022)	Représentant permanent
VILLE DE CHARTRES	Adjoint au Maire	A titre personnel
CHARTRES METROPOLE	Vice-président communauté d'agglomérations	A titre personnel
OPH DE CHARTRES METROPOLE / CHARTRES METROPOLE HABITAT	Administrateur	Représentant permanent
CANTON CHARTRES 2	Conseiller départemental	A titre personnel
LES REPUBLICAINS D'EURE-ET-LOIR	Trésorier départemental	A titre personnel
FONDS DE DOTATION RACING CLUB CHARTRAIN – CHARTRES	Trésorier	Représentant permanent
HOPITAUX DE CHARTRES	Membre du conseil de surveillance	Représentant permanent
S.A. CHARTRES AMENAGEMENT	Président directeur général	Représentant permanent
SOCIETE PUBLIQUE LOCALE CHARTRES METROPOLE ENERGIES	Administrateur	Représentant permanent
CHARTRES METROPOLE INNOVATIONS NUMERIQUES	Administrateur	Représentant permanent
SYNELVA COLLECTIVITES	Administrateur	Représentant permanent

François MIRAULT

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. TOURS OUEST ET GATINE LOCHOISE	Membre du conseil d'administration - Président du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Membre du comité des risques (A compter du 11/11/2022)	Représentant permanent
TOURS HABITAT	Administrateur	A titre personnel

Valérie SAVANI

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E. BOURGES ET BOISCHAUT	Administrateur - Vice-présidente du conseil d'administration	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - Présidente du COS - Présidente du comité des nominations - Membre de droit du comité des rémunérations - Membre de droit du comité d'audit - Membre de droit du comité des risques	A titre personnel
BPCE PAYMENTS	Administrateur (A compter du 01/03/2022)	A titre personnel
NATIXIS	Administrateur (A compter du 15/12/2022)	A titre personnel
S.A.S. CE HOLDING PARTICIPATIONS	Administrateur	Représentant permanent
FEDERATION NATIONALE DES CAISSES D'EPARGNE	Administrateur	A titre personnel
FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Administrateur	A titre personnel
TRIBUNAL DE BOURGES	Assesseur	A titre personnel
KERBELER	Co-Gérante	A titre personnel

Didier GARCIA

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E BOURGES ET BOISCHAUT	Administrateur - <i>Président du conseil d'administration</i>	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - <i>Censeur du COS</i>	Représentant permanent
FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du conseil d'administration	A titre personnel
BANQUE ALIMENTAIRE DU CHER	Administrateur	A titre personnel

Jean-Marc JAMET

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E INDRE NORD	Administrateur - <i>Président du conseil d'administration</i>	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - <i>Censeur du COS</i>	Représentant permanent
FONDATION D'ENTREPRISE CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du conseil d'administration	A titre personnel
LIONS CLUB INTERNATIONAL	Membre	A titre personnel

Laurence LEGER

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E PAYS CHARTRAIN ET DROUAIS	Administrateur - <i>Vice-présidente du conseil d'administration</i>	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS (A compter du 10/11/2022) - <i>Censeur du COS</i>	Représentant permanent

Pascale SEGUIN

Dénomination sociale	Nature du Mandat	Représentant permanent ou A titre personnel
S.L.E ORLEANS SUD	Administrateur - <i>Secrétaire</i>	A titre personnel
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	Membre du COS - <i>Censeur du COS</i>	Représentant permanent
ASSOCIATION INTERDEPARTEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPEES ET INADAPTEES	Administrateur	A titre personnel

14.3. Conventions significatives (article L.225-37-4 du code de commerce)

Aucun mandataire social et aucun actionnaire disposant plus de 10 % des droits de vote n'a signé, en 2022, de convention avec une autre société contrôlée au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce par la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

14.4. Observations du Conseil d'orientation et de surveillance

Observations du conseil d'orientation et de surveillance sur le rapport annuel 2022

Après avoir pris connaissance du rapport annuel par le directoire, après avoir entendu l'avis du comité d'audit :

Le conseil d'orientation et de surveillance a noté que l'environnement économique et financier 2022 a été marqué par :

- La hausse des taux réglementés à 2 reprises : février et août 2022,
- Une inflation sur l'année 2022 à 5,2 % et un indice des prix à la consommation qui augmente de 5,9 % en une année,
- Une croissance française en 2022 de 2,6 %, avec un ralentissement au 4^e trimestre,
- Des taux longs qui ont poursuivi leur tendance haussière avec cependant davantage de volatilité, liée aux annonces des banques centrales,
- Un USD qui a gagné 6 % face à l'€, porté par les relèvements de taux de la FED, même si l'€ a rebondi fin 2022 ;

Le conseil d'orientation et de surveillance a également noté, en termes d'activité commerciale et financière pour la Caisse d'Épargne Loire-Centre, que l'année 2022 s'est caractérisée par :

- Activité crédits : une année remarquable avec des résultats jamais atteints
 - > Une activité crédits en progression par rapport à 2021 (+27,9 %),
 - > Des gains de parts de marché sur le crédit immobilier, le crédit à la consommation et les sociétés non financières (essentiellement les entreprises) ;
- Activité collecte :
 - > Une activité collecte soutenue au-delà des objectifs fixés et des résultats 2021 ;
- Activité financière :
 - > La décision de ne pas mener à terme le programme d'investissement obligatoire afin de privilégier l'activité commerciale,
 - > La consommation de l'enveloppe de liquidité (SRN) optimisée à 98 %,
 - > Une progression du total de bilan (+ 2,2 Mds€), porté par l'activité commerciale,
 - > Une évolution hétérogène des ratios réglementaires avec notamment le SOT de retour en dessous du seuil requis (18,1 % vs 20 %) et le ratio de solvabilité à 17,12 %, en diminution par rapport à 2021 (20,5 %).

En conséquence, le conseil d'orientation et de surveillance émet un avis favorable sur le rapport annuel 2022 de la Caisse d'Épargne Loire-Centre, y incluant le rapport sur le gouvernement d'entreprise, le rapport de gestion dont la déclaration de performance extra-financière (DPEF), les états financiers et les annexes.

Observations du conseil d'orientation et de surveillance sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2022

Après avoir examiné les comptes annuels arrêtés au 31/12/2022, le conseil d'orientation et de surveillance a noté :

- En vision IFRS consolidé :
 - > Un PNB en avance par rapport au budget grâce à la dynamique commerciale qui a permis d'absorber la 2^e hausse des taux survenue en août 2022, mais en baisse de 2,9 % par rapport à 2021, pénalisé par le renchérissement du coût des ressources réglementées,
 - > Une progression des taux de production des crédits par rapport à 2021,
 - > Une forte remontée du coût des ressources clientèle de 28,7 M€ avec un impact significatif des remontées des taux réglementés dont la charge progresse de 255 %,
 - > Un poids de la MNI dans le PNB qui diminue depuis 2020 et une part de plus en plus importante de la vente des produits et services, qui démontre la pertinence de la stratégie de développement,

- > Des frais de gestion légèrement au-dessus du budget (+0,3 %) sous l'effet des rémunérations aléatoires et du contrôle URSSAF mais en baisse par rapport à 2021 (-0,7 %) du fait de la mise en œuvre de l'efficacité opérationnelle,
- > Des investissements réalisés en 2022 pour 7,1 M€ contre 4,9 M€ en 2021, même si le budget n'a pas été entièrement consommé,
- > Un coût du risque stable à 27,9 M€,
- > Un coefficient d'exploitation qui se dégrade (69,2 % vs 67,7 % en 2021) mais meilleur que celui du budget (69,4 %),
- > Un résultat net à 51 M€, en avance par rapport au budget (+0,9 M€) mais en recul par rapport à 2021 (-3,7 M€), sous l'effet cumulé d'un PNB en diminution de 8,9 M€, compensée par des charges en diminution de 1,3 M€ et de l'impôt sur les sociétés de 3,2 M€,
- > Par rapport aux autres Caisses d'Epargne : un PNB/ETP à 187,7 K€ (14^e rang) ; un coefficient d'exploitation à 69,2 % (14^e rang) et un résultat net par ETP à 32,2 K€ (14^e rang).

▪ En normes françaises :

- > Un résultat net qui s'établit à 44,9 M€ (contre 54 M€ en 2021, soit une baisse de 16,8 %) particulièrement impacté par la valorisation du portefeuille financier

Après avoir entendu l'avis du comité d'audit,

Après avoir entendu l'avis des commissaires-aux-comptes,

Le conseil d'orientation et de surveillance considère que les informations qui lui ont été présentées peuvent l'être à l'assemblée générale.

Le conseil d'orientation et de surveillance considère que les comptes annuels ont été arrêtés en conformité avec les méthodes comptables et les règles de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, telles qu'elles lui ont été présentées.

Le conseil d'orientation et de surveillance considère que les projets de résolutions, et notamment celles concernant l'affectation du résultat sont conformes aux recommandations de BPCE. En ce qui concerne le niveau de rémunération des parts sociales de S.LE., le conseil d'orientation et de surveillance considère comme adapté un taux de **2,50 %**, en augmentation de 115bp par rapport à l'exercice précédent.

En conséquence, le conseil d'orientation et de surveillance émet un avis favorable sur les comptes annuels de l'exercice 2022 de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

2. Rapport de gestion

2.1. Contexte de l'activité

21.1. Environnement économique et financier

2022 : la renaissance d'une mécanique stagflationniste

L'économie mondiale, qui a subi une crise énergétique après la pandémie, s'est peu à peu essouffée en 2022. Les prix du gaz et de l'électricité ont été, au plus fort de la hausse à l'été 2022, multipliés par dix par rapport à début 2021. On a pourtant assisté à une détente des prix des matières premières dès le mois d'août, après la flambée provoquée par l'invasion de l'Ukraine le 24 février, en raison du ralentissement économique. La conjoncture a largement continué de bénéficier de l'acquis dynamique de croissance provenant du vif rebond mécanique post-Covid du printemps 2021. Elle a néanmoins sévèrement pâti d'une succession de nouveaux chocs exogènes, de nature à la fois géopolitique (guerre en Ukraine, Taïwan) et sanitaire, de pénuries structurelles en main d'œuvre et surtout de la diffusion d'une inflation galopante, singulièrement aux Etats-Unis et en Europe. Celle-ci a nécessité un resserrement monétaire inédit de part et d'autre de l'Atlantique, qui s'est accéléré au second semestre, provoquant, en conséquence, un violent krach obligataire, pire que celui de 1994. La zone euro et la France, sans connaître encore un taux de chômage élevé, ont donc été de plus en plus menacées par une situation de stagflation, c'est-à-dire un régime conjoint d'inflation forte, de croissance durablement faible et de remontée des taux d'intérêt, à l'exemple de la situation des années 1970.

La Chine, dont la progression du PIB n'a été que de 3 %, a pâti d'une profonde crise immobilière et de la stratégie zéro-Covid de confinements. L'économie américaine a crû de 2 %, après 5,9 % en 2021, tandis que le PIB de la zone euro a augmenté respectivement de 3,3 %, après 5,3 %. L'inflation s'est fortement accélérée. Elle a cependant atteint clairement un pic dès juin (9,1 % l'an) aux Etats-Unis (+ 6,5 % l'an en décembre), moins évident dès octobre (10,6 % l'an) dans la zone euro (+ 9,2 % l'an en décembre). La moyenne annuelle s'est située à 8 % pour l'économie américaine et à 8,4 % pour la zone euro. Le commerce mondial, pénalisé par la désorganisation des chaînes de valeur, les tensions géopolitiques et les sanctions imposées à la Russie, a marqué le pas, tout comme la demande mondiale adressée à la France.

L'économie française, portée par la résilience de la demande et le rebond du secteur des services, a progressé en volume de 2,5 %, après 6,8 % en 2021, tout en connaissant une poussée inflationniste moindre que dans la plupart des pays européens, du fait de la mise en place rapide d'un bouclier tarifaire. L'indice des prix n'a donc augmenté que de 5,2 % en moyenne annuelle en 2022, contre 1,6 % l'année précédente, le glissement des prix de décembre atteignant cependant 5,9 % l'an pour l'ensemble des prix et 12,1 % l'an pour les produits alimentaires. L'inflation a d'abord été due à l'accélération des prix de l'énergie, avant de trouver ensuite sa source, depuis avril, dans celle des services, de l'alimentation et des produits manufacturés. L'économie s'est rapprochée de la stagflation, subissant le choc de prix sur les produits alimentaires et énergétiques, la remontée de l'incertitude liée à la proximité géographique de la guerre en Ukraine, les contraintes aigües d'approvisionnement et les pénuries structurelles en main d'œuvre compétente ou qualifiée. Au-delà des effets d'acquis, la consommation s'est révélée relativement atone tout au long de l'année, du fait du choc inflationniste sur le pouvoir d'achat, ce dernier ayant quasi stagné en 2022. Les ménages ont ainsi maintenu un effort d'épargne important de 16,7 % de leur revenu, au-dessus du niveau d'avant la pandémie, bien qu'inférieur à celui de 2020 et de 2021, malgré la poursuite de la baisse du taux de chômage (7,3 %) et des créations nettes d'emploi encore robustes. L'investissement des entreprises a été résilient. Il a néanmoins commencé à pâtir du recul prévu de l'activité manufacturière, du ralentissement de celle des services et, plus généralement, du contexte d'incertitude tant géopolitique qu'énergétique et de hausse des taux d'intérêt. Par ailleurs, l'extérieur a contribué négativement à la croissance, du fait de la forte hausse des importations, principalement attribuable aux livraisons de biens étrangers d'équipement ainsi qu'à celles de produits énergétiques, ces dernières n'ayant jamais été aussi élevées en volume. Enfin, le déficit public, autour de 5 % du PIB, après 6,4 % en 2021, est resté important, du fait des plans de soutien au pouvoir d'achat.

La dérive inflationniste et les risques induits de désancrage des anticipations de prix ont obligé les banques centrales à normaliser leurs politiques monétaires, en mettant en œuvre des hausses de taux directeurs et des réductions de bilan, quitte à provoquer une récession. Ce virage monétaire marqué a été davantage engagé par la Réserve Fédérale américaine (Fed), la Banque d'Angleterre et les banques centrales des économies émergentes que par la Banque du Japon et la BCE. La Fed a effectué un rehaussement très rapide de ses taux directeurs, à sept reprises depuis mars, le plus brutal depuis l'ère Volcker, de 425 points de base au total, pour les porter dans une fourchette comprise entre 4,25 % et 4,5 %. Elle a également mis fin à ses achats d'actifs et décidé une réduction progressive de son bilan. La BCE, quant à elle, a aussi éteint au premier juillet son programme d'achats d'actifs. Elle n'a amorcé le relèvement de ses taux d'intérêt, le plus rapide de son histoire, qu'à partir de juillet, dans un contexte où l'origine des hausses des prix tenait plus à l'énergie et aux perturbations des chaînes de valeur qu'au dynamisme de la demande intérieure. Cependant, face à la tendance à la dépréciation de l'euro sous la parité avec le dollar, induisant une inflation importée, elle a augmenté de 250 points de base au total ses principaux taux directeurs à quatre reprises, en juillet, septembre, octobre et décembre, pour porter notamment le taux de refinancement à 2,5 %. Elle a également relevé dès la fin octobre le taux d'intérêt applicable aux opérations TLTRO 3 et fixé la rémunération des réserves obligatoires des banques au taux de la facilité de dépôt, afin de réduire, par ces deux dernières mesures, les effets d'aubaine.

Le resserrement monétaire et l'inflation ont tiré nettement les taux longs à la hausse de part et d'autre de l'Atlantique, tout en augmentant les différentiels de taux d'intérêt entre les pays de la zone euro, notamment entre l'Allemagne et l'Italie. Des mouvements très violents de marché ont porté l'OAT 10 ans à 3,1 % le 30 décembre 2022, contre 0,194 % le 31 décembre 2021, soit une hausse en l'espace de seulement un an de plus de 290 points de base. Cette remontée a été plus rapide encore que celle intervenue en 1994. Ce phénomène, au-delà des fluctuations, a engendré un véritable krach obligataire de part et d'autre de l'Atlantique. Le prix des obligations a chuté de 20 % en l'espace d'un an pour ce qui concerne les titres européens d'une échéance comprise entre 7 et 10 ans. L'écart de taux en faveur des Etats-Unis à court terme comme à long terme, qui s'est accentué, a été le principal vecteur de la dépréciation du yen et de l'euro contre le dollar. L'euro est passé de plus de 1,2 dollar en juin 2021 à 1,07 dollar le 30 décembre 2022, tout en se situant temporairement en dessous de la parité à 0,96 dollar le 26 septembre. Après avoir atteint des records, les marchés boursiers, devenus plus volatils, ont pâti de la montée des incertitudes et surtout de la hausse des taux longs. En parallèle avec le krach obligataire, le Dow Jones a reculé de 8,7 % et le Nasdaq de 33,1 %. Le CAC 40 a perdu 9,5 %, se situant à 6.473,8 points le 30 décembre 2022, contre 7.153 points le 31 décembre 2021, mais après avoir atteint un point bas à 5.676,9 points le 29 septembre.

21.2. Faits majeurs de l'exercice

212.1. Faits majeurs du Groupe BPCE

Dans un environnement économique et financier marqué par un niveau d'inflation élevé, une forte volatilité sur les marchés et une progression rapide des taux, le Groupe BPCE a continué à jouer pleinement son rôle auprès de ses clients. L'activité commerciale est restée forte dans ses différents métiers, notamment dans les deux réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne mais également dans la BFI et la Gestion d'Actifs. Au-delà, l'année 2022 a été marquée par l'évolution de la gouvernance du Groupe BPCE, la simplification de son organisation et sa mobilisation sur les conséquences de la guerre en Ukraine.

S'agissant de la guerre en Ukraine, un dispositif de suivi renforcé de la situation a été mis en place. Au 31 décembre 2022, les contreparties ukrainiennes ont été classées en Statut 3 et ont été dépréciées à hauteur de 35 millions d'euros correspondant à une exposition brute de 91 millions d'euros. Au 31 décembre 2022, les contreparties russes ont été en partie classées en Statut 2 et ont été dépréciées à hauteur de 46 millions d'euros correspondant à une exposition brute de 941 millions d'euros. Les contreparties russes restantes ont été classées en Statut 3 et ont été dépréciées à hauteur de 39 millions d'euros correspondant à une exposition brute de 147 millions d'euros. Les expositions du groupe concernent principalement la Banque de Grande Clientèle. Sur le volet de l'aide à l'Ukraine, les Banques Populaires, les Caisses d'Epargne, Natixis CIB, Natixis IM, Banque Palatine, ainsi que l'ensemble des filiales du Groupe BPCE et la fondation Natixis ont apporté près de 5 millions d'euros en faveur de la Croix-Rouge française. Ces dons ont permis de participer aux actions de solidarité déployées par le mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge en faveur de la population civile et des réfugiés. En complément, les Caisses d'Epargne et les sociétés d'HLM

du Groupe, ont décidé d'un abondement exceptionnel de 1,8 million d'euros du fonds de solidarité Habitat en Région pour permettre l'accueil et l'hébergement d'urgence des populations déplacées.

Concernant l'évolution de la gouvernance du Groupe BPCE, le conseil de surveillance a décidé à l'unanimité, le 28 octobre 2022, de nommer Nicolas Namias à la présidence du directoire de BPCE. Cette nomination a fait suite à la décision de Laurent Mignon de ne pas solliciter le renouvellement de son mandat et de s'engager dans un nouveau projet professionnel. Nicolas Namias a pris ses fonctions de président du Directoire de BPCE le 3 décembre 2022. Le conseil d'administration de Natixis a également décidé à l'unanimité de nommer Stéphanie Paix directeur général de Natixis. Elle reste à ce titre membre du comité de direction générale de BPCE en charge des métiers mondiaux du groupe.

La simplification de l'organisation du groupe s'est poursuivie et s'est traduite par le transfert des activités d'assurance et de paiement à BPCE, réalisé le 1er mars 2022. Le pôle Global Financial Services qui regroupe les métiers globaux du Groupe BPCE - Gestion d'Actifs et de Fortune, Banque de Grande Clientèle - a aussi été créé. Plusieurs projets d'opérations et de simplification de son organisation ont été finalisés :

- Natixis Investment Managers (Natixis IM) et le groupe La Banque Postale ont finalisé l'acquisition par Natixis IM des participations de La Banque Postale dans Ostrum AM (45 %) et AEW Europe (40 %) et prolongé leurs partenariats industriels en gestion d'actifs jusqu'à fin 2030. A l'issue de ces opérations, Natixis IM détenait 100 % du capital des sociétés de gestion Ostrum AM et AEW Europe. Ces opérations sont intervenues après consultation des instances représentatives du personnel concernées et obtention des autorisations des autorités de régulation compétentes ;
- Le Groupe BPCE a officialisé la création de BPCE Solutions Informatiques. Née du rapprochement des équipes de développement logiciel des Banques Populaires (iBP), des Caisses d'Epargne (IT-CE) et de l'activité Services et Expertises Financières, la société regroupe 2 600 salariés répartis dans toute la France. Gwilherm Le Donné a été nommé directeur général de BPCE Solutions informatiques ;
- Enfin, la cession par Natixis de la participation résiduelle dans Coface a été réalisée début janvier 2022.

Au sein des activités de banque de proximité et d'assurance, le Conseil de surveillance du Groupe BPCE a approuvé, la nomination de Jérôme Terpereau le 1^{er} juin en tant que directeur général Banque de proximité et Assurance, membre du directoire du Groupe BPCE. Il a succédé à Christine Fabresse, nommée présidente du directoire de la Caisse d'Epargne CEPAC dès le 2 mai 2022.

L'activité des deux réseaux a été marquée par une croissance des fonds de commerce et a vu une hausse continue des taux de crédit pour refléter la progression des taux de refinancement.

Concernant l'activité des Banques Populaires, le cap d'un million deux cent mille clients particuliers équipés en convention Cristal a été atteint, deux ans après leur lancement. Un nouveau contrat d'assurance décès associé au compte a été lancé, accessible sans formalité médicale et avec une cotisation unique. Ce contrat offre un capital garanti en cas de décès quelle que soit la cause, et l'exonération des droits de succession sur le capital versé au(x) bénéficiaire(s). Sur la clientèle des professionnels, plus de 160 000 clients ont été équipés au titre de la double relation active. Une solution unique d'agrégation de tous les comptes et d'émission de virements "Suite Connect" a été lancée : elle simplifie la gestion de trésorerie des professionnels et TPE multibancarisés et leur permet de disposer d'une vision globale et instantanée de l'ensemble de leurs comptes ainsi que d'effectuer des virements unitaires à partir d'un espace unique. Par ailleurs, les clients professionnels et entreprises des Banques Populaires ont été en mesure d'émettre des liens de paiement par SMS, WhatsApp en plus de ceux par e-mail existants. En matière d'épargne, le nouvel emprunt commercialisé par le groupe, BPCE 3,50 % Octobre 2028, a enregistré une très forte collecte, bien au-delà des ambitions initiales. Enfin en gestion privée, le cap symbolique des 100 milliards d'euros d'avoirs a été franchi.

Pour l'activité des Caisses d'Epargne, l'offre de banque au quotidien "les formules" a continué son développement et près de 2,8 millions de formules ont été commercialisées depuis son lancement. L'équipement des clients en assurance IARD s'est également poursuivi et plus d'un million de contrats MRH et Auto ont été commercialisés depuis le lancement du programme #INNOVE2020. En 2022, le réseau Caisse d'Epargne a intégré le classement "Entreprises préférées des Français"⁷ en s'installant à la 2^e place du secteur. Sur la clientèle des jeunes, une campagne de communication a été lancée, le mécénat avec l'association e-enfance a été reconduit et un partenariat dans la santé avec l'ISNI (intersyndicale nationale des internes en médecine) a été signé. Pour accompagner les clients fragiles, les Caisses d'Epargne ont mis en ligne un nouvel espace dédié aux difficultés financières qui permet de présenter l'ensemble de leur dispositif

⁷ Classement réalisé par l'IFOP, pour Eight Advisory avec le Journal Du Dimanche

d'accompagnement et de répondre aux situations financières difficiles, passagères ou non. Enfin, les Caisses d'Epargne ont obtenu en 2022 trois récompenses aux Corbeilles Mieux Vivre Votre Argent : Corbeille d'Or Long Terme Réseaux Bancaires, Certificat de la meilleure gamme de fonds action sur cinq ans et Certificat de la meilleure gamme de fonds ISR sur cinq ans.

L'accompagnement des clients dans les deux réseaux bancaires s'est traduit par le déploiement et la mise en marché de nouveaux produits et services soutenant la transition énergétique. Les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont déployé les prêts Rénov'Energie et ont été les premières à lancer l'Eco-Prêt à Taux Zéro MaPrimeRénov'. Ces solutions de financement permettent aux particuliers de réaliser des travaux de rénovation énergétique en vue de réaliser des économies d'énergie ou d'améliorer la performance énergétique des logements. Après l'acquisition de Cozynergy par cinq banques régionales du Groupe BPCE en juillet 2021, et une expérimentation réussie auprès des clients particuliers de plusieurs établissements, Banque Populaire et Caisse d'Epargne ont déployé nationalement leur partenariat dans les territoires. Cozynergy est une entreprise experte de la rénovation énergétique qui propose une réponse globale et "de terrain", allant de l'audit à la réalisation complète des travaux. Par ailleurs les Banques Populaires se sont associées à "Economie d'énergie", société spécialiste de l'efficacité énergétique, pour accompagner les clients sur l'ensemble de leur projet de rénovation énergétique.

Les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont également déployé le Prêt Véhicule Propre destiné à l'achat d'un véhicule électrique (voiture ou Nouveau Véhicule Electrique Individuel tel que trottinette, vélo, scooter...), hybride ou à hydrogène.

En matière d'épargne verte, les Banques Populaires ont lancé une solution de placement (CAT VAIR) construite à partir d'une gamme de comptes à terme entièrement fléchée et affectée intégralement aux financements de prêts pour la transition énergétique. Les encours collectés sont réinvestis en totalité dans les régions d'origine pour en accélérer la transition écologique et créer des opportunités de développement pour les entreprises locales. Les Caisses d'Epargne ont, quant à elles, mis en marché le Compte sur Livret Vert pour les particuliers. Ce compte sur livret classique est affecté à des initiatives vertes locales ou nationales, notamment le refinancement des crédits immobiliers respectant a minima la réglementation thermique 2012.

Pour mieux accompagner leurs clients dans tous ces domaines de la transition énergétique, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont développé un support interactif permettant aux conseillers de mener de bout en bout leur entretien pour identifier et accompagner les projets de rénovation et d'efficacité énergétique, mais aussi de mobilité verte ou d'épargne responsable.

En ce qui concerne l'économie de la mer, les Banques Populaires se sont engagées à hauteur de plus de 30 millions d'euros en tant qu'investisseurs dans le premier fonds européen dédié à la croissance bleue : Blue Forward Fund™. Ce fonds de capital-innovation a pour ambition d'investir dans les domaines ayant un impact fort sur l'équilibre écologique et climatique comme l'hydrogène bleu, les énergies renouvelables marines, les produits bio-sourcés et bio-manufacturés, l'économie circulaire bleue, l'aquaculture durable, ou la préservation des océans.

Sur la clientèle des entreprises, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ont lancé le Prêt à Impact. Cette nouvelle offre permet à leurs clients de mieux valoriser leur engagement social ou environnemental. Pour chaque prêt à impact souscrit, le taux d'intérêt est indexé sur un objectif de performance extra-financière sociale ou environnementale de l'emprunteur et la bonification perçue peut être reversée à une association.

Concernant les investissements dans les infrastructures régionales, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne ainsi que le Crédit Coopératif ont été les premières banques en France à mettre en place avec la BEI une enveloppe de crédits bonifiés de 150 millions d'euros pour les infrastructures sportives des collectivités locales. Au moins un quart des financements devront être consacrés à des projets ayant un objectif climatique : rénovation énergétique des bâtiments, production d'énergie renouvelable ou développement d'infrastructures de transport bas carbone.

Porté par des fondamentaux solides, le pôle Solutions et Expertises Financières (SEF) a continué d'afficher en 2022 une forte dynamique de ses activités en dépit d'un environnement devenant moins porteur. Dans le domaine du crédit à la consommation, BPCE a ainsi maintenu sa place de premier acteur bancaire en France⁸.

⁸ Classement réalisé au troisième trimestre 2022 par Athling, Cabinet de conseil pour les affaires et autres conseils de gestion.

Au travers du programme Lease Impact, de nouveaux partenariats ont été créés par BPCE Lease, comme avec DrivEco sur les bornes de recharges électriques ou avec Alterea sur le diagnostic d'efficacité énergétique. Les offres prêts personnels verts créées par BPCE Financement (prêt personnel Rénov'énergie et prêt véhicule propre) ont été généralisées en 2022 au sein des réseaux. Par ailleurs, la Compagnie Européenne de Garanties et Cautions a développé une tarification bonifiée pour les prêts à impact logement social et économie sociale octroyés par les Caisses d'Epargne. Enfin, concernant l'activité immobilière, la coopération entre BPCE Solutions Immobilières et Socfim a permis la création d'une offre de commercialisation de lots résidentiels à destination de la clientèle des réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne.

Le pôle Solutions et Expertises Financières a par ailleurs procédé à des opérations d'acquisition au cours de l'année. Ainsi, le rachat de Banco Primus (filiale Portugaise du Crédit Foncier réalisant des financements de véhicules d'occasion) par BPCE Financement s'est finalisé en janvier 2022. De même, les encours de crédit long terme du Crédit Foncier ont été transférés auprès de Socfim en février 2022 et le rattachement capitalistique de Pramex à BPCE S.A. a été finalisé en juin 2022.

En termes d'opérations de croissance externe, BPCE Lease a annoncé son entrée en négociation exclusive en vue d'acquérir 100 % du capital d'Eurolocatique et de sa filiale Médidan, leader français dans le financement d'équipements de santé en location financière ou crédit-bail, afin de renforcer son activité Vendor et devenir ainsi un acteur bancaire majeur dans le domaine de la santé.

En 2022, le Pôle Assurances du Groupe BPCE, désormais intégré à BPCE a pris le nom de BPCE Assurances. La compagnie non-vie a été renommée BPCE Assurances IARD, la compagnie vie restant appelée BPCE Vie et la compagnie Luxembourgeoise a pris le nom de BPCE Life.

En 2022, l'activité non-vie a été soutenue avec le cap des 7 millions de contrats en portefeuille qui a été franchi. Plus d'un client particulier sur trois est désormais équipé en contrat d'assurance IARD et de prévoyance.

Dans un contexte d'événements climatiques sans précédent sur le marché français (grêles, inondations, incendies pour un montant de sinistre à fin septembre supérieur de 50 % à la moyenne des 5 dernières années), un nouveau partenariat a été noué avec Imatech pour apporter aux activités d'indemnisation des capacités supplémentaires en matière de gestion de sinistres multirisques habitation. A l'échelle de BPCE Assurances IARD, ce sont près de 60 000 sinistres climatiques qui sont venus s'ajouter à la sinistralité courante, impactant le PNB de la compagnie.

Parmi les nouveaux produits commercialisés en prévoyance, les offres de prévoyance Homme Clé+, protection Homme clé et l'adaptation de l'offre Prévoyance Pro ont été lancées. BPCE Life propose désormais des contrats d'assurance vie et de capitalisation à la clientèle patrimoniale et fortunée du réseau Caisse d'Epargne.

BPCE Assurances a également confirmé son statut d'assureur pionnier en matière d'engagement climat. Chaque année, au moins 10 % de ses investissements sont consacrés à des actifs verts afin qu'ils représentent, au plus tard en 2030, 10 % de ses encours. En 2022, 15,5 % de ses investissements ont intégré un critère vert, allant au-delà de l'objectif. La part de ses encours verts a progressé de 7 % soit une hausse de 1,8 point en un an. Enfin, la part des fonds labellisés ISR proposés aux clients BPCE Vie s'est élevée à 57 %, l'objectif étant fixé à 60 % en 2024.

En mars 2022, le nouveau pôle BPCE Digital & Paiements, qui réunit au sein d'un même pôle les activités Paiements, les activités d'Oney Bank et celles de la Direction Innovation, Data, Digital a été créé, avec notamment pour ambition de porter l'innovation du groupe, d'accompagner la digitalisation du commerce et de renforcer la qualité de service de bout en bout de la chaîne des paiements. Yves Tyrode a été nommé directeur général de ce nouveau pôle qui rassemble près de 4 000 collaborateurs. Ce rapprochement a permis de développer des synergies entre les composantes du pôle avec de nouvelles réalisations comme des offres Payplug accessibles depuis les espaces digitaux des clients des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne et le renforcement de la lutte contre la fraude sur les moyens de paiements associant les dispositifs de différentes entités du groupe.

Parallèlement, le Groupe BPCE a poursuivi sa stratégie Digital Inside et continué d'enrichir les services de la banque en ligne pour offrir la meilleure expérience client, à la fois sur le web et le mobile. Cette stratégie s'est traduite par une forte progression des clients actifs connectés à la banque en ligne sur le web ou depuis un mobile. Le niveau de satisfaction des clients a d'ailleurs atteint un plus haut avec un Net Promoter Score digital du Groupe de + 48 au quatrième trimestre 2022.

Les parcours de souscription aux offres crédit, épargne financière et assurance, ont été renforcés avec notamment l'ajout des univers "Green" (protection de l'environnement) et "Santé" (maintien d'autonomie pour les personnes à mobilité réduite) dans le simulateur du prêt personnel digitalisé. Par ailleurs, les solutions de Paiements proposées dans les espaces digitaux ont vu une forte progression de l'utilisation de l'Instant Payment (représentant 16 % des virements externes en 2022), du paiement sans contact (61 % des paiements de proximité réalisés sans contact en 2022), et du pilotage de la carte bancaire en selfcare. Le nombre de clients actifs digitaux qui consultent et peuvent paramétrer leurs consentements depuis la banque en ligne a continué sa progression et les Entrepreneurs Individuels ont pu gérer leur profil et modifier leurs coordonnées depuis leur application mobile.

S'agissant d'accès et de sécurité des opérations, le Groupe BPCE a continué la mise en conformité d'authentification forte de ses clients : 9,7 millions de clients particuliers et professionnels étaient ainsi équipés de Sécur'Pass à fin 2022, leur permettant de réaliser leurs opérations courantes en toute sécurité.

BPCE Payment Services, créée en mars 2022, a continué d'enregistrer une augmentation significative de ses transactions monétiques en raison d'une activité soutenue pendant l'été et d'une croissance de son parc de terminaux de paiement tiré par la gamme de TPE Android. Les paiements par Instant Payment et mobile ont également poursuivi leur développement dans les usages des clients.

L'activité de Oney a été dynamique avec une hausse de sa production de crédit de plus de 15 %, soit +555 millions d'euros comparé à 2021. Sur son offre Buy Now Pay Later (BNPL), la croissance a atteint 14 % et, en France, sa part de marché sur ce type de financement s'est établie à 34,5 % à fin septembre (source ASF), confirmant sa position de leader sur le paiement fractionné. Plusieurs partenariats majeurs ont été signés en France, avec Orange, Mango ou encore Le Bon Coin, et d'autres ont été reconduits, comme avec Samsung, Air France, Decathlon et Maxicoffee. A fin 2022, 16 000 sites et magasins étaient utilisateurs de ses solutions, soit 4 400 entreprises et marques partenaires.

Concernant les opérations de croissance, le groupe BPCE est entré en négociation exclusive le 12 juillet 2022 avec Swile en vue d'un projet de rapprochement entre Swile et Bimpli, filiale du Groupe BPCE et acteur de référence des services et avantages salariés en France, afin de créer un leader mondial. Le closing de cette opération a eu lieu le 14 décembre 2022. A l'issue de l'opération, Swile détient 100 % de Bimpli et le Groupe BPCE devient le premier actionnaire de Swile avec une participation à hauteur de 22 % au capital (base pleinement diluée) et a reçu 150 millions d'euros sous formes d'obligations.

En septembre 2022, le Groupe a opéré le rapprochement de Dalenys et de Payplug, sous la marque Payplug, pour créer le leader français des solutions de paiement pour le commerce digitalisé avec plus de 10 milliards d'euros de volumes de transactions en 2022, près de 400 collaborateurs, 20 000 clients PME (Faguo, La Maison de l'Astronomie) et grands groupes (Maisons du monde, Veepee, kiwi.com).

Par ailleurs, le Groupe BPCE a réalisé une prise de participation dans la fintech Bridge (société Perpecteev SAS) au sein d'un tour de table d'un montant total de 20 millions d'euros aux côtés de Truffle Capital. Ce financement a pour objectif de renforcer Bridge dans sa position de leader en France de l'Open Banking, de conquérir de nouveaux segments de marché et de poursuivre son expansion à l'international.

Le 22 mars 2022 a marqué la naissance du pôle Global Financial Services (GFS) qui regroupe les métiers mondiaux du Groupe BPCE : la gestion d'actifs et de fortune, via notamment la marque Natixis Investment Managers (Natixis IM), et la banque de grande clientèle, via notamment la marque Natixis Corporate & Investment Banking (Natixis CIB).

En gestion d'actifs et de fortune, Natixis IM a poursuivi le renforcement de son modèle multi-affiliés et continué à gérer activement son portefeuille d'affiliés. L'entreprise a finalisé l'acquisition des participations que La Banque Postale détenait jusqu'à présent dans Ostrum AM (45 %) et AEW Europe (40 %). Natixis IM et La Banque Postale ont également prolongé leurs partenariats industriels en gestion d'actifs jusqu'à fin 2030. Par ailleurs, Natixis IM a finalisé l'accord signé avec H2O AM sur le dénouement de leur partenariat. Elle a également conclu un accord de cession de sa participation de 100 % dans AlphaSimplex Group à Virtus Investment Partners et vendu son bloc d'actions de Fiera Capital tout en renouvelant son accord de distribution avec la société pour le marché canadien. Enfin les équipes Seeyond et les équipes de Natixis IM Solutions dédiées à la gestion assurantielle et aux produits structurés ont été intégrées à Ostrum AM.

Mirova a annoncé l'acquisition de la société de gestion SunFunder, accélérant ainsi son développement pour devenir un leader mondial de l'investissement à impact.

Natixis IM a également poursuivi son développement dans les actifs privés. A fin 2022, cette catégorie représentait 9 % du total des actifs sous gestion contre 7 % fin 2021.

Natixis IM a continué à déployer son dispositif d'écoute de ses clients et lancé une série de projets et d'initiatives axés sur l'expérience client : déploiement de son nouveau Client Portal, lancement d'Asset Studio (plateforme digitale développée avec sept Fintechs) et développement de solutions Funds DLT basées sur la technologie blockchain. Ces initiatives ont été saluées par le prix L'Agefi AM Tech Day 2022 de la solution technologique la plus innovante. Natixis IM a également poursuivi le déploiement au sein de ses affiliés américains de la plateforme Natixis IM Operating Services développée par Loomis Sayles.

Entre autres reconnaissances reçues par Natixis IM et ses affiliés, les équipes de DNCA, Loomis Sayles, WCM Investment Management et Harris Associates ont remporté plusieurs Refinitiv Lipper Fund Awards qui récompensent la performance exceptionnelle de leurs fonds en Europe et aux États-Unis. Loomis Sayles a été nommé gestionnaire multi-actifs de l'année aux Insurance Asset Risk Awards pour l'Amérique du Nord. Les équipes de DNCA Finance ont également remporté 9 prix au Grand Prix de la Finance 2022. Et, pour la seconde année consécutive, Mirova a été nommée B Corp Best For The World™ en reconnaissance de son impact positif significatif dans le domaine d'impact "Clients".

Natixis Interépargne a conforté sa position d'acteur de référence de l'épargne salariale et retraite avec plus de 81 000 entreprises clientes, et plus de 3,1 millions d'épargnants. Natixis Interépargne a signé avec de nouveaux clients emblématiques, notamment Altice pour la gestion de son PEE, Swiss Re pour la gestion des PEE, d'un PERCOL et la mise en place d'un PERCO pour trois de ses entreprises, et Groupe Carrefour pour son plan d'actionnariat salarié.

En gestion de fortune, Natixis Wealth Management a poursuivi son programme de transformation, notamment au Luxembourg où elle a repositionné sa franchise, pour toujours mieux servir ses clients directs sur le segment des "High Net Worth Individuals". Elle a renforcé le développement de ses activités en lien avec le Groupe BPCE, notamment avec Natixis CIB, avec laquelle elle a lancé un programme d'accélération des synergies. Dans ce cadre, elle a commercialisé avec succès un titre de créance vert à dimension caritative dont 0,20 % du total du montant placé a été versé à l'Institut Pasteur sous forme d'un don, exempt d'avantage fiscal. La banque a aussi poursuivi ses engagements ESG avec un enrichissement de l'offre de VEGA Investment Managers et un renforcement de son dispositif de gestion et de monitoring ISR... Elle a enfin été élue meilleure banque privée par L'Agefi ("Prix de la gestion privée") et obtenu le Trophée d'argent ("Meilleure banque privée affiliée") au Sommet du Patrimoine et de la Performance 2022.

Natixis Corporate & Investment Banking (CIB) a fait preuve d'une bonne résilience durant l'année 2022, dans un environnement incertain marqué par l'inflation et le changement de politique des banques centrales, conduisant à un fort ralentissement des volumes d'affaires sur des marchés comme le M&A, le Leverage Finance, ou les émissions obligataires High Yield.

Dans ce contexte, Natixis CIB a continué à développer ses activités en ligne avec ses axes stratégiques - diversification, engagement et transformation tout en portant une attention particulière à la gestion de ses risques notamment à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine.

Les activités de la CIB ont poursuivi un développement soutenu dans les différentes zones géographiques, près de 2/3 des revenus étant réalisés avec une clientèle hors de France. En EMEA l'année a été notamment marquée par le recentrage post-Brexit réussi sur les clients locaux au Royaume-Uni et la diversification des activités au Moyen Orient. La plateforme Amériques a poursuivi sa croissance, notamment dans ses domaines d'expertise du crédit et en infrastructures, comme en attestent les distinctions reçues : "Arranger of the Year" Middle Market CLO par Structured Credit Investor et North America Lead Arranger en financements de projets. Enfin, malgré un contexte sanitaire encore difficile dans la région la plateforme APAC a connu une croissance soutenue et diversifiée avec une forte dynamique en Australie et Asie du Sud-Est ainsi qu'au niveau des activités de marchés de capitaux et M&A, et une progression significative des revenus ESG.

L'année 2022 a aussi permis de continuer à diversifier la base de clients et d'approfondir les expertises de la CIB. Sur le segment des ETI, la période a été marquée par la conquête de nouveaux clients et le dynamisme

des activités de Banque Commerciale. La croissance diversifiée autour de 8 industries cœur s'est poursuivie, et a été particulièrement poussée par les secteurs Energie et Telecom & Tech.

L'ensemble des métiers a contribué à la résilience des revenus, malgré des dynamiques contrastées. En Investment Banking tout d'abord, Natixis CIB s'est classée numéro 1 sur le marché primaire actions français avec 13 % de part de marché en participant notamment aux deux plus grandes augmentations de capital en France (EDF et Air France). L'activité sur le marché primaire obligataire a été très soutenue sur le segment des émetteurs financiers, où Natixis CIB s'est classée deuxième sur la League Table "Global EUR Financial Institutions (obligations financières)". Dans les métiers de Financements d'Actifs Réels, en Infrastructures d'abord, l'activité très soutenue a été portée par les transitions énergétique et numérique avec une stratégie O2D restant l'un des piliers du modèle. Natixis reste un acteur majeur du marché avec 7 distinctions reçues lors des PFI Awards et une position maintenue dans les classements IJ Global. Natixis CIB a aussi renforcé sa position de leader sur le marché immobilier en France et en Europe (source Dealogic), malgré un ralentissement du marché. Le métier Global Trade a connu une forte dynamique commerciale, apportant notamment un soutien solide aux acteurs du négoce de matières premières dont le besoin en liquidités s'est accru avec la forte volatilité des prix, et bénéficiant d'un environnement de taux redevenant attractif pour ses activités de gestion de trésorerie. Les activités de Global Markets ont connu une forte croissance des volumes, en ligne avec la stratégie de développement des produits de flux et de conquête de nouveaux clients, accompagnant les besoins croissants de couverture en particulier sur les marchés des changes, des taux, et des matières premières, dans un environnement très volatile. Le repositionnement de l'activité dérivés actions engagé fin 2020 porte ses fruits, avec une forte activité commerciale et un profil de risque maîtrisé. Enfin et malgré un marché en baisse, le métier M&A a continué le développement de son modèle multi-boutiques avec le lancement chez Solomon Partners des verticales Santé et Services aux entreprises, mise en place d'une équipe Natixis Partners en conseil M&A à l'achat auprès des fonds d'investissement, et l'ouverture d'un bureau à New York pour Fenchurch.

Le rôle de Natixis CIB comme partenaire de référence auprès des clients dans leur transition environnementale et sociale a continué de s'affirmer au travers de transactions emblématiques (par exemple le financement de la première éolienne en mer en France, et les introductions en Bourse de producteurs d'hydrogène vert), l'expertise et la capacité d'innovation du Green & Sustainable hub étant reconnus par les clients et le marché comme le démontrent les distinctions reçues (Investment Bank of the Year for Sustainability – The Banker ; Investment Bank of the year – Environmental Finance) et les citations du Green Weighting Factor dans plusieurs publications (Rapport Perrier, Rapport d'évaluation du GIEC).

Enfin, en ligne avec l'objectif de transformation, l'exercice a été marqué par un renforcement des investissements dans les "chaînes", modes de gouvernance destinés à renforcer robustesse, compétitivité, et à améliorer l'efficacité opérationnelle. Ainsi, dans le cadre de la transformation numérique de ses activités de financements, Natixis CIB s'est associée en mars à nCino, un pionnier des solutions de cloud banking, pour étendre la digitalisation de ses métier.

Par ailleurs, le 30 juin 2022 Ripplewood et le groupe BPCE ont pris acte que les conditions nécessaires à la réalisation de l'acquisition par Ripplewood de Fidor Bank A.G. n'étaient pas réunies. Par conséquent, le projet de contrat de cession daté du 18 décembre 2020 a été résilié.

212.2. Faits majeurs de l'entité (et de ses filiales)

L'année 2022 a été marquée :

- Par des éléments exogènes et en particulier la hausse des taux des livrets réglementés, en février puis en août, et ses conséquences sur la marge nette d'intérêt qu'il a fallu compenser,
- Par des éléments endogènes et en particulier :
 - > la gouvernance exécutive de la Caisse d'Epargne Loire-Centre avec le renouvellement de son directoire le 12 décembre 2022 : Fouad CHEHADY président, Elise PAQUET, Julien NEGRE, Valérie COMBES-SANTONJA et Vincent MANSUY, membres.
 - > l'évolution de l'organisation du réseau commercial banque de détail avec la création de 8 directions commerciales sur le territoire de la région Centre-Val de Loire pour une mise en œuvre le 1er janvier 2023
 - > la livraison de 9 projets et de la poursuite des travaux dans le cadre de son plan stratégique CELC 2024 « accélérer – innover – satisfaire »

212.3. Modifications de présentation et de méthodes d'évaluation

2123.1 Méthodes d'évaluation de présentation appliquées

Les comptes individuels annuels de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'autorité des normes comptables (ANC).

Au 31 décembre 2022, conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.

Les comptes consolidés de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IFRS9 concernant la comptabilité de couverture.

L'entité consolidante est constituée de Caisse d'Epargne Loire-Centre, des 15 Sociétés Locales d'Epargne, des silos Fonds Commun de Titrisation qui représentent la part de CELC dans le cadre des opérations "Titrisation" réalisées respectivement en mai 2014, 2016, 2017, octobre 2018, novembre 2019, octobre 2020, 2021 et juillet 2022, de la SCI Loire-Centre Montespan, ainsi que de la SAS Loire-Centre IMMO.

2123.2 Changement de méthodes comptables

Les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards).

La Caisse d'Epargne Loire-Centre applique la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers et remplaçant IAS 39 depuis le 1er janvier 2018.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre applique la recommandation modifiée de l'ANC n° 2013-02 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

2123.3 Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes individuels de l'exercice en référentiel français sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

Les frais de recouvrement sont présentés comme au 31 décembre 2021 en coût du risque (antérieurement en frais de gestion).

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de correction de valeur.

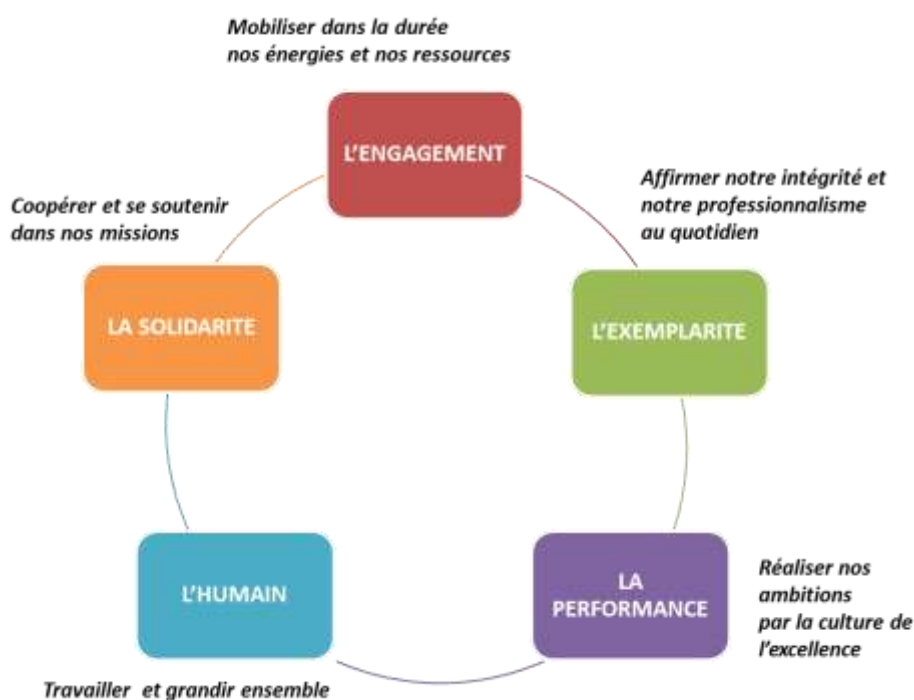
Les principales méthodes utilisées pour les différentes thématiques sont exposées dans l'annexe des comptes annuels publiables de l'établissement, présentée au point 3.2 de ce rapport.

En matière de référentiel IFRS (comptes consolidés), les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2022 font l'objet d'une description détaillée au point 3.1 "Comptes consolidés", de ce rapport.

2.2. Informations sociales, environnementales et sociétales

22.1. La différence coopérative des Caisses d'Epargne

Héritage historique, la Caisse d'Epargne Loire-Centre est une banque de proximité ancrée sur son territoire qui se définit également par ses valeurs que sont :



221.1. Le modèle coopératif, garant de stabilité et de résilience

Fortement ancrée sur son territoire, la Caisse d'Epargne Loire-Centre est une banque coopérative régionale dont le capital social est détenu par les **sociétés locales d'épargne (SLE)**, elles-mêmes détenues par les **clients-sociétaires à travers les parts sociales**.

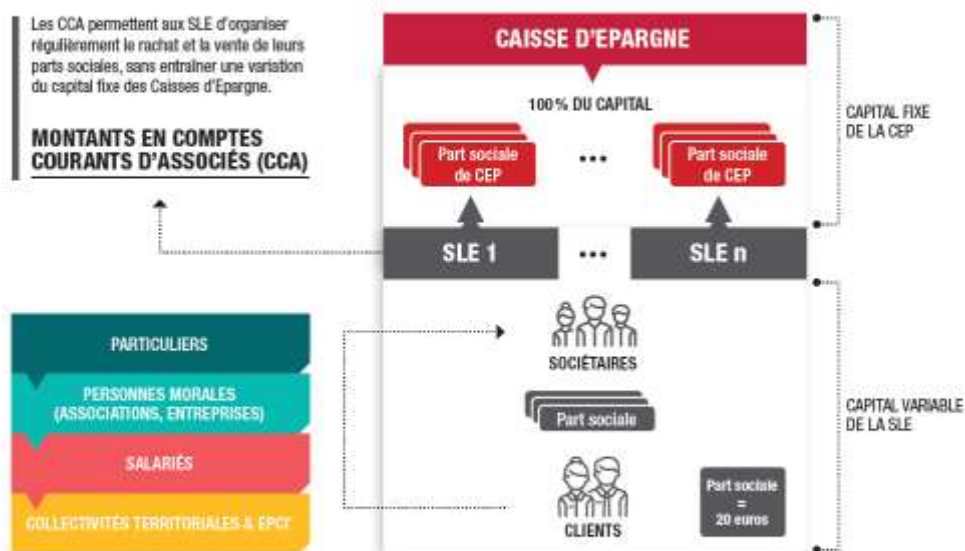
Le modèle de gouvernance coopérative de la Caisse d'Epargne Loire-Centre permet la participation de l'ensemble de ses clients-sociétaires, quel que soit le nombre de parts sociales qu'ils détiennent au sein de leur SLE, et sans discrimination.

En tant que société de personnes et non de capitaux, l'objectif de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est de faire adhérer un maximum de clients à son objet social, afin d'accroître son pouvoir d'action, dans l'intérêt de ses sociétaires et de son territoire.

Ces pratiques, dont l'origine remonte à 1999, année d'adoption du statut coopératif, s'inscrivent dans une longue histoire de l'engagement au service de l'épargne et de la prévoyance.

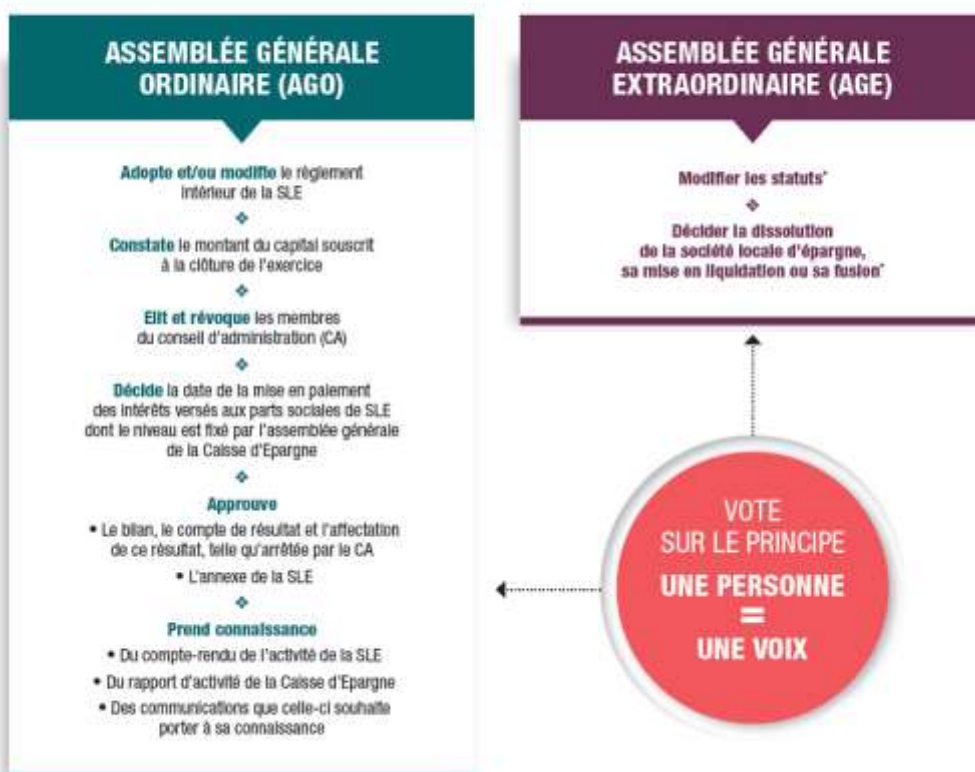
Ce rôle sociétal a d'ailleurs été inscrit dans le Code monétaire et financier, dans lequel il est écrit que les Caisses d'Epargne remplissent une mission de *"protection de l'épargne populaire et de contribution à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale"*.

CAPITAL FIXE ET CAPITAL VARIABLE



* Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre se situant en tout ou partie dans la circonscription territoriale de la SLE (dans la limite de 20% du capital social de la SLE).

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE SLE



* Après approbation de BPCE et de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance d'affiliation.

Notre gouvernance

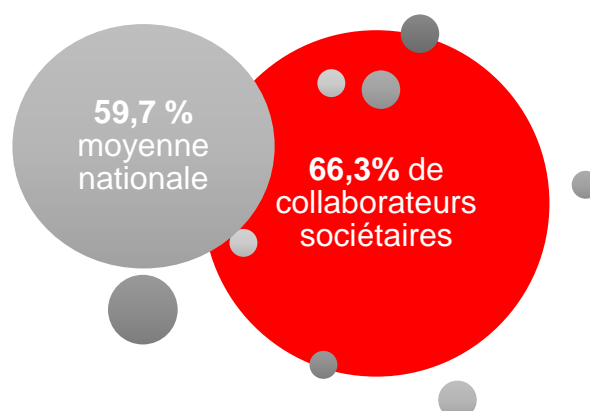
La spécificité de notre caisse d'épargne dans le paysage bancaire coopératif repose sur un système de gouvernance dit dualiste : séparation des pouvoirs entre les fonctions de gestion par le directoire et de son contrôle de la gestion par le conseil d'orientation et de surveillance (COS).

Cette dualité de la gouvernance garantit une autonomie de décision régionale et une capacité à s'adapter à la conjoncture locale et aux besoins du territoire.

Cette gouvernance coopérative, associée au fait que la **Caisse d'Epargne Loire-Centre** met en réserve au moins 15 % de ses résultats, inscrit son action dans le temps long.



Part de collaborateurs sociétaires en 2022



La Caisse d'Épargne Loire-Centre et les principes coopératifs de l'Alliance Coopérative Internationale (chiffres clés 2022)

Nom du principe coopératif	Détail du principe coopératif	Indicateurs 2022	Indicateurs 2021
Adhésion volontaire et ouverte à tous	Tout client peut devenir sociétaire de la Caisse d'Épargne.	<ul style="list-style-type: none"> 263 237 sociétaires 32% sociétaires parmi les clients 99,64% des sociétaires sont des particuliers 	<ul style="list-style-type: none"> 266 559 sociétaires 30,8% sociétaires parmi les clients 99,65% des sociétaires sont des particuliers
Pouvoir démocratique exercé par les membres	Les sociétaires votent lors des assemblées générales de sociétés locales d'épargne (SLE) selon le principe « une personne, une voix ».	<ul style="list-style-type: none"> 225 administrateurs de SLE, dont 46% de femmes 18 membres du COS (hors censeurs), dont 44% de femmes 2,20% de participation aux AG, dont 1 426 personnes présentes 100% de participation au COS 	<ul style="list-style-type: none"> 225 administrateurs de SLE, dont 46% de femmes 18 membres du COS, dont 50% de femmes AG tenues à huis clos du fait du contexte sanitaire (COVID-19) 99% de participation au COS
Participation économique des membres	La rémunération des parts sociales est plafonnée. Les excédents sont en grande partie affectés aux réserves. L'actif net est impartageable.	<ul style="list-style-type: none"> 20 € : valeur de la part sociale 2 362 € : montant moyen de détention de parts sociales par sociétaire 1,35% : Rémunération des parts sociales 	<ul style="list-style-type: none"> 20 € : valeur de la part sociale 2 240 € : montant moyen de détention de parts sociales par sociétaire 1,30% : rémunération des parts sociales
Autonomie et indépendance	La Caisse d'Épargne Loire-Centre est une banque de plein exercice. Les parts sociales ne s'échangent pas sur les marchés et ne sont pas cotées en bourse.	100% du capital social de la Caisse d'Épargne est détenu par les SLE	100% du capital social de la Caisse d'Épargne est détenu par les SLE

Animation du sociétariat

Le sociétariat des Caisses d'Épargne est composé de 4,4 millions de sociétaires en 2022, dont une grande majorité de particuliers. La représentation des sociétaires s'organise à partir de 185 sociétés locales d'épargne (SLE). Elles constituent un échelon intermédiaire permettant de renforcer l'ancrage local, la proximité et l'expression des sociétaires.

En 2022, les Caisses d'Epargne ont développé leurs actions pour mieux associer les sociétaires, partie prenante essentielle, à la vie de leur banque. Il s'agit de leur offrir un accès privilégié à l'information et aux offres du club des sociétaires, via le portail unique societaires.caisse-epargne.fr. Sur son territoire, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a mis en place des actions d'animation et de communication destinées à renforcer sa relation avec les sociétaires. Des rencontres coopératives ont été organisées dans 3 agences de l'Indre et Loire en 2022 et vont être généralisées sur l'ensemble des 6 départements de la région Centre-Val de Loire en 2023 (34 rencontres coopératives en 2023). Ce sont des moments privilégiés en agence qui permettent à nos sociétaires de rencontrer leurs représentants (président et administrateurs de leur SLE), de mieux comprendre le fonctionnement d'une banque coopérative ainsi que de découvrir les actions de soutien mises en œuvre en local.

La Fédération nationale des Caisses d'Epargne (FNCE), en concertation avec les Caisses d'Epargne, a conduit en 2022 une réflexion visant à donner au modèle coopératif Caisse d'Epargne une définition simple, unique et différenciante : une Caisse d'Epargne est "une banque-assurance 100 % régionale, pionnière dans les transitions de la société et qui appartient à ses clients-sociétaires".



L'accompagnement pour une montée en compétences quotidienne des administrateurs

Dans le cadre de la gouvernance coopérative du réseau des Caisses d'Epargne, la Fédération nationale des Caisses d'Epargne (FNCE), en liaison avec BPCE et les Caisses d'Epargne, accompagne et forme les élus dans l'exercice de leur mandat à travers un dispositif de formation dédié. Des programmes de formation s'adressent aux administrateurs de sociétés locales d'épargne (SLE), aux membres de conseil d'orientation et de surveillance (COS), et aux membres des comités spécialisés. Chaque public bénéficie d'une offre de formation adaptée à son mandat en format présentiel et/ou en visio-conférence :

- **Pour les administrateurs** : un séminaire d'accueil des administrateurs qui porte sur les fondamentaux pour comprendre la Caisse d'Epargne, son histoire, son modèle de banque de proximité sur son territoire, son modèle coopératif et son modèle de banque sociétale depuis toujours. Des formations viennent approfondir ce socle initial tout au long du mandat. Des thématiques de culture bancaire générale et le digital complètent le dispositif de formation continue. En 2022, 7 sessions de formation en présentiel ont été organisées sur chacun des départements autour de 2 thématiques : "le bilan et le compte de résultat d'une banque" et "la transition environnementale"
- **Pour les membres de conseils d'orientation et de surveillance**, la formation initiale réglementaire porte sur six thématiques fixées par décret : système de gouvernance, information comptable et financière, marchés bancaires et financiers, exigences légales et réglementaires, gestion des risques et contrôle interne, planification stratégique. Des formations d'approfondissement sont proposées tout au long du mandat.
- **Pour les comités spécialisés**, des formations sont proposées pour les comités des risques et comités d'audit, les comités des nominations et les comités des rémunérations.

Un dispositif de formation à distance complète le dispositif par un large choix de formations en ligne, vidéos, quiz et fiches thématiques.

Nom du principe coopératif	Détail du principe coopératif	Indicateurs 2022	Indicateurs 2021
Éducation, formation et information	<p>La Caisse d'Epargne Loire-Centre propose à ses sociétaires et administrateurs différents canaux d'information.</p> <p>Elle met en œuvre un programme de formation ambitieux portant à la fois sur la connaissance de l'identité de la Caisse d'Epargne et l'acquisition d'un socle de culture bancaire.</p>	<p>Conseil d'orientation et de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100% des membres ont suivi au moins une formation sur l'année Soit en moyenne, 9 heures et 20 minutes de formation par personne. <p>Conseils d'administration de SLE :</p> <ul style="list-style-type: none"> 44% des administrateurs ont suivi au moins une formation sur l'année Soit en moyenne, 2,3 heures de formation par personne 	<p>Conseil d'orientation et de surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> 100% des membres ont suivi au moins une formation sur l'année Soit en moyenne, 15 heures et 20 minutes de formation par personne. <p>Conseils d'administration de SLE :</p> <ul style="list-style-type: none"> 49% des administrateurs ont suivi au moins une formation sur l'année Soit en moyenne, 2 heures et 47 minutes de formation par personne

Les administrateurs sont également accompagnés sur plusieurs thématiques liées à l'engagement sociétal des Caisses d'Epargne :

- Implication dans les projets de mécénat de la Caisse d'Epargne. Cette implication peut prendre deux formes : la sélection et l'évaluation de projets d'intérêt général.
- Depuis le renouvellement de notre gouvernance, dans chaque société locale d'épargne, deux administrateurs volontaires tiennent respectivement le rôle de référent Philanthropie et référent Parcours confiance/ Finances & Pédagogie. Ces personnes ont pour mission de s'informer et de porter au sein des conseils d'administration les actions mises en œuvre sur les thématiques de la microfinance, l'éducation financière et la philanthropie. Elles bénéficient chaque année de sessions de formation sur ces sujets.

221.2. Un modèle d'affaires centré sur le développement de l'économie des territoires

Le territoire de la Caisse d'Epargne Loire-Centre épouse parfaitement celui de la région Centre-Val de Loire. Banque de proximité, disposant d'un important réseau d'agences, présente dans 95 % des bassins de vie, elle contribue au soutien des territoires de la région.

Chiffres clé de la région Centre-Val de Loire :



Au 1er janvier 2020, **2 574 900 personnes** habitent en Centre-Val de Loire. La population reste stable entre 2014 et 2020, alors qu'elle augmente en France (+ 0,3 %). Le solde naturel et le solde migratoire sont pratiquement nuls. La fécondité est supérieure à la moyenne nationale, tandis que la population est plus âgée qu'en France (95 personnes âgées de 65 ans ou plus pour 100 jeunes de moins de 20 ans).

L'économie de la région Centre-Val de Loire se caractérise par :

PIB (2020 – M€)	71 576
PIB par habitant (2020 - €)	27 859
% industrie dans la V A (2020 - %)	15
Médiane du niveau de vie (2019 - €)	21 710
Taux de chômage (T2 2021 - %)	7,1

Le produit intérieur brut (PIB) du Centre-Val de Loire s'élève à 71,6 milliards d'euros en 2020.

En 2020, après une année 2019 de reprise économique, le PIB régional a chuté de 7,4 %, une chute légèrement inférieure à celle enregistrée en France métropolitaine (- 7,9 %).

Avec 74,6 milliards d'euros, le Centre-Val de Loire produit 3,2 % de la richesse nationale.

Un PIB/habitant fortement impacté par la crise et revenu au même niveau qu'en 2016.

En 2020, le PIB par habitant s'établit à 27 859 euros en moyenne en France métropolitaine. Avec un PIB par habitant de 27 859 euros, le Centre-Val de Loire se place au 8^e rang national (Source : Dev'Up Centre-Val de Loire).

Une économie de plus en plus tertiaire mais qui reste marquée par un poids important des activités industrielles et agricoles.

Fin 2021, en Centre-Val de Loire, l'industrie représentait 136 702 emplois, soit près de 22 % de l'emploi salarié privé, contre une moyenne nationale de 15,9 % (source Acofss Urssaf). Cela situe la région au 4^e des régions françaises en nombre d'emplois industriels dans l'emploi total privé.

Ces 136 702 emplois dans l'industrie représentent 4,6 % des emplois industriels de France métropolitaine, une proportion nettement supérieure au poids de la région mesuré par l'emploi tous secteurs confondus : 3,4 % de l'emploi national.

Le territoire compte 5 506 établissements privés employeurs soit 4 % des établissements français (Source : Dev'Up Centre-Val de Loire)



En 2020, la **valeur ajoutée générée par les entreprises industrielles** régionales représente une part plus élevée (18,3 %) qu'en France de province (13,4 %).

La valeur ajoutée générée par l'agriculture est quant à elle supérieure de 2 points à la moyenne nationale.

Même si l'économie régionale se tertiarise de plus en plus chaque année, le taux de valeur ajoutée du secteur tertiaire reste inférieur de 7,4 points au taux national.

Source : Dev'Up Centre-Val de Loire

La caisse d'épargne Loire-Centre est une Banque universelle qui s'adresse à l'ensemble des clients, sans discrimination : clients particuliers, même modestes ou sous tutelle, les entreprises, les associations, les collectivités et les bailleurs sociaux, avec lesquels elle entretient des relations de longue date.

Un acteur majeur du financement des territoires

Le modèle d'affaires des Caisses d'Epargne est caractérisé par un positionnement fort sur le marché des particuliers, qui représente une part importante de leur PNB et par un rôle de premier plan vis-à-vis des associations, des collectivités et du logement social, dont elles sont le premier financeur. La Caisse d'Epargne Loire-Centre est également un acteur de premier plan pour élaborer des solutions collectives aux besoins sociaux émergents.

Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Loire-Centre, est la propriété de **263 237 sociétaires**.

Banque de plein droit, avec une large autonomie de décision, elle collecte l'épargne, distribue les crédits et définit ses priorités localement. Des personnalités représentatives de la vie économique de son territoire siègent à son conseil d'administration. Ainsi, ses ressources sont d'abord orientées vers les besoins des régions et de leurs habitants.

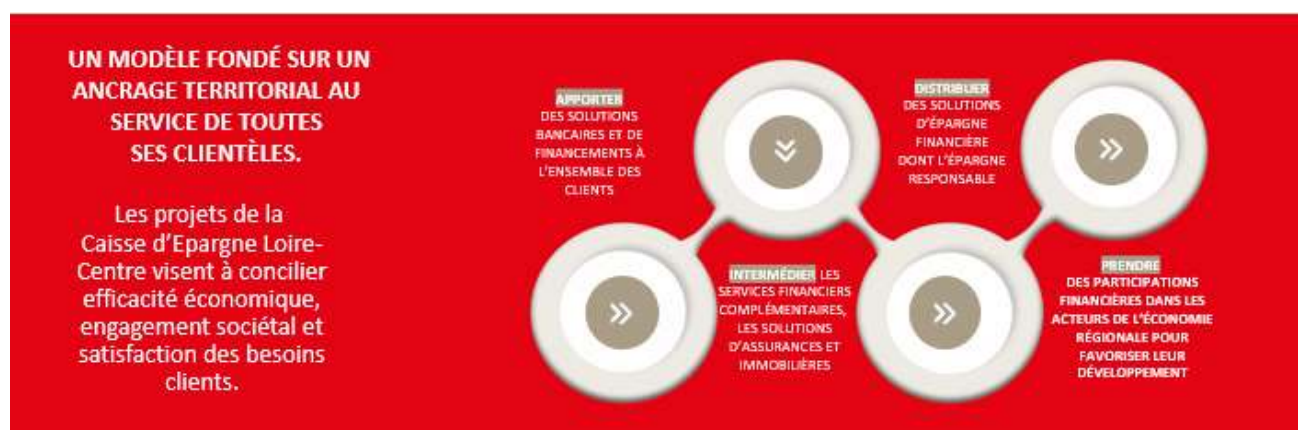
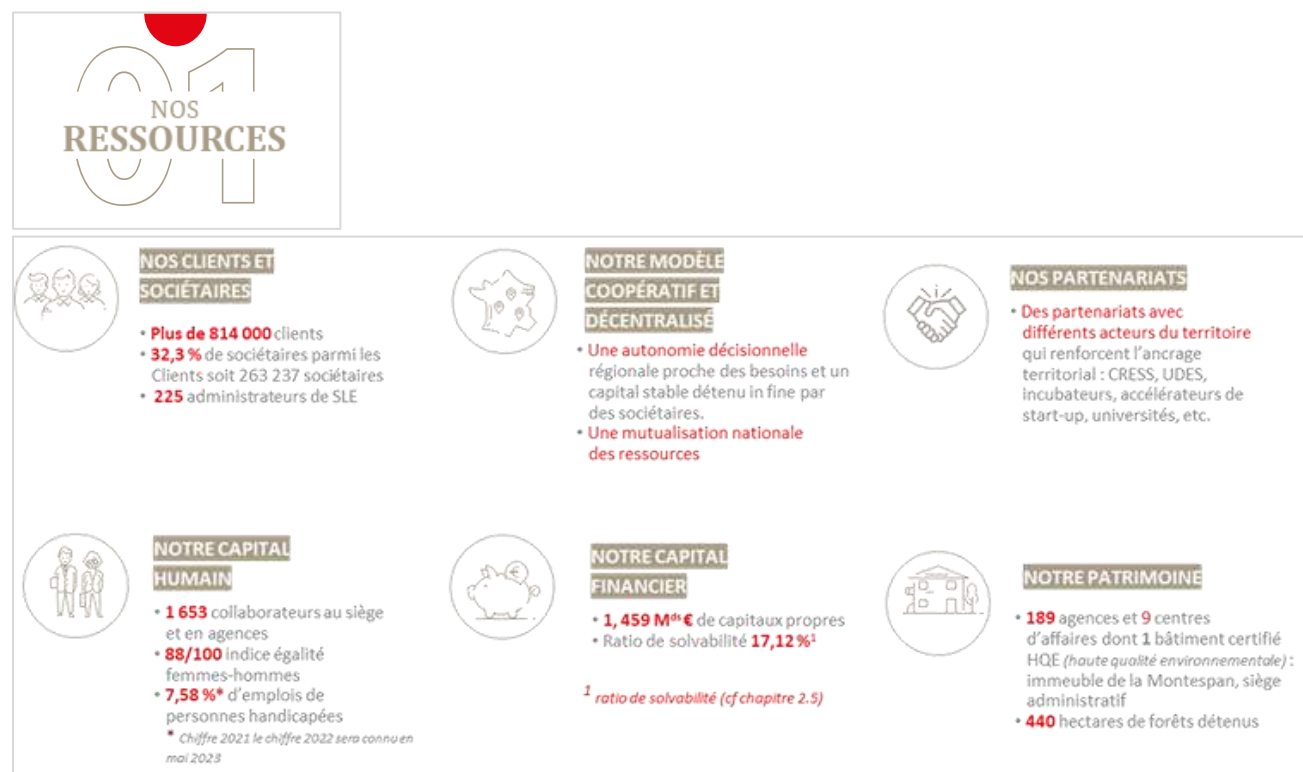
Utile à l'Economie Régionale : La Caisse d'Epargne Loire-Centre a confirmé son rôle d'acteur incontournable du développement économique régional, au service du dynamisme du territoire notamment en tant que 1^{ère} banque du Logement Social et 1^{er} financeur privé des Etablissements Publics Locaux. Présente sur l'ensemble des marchés, elle accompagne les entreprises de la région Centre-Val de Loire, aussi bien les TPE/PME que les grands groupes, en finançant leurs investissements tout en développant l'expertise de ses salariés.

Utile aux Particuliers : Placer les clients au cœur de toutes ses initiatives : telle est sa priorité. Malgré la montée en puissance du digital, la Caisse d'Epargne Loire-Centre les sait attachés à la relation qu'ils entretiennent avec leurs conseillers. Pour répondre à leurs exigences, elle œuvre pour des agences plus humaines, affine la connaissance des profils de ses clients, de leurs projets de vie, pour leur apporter une réponse la plus experte possible.

Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Loire-Centre propose depuis 2014 un compte sur livret régional (CSLR) qui permet de financer des projets locaux dans les domaines des services à la personne, des maisons de santé et du numérique ce, afin de contribuer au développement des territoires de sa région. Grâce à ce livret, les

épargnants bénéficient de la garantie que leur épargne est utilisée au profit de projets de l'économie régionale dans des domaines d'impact clés. A fin 2022, l'encours du compte sur livret régional s'élevait à 86,3 millions d'euros.

Malgré un contexte inflationniste et de contraintes de liquidités, les Caisses d'Epargne poursuivent le développement de leur activité de crédits, jouant ainsi un rôle clé en faveur du développement économique de leurs territoires.





POUR NOS CLIENTS ET SOCIÉTAIRES

- **8,1 M€** d'intérêt aux parts sociales
- **45,7 M€** de mise en réserve pour assurer la pérennité de l'entreprise et financer l'avenir.



POUR NOS TALENTS

- **71,3 M€** de salaires des collaborateurs au siège et en agences
- **461** recrutements en CDD, CDI et alternants



POUR L'ÉCONOMIE DU TERRITOIRE

VIA NOS FINANCEMENTS

- **20,3 M€** de Prêts Garantis par l'Etat (151 prêts)
- **108 M€** d'encours de fonds ISR et solidaires
- **4,6 Mds €** d'encours de financement à l'économie dont :

- **2,1 Mds€** AUPRÈS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES
- **144,9 M€** AUPRÈS DE L'ESS
- **4,5 M€** À DESTINATION DES PERSONNES PROTÉGÉES
- **2 Mds€** AUPRÈS DES PME
- **354 M€** POUR LE LOGEMENT SOCIAL

VIA NOTRE FONCTIONNEMENT

- **20 M€** d'achats auprès de **47 %** de fournisseurs locaux
- **634 K€** d'impôts locaux



POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

- **948 K€** de mécénat d'entreprise
- **660 K€** de microcrédit
- **159** interventions auprès de **1 650** stagiaires réalisées par les conseillers Finances et Pédagogie



POUR L'ENVIRONNEMENT

- **1,231 Md€** de financements pour la transition environnementale
- **30 %** d'achats d'électricité renouvelable

221.3. Une proximité constante avec les parties prenantes

La Caisse d'Epargne Loire-Centre mène un dialogue permanent et constructif avec ses parties prenantes internes et externes.

Elle collabore avec de nombreux acteurs du territoire (État, collectivités locales, associations...) sur des projets sociétaux ou environnementaux comme par exemple ceux concernant la création d'entreprise par des publics éloignés de l'emploi, le développement de l'entrepreneuriat féminin, le développement durable/RSE, la finance responsable/croissance verte ou encore l'éducation financière.

Elle forme ses administrateurs, consulte ses clients et ses collaborateurs et participe aux instances régionales de représentation de l'Economie Sociale et Solidaire, des entreprises et du logement social.

22.2. Les Orientations RSE & Coopératives 2022-2024

Des engagements bâtis sur notre identité coopérative

La politique RSE de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrit dans le cadre des Orientations RSE et Coopératives 2022-2024 de la fédération nationale des caisses d'épargne. Ces Orientations fixent un cadre d'actions national à travers l'identification de 4 grandes ambitions, elles-mêmes déclinées en axes d'actions, objectifs et cibles :

- **empreinte locale** : être un acteur clé de la transformation des territoires et de l'économie de proximité ;
- **coopération active** : conduire les collaborateurs et les sociétaires à devenir des "coopéraCteurs" ;
- **innovation sociétale** : anticiper les besoins sociétaux pour construire des solutions contribuant au progrès ;
- **performance globale** : poursuivre l'amélioration continue des politiques RSE et leur intégration dans l'ensemble des métiers, pour plus d'impact.

La Fédération anime la mise en œuvre et le suivi de cette feuille de route nationale notamment au travers de quatre groupes de travail thématiques composés de présidents.es de Directoire et de COS des 15 Caisses d'Epargne.

Ces orientations sont le fruit d'un travail collectif et ont été construites en cohérence avec le projet stratégique du Groupe BPCE.

Pour savoir plus sur la stratégie RSE du réseau des Caisses d'Epargne, voir le lien : [cliquez ici](#)

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrit également dans la stratégie RSE du Groupe BPCE.

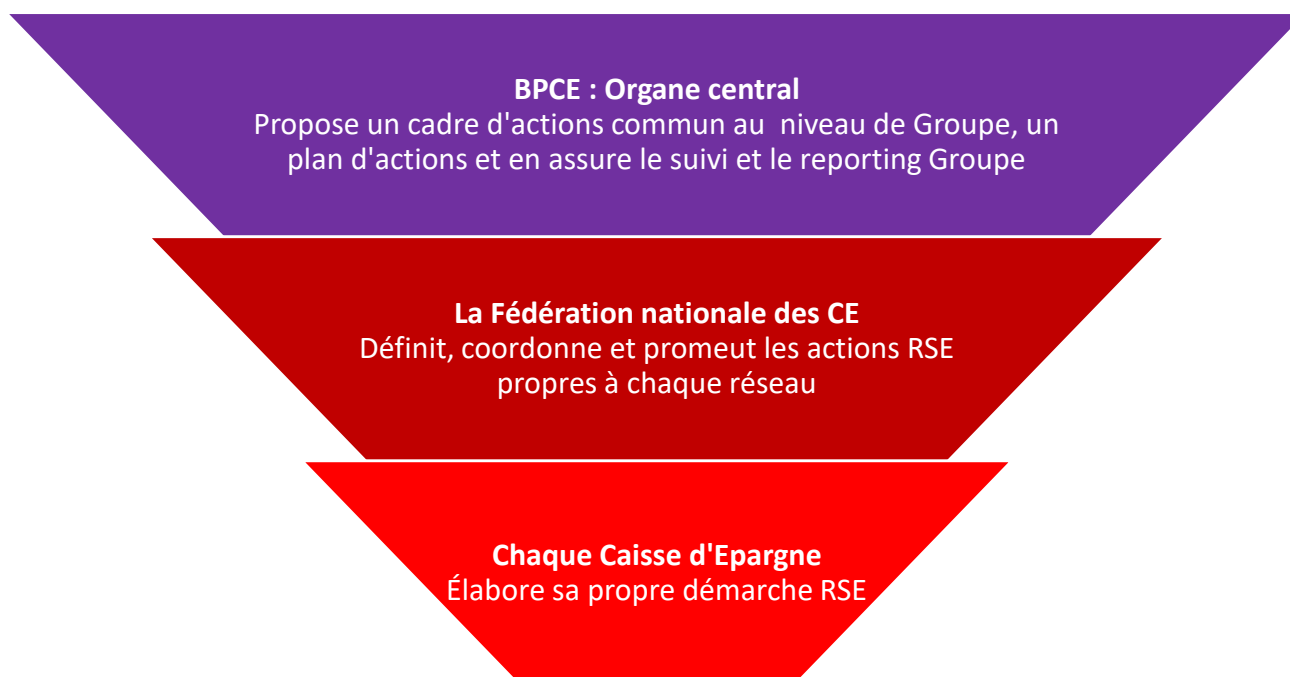
En 2021, le Groupe BPCE a placé le climat et "l'expérience collaborateur" au cœur de son nouveau plan stratégique BPCE 2024⁹. Les engagements de la Caisse d'Epargne Loire-Centre mettront en avant une stratégie environnementale forte combinée à des objectifs intermédiaires ambitieux et une stratégie RH favorisant la qualité de vie au travail et le développement professionnel de tous les collaborateurs. La stratégie RSE du Groupe BPCE a été structurée autour de trois axes :

- **Répondre aux attentes de la société civile** en favorisant l'inclusion et la solidarité tout en restant un mécène actif sur la place.
- Devenir un **acteur majeur de la transition environnementale** en plaçant les enjeux sur le climat comme priorité d'action de tous ses métiers et de toutes ses entreprises.
 - > Aligner l'ensemble de ses portefeuilles sur une trajectoire "Net Zéro" ;
 - > Accompagner tous ses clients dans leur transition environnementale ;
 - > Accélérer la réduction de son empreinte carbone propre.
- **Dessiner le futur du travail**
 - > Offrir à ses collaborateurs et futurs employés un environnement de travail hybride adapté afin de déployer efficacement le télétravail ;

⁹ [Le plan stratégique 2021-2024 du Groupe BPCE](#)

- > Faire progresser ses collaborateurs, talents et jeunes salariés, en les accompagnant dans des circuits de formation dédiés ;
- > Encourager la mixité dans les fonctions dirigeantes.

Pour en savoir plus sur la stratégie RSE et la DPEF du Groupe BPCE, [voir le lien](#).



La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'est toujours efforcée d'accompagner les évolutions de la société, fondement de son identité. Ancrage territorial, réponses concrètes aux besoins de l'économie réelle et des clientèles locales, soutien aux acteurs de la vie sociale, le modèle Caisse d'Epargne a fait la preuve de sa pertinence et de sa solidité depuis deux siècles.

La politique RSE de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrit dans cet héritage tout en cherchant à adresser les enjeux de notre époque, selon 2 priorités que sont **le respect et la protection de l'Humain et de l'Environnement**



Être une entreprise et un employeur responsable

Afin d'assurer une gouvernance transparente et équilibrée, notre banque a la volonté d'intégrer la RSE dans tous les organes de l'entreprise. Cela nécessite de former et régulièrement informer les différentes parties prenantes que sont notamment les membres du conseil d'orientation et de surveillance, nos administrateurs représentants de nos sociétaires mais également les managers et les salariés de la Caisse d'Epargne Loire-Centre aux enjeux environnementaux et sociétaux pour pouvoir construire et mettre en œuvre les actions qui en découlent. Cela passe également par l'élaboration et le suivi d'indicateurs RSE qui permettront, à toutes et tous au sein de l'entreprise, de mesurer en toute transparence nos actions.

En garantissant des relations et des conditions de travail responsables, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a pour mission d'assurer l'égalité des chances et la qualité de vie au travail. Cela se traduit par la mise en œuvre de partenariats notamment avec les écoles de la région, par la sensibilisation des salariés pour favoriser la diversité au sein de l'entreprise. Des réflexions sont en cours pour élaborer un index sur la diversité. La Caisse d'Epargne Loire-Centre continue à mettre en œuvre des actions en lien avec la Charte des 15 engagements Equilibre vie au travail. De plus, la Caisse d'Epargne Loire-Centre œuvre pour un management responsable et solidaire par le biais d'une politique de prévention et de gestion du harcèlement et par la mise en place d'un processus d'alerte. Le développement des compétences permet également d'assurer un épanouissement professionnel.

Enfin, la volonté de diminuer son empreinte carbone pour limiter l'impact environnemental nécessite d'une part d'évaluer cet impact (bilan carbone, diagnostic des consommations, etc.) et d'autre part de mettre en œuvre des actions concrètes de réduction des déplacements mais également des déchets et des consommations d'énergie ...

Être un banquier et un acteur économique engagé

L'exercice de nos métiers avec exemplarité se traduit par le respect d'une éthique des affaires, d'une transparence mais également d'un intérêt certain pour la satisfaction de nos parties prenantes que sont nos clients, nos fournisseurs et partenaires... La Caisse d'Epargne Loire-Centre a à cœur également d'être exemplaire notamment dans le choix de ses propres investissements en développant une méthodologie favorisant les investissements financiers responsables.

L'encouragement de notre clientèle à une finance responsable consiste notamment à la mise à disposition d'une offre de produits et services d'épargne et de financements responsables (ISR, parts sociales, crédits verts, etc.). Cela se traduit également par l'inclusion financière des personnes les plus modestes.

Le développement de l'engagement local et l'intérêt général soutient un modèle de croissance plus local et plus durable en ayant recours à des fournisseurs locaux, des entreprises du secteur adapté et en intégrant des critères de sélection RSE. Œuvrer pour l'intérêt général fait partie des valeurs profondes de la Caisse d'Epargne Loire-Centre notamment à travers sa Fondation d'entreprise mais également de Finances et Pédagogie, association qui contribue à l'éducation financière notamment des personnes défavorisées.

Organisation et management de la RSE

La stratégie RSE de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est portée au plus haut niveau de l'entreprise, via une direction RSE et du développement coopératif rattachée au Secrétariat Général lui-même rattaché au pôle Présidence.

Le suivi et l'animation des actions sont assurés par un collaborateur dédié, au sein de cette Direction. La mise en œuvre des actions repose, de manière plus large, sur l'ensemble des directions de l'entreprise.

Plus globalement, la Caisse d'Epargne Loire-Centre consacre de réels moyens financiers et humains aux activités de la RSE, au-delà du collaborateur en charge du pilotage et du reporting. Ainsi, 11 collaborateurs travaillent sur des sujets liés à la RSE :

- 1 chef de projet RSE
- 2 collaborateurs sur le mécénat et la philanthropie
- 1 collaboratrice en alternance
- 3 collaborateurs sur les activités de microcrédit
- 1 conseiller Finances & Pédagogie
- 1 référent handicap
- 1 correspondant mixité
- 1 correspondante Qualité de Vie au Travail

Label Lucie : gage d'une démarche d'amélioration continue



En mars 2020, la Caisse d'Epargne Loire-Centre était la première banque de la région Centre-Val de Loire à se faire labelliser LUCIE. Cette distinction est la reconnaissance de la démarche en matière de responsabilité sociétale de l'entreprise sur les plans environnementaux, sociétaux et éthiques.

Consciencieuse et déterminée à s'améliorer, elle s'est engagée dans une démarche structurante d'amélioration continue autour de 7 thématiques et 40 actions évaluées à 18 mois et 36 mois.

▪ **Maintien du label Lucie (audit à 18 mois)**

Parmi celles-ci, 21 actions prioritaires ont été évaluées lors d'un audit de mi-parcours à 18 mois, qui a eu lieu en novembre 2021. Grâce au travail collaboratif de plus d'une dizaine de directions concernées, 18 actions ont pu être mises en place. Certains engagements ont été reportés à 36 mois en raison du contexte sanitaire, et viendront s'intégrer dans le nouveau plan stratégique 2022-2024.

Le 31 janvier 2022, le Comité de labellisation a statué favorablement pour le **maintien du label LUCIE** et a approuvé les progrès réalisés.

Au travers des grandes actions menées, plusieurs sujets importants figurent :

- La lutte contre le harcèlement grâce à la mise en place d'une procédure de gestion des alertes et en communiquant sur ce sujet ;
- La sensibilisation à la problématique environnementale et à un comportement éco-responsable grâce à des campagnes d'écogestes ;
- Le travail avec des entreprises responsables en fixant des critères RSE dans la grille d'évaluation d'appel d'offres des fournisseurs.

22.3. La déclaration de Performance Extra-Financière

223.1. L'analyse des risques extra-financiers de la Caisse d'Epargne

Afin d'identifier ses enjeux extra-financiers les plus stratégiques, BPCE a mis en place en 2018 un groupe de travail avec des représentants des correspondants RSE des Banques Populaires, Caisses d'Epargne et des Directions métiers de BPCE : Ressources Humaines, Risques, Communication financière, Achats...ainsi que les Fédérations.

A l'issue des travaux, une cartographie des risques extra-financiers a été élaborée, qui s'est inspirée de la méthodologie d'analyse de la direction des Risques du groupe.

Cette cartographie est composée :

- D'un univers de dix-neuf risques RSE répartis en trois typologies : gouvernance, produits et services, fonctionnement interne et chaque risque fait l'objet d'une définition précise ;
- D'une méthodologie de cotation de ces risques, en fonction de leur fréquence et de leur gravité.

Le groupe de travail se rencontre chaque année pour faire une mise à jour de cette cartographie.

Lors de ces ateliers, les risques extra-financiers et leurs cotations sont revues au prisme de :

- l'évolution de la réglementation,
- l'évolution de la macro-cartographie des risques groupe,
- les recommandations des auditeurs externes du reporting,
- les demandes des agences de notation et investisseurs,
- les nouveaux standards de reporting.

Pour donner suite aux travaux menés cette année, cette cartographie a ensuite été soumise aux Directions contributrices de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et validée en Directoire.

L'analyse conduite a fait émerger treize risques majeurs auxquels la Caisse d'Epargne Loire-Centre est exposée :

- respect des lois, éthique des affaires et transparence de l'offre ;
- intégration des critères ESG dans les décisions de crédit et/ou d'investissement ;
- sécurité et confidentialité des données ;
- empreinte socio-économique et implication dans la vie des territoires,
- durabilité de la relation clients ;
- accessibilité de l'offre et finance inclusive,
- protection des clients et transparence de l'offre ;
- financement de l'économie réelle et des besoins sociétaux ;
- financement de la transition environnementale ;
- conditions de travail des salariés ;
- attractivité employeur ;
- gestion de l'employabilité et de la transformation des métiers ;
- égalité de traitement, diversité et inclusion des salariés.

Cartographie des risques RSE bruts de la Caisse d'Epargne Loire-Centre

Matrice des risques bruts (ou inhérents) de Caisse d'Epargne Loire-Centre



Légende : R : Impact Réputationnel / E : Impact Environnemental / S : Impact Social/Sociétal / E : Impact Economique

Définition des risques extra-financiers prioritaires

Catégorie de risque	Risques Extra-financiers	Définitions
Produits et services	Durabilité de la relation client	Assurer une qualité de services pérenne et satisfaisante aux clients
	Protection des clients et transparence de l'offre	Faciliter la compréhension des produits et services par tous les clients. Communiquer clairement et vendre des produits et services adaptés à chaque besoin du client
	Empreinte socio-économique et implication dans la vie des territoires	Assumer son rôle de financeur de tous les acteurs économiques (entreprises, professionnels, collectivités, ménages, opérateurs de l'économie sociale et solidaire)
	Financement de la Transition Environnementale	Accompagner tous les clients vers la transition écologique et énergétique. Faire de cet enjeu une priorité opérationnelle pour tous les métiers de la Caisse d'Epargne Loire-Centre
	Intégration des critères ESG dans les décisions de crédit et/ou d'investissement	Prise en compte des critères ESG et des risques de transition et physique liés au changement climatique dans les politiques sectorielles et l'analyse des dossiers de financement et d'investissement
	Accessibilité de l'offre, inclusion financière	Assurer un accès à l'offre pour tout public tant au niveau géographique que technologique
Fonctionnement interne	Gestion de l'employabilité et de la transformation des métiers	Adéquation des besoins de l'entreprise avec ceux des salariés pour répondre aux évolutions des métiers.
	Egalité de traitement, diversité et inclusion /diversité des salariés	Assurer l'égalité de traitement des candidats à l'embauche et des salariés au sein de l'entreprise
	Conditions de travail des salariés	Assurer des conditions de travail respectueuses des salariés
Gouvernance	Empreinte socio-économique et implication dans la vie des territoires	Agir en tant qu'employeur et acheteur en étant présent de façon adaptée dans les territoires
	Respect des lois, éthique des affaires & transparence	Respect de la réglementation, lutte contre la corruption et la fraude, prévention des pratiques non éthiques et accessibilité à l'information
	Sécurité et confidentialité des données	Protection de données personnelles des salariés et des clients

Le modèle d'affaires est présenté dans le chapitre 221.3 "Un modèle d'affaires centré sur le développement de l'économie des territoires".

223.2. Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Produits et services

En tant que banquier engagé



PRODUITS ET SERVICES

2232.1 Durabilité de la relation client

Risque prioritaire	Durabilité de la relation client				
Description du risque	Assurer une qualité de services pérenne et satisfaisante aux clients				
Indicateur clé	2022	2021	2020	Evolution 2021 - 2022	Objectif 2022
NPS (<i>net promoter score</i>) client annuel et tendance	12	8	-1	+4	12
TS-I	24	23	19	+1	-

Politique qualité

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'est engagée pour proposer une expérience client aux meilleurs standards du marché. 2022 se caractérise par une année d'évolution de son NPS (Net Promoteur Score) avec une évolution de 4 points.

Le programme "**simple et proche**" et "**expert engagé**" permet d'activer tous les leviers favorisant la satisfaction de nos clients :

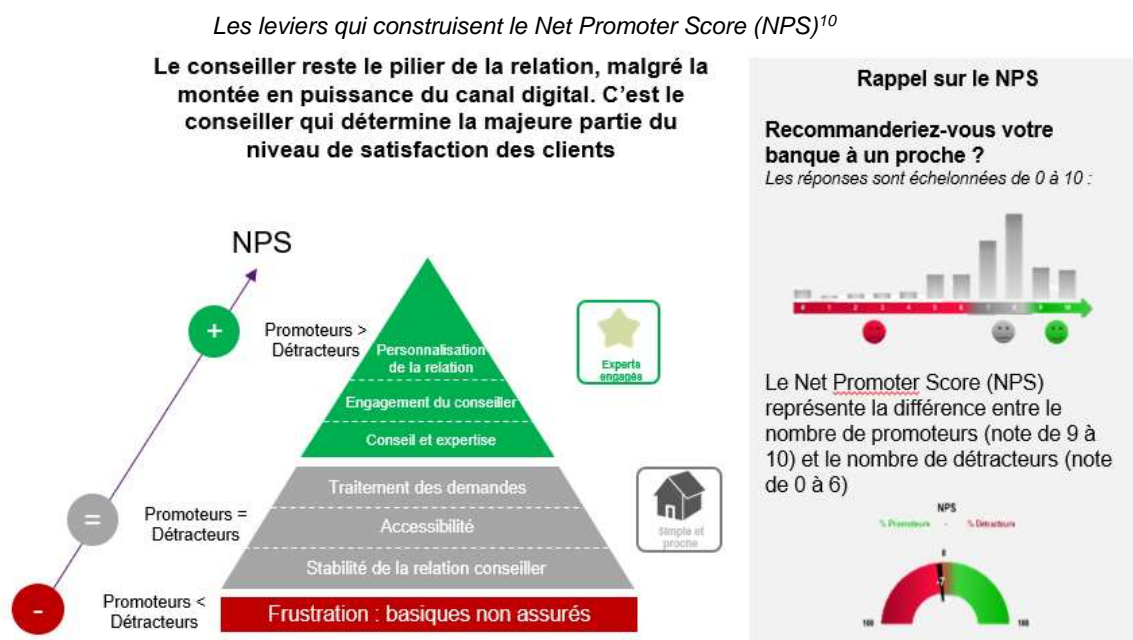
- usage de la banque au quotidien ;
- en mode physique, à distance ou digital ;
- conseil personnalisé accompagnant les moments de vie de nos clients.

Des **outils d'écoute sur l'ensemble des marchés** ont permis d'**interroger 100 % de nos clients une fois par an et à chaque fois qu'ils ont un contact avec leur conseiller**. Cela permet de capter la satisfaction client en temps réel et de déployer des **actions d'amélioration (expérience mobile, agence et conseiller)**. Au total, **près de 20 millions de nos clients sont interrogés en année pleine** sur tous nos marchés au niveau du groupe. Cette satisfaction est aujourd'hui **rendue visible en temps réel sur une application mobile** pour tous les collaborateurs de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Pour le nouveau plan stratégique BPCE 2024, des nouvelles ambitions sont posées :

- 100 % des agences en NPS positifs ;
- chaque établissement dans les 4 premiers concurrents de sa région ;
- Concernant la Caisse d'Epargne Loire-Centre, l'évolution est la suivante : en 2022, 84 % des agences de la caisse d'épargne Loire-Centre ont un NPS > ou = 0 contre 80 % en 2021.
- Le degré de recommandation est estimé par les clients à l'aide d'une note de 0 à 10 en réponse à la question "Dans quelle mesure recommanderiez-vous la Caisse d'Epargne Loire-Centre à des parents, amis ou à des relations de travail ?".

- La note ainsi attribuée donne la possibilité de segmenter les clients en trois groupes :
 - > Promoteurs (notes de 9 et 10)
 - > Neutres (notes de 7 et 8)
 - > Détracteurs (notes de 0 à 6)
- L'objectif est au final de calculer le Net Promoter Score (NPS) qui correspond à la différence entre les parts de clients Promoteurs (notes de 9 et 10) et Détracteurs (notes de 0 à 6).



2232.2 Protection des clients et transparence de l'offre

Risque prioritaire	Protection des clients			
Description du risque	Faciliter la compréhension des produits et services par tous les clients. Communiquer clairement et vendre des produits et services adaptés à chaque besoin du client			
Indicateur clé	2022	2020	2019	Evolution 2021-2022
Nombre de réclamations "Information/conseil" traitées en 2022 avec une réponse favorable /Nombre total de réclamations traitées en 2022	1,64%	0,7%	0,6%	139%

Gouvernance et surveillance des produits

Tous les nouveaux produits ou services quel que soit leur canal de distribution ainsi que tous les supports commerciaux, relevant de l'expertise de la fonction conformité, sont examinés en amont par celle-ci. Cette dernière s'assure ainsi que les exigences réglementaires applicables sont respectées et veille à la clarté et à la loyauté de l'information délivrée à la clientèle visée et, plus largement, au public. Une attention particulière est également portée à la surveillance des produits tout au long de leur cycle de vie.

Par ailleurs, la fonction conformité coordonne la validation des actions d'animation commerciale nationales, s'assure que les conflits d'intérêts sont encadrés et que la primauté des intérêts des clients est prise en compte.

La fonction conformité veille tout particulièrement à ce que les procédures et parcours de vente, ainsi que les politiques commerciales, garantissent à tout moment et pour tous les segments de clientèle, le respect des règles de conformité et déontologiques, notamment que le conseil fourni au client est adapté à ses besoins.

¹⁰ Sources Direction Satisfaction sur la base des baromètres de satisfaction SAE – études attentes clients TILT

Protection de la clientèle

La conformité des produits et des services commercialisés par la Caisse d'Epargne Loire-Centre et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation du Groupe. Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités.

À cette fin, les collaborateurs du Groupe sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service. Les formations visent à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale. Une formation à la déontologie a été mise en place pour l'ensemble des collaborateurs du Groupe intitulée "Les incontournables de l'éthique professionnelle". Par ailleurs, BPCE a mis en place un Code de bonne conduite et d'éthique, déployé auprès de l'ensemble des établissements du Groupe BPCE, et qui vient utilement compléter les règles déontologiques incluses dans le règlement intérieur des établissements.

Les nouvelles réglementations relatives aux marchés des instruments financiers (MIF2) et PRIIPS (packaged retail investment and insurance-based products pour uniformiser l'information précontractuelle des produits financiers packagés), renforcent la protection des investisseurs et la transparence des marchés. Elles impactent le Groupe dans sa dimension de distributeur d'instruments financiers, en renforçant la qualité des parcours clients dédiés à l'épargne financière et à l'assurance :

- Adaptation des recueils de données client et de la connaissance du client (profil client, caractéristiques des projets du client en termes d'objectifs, de risques et d'horizon de placement), actualisation du questionnaire de connaissance et d'expérience en matière d'investissements financiers et du questionnaire de risques sur l'appétence et la capacité à subir des pertes par le client permettant l'adéquation en matière de conseil ;
- Adaptation des offres liées aux services et produits financiers commercialisés ;
- Formalisation du conseil au client (déclaration d'adéquation) et de son acceptation du conseil (le cas échéant, émission des alertes informant le client) ;
- Organisation des relations entre les producteurs et les distributeurs du Groupe ;
- Prise en compte des dispositions relatives à la transparence des frais et des charges selon la granularité exigée ;
- Elaboration de reportings périodiques d'adéquation et à valeur ajoutée aux clients et sur l'enregistrement des échanges dans le cadre de la relation et des conseils apportés aux clients ;
- Déclarations des reportings des transactions aux régulateurs et vis-à-vis du marché, obligations de best execution et de best selection ;
- Participation aux travaux de développement des formations des collaborateurs et à la conduite du changement liée à ces nouveaux dispositifs.

Les voies de recours en cas de réclamation

Le traitement des réclamations est organisé autour de trois niveaux successifs décrits ci-dessous :

- 1^{er} niveau : l'agence ou le centre d'affaires en charge de la relation commerciale de proximité ;
- 2^e niveau : le service relations clientèle de la banque ou de la filiale si le différend n'a pas été réglé au niveau 1 ;
- 3^e niveau : le médiateur, si le différend persiste.

Le médiateur est une personnalité indépendante. Il dispose de son propre site internet. Un formulaire permet au client de déposer sa demande de médiation.

Toutes les Caisses d'Epargne disposent d'un service en charge des réclamations clients.

Les échanges ou transferts de réclamations entre les services relations clientèles des banques du groupe et ceux des filiales sont organisés afin que toute réclamation puisse recevoir une réponse dans les meilleurs délais.

L'information du client sur les voies de recours

Ces voies de recours et les modalités de contact sont communiquées aux clients :

- sur les sites internet des établissements du groupe ;
- <https://www.caisse-epargne.fr/votre-banque/reclamation-et-mediation> ;
- sur les plaquettes tarifaires ;
- dans les conditions générales.

Le pilotage du traitement des réclamations

Ce pilotage concerne en particulier :

- les motifs de plainte ;
- les produits et services concernés par ces plaintes ;
- les délais de traitement.

Des tableaux de bord sont communiqués périodiquement aux dirigeants des banques du groupe, aux directions chargées du contrôle interne ainsi qu'à toutes les structures commerciales.

Parmi les motifs de réclamation, pour lesquels des réponses favorables ont été apportées, nous suivons notamment des indicateurs qui peuvent être révélateurs de décalages sur l'adéquation entre le service attendu par le client et le service fourni tels que :

- l'information et le conseil : 1,64 % des réclamations traitées en 2022 ;
- les opérations non autorisées : 2,36 % en 2022.

En 2022, 59 % des réclamations ont été traitées dans les 10 jours, le délai moyen de traitement était de 11,26 jours¹¹.

Délais traitement réclamations	2022	2021	2020
Délais moyen de traitement	11,26 jours	8,6 jours	7,5 jours
% dans les 10 jours	59%	67%	75%

Analyse et exploitation des réclamations

La Caisse d'Epargne Loire-Centre analyse les réclamations afin de détecter les dysfonctionnements, manquements et mauvaises pratiques.

L'exploitation des réclamations permet de définir les actions correctrices à mener avec les directions concernées.

La recherche des causes à l'origine des réclamations est un axe de travail que nous développons.

Cette démarche d'amélioration continue se nourrit également des commentaires formulés par les clients dans les enquêtes de satisfaction et de la veille pratiquée sur Internet réseaux sociaux ou les avis clients.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre analyse les réclamations afin de détecter dysfonctionnement, manquement et mauvaise pratique.

L'exploitation des réclamations permet de définir les actions correctrices à mener avec les directions concernées.

La recherche des causes à l'origine des réclamations est un axe de travail que nous développons.

En 2022 :

- le nombre de réclamations "Information/conseil" traitées en 2022 avec une réponse favorable /Nombre total de réclamations traitées en 2022 a été de 1,64 %
- le nombre de réclamations "opération non autorisée" traitées en 2022 avec une réponse favorable /Nombre total de réclamations traitées en 2022 a été de 2,36 %.

¹¹ Source outils de suivi des réclamations

Cette démarche d'amélioration continue se nourrit également des commentaires formulés par les clients dans les enquêtes de satisfaction et de la veille pratiquée sur Internet réseaux sociaux ou les avis clients.

2232.3 Financer les territoires

Risque prioritaire	Financer les territoires			
Description du risque	Assumer son rôle de financeur de tous les acteurs économiques (entreprises, professionnels, collectivités, ménages, opérateurs de l'économie sociale et solidaire)			
Indicateurs clés**	2022	2021	2020	Evolution 2021 - 2022
Encours (en millions d'euros)				
Financement du logement social	354,8	310,9	328,2	+ 14,12%
Financement de l'ESS	144,9	137,8	137,9	+ 5,15%
Financement du Secteur public	2 135,7	2 110,8	2 046,3	1,18%
Financement des entreprises TPE/PME	2 734,1	2 412,3	2 282,2	+13,34%
Production (en millions d'euros)				
Financement du logement social	35,91	49,77	57,5	- 27,85%
Financement de l'ESS	12,46	14,09	23,7	- 11,57%
Financement du Secteur public	304	300,94	371,9	+ 1,02%
Financement des entreprises TPE/PME	950	624,04	761	+ 51,82%
Part de marché des Sociétés Non Financières (SNF)*	11,06% à fin sept 2022	10,37% à fin sept-2021	9,83% à fin sept 2020	+ 6,65%

*SNF : Entreprises, Organismes de Logement Social, SCI et Promoteurs Constructeurs Aménageurs.

**Source : Données locales sur les 4 marchés en 2020, 2021 et 2022.

Financement de l'économie et du développement local

La Caisse d'Epargne Loire-Centre fait partie des principaux financeurs des collectivités locales, entreprises, des structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) ainsi que du logement social sur la région Centre-Val de Loire. Sa responsabilité est d'être présente aux côtés de ces acteurs pour accompagner les initiatives régionales qui alimentent le dynamisme des territoires. Elle a ainsi poursuivi une politique de financement soutenue.

Partenaire de référence de l'innovation sociale territoriale

En tant qu'investisseur sociétal, la Caisse d'Epargne Loire-Centre soutient depuis sa création les acteurs locaux qui innovent et trouvent des solutions pour répondre aux fragilités territoriales.

En qualité de premier financeur régional des acteurs de l'ESS, elle accompagne les entrepreneurs à impact social ou environnemental :

- 4 conseillers temps plein dédiés à l'ESS ;
- mise en relation des entrepreneurs sociaux avec notre réseau de partenaires associatifs de l'accompagnement à la création d'entreprises (France Active, AlterIncub, Chambre régionale de l'économie solidaire (CRES)...).

Cet engagement est également traduit à travers sa politique de mécénat, elle permet l'émergence et le développement de projets d'innovation sociale. Ce soutien peut se matérialiser par une subvention, mais également par un apport de compétences.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre propose également Néo business qui est un dispositif complet pour répondre aux besoins d'accompagnement et d'investissement des start-up et des entreprises qui innovent. Cela peut se traduire par un accompagnement au financement de haut de bilan (levée de fonds), un accompagnement pour le financement des investissements, un accompagnement à l'international, des services bancaires pour faciliter le quotidien et gérer les encaissements et les paiements. En 2022, elle a ainsi accompagné 74 clients pour 31 M€.

2232.4 Financement de la transition environnementale

Risque prioritaire	Financement de la transition environnementale
Description du risque	Accompagner tous les clients vers la transition écologique et énergétique. Faire de cet enjeu une priorité opérationnelle pour tous les métiers de la Caisse d'Epargne Loire-Centre
Indicateur clé	2022
Total du financement de la transition énergétique ⁽¹⁾ dont	1, 231 Md€
▪ Immobilier	1,154 Md€
▪ Energies renouvelables	76,6 M€
▪ Mobilité et autres transitions	0,67 M€

Indicateur clé	2022	2021	2020	Evolution
Total des encours sur les fonds ESG ⁽²⁾ (articles 8 et 9)	432,1 M€	286,8 M€	225,7 M€	50,66%

⁽¹⁾ Définition (cette définition n'intègre pas systématiquement les critères d'alignement de la taxonomie)

- Immobilier :
 - > tous crédits immobiliers participant à l'acquisition de neuf ou construction de résidence principale secondaire ou locative pour les particuliers
 - > tous crédits d'équipement participant à l'acquisition neuf ou acquisition d'un bien immobilier (bureau, entrepôt...)
- Energies renouvelables : Prêts d'équipements standards moins de 3 ans finançant :
 - > parcs éoliens ou photovoltaïques
 - > énergies hydrauliques
 - > projets biomasse
- Mobilité et autres transitions
 - > prêt mobilité verte
 - > prêt transition d'activité

⁽²⁾ Fonds articles 8 et 9 des affiliés de NIM.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre travaille à l'intégration de la RSE au cœur même de son offre de service et de financement. Ses encours de financement de la transition énergétique s'élèvent à 1,231 Md€.

Dans le cadre du projet stratégique Groupe, elle se fixe comme objectifs de :






- proposer une offre d'épargne et de placements permettant de protéger et de faire fructifier le capital de ses clients vers des activités économiques durables ;
- accompagner ses clients dans leur transition environnementale par une offre de financements et de services adaptée aux enjeux techniques et économiques ;
- répondre aux besoins de financement de porteurs de projets à forte valeur ajoutée environnementale et sociale ;
- gérer les risques et opportunités liés aux transitions énergétiques, climatiques et écologiques.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre se mobilise pour maîtriser les marchés de la transition énergétique et en saisir les opportunités. Pour cela, elle s'inscrit dans des réseaux de partenaires impliqués sur le sujet tels que :

- l'ADEME ;
- GRDF ;
- EDF ;
- Syndicat des Energies Renouvelables ;
- Les plateformes de Crowdfunding "Kiwaï EnR" et "Enerfip".

Elle s'appuie également sur les travaux stratégiques et opérationnels du Groupe BPCE qui développe les outils nécessaires pour répondre aux enjeux de transition environnementale de ses clients. Ainsi, des actions d'acculturation, de formation, des offres et partenariats spécifiques sont proposés sur les principaux marchés (Particuliers, Entreprises, Immobilier, énergies renouvelables...)

Ce travail a également permis de restructurer la vision du groupe autour de 5 filières majeures de transition environnementale.

 Rénovation énergétique	Accompagnement et financement des travaux énergétiques de nos clients sur l'ensemble des marchés
 Energies renouvelables	Accompagnement du développement des projets d'énergies renouvelables dans les territoires
 Mobilité	Accompagnement du marché des infrastructures et de l'équipement collectifs ainsi que de la mobilité verte des particuliers et entreprises
 Entreprises en transition	Accompagnement des entreprises dans la transformation de leurs activités face aux enjeux environnementaux
 Offre écocitoyen	Développement d'offres vertes à destination de nos clients « écocitoyens » : épargne et assurance, monétique, banque au quotidien

La diversité de ses expertises et de ses implantations permet à la Caisse d'Epargne Loire-Centre d'accompagner les projets de dimension locale, nationale mais aussi internationale en lien notamment avec la Banque de Grande Clientèle de Natixis.

Le plan stratégique Groupe BPCE a fixé un objectif ambitieux et structurant pour l'ensemble des acteurs du Groupe : augmenter l'encours de financement des secteurs de transition environnementale de la banque de détail de 12 milliards d'euros d'ici 2024 sur les 5 domaines.

Les projets de plus grande envergure

La Caisse d'Épargne Loire-Centre accompagne ses clients BDR (banque des décideurs en région) : collectivités, entreprises, logement social, économie sociale..., dans leurs projets environnementaux, en leur apportant son expertise, des solutions de financements adaptés, fonds dédiés, ou des offres de services clefs en main.

Pour les projets de plus grande envergure nécessitant des ressources financières significatives, tels que l'éolien, le biogaz ou la biomasse, la Caisse d'Épargne peut bénéficier du savoir-faire de Natixis qui intervient dans des projets publics comme privés, via ses activités de financements ou de crédit-bail (notamment au travers de sa filiale Natixis Energéo, spécialisée dans le financement des énergies renouvelables).

La Caisse d'Épargne Loire-Centre accompagne ses clients BDR (banque des décideurs en région) : collectivités, entreprises, logement social, économie sociale..., dans leurs projets environnementaux, en leur apportant son expertise, des solutions de financements adaptés, fonds dédiés, ou des offres de services clefs en main.

Pour les projets de plus grande envergure nécessitant des ressources financières significatives, tels que l'éolien, le biogaz ou la biomasse, la Caisse d'Épargne peut bénéficier du savoir-faire de du groupe BPCE qui intervient dans des projets publics comme privés, via ses activités de financements ou de crédit-bail (notamment au travers de sa filiale BPCE Energéo, spécialisée dans le financement des énergies renouvelables).

Elle a notamment arrangé le financement/financé intégralement dans l'année 6 projets à hauteur de 23 765 K€ pour une puissance totale de 41.85 Mw (éolien et photovoltaïque) et 253 Nm3 (méthanisation). Outre les énergies renouvelables matures, la Caisse d'Épargne Loire-Centre souhaite répondre aux besoins de ses clients sur des projets plus récents comme ceux issus de la filière méthanisation.

Pour exemple : Champs Ornithogale : financement d'un parc éolien de 3 aérogénérateurs d'une puissance totale de 15 Mw en construction dans le département du Cher.

Finance durable

En proposant des produits d'épargne bancaire dont les ressources seront affectées à 100 % au financement de prêts locaux pour la transition écologique, la Caisse d'Épargne Loire-Centre permet à tous ses clients, particuliers et entreprises, de prendre part efficacement à cet objectif commun.

Cette promesse est publiée sur le site Caisse d'Épargne Loire-Centre et les montants d'encours de collecte et de crédit seront affichés début 2023 pour affirmer un peu plus cette volonté de transparence.

L'offre bancaire s'est enrichie cette année avec le lancement du livret CSL Vert pour la clientèle de particuliers. Il permet de contribuer au financement de projets durables locaux.

Pour en savoir plus : <https://www.caisse-epargne.fr/loire-centre/epargner/offre-epargne-bancaire-verte/>

Épargne verte : production en nombre et en montant

(Source données nationales)

	2022		2021		2020	
	Production (M€)	Nombre (stock)	Production (M€)	Nombre (stock)	Production (M€)	Nombre (stock)
Livret de Développement Durable et Solidaire	65,8	10 579	37,5	9 299	39,8	6 799
Livret CSL Vert	35,1	2 279				

Finance solidaire et investissement responsable

Au-delà de leur activité de financement de l'économie locale, les Caisses d'Epargne proposent plusieurs produits d'investissement socialement responsable (ISR), afin de répondre aux attentes des clients soucieux de l'impact de leurs décisions d'investissement. Il s'agit notamment de la gamme de placements responsables gérée par Mirova, filiale de Natixis Asset Management, pionnier de l'ISR en France, qui regroupe des fonds responsables thématiques et solidaires. Les labels Finansol¹², TEEC¹³ (Transition Energétique et Ecologique pour le Climat) et ISR attribués à certains de ces fonds témoignent de la qualité de cette gamme.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a distribué auprès de ses clients des fonds ISR¹⁴ et solidaires pour un montant de 108,6 millions d'euros en 2022, parmi une gamme de 31 fonds ISR/ESG.

L'offre d'épargne financière ESG distribuée par la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'appuie sur un univers large et diversifié de fonds proposés par Natixis Investment Manager et les Gestionnaires d'actifs du Groupe.

Les clients peuvent ainsi accéder à :

- des fonds qui promeuvent des caractéristiques environnementales et/ou sociales, pour autant que les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés appliquent des pratiques de bonne gouvernance (article 8 du règlement européen SFDR)
- des fonds qui intègrent directement un objectif d'investissement durable (article 9 du règlement européen SFDR)

Fonds ESG art. 8 et 9

(Encours au 31/12 des fonds commercialisés par la Caisse d'Epargne)

Le reporting réalisé par Natixis Investment Manager pour l'épargne financière (OPC et produits structuré) intègre la notion de produits article 8 et 9 c'est-à-dire intégrant des critères de durabilité au sens du règlement européen SFDR (Sustainable Finance Disclosure).

Encours en Euros

TOTAL		détail art 8 & 9	
Global encours NIM	dont art 8 & 9	Encours OPC monétaire 8 & 9	Encours OPC 8 & 9 MLT
903 922 825	432 149 481	27 323 746	404 825 735

Collecte en Euros

TOTAL		détail art 8 & 9	
Global collecte brute NIM	dont art 8 & 9	Collecte brute OPC monétaire 8 & 9	Collecte brute OPC 8 & 9 MLT
152 811 808	108 586 633	24 892 406	83 694 227

En matière d'épargne salariale, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a distribué également auprès de ses clients des fonds communs de placement entreprise ESG pour un montant de 22,8 millions d'euros en 2022, parmi une gamme de 19 fonds. »

¹² LABEL FINANSOL : assure aux épargnants de contribuer réellement au financement d'activités génératrices d'utilité sociale et environnementale comme la création d'emplois, de logements sociaux, de projets environnementaux (agriculture biologique, commerce équitable...) et le développement économique dans les pays du Sud.

¹³ LABEL TEEC : garantit l'orientation des investissements vers le financement de la transition écologique et énergétique. Il a la particularité d'exclure les fonds qui investissent dans des entreprises opérant dans le secteur nucléaire et les énergies fossiles.

¹⁴ LABEL ISR : permet d'indiquer aux épargnants les produits ISR répondant à son cahier des charges. Ce cahier des charges exige non seulement la transparence et la qualité de la gestion ISR mais demande aussi aux fonds de démontrer l'impact concret de leur gestion ISR sur l'environnement ou la société par exemple

	2022	2021	2020
Avenir Mixte solidaire, Avenir Monétaire, CAP ISR Actions Europe, CAP ISR Croissance, CAP ISR Mixte solidaire, CAP ISR Monétaire, CAP ISR Oblig euro, CAP ISR Rendement, Impact Actions Emploi solidaire, Impact ISR Dynamique, Impact ISR Equilibre, Impact ISR Monétaire, Impact ISR Oblig Euro, Impact ISR Performance, Impact ISR Rendement solidaire, Sélection Mirova Europe Environnement, Sélection Dorval Global conviction, Sélection DNCA actions ISR, sélection DNCA sérénité	22,8 M€	21,5 M€	17,4 M€

2232.5 Risque ESG

Risque prioritaire	Risques ESG			
Description du risque	Non intégration des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans les décisions d'investissement.			
Indicateur clé	2022	2021	2020	Evolution 2021 - 2022
Scoring des investissements obligataires du portefeuille pour comptes propres de la CELC	B-	B-	B-	-
Montant de l'encours des Prêts à Impact*	14,5 M€	4,1M€	NC	+ 22,88%

*** Présentation du prêt à impact :**

Le produit Prêt à Impact est un crédit dont le taux d'intérêt effectif est indexé à la performance extra-financière du client qu'elle soit environnementale ou sociale.

Si le client **atteint ou dépasse l'objectif de performance sociale ou environnementale** fixé en commun accord avec la CE à la mise en place du crédit, celui-ci **bénéficiera d'une bonification de taux accordée sous la forme du versement d'une partie des intérêts perçus** à chaque date d'anniversaire du prêt.

A contrario, si l'objectif de performance sociale ou environnementale fixé entre la CE et le client n'est pas atteint, **c'est le taux d'intérêt contractuel qui s'appliquera** (sans pénalité et sans bonification).

Dans le cadre des négociations entre le Chargé d'Affaires et son client, il pourra être convenu **qu'une partie ou la totalité de la bonification soit reversée à une association** en lien avec la thématique sociale et environnementale.

Cette option sera intégrée dans le contrat de prêt. Il s'agit d'un engagement du client qui fera l'objet d'une convention tripartite (bailleur social, association, Caisse d'Epargne).

Excellent			Good			Medium			Poor		
A+	A	A-	B+	B	B-	C+	C	C-	D+	D	D-
3,75 <= 4,00	3,50 < 3,75	3,25 < 3,50	3,00 < 3,25	2,57 < 3,00	2,50 < 2,75	2,25 < 2,50	2,00 < 2,25	1,75 < 2,00	1,50 < 1,75	1,25 < 1,50	1,00 < 1,25

A fin 2022, aucun émetteur n'a obtenu la note A+ ou A. Seuls 4 énergéticiens (italien et danois) ont obtenu la note A-.

Depuis début 2020, la Caisse d'Epargne Loire-Centre réalise une analyse ESG de ses investissements obligataires via un scoring élaboré en interne. En effet, la Direction des Activités Financières a mis en place fin 2019 une note ESG allant de 0 à 100, 100 étant la meilleure note, sur l'ensemble des investissements obligataires de son portefeuille. Afin de constituer ce scoring, plusieurs données étaient extraites de Bloomberg.

Ce scoring interne était utilisé pour classer les différentes sociétés en portefeuille mais aussi étudié pour tout nouvel investissement, dans une logique d'amélioration du score global du portefeuille.

Cependant, suite à l'arrêt de la contribution de l'indice Sustainalytics au cours de l'année 2021, le scoring interne ne pouvait donc plus être calculé, seules les données extra-financières ISS ESG fournies par BPCE ont donc été utilisées depuis le second semestre 2021.

Les indicateurs fournis par BPCE sont notamment ceux de l'agence de notation extra-financière ISS ESG, à savoir : le rating ESG (performance ESG absolue selon les critères de ISS-ESG), le décile ESG (performance ESG relative des émetteurs au sein de leurs secteurs respectifs) et la performance ESG.

ISS ESG utilise 100 indicateurs spécifiques par secteur d'activité, répartis en 30 critères et 6 catégories, permettant d'analyser le Business et le Business model actuels de l'émetteur, ses engagements ainsi que sa stratégie court et moyen terme. La pondération définie par ISS ESG est propre à chaque secteur d'activité et permet ainsi de corriger les différences sectorielles pour rendre le Rating ESG absolu et comparable d'un secteur d'activité à un autre.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'est fixée comme objectif de maintenir la notation B- du portefeuille. Elle s'inscrit dans les dispositifs déployés par le groupe BPCE décrits ci-dessous.

Intégration de critères ESG dans les politiques sectorielles crédits groupe

Sur le périmètre de la banque de proximité, au-delà de la politique charbon appliquée à l'ensemble des entreprises du Groupe BPCE, les critères environnementaux sont systématiquement intégrés dans les politiques sectorielles depuis 2018. Le comité des risques extra-financiers (CoREFi), composé des équipes Risques climatiques, Analyse crédit et RSE, se réunit chaque mois pour effectuer depuis mars 2020 des revues ESG de l'ensemble des secteurs d'activités et par typologies de clients.

Dans le cadre de ces revues, chaque secteur d'activité est apprécié sur la base des 6 enjeux environnementaux tels que définis par la taxonomie européenne : risques climatiques physiques, risques climatiques de transition, biodiversité, eau, pollutions autres que les gaz à effet de serre et économie circulaire. Une classification sectorielle environnementale découle de cette appréciation et identifie des points d'attention particuliers. Ces analyses ESG sectorielles ont pour vocation d'alimenter les échanges notamment lors de l'octroi de crédit.

L'objectif est de fournir des éléments d'analyse supplémentaires au regard des évolutions réglementaires et de marché, de pouvoir mieux accompagner les clients dans la transition.

Pour les grandes contreparties, une appréciation extra-financière du client est ajoutée dans les fiches d'analyse en vue d'enrichir le processus d'octroi de crédit. Le rappel des enjeux climatiques et environnementaux provient des analyses des politiques sectorielles du CoREFi mentionnées précédemment.

Questionnaire de transition en cours de déploiement sur les clients de la banque des décideurs en région

Un questionnaire dédié à la prise en compte des enjeux environnementaux par les clients dans leur modèle d'affaires a été testé par les chargés d'affaire entreprise afin de récolter des informations concernant la connaissance, les actions et l'engagement des clients sur les sujets climatiques et environnementaux. Cet outil s'inscrit dans la réponse du groupe au guide EBA sur l'octroi et le suivi des prêts dans sa composante ESG.

Les premiers éléments recueillis au niveau du groupe BPCE permettent d'établir une appréciation de la maturité du client quant à la maîtrise des enjeux climatiques et environnementaux de son secteur d'activité. La phase pilote est en cours d'achèvement avec une réflexion sur son intégration à venir dans les systèmes de notation clientèle une fois la profondeur d'historique nécessaire atteinte.

L'intégration de ces données dans le processus d'octroi de crédit et dans le suivi des risques est en cours d'étude avec les directions du développement de la Banque de Proximité Assurances.

Intégration de critères ESG dans les politiques des risques financiers

En termes de risques financiers, une appréciation des risques climatiques est effectuée, entre autres, au travers de la gestion et du suivi de la réserve de liquidité. La prise en compte des critères climatiques et plus largement des critères ESG est réalisée selon 3 axes : la qualité environnementale du titre, la notation ESG des émetteurs ainsi qu'une analyse en température avec définition d'un objectif d'alignement en ligne avec le plan stratégique du groupe.

Concernant les investissements en Private Equity, les travaux d'intégration de critères d'analyse ESG sont en cours afin de définir des profils ESG d'établissement-investisseur.

Gouvernance

En 2022, la comitologie du Groupe BPCE a été renforcée avec la généralisation de l'intégration des éléments climatiques dans la comitologie de chacune de ses entités.

Présence d'une filière risques climatiques dans toutes les entités du groupe

Une filière risques climatiques au sein du Groupe BPCE a été organisée au printemps 2020 avec la participation de la responsable coordination risques transverses de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Le rôle du correspondant est :

- de suivre l'actualité des travaux coordonnés chez BPCE pour le compte du groupe afin d'être en mesure de les mentionner auprès du DRC de l'établissement et éventuellement de ses instances dirigeantes. Par exemple : participation du groupe au stress test ACPR ou à l'exercice volontaire d'analyse de sensibilité de l'EBA ;
- d'être le relai local des travaux auprès des équipes concernées afin de sensibiliser, décliner et permettre en interne les échanges et les mise en place des dispositifs
- d'être informé des évolutions réglementaires et échanges de place pouvant impacter l'activité des établissements.
- de répondre à des demandes de groupes de travail dédiés sur certains projets.

L'animation de la filière des correspondants Risques climatiques a accru la sensibilisation des collaborateurs et des actions de formation sont proposées dans les autres directions. Une newsletter mensuelle, une conférence trimestrielle (matinale) et des classes virtuelles sur des thèmes précis sont de nature à favoriser la diffusion de la culture risques climatiques dans l'ensemble des entités. Les bonnes pratiques identifiées sont présentées lors de ces événements réguliers ou ad hoc. La formation Climate Risk Pursuit continue d'être déployée dans les établissements. À fin juillet 2022, 18 037 collaborateurs l'ont suivi. De plus, des formations répondant au plus près des attentes sont en cours de développement. Les instances dirigeantes sont également formées à ces sujets de manière régulière.

2232.6 Inclusion financière

Risque prioritaire	Inclusion financière				
Description du risque	Assurer un accès à l'offre pour tout public tant au niveau géographique que technologique				
Indicateur clé	2022	2021	2020	Evolution 2021 - 2022	Objectif
Production brute OCF (offre spécifique clientèle fragile en nombre)	892	1 018	1 015	-12,37%	Maintien d'une progression régulière du nombre de clients détenant l'OCF
et évolution annuelle du stock*	+ 100	+ 202	+ 339	-50,50%	
Taux d'équipement OCF	24,10%	25%	26,17%	-3,6%	

Accompagner les clients en situation de fragilité financière

Les Caisses d'Epargne identifient leurs clients particuliers en situation de fragilité financière sur la base de l'un des quatre critères ci-dessous :

- **Critère 1** : au moins 15 frais d'incidents ou d'irrégularités pendant trois mois consécutifs et un montant maximum porté au crédit du compte pendant cette période de trois mois, égal à trois fois le SMIC net mensuel ;
- **Critère 2** : au moins 5 frais d'incidents ou d'irrégularités pendant un mois et un montant maximum porté au crédit du compte pendant cette période d'un mois égal au SMIC net mensuel ;
- **Critère 3** : pendant 3 mois consécutifs, inscription d'au moins un chèque impayé ou d'une déclaration de retrait de carte bancaire, au fichier de la Banque de France centralisant les incidents de paiements de chèques (FCC) ;
- **Critère 4** : recevabilité d'un dossier déposé auprès d'une commission de surendettement en application de l'article L. 722-1 du code de la consommation.

Au 31 décembre 2022, 19 202 clients de la Caisse d'Epargne Loire-Centre étaient identifiés en situation de fragilité financière, soit une augmentation de 5,78 %.

Les clients fragiles identifiés se voient proposer par courrier de souscrire à l'Offre à la Clientèle Fragile (OCF) et ainsi de bénéficier :

- d'une offre complète de services bancaires au quotidien facturée à un tarif maîtrisé de 1 euro par mois ;
- d'un plafonnement des frais liés aux incidents de paiement et irrégularités de fonctionnement du compte fixé à 16,50 €/mois ;
- et du plafonnement spécifique des commissions d'intervention, par opération, prévu à l'article R. 312-4-2 du code monétaire et financier.

Au 31 décembre 2022, 4 637 clients de la Caisse d'Epargne Loire-Centre détenaient cette offre, en augmentation de 2,1 % par rapport à l'année précédente.

Au 31 décembre 2022, le taux d'équipement à l'Offre à la Clientèle Fragile est de 24,1 % versus 25 % en 2021. Les clients identifiés fragiles qui ne souhaitent pas souscrire l'OCF bénéficient néanmoins d'un plafonnement des frais liés aux incidents de paiement et irrégularités de fonctionnement du compte fixé à 25 €/mois.

De plus, elle s'engage également en faveur de l'inclusion financière. Au 31 décembre 2022, 1 889 clients particuliers détenaient des services bancaires de base (offre SBB). A cet égard, le dispositif prévoit une information annuelle des bénéficiaires de la procédure de droit au compte qui se voient proposer un entretien en vue de l'examen de l'adaptation éventuelle de l'offre services bancaires de base dont ils bénéficient.

Prévention du surendettement

Un dispositif complet est en place qui comprend l'élaboration, par BPCE, d'un outil de scoring dit prédictif destiné à identifier plus en amont les clients présentant un risque de se trouver en situation de surendettement. Les clients ainsi détectés se voient proposer un rendez-vous avec leur conseiller.

S'impliquer auprès des personnes protégées

En France, 800 000 majeurs bénéficient d'une mesure de protection juridique ou sociale décidée par un juge des tutelles. Ces mesures, graduées en fonction du degré d'autonomie de la personne impliquent les banques à travers la gestion des comptes et du patrimoine de ces clients, en liaison avec leur représentant légal.

Le réseau des Caisses d'Epargne est leader sur ce segment de clientèle réparti sur l'ensemble du territoire, des experts dédiés aux personnes protégées proposent des offres répondant à leurs besoins spécifiques (par exemple carte bancaire de retrait sécurisé). Le représentant légal bénéficie également d'un service en ligne offrant une gamme de services de tenue de compte de la personne protégée.

La Caisse d'Epargne édite également des guides pratiques à destination des curateurs et tuteurs familiaux ainsi qu'une lettre d'information sur les sujets concernant l'environnement des personnes vulnérables.

Fin 2022, la Caisse d'Epargne Loire-Centre gère 16 571 comptes de majeurs protégés en lien avec 430 associations tutélaires ou gérants privés. Ceux-ci nous confient 112 millions d'euros de dépôts et 431 millions d'euros d'épargne¹⁵. Les mesures de protection concernent 93 % de majeurs protégés et 7 % de mineurs protégés.

Microcrédit

En 2022, les Caisses d'Epargne continuent d'être un acteur majeur du microcrédit personnel en développant des offres innovantes.

Les associations Parcours confiance sont des dispositifs dédiés aux souscripteurs de microcrédit. 50 conseillers se consacrent à cette activité sur l'ensemble du territoire avec plus de 600 partenaires mobilisés pour accompagner les emprunteurs.

¹⁵ Total des dépôts et de l'épargne confiés par les associations tutélaires (tutelles professionnelles) et les gérants privés (tutelles familiales).

Véritable plateforme de services, l'association Parcours Confiance Loire-Centre propose un suivi individualisé incluant un diagnostic approfondi, une offre bancaire adaptée (notamment le microcrédit) et le service de partenaires. Parcours Confiance comptait à fin 2022 une équipe de 3 conseillers dédiés. Ce dispositif permet d'accompagner des personnes n'ayant pas accès au crédit classique et répond ainsi aux enjeux d'inclusion financière.

Pour favoriser l'inclusion numérique, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a mené une expérimentation en tissant un partenariat avec Orange afin de proposer une offre d'accès et équipement à internet à prix coûtant et des ateliers numériques gratuits.

Le microcrédit professionnel, quant à lui, est octroyé directement en agence. Il bénéficie d'un accompagnement par des réseaux d'accompagnement spécialisés principalement France Active, Initiative France et BGE.

Association Parcours Confiance

Parcours Confiance **accompagne** les personnes en situation de **précarité** et/ou d'**exclusion bancaire** pour les aider à réaliser leurs projets de vie :

- Etudiants boursiers, salariés
- Intérimaires, CDD, temps partiels
- Bénéficiaires des revenus CAF/ MSA
- Bénéficiaires de Pôle Emploi
- Retraités avec de faibles pensions
- Personnes inscrites en Banque de France

Avant tout refus de financement d'un client, solliciter Parcours Confiance si le dossier est éligible (objet, montant,...).



Mise à disposition d'une offre bancaire adaptée :

- **bancarisation** (Offre client fragile, carte avec interrogation de solde,...)
- **microcrédit personnel de 300 à 3000 €** sur 6 à 48 mois
(possibilité jusqu'à 60 mois et 5 000 € sur étude de dossier)

Les différents objets de financement :

Le bénéficiaire d'un microcrédit fera obligatoirement l'objet d'un **accompagnement budgétaire**.

A ce titre la **domiciliation des ressources** à la Caisse d'Epargne Loire Centre sera demandée.

Dans tous les cas un **projet de vie doit être présenté** en respectant les règles d'éligibilité définies par le Fonds de Cohésion Sociale géré par la BPI (insertion socio-professionnelle) :



- Permis de conduire
- Récupération de points
- Moyen de locomotion
(achat ou réparations)



- Habillement spécifique
- Formation non prise en charge par les dispositifs en place
- Bilan de compétence



- Frais de santé
- Frais liés à la dépendance



- Frais d'agence
- Dépôt de garantie (après sollicitation des aides du fonds de solidarité logement)
- Déménagement
- Aménagement et équipement ménager du logement (1ère nécessité)
- Remplacement de chauffage

Microcrédits personnels et professionnels
(Production en nombre et en montant)

	2022		2021		2020	
	Montant (k€)	Nombre	Montant (k€)	Montant (k€)	Nombre	Montant (k€)
Microcrédits personnels	660	188	960	660	188	960
Microcrédits professionnels agence garantis par France Active	3 032	79	2 997	3 032	79	2 997

La diminution du nombre de microcrédits personnels s'explique par des problématiques de ressources humaines rencontrées par l'association Parcours Confiance courant de l'année 2022.

Education financière

Depuis sa création en 1957, l'association Finances & Pédagogie est soutenue par les Caisses d'Epargne. Grâce à ce partenariat, l'association emploie aujourd'hui 24 collaborateurs en région, qui mettent en œuvre un programme pédagogique sur toutes les questions d'argent. Ce projet d'éducation financière est principalement dédié à l'apprentissage des jeunes et à leur insertion, l'information des personnes en situation de fragilité économique et financière, la formation des professionnels de l'action sociale qui soutiennent ces populations.

L'objectif est non seulement d'accompagner ces publics sur des sujets récurrents ayant trait à la relation à l'argent (gérer son budget, relation à la banque, savoir parler d'argent, anticiper les projets de vie...) mais aussi de répondre à de nouveaux enjeux : argent digital, développement durable, reconversion professionnelle, création de son activité...

Face aux conséquences de la crise sanitaire, économique et sociale, l'association a naturellement élargi et adapté ses actions à toutes les cibles de population fragilisées par la crise en mobilisant largement de nouvelles méthodes d'intervention à distance.

En 2022, ce sont près de 159 interventions qui ont ainsi été réalisées auprès d'environ 1 650 stagiaires. Etaient notamment concernés :

- 410 jeunes relevant des établissements scolaires et des centres de formation et du service national universel ;
- 1011 personnes accompagnées par des structures de l'ESS dont 783 en missions locales ou école de la deuxième chance ;
- 86 adultes grand public pour des ateliers numériques.



Actions de sensibilisation



Organisme de formation


L'ASSOCIATION S'APPUIE SUR DES VALEURS ET DES PRINCIPES QU'ELLE PLACE AU CŒUR DE SON MÉTIER

Une forte implication auprès des **partenaires**, conjuguée à une profonde **exigence de qualité** ;

Une **expertise bancaire** appuyée sur une **pédagogie active** pour donner des **repères** nécessaires à une **bonne maîtrise de l'argent** ;

Une capacité à **s'adapter à des publics très divers**, grâce à ses modes d'intervention, et ses outils pédagogiques

Une action reposant sur des principes de **transparence et de neutralité**.

Thématique : argent dans la vie, gestion du budget, prévention du surendettement, etc. 

Tout public : *Amener chacun à mieux vivre l'argent*

Secteur de l'Economie Sociale et Solidaire

Sensibiliser - Informer

Accompagner - Former

Public jeune (16/25 ans) : Missions Locales, dispositif Garantie Jeunes, Ecole de la 2ème chance, etc.

Public adulte : Structures, chantiers, jardins d'insertion

Secteur éducatif

Responsabiliser - Eduquer

Public jeune (10/25 ans)

Finances & Pédagogie labellisée EDUCFI*

*EDUCFI : agrément du ministère de l'Éducation Nationale au titre d'association éducatives complémentaires de l'enseignement public

Entreprises publiques et privées

Informier - Former

Tout public



Toutes les actions ainsi réalisées se veulent être des réponses concrètes aux enjeux actuels d'inclusion bancaire et de prévention du surendettement. Les interventions de l'association s'organisent autour d'ateliers/formations qui combinent acquisition des connaissances théoriques et mise en application avec un apprentissage par le faire et une approche ludique.

3 thématiques principales ont été traitées en 2022 :

- 237 interventions concernent les questions sur le budget et l'argent dans la vie ;
- 140 interventions réalisées sont en lien avec la banque et les relations bancaires ;
- et 79 sont liées aux questions sur le crédit et le surendettement.

Nb : le total dépasse les 159 interventions car plusieurs thématiques peuvent être abordées lors d'une même intervention

Finances et Pédagogie déploie son action en lien avec plus de 600 partenaires publics, privés et associatifs répartis sur tout le territoire.

Cette année 2022 a marqué un retour à une activité soutenue après deux années fortement impactées par la crise sanitaire. Les formations en présentiel ont pu reprendre, tout comme les interventions en milieu scolaire notamment.

L'association se fixe pour objectifs de poursuivre ses innovations tant dans ses méthodes pédagogiques – conférences grand public- à partir d'un catalogue de formation étendu –actions vers les aidants, les sportifs.... Elle continuera à créer de nouveaux outils d'apprentissage comme des applis. Partout pour tous étant notre guideline, il s'agit d'être proactif au côté de tous les publics.

Pour en savoir plus : <https://www.finances-pedagogie.fr/les-formations>

Accessibilité financière

Des agences proches et accessibles

Depuis l'origine jusqu'à aujourd'hui, les Caisses d'Epargne se sont développées localement, au cœur des territoires, une des clefs de leur réussite. Fin 2022, la Caisse d'Epargne comptait ainsi 70 agences en zones rurales et 7 agences en quartiers prioritaires de la politique de la ville¹⁶.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'attache à rendre ses services accessibles aux personnes en situation de handicap. La priorité est la mise en conformité avec l'obligation légale d'assurer l'accessibilité des lieux publics aux personnes handicapées : à ce jour, 98,4 % des agences remplissent cette obligation.

Réseau d'agences

	2022	2021	2020
Réseau			
Agences, points de vente, GAB hors site	189 agences physiques + 1 @agence + 7 GAB hors site	188 agences physiques + 1 @agence + 7 GAB hors site	192 agences physiques + 1 @agence + 8 GAB hors site
Centres d'affaires	9	9	5
Accessibilité			
Nombre d'agences en zone rurale	70	70	69
Nombre d'agences quartier prioritaire de la Ville	7	7	5
Agences accessibles aux personnes handicapées (loi handicap 2005)	98,4%	96,3%	92,19%

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a mis en place des dispositifs pour les malvoyants :

- tous les GAB sont équipés de clavier avec les fonctions en braille permettant de retrouver les touches,
- site internet accessible aux personnes malvoyantes ;
- mise en place de relevés de compte en braille à la demande du client
- les clients peuvent se connecter au WIFI dans nos agences et accéder ainsi à l'ensemble des solutions digitales.

¹⁶ Les quartiers prioritaires de la politique de la ville sont définis par la loi 2014-73 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Les zones concernées sont définies sur la base d'un critère unique de niveau de revenus des habitants, déterminant 1300 quartiers prioritaires. La liste est établie par les décrets 2014-1750 et 2014-1751, du 30 décembre 2014, respectivement pour la métropole et les DOM-TOM. Les délimitations sont consultables sur le géoportail.gouv.fr.

223.3. Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Fonctionnement interne

FONCTIONNEMENT INTERNE

223.1 Employabilité et transformation des métiers

Risque prioritaire	Employabilité et transformation des métiers			
Description du risque	Adéquation des besoins de l'entreprise avec ceux des salariés pour répondre aux évolutions des métiers.			
Indicateur clé	2022	2021	2020	Evolution 2021-2022
Nombre d'heures de formation/ETP	42,2	53,6	45,5	-21,26%
Effectifs au 31/12 de chaque année*	1545 CDI +108 CDD	1609 CDI +91 CDD	1632 CDI +50 CDD	-2,76%

*l'effectif concerne ici uniquement les salariés en CDI et en CDD au 31/12 de l'année

Développer l'employabilité des collaborateurs

La transformation des activités et des métiers au sein du Groupe BPCE implique un accompagnement renforcé des salariés pour leur permettre de développer les compétences nécessaires à leur évolution. Cela concerne tant les compétences nouvelles à développer, que les compétences qui méritent d'être renforcées en vue de faciliter le parcours professionnel des salariés. Dans ce contexte, l'investissement consacré à la formation reste central pour faire de cet accompagnement un axe fort de la politique de la Caisse d'Epargne Loire-Centre en faveur de l'employabilité de tous ses salariés.

Favoriser le développement des compétences

La Caisse d'Epargne Loire-Centre mobilise les ressources et dispositifs nécessaires pour favoriser la montée en compétence de ses collaborateurs, les accompagner dans l'évolution de leur métier et concourir ainsi au développement de leur employabilité.

Au travers d'une politique de formation active et diplômante, la Caisse d'Epargne Loire-Centre témoigne de son ambition à garantir à ses salariés employabilité et mobilité, tout au long de leur parcours professionnel. L'offre de formation profite ainsi à leur perfectionnement continu, notamment dans les métiers commerciaux où la clientèle est en demande de conseils personnalisés de plus en plus pointus.

En 2022, le pourcentage de la masse salariale consacrée à la formation continue s'élève à 5,3 %. La Caisse d'Epargne Loire-Centre se situe ainsi au-delà de la moyenne du secteur, autour de 4 %¹⁷ et de l'obligation légale de 1 %. Cela correspond à un volume de 69 495 heures de formation et 97,4 % de l'effectif formé.

En 2022, le plan de formation a été déployé à hauteur de 9 927,8 jours.

Les classes virtuelles représentent 42 % des jours, les E-learning 39 % et le présentiel 19 %. Alors que les modalités pédagogiques ont radicalement évolué, le taux de satisfaction à chaud des formations est de 85 % et reste stable par rapport aux années précédentes.

En 2022, le format distanciel est resté prépondérant pour quasiment l'ensemble des formations. Les classes virtuelles et E-Learning représentant 81 %.

¹⁷ Enquête annuelle de l'AFB sur l'investissement formation de septembre 2019

On note néanmoins une augmentation de 14 points sur le présentiel (4,6 % en 2021 - 19 % en 2022) pour accompagner les formations sur la posture (management) ou sur les techniques de vente (Cap digital réceptif, réactif, proactif) ...

La communauté des formateurs internes reste importante en Caisse d'Epargne Loire-Centre avec 130 intervenants. Une journée leur a d'ailleurs été dédiée fin septembre alliant convivialité et apports pédagogiques.

En parallèle, le département Développement des compétences a accompagné les grands projets du plan stratégique 2022-2024 :

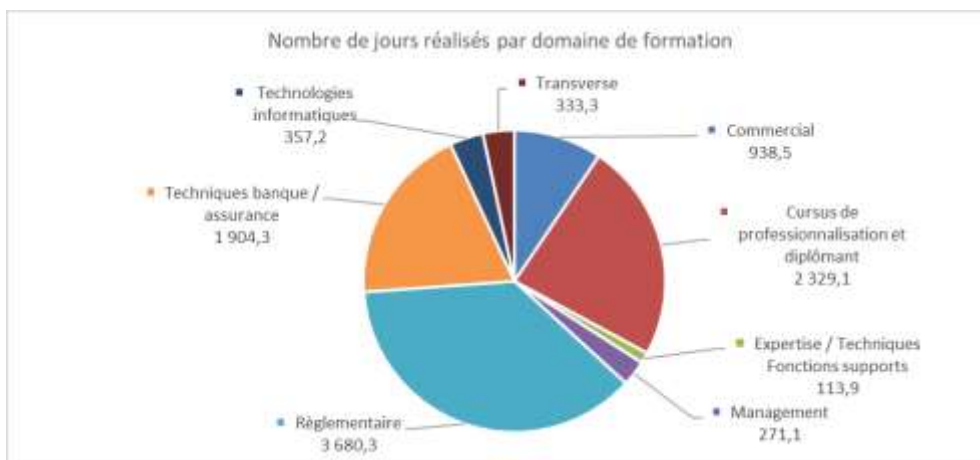
- Accélérer la montée en expertises au service du développement commercial : renforcer l'expertise des salariés de l'ensemble des pôles et accompagner la mise en marché des nouvelles offres.
- Innover dans le développement des compétences pour assurer une meilleure transmission des savoirs et rendre chaque salarié acteur de sa formation :
 - > Développer la personnalisation des actions de formation et évaluer la transmission des savoirs notamment avec la mise en place de l'AFEST ;
 - > Accompagner les salariés à être acteur de leur formation, via la mise en place du catalogue CPF sur l'ensemble de l'entreprise et l'heure d'auto-formation.
- Accompagner les collaborateurs et managers afin de répondre aux exigences de la satisfaction :
 - > Développer des postures et attitudes professionnelles pour que la Caisse d'Epargne Loire-Centre soit une banque régionale reconnue par ses sociétaires et ses clients pour sa qualité de service ;
 - > Poursuivre l'accompagnement des nouveaux managers et l'animation de la communauté des managers afin de renforcer la posture des managers des réseaux et des fonctions support.
- Des parcours collectifs d'expertises et des accompagnements plus personnalisés qui permettent de répondre aux enjeux du plan stratégique tout en renforçant la professionnalisation et la posture de nos salariés au sein des métiers. Le projet du plan stratégique "nouvelle agence école" mettra en œuvre un nouveau parcours d'intégration associant formation théorique sur site et mise en pratique dans l'agence d'affectation. Le lancement aura lieu début février 2023.
- Dans un contexte de transformation des métiers et des attentes de nos clients, il s'agira de plus personnaliser et évaluer la transmission des savoirs par la mise en place du Livret de compétences en lien avec le projet Groupe "progresser dans le réseau"
 - > Définir, formaliser et cadencer les attendus des salariés sur leur nouveau métier ;
 - > Planifier les formations et les accompagnements en fonction des attendus et évaluer la montée en compétences.
- Le maintien des formations diplômantes Bachelor Pro et Bachelor conseiller patrimonial agence.
- La poursuite du Bachelor Omnicanal en lien avec l'Ecole supérieure de la banque pour préparer au métier de Chargé de clientèle.

Nombre d'heures de formation par ETP

	2022	2021	2020
Nombre d'heures / ETP	42,2	53,6	45,5

Le nombre d'heures de formation par ETP a diminué en 2022 par rapport à 2021, dû d'une part à la non-reconduction de certaines formations délivrées en 2021 et, d'autre part, d'un nombre d'apprenants moins important sur le Bachelor Banque Omnicanal.

Répartition du nombre de collaborateurs CDI par domaine de formation sur l'année 2022



Des passerelles entre les métiers et une dynamique de mobilité

Le Groupe BPCE, à travers sa politique de formation, de mobilité, ainsi que ses outils RH JUMP et MEET & MOVE, permet aux salariés qui le souhaitent de construire un projet de passerelle vers un métier différent au sein du Groupe.

Dans ce cadre, la Caisse d'Epargne Loire-Centre met à la disposition de ses salariés les outils et moyens favorisant l'exercice de la mobilité.

Sur le plan individuel, les entretiens RH orientés carrière sont mis en œuvre aux moments clés de la vie du salarié (période d'essai, un an après l'arrivée, fin de période probatoire, analyse de candidature, retraite). La campagne des entretiens professionnels de bilan s'est poursuivie en 2022, permettant ainsi aux équipes Conquête et Développement de Talents d'accompagner les salariés dans la construction de leur projet professionnel.

Sur le plan collectif :

- Une campagne d'appréciation des compétences et une campagne d'entretiens professionnels périodiques ont été menées en 2022 avec une refonte en profondeur du cadre de ces entretiens dorénavant réalisés avec l'outil Click & Talents. Le contenu des compétences évaluées a été également totalement revu pour les emplois des commerciaux de la Banque de Détail ;
- Une campagne de révision des rémunérations a également été conduite ;
- Une "people review" (revue de personnel) et des plans de succession ont été menés pour la population des directeurs d'agence ;
- Une charte de stabilité a été instaurée pour les emplois des commerciaux de la Banque de détail.

Ces actes de gestion de carrière se sont traduits par :

- 185 promotions ;
- Plus de 220 mobilités (changements de fonction et/ou géographique) ;
- A noter que le système de classification, mis en place en 2017, a permis 83 promotions dans l'emploi soit près de 44,9 % du total des promotions.

Pour chaque évolution d'organisation, les équipes RH accompagnent les directions dans la définition des nouveaux emplois et dans l'accompagnement et la gestion de carrière des salariés concernés.

Risque prioritaire	Diversité des salariés			
Description du risque	Assurer l'égalité de traitement des candidats à l'embauche et des salariés au sein de l'entreprise			
Indicateur clé	2022	2021	2020	Evolution 2021-2022
Pourcentage de femmes cadres	49%	49,42%	47,97%	-0,42 pt

Promouvoir l'égalité professionnelle et la diversité

Pour le Groupe BPCE, il est important de garantir, au sein de chacune de ses entreprises, un traitement équitable visant à réduire les inégalités constatées et à développer un environnement respectueux des différences liées à l'identité sociale de chacun.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'est ainsi engagée en faveur de la diversité à travers des objectifs affichés et des actions concrètes.

Elle a poursuivi ses objectifs dans trois domaines prioritaires : l'égalité professionnelle hommes/femmes, l'emploi des personnes en situation de handicap et le soutien à l'emploi des jeunes.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre respecte la non-discrimination et l'égalité de traitement en matière de recrutement, d'intégration, de rémunération, d'accès à la formation professionnelle, de déroulement de carrière ou de conditions de travail sans distinction d'origine vraie ou supposée ou d'appartenance ou de non-appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation, une race et sans distinction selon le patronyme, l'apparence physique, le lieu de résidence, ou encore l'orientation sexuelle.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est signataire depuis le 08 mars 2021 de la charte mixité du Groupe BPCE qui vise à poursuivre et amplifier les actions pour faire de la diversité un levier de développement

Pour promouvoir ses actions de diversité, de nombreuses communications ont jalonné l'année pour sensibiliser les collaborateurs :

- Semaine de la mixité ;
- Diffusion d'une infographie mentionnant le renouvellement du Label ;
- Journée internationale de lutte contre le sexisme ;
- Journée internationale Droit des Femmes ;
- Semaine de la parentalité.

De plus, le DRH est intervenu à l'occasion d'une Conférence "Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes en région Centre-Val de Loire : et si on essayait ?" organisée par le Groupe AFNOR et le Cabinet AGOGE Conseil.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a noué de nombreux partenariats, notamment celui en lien avec "Nos Quartiers ont des talents", en accompagnant cette association par la mise à disposition de moyens financiers et logistiques pour favoriser l'insertion de jeunes issus de quartiers défavorisés.

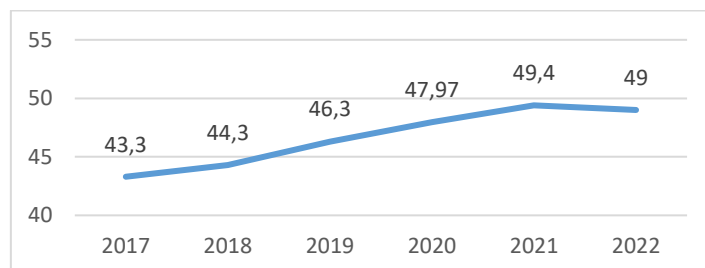
En 2022, 15 jeunes diplômés suivis par l'association Nos Quartiers ont du Talent ont été accompagnés par des parrains et marraines de la Caisse d'Epargne Loire-Centre. À la suite de leur parrainage, 9 filleuls ont été embauchés (5 en CDI, 2 en CDD de 6 mois minimum et 2 en alternance).

Promouvoir l'égalité professionnelle

L'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes fait l'objet d'une attention particulière pour la Caisse d'Epargne Loire-Centre. Si 60,5 % des effectifs sont des femmes, ces dernières restent moins représentées aux postes d'encadrement et de direction – la représentation des femmes dans l'encadrement s'élève à 49 %.

La tendance est néanmoins à la résorption de ces inégalités, grâce à une politique de recrutement et de gestion des carrières qui promeut la mixité et la représentation équilibrée des hommes et des femmes à tous les niveaux de l'entreprise.

Taux de féminisation de l'encadrement



Afin d'accélérer la progression de la mixité et de viser la parité dans les principaux métiers quel que soit le niveau hiérarchique, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a pris l'engagement de mener des actions dans les principaux domaines suivants : le recrutement, la formation, la promotion professionnelle, la rémunération, l'articulation entre l'activité professionnelle et la vie personnelle.

L'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et à la promotion de la mixité qui a été signé le 16 décembre 2021, dans le cadre de la commission égalité professionnelle du CSE pour la période 2021-2024, a réaffirmé la nécessité d'ancrer les bonnes pratiques en s'inscrivant dans la continuité de l'accord précédent et complété par deux domaines qui concernent un meilleur équilibre vie professionnelle – vie personnelle et la lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes.

Le suivi de cet accord est réalisé chaque année.

Fin 2022 de nombreux indicateurs traduisent les actions soutenues par les équipes RH et les managers, à titre d'exemple :

- Le taux de femmes cadres à la Caisse d'Epargne Loire-Centre atteint 49 % à fin 2022 (contre 49,4 % à fin 2021 et 47,97 % à fin 2020) ;
- La sensibilisation sur le thème de la mixité est maintenant intégrée dans les parcours de formation au management ;
- Un audit intermédiaire réalisé au dernier trimestre 2022 par un inspecteur de l'AFNOR a confirmé notre Label Egalité Professionnelle ;
- Depuis 2020, le dispositif des "Elles de Loire-Centre" est ouvert à toutes les femmes de l'entreprise ;
- La loi Rixain du 24 décembre 2021 vient renforcer les exigences de représentation des femmes parmi les cadres dirigeants et les instances dirigeantes : parmi les cadres dirigeants 50 % sont des Hommes et 50 % sont des femmes. Pour les instances dirigeantes les hommes représentent 70 % et les femmes 30 % ;
- Le nouvel accord GPEC GROUPE 2022 - 2025 a entériné un certain nombre d'engagements et de dispositifs d'accompagnement collectifs d'équilibre intergénérationnel (Recrutement, intégration et fidélisation des nouveaux embauchés, Maintien dans l'emploi des salariés expérimentés et transmission des compétences, Aménagement des fins de carrière). En cohérence avec les objectifs fixés par l'accord Groupe, les résultats de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont les suivants :
 - > 103 collaborateurs de moins de 30 ans ont été recrutés en 2022, soit 54,8 % des salariés recrutés - engagement de l'accord : 50 % dont 5 % issus de l'alternance ;
 - > 21,6 % de salariés de plus de 55 ans dans l'effectif – Engagement de l'accord : 19 % ;
 - > 3 salariés ont bénéficié d'un temps partiel de fin de carrière en 2022.

En matière salariale, le ratio du salaire médian entre les hommes et les femmes est de 1,06.

Salaire de base médian de l'effectif CDI par sexe et par statut

	2022		2021	
	Salaire médian	Evolution	Salaire médian	Salaire médian
Femme non cadre	32 000,67	-0,21%	32 066.84	32 700,07
Femme cadre	42 159,26	-0,60%	42 414.58	42 371,75
Total des femmes	35 400,95	0,14%	35 350.15	35 342,97
Homme non cadre	31 506,54	1,63%	31 000.06	31 570,21
Homme cadre	45 540,82	-0,37%	45 710.21	45 982,30
Total des hommes	37 662,69	1,10%	37 252.93	37 921,26

CDI hors alternance inscrits au 31 décembre

En matière de politique salariale, la Caisse d'Epargne Loire-Centre est attentive à la réduction des inégalités.

Elle applique une méthodologie de détection des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes afin de réduire ces écarts et d'harmoniser les salaires à l'embauche.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre met en œuvre chaque année une procédure d'analyse et de révision des rémunérations individuelles et de leur évolution, par rapport aux objectifs partagés avec les collaborateurs.

L'index égalité professionnelle de la Caisse d'Epargne Loire-Centre en 2022 est de 88 points/100, reflet de son engagement fort et durable en faveur de l'égalité professionnelle femmes/hommes et la promotion de la mixité.

Une mobilisation en faveur des personnes en situation de handicap

Dans le cadre de son engagement sur la diversité et la promotion de l'égalité des chances, la Caisse d'Epargne Loire-Centre déploie une politique visant à favoriser l'intégration sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap.

Cette politique repose sur des engagements clairs, inscrits dans des accords de groupe, de branche ou d'entreprise conformément aux dispositions légales prévues dans le cadre de l'Obligation d'Emploi de Travailleurs Handicapés (OETH) et plus largement de la loi de 2005.

En 2019, le Groupe BPCE a renouvelé son engagement en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap au travers de la signature de 4 accords pour la période 2020-2022.

Ils s'inscrivent dans la continuité des précédents accords et traduisent la volonté des parties prenantes de consolider et amplifier la politique handicap sur les axes suivants :

- Le recrutement et l'intégration de personnes en situation de handicap ;
- Le maintien dans l'emploi des collaborateurs en situation de handicap par la formation, le parcours professionnel et la prise en compte des besoins de compensation de la situation de handicap ;
- L'accompagnement du changement de regard pour une meilleure inclusion et qualité de vie au travail des salariés en situation de handicap ;
- Le soutien des personnes en situation de handicap travaillant au sein du Secteur du Travail Protégé et Adapté via une politique d'achats volontariste.

Le taux d'emploi du personnel en situation de handicap de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est de 7,58 % en 2021 alors que l'objectif légal est de 6 % (le chiffre 2022 sera connu en mai 2023).

Au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, ce taux a pu être atteint grâce à différentes actions menées par l'ensemble de l'Equipe RH Conquête et Développement de Talents et piloté par le Référent handicap.

En 2022, les principales actions ont été les suivantes :

- Actions de recrutement : diffusion d'annonces sur un site spécialisé handicap, participation à des salons de recrutement :
 - > Ces actions se sont traduites en 2022 par 1 CDI ;
- Actions de maintien dans l'emploi et d'accompagnement individualisé des salariés concernés ;

- > Accompagnement personnalisé dans la sensibilisation et les démarches de reconnaissance de handicap et suivi des reconnaissances arrivant à échéance : 7 nouvelles reconnaissances de travailleurs en situation de handicap et 12 renouvellements ;
- > Des actions de compensation menées pour le maintien dans l'emploi :
 - 5 aides individuelles (lié aux équipements pro/perso : prothèses auditives),
 - 21 aides au maintien en emploi (lié au poste de travail : étude ergonomique, aménagement espace de travail, siège, souris ergonomique, repose-pied, casques, ...),
 - 29 conseils/renseignements.
- Actions de sensibilisation interne
 - > Animation du Comité de Pilotage Handicap créée en 2020 conformément à ce que prévoit l'accord de branche et dont l'objectif est de délivrer des informations, de sensibiliser et d'associer des directions partenaires à la construction des actions. Il se réunit deux fois par an ;
 - > Organisation de la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes en situation de handicap (du 14 au 19 novembre 2022) : lors de cette semaine plusieurs actions de sensibilisation ont été mises en place : un article sur l'intranet invitant chacun à s'interroger sur le regard qu'il porte sur le handicap en milieu professionnel ; une vidéo d'une interview d'un sportif de haut niveau, Clément Berthier, soutenu par la Caisse d'Epargne Loire-Centre ; un jeu "Handipoursuit" sur le handicap en général ; un jeu "Le handicap à la Caisse d'Epargne Loire-Centre, parlons-en" sur la politique handicap de l'entreprise avec des lots "Café Joyeux" à gagner ;
 - > Sensibilisation par la mise à disposition à l'ensemble des collaborateurs en 2022 de 13 formations E-Learning abordant le handicap de manière générale (par exemple, l'engagement du Groupe BPCE : cap sur le handicap), en s'adressant aux salariés en situation de handicap (ex : RQTH, c'est pour moi ou pas ?) ou bien aux salariés travaillant avec des salariés ayant une RQTH (ex : quel collègue handi-friendly êtes-vous ?) ;
 - > Sensibilisation des directions, avec la contribution de la Direction des Environnements et des Achats, pour maintenir le recours à des achats et services via des ESAT ;
- Actions de Développement d'un réseau de partenaires externes afin :
 - > de s'appuyer sur tout intervenant dont l'expertise pourrait s'avérer nécessaire dans le cadre des dossiers suivis (Mission Handicap Groupe, CAP EMPLOI des différents départements de la région, AGEFIPH) ;
 - > de faciliter l'intégration de travailleurs handicapés via la mise à disposition de profils auprès d'entreprises adhérentes (ex : GEIQ Avenir Handicap).

Soutenir l'emploi des jeunes

Afin de déployer l'employabilité des jeunes pour leur entrée dans la vie active, le Groupe BPCE a particulièrement développé le recours à l'alternance en faveur des jeunes depuis ces dernières années et dans une moindre mesure l'accompagnement des reconversions de salariés issus d'autres secteurs d'activité que la banque.



L'alternance, et plus particulièrement l'apprentissage, est un outil de recrutement pour faire face à des besoins de mains-d'œuvre qualifiées ou à une pénurie de compétences sur certains métiers. Pour la Caisse d'Epargne Loire-Centre, l'alternance présente de nombreux avantages :

- Elle facilite l'intégration dans l'entreprise d'un jeune, grâce à la formation dispensée et surtout grâce à l'expérience "terrain" qui vont lui permettre d'acquérir des savoir-faire spécifiques aux métiers bancaires ;
- Elle favorise aussi une embauche en confiance à l'issue de sa formation et permet de faire face à un manque de candidature sur des métiers en pénurie.

Aider les jeunes à s'insérer dans la vie professionnelle est un vrai enjeu pour la Caisse d'Epargne Loire-Centre au regard des problématiques d'emploi. L'embauche d'alternants lui permet de former la personne à ses méthodes de travail, de lui apprendre un métier et de l'intégrer à sa culture d'entreprise. Pour les jeunes, les

contrats en alternance sont des expériences irremplaçables, enrichissantes et valorisées sur un CV. Ils leur permettent de se constituer une première expérience professionnelle fortement prisée des futurs employeurs lors de leur recherche d'emploi.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est passée de 88 alternants en 2021 à 97 en 2022 soit une progression de 10 %.



Pour développer le recours à l'alternance, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a mis en place différentes actions :

- le Bachelor banque omnicanal avec pour public ciblé des candidats BAC+2 minimum en reconversion professionnelle ;
- une intensification des relations avec les écoles de notre territoire formalisée par la signature de partenariats ;
- la participation à des salons ou événements de recrutement adressés entre autres au public de l'alternance ;
- la participation aux événements Jobdating spécial alternance organisés par les écoles ;
- la participation à des conférences métier autour des métiers de la banque pour des étudiants (ex : intervention dans des lycées).

Sur 54 jeunes en contrat d'apprentissage : 8 recrutements CDI – 1 CDD – 22 poursuites d'études en Caisse d'Epargne Loire-Centre (licence passage Master 1 – poursuite Master 1 en Master 2), 23 ne poursuivent pas en Caisse d'Epargne Loire-Centre.

D'autre part, en 2022, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a accueilli 42 jeunes en contrat de professionnalisation : sur 3 Promotions de Bachelor Banque omnicanal, 3 ont été recrutés en CDI sur la première promotion de Février 2022. Les 2 autres promotions sont en cours.

En septembre 2022, une nouvelle promotion de 20 BBO a été ouverte.

Agir en faveur de l'inclusion

Un cadre de travail respectueux, dans lequel chacune et chacun de nos salariés peut exprimer ses compétences et son potentiel est un gage de performance individuelle et collective. La Caisse d'Epargne Loire-Centre convaincue que la somme des différences est une force et qu'elle permet d'être plus agile, plus innovant et plus en phase avec les évolutions de notre société, poursuit ses actions :

- formations à la non-discrimination auprès des recruteurs et plus largement, sensibilisation de tous les collaborateurs à la non-discrimination et à la lutte contre le sexisme par la mise à disposition de e-learning, de vidéos sur les stéréotypes ou de conférences ;
- avenant à l'accord "Diversité" signé en décembre 2021 qui s'appuie sur l'empreinte "Diversité & Inclusion" réalisée en lien avec Mixity début 2021. 5 piliers avaient alors été évalués : le genre, le handicap, l'orientation sexuelle, le multiculturel, le multigénérationnel. Il a pour objectif de combattre les préjugés et de garantir l'absence de discrimination durant l'ensemble du processus de recrutement, de la rédaction des offres à l'intégration.

Il vise également à mettre en place des actions de sensibilisation auprès des nouveaux managers et des collaborateurs de la direction des ressources humaines. Sont également prévues des actions de communication en interne et en externe, dont des partenariats avec des associations axées sur la diversité.

Le partenariat avec Nos Quartiers ont du Talent se poursuit ainsi que celui avec l'association KODIKO qui accompagne des réfugiés dans leur recherche d'emploi.

2233.3 Conditions de travail

Risque prioritaire	Conditions de travail			
Description du risque	Assurer des conditions de travail respectueuses des salariés			
Indicateurs clés	2022	2021	2020	Evolution 2021 - 2022
Taux d'absentéisme maladie	5,8%	4,3%	4,8%	+1,5 pt
Nombre d'accidents de travail et de trajets	96	78	49	+23,07%
Taux d'absentéisme maladie pour cause de pandémie	0,9%	0,6%	1,7%	+0,4 pt

Le nombre d'accidents de travail et de trajet a augmenté depuis 2020, du fait du retour des collaborateurs sur leur lieu de travail (fin du confinement covid).

S'engager pour l'amélioration de la qualité de vie au travail

Pour le Groupe BPCE, la Qualité de Vie et des conditions de Travail (QVCT) consiste à créer un environnement de travail conciliant satisfaction des clients, aspirations des salariés et performance économique. Son développement s'appuie sur un réseau de référents QVCT présents dans chaque entreprise et porteurs des politiques locales, permettant de définir les actions au plus près du terrain.

En 2022, la signature d'un accord QVCT dans la Branche Caisse d'Epargne, a renforcé le cadre de référence et facilité dans chaque entreprise la définition d'un accord unique traitant, dans un souci de cohérence et de lisibilité, l'ensemble des champs de la QVCT.

Cet accord donne une place centrale au "travail" en promouvant la prévention, l'anticipation des difficultés et l'amélioration continue des situations de travail. Il met un accent particulier sur :

- Le rôle des référents QVCT, dans chaque entreprise du groupe, avec la mise en œuvre d'un parcours professionnalisation qui leur est spécifiquement destiné
- Une meilleure prise en compte des situations individuelles sensibles pour favoriser l'inclusion

En Caisse d'Epargne Loire-Centre, les négociations de cet accord ont débuté fin 2022.

En concertation avec la Commission de Santé, Sécurité et Conditions de travail (CSSCT) et les partenaires sociaux, la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'attache à fournir à l'ensemble de ses collaborateurs des conditions de vie et de santé au travail garantissant la qualité de leur environnement professionnel et la sécurité de leur personne.

De plus, elle développe une politique de Qualité de Vie et des conditions de Travail pour sortir d'une simple logique de prévention des risques et favoriser aussi durablement l'engagement des salariés.

L'année 2022 a vu la poursuite et le renforcement des axes de développement de la Qualité de Vie et des conditions de Travail impulsés par les précédents accords :

- L'accompagnement des transformations et l'anticipation des impacts sur les conditions de travail ;
- L'environnement de travail et la conciliation vie professionnelle / vie privée ;
- L'organisation du travail ;
- Le management et les relations de travail.

La démarche de qualité de vie et des conditions de travail préconisée au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre a pour objectif de renforcer son attractivité, d'améliorer l'engagement, la motivation professionnelle et la fidélisation de l'ensemble des collaborateurs, tout autant que de réduire le stress au travail et de diminuer l'absentéisme.

La moyenne hebdomadaire du temps de travail rapportée à une base annuelle est de 38,27 heures, avec des mesures compensatoires portant sur l'attribution de jours de RTT complémentaires aux collaborateurs.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre renforce les actions à mener sur le thème de la Qualité de Vie et des conditions de Travail notamment :

- Développer des modes d'organisation du travail qui concilient les aspirations des salariés et les besoins de fonctionnement de l'entreprise : une charte télétravail a été signée le 30 juin 2021 et reconduite jusqu'au 30 juin 2022 ;
- Accompagner les grands projets et conduite du changement, notamment au sein de la DRH :
 - > Le projet efficience opérationnel RH du plan stratégique 2022-2024 ;
 - > L'externalisation d'une partie des recrutements des Contrats à Durée Déterminée à une entreprise de travail temporaire ;
 - > L'externalisation de la gestion des visites médicales, des arrêts maladies et la gestion des IJSS (indemnités journalières de sécurité sociale) ;
 - > Le transfert de l'activité de contractualisation (avenants, courriers) des décisions de recrutements et de gestion de carrière depuis le Département Conquête et Développement de Talent vers le service administration du personnel ;
- Revue du process d'accompagnement des collaborateurs en situation de longue absence pour raison de santé, formation de la ligne managériale à l'accompagnement de son collaborateur et réalisation d'un guide remis aux collaborateurs en absence prolongée pour raison de santé ;
- Formation des équipes des départements "conquête et développement des talents" et "administration du personnel" sur l'accueil de la parole des salariés touchés par la maladie, en partenariat avec Wecare@work ;
- Obtention du Label 3 étoiles Cancer@work marquant l'implication de la Caisse d'Epargne Loire-Centre qui vient reconnaître que l'investissement de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et ses actions en faveur d'une meilleure conciliation entre la maladie et le travail se poursuivent et se renforcent ;
- Organisation d'une conférence relative aux maladies chroniques et au cancer puis à la santé bucco-dentaire en partenariat avec Ensemble Protection Sociale ;
- Poursuite de l'accompagnement des collaborateurs en situation d'aidant familial au travers de conférences, d'articles et de la mise en place de solutions face à la fragilité d'un proche (Formell, Prev&care) ;
- Tenue de conférences et ateliers de sensibilisation sur la santé, dans le cadre de la semaine de la qualité de vie au travail ;
- Promotion de l'activité physique par l'organisation de 4 challenges avec l'application United Heroes (Hgames interentreprises, Courir pour la planète, Octobre rose, Calendrier de l'avent) ;
- Au-delà des plans d'actions et accords signés, il est exercé au sein de la DRH un accompagnement au quotidien des salariés dans les démarches d'information lors des changements de situations (départ en retraite, mobilité...) ou de situations délicates (longue maladie, difficultés financières...).

Conciliation vie professionnelle – vie personnelle

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est soucieuse de l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée de ses salariés. De manière générale, les collaborateurs ont la possibilité d'exercer leur activité à temps partiel. En 2022, 7,1 % des collaborateurs en CDI, dont 90,9 % de femmes, ont opté pour un temps partiel. Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Loire-Centre accompagne ses collaborateurs dans leurs contraintes parentales en leur proposant divers services et prestations sociales.

Depuis 2018, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a mis en place une Charte de 15 engagements pour l'équilibre des temps de vie et la conclusion d'un accord relatif au droit à la déconnexion.

- La mise en place d'un service de "Conciergerie" en juin 2014, produit un impact positif sur la qualité de vie au travail pour un nombre significatif de salariés qui l'utilisent régulièrement ;
En 2022, la Caisse d'Epargne Loire-Centre compte 1 139 adhérents dont 632 utilisateurs réguliers pour 11 774 services produits ;
- CESU : ce sont 34 271 titres cesu qui ont été émis pour les collaborateurs en 2022 ;
- Salariés aidants : Consciente que les collaborateurs de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ne sont pas exemptés de cette situation, l'entreprise accompagne ses salariés aidants familiaux dans le cadre de sa Politique de Prévention de la Santé. En complément de la diffusion auprès des salariés du guide "Salarié Aidant" et de son partenariat avec la société FORMELL proposant formations et partage des bonnes pratiques depuis 3 ans, en 2021, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a complété son engagement avec les services de Prev&Care, plateforme de prévention et d'accompagnement personnalisé des salariés aidants. En 2022, ce sont 23 collaborateurs qui ont bénéficié de ce dispositif.

CDI à temps partiel par statut et par sexe

	2022	2021	2020
Femmes non cadre	92	109	126
Femmes cadre	11	12	13
Total Femmes	103	121	139
Hommes non cadre	4	5	7
Hommes cadre	3	3	5
Total Hommes	7	8	12

Santé et sécurité au travail

Afin d'assurer la sécurité, de prévenir les risques professionnels et protéger la santé des salariés, la Caisse d'Epargne Loire-Centre organise l'évaluation des risques professionnels, cible les actions de prévention adaptées et les solutions à apporter face à des risques déterminés.

De plus, le Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (DUERP) inventorie et hiérarchise les risques présents et constitue ainsi un outil déterminant dans la prévention des risques professionnels. Son accessibilité à tous et sa mise à jour, dès lors d'un événement ou d'une modification significative des conditions de santé et de sécurité ou des conditions de travail (transformation humaine, technique ou organisationnelle) est un gage d'efficacité de la prévention des risques.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est dotée d'un CSE et d'une CSSCT dont l'une des missions porte sur la protection de la santé et de la sécurité des collaborateurs. Chaque CSE veille à l'amélioration de la sécurité et des conditions de travail ainsi qu'au respect des prescriptions législatives et réglementaires en la matière. Les politiques et les budgets afférents aux conditions d'hygiène et de sécurité sont de la responsabilité de la Caisse d'Epargne et de son CSE.

De nombreuses actions et formations sont déployées autour de la sécurité et de la santé au travail, et notamment sur les thématiques suivantes :

- Les Incivilités au travail ;
- La Prévention protection ;
- Le Secourisme (et les recyclages).

En 2022 :

- Les modules de formations réglementaires "sécurité" ont été déployés comme chaque année. Des actions spécifiques sont menées auprès :
 - > des nouveaux entrants ;
 - > des collaborateurs de retour de longue absence ;
 - > des directeurs d'agence lors de leur nomination ;
- 93 déclarations d'incivilité ont été établies.

En complément pour accompagner les collaborateurs en difficulté, la Caisse d'Epargne Loire-Centre capitalise sur un travail de collaboration avec 2 assistantes sociales qui couvrent notre territoire, une structure d'assistance psychologique et le réseau des médecins du travail. La Caisse d'Epargne Loire-Centre a également mis en place une assistance téléphonique psychologique (numéro vert anonyme). La structure d'assistance psychologique intervient également à la demande de la DRH autant que de besoin.

Aucun accord en matière de santé et sécurité n'a été signé au cours de l'année.

Attirer et fidéliser les talents

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a recruté 188 personnes en CDI en 2022. Un niveau record de recrutements en CDI avec une croissance de 50 % par rapport à l'année passée (124 en 2021)

Les jeunes (18-29 ans) représentent 54,8 % de ces recrutements, ainsi elle joue un rôle important dans l'accès à l'emploi de jeunes diplômés issus de filières très diverses.

Les recrutements de personnes en contrat à durée déterminée représentent 59 % des recrutements en 2022.

Pour attirer les talents dans un univers concurrentiel et un marché de l'emploi pénurique sur l'ensemble des secteurs d'activité, les équipes Conquêtes et Développement de Talents ont fait preuve d'agilité pour adapter leurs activités et réaliser les recrutements de 2022. Certains de ces recrutements sont destinés à pourvoir des postes (CDI, CDD) et d'autres à préparer des compétences qui serviront de pépinières de Talents (Alternants, Stagiaires, Auxiliaires d'été). La répartition par type de contrat est la suivante :

- 188 recrutements en CDI ont été réalisés pendant l'année ;
- 273 CDD essentiellement liés aux remplacements, dont :
 - > 77 alternants recrutés sur l'année 2022 ;
 - > 61 auxiliaires d'été afin de renforcer les effectifs pendant la période des congés estivaux ;
- 64 stagiaires ;
- 53 intérimaires.

La pénurie de talents commerciaux demeure sur le marché de l'emploi. Or, les recrutements de profils commerciaux représentent 93,6 % du total des recrutements en CDI. Les recrutements de Chargés de clientèle particuliers représentent la majorité des recrutements de commerciaux (66 %) et 34 % concernent des emplois plus spécialisés.

En 2022, l'enjeu d'attractivité des talents a encore pris de l'ampleur et a conduit à :

- La communication sur la marque employeur s'est poursuivie à travers les communications sur les réseaux sociaux (Linkedin, Sportail, réseau d'anciens sportifs de hauts niveau et Dogfinances, réseau social spécialisé dans la banque et l'assurance) ;
- D'autres techniques de sourcing ont été renforcées, en particulier la cooptation (le montant des primes versées a été revu à la hausse), les soirées événementielles dédiées au recrutement (3 organisées à Tours, Orléans et Chartres) et les Job dating Pôle Emploi dédiés à notre entreprise ;
- Des affiches informant de nos recrutements ont été déployées sur les vitrines de nos agences. Enfin, de nouveaux supports de recrutement ont été testés : Indeed et Opensourcing ;
- Les profils requis des candidats recrutés ont été adaptés au marché de l'emploi : dorénavant le niveau minimum est BAC+2 (pour BAC+3 précédemment). Bien entendu, les exigences en termes de capacités d'apprentissage et de softskills ont été maintenues ;
- Pour chaque évolution d'organisation, les équipes Conquête et Développement de Talents accompagnent les directions dans la définition des nouveaux emplois et dans l'accompagnement et la gestion de carrière des salariés concernés ;
- A ce titre, l'accompagnement de la transformation de l'organisation de la Banque de Détail a notamment permis de rencontrer 235 collaborateurs et d'organiser 172 changements d'emplois effectifs au 1^{er} janvier 2023 (mobilités fonctionnelles et mobilités géographiques).

Répartition des embauches

	2022		2021		2020	
CDI / CDD	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
CDI y compris alternance	188	41%	124	30%	153	30%
CDD y compris alternance	273	59%	291	70%	354	70%
TOTAL	461	100%	415	100%	507	100%

CDI et CDD inscrits au 31 décembre

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a mis en place le parcours nouvel entrant (PNE). Ce dispositif d'accompagnement a pour vocation de couvrir l'ensemble des compétences demandées au nouveau collaborateur en termes de savoir, savoir-faire et savoir-être. Il permet :

- d'offrir plus de personnalisation aux futurs collaborateurs en prenant en compte l'histoire de chaque salarié et la diversité des profils recrutés ;
- de réduire la durée de la formation en maintenant le niveau d'exigence ;
- de diminuer le taux de rupture pendant la période d'essai.

D'autre part, pour préparer les talents et donner de la perspective aux collaborateurs, 4 écoles de formation ont été constituées par les équipes RH pour les métiers suivants : Gestionnaires de clientèle Premium, Chargés de clientèles professionnels, Chargé d'affaires Gestion Privée, Managers. Ces écoles présentent le bénéfice de préparer les collaborateurs à leurs futures fonctions et à réduire le délai de recrutement interne.

Rendre les collaborateurs acteurs du changement

Cela passe par l'accompagnement des managers qui doivent être à l'écoute et donner du sens aux missions confiées à leurs collaborateurs. Cela se traduit également par le développement des méthodes de travail collaboratives, initiées notamment par l'utilisation du réseau social groupe (Yammer) mais aussi par l'intermédiaire d'autres actions qui tendent vers cet objectif.

- Moments clés collaborateurs : pour permettre de piloter la satisfaction des collaborateurs en miroir de la satisfaction client, les équipes RH de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, en collaboration avec la qualité, ont mis en place un dispositif d'écoute des collaborateurs sur 3 moments identifiés comme moments-clés dans leur parcours

Concrètement, chaque collaborateur qui a vécu un moment clé reçoit un questionnaire. Les retours "anonymisés" permettent de mettre en place des plans d'action concrets et opérationnels. Ce dispositif "d'écoute à chaud" sur le quotidien des collaborateurs participe à l'amélioration continue des processus d'accompagnement RH des entreprises :

- > Le recrutement – A noter en 2022 : (TS-I) une satisfaction à 60 % de la phase de recrutement ;
- > Le changement d'emploi - A noter en 2022 : (TS-I) une perception stable à 71 % de la qualité de l'accompagnement du manager ;
- > L'accession au poste de manager ;
- Le baromètre social : mise en place de l'enquête d'opinion interne "Diapason". Cette enquête aborde les thèmes suivants : révolution digitale, nouveaux métiers, management, condition de travail, gestion des ressources humaines... Les collaborateurs ont l'opportunité d'exprimer librement, individuellement et directement leurs sujets de satisfaction et leurs attentes concernant leur vie professionnelle ainsi que leur adhésion à la stratégie du groupe. Cette enquête sera renouvelée en 2023.

Pour la Caisse d'Epargne Loire-Centre, l'implication des collaborateurs passe également par le dialogue social : 100 % des collaborateurs sont couverts par la convention collective de la branche des Caisses d'Epargne.

En 2022, 3 accords et 2 avenants ont été signés au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre

- Accord utilisation de la messagerie électronique par les OS, signé en date du 18 novembre 2022 ;
- Avenant n°13 accord relatif au PEE du 16 février 2009, signé en date du 12 octobre 2022 ;
- Accord d'intéressement 2022-2024, signé en date du 30 juin 2022 ;
- Avenant n°11 à l'accord relatif au règlement du PEE, signé en date du 15 mars 2022 ;
- Accord NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) 2022, signé en date du 22 février 2022.

La progression de l'implication de ses collaborateurs pour garantir un environnement de travail en constante amélioration devrait permettre à la Caisse d'Epargne Loire-Centre de fidéliser ses talents et de maîtriser le taux de sortie pour démission des CDI qui est en progression par rapport à 2021.

Taux de sortie pour démission des CDI

2022	2021	2020
38%	22%	38%

2233.4 Politique d'Achats Responsables

La politique achat de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrit dans celle du Groupe BPCE.

La politique Achats Responsables, mise à jour en 2021, s'inscrit dans la lignée des ambitions et engagements RSE du Groupe, dans laquelle la Filière Achats a un rôle essentiel à jouer. Vecteur de transformation et d'évolution, la démarche d'Achats Responsables s'inscrit dans un objectif de performance globale et durable, impliquant les entreprises du Groupe et leurs fournisseurs.

En 2022, dans le cadre de sa démarche d'amélioration continue, BPCE Achats a poursuivi activement la mise en œuvre des principes d'action suivants afin d'intégrer la RSE dans ses actes d'achats :

- intégrer les critères RSE dans chacune des étapes d'achat, avec l'identification et l'utilisation de critères (sourcing de fournisseurs, écoconception, analyse du cycle de vie, mesure de l'impact environnemental des biens et services achetés, ...) ;
- évaluer la performance RSE des fournisseurs lors des consultations, selon des critères RSE adaptés, des produits et /ou services objets des consultations (dont notamment le Devoir de vigilance) ;
- mesurer les impacts environnementaux des projet d'achats, dont l'impact carbone ;
- favoriser, avec l'ensemble des entreprises du Groupe BPCE, le développement économique et social du tissu économique local ;
- développer le recours aux fournisseurs inclusifs via des structures d'insertion par l'activité économique et des structures du secteur du travail protégé et adapté (STPA).

La charte des achats responsables, initiative conjointe de BPCE Achats et des principaux acteurs français de la filière banque et assurance, est un des documents de référence du dossier de consultation envoyé aux fournisseurs. Elle a pour objet d'associer les fournisseurs à la mise en place de mesures de vigilance.

La RSE est intégrée :

- dans la politique Achats Responsables du Groupe BPCE ;
- dans le processus achats : la déclinaison de la politique achats responsables a été formalisée dans la procédure générale d'achat, les outils associés ont été identifiés et sont en cours de développement ;
- dans les dossiers d'achats en incluant des critères RSE adaptés dans les processus de décision, en indiquant dans les cahiers des charges la performance RSE des produits et services prévus et en accroissant le poids de l'évaluation RSE des fournisseurs dans les organes de décision. En 2022, des questionnaires d'évaluations RSE spécifiques ont été formalisés afin de couvrir 100 % des 140 catégories d'achat de la segmentation Achats du Groupe : ces questionnaires adaptés aux enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux permettent une évaluation RSE des fournisseurs, qui, au-delà d'être un critère de choix lors des consultations, vont aussi permettre d'identifier les axes RSE à suivre et à améliorer lors de l'exécution des contrats et des plans de progrès ;
- dans l'outil d'identification des enjeux et risques RSE intrinsèques à chacune des catégories d'achats, en amont des projets achats, pour chacune des 140 catégories d'achat ;
- dans la professionnalisation de la Filière Achats :
 - > en complément des formations 2021 sur les Achats Responsables, afin de contribuer à la transformation de la Filière Achats, une formation a été élaborée et déployée auprès de la Filière Achats avec l'Afnor sur la norme ISO20400 ;
 - > l'ensemble des acheteurs a été formé à l'outil des risques RSE des 140 catégories d'achats.

L'ambition du Groupe est de continuer à déployer et systématiser, dans 100 % des dossiers traités, la prise en compte de la RSE dans le cadre des prises de décision achats à horizon 2024, et au partage des meilleures pratiques et au suivi systématique de critères RSE.

Délais de paiement

En 2022, BPCE Achats a poursuivi les enquêtes de mesure des délais de paiement à l'échelle du Groupe, dont les résultats figurent dans les outils de reporting Achats du Groupe.

Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Loire-Centre met également tout en œuvre afin de limiter le délai de paiement de ses fournisseurs. Ce délai est égal à 27 jours en 2022.

2233.5 Empreinte environnementale

La réduction de l'empreinte environnementale de la Caisse d'Epargne Loire-Centre dans son fonctionnement s'inscrit en cohérence avec l'objectif du groupe BPCE de diminuer ses émissions carbone de 15 % entre 2019 et 2024.

Pour la Caisse d'Epargne Loire-Centre, cet objectif se traduit par la réduction des émissions de gaz à effet de serre de **13,6 % hors refacturation** entre 2019 et 2024.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

La Caisse d'Epargne Loire-Centre réalise depuis 2012 un bilan annuel de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) grâce à un outil sectoriel dédié. Cet outil correspond à une méthodologie compatible avec celle de l'ADEME, de la norme ISO 14 064 et du *GHG (Green House Gaz) Protocol*.

Il permet d'estimer les émissions de GES du fonctionnement des agences et du siège de la banque. Le résultat obtenu est donc celui de la "vie de bureau" de l'entreprise. Les émissions induites par les produits et services bancaires sont exclues du périmètre de l'analyse.

Les informations relatives à la mesure et l'alignement des portefeuilles des entreprises du Groupe BPCE se retrouvent dans la DPEF du Groupe BPCE¹⁸

La méthodologie permet de fournir :

- une estimation des émissions de gaz à effet de serre par entreprise ;
- une cartographie de ces émissions :
 - > par poste (énergie, achats de biens et services, déplacement de personnes, immobilisations et autres) ;
 - > par scope¹⁹.

Cet outil permet de connaître annuellement le niveau et l'évolution de leurs émissions et d'établir un plan de réduction local.

En ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a émis 10 290 teq CO₂ (soit 6,23 teq CO₂ par ETP).

Le poste le plus significatif de son bilan carbone est celui des achats qui représente 34 % du total des émissions de GES émises par l'entité.

Emissions de gaz à effet de serre

	2022 tonnes eq CO ₂	2021** tonnes eq CO ₂	2020* tonnes eq CO ₂	Evolution 2022- 2021
Energie	488	544	628	-10,29%
Achats et services	3 480	3393	3502	+2,56%
Déplacements de personnes	3 258	3458	3296	-5,77%
Immobilisations	1 972	2332	2332	-15,44%
Autres (Fret et Déchets)	1 091	1 259	933	-13,3%
TOTAL	10 290	10 985	10 691	-6,33%

*Les données ont été retraitées selon la méthodologie de calcul du Bilan carbone 2021

**Les données ont été retraitées selon la méthodologie de calcul du Bilan carbone 2022

¹⁸ [Documents de référence et URD du Groupe BPCE](#)

¹⁹ Le GHG Protocol divise le périmètre opérationnel des émissions de GES d'une entité comme suit :

- scope 1 (obligatoire) : somme des émissions directes induites par la combustion d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, tourbe...) de ressources possédées ou contrôlées par l'entreprise.

- scope 2 (obligatoire) : somme des émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité.

- scope 3 (encore facultatif) : somme de toutes les autres émissions indirectes (de la chaîne logistique, étendue au transport des biens et des personnes)

Début 2022, le gouvernement a incité les entreprises à effectuer le plus possible de télétravail (janvier-février). Les consignes ont été suivies par la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Les consignes de la préfecture pour limiter l'arrosage ont été appliquées.

Limitation du chauffage à 19°C dans les bureaux, de la climatisation à 21°C. Mise en place de la domotique en agence pour réguler les consommations d'énergies.

Hausse des températures, mise en place du chauffage collectif tardivement en fin d'année.

Nous avons mis en place une charte de comportement responsable pour inciter les collaborateurs à pratiquer des écogestes.

Transports professionnels

Les transports professionnels sont l'un des postes les plus importants en matière d'émission de gaz à effet de serre et de consommation d'énergie. Au total, en 2022, les déplacements professionnels en voiture ont représenté 184 153 litres de carburant. Par ailleurs, le Gramme de CO2 moyen par km (étiquette constructeur) des voitures de fonction et de service est de 106,3 en diminution de 3,28 % par rapport à 2021.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre soutient ses collaborateurs à changer leur mode de mobilité afin de privilégier les transports alternatifs à la voiture individuelle. Deux aides sont actuellement mis en place : la prise en charge de 50 % des abonnements de transport en commun, et des indemnités kilométriques allant jusqu'à 200 € pour l'utilisation du vélo ou des équipements électriques tels que les trottinettes, vélos, hoverboard.

En parallèle, durant la Semaine Européenne du Développement Durable, une campagne de sensibilisation a été menée grâce à de la communication visuelle mais également par des ateliers sur les deux sites administratifs et pour certains accessibles au réseau d'agences :

- Semaine 38 : L'environnement
 - > Quiz sur la semaine lié à cette thématique ;
 - > Atelier pédagogique : formation à l'autoréparation ;
 - > Atelier révision/réparation vélo ;
 - > Webinaire sur le choix des transports doux et notamment les Vélos à Assistance Electrique (VAE) avec l'entreprise locale Monspad ;
 - > Diffusion d'une charte de comportements responsables ;
 - > Campagne d'idéation sur cette thématique ;
- Semaine 39 : L'alimentation durable
 - > Quiz sur la semaine lié à cette thématique ;
 - > Webinaire sur la permaculture.

Afin de réduire d'avantage son empreinte environnementale, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a fait le choix de modifier sa flotte automobile en y intégrant des véhicules hybrides et électriques.

Production des biens et des services

Dans le domaine de la production des biens et des services, l'objectif est de limiter la consommation des matières premières, de l'eau et d'énergie.

Pour la Caisse d'Epargne Loire-Centre, cela se traduit à **trois niveaux** :

- **L'optimisation de ses consommations d'énergie et les mesures prises en matière d'efficacité énergétique et du recours aux énergies renouvelables**

Consciente des enjeux inhérents au changement climatique et à la pénurie énergétique, la Caisse d'Epargne Loire-Centre poursuit la mise en œuvre de différentes actions visant :

- à inciter ses collaborateurs à limiter leurs consommations d'énergie sur ses principaux sites ;
- à réduire sa consommation d'énergie et améliorer l'efficacité énergétique de ses bâtiments.

Consommation d'énergie (bâtiments)

	2022	2021*	2020
Consommation totale d'énergie par m ²	133,59 kwh	146,56 kwh	151,39 kwh

*Les données ont été retraitées selon la méthodologie de calcul du Bilan carbone 2022

Afin de réaliser des économies d'énergie, plusieurs campagnes de sensibilisation ont été menées afin d'inciter à un comportement éco-responsable. Parmi les comportements à adopter :

- débrancher les chargeurs à la fin de la charge du ou des équipements ;
- éteindre la lumière ainsi que les écrans en quittant son bureau ou une salle de réunion ;
- éteindre ses écrans et son ordinateur le soir afin de ne pas les laisser en veille.

▪ L'utilisation durable des ressources (eau, matières premières...)

Consommation de papier

	2022	2021	2020
Kilos de ramettes de papier vierge (A4) achetées par ETP	22,3	25,72	27

La réduction de la consommation des papiers a été directement impactée par la mise en place du télétravail en raison de la situation sanitaire des deux dernières années. Les campagnes de communication sur les écogestes ont également impacté les comportements de consommation massif. De plus, actuellement, tous les collaborateurs des fonctions support disposent de leur propre ordinateur portable, pouvant se déplacer et se connecter n'importe où, mais également de doubles écrans afin de faciliter la lecture des documents, éliminant le besoin d'impression.

▪ La prévention et gestion de déchets

La Caisse d'Epargne Loire-Centre se préoccupe de la pollution liée à toute forme de déchet, et de ce fait, a mis en place plusieurs partenariats afin de réutiliser, revaloriser ou recycler ces déchets.

> Déchets électroniques et électriques

Le numérique détient également une empreinte carbone importante. Pour se responsabiliser et responsabiliser ses collaborateurs la Caisse d'Epargne Loire-Centre sensibilise autour de gestes simples au quotidien. La fabrication des équipements électriques et électroniques concerne 80 % de la pollution numérique. Afin de palier cela et donner une seconde vie aux équipements électriques et électroniques, elle s'est associée avec Ecologic pour mettre à disposition des bornes de récupération sur les sites administratifs des 2 Lions et de la Montespan (7 bornes par site). Deux types de box sont installées :

- Une grande box pour la collecte de tous types d'appareils électriques ou électroniques (câbles, mixeur, sèche-cheveux, etc) ;
- De petites box pour collecter les téléphones usagés, non utilisés, cassés.

Quant aux agences et centres d'affaires, les collaborateurs peuvent envoyer leur matériel via le courrier interne. Ceux-ci sont ensuite récupérés quand les box sont pleines.

> Déchets papier

Pour faire suite aux années précédentes, la Caisse d'Epargne Loire-Centre continue son partenariat avec l'établissement et service d'aide par le travail, ELISE, pour les sites administratifs et avec la société Halbout Paprec pour les agences

Il est à noter une augmentation de la collecte de papier à recycler pour les sites administratifs en 2022 avec 9 730 kg contre 4 960 kg en 2021. Ceci s'explique par le grand nettoyage réalisé sur le site des deux Lions avec un vidage des rayonnages du service client de la BDR, suppression des armoires hautes dans des services de la DSB, réorganisation des locaux de la BDD en fin d'année.

Concernant les agences et les centres d'affaires, la société HALBOUT, second partenaire dans le recyclage de papier, a récolté 24 900 Kg en 2022 contre 30 860 Kg en 2021.

Pollution

En matière de risque de nuisances lumineuses, la Caisse d'Epargne Loire-Centre se réfère à la réglementation qui limite depuis le 1^{er} juillet 2013 les nuisances lumineuses et la consommation d'énergie, l'éclairage nocturne des bâtiments non résidentiels, tels que les commerces et les bureaux.

Les enseignes ne sont pas éclairées entre 22H00 et 6H00. Toutes les enseignes sont à éclairage par LEDs. Entre 6h00 et 22H00, l'éclairage se fait sur horloge crépusculaire qui permet de commander les plages horaires et aussi d'arrêter l'éclairage selon la luminosité du jour.

Les éclairages en agence sont des spots ou pavés LEDs. Des détecteurs de présence sont implantés dans les SAS TDF (Transport De Fonds) et certains sanitaires.

Gestion de la biodiversité

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'intéresse à cette thématique dans le cadre du soutien des projets de protection de la nature en ayant permis à un apiculteur d'installer des ruches. Le miel récolté va être mis à la disposition des collaborateurs par l'intermédiaire du restaurant d'entreprise.

Par ailleurs, par le biais de sa Fondation, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a permis de planter 200 arbres sur un terrain à Mondoubleau (41) pour favoriser la biodiversité animale et végétale, capter davantage de CO2 et lutter contre les changements climatiques. Cette approche permet de créer des îlots forestiers denses, zones de fraîcheur au sein de la commune, particulièrement utile lors des été secs et chauds. Les plantations ont été réalisées entre autres avec des ESAT locaux avec du personnel en situation de handicap.

Aligner les portefeuilles sur une trajectoire Net Zéro

Le Groupe BPCE s'est engagé dans une démarche d'alignement de ses portefeuilles de financement et d'assurance. L'objectif est d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Cette contribution du Groupe au respect de l'Accord de Paris sur le climat suppose la définition de méthodologies, d'indicateurs et la fixation d'objectifs intermédiaires.

Déjà précurseur au niveau mondial avec le développement du Green Weighting Factor sur le périmètre de la Banque de grande clientèle, notre groupe bancaire n'a cessé d'affiner ses méthodes d'évaluation de l'empreinte carbone et de l'alignement climatique de ses portefeuilles au travers de sa démarche de colorisation Green Evaluation Models et de ses adhésions :

- à l'initiative Net Zero Banking Alliance pour ses activités bancaires en juillet 2021 ;
- à la Net Zéro Asset Owner Alliance pour ses activités d'assurances en octobre 2022.

La démarche Green Evaluation Models de colorisation de nos portefeuilles de financement conduit à l'évaluation de leur performance climatique et du potentiel de transition de nos clients. Elle est destinée à orienter les actions commerciales, en priorité sur les secteurs les plus émissifs. Ces orientations sont déjà traduites en température au sein de la Banque de Grande Clientèle et font l'objet d'un pilotage opérationnel décliné au niveau des différentes "business units".

Les initiatives Net zéro viennent renforcer et compléter le cadre d'évaluation de l'alignement climatique de nos portefeuilles au travers de cibles et métriques carbone, à terme comparables avec celles publiées par nos pairs. Le besoin de progresser en matière de mesures et d'améliorer la qualité des données sur le climat est un enjeu commun pour toutes les entreprises et institutions. Aussi, le Groupe BPCE s'engage à suivre et à intégrer les dernières évolutions en matière de données, de scénarios scientifiques, de normes ou de méthodologies d'évaluation carbone et d'alignement sur une trajectoire "Net Zéro".

Performance climatique des portefeuilles de financement

Le Green Weighting Factor, outil d'analyse de la performance climatique des financements des grandes entreprises, est développé par la Banque de grande clientèle depuis 2018. Natixis CIB est ainsi devenue la première banque au monde à mesurer et piloter activement l'impact climatique de son bilan au travers d'un indicateur de mesure sous forme de code couleur.

En partant de l'outil Green Weighting Factor, une notation interne dite Green Evaluation Models est en cours de déploiement afin d'évaluer le profil climat global du Groupe BPCE. Cette démarche repose sur des modèles adaptés à la spécificité de chacune des contreparties considérées (clients, projets). La notation Green Evaluation Models reprend l'échelle de colorisation définie par le Green Weighting Factor avec sept niveaux, de "brun foncé" à "vert foncé".

Les méthodologies de calcul d'évaluation de la performance climatique des clients relevant des Green Evaluations Models et les scénarios de référence utilisés sont précisés dans les TCFD 2021 du Groupe BPCE. Les mesures obtenues porteront à terme sur l'ensemble des encours bilan du portefeuille bancaire du Groupe BPCE. Les évaluations s'appliquent au portefeuille de crédits à l'habitat, aux financements de grandes entreprises et aux financements de projet (avec une large couverture des secteurs les plus carbonés).

Sont exclus du périmètre d'évaluation de la performance climatique, les dérivés, le monétaire, les dépôts en banques centrales et le secteur financier. Compte tenu de leurs spécificités, le portefeuille de négociation et les expositions souveraines sont suivis, sans néanmoins être inclus dans le périmètre évalué.

A ce jour, la performance climatique des financements des particuliers est réalisée sur les crédits à l'habitat. Elle est établie d'après le diagnostic de performance énergétique estimé du logement des clients (DPE).

Les financements de grandes entreprises, les financements de projet et les titres liés aux activités d'investissement sont couverts par la méthodologie de notation du Green Weighting Factor (GWF). Le Groupe poursuit l'extension des méthodes de mesure de performance climatique aux portefeuilles liés à la banque de détail en adaptant la méthodologie du GWF à la clientèle des ETI et des PME.

L'objectif pour le Groupe BPCE est de disposer d'une mesure carbone sur 100 % des portefeuilles d'ici à 2024, en prenant pleinement en compte les enjeux autour de la qualité de la donnée.

Taxonomie européenne et activités durables

■ 1. Cadre réglementaire

Le règlement européen 2020/852 du 18 juin 2020 "Taxonomie" met en place une classification des activités économiques afin d'aider les investisseurs à reconnaître les activités durables.

Cette initiative impose aux acteurs des marchés financiers, aux entreprises assujetties à la publication d'une déclaration non financière (NFRD bientôt remplacée par la directive CSRD), aux États membres de l'UE lorsqu'ils élaborent des mesures, des normes ou des labels pour les produits financiers ou les obligations vertes, de publier des informations indiquant dans quelle mesure leurs activités correspondent à des activités considérées comme durables sur le plan environnemental selon la taxonomie européenne.

Elle se fonde pour cela sur six objectifs environnementaux :

- l'atténuation du changement climatique ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- l'utilisation durable et la protection des ressources aquatiques et marines ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- la prévention et la réduction de la pollution ;
- la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Une activité est dite "éligible" lorsqu'elle contribue potentiellement, mais pas nécessairement, à l'atténuation ou à l'adaptation au changement climatique.

Pour être effectivement durable, une activité doit être "alignée" sur la Taxonomie, c'est-à-dire qu'elle doit respecter les trois conditions cumulatives suivantes :

- contribuer significativement à l'un des six objectifs environnementaux et donc se conformer aux critères d'examen techniques définis dans des actes délégués ;
- ne pas avoir d'impact négatif significatif sur les cinq autres objectifs environnementaux ("Do not Significantly Harm" : DNSH) et donc se conformer aux critères d'examen techniques définis dans des actes délégués ;
- respecter des garanties minimales sociales (droits humains, etc.).

À ce jour, trois principaux actes délégués ont été publiés par la Commission européenne :

- le règlement Délégué 2021/2139 du 4 juin 2021 concerne les critères d'examens techniques utilisables concernant les deux premiers objectifs environnementaux ;
- le règlement Délégué 2021/2178 du 6 juillet 2021 contient des précisions sur les informations devant être publiées en fonction des types de structures concernées par le règlement taxonomie ;
- un règlement Délégué Complémentaire 2022/1214 publié le 15 juillet 2022 relatif aux deux premiers objectifs sur le climat couvre certaines activités des secteurs du gaz et du nucléaire au regard de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation au changement climatique ;

La réglementation prévoit une entrée en application progressive de ces évaluations.

Ainsi, pour les deux premiers exercices, selon l'acte délégué 2021/2178 du 6 juillet 2021 (soit les exercices 2021 et 2022), l'objectif consiste à identifier les activités dites "éligibles". Depuis le 1^{er} janvier 2023 suite au règlement Délégué Complémentaire 2022/1214, le gaz et le nucléaire sont incluses dans les activités éligibles. L'obligation de produire les indicateurs de durabilité GAR (green asset ratio) en application de l'article 8 du règlement Taxonomie s'applique au 1^{er} janvier 2022 aux entreprises soumises à l'obligation de publier les informations non-financières (Déclaration de performance extra-financière – DPEF) conformément à l'article 19 bis et à l'article 29 bis de la directive 2013/34/UE consolidée (modifiée par la directive NFRD 2014/95/UE). L'information du groupe BPCE pour l'exercice 2022 décrit ainsi la part des activités éligibles sur les objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique complétée de toutes les informations obligatoires visées notamment à l'article 10 du règlement délégué du 6 juillet 2021 dit "article 8" du règlement Taxonomie.

En revanche, l'information complémentaire relative à l'alignement des activités éligibles portant sur les objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ne pourra être communiquée qu'à compter de l'activité réalisée en 2023, conformément aux exigences du règlement délégué "article 8", qui accorde un délai supplémentaire pour organiser au niveau européen la production et la collecte d'informations fiables et indispensables auprès des entités économique contribuant à la mesure des indicateurs de performance. Les actifs verts correspondant aux activités dites alignées à la Taxonomie se distinguent de celles éligibles en confrontant la performance de ces activités éligibles à des critères techniques et exigences en matière de respect de l'environnement et de minima sociaux. À compter du 1^{er} janvier 2024, les sociétés financières devront publier un reporting complet, avec des indicateurs d'alignement avec les six objectifs.

▪ 2. GAR obligatoire

Principes

L'article 8 du règlement taxonomie 2020/852 introduit la publication de nouveaux indicateurs clés de performance (ICP), le Green Asset Ratio (GAR) et ses dérivés. Les ICP dérivés ne sont pas à produire pour la publication au titre de l'année 2022.

Les ICP sont publiés sur la base du périmètre de consolidation prudentielle, dans un environnement conforme au FINREP. Les montants à prendre sont systématiquement des montants bruts. Cette précision est apportée à plusieurs reprises dans l'annexe V du règlement 2021/2178 du 6 juillet 2021 levant toute ambiguïté. Les dépréciations comptables ne sont donc pas prises en compte, et il n'est pas demandé d'indiquer leur montant.

En 2022, le GAR correspond au montant d'actifs éligibles à la taxonomie rapporté aux actifs couverts totaux.

Périmètre des actifs financiers soumis à l'analyse d'éligibilité

L'annexe V du règlement 2021/2178 définit les actifs couverts totaux, qui représentent le périmètre des actifs soumis à l'analyse de l'éligibilité. Les catégories d'actifs financiers incluent dans le total des actifs couverts sont les suivantes :

- actifs financiers au coût amorti ;
- actifs financiers évalués à la juste valeur par capitaux propres ;
- participations dans des filiales ;
- coentreprises et entreprises associées ;
- actifs financiers désignés comme évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat et actifs financiers détenus à des fins autres que de négociation obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- sûretés immobilières obtenues par prise de possession.

Conformément à la réglementation, l'analyse de l'éligibilité se définit par une série d'exclusions qui sont précisées aux articles 7 et 10 du règlement 2021/2178. Le dénominateur et le numérateur sont construits à partir du total bilan de l'établissement dont sont retirés certains éléments. Pour le dénominateur et le numérateur du ratio, les expositions exclues des actifs couverts sont :

- les administrations centrales, les banques centrales et organismes supranationaux ;
- les actifs financiers détenus à des fins de négociation y compris les dérivés de ce portefeuille.

Parmi les actifs couverts sont exclus du numérateur du ratio :

- les instruments dérivés de couverture ;
- les entreprises qui ne sont pas tenues de publier des informations non-financières en vertu de la directive 2013/34/UE (NFRD) ;
- les prêts interbancaires à vue.

La trésorerie et équivalent de trésorerie et les autres actifs (goodwill, immobilisations corporelles et incorporelles) sont exclus de l'analyse d'éligibilité mais sont inclus de fait dans le dénominateur.

Méthodologie retenue

L'analyse de l'éligibilité des actifs financiers et notre capacité à la justifier ont conduit à ce que seules les expositions suivantes soient retenues dans le GAR obligatoire :

- les crédits habitat et les prêts à la rénovation énergétique ;
- les prêts automobiles à des particuliers octroyés à partir du 1er janvier 2022 ;
- les expositions sur les entreprises financières et non financières soumises à la NFRD pour lesquelles la part d'éligibilité des activités a pu être obtenue ;
- les green bonds corporate ;
- les financements des logements et autres financements spécialisés pour les collectivités locales (affectation habitat et équipement) / Office Public de l'Habitat (OPH)).

Les prêts immobiliers aux logements et prêts automobiles à des particuliers ont été considérés comme des activités éligibles indépendamment de leur géographie.

L'identification des contreparties soumises à la NFRD a été réalisée à partir de la taille des entreprises (entreprises hors PME et PRO) et de leur géographie (Europe). Cependant, la part des activités éligibles n'a pas pu être collectée pour une prise en compte dans les actifs éligibles. Les entreprises NFRD ne figurent donc pas au numérateur du GAR.

- Actifs non-éligibles à la taxonomie dans les actifs couverts

Ne sont affichées en "non éligibles" que les expositions soumises à analyse d'éligibilité au numérateur et qui s'avèrent effectivement non éligible à la suite de cette analyse.

Les expositions aux entreprises financières et non financières assujetties à la NFRD mais dont les activités économiques ne sont pas éligibles sont affichées en "non éligibles". Il en est de même des expositions sur les entreprises soumises à NFRD dont les activités pourraient être éligibles mais dont les données n'ont pas pu être collectées.

Les autres actifs (par exemple, les immobilisations corporelles et incorporelles) sont exclus de l'analyse d'éligibilité. Ils sont cependant bien au dénominateur des ratios d'éligibilité.

Politique d'alignement (exigence de l'annexe XI du règlement Délégué 2021/2178) avec la réglementation taxonomie :

Le Groupe BPCE entend engager dans la durée une évolution de son bilan dans une stratégie d'atténuation de l'impact climatique de ses activités, des biens financés, investis ou assurés.

La stratégie climatique du Groupe BPCE est décrite dans le présent chapitre "Être un acteur majeur de la transition environnementale", notamment en termes d'engagements avec les clients et contreparties.

La publication à compter de 2024 des activités dites alignées viendra enrichir ses mesures climatiques internes et engagements sur le vert. Aussi, le Groupe BPCE tient compte de la taxonomie européenne dans la conception de ses offres et services "verts", et vise à respecter autant que cela est possible les critères d'alignement. Cette exigence impose une collecte d'informations relatives importante ; des travaux sont en cours et devraient aboutir en 2023.

En millions d'euros	2022		2021	
	Montant	%	Montant	%
Total des actifs couverts – inclus au numérateur et au dénominateur	19 553	85,81%	17 181	83,56%
Total des actifs éligibles à la taxonomie dans les actifs couverts - GAR	9 636	49,28%	9 039	52,61%
Total des actifs non-éligibles à la taxonomie dans les actifs couverts	5 888	30,11%	4 799	27,93%

En millions d'euros	2022		2021	
	Montant	%	Montant	%
Instruments dérivés – comptabilité de couverture*	77	0,34%	7	0,04%
Prêts interbancaires à vue*	800	3,51%	368	1,79%
Encours auprès des entreprises financières et non financières non soumises aux articles 19 bis et 29 bis de la directive 2013/34/UE (NFRD)*	2 709	11,89%	2 407	11,70%
Total des actifs exclus du numérateur*	3 586	15,74%	2 782	13,53%
Encours auprès des administrations centrales, des banques centrales et émetteurs sup	3 217	14,12%	3 379	16,43%
Actifs financiers détenus dans le portefeuille de négociation*	17	0,07%	2	0,01%
Total des actifs exclus du dénominateur et du numérateur*	3 234	14,19%	3 381	16,44%

* Les ratios sont calculés par rapport au total bilan FINREP

■ 3. Activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile

Le modèle 1 – Activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile du règlement délégué UE 2022/1214 n'est pas publié cette année. Les travaux d'interprétation du règlement sont en cours.

Le modèle 4 - Activités économiques éligibles à la taxonomie mais non alignées sur celle-ci et le modèle 5 - Activités économiques non éligibles à la taxonomie, demandés par le règlement délégué UE 2022/1214, ne peuvent pas être publiés en l'absence de la disponibilité des données.

223.4. Les indicateurs clés de pilotage, actions et politiques pour la catégorie de risque Gouvernance

GOVERNANCE

223.4.1 Empreinte territoriale

Risque prioritaire	Empreinte territoriale			
Description du risque	Agir en tant qu'employeur et acheteur en étant présent de façon adaptée dans les territoires			
Indicateurs clés	2022	2021	2020	Evolution 2021 - 2022
Montants décaissés dédiés à des activités de mécénat et aux partenariats non commerciaux	0,95 M€	0,98 M€*	1,13 M€€	-1,01%
Montant d'achats réalisés en local (%)	61%	61%	58%	-22,95%

*erratum : le montant 2020 a été recalculé sur la base du calcul de celui de 2021

La légère diminution des montants décaissés dédiés à des activités de mécénat et aux partenariats non commerciaux s'explique essentiellement par un recentrage de nos activités de mécénat dans chacun de nos territoires.

En tant qu'employeur

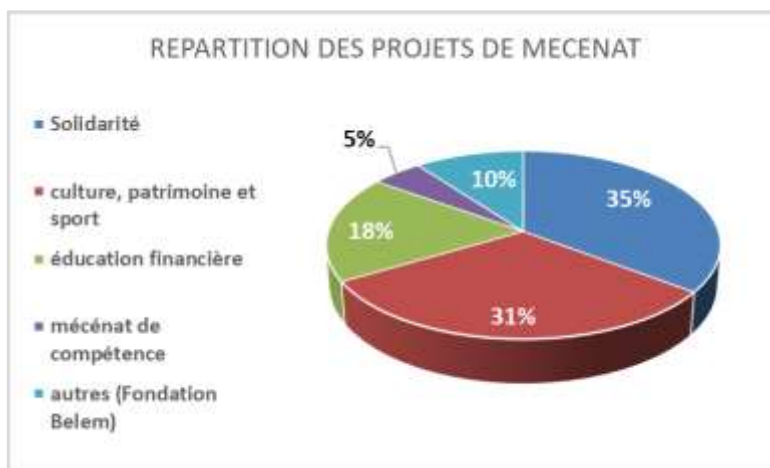
La Caisse d'Epargne Loire-Centre est un employeur local clé sur son territoire. Via son réseau d'agences et son siège, elle emploie ainsi 1 653 personnes sur le territoire, dont 93,47 % en CDI.

En tant qu'acheteur

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a également recours à des fournisseurs locaux : en 2022, 47 % de ses fournisseurs sont implantés sur son territoire.

En tant que mécène

L'engagement philanthropique des Caisses d'Epargne s'inscrit au cœur de leur histoire et de leur identité. Dans le prolongement de cet engagement historique, la Caisse d'Epargne Loire-Centre est aujourd'hui l'un des premiers mécènes de la région Centre-Val de Loire : en 2022, le mécénat a représenté plus de 772 000 €. 83 projets de proximité ont été soutenus, principalement dans le domaine de la solidarité. En 2022, les partenariats non commerciaux ont représenté 947 947 €.



La Fondation d'entreprise a lancé en juin 2022 un appel à projets destiné aux jeunes. L'objectif de l'appel à projets 2022 était d'être #UtileEtSolidaire avec les jeunes qui subissent la crise sanitaire et économique en soutenant des structures ou organismes d'intérêt général qui agissent en faveur de :

- L'accès à l'alimentaire et aux produits d'hygiène ;
- L'accès au logement ;
- L'accès aux soins médicaux et psychologiques ;
- La lutte contre le décrochage scolaire ;
- L'insertion professionnelle ;
- L'accès à la mobilité ;
- L'accès à la culture ;
- La lutte contre l'exclusion numérique ;
- L'insertion par le sport.

54 dossiers ont été déposés dont 24 ont été retenus par le conseil d'administration de la fondation d'entreprise. Sur ces 24 dossiers d'un montant de 98 K€, 8 concernaient l'inclusion par le sport pour près de 37 K€.

En effet, la Caisse d'Epargne Loire-Centre, partenaire premium des jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 a souhaité mettre l'accent sur l'inclusion par le sport en mettant à disposition de la fondation une enveloppe de 100 K€ chaque année pendant 3 ans (jusqu'aux JO). Dans le cadre de cette dotation, la caisse d'épargne Loire-Centre, toujours par l'intermédiaire de structures d'intérêt général, participe à la rénovation de terrains de basket "3x3" dans certaines communes de son territoire dans le droit fil de son plan d'orientation stratégique.

Un appel à projets "classique" a été proposé du 14 novembre 2022 jusqu'au 14 février 2023.

Il s'adressait à des structures d'intérêt général sur les thématiques suivantes :

Accueil et accompagnement des personnes en perte d'autonomie ou dépendantes pour maintenir le lien social ;

- Intégration socio-professionnelle des personnes fragilisées ;
- Protection de l'environnement et éducation aux comportements durables ;
- Accueil et accompagnement des femmes victimes de violences.

Les résultats seront connus après la sélection par les membres de la Fondation en avril 2023.

Cette stratégie philanthropique se veut adaptée aux besoins du territoire. Ainsi, elle est définie par les instances dirigeantes de la Caisse d'Epargne, Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre associe ses parties prenantes aux partenariats qu'elle noue avec des structures d'intérêt général : associations, fondations, organismes d'intérêt publics, universités, etc. Par ailleurs, les administrateurs, collaborateurs et des experts locaux participent aux étapes de sélection, d'accompagnement et d'évaluation des projets.

Les administrateurs sont informés lors des conseils d'administration des projets soutenus par la Fondation d'entreprise dans le cadre de l'appel à projets. Un certain nombre d'entre eux s'investissent pour évaluer les projets soutenus des années antérieures. C'est l'occasion pour eux d'avoir un échange de proximité avec les associations et s'assurer de leurs besoins futurs.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre met ainsi en œuvre une stratégie de philanthropie adaptée aux besoins de son territoire. Ce travail s'appuie sur un travail de co-construction et de dialogue avec les acteurs de l'ESS.

En tant que sponsor

Depuis 2020, la Caisse d'Epargne Loire-Centre sponsorise 90 équipes sportives "amateurs" (dont des équipes handisports) de la région Centre-Val de Loire (soit plus de 1 200 licenciés âgés de 6 à 11 ans) en leur offrant des maillots et des shorts.

Le principal critère de sélection des clubs est la pratique de la discipline des équipes phares déjà sponsorisées par la Caisse d'Epargne Loire-Centre, à savoir :

- le basketball : ADA Blois Basket dans le Loir-et-Cher, Tango Bourges Basket (TBB) dans le Cher, Orléans Loiret basket (OLB) dans le Loiret et C'Chartres Basket Féminin dans l'Eure-et-Loir ;

- le football : La Berrichonne football dans l'Indre ;
- le volleyball : Tours Volley-ball (TVB) dans l'Indre-et-Loire.

Ainsi, la Caisse d'Epargne Loire-Centre, partenaire historique d'un sport collectif leader dans chaque département de la région, s'engage également sur le terrain du sport amateur. Une nouvelle orientation stratégique qui répond à deux objectifs :

- la volonté de diversification de ses engagements au cœur des territoires et,
- le soutien et la pratique sportive pour tous, grâce au financement des tenues des passionnés.

Notre soutien au tissu sportif se décline sous d'autres formes encore, notamment dans le cadre du partenariat premium du groupe BPCE avec les jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 : déploiement du pacte de performance et l'élaboration de partenariats pour soutenir des athlètes régionaux.

Ainsi depuis janvier 2023, quatre nouveaux athlètes bénéficient de ces dispositifs :

- Cécilia Berder, escrimeuse licenciée au Cercle d'Escrime Orléanais (45) ;
- Rose Loga, lanceuse de marteau licenciée à Chartres (28) ;
- Pauline Astier, joueuse de basket licenciée au Tango Bourges Basket (18) ;
- Clément Berthier, pongiste handisport licencié au club de Tennis de table de Joué-lès-Tours (37).

Solidarité

La solidarité est le fil rouge de l'engagement des Caisses d'Epargne. Une spécificité inscrite dans la loi au moment de leur réforme coopérative : « Le réseau des Caisses d'Epargne participe à la mise en œuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions ».

Dans ce domaine, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a tissé des liens avec de nombreux acteurs locaux.

Au niveau national, les Caisses d'Epargne soutiennent le fonds de dotation du réseau des Caisses d'Epargne. Celui-ci a pour objet d'encourager et de soutenir des actions d'intérêt général visant notamment à lutter contre l'exclusion et la précarité.

Par ce fonds dotation, nous avons participé à l'octroi d'un don de 64 000 € à la Croix Rouge nationale pour venir en aide aux ukrainiens. Par ailleurs, en partenariat avec la région Centre Val de Loire, nous avons remis des chèques d'un montant total de 10 000 € destinés à l'achat de vêtements et fournitures scolaires pour les enfants à une quinzaine de familles réfugiées ukrainiennes accueillies sur notre territoire. La Caisse d'Epargne Loire-Centre a également mis en œuvre des solutions bancaires spécialement dédiées à ces personnes ayant quitté leur pays.

Culture et patrimoine

Les Caisses d'Epargne œuvrent pour la préservation du patrimoine de proximité. Elles disposent elles-mêmes d'un patrimoine important depuis leur création en 1818. C'est donc, déjà, à travers leur propre patrimoine qu'elles se mobilisent en faveur de la restauration du bâti ancien. Leur politique de mécénat s'étend au patrimoine vivant : elles sont le mécène principal du trois-mâts Bélem. Reconnue d'utilité publique, la fondation Bélem a pour objet de promouvoir le passé maritime de la France et de conserver dans le patrimoine national le dernier grand voilier français du XIX^e siècle.

Soutien à la création d'entreprise

La Caisse d'Epargne est partenaire des principaux acteurs régionaux de la création d'entreprise, à savoir les associations territoriales :

- France Active Centre Val de Loire ;
- BGE de l'Indre ;
- Initiative Centre Val de Loire ;
- Les plateformes Initiatives Brenne, Cher-le carré des créateurs, Eure et Loir, Indre, Loir et Cher, Loiret, Touraine Val de Loire ;
- Les Chambres des Métiers du Centre Val de Loire ;
- Les Confédérations des Petites et Moyennes Entreprises du Centre Val de Loire.

2234.2 Sécurité des affaires

Ce domaine couvre la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le respect des sanctions internationales visant des personnes, des entités ou des pays, la lutte contre la corruption et la lutte contre la fraude interne.

La prévention de ces risques au sein du Groupe BPCE repose sur une **culture d'entreprise**.

Cette culture, diffusée à tous les niveaux hiérarchiques, a pour socle :

- des principes de relations avec la clientèle visant à prévenir les risques, qui sont formalisés et font l'objet d'une information régulière du personnel ;
- un dispositif harmonisé de formation des collaborateurs du Groupe, avec une périodicité bisannuelle, et des formations spécifiques à la filière sécurité financière.

Risque prioritaire	Ethique des affaires				
Description du risque	Respect de la réglementation, lutte contre la corruption et la fraude, prévention des pratiques non éthiques et accessibilité à l'information.				
Indicateur clé	2022	2021	2020	Evolution 2021 - 2022	Objectif
Taux de salariés formés à la lutte anti-blanchiment*	97,87%	99,0%	99,0%	-1.13 pts	Maintien

*Nombre de collaborateurs ayant reçus la formation lutte anti-blanchiment depuis 2 ans et moins sur les effectifs inscrits le 31/12/2022.

▪ Une organisation

Conformément aux chartes du Groupe BPCE, les établissements disposent tous d'une unité dédiée à la sécurité financière. Au sein de la Conformité Groupe, un département dédié anime la filière, définit la politique en matière de sécurité financière pour l'ensemble du Groupe, élabore et fait valider les différentes normes et procédures, et s'assure de la prise en compte de ces risques lors de la procédure d'agrément des nouveaux produits et services commerciaux par BPCE.

▪ Des traitements adaptés

Conformément à la réglementation, les établissements disposent de moyens de détection des opérations atypiques adaptés à leur classification des risques, permettant d'effectuer, le cas échéant, les examens renforcés et les déclarations nécessaires auprès du service Tracfin (Traitement et action contre les circuits financiers clandestins) ou de tout autre service compétent dans les délais les plus brefs. La classification des risques du groupe intègre la problématique des pays "à risques" en matière de blanchiment, de terrorisme, de fraude fiscale ou de corruption. Le dispositif du groupe a par ailleurs été renforcé avec la mise en place d'un référentiel et de scénarios automatisés adaptés aux spécificités du financement du terrorisme. S'agissant du respect des mesures restrictives liées aux sanctions internationales, les établissements du groupe sont dotés d'outils de filtrage qui génèrent des alertes sur les clients (gel des avoirs de certaines personnes ou entités) et sur les flux internationaux (gel des avoirs et pays faisant l'objet d'un embargo européen et/ou américain).

▪ Une supervision de l'activité

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes donne lieu à un reporting interne à destination des dirigeants et des organes délibérants et à destination de l'organe central.

En 2022, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a poursuivi son action sur la vigilance apportée aux délais de déclaration des dossiers de soupçon à TRACFIN dans ce domaine.

2234.3 La lutte contre la corruption

Le Groupe BPCE condamne la corruption sous toutes ses formes et en toutes circonstances, y compris les paiements de facilitation. Dans ce cadre, il est membre participant du Global Compact (Pacte Mondial des Nations Unies) dont le dixième principe concerne l'action "contre la corruption sous toutes ses formes y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin". La prévention de la corruption s'effectue de plusieurs façons :

- Au moyen de la cartographie d'exposition aux risques de corruption des entités du Groupe, dont la méthodologie a été revue en 2022. Des plans d'action ont été formalisés afin de réduire le niveau de risque de certains scénarios, lorsqu'il restait trop élevé après prise en compte des mesures d'atténuation ;
- Grâce au respect par les collaborateurs des règles de déontologie et d'éthique professionnelles figurant dans le Code de Conduite et d'Éthique (prévention des conflits d'intérêts, politiques de cadeaux, avantages et invitations, principes de confidentialité et de secret professionnel). Des sanctions disciplinaires sont prévues pour manquement au respect des règles professionnelles régissant les activités des entreprises du Groupe ;
- Par l'encadrement des relations avec les tiers : contrats standardisés dans le Groupe et conventions de comptes comportant des clauses anticorruption, évaluation des fournisseurs de plus de 50 K€ au regard du risque de corruption, dispositif relatif aux relations avec des "personnes politiquement exposées" ;
- Un dispositif de recueil et de traitement d'alertes professionnelles sur les faits graves, dont les délits de corruption et de trafic d'influence, est mis à la disposition des collaborateurs (y compris les prestataires externes et les collaborateurs occasionnels) ;
- Les procédures groupe ont été actualisées en 2022 afin de systématiser une analyse anticorruption sur l'ensemble des clients corporate présentant une activité à risque. L'intégrité des nouveaux partenaires du groupe est par ailleurs évaluée dans le cadre du comité de validation et de mise en marché des nouveaux produits ;
- Grâce à une formation réglementaire relative aux règles de l'éthique professionnelle et de lutte contre la corruption sous forme d'e-learning.

Dans le cadre de l'organisation du contrôle interne, des plans de contrôle permanent contribuent à la sécurité du dispositif.

Le Code de conduite et d'éthique du groupe a été enrichi fin 2022 de règles de conduite spécifiques à l'anticorruption, comportant des illustrations concrètes des comportements à proscrire issues des scénarios de risque identifiés par la cartographie.

BPCE dispose également de normes et procédures comptables conformes aux standards professionnels. Le dispositif de contrôle interne Groupe relatif à l'information comptable vise à vérifier les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de l'information, notamment en garantissant l'existence de la piste d'audit au sens l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne. En 2020, un référentiel Groupe de contrôles participant à la prévention et à la détection de fraude et de faits de corruption ou de trafic d'influence a été formalisé. Dans ce cadre, une vigilance est notamment apportée aux dons, sponsoring et mécénat.

Plus globalement, ces dispositifs sont formalisés et détaillés dans la Charte faîtière relative à l'organisation du contrôle interne Groupe et la Charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents du Groupe.

Travaux réalisés en 2022

- Mise en place de nouvelles dispositions pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur (dites Loi Lemoine) du 28 février 2022 avec notamment la résiliation à tout moment, le renforcement de l'information des clients, la suppression du questionnaire de santé dans certaines conditions et l'élargissement du droit à l'oubli en matière de risques aggravés de santé ;
- Mise en place du contrôle de l'éligibilité au LEP via l'interrogation par voie électronique de l'administration fiscale prévue par le décret no 2021-277 du 12 mars 2021 relatif au contrôle de la détention des produits d'épargne réglementée. Les process de vérification de l'éligibilité ont été revus dans le cadre de la souscription du LEP et du contrôle annuel ;
- Mise en place des mesures de contrôle de multi-détention des produits d'épargne réglementée prévue par le décret no 2021-277 du 12 mars 2021 relatif au contrôle de la détention des produits d'épargne réglementée qui entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 2024 ;

- Lancement du chantier Finance Durable (Taxonomy, SFDR, intégration des critères ESG dans MIF2 et DDA) avec les acteurs de la chaîne de valeur (émetteur, producteur, assureur, distributeur, clients) Le groupe BPCE a mis en place une Task Force afin de construire le questionnaire clients, le parcours formalisant l'adéquation, l'offre, et le suivi dans la durée ;
- Mise en œuvre du plan de remédiation sur le volet des déclarations des transactions et reportings réglementaires ;
- Mise en conformité des entités du groupe au regard des obligations réglementaires EMIR. Le plan d'action groupe relatif à la réglementation EMIR Refit a été clôturé au premier semestre 2022. En complément, un contrôle 360 check EMIR a été lancé au troisième trimestre 2022.

Pour faire suite à plusieurs sollicitations des autorités de contrôles (ESMA et AMF) en 2021, et à la mission spot de l'AMF réalisée au sein de BPCE SA, une NORMA a été élaborée pour encadrer les opérations de titrisation et l'octroi du label STS (simple, transparente et standardisée).

Concernant le dispositif abus de marché, BPCE a poursuivi son objectif d'accompagnement des établissements suite au diagnostic réalisé en 2021, en mettant à leur disposition des fichiers trimestriels de statistiques des opérations atypiques par scénario, et en leur proposant une nouvelle formation "abus de marché" afin de les aider dans l'analyse des alertes et la prévention des abus de marchés.

Poursuite de la remédiation du reporting Direct des Transactions (RDT) avec l'élaboration d'un plan d'action présentant les actions mises en œuvre permettant d'empêcher ou de bloquer les transactions sans LEI aux bornes du Groupe BPCE. Le plan d'action a été transmis à l'AMF le 22/04/2022 et a été suivi d'une action de régularisation de masse du stock de transactions sans LEI réalisée par EuroTitres. Une Norma dédiée à la thématique Transparence post négociation a été validée par le CNM.

Concernant le règlement lié au reporting des opérations de financement SFTR (Securities Financing Transaction Reglement). La mise en œuvre du reporting est appliquée depuis le 13 juillet 2020. Un contrôle 360 check SFTR sur le déclaratif des opérations est planifié pour 2023.

Le groupe a poursuivi les travaux de mise en conformité des parcours clients (LEA, O2S, parcours Personnes Morales, parcours dérivés, parcours défiscalisation). Un plan de remédiation concernant la commercialisation en assurance vie, suite à un contrôle ACPR (démarré en 2019), a été mis en place et les travaux sont en cours notamment pour la gestion de l'aversion au risque, l'amélioration de la justification du conseil, l'archivage de la compréhension client lorsqu'un instrument financier complexe est proposé.

2234.4 Gouvernance et surveillance des produits

Tous les nouveaux produits ou services quel que soit leur canal de distribution ainsi que tous les supports commerciaux, relevant de l'expertise de la fonction conformité, sont examinés en amont par celle-ci. Cette dernière s'assure ainsi que les exigences réglementaires applicables sont respectées et veille à la clarté et à la loyauté de l'information délivrée à la clientèle visée et, plus largement, au public. Une attention particulière est également portée à la surveillance des produits tout au long de leur cycle de vie.

Par ailleurs, la fonction conformité coordonne la validation des actions d'animations commerciales nationales, s'assure que les conflits d'intérêts sont encadrés et que la primauté des intérêts des clients est prise en compte.

La fonction conformité veille tout particulièrement à ce que les procédures et parcours de vente, ainsi que les politiques commerciales, garantissent à tout moment et pour tous les segments de clientèle, le respect des règles de conformité et déontologiques, notamment que le conseil fourni au client est adapté à ses besoins.

Risque prioritaire	Sécurité des données			
Description du risque	Protection de données personnelles des salariés et des clients			
Indicateur clé	2022	2021	2020	Evolution 2021 - 2022
Taux de nouveaux projets communautaires bénéficiant d'un accompagnement SSI et Privacy	90%	87%	85%	+ 3 pts

Organisation et pilotage de la filière SSI

Ces éléments sont également repris dans le paragraphe 2.7.10 Sécurité du Système d'Information.

Au sein du dispositif de maîtrise des risques liés aux TIC (Technologies de l'Information et des Communications), la Direction de la Sécurité Groupe (DSG) est notamment en charge de la Sécurité des Systèmes d'Information (SSI) et de la lutte contre la cybercriminalité. La Direction de la Sécurité Groupe (DSG) est rattachée au Secrétariat Général Groupe.

La sécurité des systèmes d'information du Groupe BPCE est organisée en filière, pilotée par la Direction de la Sécurité Groupe (DSG).

La direction, définit, met en œuvre et fait évoluer la politique SSI Groupe (PSSI-G).

La DSG :

- anime la filière SSI regroupant les RSSI des affiliées maisons mères, des filiales et des GIE informatiques ;
- assure le pilotage du dispositif de contrôle permanent de niveau 2 et le contrôle consolidé de la filière SSI ;
- initie et coordonne les projets Groupe de réduction des risques ;
- et représente le Groupe auprès des instances de Place interbancaires ou des pouvoirs publics dans son domaine de compétence.

Depuis Mars 2020, l'activité Gouvernance, Risques et Contrôles de second niveau de BPCE-IT a été transférée à la DSG :

- l'activité gouvernance SSI BPCE-IT est désormais sous responsabilité SSI-Groupe ;
- l'activité Risques et Contrôles Sécurité est quant à elle assurée au sein d'une nouvelle entité rattachée à la Direction Sécurité Groupe.

Les RSSI de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et plus largement de tous les affiliés maisons mères, des filiales directes et des GIE informatiques sont rattachés fonctionnellement au RSSI Groupe. Ce lien fonctionnel implique notamment que :

- toute nomination de RSSI soit notifiée au RSSI Groupe ;
- la politique sécurité des systèmes d'information Groupe soit adoptée au sein des établissements et que chaque politique SSI locale soit soumise à l'avis du RSSI Groupe préalablement à sa déclinaison dans l'établissement ;
- un reporting concernant le niveau de conformité des établissements à la politique SSI Groupe, le contrôle permanent SSI, le niveau de risques SSI, les principaux incidents SSI et les actions engagées soient transmis au RSSI Groupe.

Au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et depuis le 1er octobre 2015, la fonction de RSSI est assurée par le responsable du service Risques Transverses, rattaché au Département Coordination et Risques Transverses de la Direction des Risques, assisté par un analyste. La fonction de RSSI suppléant est assurée par la Responsable du département Coordination et Risques Transverses. Le RSSI ainsi que l'analyste SSI, cumulent une charge de 0,845 ETP au 31/12/2022. Par ailleurs, le budget annuel attribué à l'activité est de 20 K€. Conformément aux exigences de la Charte Groupe des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents, le RSSI et son suppléant sont désignés par le Directoire.

Suivi des risques liés à la sécurité des systèmes d'information

Avec la transformation digitale, l'ouverture des systèmes d'information du groupe sur l'extérieur se développe continuellement (cloud, big data, etc.). Plusieurs de ces processus sont progressivement dématérialisés. L'évolution des usages des collaborateurs et des clients engendre également une utilisation plus importante d'internet et d'outils technologiques interconnectés (tablettes, smartphones, applications fonctionnant sur tablettes et mobiles, etc.).

De ce fait, le patrimoine du Groupe est sans cesse plus exposé aux cybermenaces. Ces attaques visent une cible bien plus large que les seuls systèmes d'information. Elles ont pour objectif d'exploiter les vulnérabilités et les faiblesses potentielles des clients, des collaborateurs, des processus métier, des systèmes d'information ainsi que des dispositifs de sécurité des locaux et des datacenters.

Un Security Operation Center (SOC) groupe unifié intégrant un niveau 1, fonctionnant en 24x7 est opérationnel.

Plusieurs actions ont été menées, afin de renforcer les dispositifs de lutte contre la cybercriminalité :

- travaux de sécurisation des sites Internet hébergés à l'extérieur ;
- capacités de tests de sécurité des sites Internet et applications améliorées ;
- mise en place d'un programme de Divulgence Responsable des vulnérabilités par le CERT Groupe BPCE.

La politique de Sécurité des Systèmes d'Information est définie au niveau groupe sous la responsabilité et le pilotage du PSSI Groupe. La PSSI-G a pour principal objectif la maîtrise et la gestion des risques associés aux Systèmes d'Information, de préserver et d'accroître sa performance du groupe, de renforcer la confiance auprès de ses clients et partenaires et d'assurer la conformité de ses actes aux lois et règlements nationaux et internationaux.

Un dispositif groupe de sensibilisation via des tests phishings mensuel est réalisé chaque année par le groupe (précision à donner par l'établissement pour le nombre de campagne auquel ils ont participé et résultats).

La PSSI-G constitue un cadre groupe auquel chaque établissement doit se conformer. À ce titre, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a décrit les modalités d'application locale du cadre SSI Groupe dans la charte Continuité du Système d'Information dont la dernière révision date du 20 janvier 2020.

Ces modalités s'appliquent à la Caisse d'Epargne Loire-Centre ainsi qu'à toute entité tierce, par le biais de conventions, dès lors qu'elle se connecte aux SI de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a identifié, lors de la campagne de détournage 2022, sous la validation de BPCE, 79 règles de la PSSI-G applicables à son contexte (détournage) sur le périmètre communautaire et 88 règles sur le périmètre privatif. Elle a ensuite évalué sa conformité, à dire d'expert, à chacune de ces règles.

La PSSI-G et le détournage des règles applicables à la Caisse d'Epargne Loire-Centre font l'objet d'une révision annuelle, dans le cadre d'un processus d'amélioration continue.

Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité

Ces éléments sont également repris dans le paragraphe 2.7.10 Sécurité du Système d'Information.

S'agissant de la sensibilisation des collaborateurs, un plan de formation a été présenté en Comité Interne de Sécurité du 9 mars 2022. Ce plan se décline autour de 3 axes de formation :

- E-learning SSI – Ingénierie sociale (taux de réalisation au 09/12/2022 : 96 %) ;
- E-learning pour les nouveaux entrants (85 %) ;
- E-learning Phishing (96 %).

Par ailleurs, chaque analyse ou alerte réalisée dans le cadre d'incidents est l'occasion de sensibiliser les collaborateurs aux risques liés au système d'information (politique sur les mots de passe, utilisation des adresses mails professionnelles, phishing, ouverture de pièces jointes, ...).

Un dispositif groupe de sensibilisation via des tests phishings mensuels est réalisé chaque année par le groupe, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a participé à toutes les campagnes hormis celles d'octobre et décembre 2022.

Les résultats de ces campagnes, suivis au travers d'un taux de déclaration de phishing et un taux de "comportement dangereux", ont fait systématiquement l'objet de restitution en Comité Interne de Sécurité et dans le tableau de bord SSI/PCA. Par décision du Comité Interne de Sécurité du 9 mars 2022, un plan d'action spécifique est mis en œuvre pour les collaborateurs ayant un "comportement dangereux" :

- envoi par le RSSI d'un mail au collaborateur et réinscription au module de formation sur le phishing ;
- au-delà de deux "comportements dangereux" lors de campagnes consécutives, envoi par le RSSI d'un mail au collaborateur et à son manager.

L'augmentation du risque cyber a également conduit la Caisse d'Epargne Loire-Centre à renforcer sa communication :

- à l'attention des collaborateurs, à la fois par des mails d'appel à la vigilance, également au travers de trois articles diffusés dans le cadre du mois de la Cyber Sécurité (octobre) publiés sur le portail Intranet Loire-Centre puis relayés sur le réseau d'entreprise Yammer Caisse d'Epargne Loire-Centre, mais aussi par la diffusion des règles d'or sur les écrans d'affichage dans les locaux administratifs ;
- et également à destination des clients de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ; les clients sont invités à consulter les épisodes de la web série sur la cybersécurité. Enfin, un message de vigilance a été positionné sur l'application Banxo.

Travaux réalisés en 2022

Les principaux travaux menés en 2022 sont détaillés au sein du chapitre Risques.

22.4. Note méthodologique

Méthodologie du reporting RSE

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'efforce de fournir une vision sincère et transparente de ses actions et de ses engagements en termes de responsabilité sociale et environnementale (RSE).

Elaboration et actualisation du modèle d'affaires

Le schéma "modèle d'affaire" a été construit et proposé par le Groupe BPCE et la FNCE. Ce schéma a ensuite été validé/ajusté/complété par la Caisse d'Epargne Loire-Centre en fonction de son plan stratégique, de ses segments de marché et de son territoire.

NOS RESSOURCES

THEMATIQUE	INDICATEUR	PRECISIONS
Nos clients et sociétaires	XXX millions de clients	Nombre total de clients (toutes clientèles y compris les non-bancarisés Caisses d'Epargne)
	% de sociétaires parmi les clients	Nombre de sociétaires au 31.12/nombre total de clients
	XX administrateurs de SLE	Nombre total d'administrateurs et administratrices de sociétés locales d'épargne (SLE). Donnée saisie dans AURA/ AGESFA par les équipes du secrétariat général sur la vie coopérative.
Nos partenariats	XX associations partenaires	Nombre d'associations bénéficiaires du mécénat d'entreprise de la Caisse d'Epargne. Nombre d'associations partenaires et prescripteurs du microcrédit (Parcours Confiance/ Créasol) et de Finances & Pédagogie. Nombre d'associations partenaires dans le cadre du marché ESI (incubateurs, CRESS, accélérateurs, réseaux, etc.).
Notre capital humain	XX collaborateurs au siège et en agences	Total EFFECTIF ETP MENSUEL MOYEN CDI + CDD (hors alternance et stagiaires vacances) Ce calcul d'ETP correspond à l'indicateur 1.1.3 du bilan social
	XX % indice égalité femmes-hommes	BILAN SOCIAL Donnée N-1 si la donnée N est indisponible
	XX % d'emplois de personnes handicapées	BILAN SOCIAL Donnée N-1 si la donnée N est indisponible
Notre capital financier	XX Md€ de capitaux propres	Stock de capitaux dont dispose l'entreprise (capital social + réserves, après affectation des résultats)
	Ratio de solvabilité	Le ratio de solvabilité européen était un ratio minimum de fonds propres applicable aux banques, défini par la directive 89/647/CEE du Conseil, du 18 décembre 1989, relative à un ratio de solvabilité des établissements de crédit. Il est l'application du ratio Cooke défini dans l'accord de Bâle 1. INDICATEUR OPTIONNEL
Notre patrimoine	XXX agences et centres d'affaires dont X bâtiment(s) certifié(s) durable(s)	Ne pas compter les agences virtuelles Précisez le label
	XX hectares de forêts détenus	Ensemble des actifs forestiers détenus par la Caisse d'Epargne

NOTRE CREATION DE VALEUR		
THEMATIQUE	INDICATEUR	PRECISIONS
Pour nos clients et sociétaires	XC d'intérêt aux parts sociales	Il s'agit des intérêts versés aux parts sociales au bénéfice des sociétaires, et non du capital social des Caisses d'Epargne. Le secrétariat général dispose de ces données. Le taux de rémunération est généralement connu en mai-juin de chaque année pour le capital social de l'année d'avant. C'est pourquoi il convient d'indiquer la donnée "N-1" sur la DPEF. Il est également possible de calculer ce taux en multipliant les taux de rémunération brut des parts sociales (p.4 du tableau de bord sociétariat ACS) avec le capital social par Caisse d'Epargne (p. 7 du tableau de bord sociétariat ACS).
	XC de mise en réserve pour assurer la pérennité de l'entreprise et financer l'avenir	Contribution annuelle aux réserves impartageables (a minima 15% des résultats); nb: Donnée N-1 disponible en juin de l'année N,
Pour l'économie du territoire Via nos financements	XX Mds € de Prêts Garantis par l'Etat (environ XX prêts)	Montant des encours des PGE et nombre de PGE octroyés sur l'ensemble des marchés concernés.
	XX Mds € d'encours de fonds ISR et solidaires	Montant des encours ISR (assurance vie, CTO, PEA)
	XX Mds € d'encours de financement à l'économie dont...	
	XX Mds € auprès des collectivités territoriales	Codes NAF et catégories juridiques; Montant de la dette = Capital restant dû à la fin du mois M : Sommes des montants qui restent à rembourser (hors intérêts) pour tous les contrats du type Crédit, dont la date d'ouverture est inférieure au mois M et dont la date de fin est supérieure au mois M. Il s'agit des crédits qui ne sont pas en contentieux.
	XX Mds € auprès de l'ESS	Codes NAF et catégories juridiques; Montant de la dette = Capital restant dû à la fin du mois M : Sommes des montants qui restent à rembourser (hors intérêts) pour tous les contrats du type Crédit, dont la date d'ouverture est inférieure au mois M et dont la date de fin est supérieure au mois M. Il s'agit des crédits qui ne sont pas en contentieux.
	XX Mds € à destination des personnes protégées	Encours de financement apportés au secteur des personnes protégées, autrement dit les organismes de tutelle en charge de personnes âgées dépendantes, de personnes en situation de handicap ou encore de mineurs qui bénéficient d'une mesure de protection juridique
	XX Mds € auprès des PME	Définition INSEE : < ou = à 50 millions d'euros
	XX Mds € pour le logement social	Codes NAF et catégories juridiques; Montant de la dette = Capital restant dû à la fin du mois M : Sommes des montants qui restent à rembourser (hors intérêts) pour tous les contrats du type Crédit, dont la date d'ouverture est inférieure au mois M et dont la date de fin est supérieure au mois M. Il s'agit des crédits qui ne sont pas en contentieux.
Pour l'économie du territoire Via notre fonctionnement	X MC d'achats auprès de XX% de fournisseurs locaux	Part du montant total dépensé avec les fournisseurs de l'entité qui ont leur adresse de facturation dans le territoire banque de l'entité concernée Information à intégrer pour les banques disposant de la donnée n. Vous avez également la possibilité de publier la donnée n-1 en précisant via une note de bas de page.
	XX MC d'impôts locaux	Impôts fonciers, contribution économique territoriale, taxe additionnelle sur les surfaces de stationnement et taxe annuelle sur les bureaux en Ile de France (pour les entités concernées) (exclus : impôt sur les sociétés car impact national); nb: Les données de l'année N-1 sont disponibles au 1er juin de l'année N (écart d'exercice);
Pour nos talents	X MC de salaires des collaborateurs au siège et en agences	Indicateur : 2.1.1.1 MASSE SALARIALE ANNUELLE GLOBALE (en milliers d'Euros) Masse salariale annuelle totale, au sens de la déclaration annuelle des salaires. On entend par masse salariale la somme des salaires effectivement perçus pendant l'année par le salarié. Prend en compte la somme des éléments de rémunération soumis à cotisations sociales au sens de la DSN pour tous les salariés. Cette masse salariale s'entend hors intéressement, participation, abondement à un PEE et hors charges patronales.
	X recrutements en CDD, CDI et alternants	Ce calcul d'ETP correspond à l'indicateur 1.1.3 du bilan social du Groupe BPCE
Pour la société civile	XX MC de mécénat d'entreprise	Mécénat et partenariats non commerciaux : montants décaissés sur l'exercice au profit de projets dont l'objet est conforme à l'intérêt général (avec ou sans reçus fiscaux)
	XX MC de microcrédit	Microcrédits personnels et professionnels accordés directement par les Caisses d'Epargne (sur leur bilan). Concernant le microcrédit personnel, il s'agit des crédits octroyés dans le cadre de Parcours Confiance, identifiés par leur code produit. Concernant les microcrédits professionnels, il s'agit des microcrédits faisant l'objet d'une garantie France Active, identifiés par le libellé garant
	Et/ou XX interventions auprès de XX stagiaires réalisées par les conseillers Finances et Pédagogie	Nombre d'interventions : il s'agit de l'ensemble des interventions réalisées sur le volet intérêt général (prestation non marchande/ activité non fiscalisée) de l'association Finances & Pédagogie. Nombre de stagiaires : ensemble des stagiaires sur l'activité d'intérêt général (scolaires, personnes éloignées de l'emploi et en insertion, travailleurs sociaux, etc.).
Pour l'environnement	XX MC de financements pour la transition environnementale	Montant de financement de la transition énergétique (production annuelle): énergies renouvelables (financement de projets structurés + financements corporate 100% EnR) + bâtiment vert (= Eco PTZ + Ecureuil Crédit DD) ET Total des FCPE ISR et solidaires commercialisés (BP) en €
	XX% d'achats d'électricité renouvelable	

Choix des indicateurs

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'appuie sur une analyse de ses risques extra-financiers proposée par BPCE.

Cette analyse fait l'objet d'une actualisation chaque année, afin de prendre en compte :

- les recommandations exprimées par la filière RSE ;
- les remarques formulées par les Commissaires aux comptes/organismes tiers indépendants dans le cadre de leur mission de vérification ;
- l'évolution de la réglementation.

Le référentiel BPCE fait l'objet d'un guide utilisateur sur lequel la Caisse d'Epargne s'est appuyée pour la réalisation de sa Déclaration de performance extra-financière. Elle s'est également basée, pour les données carbone, sur le guide méthodologique fourni par BPCE.

Emissions de gaz à effet de serre

En 2021, des travaux d'affinage des données du bilan carbone ont été effectués portant principalement sur l'inclusion du télétravail et l'actualisation du facteur d'émission des opérateurs IT du Groupe. Les données 2019 et 2020 ont été alignées en conséquence.

▪ Nouveaux indicateurs bilan carbone

Dans le cadre de l'amélioration et de la modernisation continue du Bilan carbone, les indicateurs ci-dessous ont été intégrés à partir du Bilan carbone 2021 :

- Nombre de jours en télétravail ;
- Consommation d'électricité verte (Engie, GEG, EDF ou autres) ;
- Consommation liée au PPA (POWER PURCHASE AGREEMENT) ;
- Nombre de véhicules électriques de service et de fonction ;
- Nombre de véhicules hybrides rechargeables de service et de fonction ;
- Nombre d'écrans subventionnés pour le télétravail ;
- Déplacements professionnels et personnels réalisés en voiture électrique ;
- Déplacements professionnels et personnels réalisés en voiture hybride rechargeable.

Le résultat de l'évaluation de l'empreinte carbone des portefeuilles n'est pas présent dans cette DPEF. Les émissions communiquées sont sur la base des postes analysés.

Exclusions

Du fait de l'activité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, certaines thématiques relatives au Décret du 24 avril 2012 et à l'article 4 de la loi du 11 février 2016 relative à la lutte contre le changement climatique n'ont pas été jugées pertinentes.

C'est le cas pour l'économie circulaire, la lutte contre le gaspillage alimentaire, la lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable compte tenu de notre activité de service.

Compte-tenu de ses activités et de ses implantations géographiques, la Caisse d'Epargne Loire-Centre n'a pas déployé d'actions spécifiques en faveur du respect des droits de l'Homme

Concernant la lutte contre l'évasion fiscale, les engagements et les actions de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrivent dans les politiques du groupe BPCE (cf. section "La politique de lutte contre l'évasion fiscale et la politique fiscale du groupe").

Période du reporting

Les données publiées couvrent la période du 1^{er} Janvier 2022 au 31 Décembre 2022.

Dans le cas où les données physiques ne sont pas exhaustives, les contributeurs ont procédé à des calculs d'ordre de grandeur pour estimer les données manquantes, à partir de ratios moyens fournis par BPCE.

Disponibilité

La Caisse d'Epargne Loire-Centre s'engage à publier sa déclaration de performance extra-financière sur son site Internet pendant 5 ans : [Caisse d'Epargne Loire-Centre - Particuliers \(caisse-epargne.fr\)](https://caisse-epargne.fr)

Rectification de données

Si une donnée publiée dans le rapport de gestion en année N-1 s'avère être erronée, une rectification sera effectuée avec un erratum sous les données concernées.

Périmètre du reporting

L'objectif visé par la Caisse d'Epargne Loire-Centre à terme est de répondre à son obligation réglementaire d'une consolidation de son reporting RSE sur un périmètre de consolidation statutaire (le même que celui utilisé pour la publication des comptes). Toutefois, la satisfaction de l'obligation réglementaire se fera au fur et à mesure. Le périmètre retenu pour l'exercice 2022 a été déterminé selon le champ du possible. Le périmètre s'élargira chaque année pour se rapprocher du périmètre de consolidation statutaire.

2.3. Activités et résultats consolidés de l'entité

Les données et analyses ci-après sont présentées en vision IFRS consolidée.

23.1. Résultats financiers consolidés

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021	Evolution
Produit net bancaire	297 198	306 097	-8 899
Frais de gestion	-205 788	-207 137	1 349
Résultat brut d'exploitation	91 410	98 960	-7 550
Coût du Risque	-27 913	-27 901	-12
Résultat d'exploitation	63 497	71 059	-7 562
Gains ou pertes sur les autres actifs	94	-528	622
Résultat avant impôts	63 591	70 531	-6 940
Impôts sur le résultat	-12 635	-15 827	3 192
Résultat net	50 956	54 704	-3 748

Le résultat de la Caisse d'Epargne Loire-Centre au titre de l'exercice 2022 réalisé dans un contexte de hausse des taux (collecte et taux de marchés), à 51,0 M€, confirme la solidité de ses fondamentaux.

Le Produit Net Bancaire, à 297,2 M€, est en retrait de 2,9 % par rapport à 2021, principalement en raison de la contraction de la marge d'intérêt.

La marge d'intérêts : dans un contexte d'augmentation des taux réglementés, la contraction de la marge d'intérêts s'est poursuivie en 2022. Ainsi, à 124,9 M€, elle s'inscrit en recul de 18,6 %, en raison notamment des charges sur la collecte en progression de 28,7 M€.

En contrepartie, les intérêts liés à l'activité de crédit ont bénéficié de la forte activité réalisée sur 2022 aboutissant à une évolution de 7,8 % des encours moyens et à une progression de 10 M€ des produits.

Les commissions liées aux produits et services : la forte mobilisation commerciale sur l'ensemble des marchés a permis une évolution significative des commissions perçues. Ainsi, les commissions nettes, à 148,7 M€, ressortent en progression de 7,7 %.

Les **frais de gestion**, à 205,8 M€, diminuent de 0,7 % par rapport à 2021 lié pour l'essentiel à l'évolution des effectifs dans le cadre du projet d'efficacité opérationnelle des fonctions support.

Compte tenu de ces éléments, le **coefficient d'exploitation** ressort à 69,2 % contre 67,7 % en 2021.

Le coût du risque à 27,9 M€ est stable par rapport à 2021. Il est marqué par un recul de la charge de risque avéré compensée par une augmentation de la provision de concentration contracyclique et du risque inflation calculée sur les marchés professionnels et de la Banque des Décideurs en Région.

Après prise en compte d'une charge d'impôt sur les sociétés de 12,6 M€, le résultat net, à 51,0 M€, est en retrait de 3,7 M€ par rapport à 2021 et est supérieur de 0,9 M€ par rapport aux prévisions budgétaires.

23.2. Présentation des secteurs opérationnels

Les activités de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrivent pleinement dans le seul secteur opérationnel "Banque de proximité".

23.3. Activités et résultats par secteur opérationnel

Les activités de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrivent pleinement dans le seul secteur opérationnel "Banque de proximité".

23.4. Bilan consolidé et variation des capitaux propres

Au 31 décembre 2022, le total du bilan de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'élève à 22 448 millions d'euros, contre 20 235 millions d'euros au bilan d'ouverture. Sur cette base et compte tenu d'un résultat net à 51,0 millions d'euros, le rendement des actifs est de 0,23 % (0,27 % en 2021).

A l'actif

- **Les opérations avec la clientèle** sont en hausse de 1 301 millions d'euros, traduction de la performance commerciale de la Caisse d'Epargne Loire-Centre en matière de crédits à la clientèle et notamment les crédits au logement (+9,2 %) et les crédits à l'équipement (+13 %).
- Dans un contexte de taux bas, les investissements sur titres ont été limités. Ainsi, les encours de **placements financiers et trésorerie** s'établissent à 3 995 millions d'euros au 31 décembre 2022 en progression de 679 M€.
- Le **portefeuille de participations** atteint 498 millions d'euros au 31 décembre 2022 dont l'essentiel concerne les titres BPCE.

Au passif

- **Les dettes envers la clientèle** sont en progression de 501 millions d'euros, résultat de la stratégie de conquête et d'activation des clients sur l'ensemble des marchés et de la progression de l'épargne constituée par les ménages. En particulier, les comptes d'épargne à régime spécial progressent de 120 M€ et les encours de livret A de 251 millions d'euros. Les encours de comptes et emprunts à terme sont en progression de 34 %, liquidité recherchée suite à une très forte activité de crédit. Concernant ces ressources clientèle, il est à noter que 3 217 millions d'euros sont centralisés (livret A, LDD et LEP) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.
- Les **capitaux propres** atteignent 1 605 millions d'euros, traduisant ainsi la solidité financière de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

En complément des ressources figurant au bilan, **les encours d'Assurance Vie et d'OPCVM** représentent 6 898 millions d'euros à fin 2022, portant l'encours global de l'épargne clientèle à 21 804 millions d'euros.

2.4. Activités et résultats de l'entité sur base individuelle

24.1. Résultats financiers de l'entité sur base individuelle

Les résultats financiers 2022 exprimés en référentiel français confirment la solidité de notre modèle mais sont fortement impactés par le contexte géo politique lié à la guerre en Ukraine, la crise énergétique, le retour de l'inflation et la forte hausse des taux constatée sur l'exercice.

Le résultat brut d'exploitation ressort à 7,8 M€ en baisse de -90,8 M€ (-92,09 %) par rapport à celui de 2021 qui s'établissait à 98,6 M€.

La variation est principalement due à l'évolution du **Produit Net Bancaire** qui s'établit à 212,2 M€ contre 304,2 M€ en 2021, soit une baisse de -92 M€ (-30,26 %). Elle se compose des éléments majeurs suivants :

- La marge d'intérêt diminue de 37 M€ sous l'effet de la hausse des taux renchérissant le coût de la collecte clientèle et notamment l'épargne réglementée, compensée partiellement par une activité de crédit soutenue ;
- Malgré l'évolution des modes de tarification et de la réglementation, les commissions bancaires évoluent favorablement de +10,2 M€ en lien avec une bonne dynamique commerciale sur l'ensemble des marchés. ;
- Les activités financières et des éléments ponctuels non récurrents reculent de -65,4 M€ directement impactés par la hausse des taux. Le portefeuille de titres de placement à taux fixe voit sa valorisation fortement se contracter de -69,7 M€ ;
- Les dividendes BPCE progressent de 1,6 M€ et l'évolution favorable des marchés financiers fin 2022 profite au rendement des actifs financiers qui progressent de 4,4 M€ par rapport à 2021 ;
- Les autres produits & charges restent quasi stables en léger retrait de 0,1 M€ par rapport à 2021 mais intègrent la plus-value comptable de 1,1 M€ réalisée sur la cession d'une partie de l'immeuble hors exploitation Orléans Escures.

Les **frais de gestion** s'établissent à 204,4 M€ contre 205,6 M€ en 2021, soit une baisse de 1,2 M€. Ils intègrent, outre les charges générales d'exploitation, les dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations et connaissent les principales évolutions suivantes :

- Les charges générales d'exploitation restent stables s'affichant à 197,7 M€ au 31/12/2022 contre 198,1 M€ en 2021, mais avec un effet de compensation entre les frais de personnel et les autres charges générales d'exploitation ;
- Les frais de personnel diminuent en s'affichant à 124,4 M€, soit -3,4 M€ par rapport à 2021, du fait de l'évolution des effectifs compensant les primes PEPA/PPV sans équivalent en 2021 ;
- Les autres charges d'exploitation progressent quant à elles de 2,9 M€ impactées par la crise énergétique et l'inflation ;
- Enfin, les dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations à 6,7 M€ sont en recul de -0,8 M€.

Le **coefficient d'exploitation** s'établit à 96,32 % contre 67,60 % en 2021.

Le **coût du risque** s'élève à 26,2 M€ contre 23,9 M€ en 2021 et progresse de 2,3 M€ sur l'exercice. Il est marqué par :

- Une légère aggravation des pertes avérées à 16,3 M€ contre 15,6 M€ en 2021 ;
- Des dotations nettes de reprises de provisions pour dépréciation sur encours sains et douteux de 9,9 M€ contre 8,4 M€ en 2021.

L'évolution de ces provisions est pour partie liée à la mise à jour des scénarios macroéconomiques (sur base octobre 2022) et du consensus forecast qui intègrent une dégradation du fait du contexte d'incertitudes persistantes (situation géopolitique en Ukraine et inflation), en partie compensée par une mise à jour des pondérations des scénarios qui ne sont plus sévérisées à compter du T4 2022 (35 % pessimiste / 45 % central / 20 % optimiste).

Le mécanisme de note revue qui avait été introduit au T2 2021 a été supprimé à compter du T4 2022 et compensé par des provisions S2 comptabilisées localement visant à couvrir une hausse du coût du risque non avéré mais anticipé sur la base d'une revue de risque réalisé dossier par dossier.

Les **gains ou pertes sur actif immobilisé** s'affichent à 2,9 M€ contre 73,1 M€ en 2021. Le poste est principalement impacté par une reprise de provision de 2,8 M€ sur les titres de l'OPCI AEW Foncière. Pour rappel en 2021, une reprise de provision sans équivalence cette année, avait été comptabilisée pour 70,4 M€ sur les titres BPCE.

Le **résultat net social** atteint 44,9 M€ sur l'exercice 2021 contre 54 M€ en 2021, après comptabilisation :

- D'un impôt sur les sociétés de 0,8 M€, en forte baisse par rapport à 2021 (23,8 M€) du fait des provisions déductibles sur les titres de placement ;
- D'une reprise de Fonds pour Risques Bancaires Généraux de 61,2 M€ (versus une dotation de 69,9 M€ en 2021), destinée à compenser partiellement les dépréciations des titres de placement.

24.2. Analyse du bilan de l'entité

Le **total bilan** de 19 444 M€ en 2022 progresse de 2 115 M€ par rapport à 2021 (17 329 M€). Au 31 décembre 2022, conformément au règlement ANC n° 2020-10, la créance de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial au passif.

Le total bilan est néanmoins soumis à des évolutions contrastées pour certaines rubriques :

A l'actif

▪ Effets publics et valeurs assimilés et obligations et autres titres à revenu fixes

Pour un encours cumulé de 2 023 M€ (485 M€ d'effets publics et valeurs assimilées et 1 538 M€ d'obligations et autres titres à revenu fixe), ces postes diminuent de -200 M€ (respectivement de -127,5 M€ et -72,5 M€). Dans un contexte de forte hausse des taux, les nouveaux investissements (305 M€) n'ont pas compensé les cessions (44 M€) et les titres échus (465 M€).

▪ Créances sur les établissements de crédit

Ce poste s'établit à 2 998 M€ contre 2 069 M€ en 2021 après reclassement de la créance de centralisation. L'évolution constatée de 929 M€ est liée à l'augmentation des encours sur les comptes ordinaires pour 432 M€ et les comptes et prêts à terme pour 505 M€.

▪ Opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle s'élèvent à 13 217 M€, soit une progression de +1 347 M€ par rapport à 2021. Elles évoluent du fait de la progression des encours de crédits (+1 309 M€) qui s'établissent à 12 952 K€, soit +11,25 %.

La croissance de ce poste traduit la volonté de la Caisse d'Epargne Loire-Centre de restaurer sa rentabilité et de reconquérir des parts de marchés.

▪ Participations, Autres Titres détenus à long terme

La souscription de 37,7 M€ de titres Additional Tier 1 – juin 2022 et des certificats d'associés nouveaux pour 2 M€ expliquent principalement la progression de +41 M€ des participations et autres titres détenus à long terme qui s'élèvent à 155 M€ contre 114 M€ en 2021.

▪ Parts dans les entreprises liées

L'évolution de ce poste de +3,1 M€ qui s'affiche pour 2022 à 614 M€ résulte principalement de la reprise de provision de 2,8 M€ sur l'OPCI AEW FONCIERE.

▪ Autres Actifs et Comptes de régularisation

L'agrégat des autres actifs s'affiche en baisse de -23,5 M€ en raison de l'évolution des dépôts de garantie versés sur les opérations de marché et des opérations de titrisation des FCT, alors que les comptes de régularisation progressent de 13,9 M€. La variation de l'encours de cet agrégat (119,2 M€ en 2022 contre 105,4 M€ en 2021) s'explique principalement par l'évolution de l'encours des valeurs à l'encaissement (46,1 M€ en 2022 vs 30,4 M€ en 2021).

Au passif

▪ **Dettes envers les établissements de crédit**

Elles affichent un montant de 5 417 M€ en progression de 1 769 M€ par rapport à 2021 principalement sous l'effet des emprunts interbancaires (+1 777 M€) dans le cadre de la gestion LCR, et par une baisse de -7,7 M€ des encours des comptes ordinaires créditeurs.

▪ **Opérations avec la clientèle**

Ce poste évolue de +1.84 % à 11 768 M€ contre 11 555 M€ en 2021. La collecte sur les comptes d'épargne à régime spécial progresse de 312 M€, dont notamment 251,4 M€ sur le Livret A et 120,3 M€ pour les autres comptes d'épargne à régime spécial. Les dépôts sur les PEL/CEL reculent de 59,6 M€.

Les créances de centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations augmentent de 301,2 M€ soit 10,33 %.

▪ **Comptes de régularisation**

Cette rubrique d'un total de 172,9 M€, contre 157,6 M€ l'année précédente, s'accroît de 15,3 M€.

▪ **Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)**

Avec un stock de 151,5 M€ au 31/12/2022, cet agrégat diminue de 61,2 M€ consécutivement à la reprise effectuée dans l'exercice en symétrie de la moins-value latente constatée sur les titres de placement à taux fixe.

▪ **Capitaux propres**

Le compartiment Capitaux Propres (hors FRBG) d'un montant de 1 459,3 M€ est en progression de 2,58 % en 2022, suite à l'affectation en réserves du résultat 2021 (+45,7 M€) et l'évolution entre le résultat 2021 et 2022 (-9,1 M€).

Ce compartiment confirme la solidité et la capacité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre à répondre aux enjeux réglementaires.

2.5. Fonds propres et solvabilité

25.1. Gestion des fonds propres

251.1. Définition du ratio de solvabilité

Depuis le 1^{er} janvier 2014, la réglementation Bâle 3 est entrée en vigueur. Les ratios de solvabilité sont ainsi présentés selon cette réglementation pour les exercices 2021 et 2022.

Les définitions ci-après sont issues de la réglementation Bâle 3 dont les dispositions ont été reprises dans la directive européenne 2013/36/EU (CRDIV) et le règlement n°575/2013 (CRR) du Parlement européen et du Conseil, amendé par le règlement (UE) 2019/876 (le "CRR2"). Tous les établissements de crédit de l'Union Européenne sont soumis au respect des exigences prudentielles définies dans ces textes depuis le 1^{er} janvier 2014.

Les établissements de crédit assujettis sont tenus de respecter en permanence :

- un ratio de fonds propres de base de catégorie 1 ou Common Equity Tier 1 (ratio CET1),
- un ratio de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1), correspondant au CET1 complété des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1),
- un ratio de fonds propres globaux, correspondant au Tier 1 complété des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

auxquels viennent s'ajouter les coussins de capital soumis à discrétion nationale du régulateur. Ils comprennent :

- un coussin de conservation,
- un coussin contra cyclique,
- un coussin pour les établissements d'importance systémique,

A noter, les deux premiers coussins cités concernent tous les établissements sur base individuelle ou consolidée.

Les ratios sont égaux au rapport entre les fonds propres et la somme :

- du montant des expositions pondérées au titre du risque de crédit et de dilution ;
- des exigences en fonds propres au titre de la surveillance prudentielle des risques de marché et du risque opérationnel multipliées par 12,5.

Jusqu'au 31 décembre 2019, ces ratios ont fait l'objet d'un calcul transitoire, dans le but de gérer progressivement le passage de Bâle 2,5 à Bâle III.

Les établissements de crédit sont tenus de respecter les niveaux minimum de ratio suivants :

- Ratios de fonds propres avant coussins : depuis 2015, le ratio minimum de fonds propres de base de catégorie 1 (ratio CET1) est de 4,5 %. De même, le ratio minimum de fonds propres de catégorie 1 (ratio T1) est de 6 %. Enfin, le ratio minimum de fonds propres globaux (ratio global) est de 8 %.
- Coussins de fonds propres : leur mise en application fut progressive depuis 2016 pour être finalisée en 2019 :
 - > Le coussin de conservation de fonds propres de base de catégorie 1 est désormais égal à 2,5 % du montant total des expositions au risque
 - > Le coussin contra cyclique est égal à une moyenne pondérée par les valeurs exposées au risque (EAD) des coussins définis au niveau de chaque pays d'implantation de l'établissement. Le taux du coussin contra cyclique de la France, fixé par le Haut Conseil de stabilité financière, est de 0 % pour l'année 2022
- Pour l'année 2021, les ratios minimum de fonds propres à respecter sont ainsi de 7,00 % pour le ratio CET1, 8,50 % pour le ratio Tier 1 et 10,50 % pour le ratio global de l'établissement.

251.2. Responsabilité en matière de solvabilité

En premier lieu, en tant qu'établissement de crédit, chaque entité est responsable de son niveau de solvabilité, qu'elle doit maintenir au-delà de la norme minimale réglementaire. Chaque établissement dispose à cette fin de différents leviers : émission de parts sociales, mises en réserves lors de l'affectation du résultat annuel, emprunts subordonnés, gestion des risques pondérés.

En second lieu, du fait de son affiliation à l'organe central du groupe, sa solvabilité est également garantie par BPCE SA (*cf. code monétaire et financier, art. L511-31*). Ainsi, le cas échéant, l'établissement peut bénéficier de la mise en œuvre du système de garantie et de solidarité propre au Groupe BPCE (*cf. code monétaire et financier, art. L512-107 al. 6*), lequel fédère les fonds propres de l'ensemble des établissements des réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne.

25.2. Composition des fonds propres

Les fonds propres globaux de l'établissement sont, selon leur définition réglementaire, ordonnancés en trois catégories : des fonds propres de base de catégorie 1 (CET1), des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) et des fonds propres de catégorie 2 (T2) ; catégories desquelles sont déduites des participations dans d'autres établissements bancaires (pour l'essentiel, sa participation au capital de BPCE SA).

Au 31 décembre 2022, les fonds propres globaux de l'établissement s'établissent à 1 083,42 millions d'euros.

252.1. Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)

Les fonds propres de base de catégorie 1 "Common Equity Tier 1, CET1" de l'établissement correspondent pour l'essentiel au capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves et aux résultats non distribués. Ils tiennent compte des déductions liées notamment aux actifs incorporels, aux impôts différés dépendant de bénéfices futurs, aux filtres prudentiels, aux montants négatifs résultant d'un déficit de provisions par rapport aux pertes attendues et aux participations sur les institutions bancaires, financières et assurances éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Au 31 décembre 2022, les fonds propres CET1 de l'établissement sont de 1 083,42 millions d'euros :

- Les capitaux propres de l'établissement s'élèvent à 1 605,95 millions d'euros au 31 décembre 2022 en diminution de 94,93 millions d'euros sur l'année liée au résultat mis en réserve et à la collecte nette de parts sociales.
- Les déductions s'élèvent à 522,53 millions d'euros au 31 décembre 2022. Notamment, l'établissement étant actionnaire de BPCE SA, le montant des titres détenus vient en déduction de ses fonds propres au motif qu'un même euro de fonds propres ne peut couvrir des risques dans deux établissements différents. D'autres participations de l'établissement viennent également en déduction de ses fonds propres pour un total de 19,75 millions d'euros. Il s'agit pour l'essentiel de participations dans les entités CNP & Ecureuil Vie (18,48 millions d'euros).

252.2. Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 "Additional Tier 1, AT1" sont composés des instruments subordonnés émis respectant les critères restrictifs d'éligibilité, les primes d'émission relatives aux éléments de l'AT1 et les déductions des participations sur les institutions bancaires, financières et assurances éligibles en suivant les règles relatives à leurs franchises et à la période transitoire.

Au 31 décembre 2022, l'établissement ne dispose pas de fonds propres AT1.

252.3. Fonds propres de catégorie 2 (T2)

Les fonds propres de catégorie 2 correspondent aux instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans. Au 31 décembre 2022, l'établissement ne dispose pas de fonds propres Tier 2.

252.4. Circulation des fonds propres

Le cas échéant, l'établissement a la possibilité de solliciter BPCE SA pour renforcer ses fonds propres complémentaires (Tier 2), par la mise en place de prêts subordonnés, remboursables (PSR) ou à durée indéterminée (PSDI).

252.5. Gestion du ratio de l'établissement

Le ratio de solvabilité est de 17,12 % au 31 décembre 2022.

252.6. Tableau de composition des fonds propres

en M€	au 31/12/2022
Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	1 083,42
Fonds propres de base de catégorie 1 (AT1)	-
Fonds propres de base de catégorie 2 (T2)	-
Fonds propres globaux	1 083,42

25.3. Exigences de fonds propres

253.1. Définition des différents types de risques

Pour les besoins du calcul réglementaire de solvabilité, trois types de risques doivent être mesurés : les risques de crédit, les risques de marché et les risques opérationnels. Ces risques sont calculés respectivement à partir des encours de crédit, du portefeuille de négociation et du produit net bancaire de l'établissement. En appliquant à ces données des méthodes de calcul réglementaires, on obtient des montants de risques dits "pondérés". Les exigences en fonds propres sont égales à 8 % du total de ces risques pondérés.

Au 31 décembre 2022, les risques pondérés de l'établissement étaient de 6 327,24 millions d'euros selon la réglementation Bâle 3 (soit 506,18 millions d'euros d'exigences de fonds propres).

A noter, la réglementation Bâle 3 a introduit un montant d'exigences en fonds propres supplémentaire :

- Au titre de la Crédit Value Adjustment (CVA) : la CVA est une correction comptable du Mark to Market des dérivés pour intégrer le coût du risque de contrepartie qui varie avec l'évolution de la qualité de crédit de la contrepartie (changement de spreads ou de ratings). La réglementation Bâle 3 prévoit une exigence supplémentaire de fonds propres destinée à couvrir le risque de volatilité de l'évaluation de crédit.
- Au titre des Chambres de Compensation Centralisées (CCP) : afin de réduire les risques systémiques, le régulateur souhaite généraliser l'utilisation des CCP sur le marché des dérivés de gré à gré tout en encadrant la gestion des risques de ces CCP avec des pondérations relativement peu élevées.
Les établissements sont exposés aux CCP de deux manières :
 - > pondération de 2 % pour les opérations qui passent par les CCP (pour les produits dérivés et IFT) ;
 - > pour les entités membres compensateurs de CCP, exigences en fonds propres pour couvrir l'exposition sur le fonds de défaillance de chaque CCP.
- Au titre des franchises relatives aux IDA correspondant aux bénéfices futurs liés à des différences temporelles et aux participations financières supérieures à 10 %.

253.2. Tableau des exigences en fonds propres et risques pondérés

En M€	COREP - Ratio Bâle 3 IFRS	
	31/12/2022	31/12/2021
Fonds propres T1 (avant déductions)	1 605,9	1 700,9
Fonds propres T2 (avant déductions)		
<Déductions dont participations>	-522,5	-521,3
Fonds propres T1 (après déductions)	1 083,4	1 179,6
Fonds propres T2 (après déductions)		
Fonds propres réglementaires	1 083,4	1 179,6
Exigences au titre du risque de crédit	466,8	420,2
Exigences au titre du risque de marché	0,0	0,0
Exigences au titre des risques opérationnels	39,4	39,7
Total des exigences de fonds propres	506,2	459,9
Ratio de solvabilité	17,12%	20,52%

25.4. Ratio de Levier

254.1. Définition du ratio de levier

Le ratio de levier a pour objectif principal de servir de mesure de risque complémentaire aux exigences en fonds propres. L'article 429 du règlement CRR, précisant les modalités de calcul relatives au ratio de levier, a été modifié par le règlement délégué (UE) 2015/62 de la commission du 10 octobre 2014.

L'entrée en vigueur du Règlement sur les exigences en capital, appelé "CRR2", fait du ratio de levier une exigence contraignante applicable depuis le 28 juin 2021. L'exigence minimale de ce ratio à respecter à tout moment est de 3 %.

Ce règlement autorise certaines exemptions dans le calcul des expositions, notamment concernant :

- l'épargne réglementée transférée à la Caisse des Dépôts et Consignations pour la totalité de l'encours centralisé ;
- les opérations réalisées avec d'autres établissements du Groupe BPCE bénéficiant d'une pondération de 0 % dans le calcul des risques pondérés.

Le ratio de levier est le rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et les expositions, qui correspondent aux éléments d'actifs et de hors bilan, après retraitements sur les instruments dérivés, les opérations de financement sur titres et les éléments déduits des fonds propres.

Au 31 décembre 2022, le ratio de levier sur la base des fonds propres de catégorie 1 tenant compte des dispositions transitoires est de 6,72 %.

254.2. Tableau de composition du ratio de levier

En millions d'euros	31/12/2022	31/12/2021
FONDS PROPRES TIER 1	1 083,4	1 179,6
Total Bilan	22 448,6	20 235,5
Retraitements prudentiels	-93,8	-9,4
TOTAL BILAN PRUDENTIEL	22 354,8	20 226,1
Ajustements au titre des expositions sur dérivés 1	-1,3	-60,4
Ajustements au titre des opérations de financement sur titres 2	554,5	872,6
Hors bilan (engagements de financement et de garantie)	1 032,0	887,3
Autres ajustements réglementaires	-411,0	-436,7
Exemptions CRR2	-7 407,0	-6 597,9
TOTAL EXPOSITION LEVIER	16 122,0	14 891,1
Ratio de levier	6,72%	7,92%

2.6. Organisation et activité du Contrôle interne

Trois niveaux de contrôle

Conformément à la réglementation bancaire, aux saines pratiques de gestion et aux normes du Groupe BPCE, le dispositif de contrôle de l'établissement repose sur trois niveaux de contrôle : deux niveaux de contrôle permanent et un niveau de contrôle périodique.

Ce dispositif fonctionne en filières, intégrées à l'établissement. Ces filières sont principalement animées par trois directions de l'organe central :

- la Direction des Risques,
- le Secrétariat Général, en charge de la Conformité et des Contrôles Permanents ;
- la Direction de l'Inspection Générale Groupe, en charge du contrôle périodique.

Un lien fonctionnel fort entre l'établissement et l'organe central

Les fonctions de contrôle permanent et périodique localisées au sein de l'établissement (et de ses filiales) sont rattachées, dans le cadre de filières de contrôle intégrées par un lien fonctionnel fort, aux directions centrales de contrôle de BPCE correspondantes. Ce lien recouvre en particulier :

- un avis conforme sur les nominations et retraits des responsables des fonctions de contrôle permanent ou périodique dans l'établissement,
- des obligations de reporting, d'information et d'alerte,
- l'édiction de normes par l'organe central consignées dans des chartes,
- la définition ou l'approbation de plans de contrôle.

L'ensemble de ce dispositif a été approuvé par le Directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et présenté au comité d'audit du 16 décembre 2009 et au conseil de surveillance de BPCE. La charte des risques a été revue en juillet 2020 ; le corpus normatif est composé de trois chartes groupe couvrant l'ensemble des activités :

- la charte du contrôle interne groupe : charte faîtière s'appuyant sur deux chartes spécifiques qui sont :
 - > la charte de la filière d'audit interne,
 - > la charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents.

Une organisation adaptée aux spécificités locales

Au niveau de l'établissement, le Président du Directoire définit la structure organisationnelle. Il répartit les responsabilités et les moyens de manière optimale pour assurer, conformément aux orientations définies par le Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS), la couverture des risques, leur évaluation et leur gestion.

La responsabilité du contrôle permanent de premier niveau incombe au premier chef aux Directions opérationnelles ou fonctionnelles ; les contrôles permanents de deuxième niveau et l'audit interne sont assurés par des Directions fonctionnelles centrales indépendantes dont les responsables au sens des articles 16 à 20 et 28 à 34 de l'arrêté A 2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021, sont directement rattachés aux dirigeants effectifs au sens de l'article 10 du même arrêté.

26.1. Présentation du dispositif de contrôle permanent

Contrôle permanent hiérarchique (1^{er} niveau de contrôle)

Le contrôle permanent dit hiérarchique (niveau 1), premier maillon du contrôle interne, est assuré par les services opérationnels ou fonctionnels sous le contrôle de leur hiérarchie. Ces services sont responsables des risques qu'ils génèrent à travers les opérations qu'ils réalisent.

Ceux-ci sont notamment responsables :

- de la mise en œuvre des autocontrôles formalisés, tracés et reportables ;
- de la formalisation et de la vérification du respect des procédures de traitement des opérations, détaillant la responsabilité des acteurs et les types de contrôle effectués ;
- de la vérification de la conformité des opérations ;
- de la mise en œuvre des préconisations rédigées par les fonctions de contrôle de niveau 2 sur le dispositif de contrôles de niveau 1 ;
- de rendre compte et d'alerter les fonctions de contrôle de niveau 2.

En fonction des situations et activités et, le cas échéant, conjointement, ces contrôles de niveau 1 sont réalisés soit de préférence par une unité de contrôle ad hoc de type middle office ou entité de contrôle comptable, soit par les opérateurs eux-mêmes.

Les contrôles de niveau 1 font l'objet d'un reporting formalisé aux directions ou fonctions de contrôle permanent dédiées concernées.

Contrôle permanent par des entités dédiées (2^e niveau de contrôle)

Les contrôles de second niveau sont du ressort de la seconde ligne de défense et sont assurés par des fonctions indépendantes des activités opérationnelles. Les contrôles de second niveau ne peuvent pas se substituer aux contrôles de premier niveau.

Le contrôle permanent de niveau 2 au sens de l'article 13 de l'Arrêté A 2014-11-03 sur le contrôle interne est assuré par des entités dédiées exclusivement à cette fonction que sont la Direction des Risques et la Direction Conformité. D'autres fonctions centrales sont des acteurs essentiels du dispositif de contrôle permanent ; en particulier, le Département Contrôle Financier en charge du contrôle comptable.

Les fonctions de contrôle permanent de second niveau sont notamment responsables :

- de la documentation du plan annuel de contrôles de niveau 2 et du pilotage de sa mise en œuvre ;
- de l'exhaustivité et de la mise à jour des référentiels de contrôles sur le périmètre dans le cadre des risques à piloter et des nécessités réglementaires ;
- de la réalisation des contrôles permanents du socle commun groupe ;
- de l'existence, de l'analyse des résultats et du reporting notamment en lien avec les résultats des contrôles de premier niveau ;
- de la sollicitation du contrôle permanent de niveau 1 sur la mise en œuvre des préconisations ;
- du suivi de la mise en œuvre des plans d'actions correctifs notamment ceux définis au niveau du Groupe et ceux prioritaires par l'Etablissement au niveau 2.

Comité de Coordination du Contrôle Interne

Le Président du Directoire est chargé d'assurer la cohérence et l'efficacité du contrôle permanent. Un Comité de Coordination du Contrôle Interne (3CI) se réunit périodiquement, 4 fois par an, sous la présidence du Président du Directoire.

Ce comité a vocation à traiter l'ensemble des questions relatives à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne de l'établissement, ainsi que les résultats issus des travaux de maîtrise des risques et de contrôle interne et des suites qui leur sont données.

Il a notamment pour objet :

- d'informer régulièrement l'exécutif sur l'évolution du dispositif de contrôle de l'établissement ;
- de mettre en évidence les zones de risques émergents ou récurrents, qu'elles aient pour origine l'évolution de l'activité, les mutations de l'environnement ou l'état des dispositifs de contrôle ;
- de remonter au niveau de l'exécutif les dysfonctionnements significatifs observés ;
- d'examiner les modalités de mise en œuvre des principales évolutions réglementaires, et leurs éventuelles implications sur le dispositif et les outils de contrôle ;
- de s'assurer de la bonne prise en compte des conclusions des travaux de contrôle, d'examiner les mesures correctrices décidées, de les prioriser et de suivre leur réalisation ;
- de décider des mesures à mettre en place afin de renforcer le niveau de sécurité de l'établissement et d'assurer, en tant que de besoin, la coordination des actions développées par les fonctions de contrôle permanent.

Participent à ce comité : l'ensemble du Directoire, les Directeurs "Risques", "Conformité", "Audit", "Support et Prestations Clients" ainsi que les Responsables des Départements "Contrôle Financier" et "Conformité".

26.2. Présentation du dispositif de contrôle périodique

Le contrôle périodique (3^{ème} niveau de contrôle) est assuré par l'Audit interne sur toutes les activités, y compris le contrôle permanent.

Dans le cadre des responsabilités définies par l'article 17 de l'arrêté A-2014-11-03 modifié le 25 février 2021 sur le contrôle interne, l'Audit interne s'assure de la qualité, l'efficacité, la cohérence et le bon fonctionnement du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques. Son périmètre d'intervention couvre tous les risques et toutes les activités de l'établissement, y compris celles qui sont externalisées. Il s'étend également à ses filiales.

Ses objectifs prioritaires sont d'évaluer et de rendre compte aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance de l'établissement :

- de la qualité de la situation financière ;
- du niveau des risques effectivement encourus ;
- de la qualité de l'organisation et de la gestion ;
- de la cohérence, de l'adéquation et du bon fonctionnement des dispositifs d'évaluation et de maîtrise des risques ;
- de la fiabilité et de l'intégrité des informations comptables et des informations de gestion ;
- du respect des lois, des règlements, des règles du Groupe ou de chaque entreprise ;
- de la mise en œuvre effective des recommandations des missions antérieures et des régulateurs.

Rattaché directement au Président du Directoire, l'Audit interne exerce ses missions de manière indépendante des directions opérationnelles et de contrôle permanent. Ses modalités de fonctionnement, sont précisées dans une charte d'audit Groupe approuvée par le Comité de direction générale de BPCE le 9 juillet 2018, qui s'applique à l'établissement, charte elle-même déclinée en normes thématiques (ressources d'audit, audit du réseau commercial, missions, suivi des recommandations, ...). La Charte de la Filière Audit a été mise à jour en Comité 3CIG le 5 décembre 2022. De même, la norme "Recommandations" a été mise à jour et validée par Comité de direction générale de BPCE le 7 septembre 2021 avec une transposition attendue au sein des établissements, en 2022. Elle amende notamment la procédure d'alerte afférente aux recommandations d'audit interne de niveau 1 et 2, en retard de mise en œuvre ; elle a été déployée en juin 2022 au sein de notre établissement.

Les programmes pluriannuel et annuel de la direction de l'Audit interne sont arrêtés en accord avec l'Inspection générale Groupe ; celle-ci est tenue régulièrement informée de leur réalisation ou de toute modification de périmètre et du risk assessment afférent. L'Inspection générale Groupe s'assure que la direction de l'Audit interne des entreprises dispose des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission et la bonne couverture du plan pluriannuel d'audit. L'Inspection générale Groupe s'assure de la diversité des compétences, de la bonne réalisation des parcours de formation et de l'équilibre entre les auditeurs senior et junior au sein des équipes d'Audit interne des établissements. Enfin, l'Inspection générale Groupe émet un avis formalisé dans un courrier et éventuellement des réserves, sur le plan pluriannuel d'audit, la qualité des travaux et rapports d'audit qui lui ont été communiqués, sur les moyens alloués tant en nombre que sur les compétences, sur la communication faite aux instances dirigeantes ainsi que sur le suivi des recommandations de l'Audit interne. Le courrier du directeur de l'Inspection générale Groupe est adressé au Président du Directoire de l'établissement avec copie au Président de l'organe de surveillance et doit être communiqué au Comité des Risques et au Conseil d'Orientation et de Surveillance.

A l'issue de ses investigations, la mission d'audit émet un pré-rapport qui contient notamment ses recommandations et auquel l'unité auditée doit répondre. Chaque recommandation est hiérarchisée en fonction de son importance. Le rapport définitif intègre la réponse des audités à chaque recommandation ; celle-ci inclut des plans d'action et des engagements sur des dates de mise en œuvre. Ce rapport est transmis, outre les responsables de l'unité auditée, aux dirigeants de l'établissement.

Le management opérationnel est responsable de la mise en œuvre des recommandations. Il met en place des plans d'action adaptés et informe de leur taux d'avancement au moins semestriellement à l'Audit interne. Celui-ci en assure un reporting régulier au comité de coordination du contrôle interne et au comité des risques.

L'Audit interne, en vertu de son devoir d'alerte, saisit le dirigeant, le Comité des risques et le Conseil d'Orientation et de Surveillance en cas de non mise en place des actions correctrices dans les délais prévus.

Dans le cadre des responsabilités qui lui sont dévolues, l'Inspection générale Groupe mène également de façon périodique des missions de contrôle au sein de l'établissement.

26.3. Gouvernance

La gouvernance du dispositif de contrôle interne repose sur :

- **Le Directoire** qui définit et met en œuvre les organisations et moyens permettant d'assurer de manière exhaustive, optimale et saine la correcte évaluation et gestion des risques, et de disposer d'un pilotage adapté à la situation financière, à la stratégie et à l'appétit au risque de l'établissement et du Groupe BPCE. Il est responsable de la maîtrise au quotidien des risques et en répond devant l'organe de surveillance. Il définit la tolérance aux risques au travers d'objectifs généraux en matière de surveillance et gestion des risques, dont la pertinence est régulièrement évaluée ; il assure un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies. Il informe régulièrement le Comité des Risques et le Conseil d'Orientation et de Surveillance des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats de l'établissement.
- Le **Conseil d'Orientation et de Surveillance** qui approuve le dispositif dédié à l'appétit aux risques proposé par le Directoire. Il veille à la maîtrise des principaux risques encourus, approuve les limites globales (plafonds), arrête les principes de la politique de rémunération et évalue le dispositif de contrôle interne. A cette fin, le Conseil prend appui sur les comités suivants :
 - > **Le Comité des Risques** qui assiste l'organe de surveillance et, dans ce cadre, veille à la qualité de l'information délivrée et, plus généralement, assure les missions prévues par l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021. Son rôle est ainsi de :
 - examiner l'exposition globale des activités aux risques et donner un avis sur les limites de risques présentées au Conseil d'Orientation et de Surveillance ;
 - assurer l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques ;
 - porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques, et proposer si nécessaire, des actions complémentaires à ce titre ;
 - examiner les rapports prévus par les articles 258 à 265 de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021 ;
 - veiller au suivi des conclusions des missions de l'Audit interne, de l'Inspection Générale et des régulateurs, et examiner le programme annuel de l'Audit.
 - > En application des dispositions de l'article L.823-19 du Code de commerce, l'organe de surveillance s'est également doté d'un **Comité d'Audit** pour assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières. Son rôle est ainsi de :
 - vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels et consolidés ;
 - émettre un avis sur le choix ou le renouvellement des commissaires aux comptes de l'établissement et examiner leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications et leurs recommandations ainsi que toutes les suites données à ces dernières.
 - > Le **Comité des Rémunérations** assiste par ailleurs l'organe de surveillance dans la définition des principes de la politique de rémunération au sein de l'établissement dans le respect des dispositions du chapitre VIII du titre IV de l'arrêté A-2014-11-03 sur le contrôle interne, modifié le 25 février 2021. A ce titre, en application de l'article 266 de ce même arrêté, il procède notamment chaque année à un examen :
 - des principes de la politique de rémunération de l'entreprise ;
 - des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
 - de la politique de rémunération de la population régulée.

- > Enfin, l'organe de surveillance a également créé un **Comité des Nominations** chargé, en application des dispositions des articles L.511-98 à 101 du Code monétaire et financier, de s'assurer des bonnes conditions de direction et de surveillance de l'établissement. Dans ce cadre, son rôle est notamment de :
- s'assurer de l'adéquation des personnes nommées au sein de l'organe de surveillance ;
 - et examiner la politique de recrutement des dirigeants effectifs et des responsables.

2.7. Gestion des risques

27.1. Dispositif de gestion des risques et de la conformité

271.1. Dispositif Groupe BPCE

La fonction de gestion des risques et celle de certification de la conformité assurent, entre autres missions, le contrôle permanent des risques et de la conformité.

Les Directions des Risques et de la Conformité veillent à l'efficacité du dispositif de maîtrise des risques. Elles assurent l'évaluation et la prévention des risques, l'élaboration de la politique risque intégrée aux politiques de gestion des activités opérationnelles et la surveillance permanente des risques.

Au sein de l'organe central BPCE, la Direction des Risques (Direction des Risques Groupe - DRG) et le Secrétariat Général (Secrétariat Général Groupe – SGG) en charge de la conformité, de la sécurité et des contrôles permanents assurent la cohérence, l'homogénéité, l'efficacité, et l'exhaustivité de la mesure, de la surveillance et de la maîtrise des risques. Ces Directions sont en charge du pilotage consolidé des risques du Groupe.

Les missions de ces dernières sont conduites de manière indépendante des directions opérationnelles. Leurs modalités de fonctionnement, notamment en filières, sont précisées entre autres dans la Charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents Groupe, approuvée par le directoire de BPCE le 7 décembre 2009 et dont la dernière mise à jour date de décembre 2021, en lien avec l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, dédié au contrôle interne. Les Directions des Risques et de la Conformité de notre établissement lui sont rattachées par un lien fonctionnel fort.

271.2. Direction des Risques et Direction de la Conformité

La Direction des Risques et la Direction de la Conformité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont rattachées hiérarchiquement au Président du Directoire et fonctionnellement à la Direction des Risques Groupe, et du Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et des contrôles permanents.

La Direction des Risques et la Direction de la Conformité couvrent l'ensemble des risques : risques de crédit, risques financiers, risques opérationnels, risques climatiques, risques de modèles, risques de non-conformité ainsi que des activités transverses de pilotage et de contrôle des risques. Elles assurent conformément à l'article 75 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne, la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques.

Pour assurer leur indépendance, les fonctions risques et conformité, distinctes des autres filières de contrôle interne, sont des fonctions indépendantes de toutes les fonctions effectuant des opérations commerciales, financières ou comptables.

Dans le cadre de la fonction de gestion des risques, les principes définis dans la Charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents Groupe sont tous déclinés au sein de l'établissement. Ainsi, de manière indépendante, la Direction des Risques contrôle la bonne application des normes et des méthodes de mesure des risques, notamment les dispositifs de limites et les schémas délégataires. Elle s'assure que les principes de la politique des risques sont respectés dans le cadre de ses contrôles permanents de deuxième niveau.

Les Dirigeants Effectifs veillent à ce que les systèmes de gestion des risques mis en place soient appropriés au profil de risque et à la stratégie commerciale de l'établissement, conformément à la réglementation concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement (directives européennes CRR2 et CRD4).

Périmètre couvert par la Direction des Risques et de la Conformité

Le périmètre du dispositif de gestion des risques intègre l'exhaustivité des activités de la Caisse d'Epargne Loire-Centre. Le dispositif de contrôle permanent pour les filiales LC PROMO et LC IMMO est effectif.

Principales attributions de la fonction de gestion des risques et de certification de la conformité de notre établissement

La Direction des Risques et la Direction de la Conformité :

- sont force de proposition de la politique des risques de l'établissement, dans le respect des politiques des risques du Groupe (limites, plafonds...) ;
- identifient les risques, en établissent la macro-cartographie avec une liste des risques prioritaires et pilotent le process annuel de révision du dispositif d'appétit au risque et du plan annuel de contrôle ;
- contribuent à l'élaboration des dispositifs de maîtrise des risques, des politiques de gestion des activités opérationnelles (limites quantitatives, schéma délégataire, analyse a priori des nouveaux produits ou des nouvelles activités) ;
- valident et assurent le contrôle de second niveau du périmètre (normes de valorisation des opérations, provisionnement, dispositifs de maîtrise des risques) ;
- contribuent à la définition des normes de contrôle permanent de premier niveau des risques et/ou conformité et veillent à leur bonne application (la définition des normes et méthodes Groupe étant une mission de l'organe central) ;
- assurent la surveillance de tous les risques, y compris de non-conformité, notamment la fiabilité du système de détection des dépassements de limites et le suivi et contrôle de leur résolution ;
- évaluent et contrôlent le niveau des risques (stress scenarii...) ;
- élaborent les reportings risques à destination des instances dirigeantes (les Dirigeants Effectifs et l'Organe de Surveillance), contribuent aux rapports légaux ou réglementaires et alertent les Dirigeants Effectifs et l'Organe de Surveillance en cas d'incident significatif (art. 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne) ;
- contribuent à la diffusion de la culture du risque et de la conformité au sein de l'établissement.

Organisation et moyens dédiés

Au 31 décembre 2022, la Direction des Risques comprend 24 collaborateurs répartis en 5 départements :

- le Département "Analyse et Risques Crédit" dont les missions principales sont :
 - > de procéder à la contre-analyse des dossiers en délégation Comité des Engagements et/ou Directoire et/ou BPCE ;
 - > de réaliser la surveillance trimestrielle des risques significatifs au travers du Comité Watch-List sur le périmètre Corporate ;
 - > de préparer et animer le Comité des Engagements et le Comité Watch List ;
 - > d'élaborer le suivi de l'activité du Comité des Engagements via les reportings dédiés ;
 - > de valider les notes NIE, contrôler le grappage des contreparties et traiter les alertes GAE (Gestion des Alertes Externes) ;
- le Département "Pilote Risques et Monitoring" qui a en charge :
 - > de suivre l'évolution de la charge de risque avéré et la conduite d'analyses sur divers sujets liés à l'évolution du risque ;
 - > de calculer le niveau des provisions S1/S2 de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
 - > de développer les outils nécessaires à la maîtrise et la surveillance du risque de crédit et en assurer le déploiement et l'animation ;
 - > de participer au monitoring de la qualité des données et d'animer les sujets autour de la Data risque et finance ;
- le département "Reportings Réglementaires" qui participe à :
 - > la surveillance des risques crédit de la Caisse d'Epargne Loire-Centre au travers, notamment, du suivi des limites, de la répartition des portefeuilles par notes Bâle 2 ;
 - > des travaux et reportings nationaux (cohérence comptable, LBO, Leverage Finance...) ;
 - > la conduite de projets

- le département "Risques Financiers" qui a pour vocation :
 - > d'analyser et surveiller les risques sur les activités financières de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
 - > de coordonner le suivi des limites, y compris sur le risque de crédit ;
 - > de piloter et réaliser les travaux d'élaboration de la macro-cartographie des risques ;
- le Département "Coordination et Risques Transverses", dont les missions principales sont :
 - > l'actualisation et la diffusion des politiques, normes et schémas délégataires d'octroi de crédit ;
 - > la surveillance et le pilotage des risques opérationnels, de la Sécurité du Système d'Information et de la Continuité d'Activité ;
 - > la coordination des travaux des comités auxquels la Direction participe ;
 - > la gestion des projets, notamment le déploiement et la maintenance de l'outil de calcul de la délégation requise ADELYS ;
 - > la réalisation du contrôle permanent de 2^e niveau sur les crédits, par :
 - des contrôles réguliers sur l'ensemble du périmètre, réalisés grâce à des requêtes informatiques à partir du poste de travail ou à partir des dossiers physiques ;
 - des contrôles ponctuels thématiques, au travers des contrôles de dispositifs prévus au plan de contrôles ou au travers de contrôles ponctuels s'avérant nécessaires en cours d'année.

Au 31 décembre 2022, la Direction de la Conformité comprend 15 collaborateurs répartis en 2 départements :

- Le Département Sécurité Financière (DSF) a en charge :
 - > l'animation et le suivi du dispositif de Lutte Contre le Blanchiment des capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB/FT), la prévention et le traitement de la fraude interne et la coordination de la fraude externe.
- Le Département Conformité a en charge :
 - > le contrôle de tous les autres risques de non-conformité et l'animation d'un certain nombre de dispositifs de conformité. A ce titre, il réalise des contrôles dans les domaines de la conformité bancaire, des services d'investissement et de l'épargne financière.
 - > l'animation du dispositif de contrôles permanents au travers du déploiement, au sein du réseau commercial et des fonctions support, des référentiels de contrôles permanents de l'outil national PRISCOP, du fonctionnement de l'outil, mais aussi du reporting des résultats des contrôles ;
 - > l'animation et le contrôle de la bonne application de la réglementation sur la protection des données personnelles à travers la fonction de Délégué à la Protection des Données confiée au Directeur de la Conformité.

Les décisions structurantes en matière de conformité et de contrôle permanent sont prises par le Comité de Coordination du Contrôle Interne sur la base du résultat des contrôles ou du suivi des différents dispositifs.

Les décisions structurantes en matière de risque et de conformité sont prises par le comité exécutif des risques et par le Directoire.

Cette gouvernance est responsable de la définition des grandes orientations risques de l'établissement (limites, politiques de risques, chartes délégataires...). Elle examine régulièrement les principaux risques de crédit, opérationnels et financiers de notre établissement.

Les évolutions intervenues en 2022

En termes de surveillance et de mesure des risques, les principales évolutions survenues au cours de l'exercice ont été :

- l'ajustement du dispositif d'appétit au risque (ou Risk Appetite Framework, RAF) avec l'introduction d'un nouvel indicateur relatif au "délai moyen des déclarations de soupçons LCB-FT" et la suppression des 3 autres indicateurs : "concentration par grandes contreparties SPT", "coût du risque opérationnel sur Var 95 %", et "stress sur portefeuille obligataire" ;
- l'enrichissement du dispositif de limites par l'intégration de limites spécifiques sur différents acteurs de la Grande Distribution dans le cadre de la nouvelle politique risque "Grande Distribution" BPCE ;
- le déploiement de l'outil ADELYS DEFI, qui permet de déterminer automatiquement le niveau délégataire requis pour les opérations saisies dans DEFI, sur le marché de la BDR ;

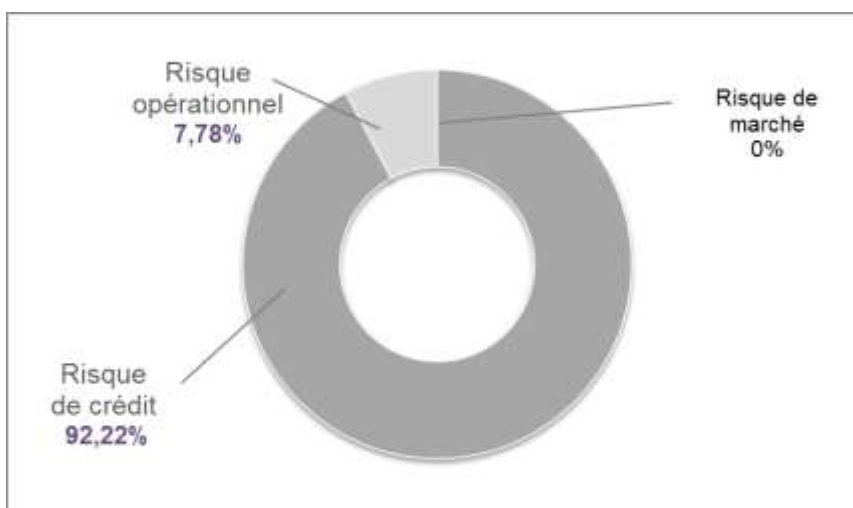
- le renforcement du dispositif de surveillance et de sensibilisation des commerciaux à la gestion du risque, dans un contexte de crises avec l'utilisation de reportings développés en local ou par le Groupe (production, évolution du risque, sectoriel) ;
- un enrichissement du périmètre des revues de portefeuille des marchés professionnels et de la BDR avec l'utilisation en 2022, en complément de l'indicateur synthétique de risque (ISR), d'un score permettant une préqualification du risque des contreparties ;
- le nouveau dispositif de qualification de la forbearance pour les dossiers Corporates ;
- le renforcement du pilotage de la norme du Haut Conseil à la Stabilité Financière (HCSF) portant sur le crédit immobilier ;

En termes de conformité, la principale évolution intervenue en 2022 a été la poursuite du déploiement dans le système d'information bancaire d'une notion de Top Connaissance Client permettant de mesurer la fraîcheur des données de connaissance des clients. A ce titre, des travaux ont été également menés afin de déployer l'automatisation d'événements nécessitant une actualisation des dossiers de Connaissance Client.

271.3. Principaux risques de l'année 2022

Le profil global de risque de la Caisse d'Epargne Loire-Centre correspond à celui d'une banque de détail. Les risques sont concentrés essentiellement sur l'activité de crédit, afin de soutenir et de financer l'économie.

La répartition des risques pondérés de la Caisse d'Epargne Loire-Centre au 31/12/2022 est la suivante :



Dans la continuité des travaux menés en 2020, le Groupe BPCE a adapté les hypothèses de calcul des provisions S1/S2 afin de prendre en compte le contexte de la crise sanitaire : mise en œuvre d'hypothèses macro-économiques afin d'anticiper la dégradation de risque à venir (approche Forward Looking) et révision de la notation automatique afin de neutraliser l'amélioration conjoncturelle artificielle des comportements de comptes du fait des aides de l'état. Ces mécanismes, qui ne se justifient plus en sortie de crise COVID, ont été abandonnés par le Groupe BPCE au dernier trimestre 2022. Les hypothèses de calcul et les pondérations des scénarii (central, pessimiste et optimiste) sont validées par le Comité Watch List et Provision du Groupe BPCE.

Un dispositif local de provisionnement IFRS existe en Caisse d'Epargne Loire-Centre depuis 2020. En effet, une provision de concentration contracyclique avait été déployée sur les expositions crédits qui se révèlent risquées sans pour autant être en situation de défaut. Leur identification a été réalisée grâce aux travaux de revue de portefeuille des Professionnels et des marchés de la BDR et sur les poches de risque telles que le leverage finance et la forbearance. La revue consiste à réviser les contreparties en fonction de données actualisées, de qualifier le risque directement par les interlocuteurs commerciaux (faible, moyen, important et fort) et de mettre en place des plans d'actions de suivi. L'objectif de cette provision est de prendre en compte le niveau de risque des contreparties qui n'est pas encore retranscrit dans la note Bâle 2 et de couvrir une dégradation à venir du risque pouvant notamment affecter les expositions significatives. Par ailleurs, dans un contexte inflationniste, une provision locale "risque inflation" a également été mise en place en Caisse d'Epargne Loire-Centre. Cette provision sectorielle se base sur les secteurs d'activités qui seraient potentiellement impactés par l'inflation.

Au 31/12/2022, le stock de provision S1/S2 de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'élève à 100 M€, soit un coût du risque S1/S2 de 24 M€ en 2022.

271.4. Culture Risques et conformité

Pour mener à bien leurs différents travaux, les établissements du Groupe BPCE s'appuient notamment sur la charte du Contrôle interne et la charte des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents du Groupe. Cette dernière précise notamment que l'Organe de Surveillance et les Dirigeants Effectifs de chaque établissement promeuvent la culture du risque et de la conformité à tous les niveaux de leur organisation et que les fonctions de gestion des risques et de conformité coordonnent la diffusion de cette culture risque et conformité auprès de l'ensemble des collaborateurs, en coordination avec l'ensemble des autres filières et/ou fonctions de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

D'une manière globale, la Direction des risques et la Direction de la conformité :

- participent à des journées d'animation des fonctions de gestion des risques et de vérification de la conformité, moments privilégiés d'échanges sur les problématiques risques, de présentation des travaux menés par les différentes fonctions, de formation et de partages de bonnes pratiques entre établissements qui se déclinent également par domaine dont les principaux sont : crédits, financiers, opérationnels, non-conformité associant tous les établissements du Groupe. Des groupes de travail dédiés viennent compléter ce dispositif ;
- enrichissent leur expertise réglementaire, notamment via la réception et la diffusion de documents réglementaires pédagogiques ;
- déclinent les organisations et dispositifs permettant la gestion des risques, la vérification de la conformité et la réalisation des contrôles permanents ;
- effectuent des interventions régulières dans les différentes filières de l'établissement (fonctions commerciales, fonctions supports, ...) pour promouvoir la culture du risque et de la conformité ;
- sont représentées par leur Directeur des Risques et leur Directeur de la Conformité à des audioconférences avec l'organe central ou des réunions régionales réunissant les Directeurs des Risques et de la Conformité des réseaux et des filiales du Groupe BPCE autour de sujets d'actualité ;
- contribuent, via leurs Dirigeants, leur Directeur des Risques et leur Directeur de la Conformité, aux décisions prises dans les comités dédiés à la fonction de gestion des risques au niveau Groupe ;
- bénéficient, pour le compte de leurs collaborateurs, d'un programme de formation annuel diffusé par BPCE et complété par des formations internes. La Caisse d'Epargne Loire-Centre a déployé le RISK PURSUIT à l'ensemble des collaborateurs. Le CLIMATE RISK PURSUIT est une formation qui, quant à elle, a été suivie uniquement par 5 collaborateurs à titre de pilote à savoir le Directeur des Risques, le Directeur des Ressources Humaines, la Directrice de la RSE et du Développement Coopératif, la Responsable du Développement des Compétences et la Responsable du Département Coordination et Risques Transverses ;
- réalisent la macro-cartographie des risques de l'établissement, évaluant ainsi son profil de risque et identifiant ses principaux risques prioritaires ;
- effectuent le recensement des modèles internes propres à l'établissement dans le cadre du dispositif du Groupe dédié à la gestion du risque de modèle ;
- pilotent la revue annuelle des indicateurs d'appétit au risque de l'établissement dans le cadre du dispositif mis en place par le Groupe ;
- mettent en œuvre les dispositifs prévus dans le cadre de la gestion des risques climatiques ;
- s'attachent à la diffusion de la culture risque et conformité et à la mise en commun des meilleures pratiques avec les autres établissements du Groupe BPCE ;
- mesurent le niveau de culture risque et conformité, à partir d'une auto-évaluation sur la base d'un questionnaire de 138 questions sur la culture risque et conformité, fondé sur les recommandations du FSB 2014, AFA 2017 et les guidelines EBA 2018.

Plus spécifiquement, pour coordonner les chantiers transverses, la Direction des Risques et la Direction de la Conformité de notre établissement s'appuient sur la Direction des Risques Groupe de BPCE et le Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et des contrôles permanents du Groupe BPCE qui contribuent à la bonne coordination de la fonction de gestion des risques et de certification de la conformité et pilotent la surveillance globale des risques y compris ceux inhérents à la conformité au sein du Groupe.

Les Directions des Risques et de la Conformité participent à l'animation des formations mises en place à la Caisse d'Epargne Loire-Centre dans le cadre des parcours nouveaux entrants et nouveaux Directeurs d'Agence. Une sensibilisation spécifique à la prévention du surendettement et à la clientèle fragile est ainsi réalisée.

Elles communiquent régulièrement sur toute actualité significative en matière de risques, et sur les meilleures pratiques en termes de commercialisation des produits. En complément, des communications régulières ont été adressées au réseau commercial face à l'augmentation des tentatives de fraudes externes subies par les clients.

Les Directions des Risques et de la Conformité s'attachent également à diffuser la culture risque et conformité au sein du réseau via leur participation régulière aux réunions des groupes commerciaux BDD et BDR.

Par ailleurs, au premier trimestre 2022, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a déployé le nouvel e-learning Groupe de sensibilisation aux risques opérationnels.

Elle a maintenu ses actions de sensibilisation aux cyber-risques et a initié des travaux transverses pour renforcer la cyber-résilience.

D'autre part, les formations e-learning "Notation Retail" et "Notation Corporate" sont déployées à la Caisse d'Epargne Loire-Centre et font l'objet d'un recyclage régulier, selon le respect de la note Norme BPCE/2016/666.

La Direction des risques s'est également attachée à piloter et animer les recommandations du Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) auprès du réseau commercial et des différents comités. En effet, trimestriellement, un point a été réalisé en comité exécutif des risques et en comité des risques sur les indicateurs et limites à suivre. Des interventions dans les réunions de groupes commerciaux ont été réalisées par la Direction des Risques afin de partager les bonnes pratiques. En termes de suivi, un indicateur sur la production non conforme en taux d'effort au sens HCSF a été déployé, en janvier 2021, dans le tableau de bord mensuel AGIRisques à destination du réseau commercial. Depuis, janvier 2022, les deux autres indicateurs de la norme HCSF (crédits non conformes HCSF ne finançant pas la résidence principale ou la primo accession) ont également été intégrés au tableau de bord AGIRisques. La mise en place d'un nouveau reporting hebdomadaire automatisé sur la base des crédits engagés (offres émises) auprès du réseau commercial et déployé en 2022 a permis de renforcer le pilotage des recommandations HCSF.

La newsletter "Risques" trimestrielle diffusée au réseau commercial est également un outil de communication sur l'actualité risque.

Enfin, des informations régulières sont diffusées à travers les flashes et communications de la cellule d'assistance du réseau d'agences.

Macro-cartographie des risques de l'établissement

La macro-cartographie des risques de la Caisse d'Epargne Loire-Centre répond à la réglementation, en particulier à l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, dédié au contrôle interne qui indique dans ses articles 100, 101 et 102 (reprenant des dispositions contenues dans le CRBF 97-02) la nécessité de disposer d'une "cartographie unique des risques qui identifie et évalue les risques encourus au regard de facteurs internes et externes" ainsi qu'aux guidelines de l'EBA "orientations sur la gouvernance interne" publiés le 1er juillet 2018. La Caisse d'Epargne Loire-Centre répond à cette obligation au travers du dispositif de la "macro-cartographie des risques" développé par le Groupe BPCE.

Cette macro-cartographie a pour objectif de :

- sécuriser les activités des établissements,
- conforter leur rentabilité financière et leur développement dans la durée.

Cette approche par les risques via une cotation du dispositif de maîtrise des risques permet la mise en œuvre et le suivi de plans d'action ciblés.

La macro-cartographie des risques a un rôle central dans le dispositif global de gestion des risques d'un établissement : grâce à l'identification et à la cotation de ses risques, via notamment l'évaluation du dispositif

de maîtrise des risques, chaque établissement du Groupe dispose de son profil de risque et de ses risques prioritaires. Cette approche par les risques sert à actualiser chaque année l'appétit au risque et les plans de contrôle permanent et périodique des établissements.

L'intégration de la macro-cartographie des risques dans l'outil de gestion des contrôles permanents Priscop, permet d'automatiser les liens risques – contrôles dans le dispositif de maîtrise des risques.

Des plans d'action ciblés sur les risques prioritaires sont mis en place dans un but de réduction et/ou contrôle des risques.

Les résultats de la macro-cartographie des risques contribuent à l'exercice du SREP (Supervisory Review and Evaluation Process) du Groupe, en identifiant les principaux risques en approche gestion des risques et prudentielle et alimentent notamment le rapport annuel de contrôle interne, le rapport ICAAP (Internal Capital Adequacy Assessment Process) ainsi que le document d'enregistrement universel pour le chapitre facteurs de risques.

Chaque année, une consolidation des macro-cartographies a été effectuée pour chacun des réseaux. Chaque établissement dispose de la comparaison de sa macro-cartographie avec celle de son réseau. Une consolidation des plans d'action mis en place par les établissements sur leurs risques prioritaires a également été produite.

271.5. Appétit au risque

Rappel du contexte

L'appétit au risque du Groupe BPCE correspond au niveau de risque qu'il est prêt à accepter dans le but d'accroître sa rentabilité tout en préservant sa solvabilité. Celui-ci doit être cohérent avec l'environnement opérationnel de l'établissement, sa stratégie et son modèle d'affaires, tout en privilégiant les intérêts de ses clients. L'appétit au risque du Groupe est déterminé en évitant des poches de concentration majeures et en allouant de manière optimisée les fonds propres.

Le dispositif s'articule autour :

- de la définition du profil de risque du Groupe (ou Risk Appetit Statement) qui assure la cohérence entre l'ADN du Groupe, son modèle de coût et de revenus, son profil de risque et sa capacité d'absorption des pertes ainsi que son dispositif de gestion des risques ;
- d'indicateurs couvrant l'ensemble des risques majeurs auxquels le Groupe est exposé et complété de limites ou seuils déclenchant des actions et une gouvernance spécifique en cas de dépassement ;
- d'une gouvernance intégrée aux instances de gouvernance du Groupe pour sa constitution et revue ainsi qu'en cas de survenance d'un incident majeur ; ainsi qu'une déclinaison de l'ensemble des principes à chaque établissement du Groupe ;
- d'une pleine insertion opérationnelle avec les dispositifs transverses de planification financière.

Profil d'appétit au risque

L'appétit au risque se définit selon 5 critères propres à notre Groupe :

- son ADN ;
- son modèle de coûts et de revenus ;
- son profil de risque ;
- sa capacité d'absorption des pertes ;
- et son dispositif de gestion des risques.

▪ L'ADN du Groupe BPCE et de la Caisse d'Epargne Loire-Centre

- > L'ADN du Groupe BPCE

Groupe coopératif décentralisé et solidaire, le Groupe BPCE organise son activité autour d'un capital logé majoritairement localement dans ses établissements régionaux et d'un refinancement de marché centralisé optimisant les ressources apportées aux entités. De par sa nature mutualiste, le Groupe BPCE a pour objectif d'apporter le meilleur service à ses clients, dans la durée, tout en dégageant un résultat pérenne.

Le Groupe BPCE :

- doit préserver la solvabilité, la liquidité et la réputation de chacune des entités du Groupe, mission dont l'organe central est en charge à travers un pilotage des risques consolidés, une politique des risques et des outils communs ;
- est constitué d'entités et de banques régionales, détenant la propriété du Groupe et de ses filiales. Au-delà de la gestion normale, en cas de crise, des mécanismes de solidarité entre les entités du groupe assurent la circulation du capital et permettent d'éviter le défaut d'une entité ou de l'organe central ;
- se focalise sur les risques structurants de son modèle d'affaires de banque universelle avec une composante prépondérante en banque de détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires au service de l'ensemble des clientèles ;
- diversifie ses expositions en développant certaines activités en ligne avec son plan stratégique :
 - développement de la bancassurance et de la gestion d'actifs,
 - développement international (majoritairement Banque de Grande Clientèle et gestion d'actifs et de manière plus ciblée sur la Banque de Détail).

En termes de profil de risques, le Groupe BPCE assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de Banque de Détail et à ses activités de Banque de Grande Clientèle.

> L'ADN de la Caisse d'Epargne Loire-Centre

La Caisse d'Epargne Loire-Centre (CELC) est affiliée/maison mère du Groupe BPCE et intervient sur la région Centre-Val de Loire. Elle est indépendante et effectue son activité de banque de plein exercice dans le cadre du périmètre de consolidation qui, au-delà de la CELC, intègre les entités suivantes :

- les Fonds Communs de Titrisation (FCT) ;
- les Sociétés Locales d'Epargne (SLE) ;
- la SCI MONTESPAN (assimilée à une société de service auxiliaire au total du bilan > 10 M€ l'article 19 de la CRR) depuis 2019 ;
- la SAS LC IMMO (assimilée à une société de service auxiliaire au total du bilan > 10 M€ l'article 19 de la CRR) depuis 2020.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est un établissement coopératif dans lequel les sociétaires (263.237 au 31/12/2022), également clients cœurs de la banque, sont les détenteurs de parts sociales. Notre responsabilité et notre succès dépendent donc de notre capacité structurelle à maintenir une réputation de caisse d'épargne responsable auprès de nos clients et sociétaires.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est un établissement bancaire universel, c'est-à-dire effectuant des opérations de banque classiques et proposant des produits et services bancaires et d'assurance dédiés à des clientèles essentiellement de détail et PME locales.

À ce titre, la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'interdit toute opération de marché pour compte propre et déploie l'ensemble du dispositif lié à la protection de la clientèle ou aux lois, règlements, arrêtés et bonnes pratiques qui s'appliquent aux banques françaises.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a défini son "appétit au risque", c'est-à-dire le niveau de risque que la banque est prête à accepter dans le but d'accroître sa rentabilité.

Ce dispositif a été validé par le Comité Exécutif des Risques Exceptionnel de la Caisse d'Epargne Loire-Centre du 15 novembre 2021.

Il se décline par :

- un cadre général, le Risk Appetite Statement – RAS : définition de la stratégie de l'établissement en matière d'appétit au risque ;
- un dispositif opérationnel, le Risk Appetite Framework – RAF : déclinaison opérationnelle des principes présentés dans le cadre général.

Il est suivi au travers d'indicateurs encadrés par des limites opérationnelles et des seuils de résilience. Afin d'en assurer la cohérence au sein du Groupe, la plupart des seuils et limites des indicateurs est fixée selon une méthodologie proposée par BPCE.

Le refinancement de marché de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est effectué de manière centralisée au niveau du Groupe, permettant ainsi une allocation à raison de ses besoins liés à l'activité commerciale et au développement.

▪ **Modèle d'affaires**

Le Groupe BPCE se focalise sur les risques structurants de son modèle d'affaires de bancassureur avec une composante prépondérante en Banque de Détail en France, tout en intégrant d'autres métiers nécessaires au service des clients du Groupe.

Il est fondamentalement une banque universelle, disposant d'une forte composante de Banque de Détail en France, sur l'ensemble des segments et marchés et présent sur tout le territoire à travers deux réseaux concurrents dont les entités régionales ont une compétence territoriale définie par leur région d'activité. Afin de renforcer cette franchise et d'offrir une palette complète de services à ses clients, le Groupe BPCE développe une activité de financement de l'économie, essentiellement à destination des PME, des professionnels et des particuliers.

Certaines activités (notamment services financiers spécialisés, Banque de Grande Clientèle, gestion d'actifs, assurance) sont logées dans des filiales spécialisées.

Enfin, compte tenu du contexte d'évolution des taux dans lequel le Groupe BPCE évolue d'une part, et de l'engagement de dégager un résultat résilient et récurrent d'autre part, le Groupe maintient un équilibre entre la recherche de rentabilité et les risques liés à ses activités.

Le modèle d'affaires est présenté de façon plus détaillée dans le chapitre 2.2 Déclaration de performance extra-financière.

▪ **Profil de risque**

L'équilibre entre la recherche de rentabilité et le niveau de risque accepté se traduit dans le profil de risque du Groupe BPCE et se décline dans les politiques de gestion des risques du Groupe.

Notre établissement assume des risques intrinsèquement liés à ses métiers de Banque de Détail.

Du fait de notre modèle d'affaires, nous assumons les risques suivants :

- > le risque de crédit et de contrepartie induit par notre activité prépondérante de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises est encadré via des politiques de risques Groupe, reprises dans notre politique de risques, des limites de concentration par contrepartie, par pays et par secteur et un système délégataire adéquat complété de suivis des portefeuilles et d'un dispositif de surveillance ;
- > le risque de taux structurel est notamment lié à notre activité d'intermédiation et de transformation en lien fort avec notre activité de crédits immobiliers à taux fixes et aux ressources réglementées. Il est encadré par des normes Groupe communes et des limites au niveau de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
- > le risque de liquidité est piloté au niveau du Groupe qui alloue à la Caisse d'Epargne Loire-Centre la liquidité complétant les ressources clientèle levées localement. La Caisse d'Epargne Loire-Centre est responsable de la gestion de sa réserve de liquidité dans le cadre des règles Groupe ;

- > les risques non financiers sont encadrés par des normes qui couvrent les risques de non-conformité, de fraude, de sécurité des systèmes d'information, les risques de conduite (conduct risk), les risques juridiques ainsi que d'autres risques opérationnels. Pour ce faire, il est mis en œuvre :
 - un référentiel commun de collecte des données pour l'ensemble des établissements du Groupe et d'outils permettant la cartographie annuelle et la remontée des pertes et des incidents au fil de l'eau,
 - un suivi des risques majeurs et des risques à piloter retenus par la Caisse d'Epargne Loire-Centre,
 - des plans d'action sur des risques spécifiques et un suivi renforcé des risques naissants.

Enfin, l'alignement des exigences de nos clients particuliers (porteurs de parts sociales constitutifs de nos fonds propres) et de nos investisseurs crédit impose une aversion très forte au risque de réputation.

Nous concentrons sur des périmètres spécifiques les risques suivants :

- > risque de marché ;
- > risque lié aux activités d'assurance ;
- > risque de titrisation.

L'évolution de notre modèle d'affaires étend notre exposition à certaines natures de risques, notamment des risques liés à la gestion d'actifs et au développement des activités à l'international pour accompagner nos clients dans leur activité ou ceux d'autres entités du Groupe BPCE dans le cadre de participations à des syndications.

Nous nous interdisons de nous engager sur des activités que nous ne maîtrisons pas ou de trading pour compte propre. Les activités aux profils de risque et à la rentabilité élevés sont strictement encadrées.

Quelles que soient les activités, entités ou géographies, nous avons vocation à fonctionner au plus haut niveau d'éthique, de conduite et selon les meilleurs standards d'exécution et de sécurité des opérations.

La gestion des risques est encadrée par :

- > une gouvernance avec des comités dédiés permettant de suivre l'ensemble des risques ;
- > des documents cadre (référentiels, politiques, normes, ...) et des chartes ;
- > un dispositif de contrôle permanent.

■ Capacité d'absorption des pertes

Le Groupe BPCE possède un niveau élevé de liquidité et de solvabilité traduisant, le cas échéant, sa capacité à absorber la manifestation d'un risque au niveau des entités ou du Groupe.

En termes de solvabilité, le Groupe est en capacité d'absorber durablement le risque via sa structure en capital.

Au niveau de la liquidité, le Groupe dispose d'une réserve significative composée de cash et de titres permettant de faire face aux besoins réglementaires, de satisfaire les exercices de stress tests et également d'accéder aux dispositifs non-conventionnels de financement auprès des banques centrales. Il dispose également d'actifs de bonne qualité éligibles aux dispositifs de refinancement de marché et à ceux proposés par la BCE.

Le Groupe assure la robustesse de ce dispositif par la mise en œuvre de stress tests globaux réalisés régulièrement. Ils sont destinés à vérifier la capacité de résistance du Groupe notamment en cas de crise grave.

La surveillance du risque de liquidité au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre se concrétise au travers du suivi du ratio LCR (Liquidity Coverage Ratio) et du stress de liquidité dynamique à 3 mois (méthodologie BPCE).

Cette surveillance au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre se concrétise également au travers du ratio NSFR (Net Stable Funding Ratio), ratio réglementaire du risque de liquidité à moyen terme. Depuis le 21 février 2022, cet indicateur est soumis à un minimum réglementaire de 103 % contre 100 % en 2021.

■ Dispositif de gestion des risques

La mise en œuvre de l'appétit au risque s'articule autour de quatre composantes essentielles : (i) la définition de référentiels communs, (ii) l'existence d'un jeu de limites en adéquation avec celles définies par la réglementation, (iii) la répartition des expertises et responsabilités entre local et central et (iv) le fonctionnement de la gouvernance au sein du Groupe et des différentes entités, permettant une application efficace et résiliente du dispositif d'appétit au risque.

Notre établissement :

- > est responsable en premier niveau de la gestion de ses risques dans son périmètre et dispose, à ce titre, de responsable(s) de contrôles permanents dédié(s) ;
- > décline la gestion des composantes de l'appétit au risque via un ensemble de normes et référentiels issus de chartes dédiées au contrôle interne conçus au niveau Groupe ;

Enfin, notre établissement a adopté un ensemble de limites applicables aux différents risques et déclinées au niveau du Groupe.

Le dispositif d'appétit au risque du Groupe ainsi que celui de notre établissement sont mis à jour régulièrement. Tout dépassement de limites quantitatives définies dans le dispositif d'appétit au risque fait l'objet d'une alerte et d'un plan de remédiation approprié pouvant être arrêté par le Directoire et communiqué en Conseil de Surveillance en cas de besoin.

Ce dispositif est en lien étroit avec la macro-cartographie des risques. Il permet d'alimenter les process ICAAP, SREP, ... Il s'effectue chaque année dans le cadre budgétaire et le plan à moyen terme.

27.2. Facteurs de risques

L'environnement bancaire et financier, dans lequel le Groupe BPCE évolue, l'expose à une multitude de risques et le contraint à la mise en œuvre d'une politique de maîtrise et de gestion de ces risques toujours plus exigeante et rigoureuse (cf. article 16 du Règlement (UE) n° 2017/1129 dit "Prospectus 3" du 14 juin 2017, dont les dispositions relatives aux facteurs de risque sont entrées en vigueur le 21 juillet 2019).

Certains des risques auxquels est exposé le Groupe BPCE sont décrits ci-dessous. Toutefois, il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de l'ensemble des risques du Groupe BPCE pris dans le cadre de son activité ou en considération de son environnement. Les risques présentés ci-dessous, sont ceux identifiés à ce jour comme étant importants et spécifiques au Groupe BPCE, et qui pourraient avoir une incidence défavorable majeure sur son activité, sa situation financière et/ou ses résultats. Au sein de chacune des sous-catégories de risques mentionnées ci-dessous, le facteur de risque que le Groupe BPCE considère, à date, comme le plus important est mentionné en premier lieu.

Les risques présentés ci-dessous sont également ceux identifiés à ce jour comme pouvant avoir une incidence défavorable sur les activités du groupe BPCE SA et de BPCE SA.

272.1. Risques stratégiques, d'activité et d'écosystème

Le Groupe BPCE pourrait être vulnérable aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités.

Certaines entités du Groupe BPCE sont exposées au risque pays, qui est le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays étranger, notamment dans lequel il peut exercer une activité, affectent leurs intérêts financiers.

Un changement significatif dans l'environnement politique ou macroéconomique de ces pays ou régions pourrait entraîner des charges supplémentaires ou réduire les bénéfices réalisés par le Groupe BPCE.

L'ampleur des déséquilibres à résorber (décalage entre l'offre et la demande sur les marchés des biens et du travail ; dettes publiques et privées ; mécanique inflationniste des anticipations ; hétérogénéité des situations géographiques et sectorielles), combinée à de nombreux risques mondiaux superposés, peut toujours faire basculer les économies développées dans une spirale dépressive. Ces menaces conjointes portent principalement à ce jour sur : les incertitudes géopolitiques et sanitaires (risques sur les approvisionnements et les chaînes de valeur, évolution de la situation militaire russo-ukrainienne et des sanctions contre la Russie, tension accrue entre Taïwan et la Chine, disponibilité d'armes nucléaires en Iran, remise en cause effective de la politique zéro-Covid en Chine) ; le développement de tendances protectionnistes notamment américaines (à l'exemple du Chips Act – 270 Md\$ – et de l'Inflation Reduction Act (IRA) – 370 Md\$ –, promulgués en août

2022, tous deux subventionnant massivement l'industrie des microprocesseurs et des énergies renouvelables) ; les délais d'impacts négatifs sur l'activité des resserrements monétaires successifs et des moindres soutiens budgétaires ; les renégociations des contrats, singulièrement sur le gaz naturel et l'électricité en zone euro. De surcroît, le développement de la guerre en Ukraine, par sa proximité géographique entretient tant l'incertitude et la crainte que la lassitude face à la permanence des crises à répétition rapide, surtout après la pandémie.

En complément, toute perturbation économique grave, telle que l'inflation actuelle et son impact sur l'économie, ou comme la crise financière de 2008 ou la crise de la dette souveraine en Europe en 2011 ou bien encore une crise géopolitique majeure, pourrait avoir un impact significatif négatif sur toutes les activités du Groupe BPCE, en particulier si la perturbation est caractérisée par une absence de liquidité du marché rendant difficile le financement du Groupe BPCE. En particulier, certains risques ne relèvent pas du cycle spontané en raison de leur caractère exogène, qu'il s'agisse de la dégradation de la qualité de la dette corporate dans le monde (cas du marché des "leveraged loans") ou de la menace d'une nouvelle amplification de l'épidémie, voire à plus long terme, de l'obstacle climatique. Ainsi, durant les deux dernières crises financières de 2008 et de 2011, les marchés financiers ont alors été soumis à une forte volatilité en réaction à divers événements, dont, entre autres, la chute des prix du pétrole et des matières premières, le ralentissement et des turbulences sur les marchés économiques et financiers, qui ont impacté directement ou indirectement plusieurs activités du Groupe BPCE, notamment les opérations sur titres ainsi que les prestations de services financiers.

De même le conflit armé déclenché par la Fédération de Russie à la suite de son invasion de l'Ukraine constitue un changement significatif pénalisant directement ou indirectement l'activité économique des contreparties financées par le Groupe BPCE, et entraînant des charges supplémentaires ou en réduisant les bénéfices réalisés par le Groupe BPCE, notamment en arrêtant ses activités dans cette zone géographique.

Le risque de pandémie (exemple de coronavirus - Covid-19) et ses conséquences économiques pourraient continuer à affecter négativement les activités, les résultats et la situation financière du Groupe.

L'apparition fin 2019 de la Covid-19 et la propagation rapide de la pandémie à l'ensemble de la planète a entraîné une dégradation de la situation économique de nombreux secteurs d'activité, une dégradation financière des agents économiques, une forte perturbation des marchés financiers, les pays touchés ayant été par ailleurs conduits à prendre des mesures sanitaires pour y répondre (fermetures de frontières, mesures de confinement, restrictions concernant l'exercice de certaines activités économiques...). Des dispositifs gouvernementaux (prêts garantis, aides fiscales et sociales...) et bancaires (moratoires) ont été mis en place. Certaines contreparties peuvent sortir fragilisées de cette période sans précédent.

Des mesures massives de politique budgétaire et de politique monétaire de soutien à l'activité ont été mises en place entre 2020 et 2022, notamment par le gouvernement français (dispositif de Prêts Garantis par l'État à destination des entreprises et des professionnels, pour les particuliers, mesures de chômage partiel ainsi que de nombreuses autres mesures d'ordre fiscal, social et paiement de factures) et par la Banque centrale européenne (accès plus abondant et moins cher à des enveloppes de refinancement très importantes). Dans ce cadre, le Groupe BPCE a participé activement au programme de Prêts Garantis par l'État français et a pris des dispositions particulières pour accompagner financièrement ses clients et les aider à surmonter les effets de cette crise sur leurs activités et leurs revenus (par exemple, report automatique d'échéances de prêt de 6 mois pour certains professionnels et micro-entreprises/PME). Rien ne permet toutefois de garantir que de telles mesures suffiront à compenser, à terme, les effets négatifs de la pandémie sur l'économie ou à stabiliser les marchés financiers, pleinement et durablement. Notamment, le remboursement des Prêts Garantis par l'Etat peut entraîner des défaillances chez les emprunteurs et des pertes financières pour le Groupe BPCE à hauteur de la part non garantie par l'Etat.

Le Groupe BPCE pourrait ne pas atteindre les objectifs de son plan stratégique BPCE 2024.

Le 8 juillet 2021, le Groupe BPCE a annoncé son plan stratégique BPCE 2024. Il s'articule autour des trois priorités stratégiques suivantes : (i) être conquérant avec 1,5 milliard d'euros de revenus additionnels dans cinq domaines prioritaires, (ii) les clients, en leur proposant la plus haute qualité de service avec un modèle relationnel adapté, et (iii) le climat, grâce à des engagements concrets et mesurables s'inscrivant dans une trajectoire Net zéro. Le plan stratégique BPCE 2024 s'appuie sur les trois lignes de force suivantes : (i) être simple : parce que le Groupe BPCE recherche l'efficacité et la satisfaction de ses clients, il vise davantage de simplicité ; (ii) être innovant : parce que le Groupe BPCE est animé d'un esprit entrepreneurial et est conscient de la réalité des mutations en cours, il renforce sa capacité d'innovation ; et (iii) être sûr, parce que le Groupe

BPCE s'inscrit sur un temps long, il privilégie au regard de ses ambitions la sécurité de son modèle de développement. Ces objectifs stratégiques ont été établis dans le contexte de la crise de la Covid-19, qui a agi comme un révélateur et un accélérateur de tendances profondes (notamment, digitalisation, travail hybride, transition énergétique) et marque la volonté du Groupe BPCE d'accélérer son développement en accompagnant ses clients dans la relance économique et leurs projets en sortie de crise sanitaire. Le succès du plan stratégique BPCE 2024 repose sur un très grand nombre d'initiatives devant être déployées au sein des différents métiers du Groupe BPCE. Bien qu'un très grand nombre de ces objectifs puisse être atteint, il est possible qu'ils ne le soient pas tous, ni de prédire, parmi ces objectifs, lesquels ne seront pas atteints. Le plan stratégique BPCE 2024 prévoit également des investissements importants, mais si les objectifs du plan ne sont pas atteints, le rendement de ces investissements pourra être inférieur aux prévisions. Si le Groupe BPCE ne réalise pas les objectifs définis dans son plan stratégique BPCE 2024, sa situation financière et ses résultats pourraient être affectés de manière plus ou moins significative.

Les risques climatiques dans leur composante physique et de transition et leurs conséquences sur les acteurs économiques pourraient affecter négativement les activités, les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

Les risques associés au changement climatique constituent des facteurs aggravant des risques existants, notamment du risque de crédit, du risque opérationnel et du risque de marché. BPCE est notamment exposé au risque climatique physique et au risque climatique de transition. Ils sont potentiellement porteurs de risque d'image et/ou de réputation.

Le risque physique a pour conséquence une augmentation des coûts économiques et des pertes financières résultants de la gravité et de la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique (comme les canicules, les glissements de terrain, les inondations, les gelées tardives, les incendies et les tempêtes) ainsi que des modifications progressives à long terme du climat (comme les modifications des précipitations, la variabilité météorologique extrême ainsi que la hausse du niveau des mers et des températures moyennes). Il peut avoir un impact d'une étendue et d'une ampleur considérables, susceptibles d'affecter une grande variété de zones géographiques et de secteurs économiques concernant le Groupe BPCE. Ainsi, les épisodes cévenols touchant chaque année le sud-est de la France peuvent provoquer l'inondation de bâtiments, usines, bureaux ralentissant voire rendant impossible l'activité du client. Ainsi, le risque climatique physique peut se propager le long de la chaîne de valeur des entreprises clientes du Groupe BPCE, pouvant entraîner leur défaillance et donc générer des pertes financières pour le Groupe BPCE. Ces risques climatiques physiques sont susceptibles de s'accroître et risquent d'entraîner des pertes importantes pour le Groupe BPCE.

Le risque de transition est lié au processus d'ajustement vers une économie à faible émission de carbone. Le processus de réduction des émissions est susceptible d'avoir un impact significatif sur tous les secteurs de l'économie en affectant la valeur des actifs financiers et la rentabilité des entreprises. L'augmentation des coûts liés à cette transition énergétique pour les acteurs économiques, entreprises comme particuliers, pourraient entraîner un accroissement des défaillances et ainsi accroître les pertes du Groupe BPCE de façon significative. Par exemple, la loi Énergie-Climat du 8 novembre 2019 limitera à partir de 2023 et plus complètement en 2028 la vente et la location de biens immobiliers aux performances énergétiques les plus faibles. Les clients du Groupe BPCE devront prévoir des travaux de rénovation pour une vente ou une location éventuelle. Le risque réside dans l'impossibilité pour les clients du Groupe BPCE d'effectuer ces coûteux travaux et par conséquent de ne pouvoir réaliser l'opération financière nécessaire à l'équilibre de leur budget. Ces clients du Groupe BPCE pourraient par conséquent devenir insolvables, ce qui entraînerait des pertes financières significatives pour le Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE pourrait rencontrer des difficultés pour adapter, mettre en œuvre et intégrer sa politique dans le cadre d'acquisitions ou de joint-ventures.

Même si les acquisitions ne constituent pas la composante majeure de sa stratégie actuelle, le Groupe BPCE pourrait néanmoins réfléchir à l'avenir à des opportunités de croissance externe ou de partenariat. Bien que le Groupe BPCE procède à une analyse approfondie des sociétés qu'il envisage d'acquérir ou des joint-ventures auxquelles il compte participer, il n'est généralement pas possible de conduire un examen exhaustif à tous égards. Par conséquent, le Groupe BPCE peut avoir à gérer des passifs non prévus initialement. De même, les résultats de la société acquise ou de la joint-venture peuvent s'avérer décevants et les synergies attendues peuvent ne pas être réalisées en totalité ou en partie, ou l'opération peut engendrer des coûts plus élevés que prévu. Le Groupe BPCE peut également rencontrer des difficultés lors de l'intégration d'une nouvelle entité.

L'échec d'une opération de croissance externe annoncée ou l'échec de l'intégration d'une nouvelle entité ou d'une joint-venture est susceptible d'obérer la rentabilité du Groupe BPCE. Cette situation peut également provoquer le départ de collaborateurs clés. Dans la mesure où, pour conserver ses collaborateurs, le Groupe BPCE se verrait contraint de leur proposer des avantages financiers, cette situation peut également se traduire par une augmentation des coûts et une érosion de la rentabilité. Dans le cas de joint-ventures, le Groupe BPCE est exposé à des risques supplémentaires et des incertitudes en ce qu'il pourrait dépendre de systèmes, contrôles et personnes qui ne sont pas sous son contrôle et peut, à ce titre, engager sa responsabilité, subir des pertes ou des atteintes à sa réputation. De plus, des conflits ou désaccords entre le Groupe BPCE et ses associés au sein de la joint-venture peuvent avoir un impact négatif sur les avantages recherchés par la joint-venture.

La concurrence intense, tant en France, son principal marché, qu'à l'international, est susceptible de peser sur les revenus nets et la rentabilité du Groupe BPCE.

Les principaux métiers du Groupe BPCE sont tous confrontés à une vive concurrence, que ce soit en France ou dans d'autres parties du monde où il exerce des activités importantes. La consolidation, que ce soit sous la forme de fusions et d'acquisitions ou d'alliances et de coopération, renforce cette concurrence. La consolidation a créé un certain nombre d'entreprises, qui, à l'image du Groupe BPCE, ont la capacité d'offrir une large gamme de produits et de services, qui vont de l'assurance, aux prêts et aux dépôts en passant par le courtage, la banque d'investissement et la gestion d'actifs. Le Groupe BPCE est en concurrence avec d'autres entités sur la base d'un certain nombre de facteurs, incluant l'exécution des produits et services offerts, l'innovation, la réputation et le prix. Si le Groupe BPCE ne parvenait pas à maintenir sa compétitivité en France ou sur ses autres principaux marchés en proposant une gamme de produits et de services à la fois attractifs et rentables, il pourrait perdre des parts de marché dans certains métiers importants ou subir des pertes dans tout ou partie de ses activités.

Par ailleurs, tout ralentissement de l'économie mondiale ou des économies dans lesquelles se situent les principaux marchés du Groupe BPCE est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, notamment à travers une intensification de la pression sur les prix et une contraction du volume d'activité du Groupe BPCE et de ses concurrents. Pourraient également faire leur entrée sur le marché de nouveaux concurrents plus compétitifs, soumis à une réglementation distincte ou plus souple, ou à d'autres exigences en matière de ratios prudentiels. Ces nouveaux entrants seraient ainsi en mesure de proposer une offre de produits et services plus compétitive. Les avancées technologiques et la croissance du commerce électronique ont permis aux établissements autres que des institutions dépositaires d'offrir des produits et services qui étaient traditionnellement des produits bancaires, et aux institutions financières et à d'autres sociétés de fournir des solutions financières électroniques et fondées sur Internet, incluant le commerce électronique de titres. Ces nouveaux entrants pourraient exercer des pressions à la baisse sur les prix des produits et services du Groupe BPCE ou affecter la part de marché du Groupe BPCE. Les avancées technologiques pourraient entraîner des changements rapides et imprévus sur les marchés sur lesquels le Groupe BPCE est présent. La position concurrentielle, les résultats nets et la rentabilité du Groupe BPCE pourraient en pâtir s'il ne parvenait pas à adapter ses activités ou sa stratégie de manière adéquate pour répondre à ces évolutions.

La capacité du Groupe BPCE à attirer et retenir des salariés qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter sa performance.

Les salariés des entités du Groupe BPCE constituent la ressource la plus importante du Groupe. La concurrence pour attirer du personnel qualifié est intense dans de nombreux domaines du secteur des services financiers. Les résultats et la performance du Groupe BPCE dépendent de sa capacité à attirer de nouveaux salariés et à retenir et motiver ses employés actuels. L'évolution de l'environnement économique (notamment les impôts ou d'autres mesures visant à limiter la rémunération des employés du secteur bancaire) pourrait contraindre le Groupe BPCE à transférer ses salariés d'une unité à une autre ou à réduire les effectifs de certaines de ses activités, ce qui pourrait entraîner des perturbations temporaires en raison du temps nécessaire aux employés pour s'adapter à leurs nouvelles fonctions, et réduire la capacité du Groupe BPCE à exploiter l'amélioration du contexte économique. Cela pourrait empêcher le Groupe BPCE de tirer profit d'opportunités commerciales ou d'efficacités potentielles, ce qui par conséquent pourrait affecter sa performance.

272.2. Risque financiers

D'importantes variations de taux d'intérêt pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le produit net bancaire et nuire à la rentabilité du Groupe BPCE.

Le montant de la marge nette d'intérêts encaissée par le Groupe BPCE au cours d'une période donnée représente une part importante de son produit net bancaire. Par conséquent l'évolution de celle-ci influe de manière significative sur la rentabilité du Groupe BPCE. Les coûts de la ressource ainsi que les conditions de rendement de l'actif et en particulier celles attachées à la production nouvelle sont donc des éléments très sensibles, notamment à des facteurs pouvant échapper au contrôle du Groupe BPCE. Ces changements significatifs peuvent avoir des répercussions importantes, et ce de façon temporaire ou durable, même si la hausse des taux devrait être globalement favorable à moyen long terme.

Après une décennie de taux bas voire négatif, une forte et rapide remontée des taux d'intérêts et de fortes tensions inflationnistes sont apparues, renforcées des conséquences de la crise sanitaire et du conflit en Ukraine. En effet, l'exposition au risque de taux a été renforcée par la conjonction d'éléments défavorables à savoir la hausse de l'inflation (impact majeur sur les taux réglementés), la sortie rapide de la politique de taux négatifs (arbitrage des dépôts de la clientèle), la hausse des spreads interbancaires, alors qu'à l'inverse la production nouvelle de crédits est notamment contrainte par le taux d'usure et l'environnement concurrentiel.

Les fluctuations et la volatilité du marché pourraient exposer le Groupe BPCE, à des pertes sur ses activités de trading et d'investissement, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats des opérations et la situation financière du Groupe BPCE.

Dans le cadre de ses activités de trading pour le compte de ses clients ou d'investissement, le Groupe BPCE peut porter des positions sur les marchés obligataires, de devises, de matières premières et d'actions, ainsi que sur des titres non cotés, des actifs immobiliers et d'autres classes d'actifs. Ces positions peuvent être affectées par la volatilité des marchés, notamment financiers, c'est-à-dire le degré de fluctuations des prix sur une période spécifique sur un marché donné, quels que soient les niveaux du marché concerné. Certaines configurations et évolutions des marchés peuvent aussi entraîner des pertes sur un vaste éventail d'autres produits de trading et de couverture utilisés par, y compris les swaps, les futures, les options et les produits structurés ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats des opérations et la situation financière du Groupe BPCE. De même, les baisses prolongées des marchés et/ou les crises violentes peuvent réduire la liquidité de certaines catégories d'actifs et rendre difficile la vente de certains actifs et, ainsi, entraîner des pertes importantes.

Le Groupe BPCE est dépendant de son accès au financement et à d'autres sources de liquidité, lesquels peuvent être limités pour des raisons indépendantes de sa volonté, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats.

La capacité à accéder à des financements à court et à long terme est essentielle pour les activités du Groupe BPCE. Le financement non collatéralisé du Groupe BPCE inclut la collecte de dépôts, l'émission de dette à long terme et de titres de créances négociables à court et moyen terme ainsi que l'obtention de prêts bancaires et de lignes de crédit. Le Groupe BPCE recourt également à des financements garantis, notamment par la conclusion d'accords de mise en pension et par l'émission de *covered bonds*. Si le Groupe BPCE ne pouvait accéder au marché de la dette garantie et/ou non garantie à des conditions jugées acceptables, ou s'il subissait une sortie imprévue de trésorerie ou de collatéral, y compris une baisse significative des dépôts clients, sa liquidité pourrait être négativement affectée. En outre, si le Groupe BPCE ne parvenait pas à maintenir un niveau satisfaisant de collecte de dépôts auprès de ses clients (notamment, par exemple, en raison de taux de rémunération des dépôts plus élevés pratiqués par les concurrents du Groupe BPCE), le Groupe BPCE pourrait être contraint de recourir à des financements plus coûteux, ce qui réduirait sa marge nette d'intérêts et ses résultats.

La liquidité du Groupe BPCE, et par conséquent ses résultats, pourraient, en outre, être affectés par des événements que le Groupe BPCE ne peut ni contrôler ni prévoir, tels que des perturbations générales du marché, pouvant notamment être liées aux crises géopolitiques ou sanitaires, des difficultés opérationnelles affectant des tiers, des opinions négatives sur les services financiers en général ou les perspectives financières

à court ou long terme du Groupe BPCE, des modifications de la notation de crédit du Groupe BPCE ou même la perception parmi les acteurs du marché de la situation du Groupe ou d'autres institutions financières.

Par ailleurs, la capacité du Groupe BPCE à accéder aux marchés de capitaux, ainsi que le coût auquel il obtient un financement à long terme non garanti sont directement liés à l'évolution, que le Groupe BPCE ne peut ni contrôler ni prévoir, de ses spreads de crédit tant sur le marché obligataire que sur celui des dérivés de crédit. Les contraintes de liquidité peuvent avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du Groupe BPCE, sa situation financière, ses résultats et sa capacité à honorer ses obligations vis-à-vis de ses contreparties. De la même manière, le changement d'orientation de la politique monétaire notamment de la Banque Centrale Européenne peut impacter la situation financière du Groupe BPCE.

Toutefois, pour faire face à ces facteurs de risques, le Groupe BPCE dispose de réserves de liquidité constituées des dépôts cash auprès des banques centrales et de titres et créances disponibles éligibles au refinancement des banques centrales. Ainsi, au regard de l'importance de ces risques pour le Groupe BPCE en termes d'impact et de probabilité, ces risques font l'objet d'un suivi proactif et attentif, le Groupe BPCE menant également une politique très active de diversification de ses investisseurs.

Les variations de la juste valeur des portefeuilles de titres et de produits dérivés du Groupe BPCE et de sa dette propre sont susceptibles d'avoir une incidence négative sur la valeur nette comptable de ces actifs et passifs et par conséquent sur le résultat net et sur les capitaux propres du Groupe BPCE.

La valeur nette comptable des portefeuilles de titres, de produits dérivés et d'autres types d'actifs du Groupe BPCE en juste valeur, ainsi que de sa dette propre, est ajustée – au niveau de son bilan – à la date de chaque nouvel état financier. Les ajustements sont apportés essentiellement sur la base des variations de la juste valeur des actifs et des passifs pendant une période comptable, variations qui sont comptabilisées dans le compte de résultat ou directement dans les capitaux propres. Les variations comptabilisées dans le compte de résultat, si elles ne sont pas compensées par des variations opposées de la juste valeur d'autres actifs, ont un impact sur le produit net bancaire et, par conséquent, sur le résultat net. Tous les ajustements de juste valeur ont une incidence sur les capitaux propres et, par conséquent, sur les ratios prudentiels du Groupe BPCE. Ces ajustements sont susceptibles d'avoir aussi une incidence négative sur la valeur nette comptable des actifs et passifs du Groupe BPCE et par conséquent sur le résultat net et sur les capitaux propres du Groupe BPCE. Le fait que les ajustements de juste valeur soient enregistrés sur une période comptable ne signifie pas que des ajustements supplémentaires ne seront pas nécessaires lors des périodes suivantes.

Les revenus tirés par le Groupe BPCE du courtage et autres activités liées à des commissions pourraient diminuer en cas de repli des marchés.

Un repli des marchés est susceptible de se traduire par une baisse du volume de transactions, notamment des prestations de services financiers et d'opérations sur titres, que les entités du Groupe BPCE exécutent pour leurs clients et en tant qu'opérateur de marché, et par conséquent, par une diminution du produit net bancaire de ces activités. Notamment, en cas de dégradation de la situation des marchés, le Groupe BPCE pourrait subir un déclin du volume des transactions réalisées pour le compte de ses clients et des commissions correspondantes, conduisant à une diminution des revenus générés par cette activité. Par ailleurs, les commissions de gestion que les entités du Groupe BPCE facturent à leurs clients étant généralement calculées sur la valeur ou la performance des portefeuilles, toute baisse des marchés qui aurait pour conséquence de diminuer la valeur de ces portefeuilles ou d'augmenter le montant des retraits réduirait les revenus que ces entités reçoivent via la distribution de fonds communs de placement ou d'autres produits d'épargne financière (pour les Caisses d'Epargne et Banques Populaires) ou concernant l'activité de gestion d'actifs, par une évolution défavorable des commissions de gestion ou de superperformance. En outre, toute dégradation de l'environnement économique pourrait avoir un impact défavorable sur la *seed money* apportée aux structures de gestion d'actifs avec un risque de perte partielle ou totale de celle-ci.

Même en l'absence de baisse des marchés, si des fonds gérés pour compte de tiers au sein du Groupe BPCE et les autres produits du Groupe BPCE enregistrent des performances inférieures à celles de la concurrence, les retraits pourraient augmenter et/ou la collecte diminuer, ce qui affecterait les revenus de l'activité de gestion d'actifs.

L'évolution à la baisse des notations de crédit pourrait avoir un impact négatif sur le coût de refinancement, la rentabilité et la poursuite des activités de BPCE.

Les notations long terme du Groupe BPCE au 31 décembre 2022 sont AA- pour Fitch ratings, A1 pour Moody's, A+ pour R&I et A pour Standard & Poor's. L'évolution à la baisse de ces notations de crédit pourrait avoir un impact négatif sur le refinancement de BPCE et de ses sociétés affiliées qui interviennent sur les marchés financiers. Un abaissement des notations pourrait affecter la liquidité et la position concurrentielle du Groupe BPCE, augmenter leurs coûts d'emprunt, limiter l'accès aux marchés financiers et déclencher des obligations dans certains contrats bilatéraux sur des opérations de trading, de dérivés et de contrats de financement collatéralisés, et par conséquent avoir un impact négatif sur sa rentabilité et la poursuite de ses activités.

En outre, le coût de refinancement non sécurisé à long terme de BPCE est directement lié à son spread de crédit (l'écart de taux au-delà du taux des titres d'État de même maturité qui est payé aux investisseurs obligataires), qui dépend lui-même en grande partie de sa notation. L'augmentation du spread de crédit peut renchérir significativement le coût de refinancement de BPCE. L'évolution du spread de crédit dépend du marché et subit parfois des fluctuations imprévisibles et très volatiles. Le spread de crédit est également influencé par la perception de la solvabilité de l'émetteur par les marchés et sont liés à l'évolution du coût d'achat de *Credit Default Swaps* adossés à certains titres de créances de BPCE. Ainsi, un changement de la perception de la solvabilité de l'émetteur dû à l'abaissement de sa notation de crédit, pourrait avoir un impact négatif sur sa rentabilité et la poursuite de ses activités.

272.3. Risques de crédit et de contrepartie

Le Groupe BPCE est exposé à des risques de crédit et de contrepartie susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du Groupe, sa situation financière et ses résultats.

Le Groupe BPCE est exposé de manière importante au risque de crédit et de contrepartie du fait de ses activités de financement ou de marché. Le Groupe pourrait ainsi subir des pertes en cas de défaillance d'une ou plusieurs contreparties, notamment si le Groupe rencontrait des difficultés juridiques ou autres pour exercer ses sûretés ou si la valeur des sûretés ne permettait pas de couvrir intégralement l'exposition en cas de défaut. Malgré la vigilance mise en œuvre par le Groupe, visant à limiter les effets de concentration de son portefeuille de crédit, il est possible que des défaillances de contreparties soient amplifiées au sein d'un même secteur économique ou d'une région du monde par des effets d'interdépendance de ces contreparties. Ainsi, le défaut d'une ou plusieurs contreparties importantes pourrait avoir un effet défavorable significatif sur le coût du risque, les résultats et la situation financière du Groupe.

Une augmentation substantielle des dépréciations ou des provisions pour pertes de crédit attendues comptabilisées au titre du portefeuille de prêts et de créances du Groupe BPCE pourrait avoir un effet défavorable significatif sur ses résultats et sa situation financière.

Dans le cadre de ses activités de prêt, le Groupe BPCE passe régulièrement des charges pour dépréciations d'actifs pour refléter, si nécessaire, les pertes réelles ou potentielles au titre de son portefeuille de prêts et de créances, qui sont comptabilisées dans son compte de résultat au poste "coût du risque". Le niveau global des charges pour dépréciations d'actifs du Groupe BPCE repose sur l'évaluation par le Groupe de l'historique de pertes sur prêts, les volumes et les types de prêts accordés, les normes du secteur, les crédits en arriérés, la conjoncture économique et d'autres facteurs liés au degré de recouvrement des divers types de prêts. Bien que le Groupe BPCE s'efforce de constituer un niveau suffisant de charges pour dépréciations d'actifs, ses activités de prêt pourraient le conduire à augmenter ses charges pour pertes sur prêts en raison d'une augmentation des actifs non performants ou d'autres raisons, comme la détérioration des conditions de marché ou des facteurs affectant certains pays. Toute augmentation substantielle des charges pour pertes sur prêts, ou évolution significative de l'estimation par le Groupe BPCE du risque de perte inhérent à son portefeuille de prêts, ou toute perte sur prêts supérieure aux charges passées à cet égard pourraient avoir un effet défavorable significatif sur les résultats et la situation financière du Groupe BPCE.

Par conséquent, le risque lié à l'augmentation substantielle des charges pour dépréciations d'actifs comptabilisées au titre du portefeuille de prêts et de créances du Groupe BPCE est significatif pour le Groupe BPCE en termes d'impact et de probabilité et fait donc l'objet d'un suivi proactif et attentif. En complément, des exigences prudentielles complètent ces dispositifs de provisionnement via le processus de *backstop* prudentiel

qui amène une totale déduction en fonds propres des dossiers non performants au-delà d'une certaine maturité en lien avec la qualité des garanties et suivant un calendrier réglementaire.

Une dégradation de la solidité financière et de la performance d'autres institutions financières et acteurs du marché pourrait avoir un effet défavorable sur le Groupe BPCE.

La capacité du Groupe BPCE à effectuer ses opérations pourrait être affectée par une dégradation de la solidité financière d'autres institutions financières et acteurs du marché. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de trading, de compensation, de contrepartie et de financement. La défaillance d'un acteur significatif du secteur (risque systématique), voire de simples rumeurs ou interrogations concernant un ou plusieurs établissements financiers ou l'industrie financière de manière plus générale, peuvent conduire à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et entraîner par la suite des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Groupe BPCE est exposé à diverses contreparties financières, de manière directe ou indirecte, telles que des prestataires de services d'investissement, des banques commerciales ou d'investissement, des chambres de compensation et des contreparties centrales, des fonds communs de placement, des fonds spéculatifs (*hedge funds*), ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquelles il conclut de manière habituelle des transactions, dont la défaillance ou le manquement à l'un quelconque de ses engagements auraient un effet défavorable sur la situation financière du Groupe BPCE. De plus, le Groupe BPCE pourrait être exposé au risque lié à l'implication croissante dans son secteur d'activité d'acteurs peu ou non réglementés et à l'apparition de nouveaux produits peu ou non réglementés (notamment, les plateformes de financement participatif ou de négociation). Ce risque serait exacerbé si les actifs détenus en garantie par le Groupe BPCE ne pouvaient pas être cédés, ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du Groupe BPCE au titre des prêts ou produits dérivés en défaut, ou dans le cadre d'une fraude, détournement de fonds ou autre malversation commise par des acteurs du secteur financier en général auxquels le Groupe BPCE est exposé, ou d'une défaillance d'un acteur de marché significatif telle une contrepartie centrale.

272.4. Risques non financiers

En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le Groupe BPCE pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales susceptibles d'avoir un impact significatif défavorable sur sa situation financière, ses activités et sa réputation.

Le risque de non-conformité est défini comme le risque de sanction – judiciaire, administrative ou disciplinaire – mais aussi de perte financière, ou d'atteinte à la réputation, résultant du non-respect des dispositions législatives et réglementaires, des normes et usages professionnels et déontologiques, propres aux activités de banque et d'assurance, qu'elles soient de nature nationales ou internationales.

Les secteurs bancaire et assurantiel font l'objet d'une surveillance réglementaire accrue, tant en France qu'à l'international. Les dernières années ont vu une augmentation particulièrement substantielle du volume de nouvelles réglementations ayant introduit des changements significatifs affectant aussi bien les marchés financiers que les relations entre prestataires de services d'investissement et clients ou investisseurs (par exemple MIFID II, PRIIPS, directive sur la Distribution d'Assurances, règlement Abus de Marché, quatrième Directive Anti-Blanchiment et Financement du Terrorisme, règlement sur la Protection des Données Personnelles, règlement sur les Indices de Référence, etc.). Ces nouvelles réglementations ont des incidences majeures sur les processus opérationnels de la société.

La réalisation du risque de non-conformité pourrait se traduire, par exemple, par l'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser les produits et services de la banque, une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, la divulgation d'informations confidentielles ou privilégiées, le non-respect des diligences d'entrée en relation avec les fournisseurs et la clientèle notamment en matière de sécurité financière (notamment lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, respect des embargos, lutte contre la fraude ou la corruption).

Au sein de BPCE, la filière Conformité est chargée de la supervision du dispositif de prévention et de maîtrise des risques de non-conformité. Malgré ce dispositif, le Groupe BPCE reste exposé à des risques d'amendes ou autres sanctions significatives de la part des autorités de régulation et de supervision, ainsi qu'à des procédures judiciaires civiles ou pénales qui seraient susceptibles d'avoir un impact significatif défavorable sur sa situation financière, ses activités et sa réputation.

Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers pourrait entraîner des pertes, notamment commerciales et pourrait avoir un effet défavorable significatif sur les résultats du Groupe BPCE.

Comme la plupart de ses concurrents, le Groupe BPCE dépend fortement de ses systèmes de communication et d'information, ses activités exigeant de traiter un grand nombre d'opérations de plus en plus complexes. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de transactions et/ou de traitement des prêts. Si, par exemple, le Groupe BPCE connaissait une défaillance de ses systèmes d'information, même sur une courte période, les entités affectées seraient incapables de répondre aux besoins de leurs clients dans les délais et pourraient ainsi perdre des opportunités de transactions. De même, une panne temporaire des systèmes d'information du Groupe BPCE, en dépit des systèmes de secours et des plans d'urgence, pourrait avoir comme conséquence des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'informations, voire une baisse de ses activités pour compte propre si, par exemple, une telle panne intervenait lors de la mise en place d'opérations de couverture. L'incapacité des systèmes du Groupe BPCE à s'adapter à un volume croissant d'opérations pourrait aussi limiter sa capacité à développer ses activités et entraîner des pertes, notamment commerciales, et pourrait par conséquent, avoir un effet défavorable significatif sur les résultats du Groupe BPCE.

Le Groupe BPCE est aussi exposé au risque d'une défaillance ou d'une interruption opérationnelle de l'un de ses agents de compensation, marchés des changes, chambres de compensation, dépositaires ou autres intermédiaires financiers ou prestataires extérieurs qu'il utilise pour réaliser ou faciliter ses transactions sur des titres financiers. Dans la mesure où l'interconnectivité avec ses clients augmente, le Groupe BPCE peut aussi être de plus en plus exposé au risque d'une défaillance opérationnelle des systèmes d'information de ses clients. Les systèmes de communication et d'information du Groupe BPCE et ceux de ses clients, prestataires de services et contreparties peuvent également faire l'objet de dysfonctionnements ou d'interruptions résultant d'actes cybercriminels ou cyberterroristes. À titre d'illustration, avec la transformation digitale, l'ouverture des systèmes d'information du Groupe BPCE sur l'extérieur se développe continuellement (cloud, big data, etc.). Plusieurs de ces processus sont progressivement dématérialisés. L'évolution des usages des collaborateurs et des clients engendre également une utilisation plus importante d'Internet et d'outils technologiques interconnectés (tablettes, smartphones, applications fonctionnant sur tablettes et mobiles, etc.), multipliant les canaux par lesquels les attaques ou dysfonctionnements peuvent survenir ainsi qu'en augmentant le nombre d'appareils et d'outils pouvant subir ces attaques ou dysfonctionnements. De ce fait, le patrimoine immatériel ainsi que les outils de travail des différents collaborateurs et agents extérieurs du Groupe BPCE est sans cesse plus exposé aux cybermenaces. Du fait de telles attaques, le Groupe BPCE pourrait connaître des dysfonctionnements ou interruptions dans ses systèmes ou dans ceux de parties tierces, qui pourraient ne pas être résolus de manière adéquate. Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers pourrait entraîner des pertes, notamment commerciales, du fait de la discontinuité des activités et du possible repli des clients affectés vers d'autres établissements financiers durant toute la période d'interruption ou de défaillance, mais aussi au-delà.

Le risque lié à toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BPCE ou de tiers est significatif pour le Groupe BPCE en termes d'impact et de probabilité et fait donc l'objet d'un suivi proactif et attentif.

Les risques de réputation et juridique pourraient avoir un effet défavorable sur la rentabilité et les perspectives d'activité du Groupe BPCE.

La réputation du Groupe BPCE est capitale pour séduire et fidéliser ses clients. L'utilisation de moyens inadaptés pour promouvoir et commercialiser ses produits et services, une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, des exigences légales et réglementaires, des problèmes éthiques, des lois en matière de blanchiment d'argent, des exigences de sanctions économiques, des politiques en matière de sécurité de l'information et des pratiques liées aux ventes et aux transactions, l'inadéquation des dispositifs de protection de la clientèle, pourraient entacher la réputation du Groupe BPCE. Pourraient également nuire à sa réputation tout comportement inapproprié d'un salarié du Groupe BPCE, tout acte cybercriminel ou cyberterroriste dont pourraient faire l'objet les systèmes de communication et d'information du Groupe BPCE ou toute fraude, détournement de fonds ou autre malversation commise par des acteurs du secteur financier en général auxquels le Groupe BPCE est exposé ou toute décision de justice ou action réglementaire à l'issue

potentiellement défavorable. Tout préjudice porté à la réputation du Groupe BPCE pourrait avoir un effet défavorable sur sa rentabilité et ses perspectives d'activité.

Une gestion inadéquate de ces aspects pourrait également accroître le risque juridique du Groupe BPCE, le nombre d'actions judiciaires et le montant des dommages réclamés au Groupe BPCE, ou encore l'exposer à des sanctions des autorités réglementaires.

Des événements imprévus pourraient provoquer une interruption des activités du Groupe BPCE et entraîner des pertes ainsi que des coûts supplémentaires.

Des événements imprévus tels qu'une catastrophe naturelle grave, des événements liés au risque climatique (risque physique lié directement au changement climatique), une nouvelle pandémie, des attentats ou toute autre situation d'urgence, pourraient provoquer une brusque interruption des activités des entités du Groupe BPCE et notamment affecter les principales lignes métiers critiques du Groupe BPCE (en particulier la liquidité, les moyens de paiement, les titres, les crédits aux particuliers et aux entreprises, ainsi que le fiduciaire) et entraîner des pertes substantielles dans la mesure où elles ne seraient pas, ou insuffisamment, couvertes par une police d'assurance. Ces pertes résultant d'une telle interruption pourraient concerner des biens matériels, des actifs financiers, des positions de marché ou des collaborateurs clés, et avoir un impact direct et qui pourrait être significatif sur le résultat net du Groupe BPCE. En outre, de tels événements pourraient perturber l'infrastructure du Groupe BPCE ou celle de tiers avec lesquels il conduit ses activités, et également engendrer des coûts supplémentaires (liés notamment aux coûts de réinstallation du personnel concerné) et alourdir ses charges (telles que les primes d'assurance). De tels événements pourraient exclure la couverture d'assurance de certains risques et donc augmenter le niveau de risque global du Groupe BPCE.

L'échec ou l'inadéquation des politiques, procédures et stratégies de gestion et de couverture des risques du Groupe BPCE est susceptible d'exposer ce dernier à des risques non identifiés ou non anticipés et d'entraîner des pertes imprévues.

Les politiques, procédures et stratégies de gestion et de couverture des risques du Groupe BPCE pourraient ne pas réussir à limiter efficacement son exposition à tout type d'environnement de marché ou à tout type de risques, voire être inopérantes pour certains risques que le Groupe BPCE n'aurait pas su identifier ou anticiper. Les techniques et les stratégies de gestion des risques utilisées par le Groupe BPCE peuvent ne pas non plus limiter efficacement son exposition au risque et ne garantissent pas un abaissement effectif du niveau de risque global. Ces techniques et ces stratégies peuvent se révéler inefficaces contre certains risques, en particulier ceux que le Groupe BPCE n'a pas précédemment identifiés ou anticipés, étant donné que les outils utilisés par le Groupe BPCE pour développer les procédures de gestion du risque sont basés sur des évaluations, analyses et hypothèses qui peuvent se révéler inexacts. Certains des indicateurs et des outils qualitatifs que le Groupe BPCE utilise pour gérer le risque s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier les expositions au risque, les responsables de la gestion des risques procèdent à une analyse, notamment statistique, de ces observations.

Ces outils et ces indicateurs pourraient ne pas être en mesure de prévoir les futures expositions au risque. Par exemple, ces expositions au risque pourraient découler de facteurs que le Groupe BPCE n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques ou en raison de mouvements de marché inattendus et sans précédent. Ceci limiterait la capacité du Groupe BPCE à gérer ses risques. En conséquence, les pertes subies par le Groupe BPCE pourraient s'avérer supérieures à celles anticipées au vu des mesures historiques. Par ailleurs, ses modèles quantitatifs ne peuvent intégrer l'ensemble des risques. Ainsi, quand bien même aucun fait important n'a à ce jour été identifié à cet égard, les systèmes de gestion du risque sont soumis au risque de défaut opérationnel, y compris la fraude. Certains risques font l'objet d'une analyse, qualitative et cette approche pourrait s'avérer inadéquate et exposer ainsi le Groupe BPCE à des pertes imprévues.

Les valeurs finalement constatées pourraient être différentes des estimations comptables retenues pour établir les états financiers du Groupe BPCE, ce qui pourrait l'exposer à des pertes non anticipées.

Conformément aux normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, le Groupe BPCE doit utiliser certaines estimations lors de l'établissement de ses états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des provisions sur les prêts et créances non performants, des provisions relatives à des litiges potentiels, et de la juste valeur de certains actifs et passifs, etc. Si les valeurs retenues pour ces estimations par le Groupe BPCE s'avéraient significativement inexacts, notamment en cas de tendances de marché, importantes et/ou imprévues, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans

le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, le Groupe BPCE pourrait s'exposer, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

272.5. Risques liés à la réglementation

Le Groupe BPCE est soumis à une importante réglementation en France et dans plusieurs autres pays où il opère ; les mesures réglementaires et leur évolution sont susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité et sur les résultats du Groupe BPCE.

L'activité et les résultats des entités du Groupe BPCE pourraient être sensiblement touchés par les politiques et les mesures prises par les autorités de réglementation françaises, d'autres États de l'Union européenne, des États-Unis, de gouvernements étrangers et des organisations internationales. Ces contraintes pourraient limiter la capacité des entités du Groupe BPCE à développer leurs activités ou à exercer certaines d'entre elles. La nature et l'impact de l'évolution future de ces politiques et de ces mesures réglementaires sont imprévisibles et hors du contrôle du Groupe BPCE. Par ailleurs, l'environnement politique général a évolué de manière défavorable pour les banques et le secteur financier, ce qui s'est traduit par des pressions supplémentaires contraignant les organes législatifs et réglementaires à adopter des mesures réglementaires renforcées, bien que celles-ci puissent pénaliser le crédit et d'autres activités financières, ainsi que l'économie. Étant donné l'incertitude persistante liée aux nouvelles mesures législatives et réglementaires, il est impossible de prédire leur impact sur le Groupe BPCE, mais celui-ci pourrait être significativement défavorable.

Le Groupe BPCE peut être amené à réduire la taille de certaines de ses activités pour être en conformité avec de nouvelles exigences. De nouvelles mesures sont également susceptibles d'accroître les coûts de mise en conformité des activités avec la nouvelle réglementation. Cela pourrait se traduire par une baisse des revenus et des bénéfices consolidés dans les activités concernées, la réduction ou la vente de certaines activités et de certains portefeuilles d'actifs et des charges pour dépréciations d'actifs.

L'adoption en 2019 des textes finaux du "paquet bancaire" a pour objectif de mettre en conformité les exigences prudentielles bancaires avec les standards de la réglementation Bâle III. La mise en œuvre de ces réformes pourrait se traduire par un renforcement des exigences de capital et de liquidité, et serait susceptible d'impacter les coûts de financement du Groupe BPCE.

Le 11 novembre 2020, le conseil de stabilité financière ("FSB"), en consultation avec le comité de Bâle sur le contrôle bancaire et les autorités nationales, a publié la liste 2020 des banques d'importance systémique mondiale ("BISm"). Le Groupe BPCE est classifié en tant que BISm selon le cadre d'évaluation du FSB. Le Groupe BPCE figure également sur la liste des établissements d'importance systémique mondiale ("EISm").

Ces mesures réglementaires, qui pourraient s'appliquer aux différentes entités du Groupe BPCE, et leur évolution sont susceptibles d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité du Groupe BPCE et ses résultats.

Des textes législatifs et réglementaires ont été promulgués ces dernières années ou proposés récemment en réponse à la crise financière en vue d'introduire plusieurs changements, certains permanents, dans le cadre financier mondial. Ces nouvelles mesures, qui ont pour objet d'éviter la survenance d'une nouvelle crise financière mondiale, ont modifié de manière significative, et sont susceptibles de modifier à l'avenir, l'environnement dans lequel le Groupe BPCE et les autres institutions financières opèrent. Le Groupe BPCE est exposé au risque lié à ces changements législatifs et réglementaires. Parmi ceux-ci, on peut citer les nouvelles règles de *backstop* prudentiel qui viennent mesurer l'écart entre les niveaux de provisionnement effectif des encours en défaut et des *guidelines* incluant des taux cibles, en fonction de l'ancienneté du défaut et de la présence de garanties.

Dans cet environnement législatif et réglementaire évolutif, il est impossible de prévoir l'impact de ces nouvelles mesures sur le Groupe BPCE. La mise à jour ou le développement de programmes de mise en conformité avec ces nouvelles mesures législatives et réglementaires et de ses systèmes d'information en réponse ou par anticipation aux nouvelles mesures engendre, et pourrait à l'avenir engendrer, des coûts significatifs pour le Groupe. Malgré ses efforts, le Groupe BPCE pourrait également ne pas être en mesure d'être en conformité totale avec toutes les législations et réglementations applicables et faire l'objet, de ce fait de sanctions pécuniaires ou administratives. En outre, les nouvelles mesures législatives et réglementaires pourraient contraindre le Groupe à adapter ses activités et/ou affecter de ce fait ses résultats et sa situation financière.

Les nouvelles réglementations pourraient enfin contraindre le Groupe BPCE à renforcer ses fonds propres ou augmenter ses coûts de financement totaux.

Le risque lié aux mesures réglementaires et leur évolution est significatif pour le Groupe BPCE en termes d'impact et de probabilité et fait donc l'objet d'un suivi proactif et attentif.

BPCE est susceptible de devoir aider les entités qui font partie du mécanisme de solidarité financière si elles rencontrent des difficultés financières, y compris celles dans lesquelles BPCE ne détient aucun intérêt économique.

En tant qu'organe central du Groupe BPCE, BPCE garantit la liquidité et la solvabilité de chaque banque régionale (les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne), ainsi que des autres membres du groupe de sociétés affiliées étant des établissements de crédit soumis à la réglementation française. Le groupe de sociétés affiliées inclut les filiales de BPCE telles que Natixis, Crédit Foncier de France, Oney et Banque Palatine. Dans le cas du Groupe BPCE, l'ensemble des établissements affiliés à l'organe central du Groupe BPCE bénéficie d'un système de garantie et de solidarité qui a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L.512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité de l'ensemble des établissements affiliés et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe.

Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté, et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Les trois fonds de garantie créés pour couvrir les risques de liquidité et d'insolvabilité du Groupe BPCE sont décrits dans la note 1.2 "Mécanisme de garantie" des comptes consolidés du Groupe BPCE figurant dans le document d'enregistrement universel 2021. Les banques régionales sont dans l'obligation d'effectuer des contributions supplémentaires aux fonds de garantie sur leurs bénéfices futurs. Alors que les fonds de garantie représentent une source importante de ressources pour financer le mécanisme de solidarité, rien ne garantit qu'ils seront suffisants. Si les fonds de garantie se révèlent insuffisants, BPCE, en raison de ses missions d'organe central, devra faire tout le nécessaire pour rétablir la situation et aura l'obligation de combler le déficit en mettant en œuvre le mécanisme de solidarité interne qu'il a mis en place, en mobilisant ses propres ressources et pourra également recourir de façon illimitée aux ressources de plusieurs ou de tous ses affiliés. En raison de cette obligation, si un membre du Groupe venait à rencontrer des difficultés financières majeures, l'événement sous-jacent à ces difficultés financières pourrait alors impacter de façon négative la situation financière de BPCE et celle des autres affiliés ainsi appelés en soutien au titre du principe de solidarité financière.

Les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes si BPCE et l'ensemble de ses affiliés devaient faire l'objet de procédures de liquidation ou de résolution.

Le règlement de l'UE sur le mécanisme de résolution unique no 806/214 et la directive de l'UE pour le redressement et la résolution des établissements de crédit no 2014/59 modifiée par la directive de l'UE no 2019/879 (la "BRRD"), telles que transposées dans le droit français au Livre VI du Code monétaire et financier, confèrent aux autorités de résolution le pouvoir de déprécier les titres de BPCE ou, dans le cas des titres de créance, de les convertir en fonds propres.

Les autorités de résolution peuvent déprécier ou convertir des instruments de fonds propres, tels que les créances subordonnées de catégorie 2 de BPCE, si l'établissement émetteur ou le groupe auquel il appartient fait défaut ou est susceptible de faire défaut (et qu'il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure puisse empêcher cette défaillance dans un délai raisonnable), devient non viable, ou requiert un soutien public exceptionnel (sous réserve de certaines exceptions). Elles doivent déprécier ou convertir des instruments de fonds propres avant d'ouvrir une procédure de résolution ou si y recourir est nécessaire pour préserver la viabilité d'un établissement. La dépréciation ou la conversion d'instruments de fonds propres doit s'effectuer par ordre de priorité, de sorte que les instruments de fonds propres de base de catégorie 1 sont dépréciés en premier, puis les instruments additionnels de catégorie 1 sont dépréciés ou convertis en instruments de fonds propres, suivis par les instruments de catégorie 2. Si la dépréciation ou la conversion d'instruments de fonds propres ne suffit pas à restaurer la santé financière de l'établissement, le pouvoir de renflouement interne dont

disposent les autorités de résolution peut s'appliquer à la dépréciation ou à la conversion d'engagements éligibles, tels que les titres non privilégiés et privilégiés de premier rang de BPCE.

En raison de la solidarité légale, pleine et entière, et dans le cas extrême d'une procédure de liquidation ou de résolution, un ou plusieurs affiliés ne sauraient se retrouver en liquidation judiciaire, ou être concernés par des mesures de résolution au sens de la "BRRD", sans que l'ensemble des affiliés et BPCE le soit également. Conformément à l'article L. 613-29 du Code monétaire et financier, la procédure de liquidation judiciaire est dès lors mise en œuvre de façon coordonnée à l'égard de l'organe central et de l'ensemble de ses affiliés.

Le même article dispose qu'en cas de liquidation judiciaire portant ainsi nécessairement sur l'ensemble des affiliés, les créanciers externes, de même rang ou jouissant de droits identiques, de tous les affiliés seraient traités dans l'ordre de la hiérarchie des créanciers de manière égale, et ce, indifféremment de leur rattachement à une entité affiliée particulière. Cela a pour conséquence notamment que les détenteurs d'AT1, et autres titres *pari passu*, seraient plus affectés que les détenteurs de Tier 2, et autres titres *pari passu*, eux-mêmes plus affectés que les détenteurs de dettes externes seniors non préférées, eux-mêmes plus affectés que les détenteurs de dettes externes seniors préférées. En cas de résolution, et conformément à l'article L. 613-55-5 du Code monétaire et financier, des taux de dépréciation et/ou de conversion identiques seraient appliqués aux dettes et créances d'un même rang et ce indifféremment de leur rattachement à une entité affiliée particulière dans l'ordre de la hiérarchie rappelée ci-dessus.

En raison du caractère systémique du Groupe BPCE et de l'appréciation actuellement portée par les autorités de résolution, des mesures de résolution seraient le cas échéant plus susceptibles d'être prises que l'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire. Une procédure de résolution peut être initiée à l'encontre de BPCE et de l'ensemble des entités affiliées si (i) la défaillance de BPCE et de l'ensemble des entités affiliées est avérée ou prévisible, (ii) il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure puisse empêcher cette défaillance dans un délai raisonnable et (iii) une mesure de résolution est requise pour atteindre les objectifs de la résolution : (a) garantir la continuité des fonctions critiques, (b) éviter les effets négatifs importants sur la stabilité financière, (c) protéger les ressources de l'État par une réduction maximale du recours aux soutiens financiers publics exceptionnels et (d) protéger les fonds et actifs des clients, notamment ceux des déposants. Un établissement est considéré défaillant lorsqu'il ne respecte pas les conditions de son agrément, qu'il est dans l'incapacité de payer ses dettes ou autres engagements à leur échéance, qu'il sollicite un soutien financier public exceptionnel (sous réserve d'exceptions limitées) ou que la valeur de son passif est supérieure à celle de son actif.

Outre le pouvoir de renflouement interne, les autorités de résolution sont dotées de pouvoirs élargis afin de mettre en œuvre d'autres mesures de résolution eu égard aux établissements défaillants ou, dans certaines circonstances, à leurs groupes, pouvant inclure, entre autres : la vente intégrale ou partielle de l'activité de l'établissement à une tierce partie ou à un établissement-relais, la séparation des actifs, le remplacement ou la substitution de l'établissement en tant que débiteur des instruments de dette, les modifications des modalités des instruments de dette (y compris la modification de l'échéance et/ou du montant des intérêts payables et/ou la suspension provisoire des paiements), la suspension de l'admission à la négociation ou à la cote officielle des instruments financiers, le renvoi des dirigeants ou la nomination d'un administrateur provisoire (administrateur spécial) et l'émission de capital ou de fonds propres.

L'exercice des pouvoirs décrits ci-dessus par les autorités de résolution pourrait entraîner la dépréciation ou la conversion intégrale ou partielle des instruments de fonds propres et des créances émises par BPCE ou est susceptible d'affecter significativement les ressources dont dispose BPCE pour effectuer le paiement de tels instruments et par conséquent, les détenteurs de titres BPCE pourraient subir des pertes.

La législation fiscale et son application en France et dans les pays où le Groupe BPCE poursuit ses activités sont susceptibles d'avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe BPCE.

En tant que groupe bancaire multinational menant des opérations internationales complexes et importantes, le Groupe BPCE (et particulièrement Natixis) est soumis aux législations fiscales d'un grand nombre de pays à travers le monde, et structure son activité en se conformant aux règles fiscales applicables. La modification des régimes fiscaux par les autorités compétentes dans ces pays pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe BPCE. Le Groupe BPCE gère ses activités dans l'optique de créer de la valeur à partir des synergies et des capacités commerciales de ses différentes entités. Il s'efforce également de structurer les produits financiers vendus à ses clients de manière fiscalement efficiente. Les structures des opérations intra-groupe et des produits financiers vendus par les entités du Groupe BPCE sont fondées sur ses propres

interprétations des lois et réglementations fiscales applicables, généralement sur la base d'avis rendus par des conseillers fiscaux indépendants, et, en tant que de besoin, de décisions ou d'interprétations spécifiques des autorités fiscales compétentes. Il ne peut être exclu que les autorités fiscales, à l'avenir, remettent en cause certaines de ces interprétations, à la suite de quoi les positions fiscales des entités du Groupe BPCE pourraient être contestées par les autorités fiscales, ce qui pourrait donner lieu à des redressements fiscaux, et en conséquence, pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats du Groupe BPCE.

27.3. Risques de crédit et de contrepartie

273.1. Définition

Le risque de crédit est le risque encouru en cas de défaillance d'un débiteur ou d'une contrepartie, ou de débiteurs ou de contreparties considérés comme un même groupe de clients liés conformément à la réglementation ; ce risque peut également se traduire par la perte de valeur de titres émis par la contrepartie défaillante.

Le risque de contrepartie se définit comme le risque que la contrepartie d'une opération fasse défaut avant le règlement définitif de l'ensemble des flux de trésorerie liés à l'opération.

273.2. Organisation de la gestion des risques de crédit

La fonction de gestion des risques de crédit de l'établissement dans le cadre de son dispositif d'appétit au risque :

- propose aux Dirigeants Effectifs des systèmes délégataires d'engagement des opérations, prenant en compte des niveaux de risque ainsi que les compétences et expériences des équipes ;
- participe à la fixation des normes de tarification de l'établissement en veillant à la prise en compte du niveau de risque, dans le respect de la norme Groupe ;
- effectue des analyses contradictoires sur les dossiers de crédit hors délégation pour décision du comité ;
- analyse les risques de concentration, les risques sectoriels et les risques géographiques ;
- contrôle périodiquement les notes et s'assure du respect des limites ;
- alerte les Dirigeants Effectifs et notifie aux responsables opérationnels en cas de dépassement d'une limite ;
- inscrit en Watchlist les dossiers de qualité préoccupante et dégradée, selon les normes Groupe ;
- contrôle la mise en œuvre des plans de réduction des risques et participe à la définition des niveaux de provisionnement nécessaires si besoin ;
- met en œuvre le dispositif de contrôle permanent de 2nd niveau dédié aux risques de crédit via l'outil Groupe PRISCOP ;
- contribue aux travaux du Groupe.

Le Comité Exécutif des Risques, en lien avec la définition de son appétit au risque, valide la politique de l'établissement en matière de risque de crédit en lien avec les politiques Groupe, statue sur les plafonds internes et les limites de crédit, valide le cadre délégataire de l'établissement, examine les expositions importantes et les résultats de la mesure des risques.

Plafonds et limites

Au niveau de l'Organe Central, la Direction des Risques Groupe et le Secrétariat Général Groupe en charge de la conformité et des contrôles permanents du Groupe réalise pour le Comité Risques et Conformité Groupe la mesure et le contrôle du respect des plafonds réglementaires.

Le dispositif de plafonds internes des établissements, qui se situe à un niveau inférieur aux plafonds réglementaires, est appliqué pour l'ensemble des entités du Groupe. Un dispositif de limites Groupe est également mis en place sur les principales classes d'actifs et sur les principaux groupes de contrepartie dans chaque classe d'actif.

Les dispositifs de plafonds internes et de limites groupe font l'objet de reportings réguliers aux instances.

Enfin une déclinaison sectorielle de la surveillance des risques est organisée, au travers de dispositifs qui se traduisent en préconisations pour les établissements du Groupe, sur certains secteurs sensibles. Plusieurs politiques sectorielles sont en place (agro-alimentaire, automobile, BTP, communication et médias, énergies renouvelables, etc...). Ces politiques tiennent compte des risques Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG).

Politique de notation

La mesure des risques de crédit et de contrepartie repose sur des systèmes de notations adaptés à chaque typologie de clientèle ou d'opérations, dont la Direction des Risques assure le contrôle de performance via la validation des modèles et la mise en place depuis 2020 d'un dispositif Groupe dédié à la gestion du risque de modèle.

La notation est un élément fondamental de l'appréciation du risque.

Dans le cadre du contrôle permanent, la Direction des Risques de BPCE a, notamment, mis en œuvre un monitoring central dont l'objectif est de contrôler la qualité des données et la bonne application des normes Groupe en termes de segmentations, de notations, de garanties, de défauts et de pertes.

273.3. Suivi et surveillance des risques de crédit et de contrepartie

La fonction de gestion des risques est indépendante des filières opérationnelles, en particulier elle ne dispose pas de délégation d'octroi de crédit et n'assure pas l'analyse métier des demandes d'engagement.

Elle met en application le Référentiel Risques de Crédit mis à jour et diffusé régulièrement par la Direction des Risques Groupe. Ce Référentiel Risques de Crédit rassemble les normes et bonnes pratiques à décliner dans chacun des établissements du Groupe BPCE et les normes de gestion et de reporting fixées par le Conseil de Surveillance ou le Directoire de BPCE sur proposition du Comité des Risques et Conformité Groupe. Il est un outil de travail pour les intervenants de la fonction de gestion des risques au sein du Groupe et constitue un élément du dispositif de contrôle permanent des établissements du Groupe.

La Direction des Risques et la Direction de la Conformité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont en lien fonctionnel fort avec la Direction des Risques Groupe qui est en charge de :

- la définition des normes risque de la clientèle ;
- l'évaluation des risques (définition des concepts) ;
- l'élaboration des méthodologies, modèles et systèmes de notation du risque (scoring ou systèmes experts) ;
- la conception et le déploiement des dispositifs de monitoring, des normes et de la qualité des données ;
- la réalisation des tests de performance des systèmes de notation (back-testing) ;
- la réalisation des scénarii de stress de risque de crédit (ceux-ci sont éventuellement complétés de scénarii complémentaires définis en local) ;
- la validation des normes d'évaluation, de contrôle permanent et de reporting.

Par ailleurs, BPCE centralise le suivi des contrôles de la fonction de gestion des risques.

La surveillance des risques de la Caisse d'Epargne Loire-Centre porte sur la qualité des données en lien avec les principes BCBS239 et la qualité des expositions. Elle est pilotée au travers d'indicateurs, pour chaque classe d'actif.

Le Groupe BPCE applique la norme IFRS 9 "Instruments financiers" qui définit les nouvelles règles de classement et d'évaluation des actifs et des passifs financiers, la nouvelle méthodologie de dépréciation pour risque de crédit des actifs financiers ainsi que le traitement des opérations de couverture.

La fonction de gestion des risques de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'assure que toute opération est conforme aux référentiels Groupe et procédures en vigueur en matière de contreparties autorisées. Elle propose au comité compétent les inscriptions en WatchList des dossiers de qualité préoccupante ou dégradée, selon les normes Groupe. Cette mission est du ressort de la fonction de gestion des risques de notre établissement sur son propre périmètre et du ressort de la Direction des Risques Groupe au niveau consolidé.

■ Répartition des expositions brutes par catégories (risques de crédit dont risques de contrepartie)

en K€	31/12/2021			31/12/2022			Variation	Variation en %
	Standard	IRB	Total	Standard	IRB	Total		
Administrations centrales et banques centrales	3 469 404	0	3 469 404	3 595 595	0	3 595 595	126 191	3,6%
Etablissements	4 419 340	0	4 419 340	5 430 921	0	5 430 921	1 011 581	22,9%
Entreprises	2 937 275	454 257	3 391 531	3 456 681	576 528	4 033 209	641 678	18,9%
Clientèle de détail	3 493	10 024 302	10 027 795	9 852	10 901 220	10 911 071	883 277	8,8%
Actions	68 427	216 867	285 294	82 858	219 086	301 944	16 650	5,8%
Sous-total	10 897 938	10 695 426	21 593 364	12 575 907	11 696 833	24 272 740	2 679 376	12,4%
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	252 389	0	252 389	264 949	0	264 949	12 560	5,0%
Positions de titrisation	1 648	0	1 648	844	0	844	-803	-48,8%
TOTAL Approche standard + avancée du risque de crédit	11 151 975	10 695 426	21 847 401	12 841 700	11 696 833	24 538 534	2 691 133	12,3%

en K€	Montant brut de l'exposition				RWA			
	31/12/2021	31/12/2022	Variation	Variation en %	31/12/2021	31/12/2022	Variation	Variation en %
Administrations centrales et banques centrales	3 469 404	3 595 595	126 191	3,6%	84 158	105 359	21 202	25,2%
Etablissements	4 419 340	5 430 921	1 011 581	22,9%	403 528	445 901	42 373	10,5%
Entreprises	3 391 531	4 033 209	641 678	18,9%	2 050 661	2 527 770	477 109	23,3%
Clientèle de détail	10 027 795	10 911 071	883 277	8,8%	1 565 429	1 712 453	147 024	9,4%
Actions	285 294	301 944	16 650	5,8%	992 974	919 221	-73 754	-7,4%
Sous-total	21 593 364	24 272 740	2 679 376	12,4%	5 096 749	5 710 704	613 954	12,0%
Autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit	252 389	264 949	12 560	5,0%	155 481	124 480	-31 001	-19,9%
Positions de titrisation	1 648	844	-803	-48,8%	0	0	0	0,0%
TOTAL Approche standard + avancée du risque de crédit	21 847 401	24 538 534	2 691 133	12,3%	5 252 230	5 835 184	582 952	11,1%

Globalement, les RWA progressent plus faiblement que les montants bruts entre les arrêtés 2021 et 2022, avec respectivement des augmentations de +11,10 % et +12,32 %.

La hausse du montant brut de l'exposition (+2 691 M€) est principalement portée par les Etablissements (+1 012 M€ dont la progression de nos expositions vis-à-vis de BPCE et NATIXIS pour notamment la gestion du LCR et du NSFR) et une activité commerciale soutenue avec la Clientèle de détail (+883 M€) et avec les Entreprises (+642 M€).

La progression des encours de la Clientèle de détail et des Entreprises est essentiellement à l'origine de l'augmentation des RWA de 583 M€ sur l'exercice 2022 ; plus précisément celle-ci a entraîné des RWA supplémentaires à hauteur de 147 M€ pour la Clientèle de détail et 477 M€ pour les Entreprises. Cette hausse (147 M€, + 477 M€) est légèrement compensée par la diminution des RWA sur les "Actions" (-74 M€) ; deux fonds pondérés à 1250 % au 31/12/2021 bénéficient désormais de la méthode par transparence pour leur calcul de RWA.

Suivi du risque de concentration par contrepartie

Le suivi des taux de concentration est réalisé à partir des encours bilan et hors bilan.

Le tableau ci-dessous présente, par ordre décroissant, les 10 contreparties portant les plus fortes expositions de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sur la base :

- des six bénéficiaires dont l'exposition (Expositions brutes – provisions – éléments déduits des Fonds Propres) dépasse 10 % des fonds propres réglementaires ;
- et des quatre contreparties suivantes dont les montants d'exposition, s'ils sont inférieurs aux 10 % des fonds propres réglementaires, représentent toutefois les expositions en risques pondérés les plus élevés (pondération à 100 %).

▪ **Montant des engagements sur les 10 principaux groupes de contreparties**

COUNTERPARTY	Total original exposure	(-) Value adjustments and provisions	(-) Exposures deducted from own funds	Exposure value before application of exemptions and CRM	ELIGIBLE CREDIT RISK MITIGATION (CRM) TECHNIQUES	(-) Amounts exempted	Exposure value after application of exemptions and CRM
Contrep partie 1	11 352 215 238	-183 324 521	-354 619 430	10 814 271 287	0	-10 792 933 287	21 338 000
Contrep partie 2	3 303 207 719	-1 132 664	-18 455 585	3 283 619 470	-840 633	-3 217 115 564	65 663 273
Contrep partie 3	499 429 628	-13 675 906	0	488 348 851	0	-488 348 851	0
Contrep partie 4	274 068 583	0	0	274 068 583	0	-219 254 866	54 813 717
Contrep partie 5	209 400 471	0	0	209 400 471	0	-165 673 366	43 727 105
Contrep partie 6	156 362 220	-20 260 355	0	136 101 865	0	-136 101 865	0
Contrep partie 7	69 557 636	0	0	69 557 636	-12 646 944	0	56 910 692
Contrep partie 8	65 761 523	0	0	65 761 523	-31 791 070	0	33 970 453
Contrep partie 9	51 492 335	-728	0	51 491 607	-16 642 138	0	34 849 470
Contrep partie 10	50 736 624	0	0	50 736 624	-1 490 400	0	49 246 224

Tout au long de 2022, aucune contrepartie n'a dépassé en risques nets pondérés le seuil réglementaire de 25 % des Fonds Propres.

Par ailleurs, pour les établissements en approche notation interne, doivent être déclarées a minima les 20 plus grandes expositions des bénéficiaires non pondérés à 0 % (principalement les contreparties autres que l'Etat Français).

Ci-dessous le montant des risques nets de provisions et déductions des 20 bénéficiaires non pondérés à 0 % :

Total Risque NET 31/12/2021	Total Risque NET 31/12/2022	Variation
1 067 567 616	1 137 038 578	6,51%

Cette hausse est notamment due à l'exposition sur une collectivité qui augmente de 26 M€ entre les deux arrêts.

La première exposition privée (pondérée à 100 %) s'établit à 5,25 % des fonds propres réglementaires et est de bonne qualité.

Suivi du risque géographique

L'exposition géographique des encours de crédit porte essentiellement sur la zone euro et plus particulièrement sur la France, soit 99 % des expositions au 31/12/2022.

Couverture des encours douteux – En M€	31/12/2022	01/01/2022
Encours bruts de crédit clientèle et établissements de crédit	20 866	18 386
Dont encours S3	272	262
Taux encours douteux / encours bruts	1,3%	1,4%
Total dépréciations constituées S3	101,2	115,1
Dépréciations constituées / encours douteux	37,1%	44,0%

Expositions renégociées et non performantes

■ EU CQ1 - Qualité de crédit des expositions renégociées

31/12/2022	Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, ou variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés et garanties reçues pour les expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	
	Renégociées performantes	Renégociées non performantes			Sur des expositions renégociées performantes	Sur des expositions renégociées non performantes		Dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation
<i>En millions d'euros</i>			Dont : en défaut	Dont : dépréciées				
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vues	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et avances	40	94	94	94	(3)	(34)	59	45
<i>Banques centrales</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Administrations publiques</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Établissements de crédit</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Autres Entreprises Financières</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Entreprises Non Financières</i>	26	31	31	31	(2)	(14)	21	15
<i>Ménages</i>	14	63	63	63	(0)	(20)	38	29
Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements de prêt donnés	4	0	0	0	0	0	1	0
Total	44	94	94	94	(3)	(34)	60	45

31/12/2021	Valeur comptable brute / Montant nominal des expositions faisant l'objet de mesures de renégociation				Dépréciations cumulées, ou variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions		Sûretés et garanties reçues pour les expositions faisant l'objet de mesures de renégociation	
	Renégociées performantes	Renégociées non performantes			Sur des expositions renégociées performantes	Sur des expositions renégociées non performantes		Dont sûretés reçues et garanties financières reçues pour des expositions non performantes faisant l'objet de mesures de renégociation
			Dont : en défaut	Dont : dépréciées				
En millions d'euros								
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vues	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et avances	89	118	118	117	(3)	(46)	132	64
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Administrations publiques	0	1	1	0	0	(0)	1	1
Établissements de crédit	0	0	0	0	0	(0)	0	0
Autres Entreprises Financières	0	0	0	0	0	0	0	0
Entreprises Non Financières	65	44	44	44	(1)	(19)	74	22
Ménages	25	72	72	72	(1)	(27)	57	42
Titres de créance	0	0	0	0	0	0	0	0
Engagements de prêt donnés	1	0	0	0	0	0	0	0
Total	90	118	118	117	(3)	(46)	132	65

■ EU CR1 – Expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes

31/12/2022	Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, ou variations négatives cumulées de la juste valeur imputable dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes – dépréciation cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3			
En millions d'euros															
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	800	800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et avances	19 845	17 621	2 150	272	0	268	(94)	(22)	(71)	(101)	(0)	(101)		9 703	106
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Administrations publiques	4 954	4 714	224	0	0	0	(1)	(0)	(1)	0	0	0		24	0
Établissements de crédit	2 204	2 176	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0
Autres Entreprises Financières	42	42	0	0	0	0	(0)	(0)	(0)	(0)	0	(0)		2	0
Entreprises Non Financières	3 664	2 883	752	151	0	147	(68)	(16)	(50)	(59)	(0)	(59)		1 947	51
Dont PME	2 051	1 563	487	72	0	69	(41)	(7)	(33)	(32)	0	(31)		1 366	40
Ménages	8 981	7 807	1 174	121	0	121	(26)	(5)	(20)	(42)	(0)	(42)		7 730	55
Titres de créance	774	687	0	0	0	0	(0)	(0)	(0)	0	0	0		1	0
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Administrations publiques	520	520	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0
Établissements de crédit	3	3	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0
Autres Entreprises Financières	103	16	0	0	0	0	(0)	(0)	(0)	0	0	0		1	0
Entreprises Non Financières	149	149	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0
Expositions Hors Bilan	2 059	1 864	190	14	0	12	(6)	(4)	(2)	(5)	(0)	(4)		565	0
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Administrations publiques	167	165	2	0	0	0	(0)	(0)	(0)	0	0	0		2	0
Établissements de crédit	25	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Autres Entreprises Financières	21	20	0	0	0	0	(0)	(0)	0	(0)	0	0		0	0
Entreprises Non Financières	1 211	1 053	154	14	0	12	(5)	(3)	(2)	(5)	(0)	(4)		159	0
Ménages	636	602	34	0	0	0	(1)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)		405	0
Total	23 478	20 972	2 340	286	0	281	(100)	(26)	(73)	(106)	(0)	(105)		10 269	107

31/12/2021	Valeur comptable brute / Montant nominal						Dépréciations cumulées, ou variations négatives cumulées de la juste valeur imputable dues au risque de crédit et provisions						Sorties partielles du bilan cumulées	Sûretés et garanties financières reçues	
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes – dépréciation cumulées et provisions			Expositions non performantes – Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions				Sur les expositions performantes	Sur les expositions non performantes
		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3		Dont étape 1	Dont étape 2		Dont étape 2	Dont étape 3			
En millions d'euros															
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vue	368	368	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Prêts et avances	17 816	16 837	919	262	0	255	(69)	(22)	(47)	(115)	(0)	(114)		8 798	126
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Administrations publiques	4 619	4 534	65	1	0	0	(1)	(0)	(1)	(0)	0	0		2	1
Établissements de crédit	1 785	1 756	0	0	0	0	0	0	0	(0)	0	(0)		(0)	0
Autres Entreprises Financières	37	36	0	0	0	0	(0)	(0)	(0)	(0)	0	(0)		1	0
Entreprises Non Financières	3 077	2 557	509	133	0	128	(50)	(16)	(33)	(65)	(0)	(64)		1 679	56
Dont PME	1 775	1 454	320	79	0	76	(30)	(8)	(22)	(33)	(0)	(32)		1 190	43
Ménages	8 298	7 954	344	127	0	127	(19)	(6)	(13)	(50)	0	(50)		7 117	70
Titres de créance	949	867	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		2	0
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Administrations publiques	677	677	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0
Établissements de crédit	4	4	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0
Autres Entreprises Financières	88	7	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		2	0
Entreprises Non Financières	179	179	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0
Expositions Hors Bilan	1 804	1 673	130	11	0	11	(7)	(4)	(3)	(4)	(0)	(4)		430	1
Banques centrales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Administrations publiques	216	215	1	0	0	0	(0)	(0)	(0)	0	0	0		0	0
Établissements de crédit	53	53	0	0	0	0	(0)	(0)	0	0	0	0		0	0
Autres Entreprises Financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	0
Entreprises Non Financières	1 025	906	120	10	0	10	(6)	(3)	(3)	(4)	(0)	(4)		144	0
Ménages	509	500	9	0	0	0	(1)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)		285	0
Total	20 936	19 746	1 049	272	0	265	(76)	(26)	(50)	(119)	(0)	(118)		9 230	127

■ EU CQ3 – Qualité de crédit des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance

31/12/2022 En millions d'euros	Valeur comptable brute / Montant nominal											
	Expositions performantes			Expositions non performantes								
		Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vues	800	800	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et avances	19 845	19 809	37	272	257	4	6	2	1	1	1	272
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	4 954	4 953	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	2 204	2 204	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Entreprises Financières	42	42	-	0	0	-	-	-	-	-	-	0
Entreprises Non Financières	3 664	3 660	4	151	139	3	5	1	1	1	1	151
Dont PME	2 051	2 049	3	72	63	3	3	1	1	1	1	72
Ménages	8 981	8 949	32	121	118	1	1	0	0	0	0	121
Titres de créance	774	774	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	520	520	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	3	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Entreprises Financières	103	103	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises Non Financières	149	149	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Expositions Hors Bilan	2 059			14								12
Banques centrales	-			-								-
Administrations publiques	167			-								-
Établissements de crédit	25			0								-
Autres Entreprises Financières	21			-								-
Entreprises Non Financières	1 211			14								12
Ménages	636			0								0
Total	23 478	21 383	37	286	257	4	6	2	1	1	1	285

31/12/2021 En millions d'euros	Valeur comptable brute / Montant nominal											
	Expositions performantes			Expositions non performantes								
		Pas en souffrance ou en souffrance ≤ 30 jours	En souffrance > 30 jours ≤ 90 jours		Paiement improbable mais pas en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours	En souffrance > 90 jours ≤ 180 jours	En souffrance > 180 jours ≤ 1 an	En souffrance > 1 an ≤ 2 ans	En souffrance > 2 ans ≤ 5 ans	En souffrance > 5 ans ≤ 7 ans	En souffrance > 7 ans	Dont en défaut
Comptes à vue auprès de banques centrales et autres dépôts à vues	368	368	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et avances	17 816	17 807	9	262	249	2	5	1	3	1	1	262
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	4 619	4 619	-	1	1	-	-	-	-	-	-	1
Établissements de crédit	1 785	1 785	-	0	0	-	-	-	-	-	-	0
Autres Entreprises Financières	37	37	-	0	0	-	-	-	-	-	-	0
Entreprises Non Financières	3 077	3 075	2	133	125	0	4	0	2	0	1	133
Dont PME	1 775	1 774	1	79	73	0	4	0	2	0	1	79
Ménages	8 298	8 291	7	127	123	2	1	0	1	0	0	127
Titres de créance	949	949	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	677	677	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Établissements de crédit	4	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres Entreprises Financières	88	88	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises Non Financières	179	179	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Expositions Hors Bilan	1 804			11								11
Banques centrales	-			-								-
Administrations publiques	216			-								-
Établissements de crédit	53			-								-
Autres Entreprises Financières	-			-								-
Entreprises Non Financières	1 025			10								10
Ménages	509			0								0
Total	20 936	19 124	9	272	249	2	5	1	3	1	1	272

Qualité de crédit

■ EU CQ4 - Qualité des expositions par situation géographique

	31/12/2022					
	Valeur comptable / montant nominal brut			Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières donnés	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
	Dont non performantes		Dont soumises à dépréciation			
		Dont en défaut				
En millions d'euros						
Expositions au bilan	20 891	272	272	20 752	(196)	0
France	20 676	272	272	20 539	(194)	0
Luxembourg	62	-	-	61	(1)	0
Espagne	59	-	-	59	(0)	0
Portugal	27	0	0	27	(0)	0
Etats-unis	24	0	0	24	(0)	0
Autres pays	44	1	1	44	(1)	0
Expositions hors bilan	2 073	14	12		(10)	
France	2 051	14	12		(10)	
Belgique	15	-	-		(0)	
Luxembourg	5	-	-		(0)	
Suisse	1	-	-		(0)	
Bresil	0	-	-		(0)	
Autres pays	1	0	0		(0)	
Total	22 964	286	285	20 752	(196)	(10)

	31/12/2021					
	Valeur comptable / montant nominal brut			Dépréciation cumulée	Provisions sur engagements hors bilan et garanties financières donnés	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
	Dont non performantes		Dont soumises à dépréciation			
	Dont en défaut					
En millions d'euros						
Expositions au bilan	19 026	262	262	18 885	(184)	0
France	18 854	261	261	18 713	(183)	0
Luxembourg	35	-	-	35	(1)	0
Espagne	31	0	0	31	(0)	0
Portugal	26	0	0	26	(0)	0
Etats-unis	22	-	-	22	(0)	0
Autres pays	58	1	1	58	(0)	0
Expositions hors bilan	1 814	11	11		(11)	
France	1 813	11	11		(11)	
Luxembourg	0	-	-		(0)	
Suisse	0	-	-		(0)	
Russie, federation de	0	-	-		(0)	
Canada	0	-	-		(0)	
Autres pays	1	0	0		(0)	
Total	20 841	272	272	18 885	(184)	(11)

▪ **EU CQ5 - Qualité de crédit des prêts et avances accordés à des entreprises non financières par branche d'activité**

	31/12/2022					
	Valeur comptable brute				Dépréciation cumulée	Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit
	Dont non performantes		Dont prêts et avances soumis à dépréciation			
			Dont en défaut			
En millions d'euros						
Agriculture, sylviculture et pêche	14	1	1	14	(1)	-
Industries extractives	4	-	-	4	(0)	-
Industrie manufacturière	239	23	23	239	(17)	-
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	106	-	-	106	(2)	-
Production et distribution d'eau	22	2	2	22	(1)	-
Construction	215	17	17	215	(14)	-
Commerce	343	13	13	343	(13)	-
Transport et stockage	33	1	1	33	(1)	-
Hébergement et restauration	97	8	8	97	(7)	-
Information et communication	77	3	3	77	(2)	-
Activités financières et d'assurance	427	7	7	427	(12)	-
Activités immobilières	1 683	23	23	1 675	(38)	-
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	260	5	5	260	(8)	-
Activités de services administratifs et de soutien	87	1	1	87	(2)	-
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	5	-	-	5	(0)	-
Enseignement	22	2	2	22	(1)	-
Santé humaine et action sociale	137	39	39	137	(5)	-
Arts, spectacles et activités récréatives	22	1	1	22	(2)	-
Autres services	22	4	4	22	(2)	-
Total	3 815	151	151	3 807	(127)	-

	31/12/2021					Variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit sur expositions non performantes
	Valeur comptable brute			Dépréciation cumulée		
	Dont non performantes	Dont prêts et avances soumis à dépréciation				
					Dont en défaut	
En millions d'euros						
Agriculture, sylviculture et pêche	11	1	1	11	(1)	-
Industries extractives	4	-	-	4	(0)	-
Industrie manufacturière	158	26	26	158	(16)	-
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	90	-	-	90	(2)	-
Production et distribution d'eau	9	2	2	9	(1)	-
Construction	194	16	16	194	(12)	-
Commerce	320	31	31	320	(15)	-
Transport et stockage	31	1	1	31	(1)	-
Hébergement et restauration	93	6	6	93	(6)	-
Information et communication	44	0	0	44	(0)	-
Activités financières et d'assurance	394	8	8	394	(11)	-
Activités immobilières	1 390	24	24	1 380	(35)	-
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	244	9	9	244	(7)	-
Activités de services administratifs et de soutien	68	2	2	68	(2)	-
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	6	-	-	6	(0)	-
Enseignement	25	4	4	25	(1)	-
Santé humaine et action sociale	86	1	1	86	(1)	-
Arts, spectacles et activités récréatives	21	0	0	21	(2)	-
Autres services	23	3	3	23	(2)	-
Total	3 210	133	133	3 201	(115)	-

Tableaux COVID 19

1 - Information sur les prêts et avances sujets à moratoire législatif et non législatif

Le tableau COVID 1 n'a plus lieu d'être, en l'absence de moratoire.

2 - Ventilation des prêts et avances sujets à moratoire législatif et non législatif par échéance résiduelle du moratoire

	Nombre de débiteurs		Valeur brute						
			Dont : moratoire législatif	Dont : terme expiré	Échéance résiduelle du moratoire				
					<= 3 mois	> 3 mois <= 6 mois	> 6 mois <= 9 mois	> 9 mois <= 12 mois	> 1 an
1	Prêts et avances ayant fait l'objet d'une offre de moratoire	5 136	183						
2	Prêts et avances sujets à moratoire (accordé)	5 136	183	0	183	0	0	0	0
3	dont : Ménages		11	0	11	0	0	0	0
4	dont : Garantis par un bien immobilier résidentiel		3	0	3	0	0	0	0
5	dont : Entreprises non financières		172	0	172	0	0	0	0
6	dont : Petites et moyennes entreprises		119	0	119	0	0	0	0
7	dont : Garantis par un bien immobilier commercial		55	0	55	0	0	0	0

3 - Information relative aux nouveaux prêts et avances fournis dans le cadre des dispositifs bénéficiant de garanties publiques en réponse à la crise du COVID-19

	Valeur brute		Montant maximal de la garantie pouvant être envisagée	Valeur brute
		dont : soumis à mesures de restructuration	Garanties publiques reçues	Capitaux entrants sur expositions non performantes
Nouveaux prêts et avances fournis dans le cadre des dispositifs bénéficiant de garanties publiques	265	0	0	0
dont : Ménages	8			0
dont : Garantis par un bien immobilier résidentiel	0			0
dont : Entreprises non financières	257	0	0	0
dont : Petites et moyennes entreprises	103			0
dont : Garantis par un bien immobilier commercial	0			0

Technique de réduction des risques

EU CR3 - Techniques de réduction du risque de crédit

	31/12/2022				
	Valeur comptable non garantie	Valeur comptable garantie	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
En millions d'euros					
Prêts et avances	10 913	9 809	1 538	8 271	-
Titres de créance	773	1	-	1	
Total	11 686	9 810	1 538	8 272	-
Dont expositions non performantes	65	106	31	75	-
Dont en défaut	65	106			

	31/12/2021				
	Valeur comptable non garantie	Valeur comptable garantie	Dont garantie par des sûretés	Dont garantie par des garanties financières	Dont garantie par des dérivés de crédit
<i>En millions d'euros</i>					
Prêts et avances	9 521	8 925	1 459	7 465	-
Titres de créance	947	2	-	2	
Total	10 468	8 926	1 459	7 467	-
<i>Dont expositions non performantes</i>	135	126	59	67	-
<i>Dont en défaut</i>	135	126			

> Simulation de crise relative aux risques de crédit

La Direction des Risques Groupe réalise des simulations de crise relatives au risque de crédit du Groupe BPCE et, par suite, incluant l'ensemble des établissements dont la Caisse d'Epargne Loire-Centre. Les tests de résistance ont pour objectif de mesurer la sensibilité des différents portefeuilles à une situation dégradée, en termes de coût du risque, d'actifs pondérés et de perte attendue.

Les tests de résistance sont réalisés sur la base des expositions consolidées du Groupe. Ils tiennent compte, au niveau des calibrages des paramètres de risques, des spécificités de chaque grand bassin du Groupe (Natixis, CFF, Réseau Banque Populaire, Réseau Caisse d'Epargne). Ils couvrent l'ensemble des portefeuilles soumis aux risques de crédit et de contrepartie, quelle que soit l'approche retenue pour le calcul des encours pondérés (approche standard ou IRB). Leur réalisation se fonde sur des informations détaillées et cadrées avec celles alimentant le reporting prudentiel Groupe COREP et les analyses de risque sur les portefeuilles.

Trois types de stress-tests sont réalisés :

- le stress-test EBA vise à tester la résistance des établissements de crédit face à des chocs simulés et à les comparer entre eux
- le stress-test interne annuel au Groupe BPCE. Il comporte davantage de scénarios que le stress test EBA et inclut l'évolution de l'ensemble du bilan sur les projections ;
- des stress-tests spécifiques peuvent être réalisés sur demande externe (superviseur) ou interne.

Le stress test de l'EBA confirme la solidité financière et la qualité de la politique de risques du Groupe BPCE.

Par ailleurs, dans le cadre de la macro-cartographie des risques annuelle, les établissements réalisent des stress-tests sur chaque risque de crédit identifiés dans la macro-cartographie et dans leur appétit au risque.

Le dispositif de contrôle de la prise des garanties, de leur validité, de leur enregistrement et de leur valorisation relève de la responsabilité de notre Etablissement. L'enregistrement des garanties suit les procédures en vigueur, communes à notre réseau. Nous assurons la conservation et l'archivage de nos garanties, conformément aux procédures en vigueur.

Les services en charge de la prise des garanties (production bancaire) sont responsables des contrôles de 1er niveau.

Les directions opérationnelles effectuent des contrôles permanents de premier niveau et la Direction des Risques, des contrôles permanents de second niveau sur la validité et l'enregistrement des garanties.

> Effet des techniques de réduction du risque de crédit

En 2022, la prise en compte des collatéraux reçus au titre des garanties et des sûretés obtenues par l'établissement dans le cadre de son activité de crédit, et la prise en compte des achats de protection, ont permis de réduire l'exposition de l'établissement au risque de crédit et, par conséquent, l'exigence en fonds propres.

273.4. Travaux réalisés en 2022

L'exercice 2022 a été marqué par le déclenchement de la guerre en Ukraine qui a engendré une hausse des coûts de l'énergie et une forte inflation, nécessitant une remontée des taux directeurs des banques centrales. Le dispositif de surveillance hérité de la crise covid a été adapté pour prendre en compte le nouveau contexte géo-politique et économique.

L'exigence a été également maintenue sur l'insertion opérationnelle des principales normes, règles et politiques en établissements afin de garantir une mise en œuvre homogène au sein du groupe.

Dans un contexte de crises ayant des conséquences économiques impactantes, la Direction des Risques a poursuivi en 2022 les actions spécifiques démarrées depuis le début de la crise sanitaire afin de renforcer la surveillance du portefeuille crédit. En effet, les mesures gouvernementales de soutien économique ont permis sur les deux dernières années de soutenir les différents acteurs mais également de masquer l'apparition de difficultés financières de fond pour le marché des professionnels et des entreprises. L'année 2022 a été marquée par la fin du "quoi qu'il en coûte" et par une augmentation sensible des défaillances des entreprises.

En Caisse d'Epargne Loire-Centre, les travaux de renforcement du dispositif de surveillance ont été réalisés en 2022 dans la continuité de ceux réalisés en 2020 et 2021. Il se traduisent notamment par :

- Le suivi renforcé sur l'évolution du risque et suivi sectoriel des clients bénéficiaires des mesures d'accompagnement ou pouvant être impactés par la crise géopolitique et par le contexte inflationniste ;
- L'utilisation des différents reportings développés en local ou par le Groupe afin de piloter la surveillance de crédits ;
- L'utilisation de l'indicateur synthétique risque (ISR) du Groupe BPCE qui permet de capter, via un faisceau d'indicateurs, les événements susceptibles de traduire les difficultés de nos clients et à prioriser les clients à revoir afin de qualifier le niveau de risque. Ce périmètre est complété par des indicateurs permettant de détecter les clients potentiellement en risque et de structurer les revues de portefeuille sur les marchés des Professionnels et de la BDR ;
- La qualification du niveau de risque des clients professionnels et entreprises avec une formalisation dans les SI afin d'assurer une remontée de l'information en central ;
- Le renforcement de la veille sectorielle afin d'identifier mois après mois l'évolution de l'intensité des difficultés rencontrées par les clients sous l'effet de la crise, en fonction des secteurs d'activité ;

Par ailleurs, le dispositif d'encadrement des pratiques d'octroi a été revu et complété sur les thématiques suivantes :

- L'outil ADELYS DEFI, qui permet de déterminer automatiquement le niveau délégataire requis pour les opérations saisies dans DEFI, a été déployé pour les centres d'affaires de la BDR au 2^e trimestre 2022. Le pilote conduit auprès du marché des Professionnels au 4^e trimestre 2022 permet la généralisation à l'ensemble du réseau BDD au 1^{er} trimestre 2023. Ces déploiements amènent une sécurisation des octrois ainsi qu'un gain de temps et d'efficacité pour le réseau commercial.
- Revue de l'encadrement sur les financements verts et les énergies renouvelables (politique d'octroi, limites...) ainsi que la politique de risques Grande Distribution et Crédit à l'habitat en lien avec les décisions du Haut Conseil de Stabilité Financière-HCSF.
- Accompagnement des changements sur le marché de la BDR du processus de qualification de la Forbearance pour anticiper la dégradation du risque et prendre les mesures adéquates.
- Enrichissement du socle commun des contrôles permanents : Forbearance, valorisation des garanties hypothécaires sur le marché des Corporate.

Des comités et une task force ont été animés en 2022 afin d'anticiper la dégradation du risque de crédit et le passage en défaut des contreparties. Par ailleurs, afin de les aider dans l'analyse et avoir une vision complète de la situation des contreparties, les acteurs des différents marchés ont accès, via l'application bancaire, à tous les indicateurs risques calculés dans le cadre de la surveillance.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a mis en place depuis 2020 une provision sur perte attendue s'appuyant sur le niveau de provision du stage 2 de clients sains. Cette provision est calculée sur des poches de risques identifiées sur la base des revues de portefeuilles du marché des Professionnels et de la BDR, ainsi que sur des poches de risque telles que le leverage finance et la forbearance. L'actualisation de la provision est réalisée en fonction de l'évolution de plusieurs indicateurs.

En 2022, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a mis en place en 2022 une provision sectorielle pour risque inflation qui s'appuie sur les secteurs d'activité potentiellement impactée par le contexte des hausses des prix et de la crise géopolitique. Ces secteurs sont qualifiés en risque dégradés dans le Groupe BPCE.

27.4. Risques de marché

274.1. Définition

Les risques de marché se définissent comme les risques de pertes liés aux variations des paramètres de marché.

Les risques de marché comprennent trois composantes principales :

- **le risque de taux d'intérêt** : risque que fait courir au porteur d'une créance ou d'un titre de dette, une variation des taux d'intérêt ; ce risque peut être spécifique à un émetteur particulier ou à une catégorie particulière d'émetteurs dont la qualité de la signature est dégradée (risque de spread de crédit) ;
- **le risque de change** : risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises détenus dans le cadre des activités de marché, du fait des variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale ;
- **le risque de variation de cours** : risque de prix sur la position détenue sur un actif financier déterminé, en particulier une action.

274.2. Organisation du suivi des risques de marché

Le périmètre concerné par le suivi des risques de marché porte sur l'ensemble des activités de marché, c'est-à-dire les opérations de trésorerie ainsi que les opérations de placements à moyen ou à long terme sur des produits générant des risques de marché (opérations de private equity et de détention d'actifs hors exploitation dont immobiliers), quel que soit leur classement comptable.

Depuis le 31/12/2014 et en respect des exigences réglementaires de la loi bancaire française de séparation et de régulation des activités bancaires, le Groupe BPCE a clôturé les portefeuilles de négociation des Etablissements du Réseau des Caisses d'Epargne et des Banques Populaires.

Les activités de ce périmètre ne sont pas intégrées à la fonction de gestion de bilan.

Sur ce périmètre, la fonction risques de marché de l'établissement assure notamment les missions suivantes telles que définies dans la Charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents Groupe :

- l'identification des différents facteurs de risques et l'établissement d'une cartographie des produits et instruments financiers tenue à jour, recensant les risques de marché ;
- la mise en œuvre du système de mesure des risques de marché ;
- l'instruction des demandes de limites globales et opérationnelles, de la liste des produits de marché autorisés soumises au comité des risques compétent ;
- le contrôle de cohérence des positions et de leur affectation dans le correct compartiment de gestion (normes segmentation métiers Groupe) ;
- l'analyse transversale des risques de marché et leur évolution au regard de l'orientation de l'activité arrêtée par les instances dirigeantes et des politiques de gestion des activités opérationnelles ;
- le contrôle de la mise en œuvre des plans d'action de réduction des risques, le cas échéant.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques de BPCE. Cette dernière prend notamment en charge :

- la définition du système de mesure des risques de marché (VaR, Stress tests...) ;
- l'évaluation des performances de ce système (back-testing) notamment dans le cadre des revues de limites annuelles ;
- la norme du reporting de suivi des risques de marché consolidés aux différents niveaux du Groupe ;
- l'instruction des sujets portés en Comité des Risques et Conformité Groupe.

274.3. Loi de séparation et de régulation des activités bancaires

La cartographie des activités de marché du Groupe BPCE est régulièrement actualisée. Elle a nécessité la mise en œuvre d'unités internes faisant l'objet d'une exemption au sens de la loi n° 2013-672 du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires.

De manière conjointe aux travaux relatifs à cette loi, un programme de conformité issu de la Volcker Rule (Section 619 de la loi américaine Dodd-Frank Act) a été adopté et mis en œuvre à partir de juillet 2015 sur le périmètre de BPCE SA et de ses filiales. Dans une approche plus large que la loi française, ce programme vise à cartographier l'ensemble des activités du Groupe BPCE, financières et commerciales, afin de s'assurer notamment que celles-ci respectent les deux interdictions majeures portées par la réglementation Volcker que sont l'interdiction des activités de proprietary trading et l'interdiction de certaines transactions en lien avec les Covered Funds au sens de la loi américaine. La Volcker Rule a été amendée en 2020, donnant naissance à de nouvelles dispositions Volcker 2.0 et 2.1 qui viennent alléger le dispositif existant.

Comme chaque année depuis juillet 2015, le groupe a certifié sa conformité au dispositif Volcker. Pour mémoire, depuis début 2017, le Groupe BPCE s'est doté d'un SRAB-Volcker Office devant garantir, coordonner et sécuriser les dispositifs mis en place en matière de séparation des activités.

La cartographie des unités internes, de documentation et de contrôle des mandats a été finalisée sur le second semestre 2022, au sein de chacun des établissements. Au 31/12/2022, la cartographie des activités pour compte propre de l'établissement fait apparaître 4 unités internes faisant l'objet d'une exception au sens de la loi de séparation et de régulation des activités bancaires. Ces unités internes sont encadrées par un mandat qui retrace les caractéristiques d'une gestion saine et prudente.

274.4. Mesure et surveillance des risques de marché

Les limites globales de risque de marché sont fixées et revues, autant que nécessaire et au moins une fois par an, par les Dirigeants Effectifs et, le cas échéant, par l'Organe de Surveillance en tenant compte des fonds propres de l'entreprise et, si besoin, des fonds propres consolidés et de leur répartition au sein du Groupe adaptée aux risques encourus.

Le dispositif de surveillance des risques de marché est organisé sur un triple niveau, la Direction Financière en premier niveau, la Direction des Risques en second niveau et la Direction de l'Audit en troisième niveau.

Les limites globales de risque sont fixées et revues, autant que nécessaire et au moins une fois par an par les Dirigeants effectifs qui en informent l'Organe de Surveillance. Elles tiennent compte des fonds propres de l'établissement et, le cas échéant, des fonds propres consolidés et de leur répartition adaptée aux risques encourus au sein du Groupe. Le dispositif de limites se compose de limites nationales fixées par BPCE et de limites locales. Le dispositif d'alerte, en cas de dépassement de limites, prévoit une information auprès des dirigeants et la présentation d'un plan d'actions correctif. L'information du dépassement est également faite au Comité Exécutif des Risques, au Comité des Risques et au C.O.S.

Le dispositif de suivi des risques de marché est fondé sur des indicateurs de risques qualitatifs et quantitatifs. La fréquence de suivi de ces indicateurs varie en fonction du produit financier contrôlé.

Les **indicateurs qualitatifs** sont composés notamment de la liste des produits autorisés et de la WatchList. Le terme WatchList est utilisé pour dénommer la liste des contreparties, fonds, titres ... sous surveillance.

Pour compléter cette surveillance qualitative, le suivi du risque de marché est réalisé au travers du calcul d'**indicateurs quantitatifs** complémentaires.

274.5. Simulation de crise relative aux risques de marché

Le stress test consiste à simuler sur le portefeuille de fortes variations des paramètres de marché afin de percevoir la perte, en cas d'occurrence de telles situations.

Les stress tests sont calibrés selon les niveaux de sévérité et d'occurrence cohérents avec les intentions de gestion des portefeuilles :

Les stress tests appliqués sur le trading book sont calibrés sur un horizon 10 jours et une probabilité d'occurrence 10 ans. Ils sont basés sur :	<ul style="list-style-type: none">▪ des scénarios historiques reproduisant les variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, leurs impacts sur les positions actuelles et les pertes et profits. Ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des scénarii connus. Douze stress historiques sont en place depuis 2010 ;▪ des scénarios hypothétiques consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de diffusion d'un choc initial. Ces chocs sont déterminés par des scénarii définis en fonction de critères économiques (crise de l'immobilier, crise économique...), de considérations géopolitiques (attaques terroristes en Europe, renversement d'un régime au Moyen-Orient...) ou autres (grippe aviaire...). Le groupe compte sept stress tests hypothétiques depuis 2010.
Des stress tests appliqués au banking book calibrés sur des horizons plus longs en cohérence avec les horizons de gestion du banking book :	<ul style="list-style-type: none">▪ stress test de crédit obligataire calibré selon une approche mixte hypothétique et historique reproduisant un stress sur les souverains européens (similaire à la crise 2011) ;▪ stress test de crédit obligataire calibré selon une approche mixte hypothétique et historique reproduisant un stress sur le corporate (similaire à la crise 2008) ;▪ stress test action calibré sur la période historique de 2011 appliqué aux investissements actions dans le cadre de la réserve de liquidité ;▪ stress test private equity et immobiliers, calibré sur la période historique de 2008, appliqué aux portefeuilles de private equity et immobiliers.

Ces stress sont définis et appliqués de façon commune à l'ensemble du Groupe afin que la Direction des Risques Groupe puisse en réaliser un suivi consolidé. Celles-ci sont suivies dans le cadre du dispositif récurrent de contrôle et par un reporting régulier.

De plus, des stress scénarii spécifiques complètent ce dispositif. Soit au niveau du Groupe, soit par entité afin de refléter au mieux le profil de risque spécifique de chacun des portefeuilles (private equity ou actifs immobiliers hors exploitation essentiellement).

274.6. Travaux réalisés en 2022

Le dispositif de surveillance des risques de marché du portefeuille financier a permis de s'assurer que le niveau de risque reste maîtrisé. Le seul dépassement de limites en 2022 porte sur des positions antérieures à la mise en œuvre de la limite par BPCE sur le Secteur Public Territorial. Ce dépassement a été présenté aux dirigeants effectifs et à l'organe de surveillance.

Aucun risque majeur n'est relevé.

La fonction gestion des risques réalise des contrôles spécifiques, répondant notamment aux bonnes pratiques du rapport Lagarde. Le suivi des points recommandés dans ce rapport est présenté trimestriellement au Comité des Risques de Marché Groupe après travaux de consolidation et de suivi des plans d'action par la Direction des Risques Groupe.

27.5. Risques structurels de bilan

275.1. Définition

Les risques structurels de bilan se traduisent par un risque de perte, immédiat ou futur, lié aux variations des paramètres commerciaux ou financiers et à la structure du bilan sur les activités de portefeuille bancaire, hors opérations pour compte propre.

Les risques structurels de bilan ont trois composantes principales :

- **Le risque de liquidité** est le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques, dans un délai déterminé et à un coût raisonnable. (Arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, modifié le 25 février 2021) ;
Le risque de liquidité est également associé à l'incapacité de transformer des avoirs illiquides en avoirs liquides.
La liquidité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est gérée en lien fort avec l'organe central du Groupe BPCE, qui assure notamment la gestion centralisée du refinancement.
- **Le risque de taux d'intérêt global** est le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché (arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne, modifié le 25 février 2021) ;
- **Le risque de change** est le risque qui affecte les créances et les titres libellés en devises, il est dû aux variations du prix de ces devises exprimé en monnaie nationale.

275.2. Organisation du suivi des risques de gestion de bilan

La fonction risques financiers assure le contrôle de second niveau des risques structurels de bilan.

A ce titre, elle est notamment en charge des missions suivantes :

- l'instruction des demandes de limites ALM internes, en respectant les limites définies au niveau du Groupe ;
- la définition des stress scénarii complémentaires aux stress scénarii Groupe le cas échéant ;
- le contrôle des indicateurs calculés aux normes du Référentiel GAP Groupe ;
- le contrôle du respect des limites à partir des remontées d'informations prescrites ;
- le contrôle de la mise en œuvre de plans d'action de retour dans les limites le cas échéant.

Notre établissement formalise ses contrôles dans un reporting de contrôles des risques de second niveau. Il comprend des données qualitatives sur le dispositif d'encadrement des risques, le respect des limites et le suivi du retour dans les limites, si nécessaire, ainsi que l'analyse de l'évolution de bilan et des indicateurs de risques.

Ces missions sont menées en lien avec la Direction des Risques Groupe qui est, avec la Direction Finance Groupe, en charge de la revue critique ou de la validation :

- des conventions d'ALM soumises au comité de gestion de bilan (lois d'écoulement, séparation trading / banking books, définition des instruments admis en couverture des risques de bilan) ;
- des indicateurs de suivi, des règles et périodicités de reporting au comité de gestion de bilan ;
- des conventions et processus de remontées d'informations ;
- des normes de contrôle portant sur la fiabilité des systèmes d'évaluation, sur les procédures de fixation des limites et de gestion des dépassements, sur le suivi des plans d'action de retour dans les limites ;
- du choix du modèle retenu pour l'évaluation des besoins de fonds propres économiques du Groupe concernant les risques structurels de bilan – le cas échéant.

275.3. *Suivi et mesure des risques de liquidité et de taux*

Notre établissement effectue sa gestion de bilan, dans le cadre normalisé du Référentiel Gestion Actif Passif (GAP) Groupe, défini par le Comité GAP Groupe opérationnel et validé par un Comité des Risques et Conformité Groupe ou par le Comité GAP Groupe Stratégique.

L'organisation de ces travaux se fait en lien étroit avec la Direction Finances Groupe et la Direction des Risques Groupe suivant les textes réglementaires, et les prérogatives données par le Code Monétaire et Financier concernant le rôle de l'organe central du Groupe BPCE.

Les établissements du Groupe BPCE partagent les mêmes indicateurs de gestion, les mêmes modélisations de risques intégrant la spécificité de leurs activités et les mêmes règles de limites permettant une consolidation de leurs risques.

Ainsi, les limites suivies par notre établissement sont conformes à celles qui figurent dans le Référentiel Gestion Actif-Passif Groupe.

L'élaboration de scénarii est nécessaire à la bonne évaluation des risques de taux et de liquidité encourus par l'établissement considéré individuellement, et par le Groupe dans son ensemble.

Afin de permettre la consolidation des informations sur des bases homogènes, il a été convenu de développer des scénarii "Groupe" appliqués par tous les établissements.

Au niveau de notre Etablissement

Le Comité ALM traite du risque de liquidité. Le suivi du risque de liquidité et les décisions de financement sont pris par ce comité.

Notre Etablissement dispose de plusieurs sources de refinancement de l'activité clientèle (crédits) :

- l'épargne de nos clients sur les livrets bancaires non centralisés, les plans et comptes d'épargne ainsi que les comptes à terme ;
- les comptes de dépôts de nos clients ;
- les émissions de certificats de dépôt négociables ;
- les emprunts émis par BPCE ;
- le cas échéant, les refinancements de marché centralisés au niveau Groupe optimisant les ressources apportées à notre établissement.

Au 31 décembre 2022, l'épargne clientèle de bilan représente un encours de 15.32 G€. Cette épargne se répartit sur les principaux supports suivants :

- des dépôts à vue pour 4.40 G€ d'encours ;
- des Plans d'Epargne Logement représentant un encours de 2.36 G€ ;
- des comptes à terme à hauteur de 0.89 G€ ;
- des livrets bancaires (y compris centralisés) pour 7.28 G€ ;
- des émissions réseaux pour 140 M€ ;
- des ressources "spécialisées" BEI, CDC ... : 146 M€ ;
- et enfin, les comptes courants de SLE, représentant les parts sociales émises ; ces dernières s'affichent sur des niveaux de 148 M€. Au 31 décembre 2022, les ventes de parts sociales (nettes des rachats) à nos clients ont représenté près de 10 M€.

En 2022 (situation au 31 décembre 2022), la Caisse d'Epargne Loire-Centre constate une progression de ses encours de crédits (+1 307 M€, soit +10 %) alors que la collecte clientèle, hors centralisation, a progressé de 681 M€.

Finalement, notre coefficient Emplois/Ressources Clientèle augmente pour s'afficher à 115,05 % au 31 décembre 2022 (vs 109,11 % au 31/12/2021).

Suivi du risque de liquidité

Le risque de liquidité en statique est mesuré par le gap de liquidité ou impasse qui a pour objectif la mesure des besoins ou des excédents de liquidité aux dates futures.

L'observation de cette impasse d'une période à une autre permet d'apprécier la déformation (en liquidité) du bilan d'un établissement.

L'encadrement de l'impasse de liquidité au niveau établissement se réalise via la déclinaison des limites fixées au niveau Groupe. Pour rappel, les principes de calibrage des limites sur la partie court terme visent à assurer la capacité du Groupe à évoluer dans différents contextes :

- En situation de stress fort à 2 mois, avec défense d'un niveau cible minimum de LCR à 1 mois ;
- En situation de stress modéré à 5 mois ;
- En situation normale à 11 mois.

En complément des limites sur le CT, un seuil à 5 ans vise à encadrer le risque de transformation en liquidité à MLT.

Depuis l'arrêté de juin 2017, les limites en gap de liquidité statique sont fixées (par BPCE) en montant et portent sur les mois M2, M5 et M11.

Au cours de l'exercice écoulé, les limites en GAP de liquidité statique de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ont été respectées à l'exception d'un arrêté.

Le risque de liquidité en dynamique est mesuré par exercice de stress de liquidité. Celui-ci a pour objectif de mesurer la résilience du Groupe à 2 intensités de stress (fort/catastrophe) sur un horizon de 3 mois, en rapportant le besoin de liquidité résultant de cette crise de liquidité au montant de collatéral disponible.

Dans le stress Groupe, sont modélisés :

- le non-renouvellement d'une partie des tombées de marché
- une fuite de la collecte
- des tirages additionnels de hors bilan
- des impacts de marché (appels de marge, rating triggers, repos...).

L'organisation du Groupe BPCE, au travers de la centralisation de l'accès au marché et des collatéraux, implique qu'un stress de liquidité n'a de sens qu'en vision consolidée, du fait du mécanisme de solidarité et en tenant compte du rôle de BPCE SA de prêteur en dernier ressort.

Les indicateurs réglementaires de stress que sont le Liquidity Coverage Ratio-LCR et le Net Stable Funding Ratio-NSFR sont suivis et communiqués de manière permanente dans le cadre de la gouvernance interne.

Suivi du risque de taux

Notre établissement calcule :

- **Un indicateur interne de sensibilité de la valeur économique des fonds propres**

Le calibrage de la limite sur cet indicateur repose sur le double constat suivant : le modèle de Banque de Détail ne peut pas conduire à une position structurelle de détransformation (risque majeur sur le remplacement des dépôts à vue (DAV)), ni à afficher une position directionnelle générant des gains en cas de baisse de 200 bps des taux d'intérêt. Le système de limites se doit d'être indépendant des anticipations de taux d'intérêt de manière à permettre à la banque d'être résiliente en cas de choc de taux inattendu et de forte ampleur, ce qui constitue une réflexion distincte de celle des couvertures à mettre en place.

La limite de sensibilité de la valeur économique des capitaux propres en approche interne s'applique à 6 scénarios.

▪ **Un indicateur réglementaire soumis à limite : l'indicateur S.O.T (supervisory outlier test).**

Il est utilisé pour la communication financière (benchmark de place). Cet indicateur n'a pas été retenu comme un indicateur de gestion même si la limite réglementaire de 20 % le concernant doit être respectée.

Le SOT ressort au 31/12/2022 à -18,06 % après une pointe à - 20,06 % au trimestre précédent pour une limite réglementaire de -20 %. Ce dépassement était dû principalement aux évolutions modèle du trimestre (évolution des paramètres de surcouche DAV) et à la hausse du scénario de taux.

▪ **Deux indicateurs de gestion du risque de taux soumis à limites :**

> Limites des impasses statiques de taux fixé.

La position de transformation de l'établissement est mesurée et bornée. En premier lieu, l'analyse porte sur les opérations de bilan et de hors bilan en vie à la date d'arrêt, dans le cadre d'une approche statique ; Pour Caisse d'Epargne Loire-Centre, des dépassements de limites de transformation ont été constatées en 2022. La position de transformation donne lieu à un suivi renforcé et un plan d'action intégrant des couvertures de taux et de la collecte à taux fixe a été mis en œuvre au dernier trimestre.

> Limites des impasses statiques inflation.

Les limites en gap inflation sont suivies sur 4 ans, année par année.

L'indicateur est suivi sans dispositif de limite ou de seuil d'alerte à ce stade.

En 2022, le GAP inflation n'a pas fait l'objet, comme indiqué ci-dessus, de limites ou de seuils. La Caisse d'Epargne Loire-Centre est toujours en attente d'une communication sur de nouvelles limites par le GAP BPCE.

275.4. Travaux réalisés en 2022

Sur l'année 2022, les banques centrales ont fortement augmenté les taux d'intérêts afin de contrer la reprise à la hausse de l'inflation.

Malgré ce contexte, les encours des crédits clientèle ont progressé (+10 % entre le 1er janvier et le 31 décembre 2022). Cette stratégie de conquête de parts de marché (principalement sur le crédit immobilier) a eu pour effet de renforcer notre position de transformation.

Le niveau de collecte en nos livres a également progressé, avec une augmentation de 681 M€ grâce au plan de collecte décidé par la Caisse d'Epargne Loire-Centre afin de poursuivre notre stratégie de développement commercial.

Sur l'indicateur "Sensibilité de la Marge Nette d'intérêt", il a été constaté des dépassements de seuils RAF en année 1 aux dates d'arrêt du 30 septembre 2022 et du 31 décembre 2022. Cette évolution défavorable de l'indicateur à partir de l'arrêt du 30 septembre 2022 trouve principalement son origine dans la modification du modèle de surcouche DAV, dont l'effet a été amplifié par la baisse de l'assiette de MNI.

En lien avec ces dépassements de limites des indicateurs de gestion de bilan, un plan d'actions a été décidé et mis en place au dernier trimestre 2022. Il comprend la mise en place d'un programme de couverture et d'un plan de renforcement des ressources à taux fixe : collecte, emprunts interbancaires et participation à des refinancements de type SFH et SCF.

En matière de gestion de liquidité, la Caisse d'Epargne Loire-Centre porte une attention permanente au respect des ratios réglementaires, qu'il s'agisse du LCR ou du NSFR.

La limite portant sur le LCR a ainsi été respectée tout au long de l'année malgré des flux de trésorerie parfois importants en période d'arrêt.

Au cours de l'année 2022, le ratio NSFR (Net Stable Funding Ratio), ratio structurel de liquidité à long terme, est devenu plus contraignant avec un seuil de 103 % (vs 100 % en 2021) décidé par le Directoire de la Caisse d'Epargne Loire-Centre le 21 février 2022.

Les limites ont été respectées.

Concernant les risques de marché du portefeuille financier, leur niveau s'inscrit dans la continuité des années précédentes et demeure bien maîtrisé.

27.6. Risques opérationnels

276.1. Définition

La définition du risque opérationnel est, selon la réglementation, le risque de pertes découlant d'une inadéquation ou d'une défaillance des processus, du personnel et des systèmes internes ou d'événements extérieurs, y compris le risque juridique. Le risque opérationnel inclut notamment les risques liés à des événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort impact, les risques de fraude interne et externe définis par la réglementation, et les risques liés au modèle.

276.2. Organisation du suivi des risques opérationnels

Le Dispositif de gestion des risques opérationnels s'inscrit dans les dispositifs Risk Assessment Statement (RAS) et Risk Assessment Framework (RAF) définis par le Groupe. Ces dispositifs et indicateurs sont déclinés aux bornes de chaque établissement et filiale du Groupe.

La filière risques opérationnels intervient :

- sur l'ensemble des structures consolidées ou contrôlées par l'établissement ou la filiale (bancaires, financières, assurances, ...) ;
- sur l'ensemble des activités comportant des risques opérationnels, y compris les activités externalisées au sens de l'article 10 q et de l'article 10 r de l'arrêté du 3/11/2014, modifié le 25 février 2021, "activités externalisées et prestations de services ou autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes".

Le comité des risques non financiers groupe (CRNFG) définit la politique des risques déployée au sein des établissements et filiales, et le DROG (Direction des Risques Opérationnels Groupe, en tant que contrôleur permanent de niveau 2ème niveau) en contrôle l'application dans le groupe.

Le service Risques Transverses rattaché au département Coordination et Risques Transverses de notre établissement s'appuie sur un dispositif centralisé / décentralisé de correspondants et/ou de managers "métiers" déployés au sein de l'Etablissement. Ils lui sont rattachés fonctionnellement. Le service Risques Transverses anime et forme ses correspondants risques opérationnels.

Il assure le contrôle permanent de second niveau de la fonction de gestion des risques opérationnels. Celui-ci sera réalisé à partir de fin 2022 par le Département Gouvernance et contrôle des risques de la Direction des Risques Groupe (précédemment sous la responsabilité du Département Risques opérationnels Groupe).

Les correspondants ont pour rôle :

- d'assurer le déploiement, auprès des utilisateurs, des méthodologies et outils du Groupe ;
- de garantir la qualité des données enregistrées dans l'outil R.O ;
- de veiller à l'exhaustivité des données collectées, notamment en effectuant les rapprochements périodiques entre les incidents de la base R.O. et notamment :
 - > les déclarations de sinistres aux assurances,
 - > les pertes et provisions de litiges RH, litiges juridiques, fraudes et incidents fiscaux.
- d'effectuer une revue périodique, à partir de l'outil de gestion des risques opérationnels, du statut des incidents, de l'état d'avancement des actions correctives, de leur enregistrement dans l'outil RO ;
- de contrôler les différents métiers et fonctions, la mise en œuvre des actions correctives, la formalisation de procédures et contrôles correspondants ;
- de s'assurer de la mise à jour régulière des indicateurs de risques et suivre leur évolution afin, le cas échéant, de déclencher les actions nécessaires en cas de dégradation ;
- de mettre à jour périodiquement la cartographie des risques pour présentation au Comité ;
- de produire les reportings (disponibles dans l'outil R.O. ou en provenance du DRO Groupe) ;
- d'animer le Comité en charge des Risques Opérationnels ;

- de participer, selon les cas, à des comités associant d'autres fonctions transverses ou métiers (qualité, monétique...).

La fonction de gestion des risques opérationnels de l'établissement, par son action et son organisation contribue à la performance financière et à la réduction des pertes, en s'assurant que le dispositif de maîtrise des risques opérationnels est fiable et efficace au sein de l'établissement.

Au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, les lignes directrices et règles de gouvernance ont été déclinées avec les objectifs suivants :

- sécuriser les résultats de l'établissement en assurant une meilleure maîtrise des risques opérationnels ;
- doter l'établissement de dispositifs / outils permettant de mieux gérer ses activités et de se mettre au niveau des meilleures pratiques du Groupe ;
- répondre aux exigences réglementaires.

Le service Risques Transverses est en charge de la surveillance permanente du risque opérationnel qui s'organise autour de la collecte des incidents, la mesure des risques, le suivi des actions correctrices pour toutes les activités de l'établissement, ainsi que le suivi d'indicateurs prédictifs de risques. Le dispositif décentralisé en place permet un suivi efficient des risques opérationnels au sein de l'établissement.

Le Comité des Risques Opérationnels, qui a lieu trimestriellement, s'assure de la déclinaison de la politique de maîtrise des risques, et s'assure de la pertinence et de l'efficacité du dispositif. La présidence est assurée par la Mandataire Sociale en charge du pôle Finances.

Le Directoire est informé, via le Comité des Risques Opérationnels et le Comité Exécutif des Risques, des principaux éléments de suivi du dispositif des risques opérationnels. Par ailleurs, dès la détection d'un incident grave ou significatif selon les seuils en vigueur, le Président du Directoire est informé par le Directeur des Risques.

Les Dirigeants effectifs sont responsables :

- de la validation du dispositif et des objectifs de diminution des risques opérationnels de l'établissement et de ses structures, au travers de la définition des actions correctrices ;
- de l'adéquation des moyens mis en œuvre pour assurer le pilotage du dispositif des risques opérationnels au regard des activités ;
- de la bonne fin en Comité des Risques Opérationnels des plans d'actions portant sur les risques à réduire ;
- de la validation de la pertinence des solutions retenues au regard des travaux issus des cartographies, incidents, indicateurs prédictifs et reportings ;
- du respect de l'application des règles et normes contenues dans les chartes et référentiels des normes Groupe ;
- du respect de la diffusion de l'information à BPCE et à l'organe de surveillance de l'établissement des incidents graves de risques opérationnels, dont incidents significatifs relevant de l'article 98, et de leur suivi.

L'établissement utilise aujourd'hui les outils OSIRISK et IODA afin d'appliquer les méthodologies diffusées par la Direction des Risques Groupe et de collecter les informations nécessaires à la bonne gestion des risques opérationnels.

Ces outils permettent :

- l'identification et l'évaluation au fil de l'eau des risques opérationnels, permettant de définir le profil de risque de Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
- la collecte et la gestion au quotidien des incidents générant ou susceptibles de générer une perte ;
- la mise à jour des cotations des risques dans la cartographie et le suivi des plans d'action.

La démarche de cartographie permet d'identifier et de mesurer de façon prospective les processus les plus sensibles. Elle permet, pour un périmètre donné, de mesurer l'exposition aux risques des activités du groupe pour l'année à venir. Cette exposition est alors évaluée et validée par les comités concernés afin de déclencher des plans d'action visant à réduire l'exposition. Le périmètre de cartographie inclut les risques émergents, les risques liés aux technologies de l'information et de la communication et à la sécurité dont cyber, les risques liés aux prestataires et les risques de non-conformité.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre dispose également d'éléments de reporting, issus du datamart alimenté par cet outil, et d'un tableau de bord risques opérationnels trimestriel.

Enfin, dans le cadre du calcul des exigences en fonds propres, le Groupe BPCE applique la méthode standard Bâle II. A ce titre, les reportings réglementaires Corep sont produits.

Au 31/12/2022 l'exigence en fonds propres à allouer au titre de la couverture du risque opérationnel est de 39,36 M€.

Les missions du service Risques Transverses de notre établissement sont menées en lien avec la Direction des Risques Groupe qui veille à l'efficacité des dispositifs déployés au sein du Groupe et analyse les principaux risques avérés et potentiels identifiés dans les établissements, notamment lors du Comité des Risques Non Financiers Groupe.

276.3. Système de mesure des risques opérationnels

Conformément à la Charte Risques, Conformité et Contrôle permanent Groupe, la fonction de gestion "risques opérationnels" de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est responsable de :

- l'élaboration de dispositifs permettant d'identifier, d'évaluer, de surveiller et de contrôler le risque opérationnel ;
- la définition des politiques et des procédures de maîtrise et de contrôle du risque opérationnel ;
- la conception et la mise en œuvre du dispositif d'évaluation du risque opérationnel ;
- la conception et la mise en œuvre du système de reporting des risques opérationnels.

Les missions de la fonction risques opérationnels de notre établissement sont :

- l'identification des risques opérationnels ;
- l'élaboration d'une cartographie de ces risques par processus et sa mise à jour, en collaboration avec les métiers concernés dont la conformité ;
- la collecte et la consolidation des incidents opérationnels et l'évaluation de leurs impacts, en coordination avec les métiers, en lien avec la cartographie utilisée par les filières de contrôle permanent et périodique ;
- la mise en œuvre des procédures d'alerte, et notamment l'information des responsables opérationnels en fonction des plans d'actions mis en place ;
- le suivi des plans d'action correcteurs définis et mis en œuvre par les unités opérationnelles concernées en cas d'incident notable ou significatif.

Un incident de risque opérationnel est considéré grave lorsque l'impact financier potentiel au moment de la détection est supérieur à 300 000 euros. Est également considéré comme grave tout incident de risque opérationnel qui aurait un impact fort sur l'image et la réputation du Groupe ou de ses filiales.

Au cours de l'année, 2 incidents graves ont été déclarés :

- une fraude documentaire portant sur 3 octrois de crédits immobiliers ; cet incident a fait l'objet d'un suivi en Cellule Opérationnelle Fraude Externe (COFEX) exceptionnelle et d'un plan d'actions ; les 3 crédits ont été pris en charge par la société de caution mutuelle CEGC au titre de la garantie du crédit et l'incident a été clôturé avec un impact financier nul ;
- un incident dans le cadre de la production de cartes bancaires : à date de rédaction, les investigations sur l'origine de cet incident et l'évaluation des impacts financiers par BPCE Payment Services sont toujours en cours.

Cette procédure est complétée par celle dédiée aux incidents de risques opérationnels significatifs au sens de l'article 98 de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, dont le seuil de dépassement minimum est fixé à 0,5 % des fonds propres de base de catégorie 1.

276.4. Coût du risque de l'établissement sur les risques opérationnels

Sur l'année 2022, le montant annuel comptabilisé des pertes avérées s'élève à 1 077 K€.

276.5. Travaux réalisés en 2022

Au cours de l'année 2022, les principales évolutions concernent la revue des indicateurs de risque opérationnel. Ainsi, les seuils de 3 indicateurs locaux et d'1 indicateur Groupe ont été actualisés. En complément, lors du Comité Risques Opérationnels du 22 septembre 2022, la suppression des 3 indicateurs du Département Développement des Compétences a été validée compte tenu des dispositifs de suivi au sein de l'entité et du dispositif de contrôle existant à la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

En 2022, 1 238 incidents ont été collectés (incidents créés en 2022). Certains incidents (créés antérieurement à 2022 et réévalués en 2022) sont encore en cours de traitement.

S'agissant des incidents créés en 2022, les pertes avérées et potentielles s'élèvent à 2.245 K€ au 31/12/2022 (1.751 K€ au 31/12/2021, soit une augmentation de 28,17 %) et portent sur 1.238 incidents (1.164 au 31/12/2021).

Parmi ceux-ci :

- 1.160 incidents sont clos, pour des pertes avérées de 1.077 K€ en 2022 (contre 667 K€ en 2021, soit une augmentation de 61,38 %) ;
- 78 incidents sont toujours actifs pour un montant de pertes potentielles de 1.168 K€ (contre 1.084 K€ en 2021, soit une augmentation de 7,73 %).

Le nombre d'incidents créés augmentant de 6,36 % par rapport à 2021, l'augmentation des pertes avérées et potentielles de 28,17 % s'explique principalement par des pertes unitaires plus importantes en 2022, sur l'ensemble des catégories bâloises. La structure des incidents par rapport à 2021 s'est en effet dégradée avec une nette hausse de la part des incidents de plus de 100 K€ (de 18,6 % en 2021 à 38,2 % en 2022).

La répartition par catégories bâloises des incidents sur 2022 est la suivante :

	Incidents		Pertes avérées et potentielles	
	Nb	Poids	Montant	Poids
Exécution, livraison et gestion des processus	94	7,59%	1 159 K€	51,63%
Fraude externe	1 122	90,63%	552 K€	24,57%
Fraude interne	4	0,32%	245 K€	10,90%
Pratiques en matière d'emploi et sécurité sur le lieu de travail	2	0,16%	193 K€	8,59%
Clients, produits et pratiques commerciales	3	0,24%	51 K€	2,26%
Dommages aux actifs corporels	7	0,57%	42 K€	1,89%
Non qualifié	6	0,48%	4 K€	0,15%
Total général	1 238	100%	2 245 K€	100%

Les deux catégories les plus représentées (en nombre et en montant) restent, comme en 2021, l'"Exécution, livraison et Gestion des processus" et la "Fraude Externe".

Les pertes liées à la catégorie bâloise "Exécution, livraison et gestion de processus" s'élèvent à 1 159 K€ au 31/12/2022 et augmentent ainsi de 125 % par rapport à 2021. Cette augmentation est liée à la saisie de 94 incidents relatifs à la gestion de garanties (67 % de l'encours de la catégorie) ou à une problématique de respect de procédures. Un projet IT-CE portant sur la gestion des garanties est en cours de déploiement et la Caisse d'Epargne Loire-Centre fait partie des établissements pilotes.

S'agissant de la catégorie "fraude externe", la diminution des pertes de 20 % (686 K€ en 2021 pour 552 K€ en 2022) s'explique principalement par une diminution concomitante des pertes sur la fraude chèque (81 K€, soit - 19 %), la fraude monétique porteur (294 K€, soit - 11 %) et la fraude par virement (71 K€, soit - 20 %). Le suivi des fraudes et des dispositifs de prévention est assuré a minima trimestriellement dans le cadre des Cellules Opérationnelles sur la Fraude Externe, animées par la Direction de la Conformité.

La "fraude interne" représente la 3^e catégorie en termes de montants ; elle est impactée par la saisie de 4 incidents pour 245 K€ (aucun sur 2021), relatifs aux processus Epargne et Crédit.

Certains incidents (créés antérieurement à 2022 et réévalués en 2022) sont encore en cours de traitement. Le suivi des dossiers est pris en charge par le Service Risques Transverses. Au 31 décembre 2022, sur les 303 incidents encore ouverts toutes années de création confondues, près de 39 % ont été créés en 2021 et 2022 et plus de 35 % d'entre eux ont une antériorité supérieure à 4 ans, cette antériorité étant souvent liée à la durée des actions de recouvrement ou judiciaires. Par ailleurs, 93 % des incidents actifs ont été mis à jour dans l'année, conformément à la norme.

La Cartographie des Risques Opérationnels est réalisée tous les ans et permet de recenser et d'évaluer annuellement les risques opérationnels pour l'ensemble des Métiers Caisse d'Epargne Loire-Centre sur la base du référentiel des risques Groupe.

L'objectif de cette cotation est de mettre en évidence une hiérarchisation et une priorisation dans la gestion des risques. La méthodologie Groupe s'appuie sur un modèle mathématique basé sur des variables d'environnement propres à chaque établissement pour évaluer les pertes attendues (EL : Expected Loss), ainsi que les pertes inattendues (UL : Unexpected Loss).

Ces pertes sont évaluées en VaR 95 % (pertes que l'établissement pourrait dépasser avec une probabilité d'une occurrence par an sur une période de 20 ans) et en VaR 99,9 % (pertes que l'établissement pourrait dépasser avec une probabilité d'une occurrence par an sur une période de 1.000 ans).

L'exercice 2022 a été effectué au cours du 1^{er} trimestre sur la base d'un processus allégé sur une sélection de processus métiers (conformément à la procédure Groupe) et a été validé par le Comité Risques Opérationnels du 3 mai 2022.

Les pertes attendues représentent les pertes avérées (moyenne de l'historique des pertes des 5 dernières années) et potentielles à court ou moyen terme, c'est-à-dire les pertes récurrentes de Risques Opérationnels constituant le socle de pertes.

Elles s'élèvent en 2022 à la Caisse d'Epargne Loire-Centre à 3,48 M€ (4,16 M€ en 2021), ce qui est supérieur à la moyenne annuelle des pertes avérées et potentielles constatées les 5 dernières années (2,52 M€).

Les pertes inattendues représentent les pertes exceptionnelles qui pourraient arriver en sus des pertes attendues et sont exprimées soit en VaR 95 %, soit en VaR 99,9 %.

L'estimation des pertes inattendues en VaR 95 % est de 7,95 M€ (8,92 M€ en 2021) et de 21,66 M€ (25,41 M€ en 2021) en VaR 99,9 %. Dans cette dernière hypothèse, 54,49 % des fonds propres réglementaires alloués aux risques Opérationnels seraient utilisés.

La cartographie des Risques Opérationnels 2022 n'a pas mis en exergue de nouveaux risques. Les risques les plus importants (selon la méthode Expected Loss) font déjà l'objet de plans d'actions identifiés et sont suivis dans le cadre du Comité Risques Opérationnels.

Le Groupe effectue un rapprochement entre les points de contrôle PRISCOP et les situations de risques locales. Sur cette base, une analyse des points de contrôle avec un indice de qualité dégradé est réalisée en concertation avec les métiers et le contrôle permanent.

Sur les 14 processus étudiés en 2022, 4 avaient un indice de qualité PRISCOP inférieur à 85 %. Ces thématiques étant déjà suivies par d'autres instances (Direction Conformité notamment), aucune action complémentaire n'a été mise en œuvre sur ces processus.

27.7. Risques juridiques / Faits exceptionnels et litiges

Il n'existe actuellement aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Caisse d'Epargne Loire-Centre a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et/ou du groupe.

27.8. Risques de non-conformité

278.1. Définition

Le risque de non-conformité est défini à l'article 10-p de l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, comme étant le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance.

278.2. Organisation de la fonction conformité au sein du Groupe BPCE

Conformément aux exigences légales et réglementaires citées en supra, aux normes professionnelles et aux chartes de contrôle régissant le Groupe BPCE, l'organisation des fonctions visant à maîtriser le risque de non-conformité s'insère dans le dispositif de contrôle interne de l'ensemble des établissements du Groupe BPCE et de ses filiales.

La direction de la Conformité groupe, rattachée au Secrétariat général du Groupe BPCE, exerce sa mission de manière indépendante des directions opérationnelles ainsi que des autres directions de Contrôle interne avec lesquelles elle collabore.

Elle comprend les pôles :

- Conformité Bancassurance ;
- Conformité Epargne Financière Déontologie ;
- Sécurité Financière ayant à charge la LCB/FT (Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) avec notamment les correspondants Tracfin de BPCE, la lutte contre la corruption, le respect des mesures de sanctions embargo et la fraude interne ;
- Pilotage et coordination transversale des fonctions de conformité ;
- Conformité et contrôle permanent Eurotitres ;
- Conformité et risques opérationnels BPCE SA et coordination des filiales.

Elle joue un rôle d'orientation et d'impulsion auprès des responsables des différentes Directions de la Conformité des établissements. Les responsables de la conformité nommés dans les différents affiliés, dont ses maisons mères les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne et les filiales directes soumises au dispositif réglementaire de surveillance bancaire et financière, lui sont rattachés au travers d'un lien fonctionnel fort.

Elle conduit toute action de nature à renforcer la conformité des produits, services et processus de commercialisation, la protection de la clientèle, le respect des règles de déontologie, la lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme, la lutte contre les abus de marché, la surveillance des opérations et le respect des mesures de sanctions et embargo.

Elle s'assure du suivi des risques de non-conformité dans l'ensemble du groupe.

Dans ce cadre, elle construit et révisé les normes proposées à la gouvernance du Groupe BPCE, partage les bonnes pratiques et anime des groupes de travail composés de représentants de la filière.

La diffusion de la culture de la maîtrise du risque et de la prise en compte de l'intérêt légitime des clients se traduit également par la formation des collaborateurs des établissements.

En conséquence, la Direction Conformité Groupe :

- collabore et valide le contenu des supports des formations destinées notamment à la filière conformité en lien avec la Direction des Ressources Humaines Groupe ;
- contribue à la formation des acteurs des filières, notamment par des séminaires annuels spécialisés (sécurité financière, conformité, déontologie, pilotage du contrôle permanent de conformité, ...) ;
- coordonne la formation des directeurs/responsables de la Conformité par un dispositif dédié en lien avec le pôle Culture Risques et Coordination des comités de la Direction des Risques Groupe ;
- anime et contrôle la filière Conformité des établissements notamment grâce à des journées nationales et un dispositif de contrôles permanents coordonné au niveau Groupe ;
- s'appuie sur la filière conformité des établissements via des groupes de travail thématiques, en particulier pour la construction et déclinaison des normes de conformité.

A l'échelon de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, la Direction de la Conformité veille localement au respect des règles et des normes de conformité, et à la sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs aux enjeux et sujets de conformité.

Le Directeur de la Conformité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est hiérarchiquement rattaché au Président du Directoire. Il exerce les fonctions de responsable de la conformité pour les services d'investissements (RCSI), de correspondant TRACFIN, et de Délégué à la Protection des Données personnelles. En 2022, suite à l'évolution des textes réglementaires, il a été désigné responsable de la mise en œuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, et responsable de la fonction de vérification de la conformité (RFVC). Il dispose d'un droit de regard et d'investigation important pour mener à bien ses missions. Il est membre des différentes instances ou comités traitant des sujets de contrôle interne, et il rend compte au Directoire et au Comité des Risques.

L'organisation de la Direction de la Conformité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre n'a pas évolué en 2022 : elle s'appuie sur un Département Conformité et un Département Sécurité Financière. Ces deux départements animent les dispositifs destinés à assurer la conformité de l'établissement et réalisent des contrôles de 1er ou de 2nd niveau sur la base d'un plan annuel de contrôle défini en début d'année et présenté au Comité de Coordination du Contrôle Interne. Leurs résultats sont présentés régulièrement au Comité ainsi que l'avancement des actions éventuelles qui ont été décidées à leur suite.

La Direction de la Conformité est l'interlocutrice privilégiée de l'Autorité des Marchés Financiers, du pôle commun AMF-ACPR, de la CNIL, de la DGCCRF et des Directions Départementales de la Protection de la Population, et de l'ACPR pour les sujets de conformité/sécurité financière.

278.3. Suivi des risques de non-conformité

Les risques de non-conformité, conformément à l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, sont analysés, mesurés, surveillés et maîtrisés :

- en disposant en permanence d'une vision de ces risques et du dispositif mis en place pour les prévenir ou les réduire avec la mise à jour de leur recensement dans le cadre de la cartographie des risques de non-conformité ;
- en s'assurant pour les risques les plus importants qu'ils font, si besoin, l'objet de contrôles et de plans d'action visant à mieux les encadrer.

La maîtrise du risque de non-conformité au sein du Groupe BPCE s'appuie sur la réalisation d'une cartographie des risques de non-conformité et le déploiement de contrôles de conformité de niveau 1 et 2 obligatoires et communs à l'ensemble des établissements en banque de détail du Groupe.

Une mesure d'impact du risque de non-conformité a été calibrée et réalisée avec les équipes risques opérationnels du Groupe, selon la méthodologie de l'outil du risque opérationnel OSIRISK, en tenant compte des dispositifs de maîtrise du risque mise en place par les établissements, venant réduire les niveaux des risques bruts.

Gouvernance et surveillance des produits

Tous les nouveaux produits ou services quel que soit leur canal de distribution ainsi que tous les supports commerciaux, relevant de l'expertise de la fonction conformité, sont examinés en amont par celle-ci. Cette dernière s'assure ainsi que les exigences réglementaires applicables sont respectées et veille à la clarté et à la loyauté de l'information délivrée à la clientèle visée et, plus largement, au public. Une attention particulière est également portée à la surveillance des produits tout au long de leur cycle de vie.

Par ailleurs, la fonction conformité coordonne la validation des actions d'animations commerciales nationales, s'assure que les conflits d'intérêts sont encadrés et que la primauté des intérêts des clients est prise en compte.

La fonction conformité veille tout particulièrement à ce que les procédures et parcours de vente, ainsi que les politiques commerciales, garantissent à tout moment et pour tous les segments de clientèle, le respect des règles de conformité et déontologiques, notamment que le conseil fourni au client est adapté à ses besoins.

Protection de la clientèle

La conformité des produits et des services commercialisés par la Caisse d'Epargne Loire-Centre et la qualité des informations fournies renforcent la confiance des clients et fondent la réputation du Groupe. Pour maintenir cette confiance, la fonction conformité place la notion de protection de la clientèle au cœur de ses activités.

À cette fin, les collaborateurs du Groupe sont régulièrement formés sur les sujets touchant à la protection de la clientèle afin de maintenir le niveau d'exigence requis en termes de qualité de service. Les formations visent à transmettre une culture de conformité et de protection de la clientèle aux nouveaux entrants et/ou collaborateurs de la force commerciale. Une formation à la déontologie a été mise en place pour l'ensemble des collaborateurs du Groupe intitulé "Les incontournables de l'éthique professionnelle". Par ailleurs, BPCE a mis en place un Code de bonne conduite et d'éthique, déployé auprès de l'ensemble des établissements du Groupe BPCE, venant compléter les règles déontologiques incluses dans le règlement intérieur de l'établissement.

Le Groupe BPCE a mis en place un dispositif de formations réglementaires obligatoires qui fait l'objet d'une revue annuelle.

Les nouvelles réglementations relatives aux marchés des instruments financiers (MIF2) et PRIIPS (packaged retail investment and insurance-based products pour uniformiser l'information précontractuelle des produits financiers packagés), renforcent la protection des investisseurs et la transparence des marchés. Elles impactent le Groupe dans sa dimension de distributeur d'instruments financiers, en renforçant la qualité des parcours clients dédiés à l'épargne financière et à l'assurance :

- Adaptation des recueils de données client et de la connaissance du client (profil client, caractéristiques des projets du client en termes d'objectifs, de risques et d'horizon de placement), actualisation du questionnaire de connaissance et d'expérience en matière d'investissements financiers et du questionnaire de risques sur l'appétence et la capacité à subir des pertes par le client permettant l'adéquation en matière de conseil ;
- Adaptation des offres liées aux services et produits financiers commercialisés ;
- Formalisation du conseil au client (déclaration d'adéquation) et de son acceptation du conseil (le cas échéant émission des alertes informant le client) ;
- Organisation des relations entre les producteurs et les distributeurs du Groupe ;
- Prise en compte des dispositions relatives à la transparence des frais et des charges selon la granularité exigée ;
- Elaboration de reportings périodiques d'adéquation et à valeur ajoutée aux clients et sur l'enregistrement des échanges dans le cadre de la relation et des conseils apportés aux clients ;
- Déclarations des reportings des transactions aux régulateurs et vis-à-vis du marché, obligations de best exécution et de best selection ;
- Participation aux travaux de développement des formations des collaborateurs et à la conduite du changement liée à ces nouveaux dispositifs.

Sécurité financière

Ce domaine couvre la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le respect des sanctions internationales visant des personnes, des entités ou des pays, la lutte contre la corruption et la lutte contre la fraude interne.

La prévention de ces risques au sein du Groupe BPCE repose sur :

▪ Une culture d'entreprise

Cette culture, diffusée à tous les niveaux hiérarchiques, a pour socle :

- > des principes de relations avec la clientèle visant à prévenir les risques, qui sont formalisés et font l'objet d'une information régulière du personnel ;
- > un dispositif harmonisé de formation des collaborateurs du Groupe, avec une périodicité bisannuelle, et des formations spécifiques à la filière sécurité financière.

▪ Une organisation

Conformément aux chartes du Groupe BPCE, les établissements disposent tous d'une unité dédiée à la sécurité financière. Au sein de la Conformité Groupe, un département dédié anime la filière, définit la politique en matière de sécurité financière pour l'ensemble du Groupe, élabore et fait valider les différentes normes et procédures, et s'assure de la prise en compte de ces risques lors de la procédure d'agrément des nouveaux produits et services commerciaux par BPCE.

▪ Des traitements adaptés

Conformément à la réglementation, les établissements disposent de moyens de détection des opérations atypiques adaptés à leur classification des risques, permettant d'effectuer, le cas échéant, les examens renforcés et les déclarations nécessaires auprès du service Tracfin (Traitement et action contre les circuits financiers clandestins) ou de tout autre service compétent dans les délais les plus brefs. La classification des risques du groupe intègre la problématique des pays "à risques" en matière de blanchiment, de terrorisme, de fraude fiscale ou de corruption. Le dispositif du groupe a par ailleurs été renforcé avec la mise en place d'un référentiel et de scénarios automatisés adaptés aux spécificités du financement du terrorisme. S'agissant du respect des mesures restrictives liées aux sanctions internationales, les établissements du groupe sont dotés d'outils de filtrage qui génèrent des alertes sur les clients (gel des avoirs de certaines personnes ou entités) et sur les flux internationaux (gel des avoirs et pays faisant l'objet d'un embargo européen et/ou américain).

▪ Une supervision de l'activité

La prévention du blanchiment des capitaux et du financement des activités terroristes donne lieu à un reporting interne à destination des dirigeants et des organes délibérants et à destination de l'organe central.

En 2022, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a poursuivi son action sur la vigilance apportée aux délais de déclaration des dossiers de soupçon à TRACFIN dans ce domaine.

La lutte contre la corruption

Le Groupe BPCE condamne la corruption sous toutes ses formes et en toutes circonstances, y compris les paiements de facilitation. Dans ce cadre, il est membre participant du Global Compact (Pacte Mondial des Nations Unies) dont le dixième principe concerne l'action "contre la corruption sous toutes ses formes y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin".

La prévention de la corruption s'effectue de plusieurs façons :

- Au moyen de la cartographie d'exposition aux risques de corruption des entités du Groupe, dont la méthodologie a été revue en 2022. Des plans d'action ont été formalisés afin de réduire le niveau de risque de certains scénarios, lorsqu'il restait trop élevé après prise en compte des mesures d'atténuation ;
- Grâce au respect par les collaborateurs des règles de déontologie et d'éthique professionnelles figurant dans le Code de Conduite et d'Éthique (prévention des conflits d'intérêts, politiques de cadeaux, avantages et invitations, principes de confidentialité et de secret professionnel). Des sanctions disciplinaires sont prévues pour manquement au respect des règles professionnelles régissant les activités des entreprises du Groupe ;
- Par l'encadrement des relations avec les tiers : contrats standardisés dans le Groupe et conventions de comptes comportant des clauses anticorruption, évaluation des fournisseurs de plus de 50 K€ au regard du risque de corruption, dispositif relatif aux relations avec des "personnes politiquement exposées" ;

- Un dispositif de recueil et de traitement d'alertes professionnelles sur les faits graves, dont les délits de corruption et de trafic d'influence, est mis à la disposition des collaborateurs (y compris les prestataires externes et les collaborateurs occasionnels).
- Les procédures groupe ont été actualisées en 2022 afin de systématiser une analyse anticorruption sur l'ensemble des clients corporate présentant une activité à risque. L'intégrité des nouveaux partenaires du groupe est par ailleurs évaluée dans le cadre du comité de validation et de mise en marché des nouveaux produits.
- Grâce à une formation réglementaire relative aux règles de l'éthique professionnelle et de lutte contre la corruption sous forme d'e-learning.

Dans le cadre de l'organisation du contrôle interne, des plans de contrôle permanent contribuent à la sécurité du dispositif.

Le Code de conduite et d'éthique du groupe a été enrichi fin 2022 de règles de conduite spécifiques à l'anticorruption, comportant des illustrations concrètes des comportements à proscrire issues des scénarios de risque identifiés par la cartographie.

BPCE dispose également de normes et procédures comptables conformes aux standards professionnels. Le dispositif de contrôle interne Groupe relatif à l'information comptable vise à vérifier les conditions d'évaluation, d'enregistrement, de conservation et de disponibilité de l'information, notamment en garantissant l'existence de la piste d'audit au sens l'arrêté du 3 novembre 2014, modifié le 25 février 2021, relatif au contrôle interne. En 2020, un référentiel Groupe de contrôles participant à la prévention et à la détection de fraude et de faits de corruption ou de trafic d'influence a été formalisé. Dans ce cadre, une vigilance est notamment apportée aux dons, sponsoring et mécénat.

Plus globalement, ces dispositifs sont formalisés et détaillés dans la Charte faîtière relative à l'organisation du contrôle interne Groupe et la Charte des risques, de la conformité et des contrôles permanents du Groupe.

278.4. Travaux réalisés en 2022

Plusieurs chantiers réglementaires ont été menés en 2022

En 2022, le programme s'est attaché à développer l'actualisation de la Connaissance Client par le biais de la banque à distance. Des travaux ont été également menés afin de déployer l'automatisation d'événements nécessitant une actualisation ainsi que la préparation d'actions d'actualisation des dossiers de Connaissance Client (critères, ciblage des clients, kits de communication, reportings) ; En Caisse d'Epargne Loire-Centre, les actions d'automatisation d'événements invitant la clientèle à mettre à jour les données de Connaissance Client ont été déployées au second semestre 2022 :

- Renforcement du dispositif d'inclusion bancaire avec le resserrement des délais de mise en œuvre de la procédure du droit au compte, conformément aux nouvelles dispositions du décret du 11 Mars 2022. Le traçage et l'archivage des courriers de renonciation OCF/SBB est également renforcé via le développement d'une solution informatique permettant d'archiver automatiquement les courriers en cas de souhait du client de souscrire à une autre offre ;
- Mise en place de nouvelles dispositions pour un accès plus juste, plus simple et plus transparent au marché de l'assurance emprunteur (dites Loi Lemoine) du 28 février 2022 avec notamment la résiliation à tout moment, le renforcement de l'information des clients, la suppression du questionnaire de santé dans certains conditions et l'élargissement du droit à l'oubli en matière de risques aggravés de santé ;
- Mise en place du contrôle de l'éligibilité au LEP via l'interrogation par voie électronique de l'administration fiscale prévue par le décret no 2021-277 du 12 mars 2021 relatif au contrôle de la détention des produits d'épargne réglementée. Les process de vérification de l'éligibilité ont été revus dans le cadre de la souscription du LEP et du contrôle annuel ;
- Mise en place des mesures de contrôle de multi-détention des produits d'épargne réglementée prévue par le décret no 2021-277 du 12 mars 2021 relatif au contrôle de la détention des produits d'épargne réglementée qui entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 2024 ;
- Lancement du chantier Finance Durable (Taxonomy, SFDR, intégration des critères ESG dans MIF2 et DDA) avec les acteurs de la chaîne de valeur (émetteur, producteur, assureur, distributeur, clients). Le groupe BPCE a mis en place une Task Force afin de construire le questionnaire clients, le parcours formalisant l'adéquation, l'offre, et le suivi dans la durée ;
- Mise en œuvre du plan de remédiation sur le volet des déclarations des transactions et reportings réglementaires.

- Mise en conformité des entités du groupe au regard des obligations réglementaires EMIR. Le plan d'action groupe relatif à la réglementation EMIR Refit a été clôturé au premier semestre 2022. En complément, un contrôle 360 check EMIR a été lancé au troisième trimestre 2022.

Pour faire suite à plusieurs sollicitations des autorités de contrôles (ESMA et AMF) en 2021, et à la mission spot de l'AMF réalisée au sein de BPCE SA, une NORMA a été élaborée pour encadrer les opérations de titrisation et l'octroi du label STS (simple, transparente et standardisée).

Concernant le dispositif abus de marché, BPCE a poursuivi son objectif d'accompagnement des établissements suite au diagnostic réalisé en 2021, en mettant à leur disposition des fichiers trimestriels de statistiques des opérations atypiques par scénario, et en leur proposant une nouvelle formation "abus de marché" afin de les aider dans l'analyse des alertes et la prévention des abus de marchés.

Poursuite de la remédiation du reporting Direct des Transactions (RDT) avec l'élaboration d'un plan d'action présentant les actions mises en œuvre permettant d'empêcher ou de bloquer les transactions sans LEI aux bornes du Groupe BPCE. Le plan d'action a été transmis à l'AMF le 22/04/2022 et a été suivi d'une action de régularisation de masse du stock de transactions sans LEI réalisée par EuroTitres. Une Norma dédiée à la thématique Transparence post négociation a été validée par le CNM.

Concernant le règlement lié au reporting des opérations de financement SFTR (Securities Financing Transaction Reglement), la mise en œuvre du reporting est appliquée depuis le 13 juillet 2020. Un contrôle 360 check SFTR sur le déclaratif des opérations est planifié pour 2023.

Le groupe a poursuivi les travaux de mise en conformité des parcours clients (LEA, O2S, parcours Personnes Morales, parcours dérivés, parcours défiscalisation). Un plan de remédiation concernant la commercialisation en assurance vie, suite à un contrôle ACPR (démarré en 2019), a été mis en place et les travaux sont en cours notamment pour la gestion de l'aversion au risque, l'amélioration de la justification du conseil, l'archivage de la compréhension client lorsqu'un instrument financier complexe est proposé.

27.9. Continuité d'activité

La maîtrise des risques d'interruption d'activité est abordée dans sa dimension transversale, avec l'analyse des principales lignes métiers critiques, notamment la liquidité, les moyens de paiement, les titres, les crédits aux particuliers et aux entreprises, ainsi que le fiduciaire.

279.1. Organisation et pilotage de la continuité d'activité

La gestion du PUPA (Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité) du Groupe BPCE est organisée en filière, pilotée par la continuité d'activité Groupe, au sein du Département Sécurité Groupe du Secrétariat Général Groupe.

Le Responsable de la Continuité d'activité (RCA-G) Groupe, a pour mission de :

- piloter la continuité d'activité Groupe et animer la filière au sein du Groupe ;
- coordonner la gestion de crise Groupe ;
- piloter la réalisation et le maintien en condition opérationnelle des plans d'urgence et de poursuite d'activité Groupe ;
- veiller au respect des dispositions réglementaires en matière de continuité d'activité ;
- participer aux instances internes et externes au Groupe.

Les projets d'amélioration se sont poursuivis avec pour point commun la rationalisation des processus et le renforcement des dispositifs en s'appuyant sur les enseignements des crises systémiques passées (Covid), en cours (crise russo-ukrainienne) ou la préparation des crises anticipées (rupture énergétique) auxquelles la continuité d'activité est pleinement associée.

Les RPUPA des établissements du Groupe sont rattachés fonctionnellement au RCA Groupe et les nominations des RPUPA lui sont notifiées.

Conformément aux exigences de la Charte Groupe des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents, le RPCA et son suppléant sont désignés par le Directoire. Leur nomination a été validée en Directoire le 20 janvier 2020.

Le Cadre Continuité d'Activité Groupe définit la gouvernance de la filière, assurée par trois niveaux d'instances, mobilisées selon la nature des orientations à prendre ou des validations à opérer :

- les instances de décision et de pilotage Groupe auxquelles participe le RCA-Groupe pour valider les grandes orientations et obtenir les arbitrages nécessaires ;
- le Comité filière de continuité d'activité, instance de coordination opérationnelle ;
- la plénière de continuité d'activité Groupe, instance plénière nationale de partage d'informations et de recueil des attentes.

Le cadre de référence de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est décliné au travers de la Charte Continuité d'Activité. Cette charte est revue annuellement, présentée en Comité Interne de Sécurité et validée par le Directoire. La dernière version a été validée en Comité Interne de Sécurité du 1er décembre 2021 puis en Directoire du 24 janvier 2022.

La Continuité d'Activité Groupe définit, met en œuvre et fait évoluer autant que de besoin la politique de continuité d'activité Groupe.

Description de l'organisation mise en œuvre pour assurer la continuité des activités

La filière Continuité d'Activité au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est sous la responsabilité du Responsable Plan de Continuité d'Activité (RPCA), rattaché au Département Coordination et Risques Transverses de la Direction des Risques. Depuis le 1er octobre 2015, la fonction de RPCA est assurée par le responsable du service Risques Transverses. Il est accompagné par un analyste chargé des sujets relatifs à la Continuité d'Activité et à la Sécurité du Système d'Information.

La Filière Continuité d'Activité, à la Caisse d'Epargne Loire-Centre, implique 206 collaborateurs répartis entre les fonctions de RPCA, Correspondants PCA (CPCA), Titulaire, CPCA Suppléant ou expert de plans.

279.2. Travaux réalisés en 2022

Le Groupe BPCE exerce une veille active sur la situation russo-ukrainienne.

Le dispositif de continuité d'activité s'est enrichi en 2022.

Tout d'abord, les travaux de déploiement de l'outil DRIVE ont été engagés, l'objectif étant d'être opérationnel sur cet outil à l'horizon juin 2023 ; la Caisse d'Epargne Loire-Centre étudiera alors l'opportunité de supprimer l'outil local GoPCA.

De nouvelles fonctionnalités techniques ont renforcé l'efficacité de CrisisCare, notamment la mise à disposition d'un module sécurisé, visant à utiliser les coordonnées personnelles des collaborateurs ; son utilisation opérationnelle reste à finaliser sur 2023. L'outil CrisisCare a par ailleurs été régulièrement utilisé à des fins d'alerting et a permis de mobiliser rapidement les membres de cellules. Certaines fonctionnalités de cet outil restent encore à ce stade inutilisées, d'autres outils tels que GoPCA ou TEAMS paraissant plus appropriés.

L'implication de la filière PCA lors de la contractualisation s'est également renforcée ; ainsi tout nouveau contrat saisi dans la base juridique Jurisline fait l'objet d'une qualification de sa criticité en termes de PCA. Des travaux de cohérence entre Jurisline et la liste des fournisseurs critiques référencés dans la base GoPCA ont également été réalisés. Sur le stock des contrats, des travaux restent à mener, notamment pour renforcer les annexes et s'assurer du respect des obligations des prestataires critiques de la Caisse d'Epargne Loire-Centre en termes de continuité d'activité.

S'agissant de la cyber résilience, c'est-à-dire de la capacité à assurer la continuité en cas d'attaque cyber majeure, un groupe de travail interne Caisse d'Epargne Loire-Centre a été créé en parallèle des travaux menés par le Groupe pour réfléchir d'une part aux actions de sensibilisation, aux actions réflexes à mener en cas de doute, et plus largement sur les solutions techniques disponibles en cas d'attaque (stock de PC, remastérisation, ...). Ces travaux sont fondamentaux et structurants, le risque cyber étant le risque principal

encouru par le domaine bancaire. Ce chantier doit être mené en concertation avec le Groupe et les solutions proposées seront à étudier en 2023.

Par ailleurs, en 2022, neuf cellules de veille ont été organisées. Elles concernaient :

- la grève d'un transporteur de fond, en janvier 2022 ;
- l'indisponibilité de l'outil informatique MyWay, en mars 2022 ;
- l'épisode de grêle, en mai 2022 ;
- un mouvement de grève local, en juin 2022 ;
- des travaux relatifs aux risques de coupures d'électricité dans le cadre de la sobriété énergétique nationale, dès septembre 2022 ;
- les pénuries de carburant, en octobre 2022 ;
- l'épisode de neige / verglas en décembre 2022 ;
- la détection d'une anomalie dans la production de lots de cartes bancaires, en décembre 2022.

Enfin, le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février 2022, a conduit à l'activation d'une cellule dédiée aux mesures de soutien à l'économie.

Chacune de ces cellules a fait l'objet d'un ou plusieurs points de coordination, réunissant les interlocuteurs adéquats aptes à décider de la stratégie à adopter en fonction des enjeux, permettant ainsi d'établir des plans d'actions précis, documentés et suivis. Un bilan de chaque événement est présenté en Comité Interne de Sécurité, afin d'évaluer le dispositif et mettre en place si nécessaire des plans d'actions pour remédier aux écarts résiduels.

De façon générale, les bilans sur les crises 2022 démontrent une mobilisation très satisfaisante des équipes et la mise en œuvre rapide d'actions permettant soit de résoudre l'incident, soit de trouver des solutions de contournement.

Enfin, en 2022, 80 % des processus critiques (PCM – Plan de Continuité Métier), ainsi que l'ensemble des plans Support (PCS – Plan de Continuité Support) et des plans Transverses (PCT – Plan de Continuité Transverse) ont été révisés au moins une fois dans l'année.

Le dispositif est régulièrement testé par les métiers, au travers d'un plan triennal de tests et complété par un dispositif de contrôle, composé de contrôles Groupe et de contrôles locaux (niveau 1 par les responsables métiers et niveau 2 par la Direction des Risques).

27.10. Sécurité des systèmes d'information

2710.1. Organisation et pilotage de la filière SSI

La Direction Sécurité Groupe (DS-G) est notamment en charge de la sécurité des systèmes d'information (SSI) et de la lutte contre la cybercriminalité. Elle définit, met en œuvre et fait évoluer les politiques SSI groupe. Elle assure le contrôle permanent et consolidé de la SSI ainsi qu'une veille technique et réglementaire. Elle initie et coordonne les projets groupe de réduction des risques sur son domaine. Elle assure également dans son domaine la représentation du Groupe BPCE auprès des instances interbancaires de place ou des pouvoirs publics.

Une filière SSI est mise en place au sein du Groupe BPCE. Elle regroupe le responsable de la sécurité des systèmes d'information groupe (RSSI-G), qui anime cette filière, et les responsables SSI de l'ensemble des entreprises.

La direction, définit, met en œuvre et fait évoluer la politique SSI Groupe (PSSI-G).

La DSG :

- anime la filière SSI regroupant les RSSI des affiliées maisons mères, des filiales et des GIE informatiques,
- assure le pilotage du dispositif de contrôle permanent de niveau 2 et le contrôle consolidé de la filière SSI,
- initie et coordonne les projets Groupe de réduction des risques et,
- représente le Groupe auprès des instances de Place interbancaires ou des pouvoirs publics dans son domaine de compétence.

Depuis mars 2020, l'activité Gouvernance, Risques et Contrôles de second niveau de BPCE-IT a été transférée à la DSG :

- l'activité gouvernance SSI BPCE-IT est désormais sous responsabilité SSI-Groupe ;
- l'activité Risques et Contrôles Sécurité est quant à elle assurée au sein d'une nouvelle entité rattachée à la Direction Sécurité Groupe. Une filière SSI est mise en place au sein du Groupe BPCE. Elle regroupe le responsable de la sécurité des systèmes d'information groupe (RSSI-G), qui anime cette filière, et les responsables SSI de l'ensemble des entreprises.

Les RSSI de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et plus largement de tous les affiliés maisons mères, des filiales directes et des GIE informatiques sont rattachés fonctionnellement au RSSI Groupe. Ce lien fonctionnel implique notamment que :

- toute nomination de RSSI soit notifiée au RSSI Groupe ;
- la politique sécurité des systèmes d'information Groupe soit adoptée au sein des établissements et que chaque politique SSI locale soit soumise à l'avis du RSSI Groupe préalablement à sa déclinaison dans l'établissement ;
- un reporting concernant le niveau de conformité des établissements à la politique SSI Groupe, le contrôle permanent SSI, le niveau de risques SSI, les principaux incidents SSI et les actions engagées soient transmis au RSSI Groupe.

Au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre et depuis le 1er octobre 2015, la fonction de RSSI est assurée par le responsable du service Risques Transverses, rattaché au Département Coordination et Risques Transverses de la Direction des Risques, assisté par un analyste. La fonction de RSSI suppléant est assurée par la Responsable du département Coordination et Risques Transverses. Le RSSI ainsi que l'analyste SSI, cumulent une charge de 0,845 ETP au 31/12/2022. Par ailleurs, le budget annuel attribué à l'activité est de 20 K€.

Conformément aux exigences de la Charte Groupe des Risques, de la Conformité et des Contrôles Permanents, le RSSI et son suppléant sont désignés par le Directoire.

2710.2. Suivi des risques liés à la sécurité des systèmes d'information

Avec la transformation digitale, l'ouverture des systèmes d'information du groupe sur l'extérieur se développe continuellement (cloud, big data, etc.). Plusieurs de ces processus sont progressivement dématérialisés. L'évolution des usages des collaborateurs et des clients engendre également une utilisation plus importante d'internet et d'outils technologiques interconnectés (tablettes, smartphones, applications fonctionnant sur tablettes et mobiles, etc.).

De ce fait, le patrimoine du Groupe est sans cesse plus exposé aux cybermenaces. Ces attaques visent une cible bien plus large que les seuls systèmes d'information. Elles ont pour objectif d'exploiter les vulnérabilités et les faiblesses potentielles des clients, des collaborateurs, des processus métier, des systèmes d'information ainsi que des dispositifs de sécurité des locaux et des datacenters.

Un Security Operation Center (SOC) groupe unifié intégrant un niveau 1, fonctionnant en 24x7 est opérationnel.

Plusieurs actions ont été menées, afin de renforcer les dispositifs de lutte contre la cybercriminalité :

- travaux de sécurisation des sites Internet hébergés à l'extérieur ;
- capacités de tests de sécurité des sites Internet et applications améliorées ;
- mise en place d'un programme de Divulgence Responsable des vulnérabilités par le CERT Groupe BPCE.

La politique de Sécurité des Systèmes d'Information est définie au niveau groupe sous la responsabilité et le pilotage du RSSI Groupe. La PSSI-G a pour principal objectif la maîtrise et la gestion des risques associés aux Systèmes d'Information, de préserver et d'accroître sa performance du groupe, de renforcer la confiance auprès de ses clients et partenaires et d'assurer la conformité de ses actes aux lois et règlements nationaux et internationaux.

Un dispositif groupe de sensibilisation via des tests phishings mensuel est réalisé chaque année par le groupe (précision à donner par l'établissement pour le nombre de campagne auquel ils ont participé et résultats).

La PSSI-G constitue un cadre groupe auquel chaque établissement doit se conformer. À ce titre, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a décrit les modalités d'application locale du cadre SSI Groupe dans la charte Continuité du Système d'Information dont la dernière révision date du 20 janvier 2020.

La Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) définit les principes directeurs en matière de protection des SI et précise les dispositions à respecter conformément à la Politique de Sécurité du SI Groupe (PSSI-G) et à la PSSI de la Communauté informatique MySys²⁰. Elle contribue notamment à la maîtrise des risques opérationnels et s'intègre au dispositif global de contrôle interne du Groupe.

Ces modalités s'appliquent à la Caisse d'Epargne Loire-Centre ainsi qu'à toute entité tierce, par le biais de conventions, dès lors qu'elle se connecte aux SI de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a identifié, lors de la campagne de détournage 2022, sous la validation de BPCE, 79 règles de la PSSI-G applicables à son contexte (détournage) sur le périmètre communautaire et 88 règles sur le périmètre privatif. Elle a ensuite évalué sa conformité, à dire d'expert, à chacune de ces règles.

La PSSI-G et le détournage des règles applicables à la Caisse d'Epargne Loire-Centre font l'objet d'une révision annuelle, dans le cadre d'un processus d'amélioration continue.

Sensibilisation des collaborateurs à la cybersécurité

Outre le maintien du socle commun groupe de sensibilisation des collaborateurs à la SSI, l'année a été marquée par la poursuite des campagnes de sensibilisation au phishing et par le renouvellement de la participation au "mois européen de la cybersécurité".

Sur le périmètre de BPCE SA, outre les revues récurrentes des habilitations applicatives et de droits sur les ressources du SI (listes de diffusion, boîtes aux lettres partagées, dossiers partagés, etc.), la surveillance de l'ensemble des sites web publiés sur Internet et le suivi des plans de traitement des vulnérabilités sont renforcés ainsi que la surveillance du risque de fuite de données par mail ou l'utilisation de service de stockage et d'échange en ligne.

De nouvelles campagnes de sensibilisation et de formation des collaborateurs ont par ailleurs été menées :

- test de phishing, campagne de sensibilisation au phishing et accompagnement des collaborateurs en situation d'échecs répétés ;
- participation aux réunions d'accueil des nouveaux collaborateurs, intégrant notamment les menaces et risques liés aux situations de télétravail.

S'agissant de la sensibilisation des collaborateurs de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, le plan de formation se décline autour de 3 modules de formation qui ont tous eu de très bons niveaux de réalisation.

Par ailleurs, chaque analyse ou alerte réalisée dans le cadre d'incidents est l'occasion de sensibiliser les collaborateurs aux risques liés au système d'information (politique sur les mots de passe, utilisation des adresses mails professionnelles, phishing, ouverture de pièces jointes, ...).

Un dispositif groupe de sensibilisation via des tests phishings mensuels est réalisé chaque année par le groupe, la Caisse d'Epargne Loire-Centre a participé à toutes les campagnes hormis celles d'octobre et décembre 2022.

Les résultats de ces campagnes, suivis au travers d'un taux de déclaration de phishing et un taux de "comportement dangereux", ont fait systématiquement l'objet de restitution en Comité Interne de Sécurité et dans le tableau de bord SSI/PCA. Un plan d'actions spécifique est mis en œuvre pour les collaborateurs ayant eu un "comportement dangereux".

L'augmentation du risque cyber a également conduit la Caisse d'Epargne Loire-Centre à renforcer sa communication :

- à l'attention des collaborateurs, à la fois par des mails d'appel à la vigilance, également au travers de trois articles diffusés dans le cadre du mois de la Cyber Sécurité (octobre) publiés sur le portail Intranet Loire-

²⁰ MySys : Communauté informatique gérée et administrée par BPCE-SI.

Centre puis relayés sur le réseau d'entreprise Yammer Caisse d'Epargne Loire-Centre, mais aussi par la diffusion des règles d'or sur les écrans d'affichage dans les locaux administratifs ;

- et également à destination des clients de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ; les clients sont invités à consulter les épisodes de la web série sur la cybersécurité. Enfin, un message de vigilance a été positionné sur l'application Banxo.

2710.3. Travaux réalisés en 2022

Un dispositif de pilotage global des revues de sécurité et tests d'intrusion a été mis en place pour couvrir 100 % des actifs critiques des SI sur des cycles de 4 ans. Ce dispositif permet désormais de consolider l'ensemble des vulnérabilités identifiées dans le cadre des revues de sécurité et tests d'intrusion ainsi que les plans de remédiation liés dans DRIVE pour un suivi centralisé.

En 2022, le chantier d'élaboration de la cartographie SSI de l'ensemble des SI du groupe s'est poursuivi.

A ce titre, chaque établissement du groupe, au regard de son rôle et de son contexte a pour objectif de dresser la cartographie SSI des SI dont il est en charge opérationnellement en s'appuyant sur la méthodologie groupe articulant les approches SSI avec celle des métiers.

Un référentiel de contrôle permanent de niveau 1 a été spécifié et mis à disposition de l'ensemble des établissements.

Les études, projets et analyses de risques permettent d'appréhender et de maîtriser les risques liés à la Sécurité du SI. En 2022, les principales actions ont porté notamment sur :

- l'analyse, au regard des exigences de sécurité du système d'information, des nouveaux produits et services proposés aux Comités de Mise en Marché BDD et BDR de la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
- le déploiement d'outils ou de solutions nécessitant une expertise SSI et l'appui auprès des métiers pour leur apporter l'expertise nécessaire à l'évaluation des risques dans leurs nouveaux projets : projet d'externalisation de la gestion des arrêts de travail, déploiement d'un site internet, changement de prestataire pour un serveur vocal, recours à un prestataire pour la gestion des véhicules de service, etc.

27.11. Risques climatiques

2711.1. Organisation et gouvernance

La direction des Risques Groupe a structuré la gestion des risques climatiques en constituant fin 2021 le Département Risques climatiques. Les objectifs du Département se sont organisés autour des 13 attentes du guide de la BCE relatif aux risques liés au climat et à l'environnement publié en novembre 2020. Ce département Risques climatiques s'appuie sur une large filière d'environ soixante correspondants risques climatiques dans toutes les entreprises du Groupe BPCE et dans les autres départements de la direction des Risques Groupe. Le département des risques climatiques est attentif à :

- développer des processus et des outils d'analyse afin de renforcer la gestion des risques climatiques (physiques et de transition) pour mieux les intégrer dans le dispositif d'appétit au risque du groupe ;
- évaluer la matérialité des risques climatiques par référence aux grandes classes traditionnelles de risque : risques de crédit, risques financiers (marché, liquidité) et risques opérationnels ;
- inclure les risques climatiques dans le cadre usuel de gestion des risques du Groupe BPCE (politique crédit des entreprises, des particuliers et selon les typologies d'actifs financés) et les prendre en compte lors des mises à jour périodiques des politiques sectorielles du groupe ;
- inclure les risques climatiques dans les processus d'investissement et d'engagement des activités de gestion d'actifs et d'assurance.

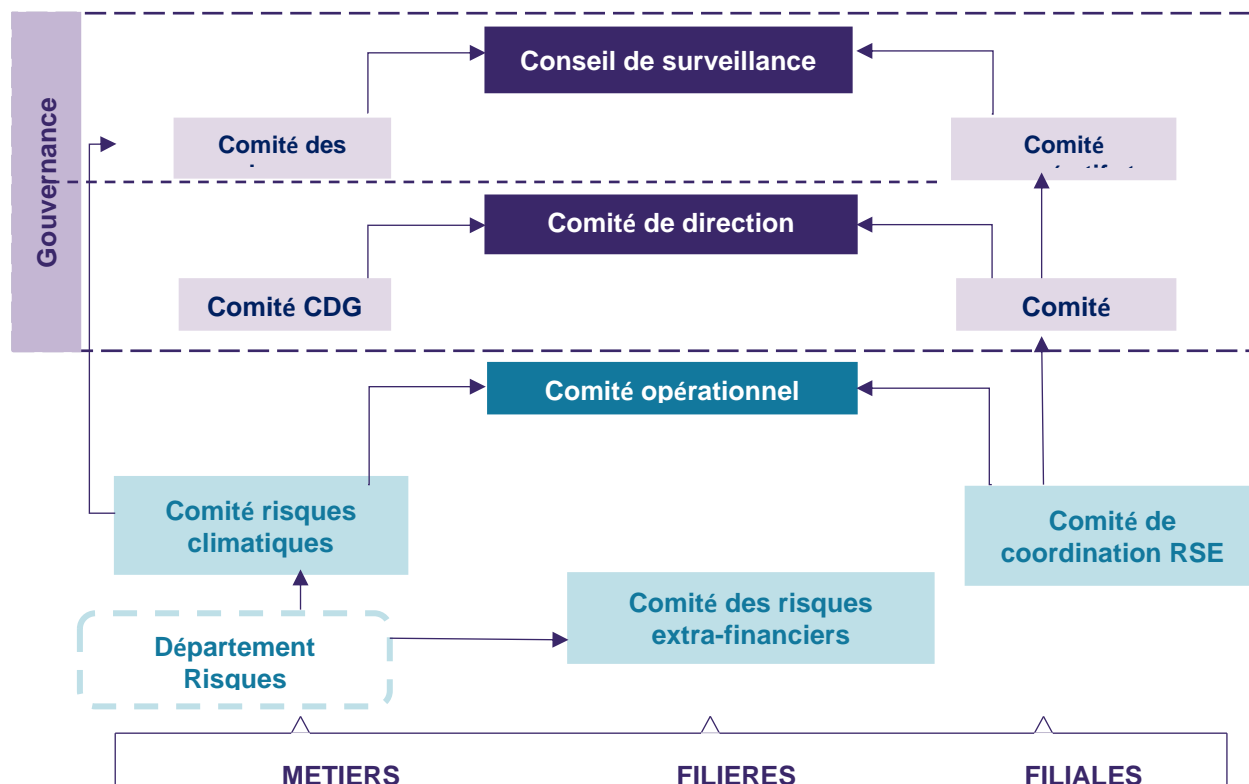
Le dispositif de maîtrise des risques climatiques s'articule sur différents niveaux :

- la direction RSE, rattachée à la Direction Générale, pilote l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie relative au climat et constitue la 1^{ère} ligne de défense dédiée aux risques environnementaux notamment ;
- le département des risques climatiques, rattaché à la Direction des Risques, assure la mesure, la surveillance et la maîtrise des risques liés aux changements climatiques pour l'ensemble du groupe, en lien

avec un réseau de correspondants risques climatiques dans les directions des Risques des établissements et filiales, constituant la 2ème ligne de défense.

Le Comité des risques climatiques, présidé par le Président du Directoire du Groupe BPCE, contrôle la mise en œuvre de la stratégie opérationnelle en matière de gestion des risques climatiques et environnementaux du Groupe BPCE et prépare les sujets à l'attention du Comité des risques du Conseil de surveillance.

Organisation des instances engagées dans la lutte contre le changement climatique



2711.2. Accélération de l'intégration d'un volet dédié aux risques climatiques et environnementaux

Dans le cadre de la publication en octobre 2021 du premier rapport TCFD du Groupe BPCE, la direction des Risques Groupe a défini une matrice de matérialité des risques climatiques.

La matérialité des risques associés aux changements climatiques est appréciée par référence aux grandes classes de risques du pilier 1 de Bâle III que sont le risque de crédit, le risque de marché et le risque opérationnel, y compris le risque de non-conformité et de réputation. Le Groupe BPCE a donc mis en place un dispositif permettant l'identification des facteurs de risques climatiques pouvant impacter les risques traditionnels du groupe accompagné d'un pilotage précis. La matrice de matérialité des risques climatiques peut être déclinée dans l'ensemble des entités du groupe.

Catégorie de Risques	Risques physiques				Risques de transition	
Groupe BPCE	Horizon de temps 2024 Plan Stratégique		Horizon de temps Long Terme > 4 ans		Horizon de temps 2024 Plan Stratégique	Horizon de temps Long Terme > 4 ans
	Aigu	Chronique	Aigu	Chronique		
Risque de crédit et de contrepartie : défaut client, dépréciation du collatéral	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Moyen	Fort
Risque de marché et de valorisation des actifs : changement de valorisation des actions, des taux, des matières premières, etc.	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Faible	Moyen
Risque de liquidité : risque de crise, de liquidité à court terme, risque de refinancement, réserve de liquidité	Faible	Faible	Moyen	Faible	Faible	Moyen
Risque d'assurance	Faible	Faible	Moyen	Faible	Faible	Faible
Risque d'investissement propre	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Faible	Faible
Risque au sein des portefeuilles clients (assurance et gestion d'actifs)	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Faible	Moyen
Risque opérationnel de continuité d'activité	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Faible	Moyen
Risque de réputation	Faible	Faible	Faible	Faible	Moyen	Fort
Risque juridique, de conformité et réglementaire	Faible	Faible	Faible	Faible	Moyen	Fort
Risque stratégique, d'activité et d'écosystème	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Moyen	Fort

Les "risques physiques aigus" se définissent par les pertes directes déclenchées par des événements météorologiques extrêmes, dont les dommages induits peuvent conduire à la destruction d'actifs physiques (immobilier et/ou de production) et causer une chute de l'activité économique locale et éventuellement une désorganisation des chaînes de valeur. Les "risques physiques chroniques" sont les pertes directes déclenchées par des changements climatiques à plus long terme (élévation du niveau de la mer, vagues de chaleur chroniques, modification des régimes de précipitations et augmentation de leur variabilité, disparition de certaines ressources) pouvant progressivement détériorer la productivité d'un secteur donné.

Le "risque de transition" résultent des conséquences économiques et financières liées aux effets de la mise en place d'un modèle économique bas-carbone que ce soit à travers l'évolution de la réglementation, les progrès technologiques, ou bien le changement des attentes des consommateurs et les répercussions en termes de réputation.

■ Programme de gestion des risques climatiques

Le département des Risques Climatiques coordonne la mise en place du cadre de gestion des risques climatiques au travers d'un programme dédié. Ce programme en ligne avec les engagements climatiques et environnementaux du Groupe, adresse des objectifs précis pour tous les métiers et toutes les filières. Le dispositif proposé s'attache à garantir la couverture la plus exhaustive des 13 piliers proposés par la BCE dans son guide relatif aux risques liés au climat et à l'environnement de novembre 2020. Il s'applique également à y intégrer les perspectives réglementaires nationales ou internationales faisant aujourd'hui référence.

Ce programme est régulièrement actualisé des points d'attention précisés par la BCE, dans un premier temps dans son retour au sujet du questionnaire d'auto-évaluation, formalisé au travers des échanges fin 2021, puis au travers de la revue thématique réalisée début 2022.

Concrètement, ce dispositif s'organise autour de 9 chantiers majeurs (la gouvernance, le cadre d'appétit aux risques, le stress test, les risques financiers et de marché, les risques opérationnels, les risques de crédit, le dispositif de contrôle des risques, le tableau de bord, et les données).

Les travaux et les attentes sont ainsi précisément qualifiés, par thématique, permettant de connaître et de suivre le statut, le calendrier de réalisation, les personnes en charge dans le département des risques climatiques et les autres directions comme celles qui participent à sa mise en place ou encore les livrables attendus.

Des représentants de Banques Populaires, de Caisses d'Epargne et de Global Financial Services ont également été associés au programme afin de garantir l'opérationnalité des actions prévues dans chaque entité du groupe.

La gouvernance

En 2022, la comitologie du Groupe BPCE a été renforcée avec la généralisation de l'intégration des éléments climatiques dans la comitologie de chacune de ses entités.

L'animation de la filière des correspondants Risques climatiques a accru la sensibilisation des collaborateurs et des actions de formation sont proposées dans les autres directions. Une newsletter mensuelle, une conférence trimestrielle (matinale) et des classes virtuelles sur des thèmes précis sont de nature à favoriser la diffusion de la culture risques climatiques dans l'ensemble des entités. Les bonnes pratiques identifiées sont présentées lors de ces événements réguliers ou ad hoc. La formation Climate Risk Pursuit continue d'être déployée dans les établissements. À fin juillet 2022, 18 037 collaborateurs l'ont suivi. De plus, des formations répondant au plus près des attentes sont en cours de développement. Les instances dirigeantes sont également formées à ces sujets de manière régulière.

Le cadre d'appétit aux risques

Les catégories "Risque climatique / Risque de transition" et "Risque climatique / Risque physique" ont été ajoutées au référentiel des risques de BPCE dès 2019. À ce stade, la matérialité de ces catégories de risque a été évaluée à dire d'expert et appuyée par les travaux de cartographie. Le risque de transition a été jugé matériel, y compris à court-terme compte-tenu des potentiels impacts en matière de réputation, des risques liés aux évolutions du cadre réglementaire et juridique, et du risque stratégique lié aux évolutions de marché en réponse à la transition climatique.

Deux indicateurs d'appétit au risque sur le risque climatique de transition sont en cours d'intégration au niveau du groupe, sous observation avant étalonnage d'une limite. Sur le périmètre de la Banque de grande clientèle, la part des actifs classés "brun foncé" selon la méthode Green Weighting Factor, constituant les actifs les plus exposés au risque de transition, est suivie dans le Risk Appetite Framework de la BGC. Un seuil et une limite ont été fixés à partir de 2022.

Les stress tests

Mesure des impacts des risques climatiques sur les actifs du Groupe BPCE.

En 2020, le Groupe BPCE s'est porté volontaire, pour participer à un premier exercice d'évaluation des risques climatiques piloté par l'Autorité bancaire européenne (ABE). Le Groupe BPCE a également contribué à l'exercice pilote de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) en 2021 visant à estimer les risques physiques et de transition. Enfin, le Groupe BPCE a participé en 2022 au tout premier stress test climatique lancé par la Banque centrale européenne (BCE).

L'objectif affiché de ce dernier exercice était d'identifier l'état de préparation de la centaine de groupes bancaires sous supervision face aux chocs financiers et économiques que le risque climatique est susceptible de provoquer. Cette initiative s'inscrivait dans une volonté déjà portée par les superviseurs nationaux.

Cet exercice doit être considéré comme un exercice d'apprentissage conjoint présentant des caractéristiques pionnières, visant à renforcer la capacité des banques et des autorités de surveillance à évaluer le risque climatique.

Pour ce premier exercice d'apprentissage, la BCE a tenu à simplifier la demande. Le test de résistance cible des catégories spécifiques d'actifs exposés aux risques climatiques et non le bilan complet des banques. L'exercice s'appuie sur trois modules :

- > le premier module porte sur le cadre et la gouvernance de la démarche ;
- > le deuxième vise à collecter un certain nombre de métriques afin d'évaluer la sensibilité sectorielle ;
- > enfin, un troisième consiste à estimer les impacts en résultat du risque physique et de transition, à court et long terme.

Les risques physiques concernent seulement la sécheresse et les inondations sur le risque de crédit sur un horizon d'un an. Pour le risque de transition, deux types de scénarios sont prévus :

- > l'un, court terme à 3 ans, concerne le risque de crédit et le risque de marché en cas de choc inattendu et brutal du prix du carbone ;

- > la seconde simulation consiste à évaluer l'impact climat sur nos bilans à horizon 30 ans, selon trois scénarios : une transition ordonnée, en anticipation de l'accord de Paris en 2050 ; une transition désordonnée, où aucune nouvelle politique n'est mise en place jusqu'en 2030, puis une transition soudaine et brutale ; et un scénario d'absence de transition conduisant à un réchauffement climatique significatif.

La participation du Groupe BPCE à l'exercice de stress test climatique 2022 a démontré sa capacité à quantifier le risque climatique selon différents scénarios. Le Groupe BPCE a répondu à cet exercice avec une qualité d'information et de méthode saluée par la BCE. Il a dû intégrer dans ses modèles internes une nouvelle dimension sectorielle sur des horizons de temps inédit allant jusqu'à 30 ans. Le groupe BPCE a dû aussi collecter de nouvelles données, comme les diagnostics de performance énergétique (DPE) des logements donnés en garanties, afin de réaliser les tests de résistance. Cet exercice a conduit à identifier des axes d'amélioration pour obtenir des données de manières fiables et récurrentes. Enfin, ce stress test a permis au Groupe BPCE de quantifier les principaux risques auxquels le groupe est exposé et de prioriser les actions d'identification, d'atténuation et de surveillance de ces risques.

En termes de résultats, les métriques sont contrastées selon les types de risques et des scénarios définis par la BCE.

Le scénario plus représentatif des risques physiques est l'inondation à court terme, du fait du portefeuille de crédits à l'habitat du Groupe. Cet impact est aussi le corollaire du cadre méthodologique retenu en matière de couverture assurantielle. Enfin, l'insuffisante granularité de certaines données ne permet pas d'atténuer ces résultats.

Le risque de transition court terme est accrue du fait de la carence des données de performance énergétique des collatéraux adossés aux expositions Corporate mais reste globalement limité car l'exposition du groupe BPCE sur les secteurs les plus carbo-intensifs est inférieure à la moyenne de ses pairs.

Sur le risque de transition long terme, du fait de cette faible exposition aux secteurs identifiés comme sensibles par le superviseur, les scénarios posés n'impactent pas le groupe BPCE de manière très différenciée.

Les risques financiers et de marché

En termes de risques financiers, une appréciation des risques climatiques est effectuée, entre autres, au travers de la gestion et du suivi de la réserve de liquidité. La prise en compte des critères climatiques et plus largement des critères ESG est réalisée selon 3 axes : la qualité environnementale du titre, la notation ESG des émetteurs ainsi qu'une analyse en température avec définition d'un objectif d'alignement en ligne avec le plan stratégique du groupe.

Concernant les investissements en Private Equity, les travaux d'intégration de critères d'analyse ESG sont en cours afin de définir des profils ESG d'établissement-investisseur.

Les risques opérationnels

▪ **Risques pour activité propre**

Pour anticiper les événements climatiques physiques pouvant peser sur ses activités propres, le Groupe BPCE a mis en place un plan de continuité d'activité qui définit les procédures et les moyens permettant à la banque de faire face aux catastrophes naturelles afin de protéger les employés, les actifs et les activités clés et d'assurer la continuité des services essentiels. Un outil interne permet d'identifier les sites et agences exposées aux risques climatiques et de suivre les incidents climatiques.

▪ **Risque de réputation**

L'évolution de la conscience et la sensibilité des consommateurs vis-à-vis des questions climatiques constitue un facteur de sensibilité pour le secteur bancaire pouvant entraîner une atteinte à la réputation de la banque en cas de non-conformité aux attentes réglementaires ou en cas de scandales liés à des activités controversées. Un indicateur de mesure de la réputation intégrant des événements en lien avec le climat et plus largement l'ESG est en cours de construction par le département des risques opérationnels du Groupe.

▪ Risque juridique, de conformité et réglementaire

Afin de limiter les effets des changements climatiques, les autorités administratives et législatives sont amenées à prendre de nouvelles réglementations. Ces textes peuvent aussi bien être internationaux (Accord de Paris), européens (Taxonomie) ou encore nationaux (loi Climat et Résilience). À titre d'exemple, le législateur français vient d'augmenter ses exigences avec l'article 29 de la loi Energie climat. En effet, les entreprises financières doivent démontrer comment leurs investissements sont en ligne avec une trajectoire 1,5° C/2° C (cf. Accord de Paris).

La direction juridique en lien avec la direction RSE et la direction des Risques Groupe organise l'information des filières respectives à ce risque et incite à une vigilance accrue quant à l'utilisation des terminologies liées au climat afin d'être aligné à la taxonomie européenne.

Les risques de crédit

▪ Insertion des critères environnementaux dans les politiques sectorielles de crédit du groupe

Sur le périmètre de la banque de proximité, au-delà de la politique charbon appliquée à l'ensemble des entreprises du Groupe BPCE, les critères environnementaux sont systématiquement intégrés dans les politiques sectorielles depuis 2018. Le comité des risques extra-financiers (CoREFi), composé des équipes Risques climatiques, Analyse crédit et RSE, se réunit chaque mois pour effectuer depuis mars 2020 des revues ESG de l'ensemble des secteurs d'activités et par typologies de clients.

Dans le cadre de ces revues, chaque secteur d'activité est apprécié sur la base des 6 enjeux environnementaux tels que définis par la taxonomie européenne : risques climatiques physiques, risques climatiques de transition, biodiversité, eau, pollutions autres que les gaz à effet de serre et économie circulaire. Une classification sectorielle environnementale découle de cette appréciation et identifie des points d'attention particuliers.

Ces analyses ESG sectorielles ont pour vocation d'alimenter les échanges notamment lors de l'octroi de crédit. L'objectif est de fournir des éléments d'analyse supplémentaires au regard des évolutions réglementaires et de marché, de pouvoir mieux accompagner les clients dans la transition.

Pour les grandes contreparties, une appréciation extra-financière du client est ajoutée dans les fiches d'analyse en vue d'enrichir le processus d'octroi de crédit. Le rappel des enjeux climatiques et environnementaux provient des analyses des politiques sectorielles du CoREFi mentionnées précédemment.

▪ Questionnaire de transition en cours de déploiement sur les clients de la banque de détail

Pour la Banque de détail, un questionnaire dédié à la prise en compte des enjeux environnementaux par les clients dans leur modèle d'affaires a été testé par les chargés de clientèle afin de récolter des informations concernant la connaissance, les actions et l'engagement des clients sur les sujets climatiques et environnementaux. Cet outil s'inscrit dans la réponse du groupe au guide EBA sur l'octroi et le suivi des prêts dans sa composante ESG.

Les premiers éléments recueillis permettent d'établir une appréciation de la maturité du client quant à la maîtrise des enjeux climatiques et environnementaux de son secteur d'activité. La phase pilote en cours d'achèvement avec une réflexion sur son intégration à venir dans les systèmes de notation clientèle une fois la profondeur d'historique nécessaire atteinte.

L'intégration de ces données dans le processus d'octroi de crédit et dans le suivi des risques est en cours d'étude avec les directions du développement de la Banque de Proximité Assurances.

▪ Utilisation du Green Weighting Factor par la Banque de grande clientèle

Le Green Weighting Factor est l'outil d'analyse de la performance climatique des financements des grandes entreprises. Cet indicateur est suivi de manière globale dans le tableau de bord suivant l'appétit aux risques de GFS et aussi de manière granulaire en déterminant l'impact environnemental des financements réalisés. Des travaux sont en cours afin de compléter le dispositif de validation et de contrôle associé à cet outil.

Le dispositif de contrôle des risques

Le Groupe BPCE s'organise pour élaborer les contrôles des risques permanents et périodiques. Les dispositifs de contrôles permanents vont être détaillés et précisés lors d'ateliers à mener avec les établissements. L'objectif sera d'intégrer les éléments climatiques dans les process existants.

Le contrôle périodique constitue un guide interne afin de mener au mieux et de manière cohérente les missions réalisées dans les différentes entités du groupe.

Les tableaux de bord

Des tableaux de bord permettant le suivi et le pilotage des risques climatiques et environnementaux sont en cours de développement. Le tableau de bord sur le périmètre du groupe a été validé début juillet 2022 et est construit pour assurer la fiabilité et la qualité de la donnée utilisée. Sa mise à disposition sur le périmètre de chaque entité sera réalisée au fur et à mesure de la disponibilité de la donnée.

Les données

Un référentiel de données ESG unifiées et normalisées au niveau du groupe est en cours de construction. La gouvernance des données ESG a été structurée par une comitologie garantissant l'homogénéité et la cohérence des sources d'information utilisée à travers le groupe. Dans ce cadre, les besoins de la direction des Risques Groupe sont correctement recueillis et pourront être satisfaits par l'acquisition de données auprès de fournisseurs externes ou par le retraitement de données internes.

L'année 2022 a été marquée par la publication du premier ratio d'actifs verts (Green Asset Ratio) dans sa dimension éligible. Cet exercice sera renouvelé en 2023 avant une publication d'alignement en 2024.

27.12. Risques émergents

Le Groupe BPCE porte une attention particulière à l'anticipation et à la maîtrise des risques émergents compte tenu de l'évolution permanente de l'environnement. À ce titre, une analyse prospective identifiant les risques pouvant impacter le groupe est réalisée chaque semestre et présentée en comité des risques et de la conformité, puis en comité des risques du conseil.

Le contexte macro-économique s'est en effet fortement détérioré depuis début 2022 et conduit à une vision plus pessimiste que ce qui était projeté en termes de résultat généré par les activités du groupe et de niveau de risque. Par ailleurs, la crise Covid puis les conséquences de la crise en Ukraine ont profondément modifié l'environnement dans lequel s'exercent les activités du Groupe. Elles ont en effet largement aggravé l'intensité des chocs causés par les différentes typologies de risques affectant nos métiers.

Le ralentissement à venir de la croissance économique, combiné à une inflation élevée et potentiellement durable, fait peser un risque accru de dégradation des portefeuilles de crédit, en particulier pour certains segments de clientèle présentant des vulnérabilités (secteurs d'activité sensibles aux effets de second tour de guerre en Ukraine et/ou à l'inflation, clients présentant un niveau d'endettement déjà élevé...).

La vigilance sur les risques de taux et d'investissement est également réhaussée compte tenu de l'impact fortement défavorable que la hausse des taux et l'inflation pourraient avoir à court et moyen terme sur la rentabilité du groupe.

L'environnement géopolitique international reste une zone d'attention sous vigilance, les différentes tensions géopolitiques continuant de peser sur le contexte économique global et alimentant les incertitudes.

La poursuite de la digitalisation de l'économie et des services financiers s'accompagne d'une vigilance constante des banques face aux cyber risques. La sophistication des attaques et les éventuelles vulnérabilités des systèmes IT des banques sont deux enjeux majeurs pour le Groupe BPCE, en lien avec les attentes du régulateur.

Le groupe est très attentif à l'évolution de l'environnement réglementaire et aux demandes du superviseur, notamment sur les nouvelles normes de provisionnement, l'encadrement et la surveillance des prêts à effet de levier, les guidelines sur les prêts non performants, etc.

Les changements climatiques font partie intégrante de la politique de gestion des risques, avec des déclinaisons opérationnelles en cours de déploiement.

Enfin, les risques opérationnels font l'objet d'une attention soutenue avec notamment l'application des dispositifs de gestion de crise quand nécessaire.

2.8. Événements postérieurs à la clôture et perspectives

28.1. Les événements postérieurs à la clôture

Néant

28.2. Les perspectives et évolutions prévisibles

Prévisions 2023 : une croissance zéro inévitable en France ?

Les prévisions économiques sont devenues plus pessimistes à mesure que les tensions inflationnistes et les contraintes d'offre ont pesé sur l'activité mondiale et européenne. La récession, qui pourrait être amplifiée par une éventuelle crise financière, toucherait un tiers de l'économie mondiale selon le FMI. Une stagnation quasi-récessive de l'économie est désormais considérée comme inévitable en 2023 de part et d'autre de l'Atlantique, voire imminente dans la zone euro, même si elle ne devait être que technique et temporaire, à défaut de nécessaire, afin de casser la dérive des prix. Le virage monétaire, que la Fed a amorcé de manière plus agressive que la BCE, va d'ailleurs dans ce sens. L'ampleur des déséquilibres à résorber (décalage entre l'offre et la demande, mécanique inflationniste, endettement excessif), combinée à de nombreux risques mondiaux superposés, peut toujours faire basculer les économies développées dans une spirale dépressive. Ces menaces conjointes sont surtout les suivantes : les incertitudes géopolitiques et sanitaires (guerre en Ukraine, tension accrue entre Taïwan et la Chine, remise en cause effective de la politique zéro-Covid en Chine) ; le développement de tendances protectionnistes notamment américaines, à l'exemple de l'Inflation Reduction Act (IRA) ; les délais d'impacts négatifs sur l'activité des resserrements monétaires successifs et des moindres soutiens budgétaires ; les renégociations décalées des contrats, singulièrement sur le gaz naturel et l'électricité en zone euro.

Néanmoins, il ne semble pas qu'une récession sévère soit le scénario le plus probable. Cet essoufflement a en effet déjà induit une détente des contraintes d'offre et le recul des prix du pétrole depuis la mi-2022 et des prix du gaz et de l'électricité à leur niveau d'avant conflit, outre l'effet d'un hiver doux et de la reconstitution des stocks de gaz en Europe. Cela tend à atténuer les hausses de prix, liées outre-Atlantique à une demande soutenue et à un marché du travail en forte tension, alors qu'en Europe, elles sont en grande partie importées, du fait du choc énergétique, les alternatives à l'approvisionnement russe étant plus coûteuses.

En 2023, la dynamique économique américaine serait freinée par la poursuite d'un resserrement monétaire assez marqué et par une politique budgétaire plutôt restrictive, au risque de provoquer une récession en cas de réaction trop importante. En Chine, la croissance pourrait se situer encore en deçà des objectifs gouvernementaux, même si l'allègement des contraintes sanitaires permettrait probablement un rebond plus ou moins fort de l'activité dès le deuxième trimestre. La zone euro, la plus fortement touchée par les conséquences du conflit, pourrait se diriger vers une situation quasi-récessive, du fait de l'érosion par l'inflation du pouvoir d'achat des ménages et des marges des entreprises.

Le ralentissement assez net de l'activité dans plusieurs pays pourrait inciter les Banques centrales de part et d'autre de l'Atlantique à tempérer le processus de normalisation monétaire d'ici fin 2023. Cependant, les taux d'intérêt à court terme sont encore très inférieurs à la hausse des prix, notamment à l'inflation sous-jacente (prix hors alimentation et énergie), la politique monétaire conservant ainsi un caractère accommodant, tant aux États-Unis que surtout en Europe. La Fed prolongerait le mouvement vigoureux de rehaussement de ses taux directeurs mais par paliers plus modérés de hausse. Fin 2023, selon ses propres projections, la Fed fixerait le taux des fonds fédéraux un peu au-delà de 5 %. Le processus de réduction de la taille de son bilan serait également poursuivi. Même si la hausse des prix dans la zone euro a pour origine un choc d'offre, le risque de dépréciation de l'euro pousserait la BCE à continuer de suivre la dynamique de normalisation monétaire américaine, avec a priori quatre nouvelles hausses de ses taux directeurs et le début d'un processus de réduction de l'afflux de liquidités sur les marchés obligataires. Après l'accroissement de 250 points de base effectuée en 2022, elle augmenterait encore ses taux directeurs d'au moins 100 points de base, peut-être par plusieurs paliers de 25 points de base, pour propulser le taux de refinancement vers 3,5 % à la fin du 1^{er} semestre, tout en les maintenant ensuite à ce niveau durant l'année.

Le resserrement monétaire et la réduction progressive du bilan des Banques centrales tireraient d'autant plus les taux longs souverains à la hausse que la substitution des importations de matières premières de Russie par d'autres sources beaucoup plus coûteuses, la mise en œuvre progressive de la transition énergétique et l'arrêt des avantages comparatifs liés à la globalisation mondiale ont commencé à inverser le mécanisme déflationniste des vingt dernières années. Cependant, le net ralentissement de l'économie et de l'inflation en 2023 devrait peser sur toute velléité de hausse supplémentaire et trop importante des taux longs, au-delà d'une vraisemblable volatilité. L'OAT 10 ans serait en moyenne annuelle autour de 3 % en 2023, contre 1,7 % en 2022.

L'environnement économique français, à l'instar des autres pays développés, apparaît dorénavant s'engager dans une mécanique de stagflation, caractérisée conjointement par beaucoup moins de croissance, un régime d'inflation durablement plus élevée et la remontée induite des taux d'intérêt. La croissance française pâtirait probablement plus amplement qu'en 2022 de l'impact de la crise énergétique sur les revenus des ménages et sur les comptes de résultat des entreprises, du fait des modifications du bouclier tarifaire et de la renégociation en année pleine des contrats. L'activité stagnerait en 2023, voire serait en contraction modérée, du fait d'un acquis de croissance très défavorable en début d'année. Plusieurs raisons l'expliqueraient, en dépit de l'atténuation des contraintes sur les approvisionnements : l'essoufflement de la demande, provoqué par le prélèvement inflationniste sur le pouvoir d'achat des ménages et des entreprises ; la détérioration des termes de l'échange, avec des cours encore hauts des matières premières par rapport à 2020-2021, pénalisant profondément la compétitivité industrielle ; l'effet toujours retardé du resserrement des conditions monétaires ; le moindre soutien budgétaire, avec la fin des politiques du "quoi qu'il en coûte" ; l'érosion des marges des entreprises ; le maintien d'un comportement plus ou moins marqué d'épargne renforcée de précaution, pour éviter l'érosion des encaisses réelles par la dérive des prix. L'inflation, après avoir atteint un pic en début d'année et bien qu'en repli tout au long de l'année, serait élevée, autour de 4,8 % en moyenne annuelle, après 5,2 % en 2022. Sa diminution progressive s'expliquerait par la dégradation économique et surtout par des effets favorables de base, ceux-ci étant liés à l'affaissement des prix énergétiques au regard de leur flambée antérieure l'année dernière. Le pouvoir d'achat demeurerait légèrement négatif, comme en 2022, dans un contexte de hausse modérée du taux de chômage (7,5 %) et de progression des salaires restant inférieure à la hausse des prix. De plus, le relèvement de 15 % début 2023 des prix du gaz et de l'électricité dans le cadre du bouclier énergétique représenterait déjà un prélèvement de l'ordre de 0,5 % sur le pouvoir d'achat du revenu des ménages, avant sans doute d'autres hausses. Un ré-arbitrage vers davantage de salaires et moins d'emploi devrait se produire, comme si le retard pris par l'accélération des rémunérations sur l'inflation trouvait désormais une compensation sur la vigueur antérieure des créations d'emploi au regard du niveau d'activité.

Perspective du Groupe et de ses métiers

En 2023, le groupe va poursuivre la mise en œuvre de son plan stratégique BPCE 2024, avec trois priorités :

- 1) la conquête, en particulier sur deux domaines à enjeux sociétaux, la transition environnementale et la santé, ainsi que sur l'assurance non-vie et la prévoyance, le crédit à la consommation et la clientèle des entreprises de taille intermédiaire, tout en poursuivant le développement international des métiers globaux de la gestion d'actifs et de banque de grande clientèle ; le développement en Europe des métiers de financement spécialisés devrait également se poursuivre en fonctions des opportunités ;
- 2) la satisfaction des clients en banque de proximité, en s'appuyant sur son modèle relationnel, les parcours omnicanaux, les solutions personnalisées et les données utiles ;
- 3) le climat, en alignant les portefeuilles de financement sur une trajectoire "net zero", en accompagnant les clients dans leur transition environnementale, en poursuivant sa stratégie de refinancement durable, et en réduisant son empreinte environnementale ;

en s'appuyant sur trois lignes de force : la simplification de son organisation et de ses systèmes d'information, l'innovation ainsi que sa solidité financière et technologique.

Le groupe maintiendra le cap pour atteindre ses objectifs à horizon 2024, en développant son modèle de banque coopérative universelle, ses expertises, son ancrage territorial et sa proximité avec ses clients, ses marques fortes et reconnues et sa stratégie digitale intégrée dans les métiers.

Toutefois, l'environnement reste plus que jamais incertain sur les plans économiques, géopolitiques et sanitaires et certains objectifs du groupe, notamment en termes de revenus additionnels, restent soumis à des aléas. Après la crise sanitaire covid-19 puis une année 2022 marquée par la guerre en Ukraine, des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, une crise énergétique en Europe et un retour de l'inflation à des niveaux

jamais atteints depuis plusieurs décennies, de fortes incertitudes pèsent sur les perspectives de croissance mondiale pour 2023.

Malgré les hausses de taux successives des banques centrales en 2022, les politiques monétaires restrictives pourraient se poursuivre pour lutter contre une inflation persistante, alors que des incertitudes fortes pèsent sur l'évolution de la guerre en Ukraine et que d'éventuelles nouvelles perturbations sur l'offre liées à la pandémie pourraient survenir, en Chine par exemple.

Dans ce contexte, la remontée rapide des taux pourrait renchérir le coût de refinancement de la banque de détail alors que la majeure partie des financements sont à taux fixe. La hausse de la marge nette d'intérêt ne se concrétisera que progressivement, au fur et à mesure de la rotation du bilan. Malgré le contexte inflationniste, le groupe BPCE, à l'instar de la profession bancaire, appliquera en 2023 une politique de modération forte de ses tarifs.

Le métier Assurance non vie reste exposé à une hausse du coût des sinistres, notamment automobiles et climatiques après une année 2022 exceptionnelle pour ces derniers, alors que l'assurance vie devrait bénéficier de la hausse de taux, pour les fonds euros, avec toutefois une volatilité des marchés qui pourrait peser sur les valeurs d'actif.

Certains métiers du pôle Solutions et Expertises Financières restent exposés au ralentissement du marché immobilier (financement des professionnels de l'immobilier, cautions) et du crédit à la consommation, alors que d'autres pourraient bénéficier d'impacts potentiellement positifs, comme l'affacturage, après l'arrêt des prêts garantis par l'Etat.

Pour la Banque de grande clientèle, le contexte de forte volatilité des marchés (taux, devises, matières premières) devrait engendrer une hausse des besoins de couverture des clients.

Les activités de gestion d'actifs restent exposées à l'effet marché sur toutes les classes d'actifs, avec des arbitrages entre classes d'actifs au gré de la remontée des taux.

Malgré ces incertitudes, le Groupe reste confiant dans la poursuite de la mise en œuvre de son plan stratégique et l'atteinte des objectifs de conquête commerciale de ses métiers.

Le Groupe BPCE, n'ayant aucun instrument de rang Additional Tier 1 (AT1) émis par une entité du Groupe à ses bornes, n'est pas concerné directement par la volatilité affectant les instruments financiers de certains groupes bancaires suite aux décisions des autorités suisses conduisant à une absorption des pertes de Credit Suisse par le biais d'une dépréciation en totalité des instruments de rang AT1. Le Groupe BPCE ne détient d'ailleurs pas d'expositions directes significatives sous forme d'instruments de rang AT1 ou sous une autre forme en lien avec la crise traversée par la banque suisse précitée.

D'autre part, le Groupe BPCE n'a pas d'expositions directes significatives sur les banques régionales américaines ayant été placées récemment sous contrôle de l'administration américaine.

2.9. Eléments complémentaires

29.1. Information sur les participations, liste des filiales importantes, liste des succursales

Les prises de participations au cours de l'exercice 2022 :

- **Caisse d'Epargne Loire-Centre :**
 - > S.A.E.M.L. LOIRET ENERGIE détenue à 5 %.

Les rachats d'actions

Néant

Fusions et cessions

- Transformation de la S.E.M Orléans Gestion en société publique locale, sortie des actionnaire privés.

29.2. Activités et résultats des principales filiales

Au 31 décembre 2022, la Caisse d'Epargne Loire-Centre recense cinq filiales* en portefeuille, à savoir :

Dénomination	Consolidées (C) ou Non Consolidées (N.C.)	Date d'immatriculation	Forme juridique	Activité	% de détention
Immobilière Fernand Léger	N.C.	05/10/1995	S.A.R.L.	Transactions sur immeubles, gestion immobilière.	100
L.C. AZUR	N.C.	21/12/2011	S.C.I.	Propriété, gestion et location d'immeubles et bureaux	99
Touraine Logement	N.C.	05/12/1968	S.A. H.L.M.	Gestion immeubles H.L.M. et autres programmes	52,4
Loire Centre Immo	N.C.	08/10/2014	S.A.S.	Prise de participation dans toute société, propriété, gestion et location d'immeubles, locations de bureaux.	100
Loire Centre Montespain	C	23/05/2018	S.C.I	Propriété, location, gestion et administration de tous biens immobiliers lui appartenant	99,9

*détenues directement à un taux supérieur à 50 %

29.3. Tableau des cinq derniers exercices

Nature des indications	2018	2019	2020	2021	2022
I. Situation financière en fin d'exercice (en milliers d'euros)					
a. Capital social	374 039	474 039	474 039	474 039	474 039
b. Nombre de parts sociales émises (en milliers)	18 702	23 702	23 702	23 702	23 702
c. Nombre de certificats coopératifs d'investissement émis (en milliers)	0	0	0	0	0
II. Résultat global des opérations effectives (en milliers d'euros)					
a. Chiffre d'affaires hors taxes (PNB)	309 684	313 535	307 138	304 193	212 152
b. Bénéfices avant impôt, amortissements et provisions	75 525	96 496	94 304	82 188	(11 634)
c. Impôt sur les bénéfices	(21 092)	(23 182)	(24 020)	(23 932)	(847)
d. Bénéfices après impôt, amortissements et provisions	56 388	54 254	59 016	54 048	44 912
e. Montant des bénéfices distribués (IPS et rémunération des CCI)	8 977	8 201	8 817	8 296	13 036
dont intérêts aux parts sociales =>	8 977	8 201	8 817	8 296	13 036
III. Résultat des opérations réduit à une part sociale (en euros)					
a. Bénéfices après impôt, mais avant amortissements et provisions	2,91	3,09	2,97	2,46	-0,53
b. Bénéfices après impôt, amortissements et provisions	3,02	2,29	2,49	2,28	1,89
c. Dividende versé à chaque part sociale	0,48	0,35	0,37	0,35	0,55
IV. Personnel					
a. Nombre de salariés	1 706	1 710	1 692	1 682	1 634
b. Montant de la masse salariale (en milliers d'euros)	68 878	68 728	69 094	72 950	73 777
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres...) (en milliers d'euros)	45 536	46 136	44 597	47 749	43 135

29.4. Délais de règlement des clients et des fournisseurs

L'article L. 441-6-1 du Code du Commerce stipule que les sociétés dont les comptes annuels sont certifiés par un commissaire aux comptes doivent publier dans leur rapport de gestion des informations sur les délais de paiement à l'égard de leurs clients et de leurs fournisseurs suivant les modalités de l'article D.441-4 du Code de Commerce modifié par les décrets n° 2015-1553 du 27 novembre 2015 et n° 2017-350 du 20 mars 2017.

Montant en K€	Factures <u>reçues</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures <u>émises</u> non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	50					37	33					9
Montant total des factures concernées T.T.C	219	66	-4	2	-1	282	430	107	0	0	6	543
Pourcentage du montant total des achats T.T.C de l'exercice	0,16%	0,05%	0,00%	0,00%	0,00%	0,20%						
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice							0,08%	0,02%	0,00%	0,00%	0,00%	0,10%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0						0					
Montant total des factures exclues	0						0					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou article L. 443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels ou délais légaux						Délais contractuels ou délais légaux					

29.5. Informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération (article L.511-102 du code monétaire et financier)

Au sein de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, la rémunération globale des collaborateurs se structure autour de 3 composantes :

- une rémunération fixe préalablement définie au regard de minimums par classification fixée par accord au niveau de la branche Caisse d'Epargne et adaptée au regard du niveau de compétence, de responsabilité et d'expertise de chacun et des rémunérations proposées par le marché local de la banque ;
- une rémunération collective associée à un dispositif d'intéressement et de participation défini en fonction des résultats de la Caisse, dont le montant maximum cumulé est plafonné par accord d'entreprise à 14 % de la masse salariale ;
- une rémunération variable liée à l'atteinte d'objectifs collectifs et/ou individuels, dont le niveau est, selon les fonctions exercées et le niveau de responsabilité, plafonné de 10 à 25 % selon les populations.

Pour les fonctions commerciales, les critères utilisés dans le calcul de la part variable sont définis par emploi et comprennent des critères qualitatifs. Pour l'ensemble des fonctions support, l'enveloppe globale de rémunération variable est la résultante d'une moyenne des réalisations de la filière commerciale. Cette enveloppe est répartie selon les métiers en 25 % collectif et 75 % individuelle, cette dernière étant allouée par le manager selon la contribution de chaque collaborateur aux résultats de l'entité.

La position AMF 2013-24 relative aux politiques et pratiques de rémunération des Prestataires de Service d'Investissements a été déclinée dans l'établissement. Ainsi, sont prohibés :

- toute rémunération variable liant directement la rémunération à la vente de produits ou services spécifiques ;
- toute rémunération variable portant sur tout instrument financier donnant accès directement à la dette d'une entité du Groupe (emprunt BPCE, ...), directement ou indirectement au capital social d'une entité du Groupe (parts sociales, actions NATIXIS, ...) ;
- les rémunérations à l'acte ou ne reposant que sur les volumes de ventes ;
- tout rapport inapproprié entre les parts fixes et variables de la rémunération.

Le dispositif de rémunération variable, ainsi que les challenges, reposent sur :

- une assiette de calcul suffisamment large, par exemple une ou plusieurs gammes de produits ou services ;
- un rapport raisonnable entre les parts fixes et variables de la rémunération ;
- une flexibilité pouvant aller, le cas échéant, jusqu'à l'absence de paiement de la rémunération variable ;
- des critères également qualitatifs (recueil ou mise à jour des informations relatives au client, à sa situation et à ses besoins, qualité des accompagnements, adaptation des offres par-rapport à la typologie de clients, taux de joignabilité, ...).

La rémunération de l'organe exécutif est composée d'une rémunération fixe et d'une rémunération variable.

La rémunération fixe du Président du Directoire et des membres de Directoire fait l'objet de préconisations de l'organe central BPCE SA. Ces préconisations sont soumises au Comité des Rémunérations de la Caisse, pour examen, la décision finale étant prise par le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse.

Au titre de l'exercice 2022, la part variable attribuée peut dépasser :

- Président du Directoire : 80 % de l'assiette de rémunération fixe lorsque le taux de performance globale (performance au titre des objectifs nationaux et au titre des objectifs locaux) dépasse 100 % ;
- Membres du Directoire : 50 % de l'assiette de rémunération fixe lorsque le taux de performance globale (performance au titre des objectifs nationaux et au titre des objectifs locaux) dépasse 100 %.

En tout état de cause, la part variable allouée au titre de l'exercice au Président du Directoire ne peut dépasser 100 % de la rémunération fixe et 62,5 % pour les autres membres du Directoire.

Processus décisionnel

Le Comité des rémunérations est composé exclusivement de membres indépendants. En outre, ils sont membres de l'organe délibérant mais n'exercent pas de fonction de direction au sein de l'entreprise.

Le Comité procède à un examen annuel :

- des principes de la politique de rémunération de l'entreprise ;
- des rémunérations, indemnités et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux de l'entreprise ;
- de la rémunération du responsable de la fonction de gestion des risques, du responsable de la conformité.

29.6. Informations relatives aux comptes inactifs (articles L312-19, L312-20 et R312-21 du code monétaire et financier)

	A la date du 31 décembre 2022
Nombre de comptes inactifs ouverts dans les livres de l'établissement	50 001 comptes
Encours des dépôts et avoirs inscrits sur les comptes inactifs dénombrés	41 333 246 €

	Au cours de l'exercice 2022
Nombre de comptes dont les avoirs sont déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations	9 236 comptes
Montant total des fonds déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations	1 409 536 €

3. Etats financiers

3.1. Comptes consolidés

31.1. Comptes consolidés au 31 décembre 2022 (avec comparatif au 31 décembre 2021)

311.1. Compte de résultat consolidé

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	Exercice 2022	Exercice 2021
Intérêts et produits assimilés	31224.1	338 113	291 393
Intérêts et charges assimilées	31224.1	(213 247)	(137 919)
Commissions (produits)	31224.2	174 665	162 358
Commissions (charges)	31224.2	(25 934)	(24 316)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	31224.3	8 329	4 081
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	31224.4	24 721	20 021
Produits des autres activités	31224.6	9 543	6 762
Charges des autres activités	31224.6	(18 992)	(16 283)
Produit net bancaire		297 198	306 097
Charges générales d'exploitation	31224.7	(194 517)	(195 110)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(11 271)	(12 027)
Résultat brut d'exploitation		91 410	98 960
Coût du risque de crédit	312271.1	(27 913)	(27 901)
Résultat d'exploitation		63 497	71 059
Gains ou pertes sur autres actifs	31224.8	94	(528)
Résultat avant impôts		63 591	70 531
Impôts sur le résultat	312210.1	(12 635)	(15 827)
Résultat net		50 956	54 704
Résultat net part du groupe		50 956	54 704

311.2. Résultat global

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2022	Exercice 2021
Résultat net	50 956	54 704
Eléments recyclables en résultat net	(63 520)	(6 303)
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(86 128)	(8 755)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables	493	245
Impôts liés	22 115	2 207
Eléments non recyclables en résultat net	(84 454)	89 682
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	3 678	1 831
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	(87 114)	88 746
Impôts liés	(1 018)	(895)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(147 974)	83 379
RESULTAT GLOBAL	(97 018)	138 083
Part du groupe	(97 018)	138 083

Pour information, le montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables est de 337 milliers d'euros pour l'exercice 2022. Il n'y a pas eu de transfert d'éléments non recyclables pour l'exercice 2021.

311.3. Bilan consolidé

ACTIF

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Caisse, banques centrales	31225.1	50 041	47 950
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	31225.2.1	155 802	143 020
Instruments dérivés de couverture	31225.3	76 967	7 306
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	31225.4	1 100 589	1 218 217
Titres au coût amorti	312255.1	145 831	246 681
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	31225.5.2	6 197 674	5 030 193
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	312255.3	14 472 593	13 171 829
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(65 248)	69 471
Actifs d'impôts courants		17 464	4 581
Actifs d'impôts différés	312210.2	42 185	33 744
Comptes de régularisation et actifs divers	31225.7	172 374	180 853
Immeubles de placement	31225.9	2 255	2 536
Immobilisations corporelles	31225.10	80 074	79 081
Immobilisations incorporelles	31225.10	12	29
TOTAL DES ACTIFS		22 448 613	20 235 491

PASSIF

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	312252.2	18 520	6 677
Instruments dérivés de couverture	31225.3	22 554	89 733
Dettes représentées par un titre	31225.11	167 634	148 326
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3122512.1	5 457 951	3 627 261
Dettes envers la clientèle	3122512.2	14 906 620	14 405 807
Passifs d'impôts courants		248	10
Comptes de régularisation et passifs divers	31225.13	204 977	196 842
Provisions	31225.14	64 164	59 964
Capitaux propres		1 605 945	1 700 871
Capitaux propres part du groupe		1 605 945	1 700 871
Capital et primes liées	31225.16	662 561	662 561
Réserves consolidées		1 120 405	1 063 609
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		(227 977)	(80 003)
Résultat de la période		50 956	54 704
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		22 448 613	20 235 491

311.4. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital et primes liées			Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global					Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Total capitaux propres consolidés
	Capital (Note 3122516.1)	Primes (Note 3122516.1)	Réserves consolidées	Recyclables		Non Recyclables					
				Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Variation de JV des instruments dérivés de couverture	Actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat	Ecart de réévaluation sur passifs sociaux			
en milliers d'euros											
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2021	474 039	188 522	1 066 682	13 528	(415)	(175 511)	(984)			1 565 861	1 565 861
Reclassement correction erreur de présentation ⁽¹⁾							984	(984)			
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2021 - Correction présentation	474 039	188 522	1 066 682	13 528	(415)	(175 511)		(984)		1 565 861	1 565 861
Distribution			(7 717)							(7 717)	(7 717)
Augmentation de capital (Note 5.16.1)			4 659							4 659	4 659
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires			(3 058)							(3 058)	(3 058)
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (Note 5.18)				(6 484)	181	88 324		1 358		83 379	83 379
Résultat de la période									54 704	54 704	54 704
Résultat global				(6 484)	181	88 324		1 358	54 704	138 083	138 083
Autres variations			(15)								
Capitaux propres au 31 décembre 2021	474 039	188 522	1 063 609	7 044	(234)	(87 187)		374	54 704	1 700 871	1 700 871
Affectation du résultat de l'exercice 2021			54 704						(54 704)		
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2022	474 039	188 522	1 118 313	7 044	(234)	(87 187)		374		1 700 871	1 700 871
Distribution ⁽²⁾			(8 126)								
Augmentation de capital (Note 5.16.1)			9 855								
Transfert entre les composantes de capitaux propres			26								
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires			1 755							1 755	1 755
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global (Note 5.18)				(63 886)	366	(86 845)		2 728		(147 637)	(147 637)
Plus ou moins-values reclassées en réserve			337			(337)					
Résultat de la période									50 956	50 956	50 956
Résultat global				(63 886)	366	(87 182)		2 728	50 956	(97 018)	(97 018)
Capitaux propres au 31 décembre 2022	474 039	188 522	1 120 405	(56 842)	132	(174 369)		3 102	50 956	1 605 945	1 605 945

⁽¹⁾ A noter une correction de présentation au 01/01/2021 afin de reclasser correctement l'écart de réévaluation des passifs sociaux.

⁽²⁾ Le 15 décembre 2020, la Banque Centrale Européenne a émis une recommandation (BCE/2020/62) dans laquelle elle demande aux établissements de veiller à ce que leur distribution à verser en 2021 n'excède ni un impact de 20 points de base sur leur ratio CET1, ni 15 % des profits accumulés au titre de 2019 et 2020. Dans ce cadre, le montant de distribution à verser en 2021 a été soumis, pour chaque établissement, à la validation préalable de la BCE. Cette recommandation a expiré au 30 septembre 2021.

311.5. Tableau des flux de trésorerie

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Résultat avant impôts	63 591	70 531
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	11 381	12 121
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations (y compris provisions techniques d'assurance)	18 608	21 623
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	(28 038)	(28 265)
Autres mouvements	112 190	43 422
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	114 141	48 901
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	1 002 891	(100 024)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(804 297)	(237 291)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	(208 237)	(173 198)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	151 601	35 387
Impôts versés	(12 644)	(20 182)
Augmentation/Diminution nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	129 314	(495 308)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	307 046	(375 876)
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	146 818	47 159
Flux liés aux immeubles de placement	1 552	155
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(12 351)	(7 269)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	136 019	40 045
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires ⁽¹⁾	(8 094)	(7 717)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	(8 094)	(7 717)
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C)	434 971	(343 548)
FLUX DE TRÉSORERIE DES ACTIFS ET PASSIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS		
Caisse et banques centrales	47 950	49 247
Caisse et banques centrales (actif)	47 950	49 247
Opérations à vue avec les établissements de crédit	359 794	702 045
Comptes ordinaires débiteurs ⁽¹⁾	368 040	714 557
Comptes créditeurs à vue	(8 246)	(12 512)
Trésorerie à l'ouverture	407 744	751 292
Caisse et banques centrales	50 041	47 950
Caisse et banques centrales (actif)	50 041	47 950
Opérations à vue avec les établissements de crédit	792 674	359 794
Comptes ordinaires débiteurs ⁽¹⁾	799 212	368 040
Comptes créditeurs à vue	(6 538)	(8 246)
Trésorerie à la clôture	842 715	407 744
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	434 971	(343 548)

⁽¹⁾ Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

31.2. Annexe aux comptes consolidés

312.1. Note 1. Cadre général

3121.1 Le groupe BPCE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'Epargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi no 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions et Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions et garanties financières et l'activité "Titres Retail"), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements apportées en 2022 et le groupe Oney) Assurances et les Autres Réseaux ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

3121.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité

financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 157 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central. La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

3121.3 *Événements significatifs*

Valorisation des titres de participations

Au 31 décembre 2022, le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre constate une réévaluation totale de juste valeur par capitaux propres non recyclables de (174 369) milliers d'euros. Pour rappel, au 31 décembre 2021, la réévaluation totale de juste valeur par capitaux propres non recyclables s'élevait à (87 187) milliers d'euros.

Dans les comptes consolidés est retenue au 31 décembre 2022, une valeur de marché des titres de participation BPCE de 453,27 € par action. La valeur de marché au 31 décembre 2021 était de 559,60 € par action. Cette évolution de la valeur de marché des titres BPCE a conduit à une variation négative du montant de réévaluation de juste valeur par capitaux propres non recyclables de 89 031 milliers d'euros.

Conflit en Ukraine

L'exercice 2022 est marqué, depuis le 24 février 2022, par le conflit en Ukraine. De manière concertée, l'Union européenne, les Etats-Unis et de nombreux autres états ont adopté une série de sanctions inédites, prévoyant notamment le gel des avoirs à l'étranger de la Banque centrale russe, l'exclusion de certaines banques russes de SWIFT, la mise sous gel des avoirs de nombreuses personnes physiques et sociétés, de multiples groupes occidentaux annonçant par ailleurs leur désengagement de la Fédération de Russie. Des mesures et sanctions économiques ont été adoptées en représailles par la Fédération de Russie.

En conséquence, ce conflit a des répercussions sur l'économie russe, les économies occidentales et plus généralement sur l'économie mondiale, avec en particulier des impacts significatifs sur le prix de l'énergie et des matières premières mais également un impact humanitaire du fait des risques sur la sécurité alimentaire pour certains pays

Natixis Moscou a cessé toute nouvelle activité de financement et continue d'assurer un nombre limité d'opérations techniques de flux. Les prêts en devises (dollars et euros) consentis au profit de clients russes inscrits à l'actif du bilan de Natixis Moscou ont été transférés à d'autres entités du Groupe BPCE entre le 28 février et le 3 mars 2022. A l'issue de ces transferts, Natixis Moscou ne détient quasiment plus de prêts en direct libellés en dollars ou en euros, à l'exception du remplacement de la trésorerie auprès de la Banque Centrale de Russie, pour un montant 36 millions d'euros, provisionnées à hauteur de 100 %.

En complément, les fonds propres des autres filiales ukrainienne et russe du Groupe BPCE (activités de courtage Oney) ne sont pas significatifs.

Outre les éléments précités, le risque de marché direct sur des actifs russes ou en rouble n'est pas matériel.

L'exercice du contrôle de Groupe BPCE sur ses filiales n'a pas été remis en cause par les événements et les relations avec les équipes de ces dernières continuent de s'exercer normalement dans le cadre de leurs activités de gestion courante. Le Groupe BPCE continue à ce titre à consolider Natixis Moscou, Oney Russia et Oney Ukraine par intégration globale dans ses comptes consolidés au 31 décembre 2022.

Les impacts de la crise russo-ukrainienne sur la dépréciation des actifs au coût amorti et le provisionnement des engagements de financement et de garantie sont présentés dans la note 312271.2.

3121.4 *Evénements postérieurs à la clôture*

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à mentionner.

312.2. *Note 2. Normes comptables applicables et comparabilité*

3122.1 *Cadre réglementaire*

Les comptes consolidés du Groupe BPCE ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

3122.2 *Référentiel*

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2021 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2022. Les textes nouvellement applicables en 2022 sont des amendements de portée spécifique ou mineure. Ils n'ont pas eu d'effet sur les comptes consolidés du Groupe.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation

de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

Par ailleurs, le 3 novembre 2017, la Commission européenne a adopté l'amendement à la norme IFRS 4 portant sur l'application conjointe de la norme IFRS 9 "Instruments financiers" avec la norme IFRS 4 "Contrats d'assurance" avec des dispositions spécifiques pour les conglomérats financiers, applicable depuis le 1er janvier 2018. Le règlement européen permet ainsi aux conglomérats financiers européens d'opter pour le report d'application de la norme IFRS 9 pour leur secteur de l'assurance jusqu'au 1er janvier 2021 (date d'application initiale de la nouvelle norme IFRS 17 Contrats d'assurance) sous conditions de :

- ne pas transférer d'instruments financiers entre le secteur de l'assurance et les autres secteurs du conglomérat (à l'exception des instruments financiers à la juste valeur par le résultat pour les deux secteurs concernés par le transfert) ;
- indiquer les entités d'assurance qui appliquent la norme IAS 39 ;
- apporter des informations complémentaires spécifiques en notes annexes.

Lors de sa réunion du 17 mars 2020, l'IASB a décidé de reporter de deux ans son application, des clarifications restant à apporter sur des points structurants de la norme. Il a également décidé d'aligner l'échéance de l'exemption temporaire de la norme IFRS 9 pour les assureurs afin de coïncider avec l'application d'IFRS 17 au 1er janvier 2023. Un amendement a été publié le 25 juin 2020. Cet amendement apporte des améliorations pour la mise en application d'IFRS 17.

Le Groupe BPCE étant un conglomérat financier a choisi d'appliquer cette disposition pour ses activités d'assurance qui demeurent en conséquence suivies sous IAS 39. Les entités concernées par cette mesure sont principalement CEGC, BPCE Assurances, NA, BPCE Vie et ses fonds consolidés, BPCE Life, BPCE Assurances IARD, BPCE IARD, Surassur, Oney Insurance, Oney Life, Prépar Vie et Prépar IARD.

Conformément au règlement d'adoption du 3 novembre 2017, le groupe a pris les dispositions nécessaires pour interdire tout transfert d'instruments financiers entre son secteur d'assurance et le reste du groupe qui aurait un effet décomptabilisant pour l'entité cédante, cette restriction n'étant toutefois pas requise pour les transferts d'instruments financiers évalués en juste valeur par résultat par les deux secteurs impliqués.

Le règlement (UE) 2017/2395 du 12 décembre 2017 relatif aux dispositions transitoires prévues pour atténuer les incidences de l'introduction de la norme IFRS 9 sur les fonds propres et pour le traitement des grands risques de certaines expositions du secteur public a été publié au JOUE le 27 décembre 2017. Le Groupe BPCE a décidé de ne pas opter pour la neutralisation transitoire des impacts d'IFRS 9 au niveau prudentiel du fait des impacts modérés liés à l'application de la norme.

Les autres normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Nouvelles normes publiées et non encore applicables

▪ **Norme IFRS 17**

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

▪ **Première application d'IFRS 9 par les filiales d'assurance**

Les filiales d'assurance du Groupe BPCE appliqueront la norme IFRS 9 relative aux instruments financiers et remplaçant IAS 39 à partir du 1er janvier 2023 avec un retraitement des états comparatifs.

Les principes comptables applicables aux instruments sont identiques à ceux déjà appliqués par le Groupe BPCE (hors filiales d'assurance) depuis 2018 et sont présentés dans la note 312225.1.

Les principaux impacts de la première application d'IFRS 9 par les filiales d'assurance sur le bilan sont présentés ci-dessous.

L'essentiel des actifs financiers évalués à la juste valeur selon IAS 39 (actifs classés parmi les actifs financiers disponibles à la vente ou les actifs financiers à la juste valeur par résultat), continuent à être évalués à la juste valeur selon IFRS 9.

Les principaux reclassements au sein des placements financiers seront les suivants :

- - Selon IAS 39, certains titres de dettes (obligations) sont évalués au coût amorti parce qu'ils sont détenus jusqu'à l'échéance. A l'occasion de la revue du modèle de gestion associé à ces titres pour la première application d'IFRS 9, ils seront reclassés à la juste valeur par capitaux propres dans la mesure où ils sont rattachés à un modèle de gestion mixte de collecte des flux de trésorerie et de vente,
- - Les parts d'OPCVM ou de FCPR qualifiées d'instruments de capitaux propres et classées parmi les "Actifs financiers disponibles à la vente" selon IAS 39, seront évaluées selon IFRS 9 à la juste valeur par résultat en raison de leur nature d'instrument de dettes et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels qui ne représentent pas uniquement des remboursements de principal et des intérêts sur le principal,
- - Les actions classées parmi les actifs financiers disponibles à la vente selon IAS 39, seront classés par défaut à la juste valeur par résultat selon IFRS 9. Lorsque les filiales d'assurances du Groupe BPCE en ont fait individuellement le choix irrévocable, les titres seront classés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables.

Les reclassements entre catégories d'actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par résultat ou par capitaux propres auront un impact net sur les capitaux propres consolidés du Groupe BPCE en raison de la différence de méthode d'évaluation de ces actifs et de l'application rétrospective de la norme.

L'application des dépréciations pour pertes attendues selon IFRS 9 sera peu significative pour les filiales d'assurance du Groupe BPCE.

▪ **Amendements à la norme IAS 12 : Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction**

Les modifications apportées à la norme IAS 12 "impôts sur le résultat" adoptées par l'Union européenne le 11 août 2022 seront applicables à compter du 1er janvier 2023. Les amendements viennent préciser et réduire le champ d'application de l'exemption offerte par la norme IAS 12. Sont notamment concernés les contrats de location et les coûts de démantèlement pour lesquels il convient de comptabiliser à la fois un actif et un passif et qui devront désormais donner lieu à la comptabilisation d'impôts différés. Depuis la date de première application de la norme IFRS 16, le Groupe ne présente pas d'impôt différé en date de comptabilisation initiale des contrats de location, dans la mesure où la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Par la suite, les différences temporelles nettes ultérieures résultant des variations des montants comptabilisés au titre du droit d'utilisation et du passif locatif entraînent la constatation d'un impôt différé. Ces amendements n'ont donc aucun effet sur les comptes consolidés du Groupe BPCE.

3122.3 *Recours à des estimations et jugements*

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 31 décembre 2022, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 3122.9) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 31227.1) ;
- le résultat des tests d'efficacité des relations de couverture (note 31225.3) ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement (note 5.14) ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs (note 31228.2) ;
- les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (note 3122.10) ;
- les impôts différés (note 3122.10) ;
- les incertitudes liées à l'application de certaines dispositions du règlement relatif aux indices de référence (note 31225.21) ;
- la durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs (note 3122112.2).

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 31225.1).

Le recours à des estimations et au jugement est également utilisé pour les activités du groupe pour estimer les risques climatiques et environnementaux. La gouvernance et les engagements pris sur ces risques sont présentés dans le Chapitre 2 – Déclaration de performance extra-financière. Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit (note 7) sont présentées dans le Chapitre 6 "Gestion des risques – Risques climatiques". Le traitement comptable des principaux instruments financiers verts est présenté dans les notes 31222.5, 31225.5, 31225.11, 3122512.2.

Risques climatiques

L'urgence environnementale et climatique représente l'un des plus grands défis auxquels les économies de la planète et l'ensemble des acteurs économiques sont confrontés aujourd'hui. La finance peut et doit être aux avant-postes de la transition écologique en orientant les flux financiers vers une économie durable. Convaincue de l'importance des risques et des opportunités suscités par le changement climatique, BPCE a placé la transition énergétique et le climat parmi les trois axes majeurs de son plan stratégique.

Le Groupe BPCE est exposé, directement ou indirectement, à plusieurs facteurs de risques liés au climat. Pour les qualifier, BPCE a adopté la terminologie des risques proposés par la TCFD (Task Force on Climate-Related Financial Disclosures²¹) : "risque de transition" et "risque physique".

Dans le cadre de l'appétit aux risques et du processus d'identification des risques, l'évaluation de la matérialité de ces risques est revue annuellement et pourra, le cas échéant, être affinée à l'aide de nouvelles méthodologies de mesure.

Le risque physique est pris en compte dans l'évaluation interne du besoin en capital du groupe (processus ICAAP) et le risque de transition de manière implicite. En effet, les modèles de notation internes des contreparties prennent déjà en compte les évolutions possibles de l'environnement économique dans un horizon de temps raisonnable (1 à 3 ans) et couvrent donc les possibles impacts de la transition climatique même si ceux-ci ne peuvent pas actuellement être dissociés. Des réflexions sont engagées pour mieux prendre en compte l'impact potentiel à long terme du risque de transition en déployant une logique de tests de résistance.

Le groupe a par ailleurs progressivement déployé plusieurs outils visant à évaluer et piloter son exposition. La Banque de Grande Clientèle évalue les effets de ses transactions sur le climat en attribuant une note climatique ("Green Weighting Factor color rating") soit à l'actif ou au projet financé, soit à l'emprunteur quand il s'agit d'un

²¹ Le rapport climat TCFD, publié par BPCE en octobre 2021, suivant les recommandations de la TCFD, est disponible sur le site internet de BPCE (<https://newsroom.groupebpce.fr/assets/tcf-d-le-rapport-climat-du-groupe-bpce-octobre-2021-pdf-5bcf-7b707.html?dl=1>). L'actualisation de ce rapport est prévue au T1 2023

financement classique. Pour les clients Entreprises des établissements régionaux, a été mis en place un questionnaire ESG, visant à mieux connaître la maturité de ses clients en matière d'enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG), et en particulier climatiques et à détecter les besoins d'accompagnement de ses clients dans la transition, à remonter les données nécessaires au calcul de l'alignement des encours et à intégrer ces critères comme une aide à l'évaluation des dossiers de crédit.

Le processus d'identification, de quantification et de gestion des risques liés au climat, se renforce, au fur et à mesure de la collecte de données disponibles ou à recueillir, en complétant notamment le dispositif sur la quantification des risques et le suivi du risque physique.

Le Groupe BPCE a participé à l'exercice pilote climatique de l'ACPR sur le risque de transition qui a permis, concernant le risque de crédit, de mener des réflexions sur le cadre méthodologique et d'identifier des travaux en amont de ces exercices pour surmonter plusieurs difficultés en lien notamment avec les différences entre la classification sectorielle utilisée par l'ACPR et la classification interne, et la nécessaire adaptation sur certains aspects des méthodologies internes de projection de portefeuille à des horizons aussi longs (projections demandées jusqu'à 2050). Le Groupe BPCE a également participé en 2022 au premier exercice de stress test climatique de la BCE. Le test de résistance cible des catégories spécifiques d'actifs exposés aux risques climatiques et non le bilan complet des banques. L'exercice s'est appuyé sur trois modules :

- Le premier est un questionnaire qualitatif de 78 questions, réparties en 11 thématiques portant sur des sujets méthodologiques, de collecte de données, de gouvernance, de stratégie commerciale ;
- Le deuxième module vise à collecter un certain nombre de métriques sur 22 secteurs jugés sensibles au risque climatique, comme l'intensité carbone ou le nombre de gigatonnes de CO2 équivalent financées ;
- Le troisième module consiste à estimer les impacts en résultat, au travers de nos propres modèles internes pour projeter les paramètres de risques sur différents horizons (1, 3 et 30 ans) et selon plusieurs scénarios en dissociant risque physique et risque de transition.

La participation du Groupe BPCE à l'exercice de stress test climatique 2022 a démontré sa capacité à quantifier le risque climatique selon différents scénarios. Le Groupe BPCE, comme la plupart des établissements bancaires, a dû intégrer dans ses modèles internes une nouvelle dimension sectorielle sur des horizons de temps inédit allant jusqu'à 30 ans.

Au terme de ces exercices, l'impact en termes de risque de crédit est négligeable aux échelles de temps considérées ; les travaux devront cependant être poursuivis notamment sur les dimensions méthodologiques en particulier de long terme, et enrichis. Enfin, cet exercice a permis au Groupe BPCE de quantifier les principaux risques auxquels le groupe est exposé et de prioriser les actions d'identification, d'atténuation et de surveillance de ces risques.

3122.4 Présentation des états financiers consolidés et date de clôture

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2017-02 du 2 juin 2017 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2022. Les états financiers consolidés du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été arrêtés par le directoire du 30 janvier 2023. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 07 avril 2023.

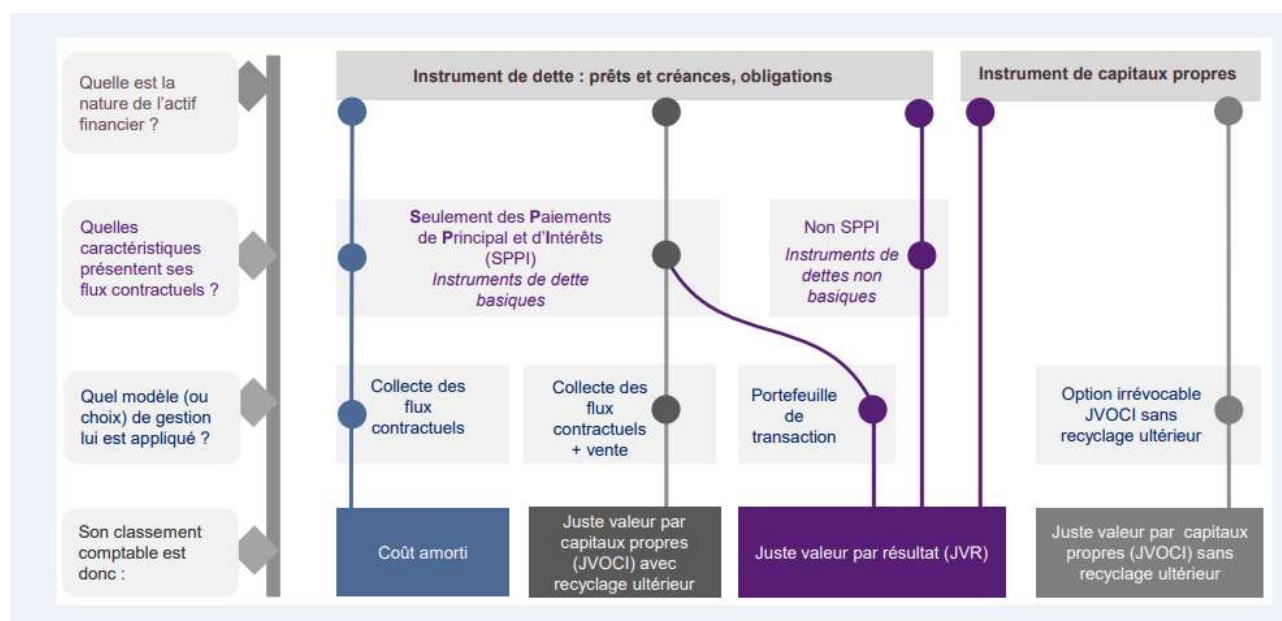
Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

3122.5 Principes comptables généraux et méthodes d'évaluation

Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

La norme IFRS 9 est applicable au Groupe BPCE à l'exception des filiales d'assurance qui appliquent la norme IAS 39 jusqu'au 31 décembre 2022.

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou business model).



Modèle de gestion ou business model

Catégories comptables

Le *business model* de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ("modèle de collecte"). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :
 - > les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
 - > les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
 - > les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le Groupe BPCE, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Solutions et Expertises Financières ;

- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers ("modèle de collecte et de vente").
- Le Groupe BPCE applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;
- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest)

Un actif financier est dit "basique" si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;
Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique.
- les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts) ;
Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (benchmark test) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.
La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt

réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (*mismatch*) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garantie, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Les financements au travers d'émissions de produits financiers verts ou de placements dans de tels produits sont comptabilisés en coût amorti sauf s'ils sont détenus dans le cadre d'une activité de cession à court terme.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Les dérivés incorporés ne sont plus comptabilisés séparément des contrats hôtes lorsque ces derniers sont des actifs financiers de sorte que l'ensemble de l'instrument hybride doit être désormais enregistré en juste valeur par résultat lorsqu'il n'a pas la nature de dette basique.

Concernant les passifs financiers, les règles de classement et d'évaluation figurant dans la norme IAS 39 sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9, à l'exception de celles applicables aux passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer en juste valeur par résultat (option juste valeur) pour lesquels les écarts de réévaluation liés aux variations du risque de crédit propre sont enregistrés parmi les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sans reclassement ultérieur en résultat.

Les dispositions de la norme IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers sont reprises sans modification dans la norme IFRS 9. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

31225.2 Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres" ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres".

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres" si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres".

312.3. Note 3. Consolidation

3123.1 Entité consolidante

L'entité consolidante du Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre est constituée de :

- la Caisse d'Epargne Loire-Centre ;
- - 15 Sociétés Locales d'Epargne ;
- - la Société Civile Immobilière "Loire Centre Montespan" ;
- - la Société par Actions Simplifiée "Loire Centre Immo" ;
- - le "silo" de Fonds Commun de Titrisation BPCE Master Home Loans ;
- - le "silo" de Fonds Commun de Titrisation BPCE Consumer Loans FCT ;
- - le "silo" de Fonds Commun de Titrisation BPCE Home Loans FCT 2017_5 ;
- - le "silo" de Fonds Commun de Titrisation BPCE Home Loans FCT 2018 ;
- - le "silo" de Fonds Commun de Titrisation BPCE Home Loans FCT 2019 ;
- - le "silo" BPCE DEMETER 2019-07 FCT ;
- - le "silo" de Fonds Commun de Titrisation BPCE Home Loans FCT 2020 ;
- - le "silo" de Fonds Commun de Titrisation BPCE Home Loans FCT 2021 ;
- - le "silo" de Fonds Commun de Titrisation BPCE Consumer Loans FCT 2022.

Ces "silos" Fonds Commun de Titrisation représentent la part de la Caisse d'Epargne Loire-Centre dans les Fonds Communs de Titrisation du Groupe BPCE créés dans le cadre des opérations "Titrisation" du 26 mai 2014, du 27 mai 2016, du 22 mai 2017, du 29 octobre 2018, du 29 octobre 2019, du 15 octobre 2020 et du 14 octobre 2021, du 21 juillet 2022.

Le "silo" BPCE DEMETER représente une opération de refinancement à laquelle la Caisse d'Épargne Loire-Centre participe afin de procéder au nantissement d'un portefeuille de prêts personnels dans le cadre de l'article L211-38 du code monétaire et financier.

3123.2 *Périmètre de consolidation – Méthodes de consolidation et de valorisation*

Les états financiers du groupe incluent les comptes de toutes les entités dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés du groupe et sur lesquelles l'entité consolidante exerce un contrôle ou une influence notable.

Le périmètre des entités consolidées par le Groupe Caisse d'Épargne Loire-Centre figure en note 312.12 – Détail du périmètre de consolidation.

3123.2.1 *Entités contrôlées par le Groupe*

Les filiales contrôlées par le Groupe Caisse d'Épargne Loire-Centre sont consolidées par intégration globale.

Définition du contrôle

Le contrôle existe lorsque le groupe détient le pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Pour apprécier le contrôle exercé, le périmètre des droits de vote pris en considération intègre les droits de vote potentiels dès lors qu'ils sont à tout moment exerçables ou convertibles. Ces droits de vote potentiels peuvent résulter, par exemple, d'options d'achat d'actions ordinaires existantes sur le marché, ou de la conversion d'obligations en actions ordinaires nouvelles, ou encore de bons de souscription d'actions attachés à d'autres instruments financiers. Toutefois, les droits de vote potentiels ne sont pas pris en compte dans la détermination du pourcentage d'intérêt.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement, soit la majorité des droits de vote de la filiale, soit la moitié ou moins des droits de vote d'une entité et dispose de la majorité au sein des organes de direction, ou est en mesure d'exercer une influence dominante.

Cas particulier des entités structurées

Sont qualifiées d'entités structurées, les entités conçues de telle manière que les droits de vote ne constituent pas un critère clé permettant de déterminer qui a le contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes :

- des activités bien circonscrites ;
- un objectif précis et bien défini, par exemple : mettre en œuvre un contrat de location bénéficiant d'un traitement fiscal spécifique, mener des activités de recherche et développement, fournir une source de capital ou de financement à une entité, ou fournir des possibilités de placement à des investisseurs en leur transférant les risques et avantages associés aux actifs de l'entité structurée ;
- des capitaux propres insuffisants pour permettre à l'entité structurée de financer ses activités sans recourir à un soutien financier subordonné ;
- un financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit ou d'autres risques ("tranches").

Le groupe retient ainsi, entre autres, comme entités structurées, les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier et les organismes équivalents de droit étranger.

Méthode de l'intégration globale

L'intégration globale d'une filiale dans les comptes consolidés du groupe intervient à la date à laquelle le groupe prend le contrôle et cesse le jour où le groupe perd le contrôle de cette entité.

La part d'intérêt qui n'est pas attribuable directement ou indirectement au groupe correspond aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les résultats et chacune des composantes des autres éléments du résultat global (gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres) sont répartis entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle.

Le résultat global des filiales est réparti entre le groupe et les participations ne donnant pas le contrôle, y compris lorsque cette répartition aboutit à l'attribution d'une perte aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les modifications de pourcentage d'intérêt dans les filiales qui n'entraînent pas de changement de contrôle sont appréhendées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Les effets de ces transactions sont comptabilisés en capitaux propres pour leur montant net d'impôt et n'ont donc pas d'impact sur le résultat consolidé part du groupe.

Exclusion du périmètre de consolidation

Les entités contrôlées non significatives sont exclues du périmètre conformément au principe indiqué en note 31213.5.

Les caisses de retraite et mutuelles des salariés du groupe sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où la norme IFRS 10 ne s'applique ni aux régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, ni aux autres régimes d'avantages à long terme du personnel auxquels s'applique IAS 19 "Avantages du personnel".

De même, les participations acquises en vue d'une cession ultérieure à brève échéance sont classées comme détenues en vue de la vente et comptabilisées selon les dispositions prévues par la norme IFRS 5 "Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées".

31232.2 Participations dans les entreprises associées et des coentreprises

Définitions

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le groupe exerce une influence notable. L'influence notable se caractérise par le pouvoir de participer aux décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles de l'entité, sans toutefois exercer un contrôle ou un contrôle conjoint sur ces politiques. Elle est présumée si le groupe détient, directement ou indirectement plus de 20 % des droits de vote.

Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Le contrôle conjoint est caractérisé par le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entreprise qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

Méthode de la mise en équivalence

Les résultats, les actifs et les passifs des participations dans des entreprises associées ou des coentreprises sont intégrés dans les comptes consolidés du groupe selon la méthode de la mise en équivalence.

La participation dans une entreprise associée ou dans une coentreprise est initialement comptabilisée au coût d'acquisition puis ajustée ultérieurement de la part du groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée à compter de la date à laquelle l'entité devient une entreprise associée ou une coentreprise. Lors de l'acquisition d'une entreprise associée ou d'une coentreprise, la différence entre le coût de l'investissement et la part du groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est comptabilisée en écarts d'acquisition. Dans le cas où la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entité est supérieure au coût de l'investissement, la différence est comptabilisée en résultat.

Les quotes-parts de résultat net des entités mises en équivalence sont intégrées dans le résultat consolidé du groupe.

Lorsqu'une entité du groupe réalise une transaction avec une coentreprise ou une entreprise associée du groupe, les profits et pertes résultant de cette transaction sont comptabilisés à hauteur des intérêts détenus par des tiers dans l'entreprise associée ou la coentreprise.

La participation nette dans une entreprise associée ou une coentreprise est soumise à un test de dépréciation s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements intervenus après la comptabilisation initiale de la participation nette et que ces événements ont un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de la participation nette, qui peut être estimé de façon fiable. Dans un tel cas, la valeur comptable totale de la participation (y compris écarts d'acquisition) fait l'objet d'un test de dépréciation selon les dispositions prévues par la norme IAS 36 "dépréciation d'actifs".

Exception à la méthode de mise en équivalence

Lorsque la participation est détenue par un organisme de capital-risque, un fonds de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité similaire telle qu'un fonds d'investissement d'actifs d'assurance, l'investisseur peut choisir de ne pas comptabiliser sa participation selon la méthode de la mise en équivalence. En effet, IAS 28 "Participations dans des entreprises associées" révisée autorise, dans ce cas, l'investisseur à comptabiliser sa participation à la juste valeur (avec constatation des variations de juste valeur en résultat) conformément à IFRS 9.

Ces participations sont dès lors classées dans le poste "Actifs financiers à la juste valeur par résultat".

31232.3 Participations dans des activités conjointes

Définition

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à celle-ci.

Mode de comptabilisation des activités conjointes

Une participation dans une entreprise conjointe est comptabilisée en intégrant l'ensemble des intérêts détenus dans l'activité commune, c'est-à-dire sa quote-part dans chacun des actifs et des passifs et éléments du résultat auquel il a droit. Ces intérêts sont ventilés en fonction de leur nature sur les différents postes du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé et de l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

3123.3 Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions similaires dans des circonstances semblables. Les retraitements significatifs nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des entités consolidées sont effectués.

31233.1 Conversion des comptes des entités étrangères

La devise de présentation des comptes de l'entité consolidante est l'euro.

Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période, valeur approchée du cours de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

Les écarts de conversion résultent de la différence :

- de valorisation du résultat de l'exercice entre le cours moyen et le cours de clôture ;
- de conversion des capitaux propres (hors résultat) entre le cours historique et le cours de clôture.

Ils sont inscrits, pour la part revenant au groupe, dans les capitaux propres dans le poste "Réserves de conversion" et pour la part des tiers dans le poste "Participations ne donnant pas le contrôle".

31233.2 *Elimination des opérations réciproques*

L'effet des opérations internes au groupe sur le bilan et le compte de résultat consolidés est éliminé. Les dividendes et les plus ou moins-values de cessions d'actifs entre les entreprises intégrées sont également éliminés. Le cas échéant, les moins-values de cession d'actifs qui traduisent une dépréciation effective sont maintenues.

31233.3 *Regroupements d'entreprises*

En application des normes IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 "Etats financiers et individuels" révisées :

- les regroupements entre entités mutuelles sont inclus dans le champ d'application de la norme IFRS 3 ;
- les coûts directement liés aux regroupements d'entreprises sont comptabilisés dans le résultat de la période ;
- les contreparties éventuelles à payer sont intégrées dans le coût du regroupement d'entreprise pour leur juste valeur à la date de prise de contrôle, y compris lorsqu'ils présentent un caractère éventuel. Selon le mode de règlement, les contreparties transférées sont comptabilisées en contrepartie :
 - > des capitaux propres et les révisions de prix ultérieures ne donneront lieu à aucun enregistrement,
 - > ou des dettes et les révisions ultérieures sont comptabilisées en contrepartie du compte de résultat (dettes financières) ou selon les normes appropriées (autres dettes ne relevant pas de la norme IFRS 9) ;
- en date de prise de contrôle d'une entité, le montant des participations ne donnant pas le contrôle peut être évalué :
 - > soit à la juste valeur (méthode se traduisant par l'affectation d'une fraction de l'écart d'acquisition aux participations ne donnant pas le contrôle) ;
 - > soit à la quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise (méthode semblable à celle applicable aux opérations antérieures au 31 décembre 2009).

Le choix entre ces deux méthodes doit être effectué pour chaque regroupement d'entreprises.

Quel que soit le choix retenu lors de la prise de contrôle, les augmentations du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà contrôlée sont systématiquement comptabilisées en capitaux propres :

- en date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue par le groupe doit être réévaluée à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat. De fait, en cas d'acquisition par étapes, l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la juste valeur à la date de la prise de contrôle ;
- lors de la perte de contrôle d'une entreprise consolidée, la quote-part éventuellement conservée par le groupe doit être réévaluée à sa juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

Les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement à la révision des normes IFRS 3 et IAS 27 sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à l'exception cependant des regroupements impliquant des entités mutuelles et des entités sous contrôle commun qui étaient explicitement exclus du champ d'application.

Le groupe a consenti à des actionnaires minoritaires de certaines filiales du groupe consolidées par intégration globale des engagements de rachat de leurs participations. Ces engagements de rachat correspondent pour le groupe à des engagements optionnels (ventes d'options de vente). Le prix d'exercice de ces options peut être un montant fixé contractuellement, ou bien peut être établi selon une formule de calcul prédéfinie lors de l'acquisition des titres de la filiale tenant compte de l'activité future de cette dernière, ou être fixé comme devant être la juste valeur des titres de la filiale au jour de l'exercice des options.

Ces engagements sont traités comptablement comme suit :

- en application des dispositions de la norme IAS 32, le groupe enregistre un passif financier au titre des options de vente vendues aux actionnaires minoritaires des entités contrôlées de manière exclusive. Ce passif est comptabilisé initialement pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé des options de vente dans la rubrique "Autres passifs" ;
- l'obligation d'enregistrer un passif alors même que les options de vente ne sont pas exercées conduit, par cohérence, à retenir le même traitement comptable que celui appliqué aux transactions relatives aux participations ne donnant pas le contrôle. En conséquence, la contrepartie de ce passif est enregistrée en diminution des "Participations ne donnant pas le contrôle" sous-jacentes aux options et pour le solde en diminution des "Réserves consolidées - Part du groupe" ;
- les variations ultérieures de ce passif liées à l'évolution du prix d'exercice estimé des options et de la valeur comptable des "Participations ne donnant pas le contrôle" sont intégralement comptabilisées dans les "Réserves consolidées - Part du groupe" ;
- si le rachat est effectué, le passif est dénoué par le décaissement de trésorerie lié à l'acquisition des intérêts des actionnaires minoritaires dans la filiale concernée. En revanche, à l'échéance de l'engagement, si le rachat n'est pas effectué, le passif est annulé, en contrepartie des "Participations ne donnant pas le contrôle" et des "Réserves consolidées - Part du groupe" pour leurs parts respectives ;
- tant que les options ne sont pas exercées, les résultats afférents aux participations ne donnant pas le contrôle faisant l'objet d'options de vente sont présentés dans la rubrique "Participations ne donnant pas le contrôle" au compte de résultat consolidé.

Les entités incluses dans le périmètre de consolidation voient leur exercice comptable se clôturer au 31 décembre.

Par exception, les sociétés locales d'épargne (SLE) clôturent leurs comptes au 31 mai. Ces entités sont en conséquence consolidées sur la base d'une situation comptable arrêtée au 31 décembre.

3123.4 *Evolution du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2022*

Les principales évolutions du périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2022 sont les suivantes :

Le périmètre de consolidation du Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre a évolué au cours de l'exercice 2022, par l'entrée en périmètre de sa quote-part respective dans chacune des deux nouvelles entités ad hoc (deux Fonds Communs de Titrisation ou "FCT") mentionnées en note 31212.1 : BPCE Consumer Loans 2022 FCT et BPCE Consumer Loans FCT 2022 Demut.

En effet, compte-tenu du montage de l'opération, le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre contrôle et en conséquence consolide, une portion de chacune de ces deux entités correspondant à sa quote-part dans l'opération, conformément aux paragraphes B76-B79 de la norme IFRS 10.

3123.5 *Ecarts d'acquisition*

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

312.4. Note 4. Notes relatives au compte de résultat

L'essentiel

Le Produit Net Bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les commissions ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti ;
- le produit net des activités d'assurance ;
- les produits et charges des autres activités.

3124.1 Intérêts, produits et charges assimilés

Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre, les dettes subordonnées ainsi que les passifs locatifs. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les intérêts négatifs sont présentés de la manière suivante :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

en milliers d'euros	Exercice 2022			Exercice 2021		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts ou créances sur les établissements de crédit ⁽¹⁾	79 816	///	79 816	45 166	///	45 166
Prêts ou créances sur la clientèle	237 598	///	237 598	229 433	///	229 433
Titres de dettes	7 893	///	7 893	9 169	///	9 169
Total actifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)	325 307	///	325 307	283 768	///	283 768
Titres de dettes	8 389	///	8 389	4 386	///	4 386
Autres	0	///	0	(25)	///	(25)
Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	8 389	///	8 389	4 361	///	4 361
Actifs financiers non basiques qui ne sont pas détenus à des fins de transaction	1 105	///	1 105	962	///	962
Dettes envers les établissements de crédit	///	(30 435)	(30 435)	///	(14 164)	(14 164)
Dettes envers la clientèle	///	(160 749)	(160 749)	///	(102 149)	(102 149)
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	///	(4 578)	(4 578)	///	(414)	(414)
Passifs locatifs	///	(20)	(20)	///	(18)	(18)
Total passifs financiers au coût amorti	///	(195 782)	(195 782)	///	(116 745)	(116 745)
Instruments dérivés de couverture	3 217	(16 479)	(13 262)	2 302	(20 057)	(17 755)
Instruments dérivés pour couverture économique	95	(986)	(891)	0	(1 117)	(1 117)
Total des produits et charges d'intérêt	338 113	(213 247)	124 866	291 393	(137 919)	153 474

(1) Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 9 861 milliers d'euros (9 489 milliers d'euros en 2021) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent 1 378 milliers d'euros au titre de la dotation à la provision épargne logement (1 392 milliers d'euros au titre de l'exercice 2021).

en milliers d'euros	Exercice 2022		Exercice 2021	
	Produits d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Net
Total actifs financiers au coût amorti yc opérations de location-financement	324 854	324 854	283 768	283 768
dont actifs financiers au coût amorti avec indicateur de risque de crédit avéré	5 213	5 213	6 282	6 282
Total actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	8 389	8 389	4 361	4 361

3124.2 Produits et charges de commissions

Principes comptables

En application de la norme IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients", la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La démarche de comptabilisation du revenu s'effectue en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Cette approche s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IFRS 16), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 4) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Eu égard aux activités du groupe, sont principalement concernés par cette méthode :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière
- les produits des autres activités, (cf note 3124.6) notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location
- les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires groupe.

Il en ressort donc que les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

▪ **Commissions sur prestations de service**

Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les "Produits d'intérêts" et non au poste "Commissions".

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

en milliers d'euros	Exercice 2022			Exercice 2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	0	(40)	(40)	0	(36)	(36)
Opérations avec la clientèle	41 529	(111)	41 418	38 293	(419)	37 874
Prestation de services financiers	5 168	(6 676)	(1 508)	4 893	(6 464)	(1 571)
Vente de produits d'assurance vie	56 147	///	56 147	53 474	///	53 474
Moyens de paiement	37 813	(16 306)	21 507	34 219	(14 533)	19 686
Opérations sur titres	3 489	(9)	3 480	3 130	(8)	3 122
Activités de fiducie	2 716	(1 881)	835	2 630	(2 101)	529
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	9 674	(429)	9 245	7 699	(475)	7 224
Autres commissions	18 129	(482)	17 647	18 020	(280)	17 740
TOTAL DES COMMISSIONS	174 665	(25 934)	148 731	162 358	(24 316)	138 042

3124.3 Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Le poste "Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat" enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les "Résultats sur opérations de couverture" comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat ⁽¹⁾	7 621	4 129
Résultats sur opérations de couverture	708	(48)
- Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	708	(48)
Variation de la couverture de juste valeur	139 447	40 995
Variation de l'élément couvert	(138 739)	(41 043)
Total des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat	8 329	4 081

■ Marge différée (Day One Profit)

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

3124.4 Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat.
- les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les variations de valeur des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables regroupent :

- les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts
- les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres décomptabilisés
- les dépréciations/reprises comptabilisées en coût du risque
- les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	1 056	568
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	23 665	19 453
Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	24 721	20 021

3124.5 Gains ou pertes nets résultats de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

3124.6 Produits et charges des autres activités

Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

en milliers d'euros	Exercice 2022			Exercice 2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges sur opérations de location	485	0	485	454	0	454
Produits et charges sur immeubles de placement	1 283	(167)	1 116	56	(19)	37
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	2 394	(4 122)	(1 728)	2 562	(4 041)	(1 479)
Autres produits et charges divers d'exploitation	1 222	(6 264)	(5 042)	2 757	(6 273)	(3 516)
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	4 159	(8 439)	(4 280)	933	(5 950)	(5 017)
Autres produits et charges ⁽¹⁾	7 775	(18 825)	(11 050)	6 252	(16 264)	(10 012)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	9 543	(18 992)	(9 449)	6 762	(16 283)	(9 521)

⁽¹⁾ Pour rappel, en 2021, un produit de 2 207 milliers d'euros a été comptabilisé au sein du poste "Produits des autres activités" au titre de l'amende Echange Image-Chèque ("EIC") suite à la décision favorable rendue par la Cour d'Appel de renvoi. Compte tenu de l'incertitude et de l'historique sur le dossier (cf. Risques juridiques dans la partie du Gestion des risques), une provision d'un montant équivalent avait été comptabilisée en contrepartie au sein du poste "Charges des autres activités".

3124.7 Charges générales d'exploitation

Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 37 294 milliers d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 4 778 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats

d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 32 516 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

▪ Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

La directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2022. Le montant des contributions versées par le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre représente pour l'exercice 3 430 milliers d'euros dont 2 923 milliers d'euros comptabilisés en charge et 507 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % des appels de fonds constitués sous forme de dépôts de garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 3 350 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges de personnel	(122 557)	(126 325)
Impôts, taxes et contributions réglementaires ⁽¹⁾	(8 335)	(8 397)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(61 857)	(58 711)
Autres frais administratifs	(71 960)	(68 785)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(194 517)	(195 110)

⁽¹⁾ Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la cotisation au FRU (Fonds de Résolution Unique) pour un montant annuel de 2 872 milliers d'euros (contre 3 873 milliers d'euros en 2021) et la Taxe de risque systémique des banques (TSB) pour un montant annuel de 265 milliers d'euros (contre 244 milliers d'euros en 2021).

La décomposition des charges de personnel est présentée dans la note 3128.1.

Depuis 2020, les refacturations des activités "organe central" (listées dans le Code monétaire et financier) sont désormais présentées en PNB et les refacturations des missions groupe restent présentées en frais de gestion.

3124.8 Gains ou pertes sur autres actifs

Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation et les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2022	Exercice 2021
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	94	(528)
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	94	(528)

312.5. Note 5. Notes relatives au bilan

3125.1 Caisse, banques centrales

Principes comptables

Ce poste comprend principalement la caisse et les avoirs auprès des banques centrales au coût amorti.

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Caisse	50 041	47 950
TOTAL CAISSE, BANQUES CENTRALES	50 041	47 950

3125.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

Les critères de classement des actifs financiers sont décrits en note 31225.1.

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les "Actifs et passifs à la juste valeur par résultat", l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode "premier entré, premier sorti" est retenue, sauf cas particuliers.

31252.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" à

l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste "Produits d'intérêts".

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat			Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat		
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers ⁽²⁾	Total	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers ⁽²⁾	Total
Obligations et autres titres de dettes	0	87 167	87 167	0	81 500	81 500
Titres de dettes	0	87 167	87 167	0	81 500	81 500
Prêts aux établissements de crédit hors opérations de pension	0	28 171	28 171	0	28 878	28 878
Prêts à la clientèle hors opérations de pension	0	23 625	23 625	0	30 562	30 562
Prêts	0	51 796	51 796	0	59 440	59 440
Dérivés de transaction ⁽¹⁾	16 839	///	16 839	2 080	///	2 080
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	16 839	138 963	155 802	2 080	140 940	143 020

⁽¹⁾ Uniquement dans le cas d'une "non concordance comptable".

⁽²⁾ Inclus les actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction dont les parts de fonds et les actions non désignées en juste valeur par capitaux propres non recyclables.

Le poste "Dérivés de transaction" inclut les dérivés dont la juste valeur est positive et qui sont des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA (Credit Valuation Adjustment).

31252.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat" », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1er janvier 2016, dans le poste "Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat" au sein des "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres". En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transféré(e) directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

- **Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable**

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

- **Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance**

L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

- **Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés**

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

en milliers d'euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Total	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Total
Dettes rattachées sur emprunt à terme	81	81	0	0
Dérivés de transaction	18 439	18 439	6 677	6 677
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	18 520	18 520	6 677	6 677

Le poste "Dérivés de transaction" inclut les dérivés dont la juste valeur est négative et qui sont des dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la DVA (Debit Valuation Adjustment).

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

Les dérivés de transaction sont inscrits au bilan en "Actifs financiers à la juste valeur par résultat" et en "Passifs financiers à la juste valeur par résultat". Les gains et pertes réalisés et latents sont portés au compte de résultat dans le poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments. Les justes valeurs positives ou négatives représentent la valeur de remplacement de ces instruments. Ces valeurs peuvent fortement fluctuer en fonction de l'évolution des paramètres de marché.

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	347 088	16 839	18 439	313 590	2 080	6 677
Instruments de change	4 516	0	0	0	0	0
Opérations fermes	351 604	16 839	18 439	313 590	2 080	6 677
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE TRANSACTION	351 604	16 839	18 439	313 590	2 080	6 677
dont opérations de gré à gré	351 604	16 839	18 439	313 590	2 080	6 677

3125.3 Instruments dérivés de couverture

Principes comptables

Un dérivé est un instrument financier ou un autre contrat qui présente les trois caractéristiques suivantes :

- sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat ;
- il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ;
- il est réglé à une date future.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. À chaque arrêté comptable, ils sont évalués à leur juste valeur quelle que soit l'intention de gestion qui préside à leur détention (transaction ou couverture).

À l'exception des dérivés qualifiés comptablement de couverture de flux de trésorerie ou d'investissement net libellé en devises, les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat de la période.

Les dérivés qualifiés de couverture sont ceux qui respectent, dès l'initiation de la relation de couverture et sur toute sa durée, les conditions requises par la norme IAS 39 et notamment la documentation formalisée de l'existence d'une efficacité des relations de couverture entre les instruments dérivés et les éléments couverts, tant de manière prospective que de manière rétrospective.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable. Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

La couverture de juste valeur est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter la relation de couverture dès l'initiation (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture). Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

Couverture de juste valeur

La couverture de juste valeur a pour objectif de réduire le risque de variation de juste valeur d'un actif ou d'un passif du bilan ou d'un engagement ferme (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux fixe).

La réévaluation du dérivé est inscrite en résultat symétriquement à la réévaluation de l'élément couvert, et ce à hauteur du risque couvert. L'éventuelle inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat dans le poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

S'agissant de la couverture d'un actif ou d'un passif identifié, la réévaluation de la composante couverte est présentée au bilan dans le même poste que l'élément couvert.

L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte dans les calculs d'efficacité.

En cas d'interruption de la relation de couverture (décision de gestion, non-respect des critères d'efficacité ou vente de l'élément couvert avant échéance), le dérivé de couverture est transféré en portefeuille de transaction. Le montant de la réévaluation inscrit au bilan au titre de l'élément couvert est amorti sur la durée de vie résiduelle de la couverture initiale. Si l'élément couvert est vendu avant l'échéance ou remboursé par anticipation, le montant cumulé de la réévaluation est inscrit au compte de résultat de la période.

Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont pour objectif la couverture d'éléments exposés aux variations de flux de trésorerie imputables à un risque associé à un élément de bilan ou à une transaction future (couverture du risque de taux sur actifs et passifs à taux variable, couverture de conditions sur des transactions futures - taux fixes futurs, prix futurs, change, etc.).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite sur une ligne spécifique des "Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres", la partie inefficace est comptabilisée au compte de résultat dans le poste "Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat".

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés au compte de résultat dans la marge d'intérêt, symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non-respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Cas particuliers de couverture de portefeuilles (macrocouverture)

■ Documentation en couverture de flux de trésorerie

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de flux de trésorerie (couverture de portefeuilles de prêts ou d'emprunts).

Dans ce cas, les portefeuilles d'encours pouvant être couverts s'apprécient, pour chaque bande de maturité, en retenant :

- des actifs et passifs à taux variable ; l'entité supporte en effet un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur les actifs ou les passifs à taux variable dans la mesure où elle ne connaît pas le niveau des prochains fixings ;
- des transactions futures dont le caractère peut être jugé hautement probable (prévisions) : dans le cas d'une hypothèse d'encours constant, l'entité supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un futur prêt à taux fixe dans la mesure où le niveau de taux auquel le futur prêt sera octroyé n'est pas connu ; de la même manière, l'entité peut considérer qu'elle supporte un risque de variabilité des flux futurs de trésorerie sur un refinancement qu'elle devra réaliser dans le marché.

La norme IAS 39 ne permet pas la désignation d'une position nette par bande de maturité. L'élément couvert est donc considéré comme étant équivalent à une quote-part d'un ou plusieurs portefeuilles d'instruments à taux variable identifiés (portion d'un encours d'emplois ou de ressources à taux variable) ; l'efficacité des couvertures est mesurée en constituant pour chaque bande de maturité un instrument hypothétique, dont les variations de juste valeur depuis l'origine sont comparées à celles des dérivés documentés en couverture.

Les caractéristiques de cet instrument modélisent celles de l'élément couvert. Le test d'efficacité est effectué en comparant les variations de valeur de l'instrument hypothétique et du dérivé de couverture. La méthode utilisée passe par la construction d'un échéancier avec bande de maturité.

L'efficacité de la couverture doit être démontrée de manière prospective et rétrospective.

Le test prospectif est vérifié si, pour chaque bande de maturité de l'échéancier cible, le montant nominal des éléments à couvrir est supérieur au montant notionnel des dérivés de couverture.

Le test rétrospectif permet de calculer l'efficacité rétrospective de la couverture mise en place aux différentes dates d'arrêt.

Dans ce cadre, à chaque arrêté, les variations de juste valeur pied de coupon des dérivés de couverture sont comparées avec celles des instruments hypothétiques. Le rapport de leurs variations respectives doit être compris entre 80 et 125 %.

Lors de la cession de l'instrument couvert ou si la transaction future n'est plus hautement probable, les gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés en résultat immédiatement.

Lors de l'arrêt de la relation de couverture, si l'élément couvert figure toujours au bilan, ou si sa survenance est toujours hautement probable, il est procédé à l'étalement linéaire des gains ou pertes latents cumulés inscrits en capitaux propres. Si le dérivé n'a pas été résilié, il est reclassé en dérivé de transaction et ses variations de juste valeur ultérieures seront enregistrées en résultat.

▪ Documentation en couverture de juste valeur

Certains établissements du groupe documentent leur macrocouverture du risque de taux d'intérêt en couverture de juste valeur, en appliquant les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne (dite *carve-out*).

La version de la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne ne reprend pas certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture qui apparaissent incompatibles avec les stratégies de réduction du risque de taux d'intérêt global mises en œuvre par les banques européennes. Le *carve-out* de l'Union européenne permet en particulier de mettre en œuvre une comptabilité de couverture du risque de taux interbancaire associée aux opérations à taux fixe réalisées avec la clientèle (crédits, comptes d'épargne, dépôts à vue de la clientèle). Les instruments de macrocouverture utilisés par le groupe sont, pour l'essentiel, des swaps de taux simples désignés dès leur mise en place en couverture de juste valeur des ressources ou des emplois à taux fixe.

Le traitement comptable des dérivés de macrocouverture se fait selon les mêmes principes que ceux décrits précédemment dans le cadre de la microcouverture de juste valeur.

Dans le cas d'une relation de macrocouverture, la réévaluation de la composante couverte est portée globalement dans le poste "Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux", à l'actif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille d'actifs financiers, au passif du bilan en cas de couverture d'un portefeuille de passifs financiers.

L'efficacité des couvertures est assurée lorsque les dérivés compensent le risque de taux du portefeuille de sous-jacents à taux fixe couverts. L'inefficacité relative à la valorisation en bi-courbe des dérivés collatéralisés est prise en compte.

Deux tests d'efficacité sont réalisés :

- un test d'assiette : pour les swaps simples désignés de couverture dès leur mise en place, il est vérifié en date de désignation de la relation de couverture, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective, qu'il n'existe pas de sur-couverture ;
- un test quantitatif : pour les autres swaps, la variation de juste valeur du swap réel doit compenser la variation de juste valeur d'un instrument hypothétique reflétant parfaitement la composante couverte du sous-jacent. Ces tests sont réalisés en date de désignation, de manière prospective, puis à chaque arrêté, de manière rétrospective.

En cas d'interruption de la relation de couverture, cet écart est amorti linéairement sur la durée de couverture initiale restant à courir si le sous-jacent couvert n'a pas été décomptabilisé. Il est constaté directement en résultat si les éléments couverts ne figurent plus au bilan. Les dérivés de macrocouverture peuvent notamment être déqualifiés lorsque le nominal des instruments couverts devient inférieur au notionnel des couvertures, du fait notamment des remboursements anticipés des prêts ou des retraits de dépôts observés et modélisés.

Couverture d'un investissement net libellé en devises

L'investissement net dans une activité à l'étranger est le montant de la participation de l'entité consolidante dans l'actif net de cette activité.

La couverture d'un investissement net libellé en devises a pour objet de protéger l'entité consolidante contre des variations de change d'un investissement dans une entité dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes consolidés. Ce type de couverture est comptabilisé de la même façon que les couvertures de flux de trésorerie.

Les gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres sont transférés en résultat lors de la cession (ou de la cession partielle avec perte de contrôle) de tout ou partie de l'investissement net.

Les couvertures de juste valeur correspondent principalement à des swaps de taux d'intérêt assurant une protection contre les variations de juste valeur des instruments à taux fixe imputables à l'évolution des taux de marché. Ces couvertures transforment des actifs ou passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

La macrocouverture de juste valeur est utilisée pour la gestion globale du risque de taux notamment pour couvrir :

- les portefeuilles de prêts à taux fixe
- les dépôts à vue
- les dépôts liés au PEL
- la composante inflation du Livret A

La microcouverture de juste valeur est utilisée notamment pour couvrir :

- un passif à taux fixe
- les titres de la réserve de liquidité à taux fixe et des titres indexés inflation

Les couvertures de flux de trésorerie permettent de figer ou d'encadrer la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable. La couverture de flux de trésorerie est également utilisée pour la gestion globale du risque de taux.

Les couvertures de flux de trésorerie sont utilisées notamment pour :

- la couverture de passif à taux variable
- la couverture du risque de variation de valeur des flux futurs variables de la dette
- la macro couverture d'actifs à taux variable

Les principales sources d'inefficacité des couvertures sont liées à :

- l'inefficacité "bi-courbe" : la valorisation des dérivés collatéralisés (faisant l'objet d'appels de marge rémunérés à €STR) est basée sur la courbe d'actualisation €STR, alors que l'évaluation de la composante couverte des éléments couverts en juste valeur est calculée sur une courbe d'actualisation EURIBOR
- la valeur temps des couvertures optionnelles
- la surcouverture dans le cadre des tests d'assiette en macro couverture (montants des notionnels de dérivés de couverture supérieurs au nominal des éléments couverts, notamment dans le cas où les éléments couverts ont fait l'objet de remboursements anticipés plus importants que prévu)
- les ajustements valorisation liés au risque de crédit et au risque de crédit propres sur dérivés (*Credit Value adjustment* et *Debit Value adjustment*)
- des décalages de fixing des flux entre l'élément couvert et sa couverture.

Le montant notionnel des instruments financiers ne constitue qu'une indication du volume de l'activité et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Notionnel	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Instruments de taux	2 169 993	76 730	22 554	1 608 025	7 306	89 733
Instruments de change	0	0	0	4 006	0	0
Opérations fermes	2 169 993	76 730	22 554	1 612 031	7 306	89 733
Couverture de juste valeur	2 169 993	76 730	22 554	1 612 031	7 306	89 733
Instruments de taux	7 500	237	0	0	0	0
Opérations fermes	7 500	237	0	0	0	0
Couverture de flux de trésorerie	7 500	237	0	0	0	0
TOTAL DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS DE COUVERTURE	2 177 493	76 967	22 554	1 612 031	7 306	89 733

Tous les instruments dérivés de couverture sont présentés dans le poste "Instruments de dérivés de couverture" à l'actif et au passif du bilan.

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés sont présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

Echéancier du notionnel des instruments dérivés de couverture au 31 décembre 2022

en milliers d'euros	inf à 1 an	de 1 à 5 ans	de 5 à 10 ans	sup à 10 ans
Couverture de taux d'intérêts	190 721	876 281	890 843	219 648
Instruments de couverture de flux de trésorerie	0	7 500	0	0
Instruments de couverture de juste valeur	190 721	868 781	890 843	219 648
Total	190 721	876 281	890 843	219 648

Les swaps financiers de devises sont documentés à la fois en couverture de juste valeur de taux et en couverture de flux de trésorerie de change. La juste valeur globale est néanmoins présentée en dérivés de change. Ces dérivés sont présentés en instruments de couverture de flux de trésorerie de change afin de mieux refléter le poids de la composante change (liée à la couverture de flux de trésorerie) dans la juste valeur globale.

Eléments couverts

Couverture de juste valeur

en milliers d'euros	Au 31 décembre 2022		
	Couverture du risque de taux		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte ⁽¹⁾	Composante couverte restant à étaler ⁽²⁾
ACTIF			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	376 206	(9 669)	0
Titres de dette	376 206	(9 669)	0
Actifs financiers au coût amorti	1 455 099	385	0
Prêts ou créances sur la clientèle	1 455 099	385	0
PASSIF			
Passifs financiers au coût amorti	262 975	(9 280)	383
Dettes envers les établissements de crédit	162 975	(9 280)	383
Dettes envers la clientèle	100 000	0	0
Total - Couverture de juste valeur	2 094 280	(18 564)	383

⁽¹⁾ Intérêts courus exclus.

⁽²⁾ Déqualification, fin de la relation de couverture.

L'inefficacité de la couverture de la période est présentée en note 3124.3 "Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat" ou en note 3124.4 "Gains et pertes comptabilisés directement par capitaux propres" pour les instruments de capitaux propres classés en juste valeur par capitaux propres non recyclables.

en milliers d'euros	Au 31 décembre 2021		
	Couverture du risque de taux		
	Valeur comptable	dont réévaluation de la composante couverte ⁽¹⁾	Composante couverte restant à étaler ⁽²⁾
ACTIF			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	78 061	2 949	0
Titres de dette	78 061	2 949	0
Actifs financiers au coût amorti	1 262 258	5 342	0
Prêts ou créances sur la clientèle	1 262 258	5 342	0
PASSIF			
Passifs financiers au coût amorti	276 889	4 276	821
Dettes envers les établissements de crédit	176 388	4 275	821
Dettes envers la clientèle	100 000	0	0
Dettes représentées par un titre	501	1	0
Total - Couverture de juste valeur	1 617 208	12 567	821

⁽¹⁾ Intérêts courus exclus.

⁽²⁾ Déqualification, fin de la relation de couverture.

Couverture de flux de trésorerie

en milliers d'euros	Au 31 décembre 2022			
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues ⁽²⁾	Solde des couvertures échues restant à étaler ⁽¹⁾	Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
Couverture de risque de taux	237	237	(119)	(297)
Total - Couverture de flux de trésorerie	237	237	(119)	(297)

⁽¹⁾ Déqualification, fin de la relation de couverture.

⁽²⁾ Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert.

L'inefficacité de la couverture est comptabilisée dans le compte de résultat dans le poste "Gains ou pertes sur actifs financiers et passifs financiers à la juste valeur par résultat" en note 3124.3.

La réserve "Couverture de flux de trésorerie" correspond à la partie efficace des couvertures non échues et le solde des couvertures échues restant à étaler, avant impôt, y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle.

Le recyclage en résultat de la réserve "Couverture de flux de trésorerie" est inclus soit dans la marge nette d'intérêt soit dans le résultat de décomptabilisation de l'élément couvert par symétrie avec le poste impacté par l'élément couvert.

	Au 31 décembre 2021			Juste valeur de l'élément couvert (dérivé hypothétique)
	Juste valeur du dérivé de couverture	Dont partie efficace des couvertures non échues ⁽²⁾	Solde des couvertures échues restant à étaler ⁽¹⁾	
<i>en milliers d'euros</i>				
Couverture de risque de taux	0	0	(315)	0
Total - Couverture de flux de trésorerie	0	0	(315)	0

⁽¹⁾ Déqualification, fin de la relation de couverture.

⁽²⁾ Reconnus en autres éléments comptabilisés en capitaux propres ou en résultat pour la partie recyclée en symétrie à l'élément couvert.

Couverture de flux de trésorerie – Analyse des autres éléments comptabilisés en capitaux propres

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2022	Variation de la part efficace	31/12/2022
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	(315)	493	178
dont couverture de taux	(315)	493	178
Total	(315)	493	178

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2021	Variation de la part efficace	31/12/2021
Montant des capitaux propres pour les opérations en CFH	(560)	245	(315)
dont couverture de taux	(560)	245	(315)
Total	(560)	245	(315)

3125.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

▪ Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste "Produits d'intérêts et assimilés" selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.5 – Actifs au coût amorti.

▪ Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 10.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciation.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste "Gains ou pertes nets sur des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres" (note 3124.4).

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total	Instruments financiers de dettes basiques détenus dans un modèle de collecte et de vente	Instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par capitaux propres	Total
Titres de dettes	540 834	///	540 834	620 330	///	620 330
Titres de participation	///	424 604	424 604	///	503 802	503 802
Actions et autres titres de capitaux propres	///	135 151	135 151	///	94 085	94 085
Juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	540 834	559 755	1 100 589	620 330	597 887	1 218 217
dont dépréciations pour pertes de crédit attendues	(121)	///	(121)	(64)	///	(64)
dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (avant impôt)	(76 637)	(173 321)	(249 958)	9 491	(86 207)	(76 716)

Au 31 décembre 2022, les pertes comptabilisées directement en capitaux propres incluent plus particulièrement la réévaluation négative des titres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (173 321) milliers d'euros (dont principalement la réévaluation des titres de participation BPCE de (183 324) milliers d'euros) et des titres à la juste valeur par capitaux propres recyclables (76 637) milliers d'euros dont la valorisation est impactée par la hausse des taux.

▪ Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participation ;
- des actions et autres titres de capitaux propres.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI). Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

en milliers d'euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période
Titres de participations	424 604	19 501	503 802	18 097
Actions et autres titres de capitaux propres	135 151	4 164	94 085	1 356
TOTAL	559 755	23 665	597 887	19 453

Le montant cumulé des variations de juste valeur reclassé dans la composante "Réserves consolidées" durant la période concerne les cessions de titres de la SCA SIPAREX ASSOCIES et de la SEM ORLEANS GESTION et s'élève à 337 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

3125.5 Actifs au coût amorti

Principes comptables

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 3127.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts et diminuée des produits directement attribuables, selon le cas, à la mise en place du crédit ou à l'émission.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à la mise en place des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

■ Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n°2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la échéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la échéance du terme en présence d'un événement de crédit.

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Compte-tenu de ces caractéristiques, les PGE répondent aux critères de prêts basiques (cf. note 32125.1). Ils sont comptabilisés dans la catégorie "coût amorti" puisqu'ils sont détenus dans un modèle de gestion de collecte dont l'objectif est de détenir les prêts pour en collecter les flux de trésorerie (cf. note 32125.1). Lors des arrêts ultérieurs, ils seront évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit par le Groupe BPCE à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Un PGE octroyé à une contrepartie considérée douteuse à l'initiation (Statut 3) est classé en POCI (Purchased or Originated Credit Impaired).

Toutefois, l'octroi d'un PGE à une contrepartie donnée ne constitue pas à lui seul un critère de dégradation du risque, devant conduire à un passage en Statut 2 ou 3 des autres encours de cette contrepartie.

A compter du 6 avril 2022, le PGE Résilience est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine (notamment pour des entreprises qui seraient au – ou proches du - plafond des 25 % du PGE). Le plafond autorisé est de 15 % du chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices comptables, ou les deux derniers exercices si elles ne disposent que de deux exercices comptables ou le dernier exercice si elles ne disposent que d'un exercice comptable, ou calculé comme le chiffre d'affaires annualisé par projection linéaire à partir du chiffre d'affaires réalisé à date si elles ne disposent d'aucun exercice comptable clos. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15 % du chiffre d'affaires, ce PGE complémentaire prendra la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2023.

▪ Renégociations et restructurations

Lorsque des contrats font l'objet de modifications, la norme IFRS 9 requiert l'identification des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Le profit ou la perte résultant de la modification d'un contrat est comptabilisé en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier est alors recalculée pour être égale à la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial, des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Les encours "restructurés" correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours "restructurés" résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les "restructurations" doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une "restructuration" n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois. Le classement en défaut de la contrepartie dépend du résultat du test de viabilité réalisé lors de la restructuration de la contrepartie.

Sous IFRS 9, le traitement des restructurations ayant pour origine des difficultés financières reste semblable à celui qui prévalait sous IAS 39 : en cas de restructuration suite à un événement générateur de pertes de crédit avéré, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste "Coût du risque de crédit" et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. En l'absence de significativité de la décote, le TIE du prêt restructuré est ajusté et aucune décote n'est constatée.

Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) quand il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste "Coût du risque de crédit". La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée. Elle est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les moratoires accordés de manière générale aux entreprises et visant à répondre à des difficultés de trésorerie temporaires liées à la crise du Covid-19, sont venus modifier les échéanciers de remboursement de ces créances sans en modifier substantiellement leurs caractéristiques. Ces créances sont donc modifiées sans être décomptabilisées. De plus, l'octroi de cet aménagement ne constitue pas en lui-même un indicateur de difficulté financière desdites entreprises.

▪ **Frais et commissions**

Les coûts directement attribuables à la mise en place des prêts sont des coûts externes qui consistent essentiellement en commissions versées à des tiers telles que les commissions aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés prorata temporis sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

▪ **Date d'enregistrement**

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode "premier entré, premier sorti" est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison.

31255.1 Titres au coût amorti

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Effets publics et valeurs assimilées	138 177	246 681
Obligations et autres titres de dettes	7 671	0
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(17)	0
TOTAL DES TITRES AU COUT AMORTI	145 831	246 681

La juste valeur des titres au coût amorti est présentée en note 312.9.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 3127.1.

31255.2 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires débiteurs	800 161	368 040
Comptes et prêts ⁽¹⁾	5 381 829	4 574 854
Dépôts de garantie versés	15 700	87 300
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(16)	(1)
TOTAL	6 197 674	5 030 193

⁽¹⁾ Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne "Comptes et prêts" s'élèvent à 3 217 116 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 2 915 938 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit et assimilés est présentée en note 312.9.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 3127.1.

Les créances sur opérations avec le réseau s'élèvent à 2 974 278 milliers d'euros au 31 décembre 2022 (2 172 458 milliers d'euros au 31 décembre 2021).

31255.3 Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires débiteurs	105 955	82 807
Autres concours à la clientèle	14 558 364	13 269 980
-Prêts à la clientèle financière	34 522	31 469
-Crédits de trésorerie ⁽¹⁾	1 472 326	1 409 467
-Crédits à l'équipement	4 559 963	4 036 120
-Crédits au logement	8 401 042	7 690 498
-Crédits à l'exportation	251	0
-Prêts subordonnés ⁽²⁾	20 544	20 317
-Autres crédits	69 716	82 109
Autres prêts ou créances sur la clientèle	3 331	3 444
Dépôts de garantie versés	417	0
Prêts et créances bruts sur la clientèle	14 668 067	13 356 231
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(195 474)	(184 402)
TOTAL	14 472 593	13 171 829

⁽¹⁾ Les prêts garantis par l'Etat (PGE) sont présentés au sein des crédits de trésorerie et s'élèvent à 266 millions d'euros au 31 décembre 2022 contre 318 millions d'euros au 31 décembre 2021.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2022, 191 milliers d'euros de Prêts Participatifs Relance (PPR) ont été comptabilisés.

Les encours de financements verts sont détaillés dans le chapitre 2 "Déclaration de performance extra-financière".

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 312.9.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 3127.1.

3125.6 *Reclassement d'actifs financiers*

Principes comptables

Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont plus limités que sous IAS 39. Il n'est plus possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité, ...).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

3125.7 *Comptes de régularisation et actifs divers*

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Comptes d'encaissement	46 318	30 441
Charges constatées d'avance	882	1 329
Produits à recevoir	30 413	23 964
Autres comptes de régularisation	23 571	34 392
Comptes de régularisation - actif	101 184	90 126
Débiteurs divers	71 190	90 727
Actifs divers	71 190	90 727
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	172 374	180 853

3125.8 *Actifs non courants destinés à être cédés et dettes liées*

Principes comptables

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste "Actifs non courants destinés à être cédés". Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié "Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés".

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IFRS 9.

Un actif (ou un groupe d'actifs) non courant est destiné à être cédé lorsque sa valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente. Cet actif (ou groupe d'actifs) doit être disponible immédiatement en vue de la vente et il doit être hautement probable que cette vente intervienne dans les douze mois.

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

3125.9 Immeubles de placement

Principes comptables

Conformément à la norme IAS 40, les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus dans le but d'en retirer des loyers et de valoriser le capital investi.

Le traitement comptable des immeubles de placement est identique à celui des immobilisations corporelles pour les entités du groupe à l'exception de certaines entités d'assurance qui comptabilisent leurs immeubles représentatifs de placements d'assurance à la juste valeur avec constatation de la variation en résultat. La juste valeur est le résultat d'une approche multicritères par capitalisation des loyers au taux du marché et comparaison avec le marché des transactions.

La juste valeur des immeubles de placement du groupe est communiquée à partir des résultats d'expertises régulières sauf cas particulier affectant significativement la valeur du bien.

Les biens immobiliers en location simple peuvent avoir une valeur résiduelle venant en déduction de la base amortissable.

Les plus ou moins-values de cession d'immeubles de placement sont inscrites en résultat sur la ligne "Produits ou charges nets des autres activités" à l'exception des activités d'assurance classées en "Produits des activités d'assurance".

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immeubles comptabilisés au coût historique	5 472	(3 217)	2 255	6 903	(4 367)	2 536
TOTAL DES IMMEUBLES DE PLACEMENT	5 472	(3 217)	2 255	6 903	(4 367)	2 536

La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 2 255 milliers d'euros au 31 décembre 2022 (2 536 milliers d'euros au 31 décembre 2021).

La juste valeur des immeubles de placement est classée en niveau 3 dans la hiérarchie des justes valeurs de la norme IFRS 13.

3125.10 Immobilisations

Principes comptables

Ce poste comprend les immobilisations corporelles d'exploitation, les biens mobiliers acquis en vue de la location simple les biens mobiliers temporairement non loués dans le cadre d'un contrat de location-financement. Les parts de SCI sont traitées comme des immobilisations corporelles.

Conformément aux normes IAS 16 et IAS 38, une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée en tant qu'actif si :

- il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'entreprise ;
- le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable.

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées pour leur coût d'acquisition éventuellement augmenté des frais d'acquisition qui leur sont directement attribuables. Les logiciels créés, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont comptabilisés à leur coût de production, incluant les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

La méthode de comptabilisation des actifs par composants est appliquée à l'ensemble des constructions.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La base amortissable tient compte de la valeur résiduelle, lorsque celle-ci est mesurable et significative.

Les immobilisations sont amorties en fonction de la durée de consommation des avantages économiques attendus, qui correspond en général à la durée de vie du bien. Lorsqu'un ou plusieurs composants d'une immobilisation ont une utilisation différente ou procurent des avantages économiques différents, ces composants sont amortis sur leur propre durée d'utilité.

Postes	Durée
Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 30 ans
Toitures	25 ans
Ascenseurs	10 ans
Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
Eléments de signalétique et façade	5 à 10 ans
Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
Clôtures	10 ans
Matériel de sécurité	7 ans
Câblages	10 ans
Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les immobilisations font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture d'éventuels indices de pertes de valeur sont identifiés. Dans l'affirmative, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en résultat.

Cette dépréciation est reprise en cas de modification de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de perte de valeur.

Les actifs donnés en location simple sont présentés à l'actif du bilan parmi les immobilisations corporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers.

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Immobilisations corporelles	196 933	(128 544)	68 389	194 863	(125 142)	69 721
Biens immobiliers	98 082	(46 092)	51 990	95 853	(43 274)	52 579
Biens mobiliers	98 851	(82 452)	16 399	99 010	(81 868)	17 142
Droits d'utilisation au titre de contrats de location	18 638	(6 953)	11 685	17 986	(8 626)	9 360
Portant sur des biens immobiliers	17 802	(6 880)	10 922	17 986	(8 626)	9 360
dont contractés sur la période	890	(80)	810	100	(5)	95
Portant sur des biens mobiliers	836	(73)	763	0	0	0
dont contractés sur la période	836	(73)	763	0	0	0
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	215 571	(135 497)	80 074	212 849	(133 768)	79 081
Immobilisations incorporelles	2 563	(2 551)	12	2 553	(2 524)	29
Logiciels	2 563	(2 551)	12	2 553	(2 524)	29
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 563	(2 551)	12	2 553	(2 524)	29

3125.11 Dettes représentées par un titre

Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste "Dettes subordonnées".

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode "premier entré, premier sorti" est retenue, sauf cas particuliers.

Une nouvelle catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément "senior non préférée". Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites "senior préférées".

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires	162 995	143 509
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	4 348	4 784
Total	167 343	148 293
Dettes rattachées	291	33
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	167 634	148 326

Les émissions d'obligations vertes sont détaillées au Chapitre 2 "Déclaration de performance extra-financière". La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 312.9.

3125.12 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés et envers la clientèle

Principes comptables

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat, font l'objet d'une comptabilisation selon la méthode du coût amorti et sont enregistrées au bilan en "Dettes envers les établissements de crédit" ou en "Dettes envers la clientèle".

Les dettes émises (qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres) sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre (note 5.11).

Les opérations de cession temporaire de titre sont comptabilisées en date de règlement livraison.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en "Dettes".

Les opérations de refinancement à long terme (TLTRO3) auprès de la BCE ont été comptabilisés au coût amorti conformément aux règles d'IFRS 9. Les intérêts sont constatés en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif estimé en fonction des hypothèses d'atteinte des objectifs de production de prêts fixés par la BCE.

S'agissant d'un taux de rémunération révisable, le taux d'intérêt effectif appliqué varie d'une période à l'autre.

Le Groupe BPCE a atteint les objectifs de production de prêts fixés par la BCE. Ainsi, la bonification de - 0,50 % a été constatée en produit sur la période de 12 mois concernée. Le 28 octobre 2022, la BCE a annoncé une modification de la rémunération du TLTRO3 :

- - Entre le 23 juin 2022 et le 22 novembre 2022, le taux applicable est le taux de facilité de dépôt moyen de la BCE depuis la date de départ du TLTRO3 jusqu'au 22 novembre 2022
- - à partir du 23 novembre, le taux applicable est le taux moyen de facilité de dépôts de la BCE applicable jusqu'à la date d'échéance ou la date de remboursement anticipé de chaque opération TLTRO III en cours.

L'effet de cette modification a été comptabilisé en ajustement du résultat pour la période allant du 23 juin 2022 au 22 novembre 2022 et prospectivement pour la nouvelle période à partir du 23 novembre 2022.

312512.1 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Comptes à vue	6 538	8 246
Dettes rattachées	0	302
Dettes à vue envers les établissements de crédit et assimilés	6 538	8 548
Emprunts et comptes à terme	5 388 445	3 625 525
Dettes rattachées	3 309	(7 258)
Dettes à termes envers les établissements de crédit et assimilés	5 391 754	3 618 267
Dépôts de garantie reçus	59 659	446
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 457 951	3 627 261

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit est présentée en note 9.

Les dettes sur opérations avec le réseau s'élèvent à 4 823 641 milliers d'euros au 31 décembre 2022 (3 602 115 milliers d'euros au 31 décembre 2021).

L'augmentation des opérations avec le réseau en 2022 est liée à l'optimisation de la circulation de liquidité réglementaire au sein du groupe par l'organe central.

312512.2 Dettes envers la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires créditeurs	4 339 925	4 370 211
Livret A	4 431 047	4 179 601
Plans et comptes épargne-logement	2 594 359	2 653 998
Autres comptes d'épargne à régime spécial	2 658 355	2 538 018
Dettes rattachées	10	28
Comptes d'épargne à régime spécial	9 683 771	9 371 645
Comptes et emprunts à vue	15 944	6 136
Comptes et emprunts à terme	856 987	641 441
Dettes rattachées	9 993	16 374
Autres comptes de la clientèle	882 924	663 951
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	14 906 620	14 405 807

Le détail des livrets d'épargne responsable est présenté dans le chapitre 2 "Déclaration de performance extra-financière".

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 312.9.

3125.13 Comptes de régularisations et passifs divers

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Comptes d'encaissement	59 326	53 116
Produits constatés d'avance	184	78
Charges à payer	43 725	41 731
Autres comptes de régularisation créditeurs	3 371	2 511
Comptes de régularisation - passif	106 606	97 436
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	14 778	16 736
Créditeurs divers	75 929	77 067
Passifs locatifs	7 664	5 603
Passifs divers	98 371	99 406
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	204 977	196 842

3125.14 Provisions

Principes comptables

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux (autres que l'impôt sur le résultat) et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain mais qui peuvent être estimés de manière fiable. Elles correspondent à des obligations actuelles (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, et pour lesquelles une sortie de ressources sera probablement nécessaire pour les régler.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

▪ Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les Comptes Epargne-Logement (CEL) et les Plans Epargne-Logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risque :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existants à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode "Monte-Carlo" pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

Les provisions sont détaillées dans le tableau de variations ci-dessous, à l'exception des provisions pour pertes de crédit attendues sur les engagements de financement et de garantie qui sont détaillées à la note 312.7.

<i>en milliers d'euros</i>	01/01/2022	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements (1)	31/12/2022
Provisions pour engagements sociaux	16 763	514	0	(656)	(3 340)	13 281
Provisions pour projets SI	984	0	(193)	0	0	791
Risques légaux et fiscaux	9 657	10 539	(285)	(3 246)	0	16 665
Engagements de prêts et garanties	11 101	1 192	0	(1 838)	0	10 455
Provisions pour activité d'épargne-logement	19 759	1 378	0	0	0	21 137
Autres provisions d'exploitation	1 700	2 000	0	(1 865)	0	1 835
TOTAL DES PROVISIONS	59 964	15 623	(432)	(7 651)	(3 340)	64 164

(1) Les autres mouvements comprennent la variation de l'écart de réévaluation sur les passifs sociaux ((3 340 milliers) d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

312514.1 Encours collectés au titre de l'épargne-logement

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
- ancienneté de moins de 4 ans	55 175	43 359
- ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 645 735	1 653 485
- ancienneté de plus de 10 ans	659 664	697 602
Encours collectés au titre des plans épargne-logement	2 360 575	2 394 447
Encours collectés au titre des comptes épargne-logement	227 515	224 338
TOTAL DES ENCOURS COLLECTES AU TITRE DE L'EPARGNE-LOGEMENT	2 588 089	2 618 784

312514.2 Encours de crédit octroyés au titre de l'épargne-logement

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Encours de crédits octroyés au titre des plans épargne-logement	368	546
Encours de crédits octroyés au titre des comptes épargne-logement	1 312	2 151
TOTAL DES ENCOURS DE CREDITS OCTROYES AU TITRE DE L'EPARGNE-LOGEMENT	1 680	2 697

312514.3 Provisions constituées au titre de l'épargne-logement

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Provisions constituées au titre des PEL		
- ancienneté de moins de 4 ans	386	578
- ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	5 135	4 963
- ancienneté de plus de 10 ans	10 840	11 610
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	16 361	17 151
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	4 798	2 640
Provisions constituées au titre des crédits PEL	(10)	(12)
Provisions constituées au titre des crédits CEL	(13)	(20)
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	(22)	(32)
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES AU TITRE DE L'ÉPARGNE LOGEMENT	21 137	19 759

3125.15 Dettes subordonnées

Principes comptables

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- sa rémunération affecte les capitaux propres. En revanche, l'effet impôt sur ces distributions peut être comptabilisé selon l'origine des montants distribués, en réserves consolidées, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ou en résultat, conformément à l'amendement à IAS 12 de décembre 2017 applicable au 1er janvier 2019. Ainsi, lorsque la distribution répond à la notion de dividendes au sens d'IFRS 9, l'effet impôt est inscrit en résultat. Cette disposition trouve à s'appliquer aux intérêts relatifs aux émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée considérés comme des dividendes d'un point de vue comptable ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les "Participations ne donnant pas le contrôle". Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le "Résultat part du groupe", pour venir augmenter le résultat des "Participations ne donnant pas le contrôle". En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du groupe.

312516.1 Parts sociales

Principes comptables

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

Les Sociétés Locales d'Epargne (SLE) étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées.

Au 31 décembre 2022, à l'identique du 31 décembre 2021, le capital social de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'élève à 474 039 milliers d'euros et est composé pour 474 039 440 euros de 23 701 972 parts sociales de nominal 20 euros, entièrement souscrites par les sociétés locales d'épargne.

Les SLE étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées. En conséquence, les informations fournies au titre des parts sociales correspondent à celles de Caisse d'Epargne Loire-Centre.

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	30 599	20	611 973	30 364	20	607 286
Augmentation de capital	2 345	20	46 892	2 159	20	43 179
Réduction de capital	(1 852)	20	(37 037)	(1 925)	20	(38 492)
Valeur à la clôture	31 091	20	621 828	30 599	20	611 973

312516.2 Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

3125.17 Participations ne donnant pas le contrôle

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

3125.18 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Principes comptables

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

en milliers d'euros	Exercice 2022			Exercice 2021		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(86 128)	22 242	(63 886)	(8 755)	2 271	(6 484)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	493	(127)	366	245	(64)	181
Éléments recyclables en résultat	(85 635)	22 115	(63 520)	(8 510)	2 207	(6 303)
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	3 678	(950)	2 728	1 831	(473)	1 358
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	(87 114)	(68)	(87 182)	88 746	(422)	88 324
Éléments non recyclables en résultat	(83 436)	(1 018)	(84 454)	90 577	(895)	89 682
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)	(169 071)	21 097	(147 974)	82 067	1 312	83 379
Part du groupe	(169 071)	21 097	(147 974)	82 067	1 312	83 379

3125.19 Compensation d'actifs et de passifs financier

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers sous accord de compensation ne peuvent faire l'objet d'une compensation comptable que s'ils satisfont aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

Dans le cas où les dérivés ou les encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres ne respectent pas les critères du règlement net ou si la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontré ou si le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat, la compensation comptable ne peut être

réalisée. Néanmoins l'effet de ces conventions sur la réduction de l'exposition est matérialisé dans le second tableau.

Pour ces instruments, les colonnes "Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie" et "Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie" comprennent notamment pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes "Appels de marge reçus (cash collateral)" et "Appels de marge versés (cash collateral)".

312519.1 Actifs financiers

Effets de la compensation comptable sur actifs financiers au bilan liés aux accords de compensation

en milliers d'euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Montant brut des actifs financiers ⁽¹⁾	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Montant brut des actifs financiers	Montant net des actifs financiers présenté au bilan
Instruments dérivés (transaction et couverture)	93 806	93 806	9 386	9 386
Actifs financiers à la juste valeur	93 806	93 806	9 386	9 386
TOTAL	93 806	93 806	9 386	9 386

⁽¹⁾ Comprend le montant brut des actifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les actifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les actifs financiers

en milliers d'euros	31/12/2022				31/12/2021			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie ⁽¹⁾	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie ⁽¹⁾	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
Dérivés	93 806	32 433	44 542	16 831	9 386	7 315	0	2 071
TOTAL	93 806	32 433	44 542	16 831	9 386	7 315	0	2 071

⁽¹⁾ Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres.

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

312519.2 Passifs financiers

Effets de la compensation comptable sur passifs financiers au bilan liés aux accords de compensation

en milliers d'euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Montant brut des passifs financiers ⁽¹⁾	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Montant brut des passifs financiers ⁽¹⁾	Montant net des passifs financiers présenté au bilan
Instruments dérivés (transaction et couverture)	40 993	40 993	96 410	96 410
Passifs financiers à la juste valeur	40 993	40 993	96 410	96 410
TOTAL	40 993	40 993	96 410	96 410

⁽¹⁾ Comprend le montant brut des passifs financiers faisant l'objet d'une compensation ou d'un accord de compensation globale exécutoire ou similaire ainsi que les actifs financiers ne faisant l'objet d'aucun accord.

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les passifs financiers

	31/12/2022			31/12/2021		
<i>en milliers d'euros</i>	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie ⁽¹⁾	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie ⁽¹⁾	Exposition nette
Dérivés	40 993	32 433	8 560	96 410	96 410	0
TOTAL	40 993	32 433	8 560	96 410	96 410	0

⁽¹⁾ Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres.

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

3125.20 *Actifs financiers transférés, autres actifs financiers donnés en garantie et actifs reçus en garantie dont l'entité peut disposer*

Principes comptables

Un actif financier (ou un groupe d'actifs similaires) est décomptabilisé lorsque les droits contractuels aux flux futurs de trésorerie de l'actif ont expiré ou lorsque ces droits contractuels ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif ont été transférés à un tiers. Dans pareil cas, tous les droits et obligations éventuellement créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il a conservé le contrôle de l'actif, ce dernier reste inscrit au bilan dans la mesure de l'implication continue du groupe dans cet actif.

Dans les cas où le groupe n'a ni transféré, ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, mais qu'il n'a pas conservé le contrôle de l'actif, ce dernier est décomptabilisé et tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et passifs financiers.

Si l'ensemble des conditions de décomptabilisation n'est pas réuni, le groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Un passif financier (ou une partie de passif financier) est décomptabilisé seulement lorsqu'il est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

■ Opérations de pension livrée

Chez le cédant, les titres ne sont pas décomptabilisés. Un passif représentatif de l'engagement de restitution des espèces reçues (titres donnés en pension livrée) est identifié. Cette dette constitue un passif financier enregistré au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lorsque ce passif relève d'un modèle de gestion de transaction.

Chez le cessionnaire, les actifs reçus ne sont pas comptabilisés mais une créance sur le cédant représentative des espèces prêtées est enregistrée. Le montant décaissé à l'actif est inscrit en titres reçus en pension livrée. Lors des arrêts suivants, les titres continuent à être évalués chez le cédant suivant les règles de leur catégorie d'origine. La créance est valorisée selon les modalités propres à sa catégorie : coût amorti si elle a été classée en "Prêts et créances", ou juste valeur par résultat si elle relève d'un modèle de gestion de transaction.

■ Opérations de prêts de titres secs

Les prêts de titres secs ne donnent pas lieu à une décomptabilisation des titres prêtés chez le cédant. Ils restent comptabilisés dans leur catégorie comptable d'origine et valorisés conformément à celle-ci. Pour l'emprunteur, les titres empruntés ne sont pas comptabilisés.

■ Opérations entraînant une modification substantielle d'actifs financiers

Lorsque l'actif fait l'objet de modifications substantielles (notamment suite à une renégociation ou à un réaménagement en présence de difficultés financières) il y a décomptabilisation, dans la mesure où les droits aux flux de trésorerie initiaux ont en substance expiré. Le groupe considère que sont notamment considérées comme ayant provoqué des modifications substantielles :

- les modifications ayant entraîné un changement de la contrepartie, notamment lorsque la nouvelle contrepartie a une qualité de crédit très différente de l'ancienne ;
- des modifications visant à passer d'une indexation très structurée à une indexation basique, dans la mesure où les deux actifs ne sont pas sujets aux mêmes risques.

■ Opérations entraînant une modification substantielle de passifs financiers

Une modification substantielle des termes d'un instrument d'emprunt existant doit être comptabilisée comme l'extinction de la dette ancienne et son remplacement par une nouvelle dette. L'amendement IFRS 9 du 12 octobre 2017 a clarifié le traitement sous IFRS 9 des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation : le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat. Pour juger du caractère substantiel de la modification, la norme IFRS 9 fixe un seuil de 10 % sur la base des flux de trésorerie actualisés intégrant les frais et honoraires éventuels : dans le cas où la différence est supérieure ou égale à 10 %, tous les coûts ou frais encourus sont comptabilisés en profit ou perte lors de l'extinction de la dette.

Le groupe considère que d'autres modifications peuvent par ailleurs être considérées comme substantielles, comme par exemple le changement d'émetteur (même à l'intérieur d'un même groupe) ou le changement de devises.

312520.1 *Actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés et autres actifs financiers donnés en garantie*

	Valeur nette comptable			31/12/2022
	Prêts de titres "secs"	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	
<i>en milliers d'euros</i>				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	540 834	0	0	540 834
Actifs financiers au coût amorti	138 177	4 124 157	1 201 307	5 463 641
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	679 011	4 124 157	1 201 307	6 004 475
<i>dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés</i>	<i>679 011</i>	<i>3 192 877</i>	<i>1 201 307</i>	<i>5 073 195</i>

Absence de montant de passif associé aux actifs financiers donnés en garantie dans le cadre des pensions au 31 décembre 2022.

La juste valeur des actifs donnés en garantie dans le cadre d'opérations de titrisation non déconsolidantes est de 1 201 307 milliers d'euros au 31 décembre 2022 (1 203 624 milliers d'euros au 31 décembre 2021) et le montant du passif associé s'élève à 103 264 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par BPCE SFH et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

	Valeur nette comptable			
	Prêts de titres "secs"	Actifs cédés ou affectés en garantie	Titrisations	31/12/2021
<i>en milliers d'euros</i>				
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	607 105	0	0	607 105
Actifs financiers au coût amorti	246 682	3 959 684	1 203 624	5 409 990
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS DONNÉS EN GARANTIE	853 787	3 959 684	1 203 624	6 017 095
<i>dont actifs financiers transférés non intégralement décomptabilisés</i>	<i>853 787</i>	<i>3 384 831</i>	<i>1 203 624</i>	<i>5 442 242</i>

Commentaires sur les actifs financiers transférés

■ Mises en pension et prêts de titres

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre réalise des opérations de mise en pension, ainsi que des prêts de titres.

Selon les termes des conventions, le titre peut être cédé de nouveau par le cessionnaire durant la durée de l'opération de pension ou de prêt. Le cessionnaire doit néanmoins le restituer au cédant, à maturité de l'opération. Les flux de trésorerie générés par le titre sont également transmis au cédant.

Le groupe considère avoir conservé la quasi-totalité des risques et avantages des titres mis en pension ou prêtés. Par conséquent, ces derniers n'ont pas été décomptabilisés. Un financement a été enregistré au passif en cas de mises en pension ou de prêts de titres financés.

Ces opérations incluent notamment les titres apportés à BPCE pour mobilisation au nom du groupe auprès de la Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE.

■ Cessions de créances

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre cède des créances à titre de garantie (articles L. 211-38 ou L. 313-23 et suivants du Code monétaire et financier) dans le cadre de refinancements garantis, notamment auprès de la banque centrale. Ce type de cession à titre de garantie emporte transfert juridique des droits contractuels, et donc "transfert d'actifs" au sens de la norme IFRS 7. Le groupe reste néanmoins exposé à la quasi-totalité des risques et avantages, ce qui se traduit par le maintien des créances au bilan.

■ Titrisations consolidées

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7.

En effet, le groupe a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan du groupe via la consolidation du fonds).

Les opérations de titrisation réalisées par BPCE en 2014 (BPCE Master Home Loans), 2016 (BPCE Consumer Loans 2016_5) et 2017 (BPCE Home Loans 2017_5) étaient totalement auto-souscrites alors que les parts seniors des opérations de titrisation BPCE Home Loans FCT 2018, BPCE Home Loans FCT 2019, BPCE Home Loans FCT 2020, BPCE Home Loans FCT 2021, BPCE Consumer Loans FCT 2022 sont souscrites par des investisseurs externes (note 51212.1).

Au 31 décembre 2022, 1 098 019 milliers d'euros d'obligations des FCT BPCE Master Homeloans, BPCE Consumer loans 2016_5, et BPCE Home Loans 2017_5, auto-souscrites par le groupe et éliminées en consolidation, ont été prêtées à BPCE dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du Groupe BPCE. En regard de ce montant, 245 121 milliers d'euros de refinancement ont été reçus, ce montant étant limité aux besoins de refinancement du Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Commentaires sur les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés

Les actifs financiers donnés en garantie mais non transférés sont généralement affectés en garantie sous forme de nantissements. Les principaux dispositifs concernés sont BPCE SFH, BEI, Compagnie de Financement Foncier, EBCE Immobilier&Corp.

Par ailleurs, conformément au cadre légal français, les garanties intrinsèques attachées aux émissions d'obligations sécurisées ne sont pas comptabilisées en engagements de garantie donnés. Les obligations sécurisées émises par et la Compagnie de Financement Foncier bénéficient d'un privilège légal constitué d'actifs éligibles.

312520.2 *Actifs financiers intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue*

Les actifs financiers transférés intégralement décomptabilisés pour lesquels le groupe conserve une implication continue comprennent essentiellement les cessions d'actifs à un véhicule de titrisation déconsolidé dans lequel le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre aurait un intérêt ou une obligation, sans que ces derniers remettent en cause le transfert de la quasi-totalité des avantages et des risques attachés aux actifs transférés.

Les implications continues dans des véhicules de titrisation conservées par le groupe ne présentent pas un caractère significatif au 31 décembre 2022.

3125.21 *Instruments financiers sous à la réforme des indices de référence*

Principes comptables

Conformément aux amendements à IFRS 9 et IAS 39 relatifs à la réforme des taux de référence (phase 1), jusqu'à la disparition des incertitudes liées à la réforme, il est considéré que :

- les transactions désignées comme éléments couverts en couverture de flux de trésorerie sont "hautement probables", les flux couverts n'étant pas considérés comme altérés par la réforme
- les tests d'efficacité prospectifs de couverture de juste valeur et de couverture de flux de trésorerie ne sont pas remis en cause par les effets de la réforme, en particulier la comptabilité de couverture peut être maintenue si les tests rétrospectifs sortent des bornes 80-125 % pendant cette période transitoire, l'inefficacité des relations de couverture continuant toutefois à devoir être reconnue au compte de résultat
- la composante de risque couvert, lorsqu'elle est désignée sur la base d'un taux de référence, est considérée comme identifiable séparément.

Le Groupe BPCE considère que tous ses contrats de couverture, qui ont une composante BOR ou EONIA, sont concernés par la réforme et peuvent ainsi bénéficier de ces amendements tant qu'il existe une incertitude sur les modifications contractuelles à effectuer du fait de la réglementation ou sur l'indice de substitution à utiliser ou sur la durée de la période d'application de taux provisoires. Le Groupe BPCE est principalement exposé sur ses contrats de dérivés et ses contrats de prêts et emprunts au taux EURIBOR, au taux EONIA et au taux LIBOR US.

Les amendements de la phase 2, post implémentation des taux alternatifs, introduisent un expédient pratique qui consiste à modifier le taux d'intérêt effectif de manière prospective sans impact en résultat net dans le cas où les changements de flux des instruments financiers sont exclusivement liés à la réforme et permettent de conserver une équivalence économique entre les anciens flux et les nouveaux.

Ils introduisent également, si ces conditions sont remplies, des assouplissements sur les critères d'éligibilité à la comptabilité de couverture afin de pouvoir maintenir les relations de couverture concernées par la réforme. Ces dispositions concernent notamment les impacts liés à la redocumentation de couverture, à la couverture de portefeuille, au traitement de la réserve OCI pour les couvertures CFH, à l'identification d'une composante de risque identifiable, aux tests d'efficacité rétrospectifs.

Ces amendements ont été appliqués par le Groupe BPCE, par anticipation, dans les comptes du 31 décembre 2020 et continueront à s'appliquer principalement sur le LIBOR USD qui n'a pas encore été remédié.

Pour rappel, le règlement européen (UE) n°2016/1011 du 8 juin 2016 concernant les indices utilisés comme indice de référence ("le Règlement Benchmark" ou "BMR") instaure un cadre commun visant à garantir l'exactitude et l'intégrité des indices utilisés comme indice de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers, ou comme mesure de la performance de fonds d'investissements dans l'Union européenne.

Le Règlement Benchmark a pour objet de réguler la fourniture d'indices de référence, la fourniture de données sous-jacentes pour un indice de référence et l'utilisation d'indices de référence au sein de l'Union Européenne. Il prévoit une période transitoire dont bénéficient les administrateurs qui ont jusqu'au 1er janvier 2022 pour être agréés ou enregistrés. A compter de cette date, l'utilisation par des entités supervisées par l'Union Européenne d'indices de référence d'administrateurs non agréés ou non enregistrés (ou, s'ils ne sont pas situés dans l'Union, qui ne sont pas soumis à un régime équivalent ou autrement reconnus ou avalisés) sera interdite.

Dans le cadre du règlement BMR, les indices de référence de taux d'intérêt EURIBOR, LIBOR et EONIA ont été déclarés comme étant des indices de référence d'importance critique.

Les incertitudes liées à la réforme des taux de référence se limitent depuis le mois de janvier 2022, essentiellement, à la remédiation des contrats antérieurs au 31 décembre 2021 référencant le LIBOR USD (pour les échéances au jour le jour, un, trois, six et douze mois). Depuis le 1er janvier 2022, l'utilisation de l'indice LIBOR USD n'est plus autorisée pour les nouveaux contrats, sauf exceptions telles que définies par les autorités de supervision, les clauses de fallback prévues par l'ISDA ayant, dans ce cas, été intégrées aux contrats visés. La prolongation de la période de publication du LIBOR USD jusqu'au 30 juin 2023, décidée par la Financial Conduct Authority (FCA), le régulateur britannique superviseur de l'ICE Benchmark Administration (administrateur des LIBORs) doit permettre une transition progressive du stock de contrats vers des taux alternatifs.

Dans le contexte de cette réforme, dès le premier semestre 2018, le Groupe BPCE s'est doté d'une structure projet chargée d'anticiper les impacts associés à la réforme des indices de référence, d'un point de vue juridique, commercial, financier, risque, système et comptable.

Au cours de l'année 2019, les travaux se sont concentrés sur la réforme de l'EURIBOR, la transition de l'EONIA vers l'€STR et le renforcement des clauses contractuelles quant à la cessation d'indices.

S'agissant de l'EURIBOR, la mise en œuvre d'une nouvelle méthodologie de calcul, reconnue par le régulateur belge conforme aux exigences prévues par le règlement Benchmark, visant à passer à un EURIBOR dit "Hybride", a été finalisée au mois de novembre 2019. Depuis, la pérennité de l'EURIBOR n'a été remise en cause, ni par son administrateur, l'EMMI, ni par l'ESMA, superviseur de l'indice depuis le 1er janvier 2022.

Depuis 2020, s'est ouverte une phase, plus opérationnelle autour de la transition et la réduction des expositions aux taux de référence susceptibles de disparaître. Elle inclut les travaux préparatoires à l'utilisation des nouveaux indices et à la mise en place de nouveaux produits indexés sur ces indices, l'identification et la mise en place de plans de remédiation du stock ainsi qu'une communication active auprès des clients de la banque.

S'agissant du pôle GFS, le processus de remédiation des contrats indexés sur les indices EONIA et LIBORs (autres que LIBOR USD pour les échéances au jour le jour, un, trois, six et douze mois) dont la publication n'est plus assurée depuis le mois de janvier 2022, a été finalisé, excepté concernant un nombre très limité de contrats, pour lesquels, les indices LIBORs synthétiques Yen ou GBP, basés sur les taux sans risque publiés par l'ICE Benchmark Administration, ou le taux €ster publié par la BCE plus 8,5 bp sont appliqués, dans l'attente d'une transition vers les RFRs.

En 2022, cette phase plus opérationnelle s'est poursuivie pour le LIBOR USD (échéances au jour le jour, un, trois, six et douze mois). Le premier semestre 2022, a été marqué par la promulgation le 15 mars 2022, du Consolidated Appropriations Act 2022, prévoyant, pour les contrats relevant du droit américain, des dispositions visant à minimiser les risques légaux, opérationnels et économiques associés à la transition du LIBOR USD vers un taux de référence alternatif. Le 16 décembre 2022, la Réserve Fédérale américaine est venue compléter ce texte au travers de l'adoption d'un règlement final disposant, notamment, que le LIBOR USD sera remplacé par un taux basé sur le SOFR auquel s'ajoutera le spread déterminé par Bloomberg, le 5 mars 2021, suite aux annonces faites par la Financial Conduct Authority (FCA) sur la future cessation et la perte de représentativité des taux LIBORs. La Financial Conduct Authority (FCA) a par ailleurs, lancé deux consultations, respectivement

aux mois de juin et novembre 2022 afin de se prononcer sur la nécessité ou non de publier, après le 30 juin 2023, sur une période s'étendant jusqu'à la fin du mois de septembre 2024, un indice LIBOR synthétique USD, pour les échéances au jour le jour, un, trois et six mois (la publication aurait lieu après le 30 juin 2023, sur une période s'étendant jusqu'à la fin du mois de septembre 2024). L'utilisation de cet indice synthétique viserait uniquement les contrats dont la remédiation n'aurait pas encore abouti au 30 juin 2023. La FCA prévoit de communiquer sa décision finale sur le sujet au cours du 1er semestre 2023. Le groupe de travail européen sur les taux de référence alternatifs a également lancé une consultation sur la nécessité de prévoir ou non un dispositif législatif pour désigner le taux de remplacement légal du LIBOR USD.

En raison du degré d'avancement des réflexions du marché sur le remplacement du LIBOR USD, le lancement du processus de remédiation des contrats indexés sur le LIBOR USD a été initié en 2022 et se poursuivra notamment pour les produits de financement et les émissions (principalement sur la finalisation de l'analyse des clauses de fallback existantes, la définition de la stratégie de remédiation et le lancement de campagnes de remédiation) et se poursuivra au cours de l'année 2023

Pour les produits dérivés, leur migration sera opérée au 1er semestre 2023, pour l'essentiel des contrats, au travers du processus de conversion prévu par les chambres de compensation et des remédiations résultant de l'adhésion des entités du groupe BPCE et de ses contreparties au protocole ISDA. Pour les contrats résiduels nécessitant une renégociation bilatérale le Groupe BPCE prévoit, également au 1er semestre 2023, d'appliquer une approche identique à celle retenue pour les indices dont la disparition est intervenue le 31 décembre 2021. Pour mémoire, lors de la remédiation de ces indices, il avait été tenu compte des recommandations émises par les autorités de régulation et les groupes de travail, qui préconisaient le maintien de l'équivalence économique avant et après le remplacement de l'indice de référence dans un contrat. Ce principe s'était ainsi traduit par le remplacement du taux de référence historique par un taux de référence alternatif auquel avait été ajoutée une marge fixe compensant le différentiel entre ces deux taux, cet ajustement de la marge sur indice provenant essentiellement de l'utilisation des marges de risque de crédit fixées par les autorités de marché ou par la pratique de place.

L'année 2022 a également été marquée par l'annonce, le 16 mai 2022, de la fin de la publication du CDOR (Canadian Dollar Offered Rate), à compter du 28 juin 2024. Le Groupe BPCE, dont les expositions à cet indice sont très limitées, appliquera un processus de transition identique à celui prévu pour le LIBOR USD. Cette même démarche sera appliquée pour les contrats indexés sur le SOR et le SIBOR (taux de référence à Singapour) dont la disparition est prévue respectivement aux mois de juin 2023 et de décembre 2024, et pour lesquels le Groupe BPCE est également peu exposé.

S'agissant des prêts clientèle de la banque de détail, la remédiation des opérations commerciales, est globalement finalisée à l'exception des opérations en Libor USD dont la maturité est supérieure à juin 2023. En effet, les Banques Populaires et Caisses d'Epargne disposaient d'opérations indexées sur l'Eonia, totalement remédiées à l'appui du Règlement d'exécution de la Commission Européenne et de l'information de nos clients. S'agissant des opérations commerciales en Libor, les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne étaient majoritairement exposées en Libor CHF, avec des prêts habitat à des Particuliers consentis par six établissements frontaliers de la Suisse. Ces opérations ont été totalement remédiées à fin juin 2022. Sur les autres opérations en Libor des Réseaux, les opérations internationales en Libor USD / GBP à des Professionnels et Entreprises ont été remédiées. Il reste des opérations en Libor USD, notamment venant du Marché Secteur Public des Caisses d'Epargne, lesquelles seront remédiées d'ici l'échéance réglementaire de juin 2023.

La transition aux taux de référence expose le Groupe BPCE à divers risques, en particulier :

- Le risque associé à la conduite du changement qui, pourrait, en cas d'asymétrie d'information et de traitement des clients du pôle GFS, entraîner des litiges avec ces derniers. Pour se prémunir de tels risques, des actions de formation des collaborateurs aux enjeux de la transition des indices ont été engagées au sein du pôle GFS ainsi que des campagnes de communication auprès des clients et la mise en place d'un plan de contrôle.
- Le risque réglementaire lié à un usage non conforme des taux de référence hors exceptions autorisées par les autorités. Les collaborateurs ainsi que les clients ont été informés des restrictions sur ces indices, par ailleurs, la conformité a émis une procédure sur la gestion des exceptions et des contrôles ont été mis en œuvre ;
- Le risque de documentation juridique sur le stock de transactions pour lequel, les clients n'adopteraient pas les actions correctives de mise en place de clauses de repli proposées par le marché et/ou le groupe, ce

risque pouvant également mener à des litiges clients. Les équipes du pôle GFS suivent activement les initiatives législatives au sein des différentes juridictions visant à recommander des taux successeurs.

- Les risques opérationnels liés à la capacité d'exécution des nouvelles transactions référençant les nouveaux taux et à la remédiation du stock des transactions. Les équipes projet s'assurent du respect des plannings d'implémentation pour les systèmes d'information impactés, des actions de renégociation anticipées sont menées pour étaler dans le temps la charge de remédiation.
- Le risque financier potentiel qui trouverait sa traduction au travers d'une perte financière résultant de la remédiation du stock de produits indexés sur le LIBOR USD, le CDOR, le SOR et le SIBOR. Des simulations de pertes en revenu liées à des remédiations opérées sans prise en compte d'un ajustement en spread appliqué aux taux de référence alternatifs, sont suivies directement par la Direction Générale pour sensibiliser les métiers lors des renégociations avec les clients. L'application de cet ajustement (ou "credit adjustment spread") vise à assurer l'équivalence économique des flux de trésorerie des contrats avant et après le remplacement de l'indice de référence par un taux RFRs ;
- Les risques de valorisation liés à la volatilité des prix et du risque de base résultant du passage aux taux de référence alternatifs. Les travaux de mises à jour nécessaires concernant à la fois les méthodologies de gestion du risque et de modèles de valorisation sont opérés.

Depuis le 1er janvier 2022, ces risques sont cantonnés pour l'essentiel, à la transition de l'indice Libor USD (pour les échéances au jour le jour, un, trois, six et douze mois) vers le taux SOFR et dans une faible mesure, à la transition des indices CDOR, SOR et SIBOR vers leur taux de référence alternatif respectif.

312.6. Note 6. Engagements

Principes comptables

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financement et de garantie donnés sont soumis aux règles de provision d'IFRS 9 telles que présentées dans la note 312.7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- engagement de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

3126.1 Engagements de financement

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Engagements de financement donnés en faveur :		
de la clientèle	1 664 049	1 445 410
- Ouvertures de crédit confirmées	1 662 299	1 444 125
- Autres engagements	1 750	1 285
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	1 664 049	1 445 410
Engagements de financement reçus :		
d'établissements de crédit	28 690	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS	28 690	0

3126.2 Engagements de garantie

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Engagements de garantie donnés :		
d'ordre de la clientèle	407 568	368 943
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	407 568	368 943
Engagements de garantie reçus :		
d'établissements de crédit	217 106	138 632
de la clientèle	8 727 247	7 973 879
autres engagements reçus	2 744 461	2 305 727
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	11 688 814	10 418 238

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des suretés réelles autres que celles liées aux actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer.

312.7. Note 7. Exposition aux risques

Les expositions aux risques sont abordées ci-après et sont représentées selon leur nature de risques, par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie "Gestion des risques".

Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit sont présentées dans le chapitre 6 "Gestion des risques – Risques climatiques".

3127.1 Risque de crédit

L'essentiel

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur ;
- la qualité de crédit des expositions renégociées (CQ1) ;
- les expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes (CR1) ;
- la qualité des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance (CQ3) ;
- la qualité des expositions par zone géographique (CQ4) ;
- la qualité de crédit des prêts et avances par branche d'activité (CQ5) ;
- la répartition des garanties reçues par nature sur les instruments financiers (CR3) ;

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

31271.1 Coût du risque de crédit

Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées suite à la défaillance de la contrepartie d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

Coût du risque de crédit de la période

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	(25 934)	(26 322)
Récupérations sur créances amorties	539	1 092
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	(2 518)	(2 671)
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT	(27 913)	(27 901)

Coût du risque de crédit de la période par nature d'actifs

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(57)	95
Actifs financiers au coût amorti	(28 603)	(30 240)
dont prêts et créances	(28 586)	(30 240)
dont titres de dette	(17)	0
Autres actifs	101	424
Engagements de financement et de garantie	646	1 820
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT	(27 913)	(27 901)
dont statut 1	526	(3 072)
dont statut 2	(24 450)	(10 113)
dont statut 3	(3 989)	(14 716)

31271.2 Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements

Principes comptables

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres recyclables, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation, les instruments financiers concernés (voir 31271.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historiques de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

- Statut 1 (stage 1 ou S1)
 - > il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ;
 - > la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
 - > les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.
- Statut 2 (stage 2 ou S2)
 - > les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;
 - > la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
 - > les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.
- Statut 3 (stage 3 ou S3)
 - > il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, comme sous IAS 39, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Les situations de défaut sont désormais identifiées pour les encours ayant des impayés significatifs (introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement) et les critères de retour en encours sains ont été clarifiés avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés ;
 - > la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables ;
 - > les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.
 - > les actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale, l'entité ne s'attendant pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels (Purchased or Originated Credit Impaired ou POCI), relèvent aussi du statut 3. Ces actifs peuvent être transférés en Statut 2 en cas d'amélioration du risque de crédit.

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IFRS 16, le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 §5.5.15.

Les évolutions méthodologiques réalisées sur la période et présentées ci-après constituent un changement d'estimation qui se traduit par un impact en résultat.

■ Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls quelques portefeuilles d'établissements du groupe – correspondant à un volume d'expositions limité – peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation ad hoc.

> *Augmentation significative du risque de crédit*

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle, pour chaque instrument, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Une approche par contrepartie (avec application du principe de contagion à tous les

encours existants sur la contrepartie considérée) est possible notamment au regard du critère qualitatif Watchlist.

Conformément à la norme IFRS 9, un encours d'une contrepartie ayant fait l'objet d'une dégradation significative du risque de crédit (Statut 2) qui vient d'être originé sera classé en Statut 1.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture. Les mêmes principes que ceux déterminant l'entrée en Statut 2 sont appliqués pour l'amélioration de la dégradation significative du risque de crédit.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

La mesure de la dégradation du risque permet dans la majorité des cas de constater une dépréciation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en se fondant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Sur les portefeuilles Particuliers, Professionnels, PME, Secteur Public et Logement Social : à la suite de la mission Deep Dive conduite par la BCE sur le coût du risque à la fin 2020 / début 2021, une évolution des critères quantitatifs de passage en S2 a été développée et mise en production au 1er semestre 2022.

Cette évolution se traduit par :

- une sévérité sensiblement accrue de passage en S2, en particulier pour les contrats bien notés à l'octroi ;
- une harmonisation entre les réseaux Banques Populaires et Caisses d'Epargne des critères de passage en S2 pour les portefeuilles Particuliers et Professionnels.

Plus précisément, l'évaluation de la variation du risque de crédit s'effectue sur la base des critères suivants :

Note à l'origine	Particuliers	Professionnels	PME, Secteur Public et logement social
3 à 11 (AA à BB+)	3 crans	3 crans	3 crans
12 (BB)	2 crans		
13 (BB-)			
14 à 15 (B+ à B)	1 cran	2 crans	1 cran
16 (B-)		1 cran	
17 (CCC à C)	Sensible en Statut 2		

Par ailleurs, des critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (sauf si la présomption d'impayés de 30 jours est réfutée), en note sensible, en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis.

Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent et il convient d'y rajouter les contrats inscrits en Watchlist, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution du niveau de risque pays.

Les seuils de dégradation sur les **portefeuilles de Grandes Entreprises et de Banques** sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1 à 7 (AAA à A-)	3 crans
8 à 10 (BBB+ à BBB-)	2 crans
11 à 21 (BB+ à C)	1 cran

Sur les Souverains : les seuils de dégradation sur l'échelle de notation à 8 plots sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1	6 crans
2	5 crans
3	4 crans
4	3 crans
5	2 crans
6	1 cran
7	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)
8	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)

Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuie la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de notation interne.

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grade et gérés dans le cadre de la réserve de liquidité du Groupe BPCE, telle que définie par la réglementation Bâle 3. La qualification "investment grade" correspond aux notes dont le niveau est supérieur ou égal à BBB- ou son équivalent chez Standards and Poors, Moody's ou Fitch.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Afin d'apprécier l'augmentation significative du risque de crédit, le groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- -un premier niveau dépendant de règles et de critères définis par le groupe qui s'imposent aux établissements du groupe (dit "modèle central") ;
- -un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du forward looking local, du risque porté par chaque établissement sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères définis par le groupe de déclassement en Statut 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité). Ces critères sont adaptés à chaque arrêté au contexte macroéconomique du moment.

> *Mesure des pertes de crédit attendues*

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les instruments financiers classés en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, et de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD, Loss Given Default). À ce titre une nouvelle version des LGD PME a été mise en production depuis l'arrêté comptable du 30 juin 2022 ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres (dispositif bâlois) et sur les modèles de projections initialement utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward looking), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyenne de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

Les modalités de mesure des pertes de crédit attendues tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties.

Le dispositif de validation des modèles IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des modèles suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne, la revue de ces travaux en comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

> Prise en compte des informations de nature prospective

Les données macroéconomiques prospectives (forward looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- -au niveau du groupe, dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du forward looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations au sein du modèle central. À ce titre, l'application du forward looking sur le paramètre LGD a été étendue à compter de l'arrêté du 30 juin 2022 à l'ensemble des expositions Particuliers, Professionnels et PME (elle était jusqu'ici uniquement appliquée sur les expositions sur l'immobilier des Particuliers et des Professionnels) ;
- -au niveau de chaque entité, au regard de ses propres portefeuilles.

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne des ECL par scénarios pondérés par la probabilité d'occurrence de ces scénarios, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Le Groupe BPCE prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues. Pour ce faire, le Groupe BPCE utilise les projections de variables macroéconomiques retenues dans le cadre de la définition de son processus budgétaire, considéré comme le plus probable, encadré par des scénarios optimistes et pessimistes afin de définir des trajectoires alternatives.

S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles basées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting,

celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macroéconomiques sectoriels ou géographiques.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le groupe a fait le choix de retenir trois scénarios macroéconomiques qui sont détaillés dans le paragraphe ci-après.

> *Méthodologie de calcul de pertes attendues dans le cadre du modèle central*

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans.

- - le scénario central a été mis à jour à partir des scénarios déterminés par les économistes du groupe en octobre 2022 et validé par le Comité de Direction Générale (CDG) ;
- - un scénario pessimiste, correspondant à une réalisation plus dégradée des variables macroéconomiques définies dans le cadre du scénario central ;
- - un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macroéconomiques définies dans le cadre du scénario central.

Le contexte économique est encore très incertain, principalement en raison (i) de la guerre Russie / Ukraine, (ii) des politiques monétaires des banques centrales, qui tentent d'endiguer le niveau élevé de l'inflation, ou encore (iii) de la situation en Chine, qui détend sa stratégie zéro-Covid pour booster sa croissance économique.

La croissance mondiale devrait ralentir en 2023, laissant place à un risque de récession dans des scénarios très pessimistes/adverses. Dans ce contexte, la Recherche Economique a mis à jour le scénario central, validé au CDG BPCE en octobre 2022. Le scénario pessimiste est basé sur un scénario d'inflation durable et de fort ralentissement de l'activité, voire de récession, correspondant à l'un des scénarios adverses de la campagne des stress internes 2022. À l'inverse, le scénario optimiste correspond à un retour progressif de l'inflation à des niveaux plus normaux et à une reprise plus vigoureuse de l'activité.

La déviation par rapport au scénario central est plus importante pour le scénario pessimiste qu'optimiste.

Les pondérations de la zone France reposent sur le Consensus Forecast moyen de novembre. Les pondérations des zones euro et US reprennent ce même Consensus Forecast ainsi que son actualisation en décembre. Les poids élevés sur la borne centrale s'expliquent par la mise à jour du scénario (et sa sévérisation).

Pour la zone France, le scénario macroéconomique apparaît significativement plus pessimiste que l'année dernière. La dégradation du contexte et des perspectives économiques se poursuivant et les projections de variables macro-économiques sont plus dégradées. En 2022, une dégradation significative des projections de la croissance du PIB français liée à la crise ukrainienne a été observée par les prévisionnistes et s'est traduite par une projection de +2,5 % en 2022 et +0,6 % en 2023 en scénario central. D'un autre côté, l'incertitude statistique utilisée pour déterminer les bornes pessimiste et optimiste pour l'année 2022 s'est réduite avec le passage du temps. La borne pessimiste utilisée pour le 31 décembre 2022 est donc moins pessimiste que celle utilisée au 31 décembre 2021.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celles définies pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle de leur pertinence depuis la crise de la Covid-19 pouvant conduire à une révision des projections macroéconomiques en cas de déviation importante de la situation observée, sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale.

Les probabilités d'occurrence du scénario central et de ses bornes sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Les variables définies dans le scénario central et ses bornes permettent la déformation des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de la perte de crédit attendue IFRS 9.

En complément, le groupe complète et adapte cette approche en tenant compte des spécificités propres à certains périmètres. Chaque scénario est pondéré en fonction de sa proximité au consensus de Place (Consensus Forecast) sur les principales variables économiques de chaque périmètre ou marché significatif du groupe.

Les projections sont déclinées au travers des principales variables macroéconomiques comme le PIB, le taux de chômage, les taux d'intérêts à 10 ans sur la dette souveraine française et l'immobilier.

Les variables macroéconomiques sur la zone France sont les suivantes :

Pessimiste T4-2022					Baseline T4-2022					Optimiste T4-2022				
	PIB	Chôm.	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm.	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm.	IPL	Tx. 10A
2022	1,8%	7,6%	4,0%	3,42%	2022	2,5%	7,2%	5,0%	2,65%	2022	3,0%	7,0%	6,0%	2,27%
2023	-0,7%	8,2%	-5,0%	4,31%	2023	0,6%	7,4%	-2,5%	2,77%	2023	1,5%	6,8%	2,0%	2,00%
2024	0,3%	9,3%	-6,0%	5,42%	2024	1,1%	7,3%	-3,0%	2,86%	2024	1,7%	5,8%	2,5%	1,58%

Pour la banque de proximité, les ajustements post-modèle qui reflétaient l'impact positif des différentes mesures de soutien à l'économie ont été supprimés en raison de la diminution des bénéfices procurés par les moratoires et les PGE ainsi que de l'évolution de la situation économique depuis la mise en place de ces ajustements.

> Pondération des scénarios au 31 décembre 2022

Les pertes de crédit attendues sont calculées en affectant à chacune des bornes une pondération déterminée en fonction de la proximité du consensus des prévisionnistes avec chacune des bornes centrale, pessimiste et optimiste, sur la variable croissance du PIB.

Ainsi, les pondérations retenues sur la zone France sont les suivantes :

- - scénario central : 45 % au 31 décembre 2022 contre 10 % au 31 décembre 2021 ;
- - scénario pessimiste : 35 % au 31 décembre 2022 contre 85 % au 31 décembre 2021 ;
- - scénario optimiste : 20 % au 31 décembre 2022 contre 5 % au 31 décembre 2021.

Les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux à ce stade. Ils sont en revanche comptabilisés au niveau des établissements (cf. plus bas).

> Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central

Des provisions calculées localement ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du Groupe. Ces provisions concernent à titre principal, les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du commerce-distribution spécialisé, de l'agro-alimentaire, BTP, des professionnels de l'immobilier, de l'automobile et des transports. Ces provisions ont été principalement dotées en 2020 et 2021 au titre des impacts de la crise de la Covid-19. En 2022, elles ont été complétées par des provisions additionnelles sur les secteurs économiques (agro-alimentaire, transports, BTP, professionnels de l'immobilier, etc.) susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, etc.).

Dans ce contexte, le Groupe a continué à renforcer l'identification et le suivi des secteurs les plus impactés. L'approche de suivi sectoriel se traduit notamment par une classification selon leur niveau de risque des secteurs et sous-secteurs économiques établie de manière centralisée par la direction des risques du Groupe BPCE, mise à jour régulièrement et communiquée à l'ensemble des établissements du Groupe.

En 2022, la méthodologie harmonisée développée en 2021 pour le calcul des provisions sectorielles au niveau du Groupe et la gouvernance associée ont été complétées et adaptées pour prendre en compte les évolutions du contexte macroéconomique.

Des pertes de crédit attendues sur risques climatiques ont été constituées par certains établissements. Elles sont constituées en application de principes généraux définis par le groupe et concernent en grande partie le risque climatique physique. Ces provisions viennent en anticipation de pertes directes, par secteur ou par zone géographique, causées par les phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques entraînant un risque accru de défaut suite à une cessation ou diminution de l'activité. Elles ne sont pas constituées de manière individualisée

car couvrent un risque global sur certains secteurs de l'économie et sur un périmètre local, régional ou national, selon l'établissement.

Dans une moindre mesure, les risques de transition sont également pris en compte dans ces pertes de crédit attendues. Ils correspondent aux conséquences économiques et financières d'une transition sociétale vers une économie bas-carbone, visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (réglementation, marché, technologie, réputation), à laquelle un secteur d'activité ne peut s'aligner.

La prise en compte du risque climatique est effectuée notamment par l'application, d'un stress sur le niveau de note de la contrepartie, ou d'un de taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité aux risques climatiques.

> *Analyse de la sensibilité des montants d'ECL*

La sensibilité des pertes de crédit attendues pour la Caisse d'Epargne Loire-Centre liée à la probabilité d'occurrence du scénario pessimiste à 100 % entraînerait la constatation d'une dotation complémentaire de 6,11M€. A l'inverse, la probabilité d'occurrence du scénario optimiste à 100 % entraînerait, quant à elle, la constatation d'une reprise d'ECL de 6,87 M€.

■ **Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3**

Les actifs financiers pour lesquels existe une indication objective de perte liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie avéré et qui intervient après leur comptabilisation initiale sont considérés comme relevant du Statut 3. Les critères d'identification des actifs sont alignés avec la définition du défaut telle que définie à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit en cohérence avec les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit.

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

- il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit "d'événements déclenchant" ou "événements de pertes" qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation :
 - > la survenance d'un impayé depuis trois mois consécutifs au moins dont le montant est supérieur aux seuils absolu (de 100€ pour une exposition retail sinon 500€) et au seuil relatif de 1 % des expositions de la contrepartie ;
 - > ou la restructuration de crédits en cas d'atteinte de certains critères ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées. A noter que les encours restructurés sont classés en Statut 3 lorsque la perte est supérieure à 1 % de la différence entre la valeur actuelle nette avant restructuration et la valeur actuelle nette après restructuration ;
- ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (incurred credit losses), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (expected credit losses) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Le classement en Statut 3 est maintenu pendant une période probatoire de trois mois après disparition de l'ensemble des indicateurs du défaut mentionnés ci-dessus. La période probatoire en Statut 3 est étendue à un an pour les contrats restructurés ayant fait l'objet d'un transfert en Statut 3.

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition d'instruments de dette au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties. Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendus, des biens affectés en garantie ainsi que des autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

▪ **Comptabilisation des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres et des provisions sur les engagements de financement et de garantie**

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste "Coût du risque de crédit".

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste "Coût du risque de crédit" au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste "Provisions" au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste "Coût du risque de crédit".

Variation des pertes de crédit S1 et S2

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021
Modèle central	48 887	46 731
Compléments au modèle central	43 360	20 672
Autres	8 083	9 005
TOTAL PERTES DE CREDIT ATTENDUES S1/S2	100 330	76 408

Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2021	620 394	(64)	0	0	0	0	620 394	(64)
Production et acquisition	94 970	(10)	0	0	///	///	94 970	(10)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(81 718)	8	0	0	0	0	(81 718)	8
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements ⁽¹⁾	(92 690)	(55)	0	0	0	0	(92 690)	(55)
Solde au 31/12/2022	540 955	(121)	0	0	0	0	540 955	(121)

⁽¹⁾ Dont amortissent des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre.

Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2021	246 682	0	0	0	0	0	246 682	0
Production et acquisition	74 682	(17)	0	0	///	///	74 682	(17)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(175 000)	0	0	0	0	0	(175 000)	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements ⁽¹⁾	(516)	0	0	0	0	0	(516)	0
Solde au 31/12/2022	145 848	(17)	0	0	0	0	145 848	(17)

⁽¹⁾ Dont amortissent des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre.

Variation de la valeur comptable brute et des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

Les prêts et créances aux établissements de crédit inscrits en statut 1 incluent notamment les fonds centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit 3 217 116 milliers d'euros au 31 décembre 2022, contre 2 915 938 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2021	5 030 194	(1)	0	0	0	0	5 030 194	(1)
Production et acquisition	2 385 065	(68)	0	0	///	///	2 385 065	(68)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(1 584 987)	0	0	0	0	0	(1 584 987)	0
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S1	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S2	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers S3	0	0	0	0	0	0	0	0
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements ⁽¹⁾	367 418	53	0	0	0	0	367 418	53
Solde au 31/12/2022	6 197 690	(16)	0	0	0	0	6 197 690	(16)

(1) Dont amortissent des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre.

Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou *stage*) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Cette dégradation est mesurée sur la base de la notation en date d'arrêt.

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2021	12 175 178	(22 260)	918 703	(47 031)	254 770	(114 305)	818	(2)	6 762	(804)	13 356 231	(184 402)
Production et acquisition	2 651 821	(9 566)	43 070	(4 011)	///	///	0	0	1 095	0	2 695 986	(13 578)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(806 310)	4 700	(79 525)	3 617	(61 165)	22 455	0	0	(2 003)	306	(949 002)	31 078
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	(16 852)	15 517	0	0	0	0	(16 852)	15 517
Transferts d'actifs financiers	(1 385 829)	5 466	1 310 288	(28 805)	75 550	(9 532)	20 729	(1 418)	(20 729)	4 392	8	(29 897)
Transferts vers S1	305 347	(905)	(302 938)	9 549	(2 408)	380	///	///	///	///	0	9 025
Transferts vers S2	(1 661 564)	5 738	1 675 089	(45 088)	(13 525)	2 797	20 729	(1 418)	(20 729)	4 392	0	(33 580)
Transferts vers S3	(29 612)	633	(61 863)	6 734	91 483	(12 709)	0	0	0	0	8	(5 342)
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements ⁽¹⁾	(410 972)	(1 683)	(42 082)	6 675	15 987	(15 053)	(109)	(2)	18 871	(4 129)	(418 304)	(14 192)
Solde au 31/12/2022	12 223 888	(23 343)	2 150 454	(69 555)	268 290	(100 918)	21 438	(1 422)	3 996	(235)	14 668 067	(195 474)

⁽¹⁾ Dont amortissent des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre.

Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de financement donnés

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S2 POCI)		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POCI)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2021	1 350 356	(2 945)	93 809	(1 795)	1 245	(176)	0	0	0	0	1 445 410	(4 916)
Production et acquisition	1 015 833	(2 282)	12 896	(39)	///	///	0	0	7	0	1 028 736	(2 321)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(373 360)	334	(14 735)	543	(280)	10	0	0	0	0	(388 375)	887
Réduction de valeur (passage en pertes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	(49 238)	452	48 329	(1 061)	911	23	3 845	(127)	(3 845)	9	2	(704)
Transferts vers S1	20 379	(50)	(20 236)	192	(142)	0	///	///	///	///	1	142
Transferts vers S2	(69 151)	501	69 619	(1 375)	(468)	48	3 845	(127)	(3 845)	9	0	(944)
Transferts vers S3	(466)	1	(1 054)	122	1 521	(25)	0	0	0	0	1	98
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements ⁽¹⁾	(428 245)	1 505	2 849	647	(173)	(50)	0	0	3 845	(9)	(421 724)	2 093
Solde au 31/12/2022	1 515 346	(2 936)	143 148	(1 705)	1 703	(193)	3 845	(127)	7	0	1 664 049	(4 961)

⁽¹⁾ Dont amortissent des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre.

Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de garantie donnés

en milliers d'euros	Statut 1		Statut 2		Statut 3		Actifs dépréciés dès leur origination ou leur acquisition (S3 POC)		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
Solde au 31/12/2021	322 875	(993)	36 608	(1 317)	9 460	(3 875)	0	0	368 943	(6 185)
Production et acquisition	192 351	(454)	0	0	///	///	421	0	192 772	(454)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(136 324)	494	(9 765)	143	(1 196)	329	0	0	(147 285)	966
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0	0	0	0	0	0
Transferts d'actifs financiers	(24 706)	115	23 585	(144)	1 112	(104)	0	0	(9)	(133)
Transferts vers S1	7 251	(16)	(7 210)	240	(41)	19	///	///	0	243
Transferts vers S2	(30 634)	123	31 070	(391)	(437)	3	0	0	(1)	(265)
Transferts vers S3	(1 323)	8	(275)	7	1 590	(126)	0	0	(8)	(111)
Changements de modèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements ⁽¹⁾	(5 857)	180	(3 433)	888	1 341	(482)	1 096	(274)	(6 853)	860
Solde au 31/12/2022	348 339	(658)	46 995	(430)	10 717	(4 132)	1 517	(274)	407 568	(4 946)

⁽¹⁾ Dont amortissent des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre.

31271.3 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

31271.4 Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

<i>en milliers d'euros</i>	Exposition maximale au risque ⁽²⁾	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation ⁽³⁾	Garanties
Classe d'instruments financiers dépréciés (S3)				
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	272 286	(101 154)	171 132	130 887
Engagements de financement	1 710	(193)	1 517	0
Engagements de garantie	12 234	(4 406)	7 828	7 828
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DEPRECIES (S3) ⁽¹⁾	286 230	(105 753)	180 477	138 715

⁽¹⁾ Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI).

⁽²⁾ Valeur brute comptable.

⁽³⁾ Valeur comptable au bilan.

31271.5 Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS 9

<i>en milliers d'euros</i>	Exposition maximale au risque ⁽¹⁾	Garanties
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Titres de dettes	87 167	0
Prêts	51 796	7 960
Dérivés de transaction	16 839	0
Total	155 802	7 960

⁽¹⁾ Valeur comptable au bilan

31271.6 Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le tableau suivant recense, par nature, la valeur comptable des actifs (titres, immeubles, etc.) obtenus au cours de la période par prise de garantie ou d'une mobilisation d'autres formes de rehaussement de crédit.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2022	Exercice 2021
Autres	0	197
TOTAL DES ACTIFS OBTENUS PAR PRISE DE POSSESSION DE GARANTIE	0	197

Réaménagements en présence de difficultés financières

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Encours restructurés dépréciés	94 154	330	94 483	117 583	474	118 057
Encours restructurés sains	40 393	3 899	44 291	89 491	583	90 074
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	134 547	4 228	138 775	207 073	1 057	208 131
Dépréciations	(36 565)	129	(36 434)	(48 425)	8	(48 416)
Garanties reçues	59 093	1 207	60 300	131 596	452	132 048

Analyse des encours bruts

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
Réaménagement : modifications des termes et conditions	67 979	342	68 321	83 798	877	84 674
Réaménagement : refinancement	66 567	3 886	70 453	123 276	181	123 456
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	134 547	4 228	138 775	207 073	1 057	208 131

Zone géographique de la contrepartie

en milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
France	134 153	4 228	138 381	206 634	1 057	207 691
Autres pays	393	0	393	439	0	439
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	134 547	4 228	138 775	207 073	1 057	208 131

31271.8 Actifs financiers acquis ou créés ou dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale (POCI)

En milliers d'euros	Montant total non actualisé des pertes de crédit attendues en date de comptabilisation initiale des contrats POCI originés ou acquis durant la période
Classes d'actifs financiers	
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	1 095
Total	1095

3127.2 Risque de marché

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7 est présentée dans le rapport sur la gestion des risques.

3127.3 *Risque de taux d'intérêt global et risque de change*

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques "Risque de liquidité, de taux et de change".

3127.4 *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le rapport sur la gestion des risques – Risque de liquidité, de taux et de change.

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne "Non déterminé". En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne "inférieur à 1 mois".

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

<i>en milliers d'euros</i>	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 31/12/2022
Caisse, banques centrales	50 041	0	0	0	0	0	50 041
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	155 802	155 802
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 306	1 003	26 547	207 603	389 801	473 329	1 100 589
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	76 967	76 967
Titres au coût amorti	914	95	70 235	1 773	72 814	0	145 831
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	4 098 961	167 526	1 468	68 008	1 845 966	15 745	6 197 674
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	348 122	242 507	1 037 386	4 573 945	8 096 449	174 184	14 472 593
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	(65 248)	(65 248)
ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	4 500 344	411 131	1 135 636	4 851 329	10 405 030	830 779	22 134 249
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	0	0	0	0	18 520	18 520
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0	0	22 554	22 554
Dettes représentées par un titre	9 617	42	12 087	116 743	29 145	0	167 634
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	130 822	254 326	3 111 197	1 029 412	885 591	46 603	5 457 951
Dettes envers la clientèle	12 908 081	184 790	612 567	1 174 829	26 353	0	14 906 620
PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	13 048 520	439 158	3 735 851	2 320 984	941 089	87 677	20 573 279
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	199 734	41 799	285 720	670 680	464 406	1 710	1 664 049
TOTAL ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	199 734	41 799	285 720	670 680	464 406	1 710	1 664 049
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	5 345	5 126	64 537	114 411	205 914	12 235	407 568
TOTAL ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	5 345	5 126	64 537	114 411	205 914	12 235	407 568

312.8. Note 8. Avantages du personnel

Principes comptables

Les avantages du personnel sont classés en quatre catégories :

- Les **avantages à court terme**, tels que les salaires, congés annuels, primes, la participation et l'intéressement dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice, sont comptabilisés en charges.
- Les **avantages postérieurs à l'emploi** bénéficiant au personnel retraité pour lesquels il convient de distinguer : les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes à cotisations définies tels que les régimes nationaux français sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe BPCE se limite uniquement au versement d'une cotisation et ne comportent aucune obligation de l'employeur sur un niveau de prestation. Les cotisations versées au titre de ces régimes sont comptabilisées en charges de l'exercice.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Groupe BPCE s'est engagé sur un montant ou un niveau de prestations.

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une provision déterminée à partir d'une évaluation actuarielle de l'engagement prenant en compte des hypothèses démographiques et financières. Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision est diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Le coût des régimes à prestations définies comptabilisé en charge de la période comprend : le coût des services rendus (représentatif des droits acquis par les bénéficiaires au cours de la période), le coût des services passés (écart de réévaluation de la dette actuarielle suite à une modification ou réduction de régime), le coût financier net (effet de désactualisation de l'engagement net des produits d'intérêts générés par les actifs de couverture) et l'effet des liquidations de régime.

Les écarts de réévaluation de la dette actuarielle liés aux changements d'hypothèses démographiques et financières et aux effets d'expérience sont enregistrés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables en résultat net.

- Les **autres avantages à long terme** comprennent les avantages versés à des salariés en activité et réglés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ils comprennent notamment les primes pour médaille du travail.

Ils sont évalués selon une méthode actuarielle identique à celle utilisée pour les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. Leur mode de comptabilisation diffère sur les écarts de réévaluation de la dette actuarielle qui sont comptabilisés en charges.

- Les **indemnités de cessation d'emploi** sont accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'une cessation d'emploi en échange d'une indemnité. Elles font l'objet d'une provision. Celles dont le règlement n'est pas attendu dans les douze mois de la clôture donnent lieu à actualisation.

3128.1 Charges de personnel

Les charges de personnel comprennent l'ensemble des charges liées au personnel et les charges sociales et fiscales afférentes.

L'information relative aux effectifs ventilés par catégorie est présentée dans le Chapitre 2 "Déclarations de performance extra-financière".

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2022	Exercice 2021
Salaires et traitements	(71 303)	(71 859)
Charges des régimes à cotisations définies	(13 658)	(14 282)
Charges des régimes à prestations définies	850	653
Autres charges sociales et fiscales	(30 909)	(33 708)
Intéressement et participation	(7 537)	(7 129)
Total des charges de personnel	(122 557)	(126 325)

3128.2 Engagements sociaux

Le Groupe BPCE accorde à ses salariés différents types d'avantages sociaux.

Le régime fermé de retraite (dit de maintien de droits) des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) est désormais intégré à la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGP). Les droits ont été cristallisés à la date de fermeture du régime soit le 31 décembre 1999. Les orientations stratégiques de la gestion des fonds du régime de maintien de droits des Caisses d'Epargne sont arrêtées par le Conseil d'administration de la CGP sur la base d'études actif/passif présentées préalablement à un Comité Paritaire de Gestion. Le Comité de Suivi des Passifs Sociaux du Groupe BPCE est également destinataire de ces études pour information.

La part de l'obligataire dans l'actif du régime est déterminante : en effet, la maîtrise du risque de taux pousse la CGP à répliquer à l'actif les flux prévus au passif à travers une démarche d'adossement. Les contraintes de passif poussent à détenir des actifs longs pour avoir une durée aussi proche que possible de celle du passif. Le souhait de revalorisation annuelle des rentes, bien que restant à la main du Conseil d'administration de la CGP pousse à détenir une part élevée d'obligations indexées inflation.

Les régimes CGP sont présentés parmi les "Compléments de retraite et autres régimes".

Les autres avantages sociaux incluent également :

- retraites et assimilés : indemnités de fin de carrière et avantages accordés aux retraités ;
- autres : bonification pour médailles d'honneur du travail et autres avantages à long terme.

31282.1 Analyse des actifs et passifs sociaux inscrits au bilan

<i>en milliers d'euros</i>	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme	31/12/2022	31/12/2021
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail			
Dette actuarielle	204 073	1 162	205 235	6 900	1 481		213 616	310 039
Juste valeur des actifs du régime	(281 790)	0	(281 790)	(6 986)	0		(288 776)	(363 936)
Effet du plafonnement d'actifs	77 717	0	77 717	0	0		77 717	59 940
SOLDE NET AU BILAN	0	1 162	1 162	(86)	1 481		2 557	6 043
Engagements sociaux passifs	0	1 162	1 162	252	1 481		2 895	6 043
Engagements sociaux actifs ⁽¹⁾	0	0	0	338	0		338	0

⁽¹⁾ Présenté à l'actif du bilan dans le poste "Comptes de régularisation et actifs divers".

La dette actuarielle est représentative de l'engagement accordé par le Groupe aux bénéficiaires. Elle est évaluée par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédits projetés en prenant en compte des hypothèses démographiques et financières revues périodiquement et à minima une fois par an.

Lorsque ces régimes sont financés par des actifs de couverture répondant à la définition d'actifs du régime, le montant de la provision correspond à la dette actuarielle diminuée de la juste valeur de ces actifs.

Les actifs de couverture ne répondant pas à la définition d'actifs du régime sont comptabilisés à l'actif.

31282.2 Variation des montants comptabilisés au bilan

Variation de la dette actuarielle

en milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies					Autres avantages à long terme	Exercice 2022	Exercice 2021
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail			
DETTE ACTUARIELLE EN DÉBUT DE PÉRIODE	297 046	1 794	298 840	9 422	1 777		310 039	333 399
Coût des services rendus	0	41	41	676	124		841	787
Coût des services passés	0	0	0	54	0		54	0
Coût financier	3 133	19	3 152	76	12		3 240	1 973
Prestations versées	(7 810)	(44)	(7 854)	(550)	(143)		(8 547)	(7 938)
Autres éléments enregistrés en résultat	0	165	165		(571)		(406)	(104)
Ecart de réévaluation - Hypothèses démographiques	0	(11)	(11)	(161)	0		(172)	3 501
Ecart de réévaluation - Hypothèses financières	(85 211)	(708)	(85 919)	(2 237)	0		(88 156)	(17 393)
Ecart de réévaluation - Effets d'expérience	(3 085)	(94)	(3 179)	(466)	0		(3 645)	(3 901)
Autres	0	0	0	86	282		368	(285)
DETTE ACTUARIELLE EN FIN DE PÉRIODE	204 073	1 162	205 235	6 900	1 481		213 616	310 039

Variation des actifs de couverture

en milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies			Exercice 2022	Exercice 2021
	Compléments de retraite CGP	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière		
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN DÉBUT DE PÉRIODE	356 986	356 986	6 950	363 936	367 856
Produit financier	3 774	3 774	37	3 811	2 206
Prestations versées	(7 810)	(7 810)	0	(7 810)	(7 236)
Ecart de réévaluation - Rendement des actifs du régime	(71 160)	(71 160)	0	(71 160)	1 110
Autres	0	0	(1)	(1)	0
JUSTE VALEUR DES ACTIFS EN FIN DE PÉRIODE	281 790	281 790	6 986	288 776	363 936

Les prestations versées en trésorerie aux bénéficiaires faisant valoir leurs droits viennent éteindre à due concurrence le montant provisionné à cet effet. Elles ont été prélevées à hauteur de 7 810 milliers d'euros sur les actifs de couverture des régimes.

Le produit financier sur les actifs de couverture est calculé en appliquant le même taux que celui utilisé pour actualiser les engagements. L'écart entre le rendement réel à la clôture et le produit financier ainsi déterminé constitue un écart de réévaluation enregistré pour les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres non recyclables.

Charge des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme

Les différentes composantes de la charge constatée au titre des régimes à prestations définies et autres avantages à long terme sont comptabilisés dans le poste "Charges de personnel".

en milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies	Autres avantages à long terme Médailles du travail	Autres avantages à long terme	Exercice 2022	Exercice 2021
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière					
Coût des services	41	730	771	124	124	895	787
Coût financier net	(622)	39	(583)	12	12	(571)	(233)
Autres (dont plafonnement par résultat)	806		806	(571)	(571)	235	156
CHARGE DE L'EXERCICE	225	769	994	(435)	(435)	559	710
Prestations versées	(44)	(550)	(594)	(143)	(143)	(737)	(702)
VARIATION DE PROVISIONS SUITE A DES VERSEMENTS	(44)	(550)	(594)	(143)	(143)	(737)	(702)
TOTAL	181	219	400	(578)	(578)	(178)	8

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des régimes à prestations définies

en milliers d'euros	Compléments de retraite et autres régimes -CGPCE	Compléments de retraite et autres régimes AUTRES	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Exercice 2022	Exercice 2021
ECARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN DÉBUT DE PÉRIODE	182	203	385	(889)	(504)	1 326
Ecart de réévaluation générés sur l'exercice	(17 136)	(813)	(17 949)	(2 864)	(20 813)	(18 902)
Ajustements de plafonnement des actifs	17 136	0	17 136	0	17 136	17 072
ECARTS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS EN FIN DE PÉRIODE	182	(610)	(428)	(3 734)	(4 162)	(504)

Principales hypothèses actuarielles

	31/12/2022	31/12/2021
	CGP-CE	CGP-CE
Taux d'actualisation	3,16%	1,07%
Taux d'inflation	2,40%	1,70%
Table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
Duration	15 ans	17 ans

Sensibilité de la dette actuarielle aux variations des principales hypothèses

Au 31 décembre 2022, une variation de 0,5 % du taux d'actualisation et du taux d'inflation aurait les impacts suivants sur la dette actuarielle :

	31/12/2022	31/12/2021
	CGP-CE	CGP-CE
En % et milliers d'euros	% montant	% montant
variation de + 0,5% du taux d'actualisation	-6,87% (14 020)	-7,94% (23 586)
variation de -0,5% du taux d'actualisation	7,70% 15 714	9,01% 26 764
variation de + 0,5% du taux d'inflation	5,99% 12 224	7,61% 22 613
variation de -0,5% du taux d'inflation	-5,51% (11 244)	-6,89% (20 461)

Échéancier des paiements – flux (non actualisés) de prestations versés aux bénéficiaires

	31/12/2022	31/12/2021
en milliers d'euros	CGP-CE	CGP-CE
N+1 à N+5	43 590	42 476
N+6 à N+10	46 471	46 010
N+11 à N+15	44 935	45 444
N+16 à N+20	40 141	41 166
> N+20	95 380	102 649

Ventilation de la juste valeur des actifs des régimes CAR-BP (y compris droits à remboursement) et CGP-CE

	31/12/2022	31/12/2021
	CGP-CE	CGP-CE
en % et milliers d'euros	Poids par catégories Juste valeur des actifs	Poids par catégories Juste valeur des actifs
Trésorerie	3,20% 9 017	1,80% 6 426
Actions	13,10% 36 914	12,00% 42 838
Obligations	81,30% 229 095	84,30% 300 939
Immobilier	2,40% 6 763	1,90% 6 783
Total	100,00% 281 790	100,00% 356 986

312.9. Note 9. Juste valeur des actifs et passifs financiers**L'essentiel**

La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 "Evaluation de la juste valeur" et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe BPCE pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

Détermination de la juste valeur

▪ **Principes généraux**

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment) et du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 3121.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

▪ **Juste valeur en date de comptabilisation initiale**

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe "Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit)".

▪ **Hiérarchie de la juste valeur**

> Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif ("juste valeur de niveau 1") constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;
- une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;

- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

> Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés ("Juste valeur de niveau 2").

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
 - > les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
 - > les volatilités implicites,
 - > les "spreads" de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)

▪ Instruments dérivés de niveau 2

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- > les swaps de taux standards ou CMS ;
- > les accords de taux futurs (FRA) ;
- > les swaptions standards ;
- > les caps et floors standards ;
- > les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- > les swaps et options de change sur devises liquides ;
- > les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

▪ Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Au plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- > le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- > le paramètre est alimenté périodiquement ;
- > le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- > les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- > les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats) ;
- > les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes ;
- > les dettes émises valorisées à la juste valeur sur option (uniquement à compléter si concerné, et dans ce cas, donner des éléments sur la valorisation de la composante risque émetteur, et préciser, en cas de modification du mode de calcul de la composante risque émetteur, les raisons de cette modification et ses impacts).

> **Juste valeur de niveau 3**

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes ("juste valeur de niveau 3") utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de "participations" : BPCE ;
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 31255.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit)

Au 31 décembre 2022, le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'a aucun "Day one profit" à étaler.

▪ **Cas particuliers**

> **Juste valeur des titres BPCE**

La valeur des titres de l'organe central, classées en titres de participation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Les filiales de BPCE sont principalement valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (Dividend Discount Model). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.

Au 31 décembre 2022, la juste valeur des titres BPCE s'élève à 379 553 milliers d'euros.

> **Juste valeur des instruments financiers comptabilisés au coût amorti (titres)**

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;
- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

> **Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle**

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

> **Juste valeur des crédits interbancaires**

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Ces flux sont actualisés sur une courbe qui tient compte du risque associé à la contrepartie, qui est observable sur le marché directement ou qui est reconstitué à partir d'autres données observables (par exemple les titres émis et cotés par cette contrepartie). Les options de remboursement anticipé sont modélisées par des swaptions fictives qui permettraient à leur détenteur de sortir de l'instrument.

> **Juste valeur des dettes interbancaires**

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondra à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture rehaussé du spread de crédit du groupe BPCE.

3129.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers

31291.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

en milliers d'euros	Exercice 2022			TOTAL
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	
ACTIFS FINANCIERS				
Instruments dérivés	0	3 245	13 594	16 839
Dérivés de taux	0	3 245	13 594	16 839
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	3 245	13 594	16 839
Instruments de dettes	12	1 881	137 070	138 963
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	51 796	51 796
Titres de dettes	12	1 881	85 274	87 167
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	12	1 881	137 070	138 963
Instruments de dettes	520 984	19 850	0	540 834
Titres de dettes	520 984	19 850	0	540 834
Instruments de capitaux propres	0	16 854	542 901	559 755
Actions et autres titres de capitaux propres	0	16 854	542 901	559 755
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	520 984	36 704	542 901	1 100 589
Dérivés de taux	0	76 967	0	76 967
Instruments dérivés de couverture	0	76 967	0	76 967
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	520 996	118 797	693 565	1 333 358
en milliers d'euros	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
PASSIFS FINANCIERS				
Dettes représentées par un titre	0	81	0	81
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	0	81	0	81
Instruments dérivés	0	9 092	9 347	18 439
Dérivés de taux	0	9 092	9 347	18 439
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	9 092	9 347	18 439
Dérivés de taux	0	22 554	0	22 554
Instruments dérivés de couverture	0	22 554	0	22 554
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	0	31 727	9 347	41 074

⁽¹⁾ Hors couverture économique

en milliers d'euros

Exercice 2021				
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
ACTIFS FINANCIERS				
Instruments dérivés	0	5	2 075	2 080
Dérivés de taux	0	5	2 075	2 080
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	5	2 075	2 080
Instruments de dettes	0	14	140 926	140 940
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	59 440	59 440
Titres de dettes	0	14	81 486	81 500
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	0	14	140 926	140 940
Instruments de dettes	590 220	29 303	807	620 330
Titres de dettes	590 220	29 303	807	620 330
Instruments de capitaux propres	0	14 882	583 005	597 887
Actions et autres titres de capitaux propres	0	14 882	583 005	597 887
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	590 220	44 185	583 812	1 218 217
Dérivés de taux	0	7 306	0	7 306
Instruments dérivés de couverture	0	7 306	0	7 306

en milliers d'euros

	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	
PASSIFS FINANCIERS				
Instruments dérivés	0	2 730	3 947	6 677
Dérivés de taux	0	2 730	3 947	6 677
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0	2 730	3 947	6 677
Dérivés de taux	0	89 733	0	89 733
Instruments dérivés de couverture	0	89 733	0	89 733

Au 31 décembre 2022										
en milliers d'euros	01/01/2022	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2022
		Au compte de résultat			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres						
ACTIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	2 075	10 010	0	0	1 857	(5)	0	(343)	0	13 594
Dérivés de taux	2 075	10 010	0	0	1 857	(5)	0	(343)	0	13 594
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	2 075	10 010	0	0	1 857	(5)	0	(343)	0	13 594
Instruments de dettes	140 926	5 087	(3)	0	5 051	(11 998)	(1 994)	0	1	137 070
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	59 440	(2 666)	(3)	0	0	(4 976)	0	0	1	51 796
Titres de dettes	81 486	7 753	0	0	5 051	(7 022)	(1 994)	0	0	85 274
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	140 926	5 087	(3)	0	5 051	(11 998)	(1 994)	0	1	137 070
Instruments de dettes	807	3	0	0	0	(810)	0	0	0	0
Titres de dettes	807	3	0	0	0	(810)	0	0	0	0
Instruments de capitaux propres	583 005	23 665	0	(87 078)	43 758	(22 423)	1 975	0	(1)	542 901
Actions et autres titres de capitaux propres	583 005	23 665	0	(87 078)	43 758	(22 423)	1 975	0	(1)	542 901
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	583 812	23 668	0	(87 078)	43 758	(23 233)	1 975	0	(1)	542 901
en milliers d'euros	01/01/2022	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2022
		Au compte de résultat			Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture	en capitaux propres						
PASSIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	3 947	5 394	0	0	1 299	0	0	(1 294)	1	9 347
Dérivés de taux	3 947	5 394	0	0	1 299	0	0	(1 294)	1	9 347
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	3 947	5 394	0	0	1 299	0	0	(1 294)	1	9 347

Au 31 décembre 2022, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement les titres de participation à la juste valeur par capitaux propres.

Au cours de l'exercice, 18 274 milliers d'euros de gains nets ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont la totalité au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2022.

Ces gains et pertes impactent pour la totalité le produit net bancaire.

Au cours de l'exercice, 87 078 milliers d'euros de pertes ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont la totalité au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2021

Au 31 décembre 2021									
en milliers d'euros	01/01/2021	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		31/12/2021
		Au compte de résultat		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau	
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture						
ACTIFS FINANCIERS									
Instruments dérivés	602	1 037	0	0	1 331	(2)	(893)	0	2 075
Dérivés de taux	602	1 037	0	0	1 331	(2)	(893)	0	2 075
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	602	1 037	0	0	1 331	(2)	(893)	0	2 075
Instruments de dettes	133 679	3 529	(48)	0	11 020	(7 254)	0	0	140 926
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	66 051	(883)	(2)	0	0	(5 726)	0	0	59 440
Titres de dettes	67 628	4 412	(46)	0	11 020	(1 528)	0	0	81 486
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	133 679	3 529	(48)	0	11 020	(7 254)	0	0	140 926
Instruments de dettes	2 222	15	0	0	0	(1 430)	0	0	807
Prêts sur les établissements de crédit et clientèle	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dettes	2 222	15	0	0	0	(1 430)	0	0	807
Instruments de capitaux propres	410 202	19 453	0	88 746	83 624	(19 020)	0	0	583 005
Actions et autres titres de capitaux propres	410 202	19 453	0	88 746	83 624	(19 020)	0	0	583 005
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	412 424	19 468	0	88 746	83 624	(20 450)	0	0	583 812

en milliers d'euros	01/01/2021	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		31/12/2021
		Au compte de résultat		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau	
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture						
PASSIFS FINANCIERS									
Instruments dérivés	2 754	943	0	0	821	0	(893)	322	3 947
Dérivés de taux	2 754	943	0	0	821	0	(893)	322	3 947
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	2 754	943	0	0	821	0	(893)	322	3 947

Au 31 décembre 2021, les instruments financiers évalués selon une technique utilisant des données non observables comprennent plus particulièrement les titres de participation à la juste valeur par capitaux propres.

Au cours de l'exercice, 18 525 milliers d'euros de gains ont été comptabilisés au compte de résultat au titre des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 dont la totalité au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2021.

Ces gains et pertes impactent pour la totalité le produit net bancaire.

Au cours de l'exercice, 88 746 milliers d'euros de gains ont été comptabilisés directement en capitaux propres au titre d'actifs financiers classés en niveau 3 dont la totalité au titre d'opérations non dénouées au 31 décembre 2021.

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

en milliers d'euros	Exercice 2022					
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1
ACTIFS FINANCIERS						
Instruments dérivés		0	0	0	0	343
Dérivés de taux		0	0	0	0	343
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0	0	0	0	343
Instruments de dettes		0	0	15	0	0
Titres de dettes		0	0	15	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard		0	0	15	0	0
Instruments de dettes		0	0	7 845	0	0
Titres de dettes		0	0	7 845	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		0	0	7 845	0	0

en milliers d'euros	Exercice 2022					
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1
PASSIFS FINANCIERS						
Instruments dérivés		0	0	0	0	1 294
Dérivés de taux		0	0	0	0	1 294
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0	0	0	0	1 294

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

en milliers d'euros	Exercice 2021					
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1
ACTIFS FINANCIERS						
Instruments de dettes		0	0	532	0	0
Titres de dettes		0	0	532	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		0	0	532	0	0

en milliers d'euros	Exercice 2021					
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1
PASSIFS FINANCIERS						
Instruments dérivés		0	0	0	322	0
Dérivés de taux		0	0	0	322	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0	0	0	322	0

Le principal instrument évalué à la juste valeur de niveau 3 au bilan de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est sa participation dans l'organe central BPCE.

Cette participation est classée en "juste valeur par capitaux propres non recyclables".

Les modalités d'évaluation de la juste valeur du titre BPCE SA sont décrites dans la note 9 relative à la détermination de la juste valeur. La méthode de valorisation utilisée est la méthode de l'actif net réévalué, qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.

Ce modèle de valorisation repose sur des paramètres internes. Le taux d'actualisation figure parmi les paramètres les plus significatifs. En revanche, le taux de croissance à l'infini n'a pas d'impact significatif sur la juste valeur au 31 décembre 2022.

Une baisse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une hausse de la juste valeur du titre BPCE de 12 667 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait positivement les "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres".

Une hausse du taux d'actualisation de 0,25 % conduirait à une baisse de la juste valeur du titre BPCE de 11 925 milliers d'euros, toutes choses restant égales par ailleurs. Ce montant affecterait négativement les "Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres".

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'a pas d'instrument significatif évalué à la juste valeur de niveau 3 en annexe.

3129.2 Juste valeur des actifs et passifs financiers au coût amorti

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 31210.1.

en milliers d'euros	31/12/2022				01/01/2022			
	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	20 039 084	126 242	4 582 715	15 330 127	18 602 176	253 130	3 700 118	14 648 928
Prêts et créances sur les établissements de crédit	6 196 023	0	2 861 113	3 334 910	5 032 672	0	2 002 509	3 030 163
Prêts et créances sur la clientèle	13 709 096	0	1 713 879	11 995 217	13 316 374	0	1 697 609	11 618 765
Titres de dettes	133 965	126 242	7 723	0	253 130	253 130	0	0
PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	20 467 666	0	10 027 095	10 440 571	18 188 432	0	7 911 190	10 277 242
Dettes envers les établissements de crédit	5 358 945	0	4 602 145	756 800	3 634 810	0	2 729 213	905 597
Dettes envers la clientèle	14 941 621	0	5 257 850	9 683 771	14 405 783	0	5 034 138	9 371 645
Dettes représentées par un titre	167 100	0	167 100	0	147 839	0	147 839	0

312.10. Note 10. Impôts

31210.1 Impôts sur le résultat

Principes comptables

Les impôts sur le résultat incluent tous les impôts nationaux et étrangers dus sur la base des bénéfices imposables. Les impôts sur le résultat incluent aussi les impôts, tels que les retenues à la source, qui sont payables par une filiale, une entreprise associée ou un partenariat sur ses distributions de dividendes à l'entité présentant les états financiers. La CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) n'est pas retenue comme un impôt sur le résultat.

Les impôts sur le résultat regroupent :

- - d'une part, les impôts courants, qui sont le montant de l'impôt exigible (récupérable) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période. Ils sont calculés sur la base des résultats fiscaux d'une période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur établis par les administrations fiscales et sur la base desquels l'impôt doit être payé (recouvré).
- - d'autre part, les impôts différés (voir note 31210.2).

Lorsqu'il est probable qu'une position fiscale du groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

La norme IAS 12 "Impôts sur le résultat" ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 "Incertitudes relative aux traitements fiscaux" adoptée par la Commission européenne le 23 octobre 2018 et applicable de manière obligatoire au 1er janvier 2019, est venue préciser clarifier le traitement à retenir.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt exigible et différé lorsqu'une incertitude existe concernant le traitement fiscal appliqué. S'il y a un doute sur l'acceptation du traitement fiscal par l'administration fiscale en vertu de la législation fiscale, alors ce traitement fiscal est un traitement fiscal incertain. Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude. Pour déterminer ce montant, deux approches peuvent être retenues : la méthode du montant le plus probable ou bien la méthode de la valeur attendue (c'est à dire la moyenne pondérée des différents scénarios possibles). IFRIC 23 demande, par ailleurs, qu'un suivi de l'évaluation des incertitudes fiscales soit réalisé.

Le groupe reflète dans ses états financiers les incertitudes relatives aux traitements fiscaux retenus portant sur les impôts sur le résultat dès lors qu'il estime probable que l'administration fiscale ne les acceptera pas. Pour apprécier si une position fiscale est incertaine et en évaluer son effet sur le montant de ses impôts, le groupe suppose que l'administration fiscale contrôlera tous les montants déclarés en ayant l'entière connaissance de toutes les informations disponibles. Il base son jugement notamment sur la doctrine administrative, la jurisprudence ainsi que sur l'existence de rectifications opérées par l'administration portant sur des incertitudes fiscales similaires. Le groupe revoit l'estimation du montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès de l'administration fiscale au titre des incertitudes fiscales, en cas de survenance de changements dans les faits et circonstances qui y sont associés, ceux-ci pouvant résulter (sans toutefois s'y limiter), de l'évolution des législations fiscales, de l'atteinte d'un délai de prescription, de l'issue des contrôles et actions menés par les autorités fiscales.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan "Actifs d'impôts différés", "Actifs d'impôts courants", "Passifs d'impôts différés" et "Passifs d'impôts courants".

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Impôts courants	1	(21 383)
Impôts différés	(12 636)	5 556
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	(12 635)	(15 827)

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

	Exercice 2022		Exercice 2021	
	en milliers d'euros	taux d'impôt	en milliers d'euros	taux d'impôt
Résultat net (part du groupe)	50 956	25,83%	54 704	28,41%
Impôts	12 635		15 827	
RÉSULTAT COMPTABLE AVANT IMPÔTS ET VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION	63 591		70 531	
Effet des différences permanentes ⁽¹⁾	(9 450)		(10 151)	
Résultat fiscal consolidé (A)	54 141		60 380	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		25,83%		28,41%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	13 985		17 154	
Impôts à taux réduit et activités exonérées	(333)			
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	(1 350)		(1 772)	
Effet des changements de taux d'imposition			445	
CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔTS COMPTABILISÉE	12 635		15 827	
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAPPORTÉE AU RÉSULTAT TAXABLE)		23,34%		26,21%

Les différences permanentes sont depuis le 31 décembre 2020, présentées en base et retraitées du résultat fiscal consolidé. Ainsi, leur effet est désormais exclu de l'écart entre le taux d'impôt effectif et le taux d'impôt théorique

31210.2 Impôts différés

Principes comptables

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra exigible ou récupérable.

Les impositions différées sont compensées entre elles au niveau de chaque entité fiscale. L'entité fiscale correspond soit à l'entité elle-même, soit au groupe d'intégration fiscale s'il existe. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée puisse les récupérer sur un horizon déterminé.

Les impôts différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux afférant :

- aux écarts de revalorisation sur les avantages postérieurs à l'emploi ;
- aux gains et pertes latents sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- aux variations de juste valeur des dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie ;

pour lesquels les impôts différés correspondants sont enregistrés en gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres.

Les dettes et créances d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés déterminés sur les différences temporelles reposent sur les sources de comptabilisation détaillées dans le tableau suivant (les actifs d'impôts différés sont signés en positif, les passifs d'impôts différés figurent en négatif) :

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022	31/12/2021 *
Impôts différés issus des décalages temporaires comptables-fiscaux	38 030	29 777
Provisions pour passifs sociaux	1 365	1 262
Provisions pour activité d'épargne-logement	5 460	5 103
Provisions sur base de portefeuilles	16 273	10 497
Autres provisions non déductibles	789	1 520
Autres sources de différences temporaires	14 143	11 395
Impôts différés sur réserves latentes	(2 318)	(4 030)
Actifs financiers à la juste valeur par OCI NR ⁽¹⁾	(1 096)	(1 545)
Actifs financiers à la juste valeur par OCI R ⁽¹⁾	(96)	(2 436)
Couverture de flux de trésorerie	(46)	81
Ecarts actuariels sur engagements sociaux	(1 080)	(130)
Impôts différés sur résultat	6 473	7 997
IMPOTS DIFFERES NETS	42 185	33 744
Comptabilisés à l'actif du bilan	42 185	33 744

⁽¹⁾ Les impôts différés associés à ces instruments sont présentés nets des impôts différés correspondant à l'annulation des provisions pour dépréciation en normes françaises.

* Changement de présentation par rapport aux états financiers publiés en 2021.

Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés en date d'arrêté que s'il est probable que l'entité fiscale concernée a une perspective de récupération des économies d'impôt sur un horizon déterminé. Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre, applique les principes suivants :

- Les business plans fiscaux sont basés sur le plan stratégique (4 ans) avec une projection à horizon plus lointaine,
- Par prudence, l'horizon maximal retenu pour l'activation d'un actif net d'impôt différé est de 10 ans.

Ces économies seront réalisées par l'imputation des décalages fiscaux et pertes reportables sur les bénéfices imposables futurs estimés à l'intérieur de cet horizon.

312.11. Note 11. Autres informations

31211.1 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8 – secteurs opérationnels, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par le Directoire pour le pilotage du Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre, l'évaluation régulière de ses performances et l'affectation des ressources aux secteurs identifiés.

De ce fait, les activités du Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre s'inscrivent pleinement dans le secteur Banque de proximité du Groupe BPCE.

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre exerçant l'essentiel de ses activités dans un seul secteur opérationnel, la production de tableaux détaillés n'est pas nécessaire.

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre exerce la totalité de ses activités en France.

31211.2 Informations sur les opérations de location

312112.1 Opération de location en tant que bailleur

Principes comptables

Les contrats de location sont analysés selon leur substance et leur réalité financière et relèvent selon le cas d'opérations de location simple ou d'opérations de location-financement.

▪ Contrats de location-financement

Un contrat de location-financement se définit comme un contrat de location qui a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien sous-jacent.

La norme IFRS 16 relative aux contrats de location présente notamment cinq exemples de situations qui permettent, individuellement ou collectivement, de distinguer un contrat de location-financement d'un contrat de location simple :

- le contrat de location transfère la propriété du bien sous-jacent au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
 - le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter le bien sous-jacent à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option devient exerçable pour que, dès le commencement du contrat de location, le preneur ait la certitude raisonnable d'exercer l'option ;
 - la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique du bien sous-jacent même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
 - au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements locatifs s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur du bien sous-jacent ; et
 - les biens loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut l'utiliser sans leur apporter de modifications majeures.
- La norme IFRS 16 donne également trois indicateurs de situations qui, individuellement ou collectivement, peuvent conduire à un classement en location-financement :
- si le preneur peut résilier le contrat de location, les pertes subies par le bailleur, relatives à la résiliation, sont à la charge du preneur ;
 - les profits ou les pertes résultant de la variation de la juste valeur de la valeur résiduelle sont à la charge du preneur ;
 - le preneur a la faculté de prolonger la location moyennant un loyer sensiblement inférieur au prix de marché.

À la date de début du contrat, les biens objets d'un contrat de location-financement sont comptabilisés au bilan du bailleur sous forme d'une créance d'un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location. L'investissement net correspond à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de loyer à recevoir, du locataire, augmentés de toute valeur résiduelle non garantie du bien sous-jacent revenant au bailleur. Les loyers retenus pour l'évaluation de l'investissement net comprennent plus spécifiquement les paiements fixes déduction faite des avantages incitatifs à la location à payer et les paiements de loyers variables qui sont fonction d'un indice ou d'un taux.

Conformément à la norme IFRS 16, les valeurs résiduelles non garanties font l'objet d'une révision régulière. Une diminution de la valeur résiduelle estimée non garantie entraîne une modification du profil d'imputation des revenus sur toute la durée du contrat. Dans ce cas un nouveau plan d'amortissement est établi et une charge est enregistrée afin de corriger le montant des produits financiers déjà constatés.

Les dépréciations éventuelles au titre du risque de contrepartie des créances relatives aux opérations de location-financement sont déterminées conformément à IFRS 9 et selon la même méthode que pour les actifs financiers au coût amorti (note 4.1). Leur incidence sur le compte de résultat figure en Coût du risque de crédit.

Les revenus des contrats de location-financement sont retenus comme des produits financiers comptabilisés au compte de résultat au poste "Intérêts et produits assimilés". Ces produits financiers sont reconnus sur la base du taux d'intérêt implicite (TII) qui traduit un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net du bailleur. Le TII est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- l'investissement net ;

- et la valeur d'entrée du bien (juste valeur à l'initiation augmentée des coûts directs initiaux constitués des coûts encourus spécifiquement par le bailleur pour la mise en place d'un contrat de location).

▪ Contrats de location simple

Un contrat qui n'est pas qualifié de contrat de location-financement est un contrat de location simple.

Les actifs donnés en location simple sont présentés parmi les immobilisations corporelles et incorporelles lorsqu'il s'agit de biens mobiliers et parmi les immeubles de placement lorsqu'il s'agit d'immeubles. Les loyers issus des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du bail au poste "Produits et charges des autres activités".

Produits des contrats de location – bailleur

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Produits de location	33	41
Produits de location simple	33	41

Echéancier des créances de location-financement

en milliers d'euros	31/12/2022							31/12/2021						
	Durée résiduelle							Durée résiduelle						
	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 an < 2 ans	2 ans < 3 ans	3 ans < 4 ans	4 ans < 5 ans	> 5 ans	Total
Contrats de location simple														
Paielements de loyers	54	54	54	54	54	216	486	30	30	30	30	30	120	270

312112.2 Opérations de location en tant que preneur

Principes comptables

IFRS 16 s'applique aux contrats qui, quelle que soit leur dénomination juridique, répondent à la définition d'un contrat de location telle qu'établie par la norme. Celle-ci implique d'une part, l'identification d'un actif et d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif déterminé. Le contrôle est établi lorsque le preneur détient tout au long de la durée d'utilisation les deux droits suivants :

- le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien,
- le droit de décider de l'utilisation du bien.

L'existence d'un actif identifié est notamment conditionnée par l'absence, pour le bailleur, de droits substantiels de substitution du bien loué, cette condition étant appréciée au regard des faits et circonstances existant au commencement du contrat. La faculté pour le bailleur de substituer librement le bien loué confère au contrat un caractère non-locatif, son objet étant alors la mise à disposition d'une capacité et non d'un actif.

L'actif peut être constitué d'une portion d'un actif plus large, tel qu'un étage au sein d'un immeuble. Au contraire, une partie d'un bien qui n'est pas physiquement distinct au sein d'un ensemble sans localisation prédéfinie, ne constitue pas un actif identifié.

La norme IFRS 16 impose au locataire, à l'exception de certaines exemptions prévues par la norme, la comptabilisation au bilan des contrats de location sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif loué présenté, à l'actif parmi les immobilisations, et d'un passif locatif présenté parmi les passifs divers.

En date de comptabilisation initiale, aucun impôt différé n'est constaté dans la mesure où la valeur de l'actif est égale à celle du passif. Les différences temporelles nettes ultérieures résultant des variations des montants comptabilisés au titre du droit d'utilisation et du passif locatif entraînent la constatation d'un impôt différé.

Le passif locatif est évalué en date de prise d'effet du contrat de location à la valeur actualisée des paiements dus au bailleur sur la durée du contrat de location et qui n'ont pas encore été versés.

Ces paiements incluent les loyers fixes ou fixes en substance, les loyers variables basés sur un indice ou un taux retenus sur la base du dernier indice ou taux en vigueur, les éventuelles garanties de valeur résiduelle ainsi que le cas échéant toute somme à régler au bailleur au titre des options dont l'exercice est raisonnablement certain.

Sont exclus des paiements locatifs pris en compte pour déterminer le passif locatif, les paiements variables non basés sur un indice ou un taux, les taxes telle que la TVA, que celle-ci soit récupérable ou non, et la taxe d'habitation.

Le droit d'utilisation est comptabilisé à l'actif en date de prise d'effet du contrat de location pour une valeur égale au montant du passif locatif à cette date, ajusté des paiements versés au bailleur avant ou à cette date et ainsi non pris en compte dans l'évaluation du passif locatif, sous déduction des avantages incitatifs reçus. Le cas échéant ce montant est ajusté des coûts directs initiaux engagés par le preneur et d'une estimation des coûts de démantèlement et de remise en état dans la mesure où les termes et les conditions du contrat de location l'exigent, que la sortie de ressource soit probable et puisse être déterminée de manière suffisamment fiable.

Le droit d'utilisation sera amorti linéairement et le passif locatif actuariellement sur la durée du contrat de location en retenant comme taux d'actualisation le taux d'emprunt marginal des preneurs à mi-vie du contrat.

Le montant du passif locatif est ultérieurement réajusté pour tenir compte des variations d'indices ou de taux sur lesquels sont indexés les loyers. Cet ajustement ayant pour contrepartie le droit d'utilisation, n'a pas d'effet sur le compte de résultat.

Pour les entités faisant partie du mécanisme de solidarité financière qui centralisent leurs refinancements auprès de la Trésorerie Groupe, ce taux est déterminé au niveau du groupe et ajusté, le cas échéant, dans la devise applicable au preneur.

La durée de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien sous-jacent à laquelle s'ajoutent, le cas échéant, les périodes couvertes par des options de prolongation dont le preneur juge son exercice raisonnablement certain et les périodes couvertes par des options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

Pour les baux commerciaux français dits "3/6/9", la durée retenue est en général de 9 ans. L'appréciation du caractère raisonnablement certain de l'exercice ou non des options portant sur la durée du contrat est réalisée en tenant compte de la stratégie de gestion immobilière des établissements du groupe.

A l'issue du bail, le contrat n'est plus exécutoire, preneur et bailleur ayant chacun le droit de le résilier sans la permission de l'autre partie et en ne s'exposant qu'à une pénalité négligeable.

La durée des contrats non renouvelés ni résiliés à ce terme, dits "en tacite prolongation" est déterminée sur la base d'un jugement d'expert quant aux perspectives de détention de ces contrats et à défaut en l'absence d'information ad hoc, sur un horizon raisonnable de 3 ans.

Pour les contrats reconnus au bilan, la charge relative au passif locatif figure en marge d'intérêt au sein du produit net bancaire alors que la charge d'amortissement du droit d'utilisation est comptabilisée en dotations aux amortissements des immobilisations au sein du résultat brut d'exploitation.

Les contrats de location non reconnus au bilan, ainsi que les paiements variables exclus de la détermination du passif locatif sont présentés en charges de la période parmi les charges générales d'exploitation.

Effets au compte de résultat des contrats de location – preneur

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Charge d'intérêt sur passifs locatifs	(20)	(18)
Dotation aux amortissements au titre de droits d'utilisation	(3 111)	(2 080)
CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION RECONNUS AU BILAN	(3 131)	(2 098)

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Charges de location au titre des contrats de courtes durée	(1 774)	(1 768)
Charges de location portant sur des actifs de faibles valeurs	(176)	(85)
CHARGES DE LOCATION RELATIVES AUX CONTRATS DE LOCATION NON RECONNUS AU BILAN	(1 950)	(1 853)

Sorties de trésorerie relatives aux contrats de location

en milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location	5 475	5 530
Dont flux de trésorerie liés aux opérations de financement	5 475	5 530

Echéancier des passifs locatifs

en milliers d'euros	31/12/2022				
	Montants des paiements futurs non actualisés				
	<6 mois	6 mois < 1 an	1 an < 5 ans	> 5 ans	Total
Passifs locatifs	1 136	871	3 091	714	5 812

31211.3 Transactions avec les parties liées

Les parties liées au groupe sont les sociétés consolidées, y compris les sociétés mises en équivalence, les Sociétés locales d'épargne, BPCE, les centres informatiques et les principaux dirigeants du groupe.

31211.3.1 Transactions avec les sociétés consolidées

Les transactions réalisées au cours de l'exercice et les encours existants en fin de période entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Dans ces conditions, sont renseignées ci-après les opérations réciproques avec :

- l'organe central BPCE ;
- les coentreprises qui sont mises en équivalence ;
- les entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées) ;
- les entités qui sont des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi au bénéfice des salariés ou des parties liées du groupe (CGP) ;
- les autres parties liées correspondent aux entités contrôlées par les Caisses d'Epargne prises dans leur ensemble (tel que BPCE Achats) et les centres informatiques (tels que IT-CE, BPCE-Services Financiers...).

en milliers d'euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Société mère	Entreprises associées	Société mère	Entreprises associées
Crédits	1 139 780	194 617	2 029 977	179 518
Autres actifs financiers	497 863	30 881	547 845	47 639
Autres actifs	18 058	31 913	5 093	18 075
Total des actifs avec les entités liées	1 655 701	257 411	2 582 915	245 232

Dettes	2 848 944	67 800	3 185 898	48 255
Autres passifs	2 101	21 745	1 563	20 730
Total des passifs envers les entités liées	2 851 045	89 545	3 187 461	68 985
Intérêts, produits et charges assimilés	(6 244)	2 842	8 344	5 649
Commissions	(6 589)	388	(6 140)	381
Résultat net sur opérations financières	22 444	714	16 658	1 061
Total du PNB réalisé avec les entités liées	9 611	3 944	18 862	7 091
Engagements donnés	149 168	101 970	152 702	63 695
Engagements reçus	28 690	149 509	0	55 051
Total des engagements avec les entités liées	177 858	251 479	152 702	118 746

La liste des filiales consolidées par intégration globale est communiquée en note 312.13 "Périmètre de consolidation".

312113.2 Transactions avec les dirigeants

Les principaux dirigeants sont les membres du Directoire et les membres du conseil de surveillance de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2022	Exercice 2021
Avantages à court terme	2 180	2 973
Avantages postérieurs à l'emploi	28	203
Avantages à long terme	2	4
Indemnités de fin de contrat de travail	1 428	1 546
Total	3 638	4 726

Avantages à court terme

Les avantages à court terme versés aux dirigeants du groupe s'élèvent à 2 180 milliers d'euros au titre de 2022 (contre 2 973 milliers d'euros au titre de 2021).

Ils comprennent les rémunérations, jetons de présence et avantages versés aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance.

Avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail

Les avantages postérieurs à l'emploi, avantages à long terme et indemnités de fin de contrat de travail des dirigeants de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont décrits dans la note 8. Le montant provisionné au titre des indemnités de départ à la retraite s'élève à 1 458 milliers d'euros au 31 décembre 2022 (1 753 milliers d'euros au 31 décembre 2021).

Autres transactions avec les dirigeants mandataires sociaux

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2022	Exercice 2021
Montant global des prêts accordés	2 505	2 223

312113.3 Relations avec les entreprises sociales pour l'habitat

Partenaire historique du mouvement HLM, le Groupe BPCE est un participant essentiel à toute la chaîne du logement social. Il intervient en tant qu'opérateur (première banque privée du logement social dont les constructions sont notamment financées par la collecte du Livret A) et est l'un des principaux distributeurs de prêts locatifs sociaux (PLS) et de prêts locatifs intermédiaires (PLI). Le groupe intervient également pour certaines entreprises sociales pour l'habitat en tant qu'unique actionnaire de référence.

Considérant la substance économique des relations du groupe dans ce secteur d'activité, dont les acteurs font l'objet d'une réglementation spécifique, certaines entreprises sociales pour l'habitat ont été qualifiées de parties liées.

Transactions bancaires réalisées avec les entreprises sociales pour l'habitat

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Encours de crédit	43 313	44 368
Garanties données	1 509	1 538
Encours de dépôts bancaires	7 965	9 924
Encours de placements financiers (OPCVM et titres)	91	89

en milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Produits d'intérêts sur les crédits	718	744
Charges financières sur dépôts bancaires	(176)	(94)
Charges financières sur placements (OPCVM et titres)	(1)	(1)

31211.4 Partenariats et entreprises associés

Principes comptables

Voir Note 132.3

312114.1 Participations dans les entreprises mises en équivalence

Partenariats et autres entreprises associées

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

Données financières des principaux partenariats et entreprises associées

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

Nature et étendue des restrictions importantes

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'a pas été confronté à des restrictions importantes associées aux intérêts détenus dans les entreprises associées et coentreprises.

312114.2 Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

31211.5 Intérêts dans les entités structurées non consolidées

312115.1 Nature des intérêts dans les entités structurées non consolidées

Une entité structurée non consolidée est une entité structurée qui n'est pas contrôlée et donc pas comptabilisée selon la méthode de l'intégration globale. En conséquence, les intérêts détenus dans une coentreprise ou une entreprise associée qui ont le caractère d'entité structurée relèvent du périmètre de cette annexe.

Il en est de même des entités structurées contrôlées et non consolidées pour des raisons de seuils.

Sont concernées toutes les entités structurées dans lesquelles le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre détient un intérêt et intervient avec l'un ou plusieurs des rôles suivants :

- originateur/structureur/arrangeur ;
- agent placeur ;
- gestionnaire ;
- ou, tout autre rôle ayant une incidence prépondérante dans la structuration ou la gestion de l'opération (exemple : octroi de financements, de garanties ou de dérivés structurants, investisseur fiscal, investisseur significatif, etc.).

Au cas particulier de la gestion d'actifs, les investissements dans des structures de capital-investissement / risque ou des fonds immobiliers sont présentés sauf caractère non significatif pour le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre.

Un intérêt dans une entité correspond à toute forme de lien contractuel ou non contractuel exposant le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre à un risque de variation des rendements associés à la performance de l'entité. Les intérêts dans une autre entité peuvent être attestés, entre autres, par la détention d'instruments de capitaux propres ou de titres de créances, ainsi que, par d'autres formes de liens, telles qu'un financement, un crédit de trésorerie, un rehaussement de crédit, l'octroi de garanties ou des dérivés structurés.

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre restitue dans la note 31212.3 l'ensemble des opérations enregistrées à son bilan au titre des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées retenues dans le périmètre ci-avant.

Les entités structurées avec lesquelles le groupe est en relation peuvent être regroupées en quatre familles : les entités mises en œuvre dans l'activité de gestion d'actif, les véhicules de titrisation, les entités créées dans le cadre d'un financement structuré et les entités mises en place pour d'autres natures d'opérations.

Gestion d'actifs

La gestion d'actifs financiers (aussi appelée gestion de portefeuille ou Asset Management) consiste à gérer des capitaux ou des fonds confiés par des investisseurs en investissant dans les actions, les obligations, les SICAV de trésorerie, les hedge funds etc.

L'activité de gestion d'actifs qui fait appel à des entités structurées est représentée par la gestion collective ou gestion de fonds. Elle regroupe plus spécifiquement les organismes de placement collectif au sens du code monétaire et financier (autres que les structures de titrisation) ainsi que les organismes équivalents de droit étranger. Il s'agit en particulier d'entités de type OPCVM, fonds immobiliers et fonds de capital investissement.

Titrisation

Les opérations de titrisation sont généralement constituées sous la forme d'entités structurées dans lesquelles des actifs ou des dérivés représentatifs de risques de crédit sont cantonnés.

Ces entités ont pour vocation de diversifier les risques de crédit sous-jacents et de les scinder en différents niveaux de subordination (tranches) en vue, le plus souvent, de leur acquisition par des investisseurs qui recherchent un certain niveau de rémunération, fonction du niveau de risque accepté.

Les actifs de ces véhicules et les passifs qu'ils émettent sont notés par les agences de notation qui surveillent l'adéquation du niveau de risque supporté par chaque tranche de risque vendue avec la note attribuée.

Les formes de titrisation rencontrées et faisant intervenir des entités structurées sont les suivantes :

- Les opérations par lesquelles le groupe (ou une filiale) cède pour son propre compte à un véhicule dédié, sous une forme "cash" ou synthétique, le risque de crédit relatif à l'un de ses portefeuilles d'actifs ;
- les opérations de titrisation menées pour le compte de tiers. Ces opérations consistent à loger dans une structure dédiée (en général un fonds commun de créances (FCC) des actifs d'une entreprise tierce. Le FCC émet des parts qui peuvent dans certains cas être souscrites directement par des investisseurs, ou bien être souscrites par un conduit multi-cédants qui refinance l'achat de ses parts par l'émission de "notes" de faible maturité (billets de trésorerie ou "commercial paper").

Financements (d'actifs) structurés

Le financement structuré désigne l'ensemble des activités et produits mis en place pour apporter des financements aux acteurs économiques tout en réduisant le risque grâce à l'utilisation de structures complexes. Il s'agit de financements d'actifs mobiliers (afférents aux transports aéronautiques, maritimes ou terrestres, télécommunication...), d'actifs immobiliers et d'acquisition de sociétés cibles (financements en LBO).

Le groupe peut être amené à créer une entité structurée dans laquelle est logée une opération de financement spécifique pour le compte d'un client. Il s'agit d'organisation contractuelle et structurelle. Les spécificités de ces financements se rattachent à la gestion des risques, avec le recours à des notions telles que le recours limité ou la renonciation à recours, la subordination conventionnelle et/ou structurelle et l'utilisation de véhicules juridiques dédiés appelés en particulier à porter un contrat unique de crédit-bail représentatif du financement accordé.

Autres activités

Il s'agit d'un ensemble regroupant le reste des activités.

312115.2 *Nature des risques associés aux intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées*

Les actifs et passifs comptabilisés dans les différents postes du bilan du groupe au titre des intérêts détenus dans les entités structurées non consolidées contribuent à la détermination des risques associés à ces entités. Les valeurs recensées à ce titre à l'actif du bilan, complétées des engagements de financement et de garantie donnés sous déduction des engagements de garantie reçus et des provisions enregistrées au passif, sont retenues pour apprécier l'exposition maximale au risque de perte.

Le poste "notionnel des dérivés" correspond au notionnel des ventes d'options vis-à-vis des entités structurées.

Les données sont présentées ci-dessous, agrégées sur la base de leur typologie d'activité.

Au 31 décembre 2022

<i>en milliers d'euros</i>	Gestion d'actifs	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	49 475	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	49 475	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 917	0
Actifs financiers au coût amorti	37 530	155 740
Actifs divers	13	8
Total actif	92 935	155 748
Engagements de financement donnés	1 282	123 539
Garantie reçues	6 317	214 793
Exposition maximale au risque de perte	87 900	64 494
Taille des entités structurées	1 905 657	0

Au 31 décembre 2021

<i>en milliers d'euros</i>	Gestion d'actifs	Autres activités
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	47 698	0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non basique	47 698	0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4 560	0
Actifs financiers au coût amorti	31 785	63 277
Actifs divers	3	3
Total actif	84 046	63 280
Engagements de financement donnés	50	64 595
Notionnel des dérivés	6 000	73 356
Exposition maximale au risque de perte	78 096	54 519
Taille des entités structurées	1 209 980	0

Le critère de la taille retenu varie en fonction de l'activité des entités structurées :

- Titrisation, le montant total des émissions au passif des entités ;
- Gestion d'actifs, l'actif net des organismes de placement collectif (autre que titrisation) ;
- Financements structurés, le montant total des encours de financement restant dû par les entités à l'ensemble des banques ;
- Autres activités, le total bilan.

312115.3 *Revenus et valeur comptable des actifs transférés dans les entités structurées non consolidées sponsorisées*

Une entité structurée est sponsorisée par une entité du groupe lorsque les deux indicateurs suivants sont cumulativement satisfaits :

- elle est impliquée dans la création et la structuration de l'entité structurée ;
- elle contribue au succès de l'entité en lui transférant des actifs ou en gérant les activités pertinentes.

Lorsque le rôle de l'entité du groupe se limite simplement à un rôle de conseil, d'arrangeur, de dépositaire ou d'agent placeur, l'entité structurée est présumée ne pas être sponsorisée.

Le groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas sponsor d'entités structurées.

31211.6 *Implantations par pays*

312116.1 *PNB et effectifs par pays*

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

312116.2 *Implantation des entités pays par pays*

Le Groupe Caisse d'Epargne Loire-Centre n'est pas concerné.

31211.7 Honoraires des commissaires aux comptes

Montants en milliers d'euros	MAZARS				DELOITTE				KPMG				TOTAL			
	Montant ⁽¹⁾		%		Montant ⁽¹⁾		%		Montant ⁽¹⁾		%		Montant ⁽¹⁾		%	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Certification des comptes	111	107	81%	79%	7	7	100%	100%	111	107	96%	96%	229	221	88%	87%
- Emetteur	111	107			7	7			111	107			229	221		
Services autres que la certification des comptes ⁽²⁾	26	28	19%	21%	0	0	0%	0%	5	4	4%	4%	31	32	12%	13%
- Emetteur	26	28			0	0			5	4			31	32		
TOTAL	137	135	100%	100%	7	7	100%	100%	116	111	100%	100%	260	253	100%	100%
dont honoraires versés à l'entité portant le mandat CAC sur les entités consolidantes pour la certification des comptes	111	107			7	7			111	107			229	221		
dont honoraires versés à l'entité portant le mandat CAC sur les entités consolidantes pour les services autres que la certification des comptes	26	28			0	0			5	4			31	32		

⁽¹⁾ Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris, notamment, la TVA non récupérable.

⁽²⁾ Les autres missions - SACC (Services autres que la certification des comptes) réalisées et publiées concernent le rapport de l'organisme tiers indépendant (OTI), sur les informations RSE et des attestations.

312.12. Note 12. Détail du périmètre de consolidation

31212.1 Opérations de titrisation

Principes comptables

La titrisation est un montage financier qui permet à une entité d'améliorer la liquidité de son bilan. Techniquement, des actifs sélectionnés en fonction de la qualité de leurs garanties sont regroupés dans une société *ad hoc* qui en fait l'acquisition en se finançant par l'émission de titres souscrits par des investisseurs.

Les entités spécifiques créées dans ce cadre sont consolidées lorsque le groupe en a le contrôle. Le contrôle est apprécié au regard des critères de la norme IFRS 10 et appelé en 31232.1.

Opération de titrisation interne au Groupe BPCE

En 2022, deux nouvelles entités *ad hoc* (deux Fonds Communs de Titrisation ou "FCT") ont été consolidées au sein du Groupe BPCE : BPCE Consumer Loans 2022 FCT et BPCE Consumer Loans 2022 FCT Demut, toutes deux nées d'une opération de titrisation interne au groupe réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 21 juillet 2022.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts personnels (41 428 milliers d'euros) à BPCE Consumer Loans FCT 2022 et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (34 200 milliers d'euros). Cette opération, malgré un placement sur le marché, n'est pas déconsolidante puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles. Ils conservent ainsi le contrôle au sens d'IFRS 10.

Elle succède aux précédentes opérations de titrisation : BPCE Master Home Loans, BPCE Consumer Loans 2016 (titrisation de prêts personnels), BPCE Home Loans FCT 2017_5 (titrisation prêts immobiliers), BPCE Home Loans FCT 2018, 2019, 2020 et 2021 (titrisation prêts immobiliers). Il s'agit de la cinquième opération avec un placement de titres seniors sur les marchés.

Ces opérations, malgré un placement sur le marché, ne sont pas déconsolidantes puisque les établissements ayant cédé les crédits ont souscrit aux titres subordonnés et aux parts résiduelles. Ils conservent ainsi le contrôle au sens d'IFRS 10.

31212.2 OPCVM garantis

Les OPCVM garantis sont des fonds dont l'objectif est d'atteindre, à l'expiration d'une période donnée, un montant déterminé par application mécanique d'une formule de calcul prédéfinie, reposant sur des indicateurs de marchés financiers, et de distribuer le cas échéant des revenus déterminés de façon identique. L'objectif de gestion de ces fonds est garanti par un établissement de crédit.

L'analyse de l'économie d'ensemble de ces structures au regard des critères définis par la norme IFRS 10 permet de démontrer que le groupe ne détient pas le pouvoir sur les activités pertinentes (la latitude de gestion étant limitée) et n'est pas exposé aux rendements variables (un dispositif robuste de suivi des risques ayant été mis en place) et ne consolide donc pas ces structures.

31212.3 Autres intérêts dans les filiales et entités structurées consolidées

Restrictions importantes

Le groupe n'a pas été confronté à des restrictions importantes relatives à ses intérêts détenus dans ses filiales (structurées ou non).

Soutien aux entités structurées consolidées

Le groupe n'a accordé aucun soutien financier à des entités structurées consolidées.

31212.4 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2022

Les entités dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation. Pour les entités répondant à la définition d'entités du secteur financier du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 (dit "CRR"), les seuils de consolidation comptable sont alignés, à compter du 31 décembre 2017, sur ceux retenus pour le périmètre de consolidation prudentielle. L'article 19 du CRR fait référence à un seuil de 10 millions d'euros de total bilan et de hors bilan. Pour les entités du secteur non financier, le caractère significatif est apprécié au niveau des entités consolidées. Selon le principe de la significativité ascendante, toute entité incluse dans un périmètre de niveau inférieur est incluse dans les périmètres de consolidation de niveaux supérieurs, même si elle n'est pas significative pour ceux-ci.

Pour chacune des entités du périmètre est indiqué le pourcentage d'intérêt. Le pourcentage d'intérêt exprime la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement, dans les entreprises du périmètre. Le pourcentage d'intérêt permet de déterminer la part du groupe dans l'actif net de la société détenue.

Sociétés	Implantation ⁽¹⁾	Activités	Taux d'intérêt	Méthode ⁽²⁾
CAISSE D'EPARGNE LOIRE-CENTRE	FRANCE	ETABLISSEMENT DE CREDIT	100%	IG
SOCIETES LOCALES D'EPARGNE :				
<i>SLE SUD BERRY</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE INDRE NORD</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE VAL DE LOIRE-TOURAIN NORD</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE TOURAIN SUD OUEST</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE TOURS OUEST -GAT. LOCHOISE</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE BLAISOIS-VENDOMOIS</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE LOIR-ET-CHER SUD</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE BOURGES-BOISCHAUT</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE SANCERROIS VAL D'YEVRE</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE CHARTRAIN DROUAIS</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE SUD EURE ET LOIRE</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE GATINAIS-GIENNOIS</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE VAL LOIRE-PITHIVERAIS</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE ORLEANS SUD</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
<i>SLE ORLEANS NORD-OUEST</i>	FRANCE	SOCIETE COOPERATIVE A CAPITAL VARIABLE	100%	IG
«SILO» FONDS COMMUN DE TITRISATION BPCE MASTER HOME LOANS	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
«SILO» FONDS COMMUN DE TITRISATION BPCE CONSUMER LOANS	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
«SILO» FONDS COMMUN DE TITRISATION BPCE HOME LOANS FCT 2017_5	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
«SILO» FONDS COMMUN DE TITRISATION BPCE HOME LOANS FCT 2018	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
«SILO» FONDS COMMUN DE TITRISATION BPCE HOME LOANS FCT 2019	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
«SILO» BPCE DEMETER 2019-07 FCT	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
«SILO» FONDS COMMUN DE TITRISATION BPCE HOME LOANS FCT 2020	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
«SILO» FONDS COMMUN DE TITRISATION BPCE HOME LOANS FCT 2021	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
«SILO» FONDS COMMUN DE TITRISATION BPCE CONSUMER LOANS 2022	FRANCE	FONDS COMMUN DE TITRISATION	100%	IG
Loire Centre Montespan	FRANCE	Société Civile Immobilière	99,99%	IG
Loire Centre Immo	FRANCE	Société par Actions Simplifiée	100%	IG

(1) Pays d'implantation.

(2) Méthode d'intégration globale (I.G.), activité conjointe (A.C.) et méthode de valorisation par mise en équivalence (M.E.E.).

31212.5 Entreprises non consolidées au 31 décembre 2022

Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2016-09 du 2 décembre 2016 impose aux sociétés qui établissent leurs comptes consolidés selon les normes internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne la publication d'informations complémentaires relatives aux entreprises non incluses dans leur périmètre de consolidation ainsi qu'aux titres de participation présentant un caractère significatif.

Les entreprises non consolidées sont constituées :

- d'une part, des participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation et,
- d'autre part, des entreprises exclues de la consolidation en raison de leur intérêt non significatif.

Les principales participations significatives qui n'entrent pas dans le périmètre de consolidation sont les suivantes, avec pour chacune, l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation ⁽¹⁾	Part de capital détenue	Motif de non consolidation ⁽²⁾	Montant des capitaux propres ⁽³⁾	Montant du résultat ⁽³⁾
SOCIETE COOPERATIVE DE PRODUCTION D'HABITATIONS A LOYER MODERE D'INDRE ET LOIRE	France	34,19%	Participation qualifiée de partie liée (ESH, SA d'HLM, etc.)	1 660	50
IMMOBILIERE FERNAND LEGER	France	100,00%	Non atteinte des seuils de consolidation	50	0
TOURAINE LOGEMENT E.S.H (ENTREPRISE SOCIALE POUR L'HABITAT)	France	52,41%	Participation qualifiée de partie liée (ESH, SA d'HLM, etc.)	97 200	5 010
STUART COMMERCIAL SA	France	34,22%	Non atteinte des seuils de consolidation	1 190	80
SOLIHA CENTRE VAL DE LOIRE SOLIDAIRES POUR L'HABITAT	France	26,67%	Participation qualifiée de partie liée (ESH, SA d'HLM, etc.)	2 390	(120)
L.C. AZUR	France	99,00%	Non atteinte des seuils de consolidation	(580)	70
LOIRE-CENTRE CAPITAL	France	36,75%	Non atteinte des seuils de consolidation	260	90

⁽¹⁾ Pays d'implantation.

⁽²⁾ Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif dévolu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

⁽³⁾ Montant des capitaux propres et du résultat du dernier exercice connu à la date de clôture et selon le référentiel comptable applicable en fonction du pays d'implantation.

Les entreprises exclues du périmètre de consolidation en raison de leur caractère non significatif sont les suivantes, avec pour chacune l'indication de la part de capital détenue par le groupe, directement et indirectement :

Sociétés	Implantation ⁽¹⁾	Part de capital détenue	Motif de non consolidation ⁽²⁾
ERILIA	France	0,00%	NS
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE NOYELLES	France	0,01%	NS
FRANCE ACTIVE INVESTISSEMENT	France	0,02%	NS
SOCIETE ANONYME D'HLM FRANCE LOIRE	France	0,04%	NS
CHARTRES METROPOLE INNOVATIONS NUMERIQUES	France	0,11%	NS
PROCIVIS BERRY SACICAP	France	0,21%	NS
NEUILLY CONTENTIEUX	France	0,50%	NS
CENTRE COOPERATIF DE CONSTRUCTION - SOCIETE COOPERATIVE DE PRODUCTION D'HLM	France	0,54%	NS
GIE BPCE ACHATS	France	0,73%	NS
BPCE SOLUTIONS CLIENTS	France	0,90%	NS
LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST	France	1,05%	NS
3 VALS AMENAGEMENT	France	1,15%	NS
BPCE ASSURANCES PRODUCTION SERVICES	France	1,32%	NS

Sociétés	Implantation ⁽¹⁾	Part de capital détenue	Motif de non consolidation ⁽²⁾
TERRITORIA	France	1,36%	NS
IMMOBILIERE PIERRE & VICTOIRE	France	1,37%	NS
BPCE SOLUTIONS INFORMATIQUES	France	1,47%	NS
SOCIETE COOPERATIVE D'INTERET COLLECTIF LE FOYER D'EURE ET LOIR	France	1,49%	NS
SCALIS	France	1,54%	NS
GIE BPCE SERVICES FINANCIERS	France	1,81%	NS
LIGERIS	France	2,01%	NS
FILIALE IMMOBILIERE COMMUNE DES ORGANISMES SOCIAUX D'INDRE ET LOIRE - FICOSIL	France	2,06%	NS
BPCE	France	2,32%	NS
SEM POMPES FUNEBRES INTERCOMMUNALES DE L'AGGLOMERATION TOURANGELLE	France	2,38%	NS
GIE ECOLOCALE	France	2,41%	NS
CE DEVELOPPEMENT	France	3,02%	NS
SEMPAT ORLEANS VAL DE LOIRE	France	3,05%	NS
IT-CE	France	3,13%	NS
SOCIETE EQUIPEMENT DE LA TOURAINE - SET	France	3,43%	NS
GIE GCE MOBILIZ	France	3,73%	NS
GIE SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION	France	3,97%	NS
CHARTRES DEVELOPPEMENTS IMMOBILIERS	France	4,16%	NS
SAEM TOURS EVENEMENTS	France	4,38%	NS
SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYERS MODERES "LA ROSERAIE"	France	4,62%	NS
SNC ECUREUIL 5 RUE MASSERAN	France	4,64%	NS
CE HOLDING PARTICIPATIONS	France	4,64%	NS
EURE-ET-LOIR DEVELOPPEMENT	France	4,90%	NS
TERRITOIRES DEVELOPPEMENT	France	5,00%	NS
SEM ENR 45	France	5,00%	NS
SEM D'AMENAGEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE L'AEROPORT DE CHATEAUROUX-DEOLS	France	5,38%	NS
VALLOIRE HABITAT	France	6,46%	NS
SEM PATRIMONIALE VAL DE LOIRE	France	6,50%	NS
CENTRE CAPITAL DEVELOPPEMENT	France	6,61%	NS
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE CONSTRUCTION D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DU DROUAI	France	6,80%	NS
PROCIVIS RIVES DE LOIRE	France	7,24%	NS
SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE POUR LE DEVELOPPEMENT ORLEANAIS S.E.M.D.O.	France	7,35%	NS
SYNELVA COLLECTIVITES	France	7,50%	NS
ORLEANS SPECTACLES	France	7,68%	NS
SOCIETE CENTRALE DE COOPERATION IMMOBILIERE ARCADE	France	7,87%	NS
SEM POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DES LOGEMENTS	France	9,62%	NS
PROCIVIS EURE ET LOIR	France	9,97%	NS
SEM ENERGIES RENOUVELABLES	France	11,29%	NS
SCI LAVOISIER ECUREUIL	France	15,44%	NS
SCI MARCEL PAUL ECUREUIL	France	15,44%	NS

⁽¹⁾ Pays d'implantation.

⁽²⁾ Absence de contrôle, de contrôle conjoint ou d'influence notable (hors périmètre : H.P.), non significativité (N.S.), régime d'avantage postérieur à l'emploi ou régime d'avantage à long terme du personnel exclu du scope d'IFRS 10 (Pers.), participation acquise en vue d'une cession ultérieure à brève échéance classée en actif détenu en vue de la vente (IFRS 5), etc.

3.2. Comptes individuels

32.1. Comptes individuels au 31 décembre 2022 (avec comparatif au 31 décembre 2021)

321.1. Compte de résultat

En milliers d'euros	Notes	Exercice 2022	Exercice 2021
Intérêts et produits assimilés	3223.1	335 814	297 240
Intérêts et charges assimilés	3223.1	(215 956)	(140 406)
Revenus des titres à revenu variable	3223.2	25 214	20 844
Commissions (produits)	3223.3	173 734	161 643
Commissions (charges)	3223.3	(25 412)	(23 524)
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	3223.4	(81)	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3223.5	(71 484)	(1 819)
Autres produits d'exploitation bancaire	3223.6	37 848	30 408
Autres charges d'exploitation bancaire	3223.6	(47 525)	(40 193)
Produit net bancaire		212 152	304 193
Charges générales d'exploitation	3223.7	(197 605)	(198 073)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		(6 747)	(7 560)
Résultat brut d'exploitation		7 800	98 560
Coût du risque	3223.8	(26 181)	(23 932)
Résultat d'exploitation		(18 381)	74 628
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	3223.9	2 933	73 134
Résultat courant avant impôt		(15 448)	147 762
Impôt sur les bénéfices	3223.10	(847)	(23 866)
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		61 207	(69 848)
RESULTAT NET		44 912	54 048

321.2. Bilan et hors-bilan

ACTIF

En milliers d'euros	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Caisses, banques centrales		50 041	47 950
Effets publics et valeurs assimilées	3224.3	484 766	612 020
Créances sur les établissements de crédit	3224.1	2 997 632	2 068 557
Opérations avec la clientèle	3224.2	13 217 306	11 869 944
Obligations et autres titres à revenu fixe	3224.3	1 537 983	1 610 463
Actions et autres titres à revenu variable	3224.3	50 782	48 826
Participations et autres titres détenus à long terme	3224.4	154 958	113 998
Parts dans les entreprises liées	3224.4	614 000	610 915
Immobilisations incorporelles	3224.5	3 675	3 692
Immobilisations corporelles	3224.5	52 913	53 090

Autres actifs	3224.7	160 607	184 161
Comptes de régularisation	3224.8	119 241	105 370
TOTAL DE L'ACTIF		19 443 904	17 328 986

Hors bilan

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Engagements donnés			
Engagements de financement	3225.1	1 725 230	1 441 410
Engagements de garantie	3225.1	407 568	368 944

PASSIF

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Dettes envers les établissements de crédit	3224.1	5 417 219	3 648 300
Opérations avec la clientèle	3224.2	11 768 143	11 555 462
Dettes représentées par un titre	3224.6	4 361	4 801
Autres passifs	3224.7	341 148	230 484
Comptes de régularisation	3224.8	172 948	157 604
Provisions	3224.9	129 263	96 957
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	3224.10	151 485	212 692
Capitaux propres hors FRBG	3224.11	1 459 337	1 422 686
Capital souscrit		474 039	474 039
Primes d'émission		188 522	188 522
Réserves		742 545	696 793
Provisions réglementées et subventions d'investissement		36	1
Report à nouveau		9 283	9 283
Résultat de l'exercice (+/-)		44 912	54 048
TOTAL DU PASSIF		19 443 904	17 328 986

Hors bilan

<i>En milliers d'euros</i>	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Engagements reçus			
Engagements de financement	3225.1	28 690	0
Engagements de garantie	3225.1	217 106	140 464
Engagements sur titres		(1 440)	0

32.2. Notes annexes aux comptes individuels

322.1. Note 1. Cadre général

3221.1 Le Groupe BPCE

Le Groupe BPCE²² dont fait partie l'entité Caisse d'Epargne Loire-Centre comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, l'organe central BPCE et ses filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Epargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Epargne comprend les Caisses d'Epargne et les sociétés locales d'épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Epargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Epargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la Loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la Loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Epargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisées autour de deux grands pôles métiers :

- La Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Epargne, le pôle Solutions & Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions & garanties financières et l'activité "Titres Retail"), les pôles Paiements et Assurance et les Autres Réseaux (essentiellement Banque Palatine et le groupe Oney) ;
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

²² L'établissement est intégré aux comptes consolidés du Groupe BPCE, ces comptes sont disponibles au siège social de l'organe central BPCE SA ainsi que sur le site internet institutionnel de BPCE.

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

3221.2 Mécanisme de garantie

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du Groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du Groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Epargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Epargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 157 millions d'euros au 31 décembre 2022.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Epargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central. La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Epargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

3221.3 *Événements significatifs*

Une reprise de FRBG de 61 207 milliers d'euros dont 60 500 milliers de FRBG "libre" est comptabilisée dans les comptes individuels au 31/12/2022.

Dans un contexte conjoncturel marqué par le retour de l'inflation, la hausse des taux de marché a fortement impacté le portefeuille de titre de placement de la Caisse d'Epargne Loire. Les dépréciations des titres de placement représentent (73 981) milliers d'euros au 31/12/2022 contre (2 223) milliers d'euros au 31/12/2021.

L'exercice 2022 est marqué, depuis le 24 février 2022, par le conflit en Ukraine. De manière concertée, l'Union européenne, les Etats-Unis et de nombreux autres états ont adopté une série de sanctions inédites, prévoyant notamment le gel des avoirs à l'étranger de la Banque centrale russe, l'exclusion de certaines banques russes de SWIFT, la mise sous gel des avoirs de nombreuses personnes physiques et sociétés, de multiples groupes occidentaux annonçant par ailleurs leur désengagement de la Fédération de Russie. Des mesures et sanctions économiques ont été adoptées en représailles par la Fédération de Russie.

En conséquence, ce conflit a des répercussions sur l'économie russe, les économies occidentales et plus généralement sur l'économie mondiale, avec en particulier des impacts significatifs sur le prix de l'énergie et des matières premières mais également un impact humanitaire du fait des risques sur la sécurité alimentaire pour certains pays

Natixis Moscou a cessé toute nouvelle activité de financement et continue d'assurer un nombre limité d'opérations techniques de flux. Les prêts en devises (dollars et euros) consentis au profit de clients russes inscrits à l'actif du bilan de Natixis Moscou ont été transférés à d'autres entités du Groupe BPCE entre le 28 février et le 3 mars 2022. A l'issue de ces transferts, Natixis Moscou ne détient quasiment plus de prêts en direct libellés en dollars ou en euros, à l'exception du remplacement de la trésorerie auprès de la Banque Centrale de Russie, pour un montant 36 millions d'euros, provisionnées à hauteur de 100 %.

En complément, les fonds propres des autres filiales ukrainienne et russe du Groupe BPCE (activités de courtage Oney) ne sont pas significatifs.

Outre les éléments précités, le risque de marché direct sur des actifs russes ou en rouble n'est pas matériel.

L'exercice du contrôle de Groupe BPCE sur ses filiales n'a pas été remis en cause par les événements et les relations avec les équipes de ces dernières continuent de s'exercer normalement dans le cadre de leurs activités de gestion courante. Le Groupe BPCE continue à ce titre à consolider Natixis Moscou, Oney Russia et Oney Ukraine par intégration globale dans ses comptes consolidés au 31 décembre 2022.

Les impacts de la crise russo-ukrainienne ont fortement pesé sur les marchés de taux et impacté le portefeuille de titre de placement de la Caisse d'Epargne Loire dont les impacts sont présentés dans la note 3223.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

3221.4 *Événements postérieurs à la clôture*

Néant

322.2. *Note 2. Principes et méthodes comptables généraux*

3222.1 *Méthode d'évaluation, présentation des comptes individuels et date de clôture*

Les comptes individuels annuels de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont établis et présentés conformément aux règles définies par BPCE dans le respect du règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les comptes individuels annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été arrêtés par le directoire du 30 janvier 2023. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale du 7 avril 2023.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

3222.2 *Changements de méthodes comptables*

Aucun changement de méthodes comptables n'a affecté les comptes de l'exercice 2022.

Les autres textes adoptés par l'Autorité des normes comptables et d'application obligatoire en 2022 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes individuels de l'établissement.

L'établissement n'anticipe pas l'application des textes adoptés par l'Autorité des normes comptables lorsqu'elle est optionnelle, sauf mention spécifique.

3222.3 *Principes comptables généraux*

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

3222.4 *Principes applicables aux mécanismes de résolution bancaire*

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution relèvent de l'arrêté du 27 octobre 2015.

Pour les fonds de garantie des mécanismes espèces, cautions et titres, le montant cumulé des contributions versées par la Caisse d'Epargne Loire-Centre représente 37 294 milliers d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 4 778 milliers d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 32 516 milliers d'euros.

Le fonds de résolution a été constitué en 2015 en application de la directive 2014/59/UE dite BRRD (Bank Recovery and Resolution Directive) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et du règlement européen 806/2014 (règlement MRU). A compter de 2016, il devient le Fonds de résolution unique (FRU) constitué entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique) dédié à la mise en œuvre des procédures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions ex-ante aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2022. Le montant des contributions versées par la Caisse d'Epargne Loire-Centre représente pour l'exercice 3 430 milliers d'euros dont 2 923 milliers d'euros comptabilisés en charge et 507 milliers d'euros sous forme de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan (15 % des appels de fonds constitués sous forme de dépôts de

garantie espèces). Le cumul des contributions qui sont inscrites à l'actif du bilan s'élève à 3 350 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

322.3. Note 3. Informations sur le compte de résultat

3223.1 Intérêts, produits et charges assimilés

Principes comptables

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les intérêts négatifs sont présentés comme suit :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû.

Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres supersubordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1. Le groupe considère en effet que ces revenus ont le caractère d'intérêts.

En milliers d'euros	Exercice 2022			Exercice 2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit	84 853	(31 931)	52 922	50 214	(13 718)	36 496
Opérations avec la clientèle	210 663	(166 660)	44 003	200 786	(106 764)	94 022
Obligations et autres titres à revenu fixe	38 964	(3 343)	35 621	46 034	(3 365)	42 669
Autres*	1 334	(14 022)	(12 688)	206	(16 559)	(16 353)
TOTAL	335 814	(215 956)	119 858	297 240	(140 406)	156 834

* Dont 11 437 milliers d'euros au titre des opérations de macrocouverture

Les produits d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit comprennent la rémunération des fonds du Livret A et du LDD et ceux du LEP centralisés à la Caisse des dépôts et consignations.

La dotation de la provision épargne logement s'élève à 1 378 milliers d'euros pour l'exercice 2022, contre une dotation de provision de 1 392 milliers d'euros pour l'exercice 2021.

Opérations de titrisation 2022

Au 31 décembre 2022, une opération de titrisation réalisée par les Banques Populaires et les Caisses d'Epargne le 21 juillet 2022 s'est traduite par une cession de prêts personnels de 41 428 milliers d'euros à BPCE Consumer Loans 2022 FCT et, une souscription par des investisseurs externes des titres seniors émis par le FCT (34 200 milliers d'euros) ainsi que la souscription par les établissements de titres subordonnés assurant ainsi le surdimensionnement de l'opération et de parts résiduelles permettant de récupérer les flux d'intérêts sur les créances titrisés.

Ainsi, au moment de la mise en place de l'opération, les plus-values de cession des créances titrisées sont enregistrées dans le poste d'intérêts, produits et charges assimilés. Par la suite, la diminution des produits sur "Opérations avec la clientèle" liée à la diminution du stock de créances est compensée par l'augmentation des produits sur "Obligations et autres titres à revenu fixe" liée au versement par le FCT d'un produit d'intérêts sur parts résiduelles basé sur les flux d'intérêts des créances titrisées.

3223.2 Revenus des titres à revenu variable

Principes comptables

Les revenus des titres à revenu variable comprennent les dividendes et autres revenus provenant d'actions et d'autres titres à revenu variable, de participations, d'autres titres détenus à long terme et de parts dans les entreprises liées.

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Actions et autres titres à revenu variable	904	501
Participations et autres titres détenus à long terme	1 447	977
Parts dans les entreprises liées	22 863	19 366
TOTAL	25 214	20 844

3223.3 Commissions

Principes comptables

Les commissions assimilables par nature à des intérêts sont comptabilisées en intérêts, produits et charges assimilés (note 3223.1).

Les autres commissions sont enregistrées selon la nature de la prestation :

- commissions rémunérant une prestation instantanée : enregistrement lors de l'achèvement des prestations ;
- commissions rémunérant une prestation continue ou discontinue avec plusieurs échéances successives échelonnées : enregistrement au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

En milliers d'euros	Exercice 2022			Exercice 2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire	0	(50)	(50)	0	(45)	(45)
Opérations avec la clientèle	45 650	(89)	45 561	41 871	(77)	41 794
Opérations sur titres	0	(9)	(9)	0	(8)	(8)
Moyens de paiement	38 189	(16 306)	21 883	34 782	(14 533)	20 249
Opérations de change	476	(228)	248	275	(73)	202
Engagements hors-bilan	2 698	(188)	2 510	1 198	(237)	961
Prestations de services financiers	13 484	(8 542)	4 942	12 831	(8 551)	4 280
Activités de conseil	86	0	86	84	0	84
Vente de produits d'assurance vie	34 321	0	34 321	33 295	0	33 295
Vente de produits d'assurance autres	38 830	0	38 830	37 307	0	37 307
TOTAL	173 734	(25 412)	148 322	161 643	(23 524)	138 119

3223.4 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

Principes comptables

Les gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation regroupent :

- les gains ou pertes des opérations de bilan et de hors-bilan sur titres de transaction ;
- les gains ou pertes dégagés sur les opérations de change à terme sec, résultant des achats et ventes de devises et de l'évaluation périodique des opérations en devises et des métaux précieux ;
- les gains ou pertes provenant des opérations sur des instruments financiers à terme, notamment de taux d'intérêt, de cours de change et d'indices boursiers, que ces instruments soient fermes ou conditionnels, y compris lorsqu'il s'agit d'opérations de couverture d'opérations des portefeuilles de négociation.

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Titres de transaction	(81)	0
TOTAL	(81)	0

Le résultat sur "Titres de Transaction" correspond à la dette sur titres empruntés pour un montant 81 milliers d'euros au 31 décembre 2022. Le montant des titres empruntés au 31/12/2022 est de 112 969 milliers d'euros.

3223.5 Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

Principes comptables

Ce poste correspond aux gains ou pertes sur opérations des portefeuilles sur titres de placement et sur titres de l'activités de portefeuille, issu de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

En milliers d'euros	Exercice 2022		Exercice 2021	
	Placement	Total	Placement	Total
Dépréciations	(73 981)	(73 981)	(2 223)	(2 223)
Dotations	(74 418)	(74 418)	(3 782)	(3 782)
Reprises	437	437	1 559	1 559
Résultat de cession	1 993	1 993	1 140	1 140
Autres éléments	504	504	(736)	(736)
Total	(71 484)	(71 484)	(1 819)	(1 819)

La hausse des taux de marchés a fortement impacté le portefeuille de titre de placement de la Caisse d'Epargne Loire. Les dépréciations des titres de placement représentent (73 981) milliers d'euros au 31/12/2022 contre (2 223) milliers d'euros au 31/12/2021.

3223.6 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

Principes comptables

Les autres produits et charges d'exploitation bancaire recouvrent notamment la quote-part réalisée sur opérations faites en commun, les refacturations des charges et produits bancaires, les produits et charges des opérations des activités immobilières et des prestations de services informatiques.

Figurent également à ce poste les charges et produits sur les activités de crédit-bail et/ou de location simple non exercées à titre principal et dont les immobilisations figurent à l'actif au poste d'immobilisations corporelles,

Ces produits et charges comprennent notamment :

- les loyers et les plus et moins-values de cession relatives à des immobilisations données en crédit-bail ou en location avec option d'achat ou encore en location simple ;
- les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux dont la dépréciation est obligatoire, ainsi que celles relatives aux indemnités de résiliation des contrats ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations concernées.

En milliers d'euros	Exercice 2022			Exercice 2021		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun	2 394	(4 048)	(1 654)	2 553	(4 126)	(1 573)
Refacturations de charges et produits bancaires	0	(4 973)	(4 973)	0	(5 232)	(5 232)
Activités immobilières	1 275	(186)	1 089	249	(143)	106
Autres activités diverses	33 541	(38 318)	(4 777)	24 807	(30 692)	(5 885)
Autres produits et charges accessoires ⁽¹⁾	638	0	638	2 799	0	2 799
TOTAL	37 848	(47 525)	(9 677)	30 408	(40 193)	(9 785)

(1) Pour rappel, en 2021, un produit de 2 207 milliers d'euros a été comptabilisé au sein du poste "Autres produits d'exploitation bancaire" au titre de l'amende Echange Image-Chèque ("EIC") suite à la décision favorable rendue par la Cour d'Appel de renvoi. Compte tenu de l'incertitude et de l'historique sur le dossier (cf. Risques juridiques dans la partie du Gestion des risques), une provision d'un montant équivalent avait été comptabilisée en contrepartie du poste "Autres charges d'exploitation bancaire".

3223.7 Charges générales d'exploitation

Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent les frais de personnel dont les salaires et traitements, la participation et l'intéressement des salariés, les charges sociales, les impôts et taxes afférents aux frais de personnel. Sont également enregistrés les autres frais administratifs dont les autres impôts et taxes et la rémunération des services extérieurs.

En milliers d'euros	Exercice 2022	Exercice 2021
Salaires et traitements	(73 777)	(72 950)
Charges de retraite et assimilées	(12 247)	(14 773)
Autres charges sociales	(20 531)	(21 704)
Intéressement des salariés	(7 537)	(7 129)
Impôts et taxes liés aux rémunérations	(10 357)	(11 272)
Total des frais de personnel	(124 449)	(127 828)
Impôts et taxes	(8 205)	(8 267)
Autres charges générales d'exploitation	(67 011)	(63 692)
Charges refacturées	2 060	1 714
Total des autres charges d'exploitation	(73 156)	(70 245)
TOTAL	(197 605)	(198 073)

L'effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice, ventilé par catégories professionnelles est le suivant : 599 cadres et 1 035 non-cadres, soit un total de 1 634 salariés.

Depuis 2020, les refacturations des activités "organe central" (listées dans le Code monétaire et financier) versées à BPCE sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe versées de BPCE sont présentées en frais de gestion.

3223.8 Coût du risque

Principes comptables

Le poste coût du risque comporte uniquement le coût lié au risque de crédit (ou risque de contrepartie). Le risque de crédit est l'existence d'une perte potentielle liée à une possibilité de défaillance de la contrepartie sur les engagements qu'elle a souscrits. Par contrepartie, il s'agit toute entité juridique bénéficiaire d'un crédit ou d'un engagement par signature, partie à un instrument financier à terme ou émetteur d'un titre de créance.

Le coût du risque de crédit est évalué lorsque la créance est qualifiée de douteuse c'est-à-dire quand le risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Le risque de crédit est également évalué quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale (cf. notes 4.1 et 4.2.1).

Le coût de risque de crédit se compose donc de l'ensemble des dotations et reprises de dépréciations de créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors - bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties.

Toutefois, sont classées aux postes Intérêts et produits assimilés et Autres produits d'exploitation bancaire du compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécouvrables ou récupérations de créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses dont le provisionnement est obligatoire. Pour les titres de transaction, de placement, de l'activité de portefeuille et pour les instruments financiers à terme, le coût du risque de contrepartie est porté directement aux postes enregistrant les gains et les pertes sur ces portefeuilles, sauf en cas de risque de défaillance avéré de la contrepartie où cette composante peut être effectivement isolée et où les mouvements de provision sur risque de contrepartie sont alors inscrits au poste Coût du risque.

En milliers d'euros	Exercice 2022					Exercice 2021				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs										
Clientèle	(18 084)	32 278	(15 663)	539	(930)	(23 329)	24 826	(15 410)	963	(12 950)
Titres et débiteurs divers	(168)	269	(1 134)	0	(1 033)	(49)	487	(1 105)	0	(667)
Provisions										
Engagements hors-bilan	(2 272)	980	(66)	0	(1 358)	(2 165)	2 341	0	0	176
Provisions pour risque clientèle	(25 788)	2 928	0	0	(22 860)	(13 184)	2 693	0	0	(10 491)
TOTAL	(46 312)	36 455	(16 863)	539	(26 181)	(38 727)	30 347	(16 515)	963	(23 932)
dont:										
reprises de dépréciations devenues sans objet		24 684					11 461			
reprises de dépréciations utilisées		7 864					13 852			
reprises de provisions devenues sans objet		3 907					5 034			
Total des reprises		36 455					30 347			

3223.9 Gains ou pertes sur actifs immobilisés

Principes comptables

Les gains ou pertes sur actifs immobilisés comprennent :

- les gains ou pertes sur cessions d'actifs corporels et incorporels affectés à l'exploitation de l'établissement, issus de la différence entre plus-values et moins-values de cession et reprises et dotations aux provisions ;
- les gains ou pertes des opérations sur titres de participation, sur autres titres détenus à long terme, sur parts dans les entreprises liées et sur titres d'investissement, issus de la différence entre reprises de provisions et plus-values de cession et dotations aux provisions et moins-values de cession.

En milliers d'euros	Exercice 2022				Exercice 2021			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations								
Dotations	(266)	0	0	(266)	(78)	0	0	(78)
Reprises	2 757	0	0	2 757	73 811	0	0	73 811
Résultat de cession	0	348	94	442	0	0	(599)	(599)
TOTAL	2 491	348	94	2 933	73 733	0	(599)	73 134

Les gains ou pertes sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme comprennent notamment les opérations suivantes :

- le résultat des cessions sur titres de participation et autres titres à long terme :
 - > Une plus-value réalisée de 242 milliers d'euros sur la cession du titre SCA SIPAREX ASSOCIES
 - > Une plus-value réalisée de 106 milliers d'euros sur la cession du titre SEM ORLEANS GESTION
- les dotations aux dépréciations sur titres de participation concernent principalement les titres :
 - > CE DEVELOPPEMENT II pour 105,7 milliers d'euros
 - > SAS LOIRE CENTRE CAPITAL pour 85,9 milliers d'euros
 - > SEM RENOVATION ENERGETIQUE pour 45,5 milliers d'euros
- les reprises de dépréciations sur titres de participation concernent principalement le titre AW FONCIERE ECUREUIL pour 2 752,5 milliers d'euros.

Pour rappel, en 2021, ils comprenaient des reprises de dépréciations sur titres de participation : 70 454 milliers d'euros sur les titres de participations BPCE et 3 201 milliers d'euros sur les titres SPPICAV AEW FONCIERE.

3223.10 *Impôt sur les bénéfices*

Principes comptables

Les réseaux Caisses d'Epargne et Banques Populaires ont décidé depuis l'exercice 2009 de bénéficier des dispositions de l'article 91 de la Loi de finances rectificative pour 2008, qui étend le mécanisme de l'intégration fiscale aux réseaux bancaires mutualistes. Ce mécanisme s'inspire de l'intégration fiscale ouverte aux mutuelles d'assurance et tient compte de critères d'intégration autres que capitalistiques (le critère usuel étant une détention du capital à partir de 95 %).

La Caisse d'Epargne Loire-Centre a signé avec sa mère intégrante une convention d'intégration fiscale qui lui assure de constater dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale mutualiste.

La charge d'impôt de l'exercice correspond à l'impôt sur les sociétés exigible au titre de l'exercice.

Elle comprend également les dotations/reprises de provision pour impôts sur les financements fiscaux et l'impôt constaté d'avance au titre des crédits d'impôts reçus pour la rémunération des prêts à taux zéro.

Détail des impôts sur le résultat 2022

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est membre du groupe d'intégration fiscale constitué par BPCE.

L'impôt sur les sociétés acquitté auprès de la tête de groupe, ventilé entre le résultat courant et le résultat exceptionnel, s'analyse ainsi :

En milliers d'euros	Exercice 2022		
Bases imposables aux taux de	25.00%	19.00%	15.00%
Au titre du résultat courant	2 499		1 481
Au titre du résultat exceptionnel	0		0
Imputations des déficits	0		0
Bases imposables	2 499		1 481
Impôt correspondant	625		222
+ contributions 3,3%	0		0
+ majoration de 10,7% (loi de Finances rectificative 2014)	0		0
- déductions au titre des crédits d'impôts*	0		0
Impôt comptabilisé	625		222
Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	0		0
Provisions pour impôts	0		0
TOTAL	625		222

*La créance liée au crédit d'impôt PTZ imputée dans le cadre de la liquidation s'élève à 3 338 milliers d'euros.

3223.11 Répartition de l'activité

La Caisse d'Epargne Loire-Centre exerce l'essentiel de ses activités dans le secteur Banque de proximité du Groupe BPCE.

322.4. Note 4. Informations sur le bilan

Sauf information contraire, les notes explicatives sur les postes du bilan sont présentées nettes d'amortissements et de dépréciations.

3224.1 Opérations interbancaires

Principes comptables

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles comprennent les valeurs reçues en pension, quel que soit le support, et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

■ Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

■ Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par "contagion" dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

▪ Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêts comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

▪ Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en "Coût du risque" à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en "Intérêts et produits assimilés".

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en "Coût du risque".

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires	803 635	371 807
Créances à vue	803 635	371 807
Comptes et prêts à terme	2 192 360	1 687 548
Créances à terme	2 192 360	1 687 548
Créances rattachées	1 637	9 202
TOTAL	2 997 632	2 068 557

Les créances sur opérations avec le réseau se décomposent en 795 938 milliers d'euros à vue et 2 186 318 milliers d'euros à terme.

La centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de la collecte du Livret A et du LDD représente 2 908 993 milliers d'euros au 31 décembre 2022, contre 2 640 815 milliers d'euros au 31 décembre 2021 qui est présenté en déduction du passif en note 4.2.

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires créditeurs	9 509	17 231
Autres sommes dues	6 238	7 650
Dettes rattachées	0	302
Dettes à vue	15 747	25 183
Comptes et emprunts à terme	5 398 163	3 621 365
Dettes rattachées	3 309	1 752
Dettes à terme	5 401 472	3 623 117
TOTAL	5 417 219	3 648 300

Les dettes sur opérations avec le réseau se décomposent en 5 980 milliers d'euros à vue et 4 823 805 milliers d'euros à terme.

3224.2 Opérations avec la clientèle

32242.1 Opérations avec la clientèle

Principes comptables

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de ceux matérialisés par un titre, les valeurs reçues en pension et les créances se rapportant à des pensions livrées sur titres. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle. Les crédits à la clientèle émis sont inscrits au bilan à leur valeur nominale ou à leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nets des dépréciations constituées au titre du risque de crédit. Les commissions et coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les garanties reçues sont enregistrées en comptabilité en hors bilan. Elles font l'objet de réévaluations périodiques. La valeur comptable de l'ensemble des garanties prises sur un même crédit est limitée à l'encours de ce crédit.

■ Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le dispositif a été prolongé jusqu'au 30 juin 2022 par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la déchéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la déchéance du terme en présence d'un évènement de crédit

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du

prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

A compter du 6 avril 2022, le PGE Résilience est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine. Le plafond autorisé est de 15 % du chiffre d'affaires (CA) moyen des trois derniers exercices comptables. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15 % du CA, ce PGE complémentaire Résilience prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a été prolongé jusqu'au 31 décembre 2023 dans le cadre de la loi de finances rectificative pour 2023.

■ Créances restructurées

Les créances restructurées au sens du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) sont des créances douteuses qui font l'objet d'une modification des caractéristiques initiales (durée, taux d'intérêt) des contrats afin de permettre aux contreparties de rembourser les encours dus.

Lors de la restructuration, le prêt fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêts issus de la restructuration. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif avant la date de restructuration pour les prêts à taux variable. Le taux effectif correspond au taux contractuel. Cette décote est inscrite, au résultat, en coût du risque et, au bilan, en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat, dans la marge d'intérêt, selon un mode actuariel sur la durée du prêt.

Une créance restructurée peut-être reclassée en encours sains lorsque les nouvelles échéances sont respectées. Lorsque la créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau une échéance impayée, quelles qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est déclassée en créance douteuse.

■ Créances douteuses

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

Nonobstant le règlement n°2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), l'identification en encours douteux est effectuée notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois consécutifs au moins en harmonisation avec les événements de défaut définis à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit, applicable au plus tard au 31 décembre 2020. La définition des encours en défaut est ainsi précisée par l'introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement pour identifier les situations de défaut, la clarification des critères de retour en encours sains avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, les concours à durée indéterminée dont la clôture a été notifiée sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis sauf si le passage en perte à terme n'est pas envisagé. Le classement d'un encours douteux en douteux compromis n'entraîne pas le classement par "contagion" dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les intérêts courus et ou échus non perçus sur créances douteuses sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire et dépréciés à due concurrence. Lorsque la créance est qualifiée de compromise, les intérêts courus non encaissés ne sont plus comptabilisés.

Plus généralement, les créances douteuses sont réinscrites en encours sains quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles, et lorsque la contrepartie ne présente plus de risque de défaillance.

■ Opérations de pension

Les opérations de pension livrée sont comptabilisées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) complété par l'instruction n° 94-06 modifiée de la Commission bancaire.

Les éléments d'actif mis en pension sont maintenus au bilan du cédant, qui enregistre au passif le montant encaissé, représentatif de sa dette à l'égard du cessionnaire. Le cessionnaire enregistre à l'actif le montant versé représentatif de sa créance à l'égard du cédant. Lors des arrêtés comptables, les actifs mis en pension, ainsi que la dette à l'égard du cessionnaire ou la créance sur le cédant, sont évalués selon les règles propres à chacune de ces opérations.

■ Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues et des coûts de prise de possession et de vente des biens affectés en garantie. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non recouvrement sont enregistrées en "Coût du risque" à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en "Intérêts et produits assimilés".

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en "Coût du risque".

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées de vie résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1er janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés. Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les encours classés en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- Flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat de son taux d'intérêt effectif et, pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- Taux de perte en cas de défaut ;
- Probabilités de défaut jusqu'à la maturité du contrat.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques définis sur un horizon de trois ans :

- le scénario central a été mis à jour à partir des scénarios déterminés par les économistes du groupe en octobre 2022 et validé par le Comité de Direction Générale ;
- un scénario pessimiste, correspondant à une réalisation plus dégradée des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central ;
- un scénario optimiste, correspondant à une réalisation plus favorable des variables macro-économiques définies dans le cadre du scénario central.

La définition et la revue de ces scénarios suit la même organisation et gouvernance que celle définie pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale. Les probabilités d'occurrence des scénarios sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité WatchList et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires débiteurs	75 019	53 210
Créances commerciales	4 623	17 788
Crédits à l'exportation	251	0
Crédits de trésorerie et de consommation	1 238 815	1 191 920
Crédits à l'équipement	4 441 780	3 930 725
Crédits à l'habitat	7 153 718	6 409 332
Autres crédits à la clientèle	59 710	56 950
Prêts subordonnés	20 491	20 300
Autres	36 877	33 457
Autres concours à la clientèle	12 951 642	11 642 684
Créances rattachées	25 617	21 617
Créances douteuses	250 793	239 504
Dépréciations des créances sur la clientèle	(90 388)	(104 859)
TOTAL	13 217 306	11 869 944
Dont créances restructurées	20 147	24 233
Dont créances restructurées reclassées en encours sains	17 878	20 243

Les créances sur la clientèle éligible au refinancement de la Banque Centrale du ou des pays où l'établissement est installé ou au Système européen de Banque Centrale se monte à 5 414 millions d'euros au 31/12/2022 contre 5 641 millions d'euros au 31/12/2021.

Les Prêts Garantis par l'Etat (PGE et PGE résilience) s'élèvent à 266 millions d'euros au 31/12/2022 contre 318 M€ au 31/12/2021.

Au 31 décembre 2022, les provisions pour dépréciations sur encours non douteux s'élèvent à 72 560 milliers d'euros (contre 48 886 milliers d'euros au 31.12.2021). Elles incluent des provisions complémentaires dans un contexte de crise persistant pour couvrir les risques spécifiques au portefeuille de la Caisse d'Epargne Loire-Centre pour un montant de 36 031 milliers d'euros contre 18 187 milliers d'euros en 2021, ainsi que la provision pour garantie accordée au FCT pour un montant de 1 721 milliers d'euros (contre 839 milliers d'euros au 31/12/2021).

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Comptes d'épargne à régime spécial	9 683 761	9 371 617
Livret A	4 431 047	4 179 601
PEL / CEL	2 594 359	2 653 999
Autres comptes d'épargne à régime spécial ^(*)	2 658 355	2 538 017
Créance sur le fonds d'épargne	(3 217 116)	(2 915 938)
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle ⁽¹⁾	5 270 627	5 076 521
Dépôts de garantie	4 159	446
Autres sommes dues	15 928	6 072
Dettes rattachées	10 784	16 744
TOTAL	11 768 143	11 555 462

(*) Le poste "Autres Comptes d'épargne à régime spécial" se compose principalement des Livrets B pour 1 124 582 milliers d'euros, des L.E.P pour 617 757 milliers d'euros et des L.D.D. pour 813 444 milliers d'euros.

(1) Détail des comptes et emprunts auprès de la clientèle

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 344 640	////	4 344 640	4 366 080	////	4 366 080
Emprunts auprès de la clientèle financière ⁽¹⁾	0	246 280	246 280	0	239 080	239 080
Autres comptes et emprunts	0	679 707	679 707	0	471 361	471 361
TOTAL	4 344 640	925 987	5 270 627	4 366 080	710 441	5 076 521

(1) Dont 69 000 milliers d'euros d'emprunts auprès de BPCE Home Loans FCT, filiale consolidée de BPCE.

32242.2 Répartition des encours de crédit par agent économique

En milliers d'euros	Créances saines			Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Société non financières	3 710 611	144 145	(54 847)	81 259	(46 071)		
Entrepreneurs individuels	556 355	16 874	(6 741)	9 577	(6 032)		
Particuliers	7 048 134	86 450	(26 748)	40 147	(17 106)		
Administrations privées	95 058	2 654	(1 592)	1 335	(962)		
Administrations publiques et Sécurité Sociale	1 582 208	0	0	0	0		
Autres	64 536	670	(459)	659	(451)		
Total au 31/12/2022	13 056 901	250 793	(90 388)	132 976	(70 622)		
Total au 31/12/2021	11 735 299	239 504	(104 859)	126 531	(75 927)		

3224.3 Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable

32243.1 Portefeuille titres

Principes comptables

Le terme "titres" recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières dites à revenu fixe (c'est-à-dire à rendement non aléatoire), les actions et les autres titres à revenu variable.

Les opérations sur titres sont régies au plan comptable par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) qui définit les règles générales de comptabilisation et de valorisation des titres ainsi que les règles relatives à des opérations particulières de cession comme les cessions temporaires de titres.

Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille, titres de placement et titres de transaction.

Pour les titres de transaction, de placement, d'investissement ainsi que de l'activité de portefeuille, les risques de défaillance avérés de la contrepartie dont les impacts peuvent être isolés font l'objet de dépréciations. Les mouvements de dépréciations sont inscrits en coût du risque.

Lors d'une opération de prêt de titres, les titres prêtés cessent de figurer au bilan et une créance représentative de la valeur comptable des titres prêtés est constatée à l'actif.

Lors d'une opération d'emprunt de titres, les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction en contrepartie d'un passif correspondant à la dette de titres à l'égard du prêteur pour un montant égal au prix de marché des titres empruntés du jour de l'emprunt. Les titres empruntés sont présentés au bilan en déduction de la dette représentative de la valeur des titres empruntés.

▪ Titres de transaction

Il s'agit des titres acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Pour être éligible dans cette catégorie, les titres doivent, à la date de comptabilisation initiale, être négociables sur un marché actif et les prix du marché doivent être accessibles et représentatifs de transactions réelles intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. En cas de vente à découvert, la dette est inscrite au passif pour le prix de vente des titres, frais exclus.

A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent : le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent, sauf situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ou en cas de disparition d'un marché actif pour les titres à revenu fixe, être transférés vers une autre catégorie comptable, et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie de bilan par cession, remboursement intégral, ou passage en pertes.

▪ Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres qui ne sont inscrits dans aucune autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais exclus.

Le cas échéant, pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus sont constatés dans des comptes rattachés en contrepartie du compte de résultat au poste "Intérêts et produits assimilés".

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement (prime ou décote) des titres à revenu fixe est rapportée au compte de résultat sur la durée résiduelle du titre en utilisant la méthode actuarielle.

Les titres de placement sont évalués au plus bas de leur prix d'acquisition ou de leur prix de marché. Pour les parts d'OPCVM et de FCP, les valeurs de marché correspondent aux valeurs liquidatives disponibles dans le contexte de marché en vigueur à la date d'arrêt.

Les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres.

Les gains, provenant des éventuels instruments de couverture, au sens de l'article 2514-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les plus et moins-values de cession réalisées sur les titres de placement, ainsi que les dotations et reprises de dépréciations sont enregistrées dans la rubrique "Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés".

▪ Titres d'investissement

Ce sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixe qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie "Titres de transaction" ou de la catégorie "Titres de placement" avec l'intention manifeste et la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance. Les titres ne doivent pas être soumis à une contrainte existante, juridique ou autre, qui serait susceptible de remettre en cause l'intention de détention jusqu'à l'échéance des titres. Le classement en titres d'investissement ne fait pas obstacle à leur désignation comme éléments couverts contre le risque de taux d'intérêt.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus. Lorsqu'ils proviennent du portefeuille de placement, ils sont inscrits à leur prix d'acquisition et les dépréciations antérieurement constituées sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

L'écart entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres, ainsi que les intérêts courus attachés à ces derniers, sont enregistrés selon les mêmes règles que celles applicables aux titres de placement à revenu fixe.

Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles, ou s'il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres d'investissement ne peuvent pas, sauf exceptions, faire l'objet de vente ou de transfert dans une autre catégorie de titres.

Les titres de transaction ou de placement à revenu fixe, reclassés vers la catégorie titres d'investissement, dans le cadre de l'illiquidité des marchés, par application des dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), peuvent toutefois être cédés lorsque le marché sur lequel ils sont échangés redevient actif.

▪ Titres de l'activité de portefeuille

L'activité de portefeuille consiste à investir avec pour objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle. Il ne peut s'agir en principe que de titres à revenu variable. Cette activité doit être exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré procurant une rentabilité récurrente provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

A la clôture de l'exercice, ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de l'activité de portefeuille ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022			31/12/2021		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Valeurs brutes	396 744	137 261	534 005	366 708	242 642	609 350
Créances rattachées	591	916	1 507	624	4 039	4 663
Dépréciations	(50 746)	0	(50 746)	(1 993)	0	(1 993)
Effets publics et valeurs assimilées	346 589	138 177	484 766	365 339	246 681	612 020
Valeurs brutes	260 594	1 276 790	1 537 384	261 941	1 319 750	1 581 691
Créances rattachées	26 939	45	26 984	30 274	14	30 288
Dépréciations	(26 385)	0	(26 385)	(1 516)	0	(1 516)
Obligations et autres titres à revenu fixe	261 148	1 276 835	1 537 983	290 699	1 319 764	1 610 463
Montants bruts	55 753	///	55 753	53 438	///	53 438
Créances rattachées	0	///	0	0	///	0
Dépréciations	(4 971)	///	(4 971)	(4 612)	///	(4 612)
Actions et autres titres à revenu variable	50 782	///	50 782	48 826	///	48 826
TOTAL	658 519	1 415 012	2 073 531	704 864	1 566 445	2 271 309

Conformément au règlement ANC n°2020-10, au 31 décembre 2022, la valeur des titres de transaction présentés, au bilan, en déduction des dettes sur titres empruntés est nulle, le montant des titres empruntés et de la dette associée se compensant. Ce montant se décompose en 112 969 milliers d'euros pour les effets publics et valeurs assimilées sans équivalence au 31 décembre 2021.

Le poste "obligations et autres titres à revenu fixe" des titres d'investissement, comprend les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE.

Les titres résultant de la participation de l'établissement aux opérations de titrisation du Groupe BPCE sont comptabilisés conformément à l'Art. 2422-4 du règlement 2014-07 en titres de placement.

Pour les effets publics et valeurs assimilées, le montant des créances représentatives des titres prêtés s'élève à 137 261 milliers d'euros.

La valeur de marché des titres d'investissement s'élève à 1 319 649 milliers d'euros.

Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022			31/12/2021		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres cotés	13	0	13	2 360	0	2 360
Titres non cotés	32 372	178 771	211 143	21 892	199 657	221 549
Titres prêtés	547 823	1 235 280	1 783 103	600 888	1 362 735	1 963 623
Créances rattachées	27 529	961	28 490	30 898	4 053	34 951
TOTAL	607 737	1 415 012	2 022 748	656 038	1 566 445	2 222 483
<i>dont titres subordonnés</i>	<i>30 073</i>	<i>171 114</i>	<i>201 187</i>	<i>22 560</i>	<i>199 658</i>	<i>222 218</i>

1 098 019 milliers d'euros d'obligations séniores souscrites dans le cadre des opérations de titrisation ont été prêtées à BPCE SA dans le cadre de la gestion centrale de la trésorerie du groupe BPCE (contre 1 120 093 au 31 décembre 2021).

Les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation sur les titres de placement s'élèvent à 77 131 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 3 509 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 33 569 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 53 713 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 4 905 milliers d'euros au 31 décembre 2022. Au 31 décembre 2021, les plus-values latentes sur les titres d'investissement s'élevaient à 13 133 milliers d'euros.

Les moins-values latentes sur les titres d'investissement s'élèvent à 99 307 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 22 318 milliers d'euros au 31 décembre 2021. Par ailleurs, aucune dépréciation des titres d'investissement au titre du risque de contrepartie n'a été comptabilisée au 31 décembre 2022 et au 31 décembre 2021.

La part des obligations et autres titres à revenu fixe émis par des organismes publics s'élève à 31 025 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Actions et autres titres à revenu variable

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2022		31/12/2021	
	Placement	Total	Placement	Total
Titres non cotés	50 782	50 782	48 826	48 826
TOTAL	50 782	50 782	48 826	48 826

Pour les titres de placement, les moins-values latentes faisant l'objet d'une dépréciation s'élèvent à 4 971 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 4 612 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Les plus-values latentes sur les titres de placement s'élèvent à 5 681 milliers d'euros au 31 décembre 2022 contre 4 359 milliers au 31 décembre 2021.

32243.2 Evolution des titres d'investissement

<i>En milliers d'euros</i>	01/01/2022	Achats	Remboursements	Décotes / surcotes	Autres variations	31/12/2022
Effets publics	246 681	70 000	(175 000)	(3 342)	(161)	138 177
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 319 764	262 763	(305 723)	0	31	1 276 835
TOTAL	1 566 445	332 763	(480 723)	(3 342)	(130)	1 415 012

32243.3 Reclassements d'actifs

Principes comptables

Dans un souci d'harmonisation et de cohérence avec les normes IFRS, le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) reprend les dispositions de l'avis n° 2008-19 du 8 décembre 2008 relatif aux transferts de titres hors de la catégorie "Titres de transaction" et hors de la catégorie "Titres de placement" ».

Le reclassement hors de la catégorie "Titres de transaction", vers les catégories "Titres d'investissement" et "Titres de placement" est désormais possible dans les deux cas suivants :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque des titres à revenu fixe ne sont plus, postérieurement à leur acquisition, négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à leur échéance.

Le transfert de la catégorie "Titres de placement" vers la catégorie "Titres d'investissement" est applicable à la date de transfert dans l'une ou l'autre des conditions suivantes :

- dans des situations exceptionnelles de marché nécessitant un changement de stratégie ;
- lorsque les titres à revenu fixe ne sont plus négociables sur un marché actif.

A noter que le Conseil national de la comptabilité, dans son communiqué du 23 mars 2009, précise que "les possibilités de transferts de portefeuille, en particulier du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement telles qu'elles étaient prévues par l'article 19 du règlement CRB n°90-01 avant sa

mise à jour par le règlement n° 2008-17 du CRC restent en vigueur et ne sont pas abrogées par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Le règlement n° 2008-17 du CRC remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC) prévoyant des possibilités additionnelles de transferts entre portefeuilles, ces nouvelles possibilités de transferts complètent celles précédemment définies, et ce, à compter de la date d'application de ce règlement le 1er juillet 2008".

Par conséquent, un reclassement du portefeuille de titres de placement vers le portefeuille de titres d'investissement demeure possible sur simple changement d'intention, si au jour du transfert, tous les critères du portefeuille d'investissement sont remplis.

Reclassement en raison de l'illiquidité des marchés (CRC n°2008-17 remplacé par le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC))

En application des dispositions du règlement susmentionné afférent aux transferts de titres hors de la catégorie "Titres de transaction" et hors de la catégorie "Titres de placement", l'établissement Caisse d'Epargne Loire-Centre a opéré des reclassements d'actifs au 31 décembre 2011.

Type de reclassement en milliers d'euros	Montant reclassé à la date du reclassement		Montant reclassé restant à la clôture	Plus ou moins-value latente qui aurait été comptabilisée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Moins-value latente qui aurait été provisionnée s'il n'y avait pas eu de reclassement	Résultat de l'année sur les titres reclassés
	Années précédentes	Exercice 2022	31/12/2022			
Titres de placement à titres d'investissement	46 760	0	49 722	0	0	1 049

3224.4 Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

Principes comptables

▪ Titres de participation et parts dans les entreprises liées

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise car elle permet notamment d'exercer une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices ou d'en assurer le contrôle.

Les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour leur prix d'acquisition frais inclus si les montants sont significatifs.

A la clôture de l'exercice, ils sont individuellement évalués au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est appréciée notamment au regard de critères tels que le caractère stratégique, la volonté de soutien ou de conservation, le cours de bourse et des transactions récentes, l'actif net comptable, l'actif net réévalué, des éléments prévisionnels. Les moins-values latentes, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les titres de participation et parts dans les entreprises liées ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

▪ Autres titres détenus à long terme

Ce sont des titres acquis afin de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influence dans la gestion de l'entreprise dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les autres titres détenus à long terme sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais exclus.

Ils figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. Cette dernière, pour les titres cotés ou non, correspond à ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Les moins-values latentes font obligatoirement l'objet d'une dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les titres enregistrés parmi les autres titres détenus à long terme ne peuvent être transférés vers une autre catégorie comptable.

32244.1 Evolution des participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

En milliers d'euros	01/01/2022	Augmentation	Diminution	Autres variations	31/12/2022
Participations et autres titres détenus à long terme	114 724	40 092	(294)	1 423	155 946
Parts dans les entreprises liées	618 160	518	0	(186)	618 492
Valeurs brutes	732 884	40 610	(294)	1 238	774 438
Participations et autres titres à long terme	(726)	(267)	5	0	(988)
Parts dans les entreprises liées	(7 245)	(0)	2 753	0	(4 492)
Dépréciations	(7 971)	(267)	2 758	0	(5 480)
Immobilisations financières nettes	724 913	40 343	2 464	1 238	768 958

Les parts de sociétés civiles immobilières présentées en immobilisations financières s'élèvent à 7 110 milliers d'euros au 31 décembre 2022 (montant identique au 31 décembre 2021).

Les autres titres détenus à long terme incluent notamment les certificats d'associés et d'association au fonds de garantie des dépôts (20 157 milliers d'euros) et des titres subordonnés à durée indéterminée pour un montant de 116 310 milliers d'euros.

Les titres BPCE SA dont la valeur nette comptable au 31 décembre 2022 s'élève à 558 385 milliers d'euros représentent l'essentiel du poste, cette valorisation n'a pas changé depuis le 31/12/2021 et reste déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE, les actifs incorporels détenus par BPCE et les charges de structure de l'organe central.

Les principales filiales de BPCE sont valorisées à partir de prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (*Dividend Discount Model*). Les prévisions des flux de dividendes attendus s'appuient sur les plans d'affaires des entités concernées et sur des paramètres techniques de niveau de risque, de taux de marge et de niveau de croissance jugés raisonnables. Des contraintes prudentielles individuelles applicables aux activités concernées ont été prises en considération dans l'exercice de valorisation.

L'actif net réévalué de BPCE intègre les actifs incorporels détenus par BPCE, qui ont fait l'objet d'un exercice pluriannuel de valorisation par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure de l'organe central.

Ces valorisations sont fondées sur la notion de valeur d'utilité. En conséquence, elles prennent en compte la situation spécifique de la Caisse d'Epargne Loire-Centre, l'appartenance de ces participations au Groupe BPCE et leur intégration au sein du mécanisme de solidarité, leur intérêt stratégique pour la Caisse d'Epargne Loire-Centre et le fait qu'elles sont détenues dans un objectif de long terme.

Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques fondés sur une vision de détention et d'appartenance au Groupe à long terme et non sur des paramètres de valorisation à leurs bornes.

En milliers d'euros

Filiales et participations	Capital 31/12/2022	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2022	Quote-part du capital détenue (en) 31/12/2022	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2022		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2022	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2022	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2022 2	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2022	Dividende s encaissés par la société au cours de l'exercice en 2022	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1% du capital de la société astreinte à la publication											
1. Filiales (détenues à + de 50%)											
SCI LOIRE CENTRE MONTESPAN	7 000	(3 168)	99.99%	6 999	6 999	15 596		949	(852)		
2. Participations (détenues entre 10 et 50%)											
OPCI AEW FONCIERE ECUREUIL	204 506	6 326	10.87%	22 772	22 772	8 325		10 871	6 272	123	
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1% du capital de la société astreinte à la publication											
Filiales françaises (ensemble)				1 471	1 385	25 163	50				6
Participations dans les sociétés françaises				18 047	17 145	190 443	66 653				980

La Caisse d'Epargne Loire-Centre détient en outre, à hauteur de moins de 10 % du capital des titres de filiales communes au Groupe Caisse d'Epargne dont la valeur brute excède 1 % du capital social de la Caisse.

L'ensemble de ces titres, compris avance en compte courant et créances rattachées représente une valeur nette comptable de 684 424 milliers d'euros.

32244.3 Entreprises dont l'établissement est associé indéfiniment responsable

Dénomination	Siège	Forme juridique
GIE ECOLOCALE	PARIS	GIE
GIE BPCE SERVICES FINANCIERS	PARIS	GIE
GIE BPCE SOLUTION CLIENT	PARIS	GIE
GIE BPCE ACHATS	PARIS	GIE
GIE CAISSE D'EPARGNE SYNDICATION RISQUE ET DISTRIBUTION	PARIS	GIE
GIE IT CE - EX GIE GCE TECHNOLOGIE	PARIS	GIE
GIE GCE MOBILIZ	PARIS	GIE
GIE NEUILLY CONTENTIEUX	LEVALLOIS PERRET	GIE
SCI DE NOYELLES	SECLIN	SCI
SCI FILIALE IMMOBILIERE COMMUNE DES ORGANISMES SOCIAUX D'INDRE ET LOIRE - FICOSIL	TOURS	SCI
SCI LAVOISIER ECUREUIL	ORLEANS	SCI
SCI LC AZUR	TOURS	SCI
SCI LC MONTESPAN	TOURS	SCI
SCI MARCEL PAUL ECUREUIL	ST HERBLAIN	SCI
SNC ECUREUIL 5 RUE MASSERAN	PARIS	SNC

32244.4 Opérations avec les entreprises liées

En milliers d'euros	Etablissements de crédit	Autres entreprises	31/12/2022	31/12/2021
Créances	2 965 485	227 002	3 192 487	2 207 705
Dettes	5 330 897	144 677	5 475 574	3 311 023
Engagements de financement	53 330	33 671	87 001	34 215
Engagements de garantie	1 249 308	100 495	1 349 803	816 686
Engagements donnés	1 302 638	134 166	1 436 804	850 901
Engagements de garantie	1 350	149 509	150 859	144 681
Engagements reçus	1 350	149 509	150 859	144 681

Il n'y a pas de transaction significative conclue à des conditions hors marché avec une partie liée.

L'augmentation des opérations avec le réseau en 2022 est liée à l'optimisation de la circulation de liquidité réglementaire au sein du groupe par l'organe central.

3224.5 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les règles de comptabilisation des immobilisations sont définies par le règlement n° 2014-03 de de l'Autorité des normes comptables (ANC).

32245.1 Immobilisations incorporelles

Principes comptables

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique. Les immobilisations incorporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition qui comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Elles sont amorties selon leur durée probable d'utilisation.

Les logiciels acquis sont amortis sur une durée maximum 5 ans. La quote-part d'amortissement supplémentaire dont peuvent bénéficier les logiciels, en application des dispositions fiscales, est inscrite en amortissement dérogatoire.

Les fonds de commerce ne sont pas amortis mais font l'objet, le cas échéant, de dépréciations.

Les droits au bail sont amortis de manière linéaire, sur la durée de vie résiduelle du bail et font l'objet de dépréciations si nécessaire par rapport à la valeur de marché.

En milliers d'euros	31/12/2021	Augmentation	31/12/2022
Droits au bail et fonds commerciaux	3 819	0	3 819
Logiciels	2 553	10	2 563
Valeurs brutes	6 372	10	6 382
Droits au bail et fonds commerciaux	(156)	0	(156)
Logiciels	(2 524)	(27)	(2 551)
Amortissements et dépréciations	(2 680)	(27)	(2 707)
TOTAL VALEURS NETTES	3 692	(17)	3 675

32245.2 Immobilisations corporelles

Principes comptables

Une immobilisation corporelle est un actif physique détenu, soit pour être utilisé dans la production ou la fourniture de biens ou de services, soit pour être loué à des tiers, soit à des fins de gestion interne et dont l'entité attend qu'il soit utilisé au-delà de l'exercice en cours.

Les constructions étant des actifs composés de plusieurs éléments ayant des utilisations différentes dès l'origine, chaque élément est comptabilisé séparément à sa valeur d'acquisition et un plan d'amortissement propre à chacun des composants est retenu.

Le montant amortissable est la valeur brute sous déduction de la valeur résiduelle lorsque cette dernière est mesurable, significative et durable. Les principaux composants des constructions sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien :

Postes	Durée
> Murs, fondations, charpentes et cloisons fixes	20 à 30 ans
> Toitures	25 ans
> Ascenseurs	10 ans
> Installations de chauffage ou de climatisation	10 ans
> Eléments de signalétique et façade	5 à 10 ans
> Ouvrants (portes et fenêtres)	20 ans
> Clôtures	10 ans
> Matériel de sécurité	7 ans
> Câblages	10 ans
> Autres agencements et installations des constructions	10 ans

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites à leur coût d'acquisition, à leur coût de production ou à leur coût réévalué. Le coût des immobilisations libellé en devises est converti en euros au cours du jour de l'opération. Les biens sont amortis selon la durée de consommation des avantages économiques attendus, soit en général la durée de vie du bien.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les immeubles de placement constituent des immobilisations hors exploitation et sont comptabilisés suivant la méthode des composants.

En milliers d'euros	31/12/2021	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2022
Terrains	3 619	65	0	(9)	3 675
Constructions	100 265	2 528	(765)	3 379	105 406
Autres	68 375	9 001	(5 054)	(6 903)	65 419
Immobilisations corporelles d'exploitation	172 259	11 594	(5 819)	(3 533)	174 500
Immobilisations hors exploitation	7 401	0	(1 906)	303	5 798
Valeurs brutes	179 660	11 594	(7 725)	(3 230)	180 298
Terrains	(182)	(3)	0	0	(185)
Constructions	(67 918)	(3 560)	767	(2 957)	(73 668)
Autres	(54 018)	(3 213)	3 811	3 166	(50 253)
Immobilisations corporelles d'exploitation	(122 118)	(6 776)	4 578	210	(124 106)
Immobilisations hors exploitation	(4 452)	(80)	1 463	(210)	(3 279)
Amortissements et dépréciations	(126 570)	(6 856)	6 041	0	(127 385)
TOTAL VALEURS NETTES	53 090	4 738	(1 684)	(3 230)	52 913

3224.6 Dettes représentées par un titre

Principes comptables

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire et titres de créances négociables, titres obligataires et assimilés, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés sur une ligne spécifique au passif.

Les intérêts courus non échus attachés à ces titres sont portés dans un compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les frais d'émission sont pris en charge dans la totalité de l'exercice ou étalés sur la durée de vie des emprunts correspondants. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de la vie de l'emprunt par le biais d'un compte de charges à répartir.

Pour les dettes structurées, en application du principe de prudence, seule la partie certaine de la rémunération ou du principal est comptabilisée. Un gain latent n'est pas enregistré. Une perte latente fait l'objet d'une provision.

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Bons de caisse et bons d'épargne	4 348	4 283
Titres du marché interbancaire et de créances négociables	0	500
Dettes rattachées	13	18
TOTAL	4 361	4 801

3224.7 Autres actifs et autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres	0	0	0	0
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres	///	81	///	0
Créances et dettes sociales et fiscales	40 039	37 143	28 091	37 421
Dépôts de garantie reçus et versés	1 492	0	1 081	0
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers	119 076	303 924	154 989	193 063
TOTAL	160 607	341 148	184 161	230 484

Conformément au règlement ANC n° 2020-10, le montant de la dette sur titres empruntés est diminué de la valeur des titres identiques classés par l'établissement parmi les titres de transaction et à concurrence du montant de la dette (Voir note 32243.1).

3224.8 Comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises	128	125	5	0
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture	603	9 223	950	3 546
Charges et produits constatés d'avance (1)	11 991	37 500	12 345	39 242
Produits à recevoir/Charges à payer	34 826	64 397	25 068	60 682
Valeurs à l'encaissement	46 119	56 789	30 409	51 436
Autres (2)	25 574	4 914	36 593	2 698
TOTAL	119 241	172 948	105 370	157 604

(1) Les charges constatées d'avance sont principalement constituées de la charge d'impôt relative aux prêts à taux zéro pour 7 792 milliers d'euros.

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués de la bonification sur prêts à taux zéro pour 35 493 milliers d'euros.

(2) Les principaux éléments du poste "Autres" sont les comptes techniques de régularisation qui représentent 20 078 milliers d'euros à l'actif et 947 milliers d'euros au passif, ainsi que les mouvements manuels contentieux pour 1 544 milliers d'euros au passif.

3224.9 Provisions

Principes comptables

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. A moins d'être couverte par un texte spécifique ou de relever des opérations bancaires ou connexes, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du règlement n° 2014-03 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Il comprend notamment une provision pour engagements sociaux et une provision pour risques de contrepartie.

■ Engagements sociaux

Les avantages versés au personnel sont comptabilisés en application de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables. Ils sont classés en 4 catégories :

> Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels, intéressement, participation, primes payés dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés en charge de l'exercice y compris pour les montants restants dus à la clôture.

> Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice ; il s'agit en particulier des primes pour médaille du travail. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture.

Ces derniers sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté, la probabilité de présence à la date d'attribution de l'avantage et le taux d'actualisation. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées).

> Indemnités de fin de contrat de travail

Il s'agit des indemnités accordées aux salariés lors de la résiliation de leur contrat de travail avant le départ en retraite, que ce soit en cas de licenciement ou d'acceptation d'un plan de départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail font l'objet d'une provision. Celles qui sont versées plus de douze mois après la date de clôture donnent lieu à actualisation.

> **Avantages postérieurs à l'emploi**

Les avantages au personnel postérieurs à l'emploi recouvrent les indemnités de départ en retraite, les retraites et avantages aux retraités.

Ces avantages peuvent être classés en deux catégories : les régimes à cotisations définies (non représentatifs d'un engagement à provisionner pour l'entreprise) et les régimes à prestations définies (représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise et donnant lieu à évaluation et provisionnement).

Les engagements sociaux qui ne sont pas couverts par des cotisations passées en charge et versées à des fonds de retraite ou d'assurance sont provisionnés au passif du bilan.

La méthode d'évaluation utilisée est identique à celle décrite pour les avantages à long terme.

La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements et des éléments actuariels non-reconnus.

Les écarts actuariels des avantages postérieurs à l'emploi, représentatifs des différences liées aux hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation, etc.) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et les calculs réels (rendement des actifs de couverture, etc.) sont amortis selon la règle dite du corridor, c'est-à-dire pour la partie qui excède une variation de plus ou moins 10 % des engagements ou des actifs.

La charge annuelle au titre des régimes à prestations définies comprend le coût des services rendus de l'année, le coût financier net lié à l'actualisation des engagements nets des actifs de couverture, et le coût des services passés et éventuellement l'amortissement des éléments non reconnus que sont les écarts actuariels.

▪ **Provisions épargne logement**

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui commercialisent ces produits :

- L'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- L'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne logement d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne logement d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risques :

- L'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existant à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- L'encours de crédits en risque correspond aux encours de crédits déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode Monte-Carlo pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux d'intérêt et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produit net bancaire.

32249.1 *Tableau des variations des provisions*

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021	Dotations	Reprises	Utilisations	31/12/2022
Provisions pour risques de contrepartie sur engagement de garantie et de financement	57 824	28 465	(4 312)	0	81 977
Provisions pour engagements sociaux	7 033	482	(657)	0	6 858
Provisions pour PEL/CEL	19 759	1 378	0	0	21 137
Provisions pour litiges	9 657	10 538	(3 246)	(284)	16 665
Risques sur opérations de banque	1 635	2 000	(1 800)	0	1 835
Autres	65	0	(65)	0	0
Autres provisions pour risques	1 700	2 000	(1 865)	0	1 835
Provisions pour restructurations informatiques	984	0	0	(193)	791
Provisions exceptionnelles	984	0	0	(193)	791
TOTAL	96 957	32 325	(6 835)	(193)	129 263

32249.2 *Provisions et dépréciations constituées en couverture du risque de contrepartie*

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2021	Dotations (3)	Reprises (3)	Utilisations	31/12/2022
Dépréciations sur créances sur la clientèle	104 859	19 449	(26 082)	(7 838)	90 388
Dépréciations sur autres créances	1 856	168	(269)	(1)	1 754
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	106 715	19 617	(26 351)	(7 839)	92 142
Provisions pour risque d'exécution d'engagements par signature (1)	10 420	2 272	(980)	0	11 712
Autres provisions pour risques de contrepartie clientèle (2)	47 404	25 788	(2 928)	0	70 264
Autres provisions	0	0	0	0	0
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	57 824	28 060	(3 907)	0	81 977
TOTAL	164 539	47 677	(30 258)	(7 839)	174 119

(1) Provisions constituées au titre d'engagement de financement et de garantie dont le risque est avéré ;

(2) Une provision pour risque de contrepartie est constituée sur le périmètre des engagements non douteux, inscrits au bilan ou au hors bilan, pour lesquels les informations disponibles permettent d'anticiper un risque de défaillance et de pertes à l'échéance (cf. notes 4.1 et 4.2.1) ;

(3) L'établissement applique les modalités d'enregistrement des mouvements liés aux dépréciations et provisions conformes aux dispositions du règlement n°2014-07 de l'ANC (reprise intégrale des montants de l'exercice précédent et dotation intégrale des montants de l'exercice en cours)

L'évolution des provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif et des provisions sur engagements hors bilan s'explique principalement par le provisionnement des encours sains de statut 2 pour un montant de 23 674 milliers d'euros

Dans la dernière opération de titrisation, tout comme dans les opérations précédentes relatives aux prêts immobiliers, la gestion des impayés, du douteux et du contentieux de l'ensemble des créances cédées par les établissements du Groupe BPCE est réalisée au sein du FCT BPCE Home Loans FCT 2022.

La Caisse d'Epargne Loire-Centre est toujours exposée à un risque équivalent à celui de ses propres créances cédées. Ce risque prend la forme d'une garantie accordée au FCT BPCE Home loans 2022 FCT Demut dont le rôle est de démutualiser les flux servis par les différentes tranches de titres émises par le FCT BPCE Home loans FCT 2022.

Pour les créances qu'elle a cédées au FCT, la Caisse d'Epargne Loire-Centre comptabilise au passif des provisions pour risque d'exécution des engagements par signature en remplacement et pour un montant équivalent à celui des provisions sur base de portefeuilles.

L'engagement de garantie étant déjà provisionné, il ne figure pas au hors bilan.

▪ Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies concernent les régimes de retraites obligatoires gérés par la sécurité sociale et par les caisses de retraite AGIRC et ARRCO et des régimes sur complémentaires auxquels adhèrent les Caisses d'Epargne et les Banques Populaires. L'engagement de la Caisse d'Epargne Loire-Centre est limité au versement des cotisations (13 658 milliers d'euros en 2022).

▪ Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et avantages à long terme

Les engagements de la Caisse d'Epargne Loire-Centre concernent les régimes suivants :

- le régime de retraite des Caisses d'Epargne, anciennement géré au sein de la Caisse Générale de Retraite des Caisses d'Epargne (CGRCE) désormais intégré au sein de la Caisse Générale de Prévoyance des Caisses d'Epargne (CGPCE) (régime de maintien de droit). Ce régime est fermé depuis le 31 décembre 1999 et les droits sont cristallisés à cette date. Le régime de maintien de droit est assimilé à un fonds d'avantages à long terme.

Ces engagements sont calculés conformément aux dispositions de la recommandation n° 2013-R-02 de l'Autorité des normes comptables modifiée le 5 novembre 2021.

▪ Analyse des actifs et passifs comptabilisés au bilan

	Exercice 2022					Exercice 2021				
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Total
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages		Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	
<i>En milliers d'euros</i>										
Dette actuarielle	205 235	6 900	1 481		213 616	298 810	9 422	1 777		310 010
Juste valeur des actifs du régime	(281 790)	(6 986)			(288 776)	(356 986)	(6 950)			(363 936)
Juste valeur des droits à remboursement										0
Effet du plafonnement d'actifs	20 660				20 660	20 019				20 019
Ecart actuariels non reconnus gains / (pertes)	57 969	3 384			61 353	40 050	519			40 569
Coût des services passés non reconnus					0					0
Solde net au bilan	2 075	3 297	1 481	0	6 853	1 893	2 991	1 777	0	6 662
Engagements sociaux passifs	2 075	3 297	1 481	0	6 853	1 893	2 991	1 777	0	6 662
Engagements sociaux actifs										

■ Analyse de la charge de l'exercice

En milliers d'euros	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Exercice 2022	Exercice 2021
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Total	Total
Coût des services rendus	41	676	124		840	787
Coût des services passés		54			54	0
Coût financier	19	39	12		70	1 973
Produit financier	(44)	(550)	(143)		(736)	(2 318)
Ecarts actuariels comptabilisés en résultat			(525)		(525)	(180)
Autres	195	0	(48)	(29)	118	(256)
Total de la charge de l'exercice	181	219	(579)	(29)	(179)	6

■ Principales hypothèses actuarielles

	Exercice 2022	Exercice 2021
	CGPCE	CGPCE
taux d'actualisation	3,75%	1,07%
taux d'inflation	2,40%	1,70%
table de mortalité utilisée	TGH05-TGF05	TGH05-TGF05
duration	14,4 ans	17,07 ans

Hors CGPCE et CAR-BP	Exercice 2022				Exercice 2021			
	Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme		Régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies		Autres avantages à long terme	
	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages	Compléments de retraite et autres régimes	Indemnités de fin de carrière	Médailles du travail	Autres avantages
taux d'actualisation	3,83%	3,69%	3,64%		1,07%	0,53%	0,36%	
taux d'inflation	2,40%	2,40%	2,40%		1,70%	1,70%	1,70%	
taux de croissance des salaires								
taux d'évolution des coûts médicaux	sans objet	sans objet	Sans objet		sans objet	sans objet	Sans objet	
table de mortalité utilisée	TGH05/TGF 05	TGH05/TGF 05	TGH05-TGF05		TGH05/TGF 05	TGH05/TGF 05	TGH05-TGF05	
duration	15,59 ans	9,6 ans	8 ans		20,4 ans	11,8 ans	9,7 ans	

Sur l'année 2022, sur l'ensemble des (91 974) milliers d'euros d'écarts actuariels générés, (88 157) milliers d'euros proviennent des écarts liés à la mise à jour du taux d'actualisation, (3 645) milliers d'euros proviennent des ajustements liés à l'expérience et (172) milliers d'euros proviennent des écarts démographiques.

Au 31 décembre 2022, les actifs de couverture du régime de retraite des Caisses d'Epargne sont répartis à hauteur de 80,2 % en obligations, 13,4 % en actions, 2,5 % en actifs immobiliers et 3,9 % en actifs monétaires.

Les tables de mortalité utilisées sont : TGH05/TGF05 pour les IFC, médailles et autres avantages ainsi que pour CGPCE et CARBP.

Le taux d'actualisation utilisé est issu de la courbe des emprunteurs de première catégorie (courbe "EUR Composite (AA)").

▪ Encours de dépôts collectés

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Encours collectés au titre des Plans d'épargne logement (PEL)		
* ancienneté de moins de 4 ans	55 175	43 359
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 645 735	1 653 485
* ancienneté de plus de 10 ans	659 664	697 602
Encours collectés au titre des plans épargne logement	2 360 575	2 394 447
Encours collectés au titre des comptes épargne logement	227 515	224 338
TOTAL	2 588 089	2 618 784

▪ Encours de crédits octroyés

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Encours de crédits octroyés		
* au titre des plans épargne logement	368	546
* au titre des comptes épargne logement	1 312	2 151
TOTAL	1 680	2 697

▪ Provisions sur engagements liés aux comptes et plans épargne-logement (PEL et CEL)

En milliers d'euros	01/01/2022	Dotations / reprises nettes	31/12/2022
Provisions constituées au titre des PEL			
* ancienneté de moins de 4 ans	578	(192)	386
* ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	4 963	172	5 135
* ancienneté de plus de 10 ans	11 610	(770)	10 840
Provisions constituées au titre des plans épargne logement	17 150	(790)	16 361
Provisions constituées au titre des comptes épargne logement	2 640	2 158	4 798
Provisions constituées au titre des crédits PEL	(12)	2	(10)
Provisions constituées au titre des crédits CEL	(20)	7	(13)
Provisions constituées au titre des crédits épargne logement	(32)	10	(22)
TOTAL	19 759	1 378	21 137

3224.10 Fonds pour risques bancaires généraux

Principes généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de l'entité, conformément aux conditions requises par l'article 3 du règlement n° 90-02 du CRBF.

Ils comprennent également les montants dotés aux fonds constitués dans le cadre du mécanisme de garantie (cf. §3221.2).

En milliers d'euros	31/12/2021	Augmentation	Diminution	31/12/2022
Fonds pour Risques Bancaires Généraux	212 692	0	(61 207)	151 485
TOTAL	212 692	0	(61 207)	151 485

Au 31 décembre 2022, les Fonds pour risques bancaires généraux incluent notamment 20 880 milliers d'euros affectés au Fond Réseau Caisse d'Epargne et de Prévoyance, 7 291 milliers d'euros affectés au Fonds de Garantie Mutuel.

3224.11 Capitaux propres

En milliers d'euros	Capital	Report à nouveau	Primes d'émission	Réserves/ Autres	Résultat	Total capitaux propres hors FRBG
Total au 31/12/2020	474 039	0	188 522	655 594	59 016	1 377 171
Mouvements de l'exercice	0	9 283	0	41 199	(4 968)	45 514
Total au 31/12/2021	474 039	9 283	188 522	696 794	54 048	1 422 685
Subventions d'investissement	0	0	0	36	0	36
Affectation résultat 2021	0	0	0	45 752	(45 752)	(0)
Distribution de dividendes	0	0	0	0	(8 296)	(8 296)
Augmentation de capital	0	0	0	0	0	0
Résultat de la période	0	0	0	0	44 912	44 912
Total au 31/12/2022	474 039	9 283	188 522	742 581	44 912	1 459 337

Le capital social de la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'élève à 474 039 milliers d'euros et est composé pour 474 039 440 euros de 23 701 972 parts sociales de nominal 20 euros, entièrement souscrites par les sociétés locales d'épargne.

Pour rappel, le 15 décembre 2020, la Banque Centrale Européenne a émis une recommandation (BCE/2020/62) dans laquelle elle demande aux établissements de veiller à ce que leur distribution à verser en 2021 n'excède ni un impact de 20 points de base sur leur ratio CET1, ni 15 % des profits accumulés au titre de 2019 et 2020. Dans ce cadre, le montant de distribution à verser en 2021 a été soumis, pour chaque établissement, à la validation préalable de la BCE. Cette recommandation a expiré au 30 septembre 2021.

▪ Sociétés locales d'épargne (SLE)

Au 31 décembre 2022, les parts sociales émises par la Caisse d'Epargne Loire-Centre sont détenues par 15 sociétés locales d'épargne, dont le capital (621 828 milliers d'euros de parts sociales) est détenu par des sociétaires. Au cours de l'exercice 2022, les SLE ont perçu un dividende de 8 296 milliers d'euros au titre de leur participation dans la Caisse d'Epargne.

Au 31 décembre 2022, les SLE sont titulaires d'un compte courant d'associé de 147 789 milliers d'euros comptabilisé en autres passifs dans les comptes de la Caisse d'Epargne Loire-Centre. Au cours de l'exercice 2022, la rémunération de ce compte courant d'associé s'est traduite par une charge de 1 657 milliers d'euros, présentée en marge nette d'intérêts dans les comptes de la Caisse d'Epargne Loire-Centre.

3224.12 Durée résiduelle des emplois et ressources

Les emplois et ressources à terme définis sont présentés selon la durée restant à courir avec créances et dettes rattachées.

En milliers d'euros	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total
Effets publics et valeurs assimilées	299	302	68 166	175 172	240 827	0	484 766
Créances sur les établissements de crédit	886 161	167 695	1 468	1 912 422	29 887	0	2 997 632
Opérations avec la clientèle	356 270	236 917	1 010 736	4 359 393	7 106 783	147 207	13 217 306
Obligations et autres titres à revenu fixe	153 427	19 146	311 797	845 745	207 868	0	1 537 983
Total des emplois	1 396 157	424 060	1 392 166	7 292 732	7 585 366	147 207	18 237 688
Dettes envers les établissements de crédit	134 964	257 691	3 112 943	1 025 052	886 570	0	5 417 219
Opérations avec la clientèle	9 696 442	184 791	617 567	1 174 829	94 514	0	11 768 143
Dettes représentées par un titre	2 961	0	750	650	0	0	4 361
Total des ressources	9 834 366	442 483	3 731 260	2 200 531	981 084	0	17 189 723

Suite à l'application du règlement ANC n° 2020-10, les dettes représentées par un titre sont présentées après déduction des titres empruntés et la créance sur le fonds d'épargne est présenté en déduction de l'épargne réglementée. Se référer aux notes 3224.2, 3224.3.1 et 3224.7

322.5. Note 5. Informations sur le hors bilan et opérations assimilées

3225.1 Engagements reçus et donnés

Principes généraux

■ Engagements de financement

Les engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés comprennent notamment les accords de refinancement, les acceptations à payer ou les engagements de payer, les confirmations d'ouvertures de crédits documentaires et les autres engagements donnés à des établissements de crédit.

Les engagements de financement en faveur de la clientèle comprennent notamment les ouvertures de crédits confirmés, les lignes de substitution des billets de trésorerie, les engagements sur facilités d'émission de titres et les autres engagements en faveur d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de financement reçus recensent notamment les accords de refinancement et les engagements divers reçus d'établissements de crédit et assimilés.

■ Engagements de garantie

Les engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit recouvrent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle comprennent notamment les cautions, avals et autres garanties d'ordre d'agents économiques autres que des établissements de crédit et assimilés.

Les engagements de garantie reçus recensent notamment les cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit et assimilés.

32251.1 Engagements de financement

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Engagements de financement donnés		
Autres ouvertures de crédits confirmés	1 711 711	1 432 844
Autres engagements	13 519	8 566
En faveur de la clientèle	1 725 230	1 441 410
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	1 725 230	1 441 410
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	28 690	0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS	28 690	0

32251.2 Engagements de garantie

En milliers d'euros	31/12/2022	31/12/2021
Cautions immobilières	91 754	94 269
Cautions administratives et fiscales	272	364
Autres cautions et avals donnés	153 333	149 245
Autres garanties données	162 209	125 066
D'ordre de la clientèle	407 568	368 944
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	407 568	368 944
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	217 106	140 464
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	217 106	140 464

32251.3 Autres engagements ne figurant pas au hors bilan

En milliers d'euros	31/12/2022		31/12/2021	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
Autres valeurs affectées en garantie en faveur d'établissements de crédit	4 143 501		3 981 558	
Autres valeurs affectées en garantie reçues de la clientèle		10 273 567	0	9 048 202
Total	4 143 501	10 273 567	3 981 558	9 048 202

Au 31 décembre 2022, les créances données en garantie dans le cadre des dispositifs de refinancement incluent plus particulièrement :

- 1 194 257 milliers d'euros de titres et créances mobilisées auprès de la Banque de France dans le cadre du processus TRICP contre 1 166 615 milliers d'euros au 31 décembre 2021,
- 139 197 milliers d'euros de créances apportées en garantie des financements obtenus auprès de la Banque européenne d'investissement (BEI) contre 140 968 milliers d'euros au 31 décembre 2021,
- 801 280 milliers d'euros de crédits immobiliers nantis auprès de BPCE SFH contre 574 854 milliers d'euros au 31 décembre 2021.
- 130 000 milliers d'euros de garanties sur prêts interbancaires auprès de la Compagnie de financement foncier.
- 69 000 milliers d'euros de crédits à la consommation données en garantie auprès d'un FCT Demeter Tria. Ce dispositif de refinancement est un programme de refinancement privé dans lequel un fonds émet des titres seniors souscrits par un investisseur externe et juniors souscrits par les établissements participant avec la mise en place de prêts collatéralisés entre les établissements et le fonds. En synthèse, l'opération aboutit chez les établissements à un emprunt collatéralisé par un portefeuille de créances remis en garantie et qui demeure ainsi inscrit au bilan de l'établissement.

Les autres engagements concernent 1 760 466 milliers d'euros mobilisés auprès de la Banque de France dans le cadre du dispositif EBCE Immo et Corp contre 1 976 885 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Par ailleurs, la Caisse d'Epargne Loire-Centre n'a pas reçu de montant significatif d'actifs en garantie.

Dans le cadre de ces opérations de titrisation, la Caisse d'Epargne Loire-Centre effectue le recouvrement des sommes dues sur les crédits cédés pour le compte du FCT. Afin de sanctuariser les encaissements reçus de la clientèle et qui appartiennent juridiquement au FCT, il a été mis en place un "compte d'affectation spécial (CAS)", figurant parmi les comptes ordinaires de la Caisse d'Epargne Loire-Centre. Ce compte reçoit les sommes recouvrées dans l'attente de leur reversement au FCT. Au 31 décembre 2022, le montant de cet actif grevé au bénéfice du FCT figure dans les "Autres valeurs affectées en garantie" et s'élève à 19 345 milliers d'euros contre 21 874 milliers d'euros au 31 décembre 2021.

Principes comptables

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC).

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. A la date de clôture, le montant de ces engagements représente le volume des opérations non dénouées à la clôture.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine.

▪ Opérations fermes

Les contrats d'échange de taux et assimilés (accords de taux futurs, garantie de taux plancher et plafond) sont classés selon le critère de l'intention initiale dans les catégories suivantes :

- • microcouverture (couverture affectée) ;
- • macrocouverture (gestion globale de bilan) ;
- • positions spéculatives / positions ouvertes isolées ;
- • gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction.

Les montants perçus ou payés concernant les deux premières catégories sont comptabilisés prorata temporis dans le compte de résultat.

Les charges et produits d'instruments utilisés à titre de couverture d'un élément ou d'un ensemble d'éléments homogènes sont enregistrés en résultat de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. Les éléments de résultat de l'instrument de couverture sont comptabilisés dans le même poste que les produits et charges concernant les éléments couverts en "Intérêts et produits assimilés" et "Intérêts et charges assimilées". Le poste "Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation" est utilisé lorsque les éléments couverts sont inclus dans le portefeuille de négociation.

En cas de surcouverture caractérisée, une provision pourra être constituée sur l'instrument de couverture, à hauteur de la quote-part en surcouverture, si l'instrument est en moins-value latente. Dans ce cas, la dotation aux provisions affectera le poste "Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation".

Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat au poste "Intérêts et produits assimilés" et "Intérêts et charges assimilées". Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les charges et les produits relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument.

La comptabilisation des plus ou moins-values latentes est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré).

Sur les marchés de gré à gré (qui incluent les opérations traitées en chambres de compensation), les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Sur les marchés organisés ou assimilés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.

Les contrats relevant de la gestion spécialisée sont valorisés en tenant compte d'une décote pour risque de contrepartie et valeur actualisée des frais de gestion futurs, si ces ajustements de valorisation sont significatifs. Les dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf note 1.2.) ne font pas l'objet de ces ajustements de valorisation. Les variations de valeur d'un arrêté comptable à l'autre sont inscrites immédiatement en compte de résultat au poste "Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation".

Les soultes de résiliation ou d'assignation sont comptabilisées comme suit :

- pour les opérations classées en gestion spécialisée ou en position ouverte isolée, les soultes sont rapportées immédiatement en compte de résultat ;
- pour les opérations de microcouverture et de macrocouverture, les soultes sont soit amorties sur la durée de vie résiduelle de l'élément anciennement couvert soit rapportées immédiatement en compte de résultat.

▪ Opérations conditionnelles

Le montant notionnel de l'instrument sous-jacent sur lequel porte l'option ou le contrat à terme est enregistré en distinguant les contrats de couverture des contrats négociés dans le cadre d'opérations de marché.

Pour les opérations sur options de taux d'intérêt, de change ou sur actions, les primes payées ou encaissées sont enregistrées en compte d'attente. A la clôture de l'exercice, ces options font l'objet d'une valorisation portée en compte de résultat dans le cas de produits cotés sur un marché organisé ou assimilé. Pour les marchés de gré à gré, seules les moins-values font l'objet d'une provision et les plus-values latentes ne sont pas enregistrées. Lors de la revente, du rachat, de l'exercice ou à l'expiration, les primes sont enregistrées immédiatement en compte de résultat.

Pour les opérations de couverture, les produits et charges sont rapportés de manière symétrique à ceux afférents à l'élément couvert. Les instruments conditionnels vendeurs ne sont pas éligibles au classement en macrocouverture.

Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé.

32252.1 Instruments financiers et opérations de change à terme

En milliers d'euros	31/12/2022			31/12/2021		
	Couverture	Total	Juste valeur	Couverture	Total	Juste valeur
Swaps de taux d'intérêt	2 362 155	2 362 155	46 801	1 777 104	1 777 104	(80 260)
Swaps financiers de devises	4 526	4 526	4 526	4 008	4 008	4 008
Opérations de gré à gré	2 366 681	2 366 681	51 327	1 781 112	1 781 112	(76 252)
TOTAL OPÉRATIONS FERMES	2 366 681	2 366 681	51 327	1 781 112	1 781 112	(76 252)
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS ET DE CHANGE À TERME	2 366 681	2 366 681	51 327	1 781 112	1 781 112	(76 252)

Les montants notionnels des contrats recensés dans ce tableau ne constituent qu'une indication de volume de l'activité de la Caisse d'Epargne Loire-Centre sur les marchés d'instruments financiers à la clôture de l'exercice et ne reflètent pas les risques de marché attachés à ces instruments.

Les engagements sur instruments de taux d'intérêt négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des swaps de taux pour les opérations à terme fermes.

Les engagements sur instruments de cours de change négociés sur des marchés de gré à gré portent essentiellement sur des opérations de change à terme.

32252.2 Ventilation par type de portefeuille des instruments financiers de taux d'intérêt et swaps financiers de devises négociés sur un marché de gré à gré

	31/12/2022			31/12/2021		
	Micro couverture	Macro couverture	Total	Micro couverture	Macro couverture	Total
En milliers d'euros						
Swaps de taux d'intérêt	729 729	1 632 426	2 362 155	359 257	1 417 847	1 777 104
Swaps financiers de devises	4 526	0	4 526	4 008	0	4 008
Opérations fermes	734 255	1 632 426	2 366 681	363 265	1 417 847	1 781 112
TOTAL	734 255	1 632 426	2 366 681	363 265	1 417 847	1 781 112

Il n'y a pas eu de transfert d'opérations vers un autre portefeuille au cours de l'exercice. Toutefois, dans le cadre de la mise en œuvre des opérations de micro-couverture des titres de placement 100 000 milliers d'euros de swaps traités le 30 septembre 2022 initialement affectés à la couverture d'un portefeuille de crédit ont été réalloués à la couverture de 100 000 milliers d'euros de titres de placement, effets publics et assimilés.

	31/12/2022			31/12/2021		
	Micro couverture	Macro couverture	Total	Micro couverture	Macro couverture	Total
En milliers d'euros						
Juste valeur	(772)	52 098	51 327	(4 486)	(71 767)	(76 252)

32252.3 Durée résiduelle des engagements sur instruments financiers à terme

	31/12/2022			
	de 0 à 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
En milliers d'euros				
Opérations de gré à gré	200 596	1 238 805	927 279	2 366 681
Opérations fermes	200 596	1 238 805	927 279	2 366 681
TOTAL	200 596	1 238 805	927 279	2 366 681

322.6. Note 6. Autres informations

3226.1 Consolidation

En référence à l'article 4111-1 du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables (ANC), en application de l'article 111-1 du règlement ANC 2020-01, la Caisse d'Epargne Loire-Centre établit des comptes consolidés conformes au référentiel comptable international.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe BPCE.

3226.2 Rémunérations, avances, crédits et engagements

Les rémunérations versées en 2022 aux organes de direction s'élèvent à 5 321 milliers d'euros.

3226.3 Honoraires des commissaires aux comptes

HONORAIRES DES CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES												
Montants en milliers d'euros	MAZARS				KPMG				TOTAL			
	Montant (1)		%		Montant (1)		%		Montant (1)		%	
	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Missions de certification des comptes	111	107	81%	79%	111	107	96%	96%	222	214	88%	87%
	26	28	19%	21%	5	4	4%	4%	31	32	12%	13%
Services autres que la certification des comptes (2)												
TOTAL	137	135	100 %	100 %	116	111	100 %	100 %	253	246	100 %	100 %
Variation (%)	1%				5%				3%			

(1) Les montants portent sur les prestations figurant dans le compte de résultat de l'exercice y compris notamment, la TVA non récupérable.

(2) Les autres missions - SACC (Services autres que la certification des comptes) réalisées et publiées concernent le rapport de l'organisme tiers indépendant (OTI), sur les informations RSE et des attestations.

3226.4 Implantations dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 2 mars 2022 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2022, la Caisse d'Épargne Loire-Centre n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

4. Annexes

4.1. Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la DPEF consolidée figurant dans le rapport de gestion

DocuSign Envelope ID: C5A23414-3E05-4F79-90D3-20265A589966

mazars

81, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie
France
Tél : +33 (0)1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0)1 49 97 60 01
www.mazars.fr

**Caisse d'Epargne et de Prévoyance
Loire Centre**

**Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la
vérification de la déclaration consolidée de performance
extra-financière figurant dans le rapport de gestion**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire Centre

Société Anonyme coopérative au capital de 474 039 440 €

Siège social : 12 rue de Maison Rouge 45140 SAINT JEAN DE LA RUELLÉ

RCS ORLEANS 383 952 470

Rapport de l'organisme tiers indépendant sur la vérification de la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2022

Aux sociétaires

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, membre du réseau Mazars, commissaire aux comptes de la Caisse d'Epargne Loire Centre, accrédité par le COFRAC Inspection sous le numéro 3-1058 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr), nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur les informations historiques (constatées ou extrapolées) de la déclaration consolidée de performance extra-financière, préparées selon les procédures de l'entité (ci-après le « Référentiel »), pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 (ci-après respectivement les « Informations » et la « Déclaration »), présentées dans le rapport de gestion de la Caisse d'Epargne Loire Centre en application des dispositions des articles L. 225-102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

Conclusion

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Préparation de la déclaration de performance extra-financière

L'absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s'appuyer pour évaluer et mesurer les Informations permet d'utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les Informations doivent être lues et comprises en se référant au Référentiel dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration.

Limites inhérentes à la préparation des Informations

Les Informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l'état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement et présentées dans la Déclaration.

Responsabilité de la société

Il appartient au Directoire :

- de sélectionner ou d'établir des critères appropriés pour la préparation des Informations ;
- d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance et par ailleurs les informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;
- ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement des Informations ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

La Déclaration a été établie en appliquant le Référentiel de l'entité tel que mentionné ci-avant.

Responsabilité de l'Organisme Tiers Indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations historiques (constatées ou extrapolées) fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225 105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les Informations telles que préparées par la direction, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites Informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur :

- le respect par l'entité des autres dispositions légales et réglementaires applicables (notamment en matière d'informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte), de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- la sincérité des informations prévues par l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (taxonomie verte) ;

- la conformité des produits et services aux réglementations applicables ;

Dispositions réglementaires et doctrine professionnelle applicable

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225 1 et suivants du code de commerce, à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention tenant lieu de programme de vérification et à la norme internationale ISAE 3000 (révisée).

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 3 personnes et se sont déroulés entre janvier 2023 et mars 2023 sur une durée totale d'intervention de 3 semaines.

Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment les directions financières, des marchés, des ressources humaines, des engagements, des risques et de la conformité, de la logistique, de la communication, de la transformation et de la qualité.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les Informations.

Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée :

- nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation et de l'exposé des principaux risques ;
- nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;

- nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225 102 1 en matière sociale et environnementale ainsi que de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques et comprend, le cas échéant, une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et une description des principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance afférents aux principaux risques ;
- nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour :
 - o apprécier le processus de sélection et de validation des principaux risques ainsi que la cohérence des résultats, incluant les indicateurs clés de performance retenus, au regard des principaux risques et politiques présentés, et
 - o corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes présentées en Annexe. Nos travaux ont été réalisés au niveau de l'entité consolidante ;
- nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 ;
- nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par l'entité et avons apprécié le processus de collecte visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs que nous avons considérés les plus importants présentés en Annexe 1, nous avons mis en œuvre :
 - o des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - o des tests de détail sur la base de sondages ou d'autres moyens de sélection, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés en central et couvrent 100% des données consolidées sélectionnées pour ces tests ;
- nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation.

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une mission d'assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une mission d'assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

L'organisme tiers indépendant,

Mazars SAS

Paris La Défense, le 23 mars 2023

DocuSigned by:

068563068A04C4

Edwige Rey

Associée RSE & Développement Durable

Annexe : Informations considérées comme les plus importantes

Informations qualitatives (actions et résultats) relatives aux principaux risques

- Gestion de l'employabilité et de la transformation des métiers
- Attractivité employeur
- Egalité de traitement, diversité & inclusion
- Financement de la transition environnementale
- Empreinte socio-économique et implication dans la vie des territoires
- Durabilité de la relation client
- Respect des lois, éthique des affaires & transparence
- Accessibilité de l'offre & finance inclusive
- Protection des clients & transparence de l'offre
- Financement de l'économie réelle et des besoins sociétaux
- Sécurité et confidentialité des données
- Intégration des critères ESG dans les décisions d'investissement

Indicateurs quantitatifs incluant les indicateurs clés de performance

- Effectif au 31.12.2022 ;
- % de femmes cadres (et évolution) ;
- Nombre d'heures de formation/ ETP (et évolution) ;
- Taux d'absentéisme maladie (et évolution) ;
- Montant du financement de la transition environnementale ;
- Montants décaissés dédiés à des activités de mécénat et aux partenariats non commerciaux ;
- NPS (net promoter score) client annuel et tendance ;
- Nombre de collaborateurs ayant reçu la formation lutte anti-blanchiment depuis deux ans et moins, sur les effectifs inscrits le 31/12 ;
- Taux d'équipement OCF ;
- Nombre de réclamations « Information/conseil » traitées en 2022 avec une réponse favorable /Nombre total de réclamations traitées en 2022 ;
- Montant de financement du logement social/ESS/secteur public et le financement des entreprises TPE/PME (Evolution Production & encours) ;
- Montant de l'encours des prêts à impact ;
- Taux de nouveaux projets communautaires bénéficiant d'un accompagnement SSI et Privacy ;

4.2. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

DocuSign Envelope ID: FD6AEFA8-882E-4FD6-98FA-8EF98039121A

mazars

61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie

KPMG

2 Avenue Gambetta
CS 60055
92086 Paris la Défense Cedex

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux
comptes à direction et conseil de surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.
Tour EQHO 2 Avenue Gambetta
CS 60055
92086 Paris la Défense Cedex

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre
Société anonyme Coopérative
RCS ORLEANS B 383 952 470

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés du Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance



Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.




Risque de crédit – dépréciation des prêts et créances à la clientèle (statut 1, 2 et 3)

 Risque identifié	 Notre réponse
<p>Le groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre est exposé aux risques de crédit. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Conformément au volet « dépréciation » de la norme IFRS 9, le groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques attendus (encours en statuts 1 et 2) ou avérés (encours en statut 3) de pertes.</p> <p>Les règles de dépréciation des pertes attendues imposent la constitution d'un premier statut de dépréciation matérialisant une perte attendue à 1 an dès l'origine d'un nouvel actif financier ; et d'un second statut matérialisant une perte attendue à maturité, en cas de dégradation significative du risque de crédit.</p> <p>La détermination de ces pertes de crédit attendues requiert l'exercice de jugement notamment pour déterminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les critères de dégradation du risque de crédit ; • les mesures de pertes attendues sur la base des probabilités de défaut (PD) et des pertes en cas de défaut (LGD) ; • les modalités de prise en compte des projections macro-économiques à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure de pertes attendues. <p>Ces éléments de paramètres sont intégrés à différents modèles développés par le groupe BPCE pour chaque typologie de portefeuille de crédits afin de déterminer le montant des pertes de crédits attendues que votre Caisse comptabilise dans ses comptes consolidés.</p> <p>Comme précisé dans la note 7.1.2 de l'annexe, une évolution des critères quantitatifs de passage en 32 ainsi qu'une évolution des LGD sur le segment PME ont été développées et mises en production au 1^{er} semestre 2022.</p> <p>Ces dépréciations pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations au regard des spécificités locales identifiées par le groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré (statut 3) font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par la direction de votre Caisse en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituent un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, en particulier, dans un contexte d'incertitudes persistantes marqué par le conflit en Ukraine et les tensions sur les matières premières et l'énergie, ainsi que le retour de l'inflation et une hausse rapide des taux d'intérêts, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours en statuts 1 et 2, que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits en statut 3.</p> <p>Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés à la clientèle s'élève à 106 M€ dont 23,3 M€ au titre du statut 1, 71 M€ au titre du statut 2 et 101,2 M€ au titre du statut 3.</p> <p>Le coût du risque sur l'exercice 2022 s'élève à 27,9 M€ (stable depuis le 31 décembre 2021).</p> <p>Pour plus de détails sur les principes comptables et les expositions, se référer à la note 7 de l'annexe. Les incidences du contexte économique toujours incertain sur le risque de crédit sont mentionnées dans la note 7.1.2.</p>	<p>Dépréciation des encours de crédits en statuts 1 et 2 :</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties ; • en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes : <ul style="list-style-type: none"> ◦ se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des règles IFRS 9 ; ◦ ont apprécié le caractère approprié des paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations, particulièrement en ce qui concerne le recalibrage des LGD sur le segment PME et l'évolution des critères de dégradation significative du risque de crédit mis en production à compter du 30 juin 2022 ; ◦ ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ; ◦ ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9 ; ◦ ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sur les contreparties identifiées par votre Caisse. <p>Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions complémentaires comptabilisées dans le Groupe Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par la Caisse des contreparties considérées au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.</p> <p>Dépréciation des encours de crédit en statut 3 :</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations.</p> <p>Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe requise par la norme IFRS 9 au titre du volet « dépréciation » au 31 décembre 2022.</p>

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2022

3

Valorisation des titres BPCE

 Risque identifié	 Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres à la juste valeur par OCI non recyclables, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.</p> <p>Leur valorisation est fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (DDM) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure provisionnelles de l'organe central.</p> <p>Cette juste valeur est classée au niveau 3 de la hiérarchie.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE S.A. constitue un point clé de l'audit en raison :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la classification de cet instrument financier en niveau 3 de juste valeur, • de la significativité de cette estimation comptable dans les comptes consolidés de votre Caisse. <div data-bbox="391 1086 798 1232">  <p>La juste valeur des titres BPCE s'élève à 370,6 M€ au 31 décembre 2022, soit une variation d'OCI par rapport à la valeur d'acquisition liée à ce titre de - 163,3 M€. Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer aux notes 1.3, 6.4 et 9 de l'annexe.</p> </div>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une prise de connaissance des modalités de valorisation selon l'approche en actif net réévalué tel que présentée ci-contre ; • la comparaison du résultat de cette approche avec celle issue d'une analyse de comparables boursiers sur la base des données concernant les banques françaises cotées.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations à restituer au titre des activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile (règlement délégué UE 2022/1214) n'ont pas été publiées par votre établissement dans sa déclaration de performance extra-financière.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre par l'Assemblée générale du 25 avril 1997 pour le cabinet Mazars et celle du 21 avril 2021 pour le cabinet KPMG S.A.

Au 31 décembre 2022, le cabinet Mazars était dans la 26^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2022

5

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2022

6

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 23 mars 2023

KPMG S.A.

Paris La Défense, le 23 mars 2023

DocuSigned by:

 2280218180C14C1

Laurence Karagulian
 Associée

DocuSigned by:

 6599104057AC14C1

Xavier de Coninck
 Associé

4.3. Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes individuels

DocuSign Envelope ID: FD6AEFA8-882B-4F06-98FA-8EF98039121A

mazars

61 Rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

KPMG

2 Avenue Gambetta
CS 60055
92088 Paris la Défense Cedex

Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mazars
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux
comptes à directoire et conseil de surveillance
Capital de 9 320 000 Euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.
Tour ECHO 2 Avenue Gambetta
CS 60055
92088 Paris la Défense Cedex

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre
Société anonyme Coopérative
RCS ORLEANS B 383 952 470

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée générale de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'Audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit




En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque de crédit – dépréciation individuelle et collective

 Risque identifié	 Notre réponse
<p>La Caisse d'Épargne et de Prévoyance Loire-Centre est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle.</p> <p>Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de votre Caisse en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.</p> <p>Par ailleurs, votre Caisse enregistre, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux perte en cas de défaut, informations prospectives).</p> <p>Ces provisions pour pertes attendues sont complétées le cas échéant par des dotations au regard de spécificités locales identifiées par votre Caisse.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions et dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, en particulier, dans un contexte d'incertitudes persistantes marqué par le conflit en Ukraine et les tensions sur les matières premières et l'énergie, ainsi que le retour de l'inflation et une hausse rapide des taux d'intérêts, et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents statuts et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes des crédits attendues, que dans l'appréciation du niveau de provisionnement individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.</p>	<p>Provisionnement des encours de crédits non douteux présentant une détérioration significative du risque de crédit :</p> <p>Nos travaux ont principalement consisté :</p> <ul style="list-style-type: none">à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties ;en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :<ul style="list-style-type: none">se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de provisions, les paramètres utilisés pour le calcul des provisions ;ont apprécié le caractère approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs des provisions au 31 décembre 2022 ;ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ;ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés ;ont réalisé des contrôles portant sur l'outil mis à disposition par le Groupe BPCE afin d'évaluer les incidences en pertes de crédits attendues de l'application de dégradations sur les contreparties identifiées par votre Caisse. <p>Par ailleurs, nous nous sommes assurés de la correcte documentation et justification des provisions complémentaires comptabilisées dans votre Caisse. A ce titre, nous avons (i) procédé à l'appréciation des critères d'identification par la Caisse des contreparties considérées au regard de son environnement comme étant davantage sensibles aux incidences du contexte économique actuel, (ii) effectué une revue critique des provisions ainsi estimées.</p>
<p> Le stock des dépréciations individuelles sur les encours de crédits s'élève à 90,4 M€ et le stock des provisions pour risque de contrepartie inscrites au passif s'élève à 82 M€ pour un encours brut de 13 Mds€ (dont un encours brut faisant l'objet de dépréciations de 260,8 M€) au 31 décembre 2022.</p> <p>Le coût du risque sur l'exercice 2022 s'élève à 26,2 M€ (contre 23,9 M€ sur l'exercice 2021).</p> <p>Pour plus de détail sur les principes comptables et les expositions, se référer aux notes 3.8, 4.2 et 4.9.2 de l'annexe.</p>	<p>Dépréciation sur encours de crédits douteux et douteux compromis</p> <p>Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.</p> <p>Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses, du processus de revue de crédit, du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations.</p> <p>Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2022.</p>

Valorisation des titres BPCE

 Risque identifié	 Notre réponse
<p>Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les 14 Banques Populaires et les 15 Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.</p> <p>La valeur des titres de l'organe central, classés en titres de participation, a été déterminée en calculant un actif net réévalué qui intègre la réévaluation des principales filiales de BPCE.</p> <p>Leur valorisation est fondée sur les prévisions pluriannuelles actualisées des flux de dividendes attendus (DDM) déterminées à partir des plans d'affaires des principales filiales. Ces valorisations reposent sur des paramètres techniques tels que le taux d'actualisation, le taux de croissance à long terme et le taux de rémunération des fonds propres.</p> <p>L'actif net réévalué de BPCE intègre également les actifs incorporels détenus par BPCE, qui font l'objet d'un exercice de valorisation périodique par un expert indépendant, ainsi que les charges de structure prévisionnelles de l'organe central.</p> <p>Nous avons considéré que la valeur des titres BPCE S.A. constitue un point clé de l'audit en raison de la significativité de cette estimation comptable au sein du bilan de votre Caisse et des jugements intervenant dans le calibrage des paramètres.</p> <div data-bbox="384 1093 798 1205">  <p>La valeur nette comptable des titres BPCE s'élève à 660,4 M€ au 31 décembre 2022, sans variation depuis le 31 décembre 2021. Pour plus de détails sur les principes comptables, se référer aux notes 1.3 et 4.4 de l'annexe.</p> </div>	<p>Les travaux de valorisation des titres BPCE sont réalisés par les équipes d'évaluation de l'organe central. De ce fait, les procédures d'audit nécessaires à la validation de ces travaux sont menées à notre demande par le collège des auditeurs de l'organe central, dont nous revoyons les conclusions pour les besoins de notre audit.</p> <p>Ainsi, à réception des conclusions, nous nous assurons de la démarche d'audit qu'ils ont mise en œuvre et faisons une revue critique de ces conclusions. Dans le cadre des travaux réalisés, les auditeurs de l'organe central font appel à l'expertise des équipes Evaluation et Modèles de chaque cabinet.</p> <p>Les travaux menés ont consisté principalement en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une analyse de la pertinence de la méthodologie retenue pour valoriser les principales entités ; • l'obtention et la revue des plans d'affaires filiales et principales participations et l'analyse des taux d'actualisation, de croissance et de rémunération des fonds propres retenus en fonction du profil de chaque entité ; • un contre-calcul des valorisations ; • l'appréciation de l'absence d'indices / d'éléments factuels susceptibles de remettre en cause significativement la valorisation des actifs incorporels déterminée par un expert indépendant en 2020, dont le rapport avait fait l'objet d'une prise de connaissance et d'une revue critique lors de cet exercice.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Sociétaires à l'exception du point ci-après :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre par l'Assemblée générale du 25 avril 1997 pour le cabinet Mazars et celle du 21 avril 2021 pour le cabinet KPMG S.A..

Au 31 décembre 2022, le cabinet Mazars était dans la 26^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG S.A. dans la 2^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

Paris La Défense, le 23 mars 2023

DocuSigned by

206601180901421

Laurence Karagulian
Associée

KPMG S.A.

Paris La Défense, le 23 mars 2023

DocuSigned by

883370A3374C482

Xavier de Coninck
Associé

4.4. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

DocuSign Envelope ID: FD6AEFA8-882B-4F06-98FA-5EF98039121A

mazars

61 Rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

KPMG

2 Avenue Gambetta
CS 80055
92086 Paris la Défense Cedex

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE LOIRE-CENTRE

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2022

Mazars
Société Anonyme
61, rue Henri Regnault – 92400 Courbevoie
Capital de 8 320 000 Euros – RCS Nanterre 784 824 153

KPMG S.A.
Tour ECHO 2 Avenue Gambetta
CS 80055
92086 Paris la Défense Cedex

CAISSE D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE LOIRE-CENTRE

Société anonyme coopérative
RCS ORLEANS B 383 952 470

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022

A l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-86 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Conventions entre la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre et la SAS Loire-Centre Capital

1. Convention de financement

Entités concernées

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre et la SAS Loire-Centre Capital.

Modalités

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre s'oblige à doter en ressources financières la SAS Loire-Centre Capital pour lui permettre de réaliser ses investissements via des avances d'associés ou, le cas échéant, des prêts obligataires et accepte le risque, en cas de non-remboursement de ces avances, d'abandon des comptes courants d'associés ou de renforcement des fonds propres par compensation avec ces comptes courants d'associés.

Convention à durée indéterminée conclue le 29 avril 2015.

Conséquences financières

Les sommes inscrites en compte courant d'associés s'élèvent à 3 817 809 euros au 31 décembre 2022. Les intérêts enregistrés pour 2022 représentent une somme de 15 144 euros.

2. Convention de prestation de services

Entités concernées

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre et la SAS Loire-Centre Capital.

Modalités

En contrepartie de la convention de financement liant la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre à la SAS Loire-Centre Capital, la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre lui facture par convention séparée, des prestations de service en termes d'assistance et de conseils dans l'accomplissement des opérations de *sourcing* (identification de cibles), d'analyse, de présentation et de suivi commercial de dossiers.

Convention conclue le 30 juin 2009 et renouvelable par périodes de 2 ans, le prochain renouvellement étant fixé au 29 avril 2023.

Conséquences financières

Au cours de l'exercice 2022, un montant de 5 077 euros a été facturé à la SAS Loire-Centre Capital au titre de cette convention.

Conventions entre la Caisse d'Epargne Loire-Centre avec les quinze Sociétés Locales d'Epargne (S.L.E)

1. Conventions de comptes courants d'associés

Entités concernées

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre et les quinze Sociétés Locales d'Epargne.

Modalités

Les S.L.E. n'exerçant pas d'activité commerciale ni bancaire, elles n'ont pas l'utilité de la trésorerie excédentaire dont elles disposent du fait de la commercialisation de leurs parts sociales. Elles affectent cette trésorerie à des comptes courants d'associés.

Ces conventions ont été conclues entre le 17 et le 27 novembre 2020 pour une durée indéterminée.

Conséquences financières

Au 31 décembre 2022, les sommes inscrites en comptes courants d'associés s'élèvent à 147 788 640 euros. Les intérêts enregistrés pour l'exercice 2022 s'élèvent à 1 657 123 euros.

2. Conventions de prestation de services

Entités concernées le jour de l'opération

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre et les quinze Sociétés Locales d'Epargne.

Modalités

Les S.L.E étant dépourvues de moyens et matériels, il est nécessaire de confier à la CELC la mission d'assurer leur gestion et leur animation.

Ces conventions ont été conclues entre le 22 mai et le 1^{er} juin 2012 et sont renouvelables par tacite reconduction par périodes de 6 ans à compter du 31 mai 2014, le prochain renouvellement étant prévu pour le 31 mai 2026.

Conséquences financières

En rémunération des prestations réalisées durant l'exercice 2022, un produit total de 241 342 euros TTC a été constaté au titre de diverses charges administratives et de la mise à disposition de personnel (juridique et comptable).

Convention de rémunération des collatéraux entre la Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre et BPCE (ex-CNCE)

Entités concernées

La Caisse d'Epargne et de Prévoyance Loire-Centre et BPCE (Ex- CNCE) (Caisse National des Caisses d'Epargne).

Modalités

Les opérations de refinancement du Groupe Caisse d'Epargne prévoient l'utilisation directe ou indirecte d'actifs appartenant à la Caisse d'Epargne Loire-Centre comme collatéraux ainsi que les conditions dans lesquelles la Caisse perçoit une commission financière pour les garanties apportées.

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance du 22 juin 2009 a autorisé la signature par la Caisse d'Epargne Loire-Centre de la convention de répartition de rémunération de collatéraux détaillant notamment les principes de calcul et de paiement de la commission.

Cette convention a été conclue le 30 juin 2009, pour une durée déterminée de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction pour trois ans, le prochain renouvellement devant avoir lieu le 30 mars 2024.

Conséquences financières

Au cours de l'exercice 2022, la commission financière perçue par la Caisse d'Epargne Loire-Centre s'est élevée à 129 485 euros.

Paris La Défense, le 23 mars 2023

Les Commissaires aux comptes


Mazars

DocuSigned by

2000013696CD421

Laurence Karagulian
Associée

KPMG S.A.

DocuSigned by

8E397CA3314C4B7

Xavier de Coninck
Associé

5. Déclaration des personnes responsables

5.1. Personne responsable des informations contenues dans le rapport

Vincent MANSUY,
Membre du Directoire en charge du pôle finances.

5.2. Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent rapport sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Vincent MANSUY
Membre du Directoire en charge du pôle finances



Date : 7 avril 2023